Œuvres Complètes de Frédéric Bastiat, tome 3 mises en ordre, revues et annotées

Frédéric Bastiat

OEUVRES COMPLÈTES

DE

FRÉDÉRIC BASTIAT

LA MÊME ÉDITION

EST PUBLIÉE EN SIX BEAUX VOLUMES IN-8º

Prix des 6 volume: 30 fr.

CORBEIL, typ. et stér. de CRÉTÉ.

OEUVRES COMPLÈTES

DE

FRÉDÉRIC BASTIAT

MISES EN ORDRE

REVUES ET ANNOTÉES D’APRÈS LES MANUSCRITS DE L’AUTEUR

Deuxième Édition.

TOME TROISIÈME

COBDEN ET LA LIGUE

OU

L’AGITATION ANGLAISE POUR LA LIBERTÉ DES ÉCHANGES.

3e ÉDITION

PARIS

GUILLAUMIN ET Cie, LIBRAIRES

Éditeurs du Journal des Économistes, de la Collection des principaux Économistes, du Dictionnaire de l’Économie politique, du Dictionnaire universel du Commerce et de la Navigation, *etc.*

RUE RICHELIEU, 14

1864

INTRODUCTION

La personne la plus exposée à se faire illusion sur le mérite et la portée d’un livre, après l’auteur, c’est certainement le traducteur. Peut-être n’échappé-je pas à cette loi, car je n’hésite pas à dire que celui que je publie, s’il obtenait d’être lu, serait pour mon pays une sorte de révélation. La liberté, en matière d’échanges, est considérée chez nous comme une utopie ou quelque chose de pis. On accorde bien, abstraitement, la vérité du principe, on veut bien reconnaître qu’il figure convenablement dans un ouvrage de théorie. Mais on s’arrête là. On ne lui fait même l’honneur de le tenir pour vrai qu’à une condition: c’est de rester à jamais relégué, avec le livre qui le contient, dans la poudre des bibliothèques, de n’exercer sur la pratique aucune influence, et de céder le sceptre des affaires au principe antagonique, et par cela même abstraitement faux, de la prohibition, de la restriction, de la protection. S’il est encore quelques économistes qui, au milieu du vide qui s’est fait autour d’eux, n’aient pas tout à fait laissé échapper de leur coeur la sainte foi dans le dogme de la liberté, à peine osent-ils, d’un regard incertain, en chercher le douteux triomphe dans les profondeurs de l’avenir. Comme ces semences recouvertes d’épaisses couches de terre inerte et qui n’écloront que lorsque quelque cataclysme, les ramenant à la surface, les aura exposés aux rayons vivifiants du soleil, ils voient le germe sacré de la liberté enfoui sous la dure enveloppe des passions et des préjugés, et ils n’osent compter le nombre des révolutions sociales qui devront s’accomplir, avant qu’il soit mis en contact avec le soleil de la vérité. Ils ne se doutent pas, ils ne paraissent pas du moins se douter que le pain des forts, converti en lait pour les faibles, a été distribué sans mesure à toute une génération contemporaine; que le grand principe, le droit

d’échanger, a brisé son enveloppe, qu’il s’est répandu comme un torrent sur les intelligences, qu’il anime toute une grande nation, qu’il y a fondé une opinion publique indomptable, qu’il va prendre possession des affaires humaines, qu’il s’apprête à absorber la législation économique d’un grand peuple! C’est là la *bonne nouvelle* que renferme ce livre. Parviendra-t-elle à vos oreilles, amis de la liberté, partisans de l’union des peuples, apôtres de l’universelle fraternité des hommes, défenseurs des classes laborieuses, sans qu’elle réveille dans vos coeurs la confiance, le zèle et le courage? Oui, si ce livre pouvait pénétrer sous la froide pierre qui couvre les Tracy, les Say, les Comte, je crois que les ossements de ces illustres philanthropes tressailliraient de joie dans la tombe.

Mais, hélas! je n’oublie pas la restriction que j’ai posée moi-même: *Si ce livre obtient d’être lu.*—COBDEN! LIGUE! AFFRANCHISSEMENT DES ÉCHANGES!—Qu’est-ce que Cobden? Qui a entendu parler, en France, de Cobden? Il est vrai que la postérité attachera son nom à une de ces grandes réformes sociales qui marquent, de loin en loin, les pas de l’humanité dans la carrière de la civilisation; la restauration, non du droit *au* travail, selon la logomachie du jour, mais du droit sacré *du* travail à sa juste et naturelle rémunération. Il est vrai que Cobden est à Smith ce que la propagation est à l’invention; qu’aidé de ses nombreux compagnons de travaux, il a vulgarisé la science sociale; qu’en dissipant dans l’esprit de ses compatriotes les préjugés qui servent de base au monopole, cette spoliation au dedans, et à la conquête, cette spoliation au dehors; en ruinant ainsi cet aveugle antagonisme qui pousse les classes contre les classes et les peuples contre les peuples, il a préparé aux hommes un avenir de paix et de fraternité fondé, non sur un chimérique renoncement à soi-même, mais sur l’indestructible amour de la conservation et du progrès individuels, sentiment qu’on a essayé de flétrir sous

le nom d’intérêt bien entendu, mais auquel, il est impossible de ne pas le reconnaître, il a plu à Dieu de confier la conservation et le progrès de l’espèce; il est vrai que cet apostolat s’est exercé de notre temps, sous notre ciel, à nos portes, et qu’il agite encore, jusqu’en ses fondements, une nation dont les moindres mouvements ont coutume de nous préoccuper à l’excès. Et cependant, qui a entendu parler de Cobden? Eh, bon Dieu! nous avons bien autre chose à faire qu’à nous occuper de ce qui, après tout, ne tend qu’à changer la face du monde. Ne faut-il pas aider M. Thiers à remplacer M. Guizot, ou M. Guizot à remplacer M. Thiers? Ne sommes-nous pas menacés d’une nouvelle irruption de barbares, sous forme d’huile égyptienne ou de viande sarde? et ne serait-il pas bien fâcheux que nous reportassions, un moment, sur la libre communication des peuples une attention si utilement absorbée par Noukahiva, Papéïti et Mascate?

La *Ligue*! De quelle Ligue s’agit-il? L’Angleterre a-t-elle enfanté quelque Guise ou quelque Mayenne? Les catholiques et les anglicans vont-ils avoir leur bataille d’Ivry?

L’agitation que vous annoncez se rattache-t-elle à l’agitation irlandaise? Va-t-il y avoir des guerres, des batailles, du sang répandu? Peut-être alors notre curiosité serait-elle éveillée, car nous aimons prodigieusement les jeux de la force brutale, et puis nous prenons tant d’intérêt aux questions religieuses! nous sommes devenus si bons catholiques, si bons papistes, depuis quelque temps.

Affranchissement des échanges! Quelle déception! quelle chute! Est-ce que le droit d’échanger, si c’est un droit, vaut la peine que nous nous en occupions? Liberté de parler, d’écrire, d’enseigner, à la bonne heure; on peut y réfléchir de temps en temps, à moments perdus, quand la question

suprême, la question ministérielle, laisse à nos facultés quelques instants de répit, car enfin ces libertés intéressent les hommes qui ont des loisirs. Mais la liberté d'acheter et de vendre! la liberté de disposer du fruit de son travail, d'en retirer par l'échange tout ce qu'il est susceptible de donner, cela intéresse aussi le peuple, l'homme de labeur, cela touche à la vie de l'ouvrier. D'ailleurs, échanger, trafiquer, cela est si prosaïque! et puis c'est tout au plus une question de bien-être et de justice. *Le bien-être!* oh! c'est trop matériel, trop matérialiste pour un siècle d'abnégation comme le nôtre! La *justice*! oh! cela est trop froid. Si au moins il s'agissait d'*aumônes*, il y aurait de belles phrases à faire. Et n'est-il pas bien doux de persévérer dans l'injustice, quand en même temps on est aussi prompt que nous le sommes à faire montre de charité et de philanthropie?

«Le sort en est jeté, s'écriait Kepler, j'écris mon livre; on le lira dans l'âge présent ou dans la postérité; que m'importe? il pourra attendre son lecteur.»—Je ne suis pas Kepler, je n'ai arraché à la nature aucun de ses secrets; et je ne suis qu'un simple et très-médiocre traducteur. Et cependant j'ose dire comme le grand homme: Ce livre peut attendre; le lecteur lui arrivera tôt ou tard. Car enfin, pour peu que mon pays s'endorme quelque temps encore dans l'ignorance volontaire où il semble se complaire, à l'égard de la révolution immense qui fait bouillonner tout le sol britannique, un jour il sera frappé de stupeur à l'aspect de ce feu volcanique..... non, de cette lumière bienfaisante qu'il verra luire au septentrion. Un jour, et ce jour n'est pas éloigné, il apprendra, sans transition, sans que rien la lui ait fait présager, cette grande nouvelle: l'Angleterre ouvre tous ses ports; elle a renversé toutes les barrières qui la séparaient des nations; elle avait cinquante colonies, elle n'en a plus qu'une, et c'est l'univers; elle échange avec quiconque veut échanger; elle achète sans demander à vendre; elle accepte toutes les relations sans en exiger

aucune; elle appelle sur elle l'*invasion* de vos produits; l'Angleterre a affranchi le travail et l'échange.—Alors, peut-être, on voudra savoir comment, par qui, depuis combien de temps cette révolution a été préparée; dans quel souterrain impénétrable, dans quelles catacombes ignorées elle a été ourdie, quelle franc-maçonnerie mystérieuse en a noué les fils; et ce livre sera là pour répondre: Eh, mon Dieu! cela s'est fait en plein soleil, ou du moins en plein air (car on dit qu'il n'y a pas de soleil en Angleterre). Cela s'est accompli en public, par une discussion qui a duré dix ans, soutenue simultanément sur tous les points du territoire. Cette discussion a augmenté le nombre des journaux anglais, en a allongé le format; elle a enfanté des milliers de tonnes de brochures et de pamphlets; on en suivait le cours avec anxiété aux États-Unis, en Chine, et jusque chez les hordes sauvages des noirs Africains. Vous seuls, Français, ne vous en doutiez pas. Et pourquoi? Je pourrais le dire, mais est-ce bien prudent? N'importe! la vérité me presse et je la dirai. C'est qu'il y a parmi nous deux grands corrupteurs qui soudoient la publicité. L'un s'appelle *Monopole*, et l'autre *Esprit de parti*. Le premier a dit: J'ai besoin que la haine s'interpose entre la France et l'étranger, car si les nations ne se haïssaient pas, elles finiraient par s'entendre, par s'unir, par s'aimer, et peut-être, chose horrible à penser! par *échanger* entre elles les fruits de leur industrie. Le second a dit: J'ai besoin des inimitiés nationales, parce que j'aspire au pouvoir; et j'y arriverai, si je parviens à m'entourer d'autant de popularité que j'en arracherai à mes adversaires, si je les montre vendus à un étranger prêt à nous envahir, et si je me présente comme le sauveur de la patrie.—Alors l'alliance a été conclue entre le monopole et l'esprit de parti, et il a été arrêté que toute publicité, à l'égard de ce qui se passe au dehors, consisterait en ces deux choses: Dissimuler, dénaturer. C'est ainsi que la France a été tenue systématiquement dans l'ignorance du fait que ce livre a pour objet de révéler. Mais comment les

journaux ont-ils pu réussir? Cela vous étonne?—et moi aussi. Mais leur succès est irrécusable.

Cependant, et précisément parce que je vais introduire le lecteur (si j'ai un lecteur) dans un monde qui lui est complétement étranger, il doit m'être permis de faire précéder cette traduction de quelques considérations générales sur le régime économique de la Grande-Bretagne, sur les causes qui ont donné naissance à la Ligue, sur l'esprit et la portée de cette association, au point de vue social, moral et politique.

On a dit et on répète souvent que l'école économiste, qui confie à leur naturelle gravitation les intérêts des diverses classes de la société, était née en Angleterre; et on s'est hâté d'en conclure, avec une surprenante légèreté, que cet effrayant contraste d'opulence et de misère, qui caractérise la Grande-Bretagne, était le résultat de la doctrine proclamée avec tant d'autorité par Ad. Smith, exposée avec tant de méthode par J. B. Say. On semble croire que la liberté règne souverainement de l'autre côté de la Manche et qu'elle préside à la manière inégale dont s'y distribue la richesse.

«Il avait assisté,» disait, ces jours derniers, M. Mignet, en parlant de M. Sismondi, «il avait assisté à la grande révolution économique opérée de nos jours. Il avait suivi et admiré les brillants effets des doctrines qui avaient affranchi le travail, renversé les barrières que les jurandes, les maîtrises, les douanes intérieures et les monopoles multipliés opposaient à ses produits et à ses échanges; qui avaient provoqué l'abondante production et la *libre circulation* des valeurs, *etc.*

«Mais bientôt il avait pénétré plus avant, et des spectacles moins propres à l'enorgueillir des progrès de l'homme et à

le rassurer sur son bonheur s'étaient montrés à lui, *dans le pays même* où les théories nouvelles s'étaient le plus vite et le plus complétement développées, *en Angleterre où elles régnaient avec empire*. Qu'y avait-il vu? Toute la grandeur, mais aussi tous les excès de la production illimitée,… chaque marché fermé réduisant des populations entières à mourir de faim, les déréglements de la concurrence, cet état de nature des intérêts, souvent plus meurtrier que les ravages de la guerre; il y avait vu l'homme réduit à être un ressort d'une machine plus intelligente que lui, entassé dans des lieux malsains où la vie n'atteignait pas la moitié de sa durée, où les liens de famille se brisaient et les idées de morale se perdaient… En un mot, il y avait vu l'extrême misère et une effrayante dégradation racheter tristement et menacer sourdement la prospérité et les splendeurs d'un grand peuple.

«Surpris et troublé, il se demanda si *une science qui sacrifiait* le bonheur de l'homme à la production de la richesse… était la vraie science… Depuis ce moment, il prétendit que l'économie politique devait avoir beaucoup moins pour objet la production abstraite de la richesse que son équitable distribution.»

Disons en passant que l'économie politique n'a pas plus pour objet la production (encore moins la production *abstraite*), que la distribution de la richesse. C'est le travail, c'est l'échange qui ont ces choses-là pour objet. L'économie politique n'est pas un art, mais une science. Elle n'impose rien, elle ne conseille même rien, et par conséquent elle ne *sacrifie rien*; elle décrit comment la richesse se produit et se distribue, de même que la physiologie décrit le jeu de nos organes; et il est aussi injuste d'imputer à l'une les maux de la société qu'il le serait, d'attribuer à l'autre les maladies qui affligent le corps humain.

Quoiqu’il en soit, les idées très-répandues, dont M. Mignet s’est rendu le trop éloquent interprète, conduisent naturellement à l’arbitraire. À l’aspect de cette révoltante inégalité que la théorie économique, tranchons le mot, que la liberté est censée avoir engendrée, *là où elle règne avec le plus d’empire*, il est tout naturel qu’on l’accuse, qu’on la repousse, qu’on la flétrisse et qu’on se réfugie dans des arrangements sociaux artificiels, dans des organisations de travail, dans des associations *forcées* de capital et de main-d’oeuvre, dans des utopies, en un mot, où la liberté est préalablement sacrifiée comme incompatible avec le règne de l’égalité et de la fraternité parmi les hommes.

Il n’entre pas dans notre sujet d’exposer la doctrine du libre-échange ni de combattre les nombreuses manifestations de ces écoles qui, de nos jours, ont usurpé le nom de socialisme et qui n’ont entre elles de commun que cette usurpation.

Mais il importe d’établir ici que, bien loin que le régime économique de la Grande-Bretagne soit fondé sur le principe de la liberté, bien loin que la richesse s’y distribue d’une manière naturelle, bien loin enfin que, selon l’heureuse expression de M. de Lamartine, chaque industrie s’y fasse par la liberté une justice qu’aucun système arbitraire ne saurait lui faire, il n’y a pas de pays au monde, sauf ceux qu’afflige encore l’esclavage, où la théorie de Smith,—la doctrine du laissez-faire, laissez-passer,—soit moins pratiquée qu’en Angleterre, et où l’homme soit devenu pour l’homme un objet d’exploitation plus systématique.

Et il ne faut pas croire, comme on pourrait nous l’objecter, que c’est précisément la libre concurrence qui a amené, à la longue, l’asservissement de la main-d’oeuvre aux capitaux, de la classe laborieuse à la classe oisive. Non, cette injuste

domination ne saurait être considérée comme le résultat, ni même l’abus d’un principe qui ne dirigea jamais l’industrie britannique; et, pour en fixer l’origine, il faudrait remonter à une époque qui n’est certes pas un temps de liberté, à la conquête de l’Angleterre par les Normands.

Mais sans retracer ici l’histoire des deux races qui foulent le sol britannique et s’y sont livré, sur la forme civile, politique, religieuse, tant de luttes sanglantes, il est à propos de rappeler leur situation respective au point de vue économique.

L’aristocratie anglaise, on le sait, est propriétaire de toute la surface du pays. De plus elle tient en ses mains la puissance législative. Il ne s’agit que de savoir si elle a usé de cette puissance dans l’intérêt de la communauté ou dans son propre intérêt.

«Si notre Code financier,» disait M. Cobden, en s’adressant à l’aristocratie elle-même, dans le Parlement, «si le *statute-book* pouvait parvenir dans la lune, seul et sans aucun commentaire historique, il n’en faudrait pas davantage pour apprendre à ses habitants qu’il est l’oeuvre d’une assemblée de seigneurs maîtres du sol (_Landlords_).»

Quand une race aristocratique a tout à la fois le droit de faire la loi et la force de l’imposer, il est malheureusement trop vrai qu’elle la fait à son profit. C’est là une pénible vérité. Elle contristera, je le sais, les âmes bienveillantes qui comptent, pour la réforme des abus, non sur la réaction de ceux qui les subissent, mais sur la libre et fraternelle initiative de ceux qui les exploitent. Nous voudrions bien qu’on pût nous signaler dans l’histoire un tel exemple d’abnégation. Mais il ne nous a jamais été donné ni par les castes dominantes de l’Inde, ni par ces Spartiates, ces Athéniens et ces Romains qu’on offre sans cesse à notre

admiration, ni par les seigneurs féodaux du moyen âge, ni par les planteurs des Antilles, et il est même fort douteux que ces oppresseurs de l’humanité aient jamais considéré leur puissance comme injuste et illégitime[1].

[Note 1: Deux pensées, que l’auteur devait développer plus tard, en écrivant la seconde série des *Sophismes*, apparaissent dans ce paragraphe et ceux qui suivent. De l’une procède le chapitre *les Deux morales*; de l’autre, le chapitre *Physiologie de la spoliation*. V. t. IV, p. 127 et 148.

(_Note de l’éditeur._)]

Si l’on pénètre quelque peu dans les nécessités, on peut dire fatales, des races aristocratiques, on s’aperçoit bientôt qu’elles sont considérablement modifiées et aggravées par ce qu’on a nommé le principe de la population.

Si les classes aristocratiques étaient stationnaires de leur nature; si elles n’étaient pas, comme toutes les autres, douées de la faculté de multiplier, un certain degré de bonheur et même d’égalité serait peut-être compatible avec le régime de la conquête. Une fois les terres partagées entre les familles nobles, chacune transmettrait ses domaines, de génération en génération, à son unique représentant, et l’on conçoit que, dans cet ordre de choses, il ne serait pas impossible à une classe industrieuse de s’élever et de prospérer paisiblement à côté de la race conquérante.

Mais les conquérants pullulent tout comme de simples *prolétaires*. Tandis que les frontières du pays sont immuables, tandis que le nombre des domaines seigneuriaux reste le même, parce que, pour ne pas affaiblir sa puissance, l’aristocratie prend soin de ne les pas diviser et de les transmettre intégralement, de mâle en mâle, dans

l’ordre de primogéniture; de nombreuses famille de *cadets* se forment et multiplient à leur tour. Elles ne peuvent se soutenir par le travail, puisque, dans les idées nobiliaires, le travail est réputé infâme. Il n’y a donc qu’un moyen de les pourvoir; ce moyen, c’est l’exploitation des classes laborieuses. La spoliation au dehors s’appelle guerre, conquêtes, colonies. La spoliation au dedans se nomme impôts, places, monopoles. Les aristocraties civilisées se livrent généralement à ces deux genres de spoliation; les aristocraties barbares sont obligées de s’interdire le second par une raison bien simple, c’est qu’il n’y a pas autour d’elles une classe industrieuse à dépouiller. Mais quand les ressources de la spoliation extérieure viennent aussi à leur manquer, que deviennent donc, chez les barbares, les générations aristocratiques des branches cadettes? Ce qu’elles deviennent? On les étouffe; car il est dans la nature des aristocraties de préférer au travail la mort même.

«Dans les archipels du grand Océan, les cadets de famille n’ont aucune part dans la succession de leurs pères. Ils ne peuvent donc vivre que des aliments que leur donnent leurs aînés, s’ils restent en famille; ou de ce que peut leur donner la population asservie, s’ils entrent dans l’association militaire des *arreoys*. Mais, quel que soit celui des deux partis qu’ils prennent, ils ne peuvent espérer de perpétuer leur race. L’impuissance de transmettre à leurs enfants aucune propriété et de les maintenir dans le rang où ils naissent, est sans doute ce qui leur a fait une loi de les étouffer[2].»

[Note 2: Anderson, 3e *Voyage de Cook*.]

L’aristocratie anglaise, quoique sous l’influence des mêmes instincts qui inspirent l’aristocratie malaie (car les circonstances varient, mais la nature humaine est partout la même), s’est trouvée, si je puis m’exprimer ainsi, dans un

milieu plus favorable. Elle a eu, en face d’elle et au-dessous d’elle, la population la plus laborieuse, la plus active, la plus persévérante, la plus énergique et en même temps la plus docile du globe; elle l’a méthodiquement exploitée.

Rien de plus fortement conçu, de plus énergiquement exécuté que cette exploitation. La possession du sol met aux mains de l’oligarchie anglaise la puissance législative; par la législation, elle ravit systématiquement la richesse à l’industrie. Cette richesse, elle l’emploie à poursuivre au dehors ce système d’empiétements qui a soumis quarante-cinq colonies à la Grande-Bretagne; et les colonies lui servent à leur tour de prétexte pour lever, aux frais de l’industrie et au profit des branches cadettes, de lourds impôts, de grandes armées, une puissante marine militaire.

Il faut rendre justice à l’oligarchie anglaise. Elle a déployé, dans sa double politique de spoliation intérieure et extérieure, une habileté merveilleuse. Deux mots, qui impliquent deux préjugés, lui ont suffi pour y associer les classes mêmes qui en supportent tout le fardeau: elle a donné au monopole le nom de *Protection*, et aux colonies celui de *Débouchés*.

Ainsi l’existence de l’oligarchie britannique, ou du moins sa prépondérance législative, n’est pas seulement une plaie pour l’Angleterre, c’est encore un danger permanent pour l’Europe.

Et s’il en est ainsi, comment est-il possible que la France ne prête aucune attention à cette lutte gigantesque que se livrent sous ses yeux l’esprit de la civilisation et l’esprit de la féodalité? Comment est-il possible qu’elle ne sache pas même les noms de ces hommes dignes de toutes les bénédictions de l’humanité, les Cobden, les Bright, les Moore, les Villiers, les Thompson, les Fox, les Wilson et mille

autres qui ont osé engager le combat, qui le soutiennent avec un talent, un courage, un dévouement, une énergie admirables? C’est une pure question de liberté commerciale, dit-on. Et ne voit-on pas que la liberté du commerce doit ravir à l’oligarchie et les ressources de la spoliation intérieure,—les monopoles,—et les ressources de la spoliation extérieure,—les colonies,—puisque monopoles et colonies sont tellement incompatibles avec la liberté des échanges, qu’ils ne sont autre chose que la limite arbitraire de cette liberté!

Mais que dis-je? Si la France a quelque vague connaissance de ce combat à mort qui va décider pour longtemps du sort de la liberté humaine, ce n’est pas à son triomphe qu’elle semble accorder sa sympathie. Depuis quelques années, on lui a fait tant de peur des mots liberté, concurrence, sur-production; on lui a tant dit que ces mots impliquent misère, paupérisme, dégradation des classes ouvrières; on lui a tant répété qu’il y avait une économie politique anglaise, qui se faisait de la liberté un instrument de machiavélisme et d’oppression, et une économie politique française qui, sous les noms de philanthropie, socialisme, organisation du travail, allait ramener l’égalité des conditions sur la terre,—qu’elle a pris en horreur la doctrine qui ne se fonde après tout que sur la justice et le sens commun, et qui se résume dans cet axiome: «Que les hommes soient libres d’échanger entre eux, quand cela leur convient, les fruits de leurs travaux.—Si cette croisade contre la liberté n’était soutenue que par les hommes d’imagination, qui veulent formuler la science sans s’être préparés par l’étude, le mal ne serait pas grand. Mais n’est-il pas douloureux de voir de vrais économistes, poussés sans doute par la passion d’une popularité éphémère, céder à ces déclamations affectées et se donner l’air de croire ce qu’assurément ils ne croient pas, à savoir: que le paupérisme, le prolétariat, les souffrances

des dernières classes sociales doivent être attribués à ce qu’on nomme concurrence exagérée, sur-production?

Ne serait-ce pas, au premier coup d’oeil, une chose bien surprenante que la misère, le dénûment, la privation des produits eussent pour cause….. quoi? précisément la surabondance des produits? N’est-il pas singulier qu’on vienne nous dire que si les hommes n’ont pas suffisamment de quoi se nourrir, c’est qu’il y a trop d’aliments dans le monde? que s’ils n’ont pas de quoi se vêtir, c’est que les machines jettent trop de vêtements sur le marché? Assurément le paupérisme en Angleterre est un fait incontestable; l’inégalité des richesses y est frappante. Mais pourquoi aller chercher à ces phénomènes une cause si bizarre, quand ils s’expliquent par une cause si naturelle: la spoliation systématique des travailleurs par les oisifs?

C’est ici le lieu de décrire le régime économique de la Grande-Bretagne, tel qu’il était dans les dernières années qui ont précédé les réformes partielles, et à certains égards trompeuses, dont, depuis 1842, le Parlement est saisi par le cabinet actuel.

La première chose qui frappe dans la législation financière de nos voisins, et qui est faite pour étonner les propriétaires du continent, c’est l’absence presque totale *d’impôt foncier*, dans un pays grevé d’une si lourde dette et d’une si vaste administration.

En 1706 (époque de l’Union, sous la reine Anne), l’impôt foncier

entrait dans le revenu public pour 1,997,379 liv. st.

L’accise, pour 1,792,763

La douane, pour 1,549,351

En 1841, sous la reine Victoria:

Part contributive de l’impôt foncier (_land tax_) 2,037,627

Part contributive de l’accise 12,858,014

Part contributive de la douane 19,485,217

Ainsi l’impôt direct est resté le même pendant que les impôts de consommation ont décuplé.

Et il faut considérer que, dans ce laps de temps, la rente des terres ou le revenu du propriétaire a augmenté dans la proportion de 1 à 7, en sorte que le même domaine qui, sous la reine Anne, acquittait 20 pour 100 de contributions sur le revenu, ne paie pas aujourd’hui 3 pour 100.

On remarquera aussi que l’impôt foncier n’entre que pour un vingt-cinquième dans le revenu public (2 millions sur 50 dont se composent les recettes générales). En France, et dans toute l’Europe continentale, il en constitue la portion la plus considérable, si l’on ajoute à la taxe annuelle les droits perçus à l’occasion des mutations et transmissions, droits dont, de l’autre côté de la Manche, la propriété immobilière est affranchie, quoique la propriété personnelle et industrielle y soit rigoureusement assujettie.

La même partialité se montre dans les taxes indirectes. Comme elles sont uniformes au lieu d’être graduées selon les qualités des objets qu’elles frappent, il s’ensuit qu’elles pèsent incomparablement plus sur les classes pauvres que sur les classes opulentes.

Ainsi le thé Pekoe vaut 4 shillings et le Bohea 9 deniers; le droit étant de 2 shillings, le premier est taxé à raison de 50, et le second à raison de 300 pour 100.

Ainsi le sucre raffiné valant 71 shillings, et le sucre brut 25 shillings, le droit fixe de 24 shillings est de 34 pour 100 pour l’un, et de 90 pour 100 pour l’autre.

De même le tabac de Virginie commun, le tabac du pauvre, paie 1200 pour 100, et le Havane 105 pour 100.

Le vin du riche en est quitte pour 28 pour 100. Le vin du pauvre acquitte 254 pour 100.

Et ainsi du reste.

Vient ensuite la loi sur les céréales et les comestibles (_corn and provisions law_), dont il est nécessaire de se rendre compte.

La loi-céréale, en excluant le blé étranger ou en le frappant d’énormes droits d’entrée, a *pour but* d’élever le prix du blé indigène, *pour prétexte* de protéger l’agriculture, et *pour effet* de grossir les rentes des propriétaires du sol.

Que la loi-céréale ait pour but d’élever le prix du blé indigène, c’est ce qui est avoué par tous les partis. Par la loi de 1815, le Parlement prétendait très-ostensiblement maintenir le froment à 80 shillings le quarter; par celle de 1828, il voulait assurer au producteur 70 shillings. La loi de 1842 (postérieure aux réformes de M. Peel, et dont par conséquent nous n’avons pas à nous occuper ici) a été calculée pour empêcher que le prix ne descendît au-dessous de 56 shillings qui est, dit-on, strictement rémunérateur. Il est vrai que ces lois ont souvent failli dans l’objet qu’elles avaient en vue; et, en ce moment même, les fermiers, qui avaient compté sur ce prix législatif de 56 shillings et fait

leurs baux en conséquence, sont forcés de vendre à 45 shillings. C’est qu’il y a, dans les lois naturelles qui tendent à ramener tous les profits à un commun niveau, une force que le despotisme ne parvient pas facilement à vaincre.

D’un autre côté, que la prétendue protection à l’agriculture soit un prétexte, c’est ce qui n’est pas moins évident. Le nombre des fermes à louer est limité; le nombre des fermiers ou des personnes qui peuvent le devenir ne l’est pas. La concurrence qu’ils se font entre eux les force donc à se contenter des profits les plus bornés auxquels ils peuvent se réduire. Si, par suite de la cherté des grains et des bestiaux, le métier de fermier devenait très-lucratif, le seigneur ne manquerait pas de hausser le prix du bail, et il le ferait d’autant mieux que, dans cette hypothèse, les entrepreneurs viendraient s’offrir en nombre considérable.

Enfin, que le maître du sol, le *landlord,* réalise en définitive tout le profit de ce monopole, cela ne peut être douteux pour personne. L’excédant du prix extorqué au consommateur doit bien aller à quelqu’un; et puisqu’il ne peut s’arrêter au fermier, il faut bien qu’il arrive au propriétaire.

Mais quelle est au juste la charge que le monopole des blés impose au peuple anglais?

Pour le savoir, il suffit de comparer le prix du blé étranger, *à l’entrepôt*, avec le prix du blé indigène. La différence, multipliée par le nombre de *quarters* consommés annuellement en Angleterre, donnera la mesure exacte de la spoliation légalement exercée, sous cette forme, par l’oligarchie britannique.

Les statisticiens ne sont pas d’accord. Il est probable qu’ils se laissent aller à quelque exagération en plus ou en moins,

selon qu’ils appartiennent au parti des spoliateurs ou des spoliés. L’autorité qui doit inspirer, le plus de confiance est sans doute celle des officiers du bureau du commerce (*Board of trade*), appelés à donner solennellement leur avis devant la Chambre des communes réunie en comité d’enquête.

Sir Robert Peel, en présentant, en 1842, la première partie de son plan financier, disait: «Je crois que toute confiance est due au gouvernement de S. M. et aux propositions qu’il vous soumet, d’autant que l’attention du Parlement a été sérieusement appelée sur ces matières dans l’enquête solennelle de 1839.»

Dans le même discours, le premier ministre disait encore:

«M. Deacon Hume, cet homme dont je suis sûr qu’il n’est aucun de nous qui ne déplore la perte, établit que la consommation du pays est d’un quarter de blé par habitant.»

Rien ne manque donc à l’autorité sur laquelle je vais m’appuyer, ni la compétence de celui qui donnait son avis, ni la solennité des circonstances dans lesquelles il a été appelé à l’exprimer, ni même la sanction du premier ministre d’Angleterre.

Voici, sur la question qui nous occupe, l’extrait de cet interrogatoire remarquable[3].

[Note 3: Voir la traduction de ce document, avant l’appendice.]

Le président: Pendant combien d’années avez-vous occupé des fonctions à la douane et au bureau du commerce?

M. Deacon Hume: J’ai servi trente-huit ans dans la douane et ensuite onze ans au bureau du commerce.

D. Vous pensez que les droits protecteurs agissent comme une taxe directe sur la communauté, en élevant le prix des objets de consommation?

R. Très-décidément. Je ne puis décomposer le prix que me coûte un objet que de la manière suivante: une portion est le prix naturel; l’autre portion est le droit ou la taxe, encore que ce droit passe de ma poche dans celle d’un particulier au lieu d’entrer dans le trésor public…

D. Avez-vous jamais calculé quel est le montant de la taxe que paie la communauté par suite de l’élévation de prix que le monopole fait éprouver au froment et à la viande de boucherie?

R. Je crois qu’on peut connaître très-approximativement le montant de cette charge additionnelle. On estime que chaque personne consomme annuellement un quarter de blé. On peut porter à 10 shellings ce que la protection ajoute au prix naturel. Vous ne pouvez porter à moins du double ce qu’elle ajoute, en masse, au prix de la viande, orge, avoine, foin, beurre et fromage. Cela monte à 36 millions sterling par an (900 millions de francs); et, au fait, le peuple paie cette somme de sa poche tout aussi infailliblement que si elle allait au trésor, sous la forme de taxes.

D. Par conséquent, il a plus de peine à payer les contributions qu’exige le revenu public?

R. Sans doute; ayant payé les taxes personnelles, il est moins en état de payer des taxes nationales.

D. N’en résulte-t-il pas aussi la souffrance, la restriction de l’industrie de notre pays?

R. Je crois même que vous signalez là l’effet le plus pernicieux. Il est moins accessible au calcul, mais si la nation jouissait du commerce que lui procurerait, selon moi, l’abolition de toutes ces protections, je crois qu’elle pourrait supporter aisément un accroissement d’impôts de 30 shellings par habitant.

D. Ainsi, d’après vous, le poids du système protecteur excède celui des contributions?

R. Je le crois, en tenant compte de ses effets directs et de ses conséquences indirectes plus difficiles à apprécier.

Un autre officier du *Board of trade*, M. Mac-Grégor, répondait:

«Je considère que les taxes prélevées, dans ce pays, sur la production de la richesse due au travail et au génie des habitants, par les droits restrictifs et prohibitifs, dépassent de beaucoup, et probablement de plus du double, le montant des taxes payées au trésor.»

M. Porter, autre membre distingué du *Board of trade*, et bien connu en France par ses travaux statistiques, déposa dans le même sens[4].

[Note 4: M. G. R. Porter, qui n’a pas survécu longtemps à Bastiat, a publié une traduction anglaise de la première série des *Sophismes*. Voir, au tome Ier, la notice biographique.

(_Note de l’éditeur._)]

Nous pouvons donc tenir pour certain que l’aristocratie anglaise ravit au peuple, par l’opération de cette seule loi (_corn and provisions law_), une part du produit de son travail, ou, ce qui revient au même, des satisfactions légitimement acquises qu’il pourrait s’accorder, part qui s’élève à 1 *milliard* par an, et peut-être 2 *milliards*, si l’on tient compte des effets indirects de cette loi. C’est là, à proprement parler, le lot que les aristocrates-législateurs, les *aînés* de famille, se sont fait à eux-mêmes.

Restait à pourvoir les *cadets*; car, ainsi que nous l’avons vu, les races aristocratiques ne sont pas plus que les autres privées de la faculté de multiplier, et, sous peine d’effroyables dissensions intestines, il faut bien qu’elles assurent aux branches cadettes un sort *convenable*,—c’est-à-dire, en dehors du travail, en d’autres termes, par la spoliation,—puisqu’il n’y a et ne peut y avoir que deux manières d’acquérir: Produire ou ravir.

Deux sources fécondes de revenus ont été ouvertes aux *cadets*: le trésor public et le système colonial. À vrai dire, ces deux conceptions n’en font qu’une. On lève des armées, une marine, en un mot des taxes pour conquérir des colonies, et l’on conserve les colonies pour rendre permanentes la marine, les armées ou les taxes.

Tant qu’on a pu croire que les échanges, qui s’opèrent, en vertu d’un contrat de monopole réciproque, entre la métropole et ses colonies, étaient d’une nature différente et plus avantageuse que ceux qui s’accomplissent entre pays libres, le système colonial a pu être soutenu par le préjugé national. Mais lorsque la science et l’expérience (et la science n’est que l’*expérience méthodique*) ont révélé et mis hors de doute cette simple vérité: *les produits s’échangent contre des produits*, il est devenu évident que le sucre, le café, le coton, qu’on tire de l’étranger, n’offrent

pas moins de débouchés à l’industrie des regnicoles que ces mêmes objets venus des colonies. Dès lors ce régime, accompagné d’ailleurs de tant de violences et de dangers, n’a plus pour point d’appui aucun motif raisonnable ou même spécieux. Il n’est que le prétexte et l’occasion d’une immense injustice. Essayons d’en calculer la portée.

Quant au peuple anglais, je veux dire la classe productive, il ne gagne rien à la vaste extension de ses possessions coloniales. En effet, si ce peuple est assez riche pour acheter du sucre, du coton, du bois de construction, que lui importe de demander ces choses à la Jamaïque, à l’Inde et au Canada, ou bien au Brésil, aux États-Unis, à la Baltique? Il faut bien que le travail manufacturier anglais paie le travail agricole des Antilles, comme il paierait le travail agricole des nations du Nord. C’est donc une folie que de faire entrer dans le calcul les prétendus *débouchés* ouverts à l’Angleterre par ses colonies. Ces débouchés, elle les aurait alors même que les colonies seraient affranchies, et par cela seul qu’elle y exécuterait des achats. Elle aurait de plus les débouchés étrangers, dont elle se prive en restreignant ses approvisionnements à ses possessions, en leur en conférant le monopole.

Lorsque les États-Unis proclamèrent leur indépendance, les préjugés coloniaux étaient dans toute leur force, et tout le monde sait que l’Angleterre crut son commerce ruiné. Elle le crut si bien, qu’elle se ruinait d’avance en frais de guerre pour retenir ce vaste continent sous sa domination. Mais qu’est-il arrivé? En 1776, au commencement de la guerre de l’Indépendance, les exportations anglaises à l’Amérique du Nord étaient de 1,300,000 liv. sterl., elles s’élevèrent à 3,600,000 liv. sterl. en 1784, après que l’indépendance eut été reconnue; et elles montent aujourd’hui à 12,400,000 liv. sterl., somme qui égale presque celle de toutes les exportations que fait l’Angleterre à ses quarante-cinq

colonies, puisque celles-ci n’ont pas dépassé, en 1842, 13,200,000 liv. sterl.—Et, en effet, on ne voit pas pourquoi des échanges de fer contre du coton, ou d’étoffes contre des farines, ne s’accompliraient plus entre les deux peuples. Serait-ce parce que les citoyens des États-Unis sont gouvernés par un président de leur choix au lieu de l’être par un lord-lieutenant payé aux frais de l’Échiquier? Mais quel rapport y a-t-il entre cette circonstance et le commerce? Et si jamais nous nommions nos maires et nos préfets, cela empêcherait-il les vins de Bordeaux d’aller à Elbeuf, et les draps d’Elbeuf de venir à Bordeaux?

On dira peut-être que, depuis l’acte d’indépendance, l’Angleterre et les États-Unis repoussent réciproquement leurs produits, ce qui ne serait pas arrivé si le lien colonial n’eût pas été rompu. Mais ceux qui font l’objection entendent sans doute présenter un argument en faveur de ma thèse; ils entendent insinuer que les deux pays auraient gagné à échanger librement entre eux les produits de leur sol et de leur industrie. Je demande comment un *troc* de blé contre du fer, ou de tabac contre de la toile, peut être nuisible selon que les deux nations qui l’accomplissent sont ou ne sont pas politiquement indépendantes l’une de l’autre?—Si les deux grandes familles anglo-saxonnes agissent sagement, conformément à leurs vrais intérêts, en restreignant leurs échanges réciproques, c’est sans doute parce que ces échanges sont funestes; et, en ce cas, elles auraient également bien fait de les restreindre alors même qu’un gouverneur anglais résiderait encore au Capitole.—Si au contraire elles ont mal fait, c’est qu’elles se sont trompées, c’est qu’elles ont mal compris leurs intérêts, et l’on ne voit pas comment le lien colonial les eût rendues plus clairvoyantes.

Remarquez en outre que les exportations de 1776 s’élevant à 1,300,000 liv. sterl., ne peuvent pas être supposées avoir

donné à l’Angleterre plus de vingt pour 100, ou 260,000 liv. sterl. de bénéfice; et pense-t-on que l’administration d’un aussi vaste continent n’absorbait pas dix fois cette somme?

On s’exagère d’ailleurs le commerce que l’Angleterre fait avec ses colonies et surtout les progrès de ce commerce. Malgré que le gouvernement anglais contraigne les citoyens à se pourvoir aux colonies et les colons à la métropole; malgré que les barrières de douane qui séparent l’Angleterre des autres nations se soient, dans ces dernières années, prodigieusement multipliées et renforcées, on voit le commerce étranger de l’Angleterre se développer plus rapidement que son commerce colonial, comme le constate le tableau suivant:

EXPORTATIONS.

_____

/ \ TOTAL.

aux colonies. à l’étranger.

1831 10,254,940 l. st. 26,909,432 l. st. 37,164,372 l. st.

1842 13,261,436 34,119,577 47,381,023

Aux deux époques, le commerce colonial n’entre que pour un peu plus du quart dans le commerce général.—L’accroissement, dans onze ans, est de trois millions environ. Et il faut remarquer que les Indes orientales, auxquelles ont été appliqués, dans l’intervalle, les principes de la liberté, entrent pour 1,300,000 liv. dans cet accroissement, et Gibraltar,—qui ne donne pas lieu à un commerce colonial, mais à un commerce étranger, avec l’Espagne,—pour 600,000 liv. sterl.; en sorte qu’il ne reste pour l’augmentation réelle du commerce colonial, dans un intervalle de onze ans, que 1,100,000 liv. sterl.—Pendant ce même temps, et en dépit de nos tarifs, les exportations de l’Angleterre en France se sont élevées de liv. sterl. 602,688 à 3,193,939.

Ainsi le commerce *protégé* a progressé dans la proportion de 8 pour 100, et le commerce *contrarié* de 450 pour 100!

Mais si le peuple anglais n’a pas gagné, s’il a même énormément perdu au système colonial, il n’en est pas de même des branches cadettes de l’aristocratie britannique.

D’abord ce système exige une armée, une marine, une diplomatie, des lords-lieutenants, des gouverneurs, des résidents, des agents de toutes sortes et de toutes dénominations.—Quoiqu’il soit présenté comme ayant pour but de favoriser l’agriculture, le commerce et l’industrie, ce n’est pas, que je sache, à des fermiers, à des négociants, à des manufacturiers que ces hautes fonctions sont confiées. On peut affirmer qu’une grande partie de ces lourdes taxes, que nous avons vues peser principalement sur le peuple, sont destinées à salarier tous ces instruments de conquête, qui ne sont autres que les puînés de l’aristocratie anglaise.

C’est un fait connu d’ailleurs que ces nobles aventuriers ont acquis de vastes domaines dans les colonies. La protection leur a été accordée; il est bon de calculer ce qu’elle coûte aux classes laborieuses.

Antérieurement à 1825, la législation anglaise sur les sucres était très-compliquée.

Le sucre des Antilles payait le moindre droit; celui de Maurice et des Indes était soumis à une taxe plus élevée. Le sucre étranger était repoussé par un droit prohibitif.

Le 5 juillet 1825, l’île Maurice, et, le 13 août 1836, l’Inde anglaise furent placées avec les Antilles sur le pied de l’égalité.

La législation simplifiée ne reconnut plus que deux sucres: le sucre colonial et le sucre étranger. Le premier avait à acquitter un droit de 24 sh., le second de 63 sh. par quintal.

Si l’on admet, pour un instant, que le *prix de revient* soit le même aux colonies et à l’étranger, par exemple, 20 sh., on comprendra aisément les résultats d’une telle législation, soit pour les producteurs, soit à l’égard des consommateurs.

L’étranger ne pourra livrer ses produits sur le marché anglais au-dessous de 83 sh., savoir: 20 sh. pour couvrir les frais de production, et 63 sh., pour acquitter la taxe.—Pour peu que la production coloniale soit insuffisante à alimenter ce marché; pour peu que le sucre étranger s’y présente, le prix vénal (car il ne peut y avoir qu’un prix vénal), sera donc de 83 sh., et ce prix, pour le sucre colonial, se décomposera ainsi:

20 sh. Remboursement des frais de production.

24 Part du trésor public ou taxe.

39 Montant de la spoliation ou monopole.

––

83 Prix payé par le consommateur.

On voit que la loi anglaise avait pour but de faire payer au peuple 83 sh. ce qui n’en vaut que 20, et de partager l’excédant, ou 63 sh., de manière à ce que la part du trésor fût de 24, et celle du monopole de 39 sh.

Si les choses se fussent passées ainsi, si le but de la loi avait été atteint, pour connaître le montant de la spoliation exercée par les monopoleurs au préjudice du peuple, il suffirait de multiplier par 39 sh. le nombre de quintaux du sucre consommé en Angleterre.

Mais, pour le sucre comme pour les céréales, la loi a failli dans une certaine mesure. La consommation limitée par la cherté n’a pas eu recours au sucre étranger, et le prix de 83 sh. n’a pas été atteint.

Sortons du cercle des hypothèses et consultons les faits. Les voici soigneusement relevés sur les documents officiels.

+–––—+––––+––––+–––––—+––––––—+

| | | | PRIX | PRIX |

| |CONSOMMATION|CONSOMMATION| du | du |

|ANNÉES | | |SUCRE COLONIAL|SUCRE ÉTRANGER|

| | TOTALE. |PAR HABITANT|à l’entrepôt. |à l’entrepôt. |

+–––+––––+––––+––––––+––––––+

| | | | sh. d. | sh. d. |

| | | | | |

| 1837 | 3,954,810 | 16-12/13 | 34 7 | 21 3 |

+–––+––––+––––+––––––+––––––+

| 1838 | 3,909,365 | 16-8/13 | 33 8 | 21 3 |

+–––+––––+––––+––––––+––––––+

| 1839 | 3,825,599 | 15-12/13 | 39 9 | 22 2 |

+–––+––––+––––+––––––+––––––+

| 1840 | 3,594,834 | 14-7/9 | 48 1 | 21 6 |

+–––+––––+––––+––––––+––––––+

| 1841 | 4,058,435 | 16-1/2 | 39 8 | 20 6 |

+–––+––––+––––+––––––+––––––+

|MOYENNES| 3,868,668 | 16-1/6 | 39 5 | 21 5 |

+–––+––––+––––+––––––+––––––+

De ce tableau, il est fort aisé de déduire les pertes énormes que le monopole a infligées, soit à l’Échiquier, soit au consommateur anglais.

Calculons en monnaies françaises et en nombres ronds pour la plus facile intelligence du lecteur.

À raison de 49 fr. 20 c. (39 sh. 5 d.), plus 30 fr. de droits (24 sh.), il en a coûté au peuple anglais, pour consommer annuellement 3,868,000 quintaux de sucre, la somme de 306 millions et demi, qui se décompose ainsi:

103-1/2 millions qu’aurait coûtés une égale quantité de

sucre étranger au prix de 29 fr. 75 (21 sh. 5 d.).

116 millions impôt pour le revenu à 30 fr. (24 sh.).

86-1/2 millions part du monopole résultant de la différence

du prix colonial au prix étranger.

———

306 millions.

Il est clair que, sous le régime de l’égalité et avec un impôt uniforme de 30 fr. par quintal, si le peuple anglais eût voulu dépenser 306 millions de francs en ce genre de consommation, il en aurait eu, au prix de 26 fr. 75, plus 30 francs de taxe, 5,400,000 quintaux ou 22 kil. par habitant au lieu de 16.—Le trésor, dans cette hypothèse, aurait recouvré 162 millions au lieu de 116.

Si le peuple se fût contenté de la consommation actuelle, il aurait épargné annuellement 86 millions, qui lui auraient procuré d’autres satisfactions et ouvert de nouveaux débouchés à son industrie.

Des calculs semblables, que nous épargnons au lecteur, prouvent que le monopole accordé aux propriétaires de bois du Canada coûte aux classes laborieuses de la Grande-Bretagne, *indépendamment de la taxe fiscale*, un excédant de 30 millions.

Le monopole du café leur impose une surcharge de 6,500,000 fr.

Voilà donc, sur trois articles coloniaux seulement, une somme de 123 millions enlevée purement et simplement de la bourse des consommateurs en excédant du prix naturel des denrées ainsi que des taxes fiscales, pour être versée, sans aucune compensation, dans la poche des colons.

Je terminerai cette dissertation, déjà trop longue, par une citation que j'emprunte à M. Porter, membre du *Board of trade*.

«Nous avons payé en 1840, et sans parler des droits d'entrée, 5 millions de livres de plus que n'aurait fait pour une égale quantité de sucre toute autre nation. Dans la même année, nous avons exporté pour 4,000,000 l. st. aux colonies à sucre; en sorte que nous aurions gagné un million à suivre le vrai principe, qui est d'acheter au marché le plus avantageux, alors même que nous aurions fait cadeau aux planteurs de toutes les marchandises qu'ils nous ont prises.»

M. Ch. Comte avait entrevu, dès 1827, ce que M. Porter établit en chiffres. «Si les Anglais, disait-il, calculaient quelle est la quantité de marchandises qu'ils doivent vendre aux possesseurs d'hommes, pour recouvrer les dépenses qu'ils font dans la vue de s'assurer leur pratique, ils se convaincraient que ce qu'ils ont de mieux à faire, c'est de leur livrer leurs marchandises pour rien et d'acheter, à ce prix, la liberté du commerce.»

Nous sommes maintenant en mesure, ce me semble, d'apprécier le degré de liberté dont jouissent en Angleterre le travail et l'échange, et de juger si c'est bien dans ce pays qu'il faut aller observer les désastreux effets de la libre concurrence sur l'équitable distribution de la richesse et l'égalité des conditions.

Récapitulons, concentrons dans un court espace les faits que nous venons d’établir.

1º Les branches aînées de l’aristocratie anglaise possèdent toute la surface du territoire.

2º L’impôt foncier est demeuré invariable depuis cent cinquante ans, quoique la rente des terres ait septuplé. Il n’entre que pour un vingt-cinquième dans les recettes publiques.

3º La propriété immobilière est affranchie de droits de succession, quoique la propriété personnelle y soit assujettie.

4º Les taxes indirectes pèsent beaucoup moins sur les objets de qualités supérieures, à l’usage des riches, que sur les mêmes objets de basses qualités, à l’usage du peuple.

5º Au moyen de la loi-céréale, les mêmes branches aînées prélèvent, sur la nourriture du peuple, un impôt que les meilleures autorités fixent à *un milliard* de francs.

6º Le système colonial, poursuivi sur une très-grande échelle, nécessite de lourds impôts; et ces impôts, payés presque en totalité par les classes laborieuses, sont, presque en totalité aussi, le patrimoine des branches cadettes des classes oisives.

7º Les taxes locales, comme les dîmes (_tithes_), arrivent aussi à ces branches cadettes par l’intermédiaire de l’Église établie.

8º Si le système colonial exige un grand développement de forces, le maintien de ces forces a besoin, à son tour, du régime colonial, et ce régime entraîne celui des monopoles.

On a vu que, sur trois articles seulement, ils occasionnent au peuple anglais une perte sèche de 124 millions.

J’ai cru devoir donner quelque étendue à l’exposé de ces faits parce qu’ils me paraissent de nature à dissiper bien des erreurs, bien des préjugés, bien des préventions aveugles. Combien de solutions aussi évidentes qu’inattendues n’offrent-ils pas aux économistes ainsi qu’aux hommes politiques?

Et d’abord, comment ces écoles modernes, qui semblent avoir pris à tâche d’entraîner la France dans ce système de spoliations réciproques, en lui faisant peur de la concurrence, comment, dis-je, ces écoles pourraient-elles persister à soutenir que c’est la liberté qui a suscité le paupérisme en Angleterre? Dites donc qu’il est né de la spoliation, de la spoliation organisée, systématique, persévérante, impitoyable. Cette explication n’est-elle pas plus simple, plus vraie et plus satisfaisante à la fois? Quoi! La liberté entraînerait le paupérisme! La concurrence, les transactions libres, le droit d’échanger une propriété qu’on a le droit de détruire, impliqueraient une injuste distribution de la richesse! La loi providentielle serait donc bien inique! Il faudrait donc se hâter d’y substituer une loi humaine, et quelle loi? Une loi de restriction et d’*empêchement*. Au lieu de laisser faire, il faudrait *empêcher* de faire; au lieu de laisser passer, il faudrait *empêcher* de passer; au lieu de laisser échanger, il faudrait *empêcher* d’échanger; au lieu de laisser la rémunération du travail à celui qui l’a accompli, il faudrait en investir celui qui ne l’a pas accompli! Ce n’est qu’à cette condition qu’on éviterait l’inégalité des fortunes parmi les hommes! «Oui, disiez-vous, l’expérience est faite; la liberté et le paupérisme coexistent en Angleterre.» Mais vous ne pourrez plus le dire. Bien loin que la liberté et la misère y soient dans le rapport de cause à effet, l’une d’elles du moins, la liberté, n’y existe même pas. On y est

bien libre de travailler, mais non de jouir du fruit de son travail. Ce qui coexiste en Angleterre, c’est un petit nombre de spoliateurs et un grand nombre de spoliés; et il ne faut pas être un grand économiste pour en conclure l’opulence des uns et la misère des autres.

Ensuite, pour peu qu’on ait embrassé dans son ensemble la situation de la Grande-Bretagne, telle que nous venons de la montrer, et l’esprit féodal qui domine ses institutions économiques, on sera convaincu que la réforme financière et douanière qui s’accomplit dans ce pays est une question européenne, humanitaire, aussi bien qu’une question anglaise. Il ne s’agit pas seulement d’un changement dans la distribution de la richesse au sein du Royaume-Uni, mais encore d’une transformation profonde de l’action qu’il exerce au dehors. Avec les injustes priviléges de l’aristocratie britannique, tombent évidemment et la politique qu’on a tant reprochée à l’Angleterre, et son système colonial, et ses usurpations, et ses armées, et sa marine, et sa diplomatie, en ce qu’elles ont d’oppressif et de dangereux pour l’humanité.

Tel est le glorieux triomphe auquel aspire la LIGUE lorsqu’elle réclame «l’abolition totale, immédiate et sans condition de tous les monopoles, de tous les droits protecteurs quelconques en faveur de l’agriculture, des manufactures, du commerce et de la navigation, en un mot la liberté absolue des échanges[5].»

[Note 5: Résolution du conseil de la Ligue, mai 1815.]

Je ne dirai que peu de chose ici de cette puissante association. L’esprit qui l’anime, ses commencements, ses progrès, ses travaux, ses luttes, ses revers, ses succès, ses vues, ses moyens d’action, tout cela se manifestera plein d’action et de vie dans la suite de cet ouvrage. Je n’ai pas

besoin de décrire minutieusement ce grand corps, puisque je l’expose respirant et agissant devant le public français, aux yeux de qui, par un miracle incompréhensible d’habileté, la presse subventionnée du monopole l’a si longtemps tenu caché[6].

[Note 6: Bon nombre des publicistes enrôlés dans la presse quotidienne eussent pu, mais seulement en s’avouant coupables de légèreté et d’ignorance, se laver de l’accusation de vénalité que l’auteur portait contre eux, en 1845.

(_Note de l’éditeur._)]

Au milieu de la détresse que ne pouvait manquer d’appesantir sur les classes laborieuses le régime que nous venons de décrire, sept hommes se réunirent à Manchester au mois d’octobre 1838, et, avec cette virile détermination qui caractérise la race anglo-saxonne, ils résolurent de renverser tous les monopoles par les voies légales, et d’accomplir, sans troubles, sans effusion de sang, par la seule puissance de l’opinion, une révolution aussi profonde, plus profonde peut-être que celle qu’ont opérée nos pères en 1789[7].

[Note 7: Voici les noms de ces hommes bien dignes de notre sympathique estime: Edward Baxter, W. A. Cunningham, Andrew Dalziel, James Howie, James Leslie, Archibald Prentice, Philip Thomson. Il nous paraît juste d’ajouter à ces sept noms celui de M. W. Rawson, arrivé un peu trop tard au rendez-vous où la ligue fut résolue, mais qui s’associa de tout coeur à la résolution que ses amis venaient de prendre en son absence.

(_Note de l’éditeur._)]

Certes, il fallait un courage peu ordinaire pour affronter une telle entreprise. Les adversaires qu’il s’agissait de combattre avaient pour eux la richesse, l’influence, la législature, l’Église, l’État, le trésor public, les terres, les places, les monopoles, et ils étaient en outre entourés d’un respect et d’une vénération traditionnels.

Et où trouver un point d’appui contre un ensemble de forces si imposant? Dans les classes industrieuses? Hélas! en Angleterre comme en France, chaque industrie croit son existence attachée à quelque lambeau de monopole. La protection s’est insensiblement étendue à tout. Comment faire préférer des intérêts éloignés et, en apparence, incertains à des intérêts immédiats et positifs? Comment dissiper tant de préjugés, tant de sophismes que le temps et l’égoïsme ont si profondément incrustés dans les esprits? Et à supposer qu’on parvienne à éclairer l’opinion dans tous les rangs et dans toutes les classes, tâche déjà bien lourde, comment lui donner assez d’énergie, de persévérance et d’action combinée pour la rendre, par les élections, maîtresse de la législature?

L’aspect de ces difficultés n’effraya pas les fondateurs de la Ligue. Après les avoir regardées en face et mesurées, ils se crurent de force à les vaincre. L’*agitation* fut décidée.

Manchester fut le berceau de ce grand mouvement. Il était naturel qu’il naquît dans le nord de l’Angleterre, parmi les populations manufacturières, comme il est naturel qu’il naisse un jour au sein des populations agricoles du midi de la France. En effet, les industries qui, dans les deux pays, offrent des moyens d’échange sont celles qui souffrent le plus immédiatement de leur interdiction, et il est évident que s’ils étaient libres, les Anglais nous enverraient du fer,

de la houille, des machines, des étoffes, en un mot, des produits de leurs mines et de leurs fabriques, que nous leur paierions en grains, soies, vins, huiles, fruits, c'est-à-dire en produits de notre agriculture.

Cela explique jusqu'à un certain point le titre bizarre en apparence que prit l'association: ANTI-CORN-LAW-LEAGUE[8]. Cette dénomination restreinte n'ayant pas peu contribué sans doute à détourner l'attention de l'Europe sur la portée de l'*agitation*, nous croyons indispensable de rapporter ici les motifs qui l'ont fait adopter.

[Note 8: Association contre la loi-céréale.]

Rarement la presse française a parlé de la Ligue (nous dirons ailleurs pourquoi), et lorsqu'elle n'a pu s'empêcher de le faire, elle a eu soin du moins de s'autoriser de ce titre: *Anti-corn-law*, pour insinuer qu'il s'agissait d'une question toute spéciale, d'une simple réforme dans la loi qui règle en Angleterre les conditions de l'importation des grains.

Mais tel n'est pas seulement l'objet de la Ligue. Elle aspire à l'entière et radicale destruction de tous les priviléges et de tous les monopoles, à la liberté absolue du commerce, à la concurrence illimitée, ce qui implique la chute de la prépondérance aristocratique en ce qu'elle a d'injuste, la dissolution des liens coloniaux en ce qu'ils ont d'exclusif, c'est-à-dire une révolution complète dans la politique intérieure et extérieure de la Grande-Bretagne.

Et, pour n'en citer qu'un exemple, nous voyons aujourd'hui les *free-traders* prendre parti pour les États-Unis dans la question de l'Orégon et du Texas. Que leur importe, en effet, que ces contrées s'administrent elles-mêmes sous la tutelle de l'Union, au lieu d'être gouvernées par un président mexicain ou un lord-commissaire anglais, pourvu que

chacun y puisse vendre, acheter, acquérir, travailler; pourvu que toute transaction honnête y soit libre? À ces conditions ils abandonneraient encore volontiers aux États-Unis et les deux Canada et la Nouvelle-Écosse, et les Antilles par-dessus le marché; ils les donneraient même sans cette condition, bien assurés que la liberté des échanges sera tôt ou tard la loi des transactions internationales[9].

[Note 9: On se rappelle les discours de lord Aberdeen et de sir Robert Peel à l'occasion du message du nouveau président des États-Unis. Voici comment s'exprimait à ce sujet M. Fox, dans un meeting de la Ligue et aux applaudissements de six mille auditeurs:

«Quel est donc ce territoire qu'on se dispute? 300,000 milles carrés dont nous revendiquons le tiers; désert aride, lave desséchée, le Sahara de l'Amérique, le Botany-Bay des Peaux-Rouges, empire des buffles, et tout au plus de quelques Indiens fiers de s'appeler Têtes-Plates, Nez-Fendus, *etc.* Voilà l'objet de la querelle! Autant vaudrait que Peel et Polk nous poussassent à nous disputer les montagnes de la Lune! Mais que la race humaine s'établisse sur ce territoire, que les hommes qui n'ont pas de patrie plus hospitalière en soumettent à la culture les parties les moins infertiles; et lorsque l'industrie aura promené autour de ses frontières le char de son paisible triomphe, lorsque de jeunes cités verront fourmiller dans leurs murs d'innombrables multitudes, quand les montagnes Rocheuses seront sillonnées de chemins de fer, que des canaux uniront l'Atlantique et la mer Pacifique, et que le Colombia verra flotter sur ses eaux la voile et la vapeur, alors il sera temps de parler de l'Orégon. Mais alors aussi, sans bataillons, sans vaisseaux de ligne, sans bombarder des villes ni verser le sang des hommes, le *libre commerce* fera pour nous la conquête de l'Orégon et même des États-Unis, si l'on peut appeler conquête ce qui constitue le bien

de tous. Ils nous enverront leurs produits; nous les paierons avec les nôtres. Il n’y aura pas un pionnier qui ne porte dans ses vêtements la livrée de Manchester; la marque de Sheffield sera imprimée sur l’arme qui atteindra le gibier; et le lin de Spitalfield sera la bannière que nous ferons flotter sur les rives du Missouri. L’Orégon sera conquis, en effet, car il travaillera volontairement pour nous; et que peut-on demander de plus à un peuple conquis? C’est pour nous qu’il fera croître le blé, et il nous le livrera sans nous demander en retour que nous nous imposions des taxes, afin qu’un gouverneur anglais contrarie sa législature ou qu’une soldatesque anglaise sabre sa population. Le libre commerce! voilà la vraie conquête; elle est plus sûre que celles des armes. Voilà l’empire, en ce qu’il a de noble, voilà la domination fondée sur des avantages réciproques, moins dégradante que celle qui s’acquiert par l’épée et se conserve sous un sceptre impopulaire.» (Acclamations prolongées.)]

Mais il est facile de comprendre pourquoi les *free-traders* ont commencé par réunir toutes leurs forces contre un seul monopole, celui des céréales: c’est qu’il est la clef de voûte du système tout entier. C’est la part de l’aristocratie, c’est le lot spécial que se sont adjugé les législateurs. Qu’on leur arrache ce monopole, et ils feront bon marché de tous les autres.

C’est d’ailleurs celui dont le poids est le plus lourd au peuple, celui dont l’iniquité est la plus facile à démontrer. L’impôt sur le pain! sur la nourriture! sur la vie! Voilà, certes, un mot de ralliement merveilleusement propre à réveiller la sympathie des masses.

C’est certainement un grand et beau spectacle que de voir un petit nombre d’hommes essayant, à force de travaux, de persévérance et d’énergie, de détruire le régime le plus

oppressif et le plus fortement organisé, après l’esclavage, qui ait pesé jamais sur un grand peuple et sur l’humanité, et cela sans en appeler à la force brutale, sans même essayer de déchaîner l’animadversion publique, mais en éclairant d’une vive lumière tous les replis de ce système, en réfutant tous les sophismes sur lesquels il s’appuie, en inculquant aux masses les connaissances et les vertus qui seules peuvent les affranchir du joug qui les écrase.

Mais ce spectacle devient bien plus imposant encore, quand on voit l’immensité du champ de bataille s’agrandir chaque jour par le nombre des questions et des intérêts qui viennent, les uns après les autres, s’engager dans la lutte.

D’abord l’aristocratie dédaigne de descendre dans la lice. Quand elle se voit maîtresse de la puissance politique par la possession du sol, de la puissance matérielle par l’armée et la marine, de la puissance morale par l’Église, de la puissance législative par le Parlement, et enfin de celle qui vaut toutes les autres, de la puissance de l’opinion publique par cette fausse grandeur nationale qui flatte le peuple et qui semble liée aux institutions qu’on ose attaquer; quand elle contemple la hauteur, l’épaisseur et la cohésion des fortifications dans lesquelles elle s’est retranchée; quand elle compare ses forces avec celles que quelques hommes isolés dirigent contre elle,—elle croit pouvoir se renfermer dans le silence et le dédain.

Cependant la Ligue fait des progrès. Si l’aristocratie a pour elle l’Église établie, la Ligue appelle à son aide toutes les Églises dissidentes. Celles-ci ne se rattachent pas au monopole par la dîme, elles se soutiennent par des dons volontaires, c’est-à-dire par la confiance publique. Elles ont bientôt compris que l’exploitation de l’homme par l’homme, qu’on la nomme esclavage ou protection, est contraire à la charte chrétienne. Seize cents ministres dissidents

répondent à l’appel de la Ligue. Sept cents d’entre eux, accourus de tous les points du royaume, se réunissent à Manchester. Ils délibèrent; et le résultat de leur délibération est qu’ils iront prêcher, dans toute l’Angleterre, la cause de la liberté des échanges comme conforme aux lois providentielles qu’ils ont mission de promulguer.

Si l’aristocratie a pour elle la propriété foncière et les classes agricoles, la Ligue s’appuie sur la propriété des bras, des facultés et de l’intelligence. Rien n’égale le zèle avec lequel les classes manufacturières s’empressent de concourir à la grande oeuvre. Les souscriptions spontanées versent au fonds de la Ligue 200,000 fr. en 1841, 600,000 en 1842, un million en 1843, 2 millions en 1844; et en 1845 une somme double, peut-être triple, sera consacrée à l’un des objets que l’association a en vue, l’inscription d’un grand nombre de *free traders* sur les listes électorales. Parmi les faits relatifs à cette souscription, il en est un qui produisit sur les esprits une profonde sensation. La liste, ouverte à Manchester le 14 novembre 1844, présenta, à la fin de cette même journée, une recette de 16,000 livres sterling (400,000 francs). Grâce à ces abondantes ressources, la Ligue, revêtant ses doctrines des formes les plus variées et les plus lucides, les distribue parmi le peuple dans des brochures, des pamphlets, des placards, des journaux innombrables; elle divise l’Angleterre en douze districts, dans chacun desquels elle entretient un professeur d’économie politique. Elle-même, comme une université mouvante, tient ses séances en public dans toutes les villes et tous les comtés de la Grande-Bretagne. Il semble d’ailleurs que celui qui dirige les événements humains ait ménagé à la Ligue des moyens inattendus de succès. La *réforme postale* lui permet d’entretenir, avec les comités électoraux qu’elle a fondés dans tout le pays, une correspondance qui comprend annuellement plus de 300,000 dépêches; les chemins de fer impriment à ses

mouvements un caractère d’ubiquité, et l’on voit les mêmes hommes qui ont *agité* le matin à Liverpool agiter le soir à Édimbourg ou à Glasgow; enfin la *réforme électorale* a ouvert à la classe moyenne les portes du Parlement, et les fondateurs de la Ligue, les Cobden, les Bright, les Gibson, les Villiers, sont admis à combattre le monopole, en face des monopoleurs et dans l’enceinte même où il fut décrété. Ils entrent dans la Chambre des communes, et ils y forment, en dehors des Whigs et des Torys, un parti, si l’on peut lui donner ce nom, qui n’a pas de précédents dans les annales des peuples constitutionnels, un parti décidé à ne sacrifier jamais la vérité absolue, la justice absolue, les principes absolus aux questions de personnes, aux combinaisons, à la stratégie des ministères et des oppositions.

Mais il ne suffisait pas de rallier les classes sociales sur qui pèse directement le monopole; il fallait encore dessiller les yeux de celles qui croient sincèrement leur bien-être et même leur existence attachés au système de la protection. M. Cobden entreprend cette rude et périlleuse tâche. Dans l’espace de deux mois, il provoque quarante meetings au sein même des populations agricoles. Là, entouré souvent de milliers de laboureurs et de fermiers, parmi lesquels on pense bien que se sont glissés, à l’instigation des intérêts menacés, bien des agents de désordre, il déploie un courage, un sang-froid, une habileté, une éloquence, qui excitent l’étonnement, si ce n’est la sympathie de ses plus ardents adversaires. Placé dans une position analogue à celle d’un Français qui irait prêcher la doctrine de la liberté commerciale dans les forges de Decazeville ou parmi les mineurs d’Anzin, on ne sait ce qu’il faut le plus admirer, dans cet homme éminent, à la fois économiste, tribun, homme d’État, tacticien, théoricien, et auquel je crois qu’on peut faire une juste application de ce qu’on a dit de Destutt de Tracy: «À force de bon sens, il atteint au génie.» Ses efforts obtiennent la récompense qu’ils méritent, et

l’aristocratie a la douleur de voir le principe de la liberté gagner rapidement au sein de la population vouée à l’agriculture.

Aussi le temps n’est plus où elle s’enveloppait dans sa morgue méprisante; elle est enfin sortie de son inertie. Elle essaye de reprendre l’offensive, et sa première opération est de calomnier la Ligue et ses fondateurs. Elle scrute leur vie publique et privée, mais, forcée bientôt d’abandonner le champ de bataille des personnalités, où elle pourrait bien laisser plus de morts et de blessés que la Ligue, elle appelle à son secours l’armée de sophismes qui, dans tous les temps et dans tous les pays, ont servi d’étai au monopole. *Protection à l’agriculture, invasion des produits étrangers, baisse des salaires résultant de l’abondance des subsistances, indépendance nationale, épuisement du numéraire, débouchés coloniaux assurés, prépondérance politique, empire des mers*; voilà les questions qui s’agitent, non plus entre savants, non plus d’école à école, mais devant le peuple, mais de démocratie à aristocratie.

Cependant il se rencontre que les Ligueurs ne sont pas seulement des agitateurs courageux; ils sont aussi de profonds économistes. Pas un de ces nombreux sophismes ne résiste au choc de la discussion; et, au besoin, des enquêtes parlementaires, provoquées par la Ligue, viennent en démontrer l’inanité.

L’aristocratie adopte alors une autre marche. La misère est immense, profonde, horrible, et la cause en est patente; c’est qu’une odieuse inégalité préside à la distribution de la richesse sociale. Mais au drapeau de la Ligue qui porte inscrit le mot JUSTICE, l’aristocratie oppose une bannière où on lit le mot CHARITÉ. Elle ne conteste plus les souffrances populaires; mais elle compte sur un puissant moyen de diversion, l’aumône. «Tu souffres, dit-elle au peuple; c’est

que tu as trop multiplié, et je vais te préparer un vaste système d’émigration. (Motion de M. Butler.)—Tu meurs d’inanition; je donnerai à chaque famille un jardin et une vache. (_Allotments._)—Tu es exténué de fatigue; c’est que l’on exige de toi trop de travail, et j’en limiterai la durée. (Bill de dix heures.)» Ensuite viennent les souscriptions pour procurer gratuitement aux classes pauvres des établissements de bains, des lieux de récréations, les bienfaits d’une éducation nationale, *etc.* Toujours des aumônes, toujours des palliatifs; mais quant à la cause qui les nécessite, quant au monopole, quant à la distribution factice et partiale de la richesse, on ne parle pas d’y toucher.

La Ligue a ici à se défendre contre un système d’agression d’autant plus perfide, qu’il semble attribuer à ses adversaires, entre autres monopoles, le monopole de la philanthropie, et la placer elle-même dans ce cercle de justice exacte et froide qui est bien moins propre que la charité, même impuissante, même hypocrite, à exciter la reconnaissance irréfléchie de ceux qui souffrent.

Je ne reproduirai pas les objections que la Ligue oppose à tous ces projets d’institutions prétendues charitables, on en verra quelques-unes dans le cours de l’ouvrage. Il me suffira de dire qu’elle s’est associée à celles de ces oeuvres qui ont un caractère incontestable d’utilité. C’est ainsi que, parmi les *free-traders* de Manchester, il a été recueilli près d’un million pour donner de l’espace, de l’air et du jour aux quartiers habités par les classes ouvrières. Une somme égale, provenant aussi de souscriptions volontaires, a été consacrée dans cette ville à l’établissement de maisons d’école. Mais en même temps la Ligue ne s’est pas lassée de montrer le piége caché sous ce fastueux étalage de philanthropie: «Quand les Anglais meurent de faim, disait-elle, il ne suffit pas de leur dire: Nous vous transporterons

en Amérique où les aliments abondent; il faut laisser ces aliments entrer en Angleterre.—Il ne suffit pas de donner aux familles ouvrières un jardin pour y faire croître des pommes de terre; il faut surtout ne pas leur ravir une partie des profits qui leur procureraient une nourriture plus substantielle.—Il ne suffit pas de limiter le travail excessif auquel les condamne la spoliation; il faut faire cesser la spoliation même, afin que dix heures de travail en valent douze.—Il ne suffit pas de leur donner de l'air et de l'eau, il faut leur donner du pain ou du moins le droit d'acheter du pain. Ce n'est pas la philanthropie mais la liberté qu'on doit opposer à l'oppression; ce n'est pas la charité mais la justice qui peut guérir les maux de l'injustice. L'aumône n'a et ne peut avoir qu'une action insuffisante, fugitive, incertaine et souvent dégradante.»

À bout de ses sophismes, de ses faux-fuyants, de ses prétextes dilatoires, il restait une ressource à l'aristocratie: la majorité parlementaire, la majorité qui dispense d'avoir raison. Le dernier acte de l'agitation devait donc se passer au sein des colléges électoraux. Après avoir popularisé les saines doctrines économiques, la Ligue avait à donner une direction pratique aux efforts individuels de ses innombrables prosélytes. Modifier profondément les constituants (_constituencies_), le corps électoral du royaume, saper l'influence aristocratique, attirer sur la corruption les châtiments de la loi et de l'opinion: telle est la nouvelle phase dans laquelle est entrée l'*agitation*, avec une énergie que les progrès semblent accroître. *Vires acquirit eundo*. À la voix de Cobden, de Bright et de leurs amis, des milliers de *free-traders* se font inscrire sur les listes électorales, des milliers de monopoleurs en sont rayés, et, d'après la rapidité de ce mouvement, on peut prévoir le jour où le sénat ne représentera plus une classe, mais la communauté.

On demandera peut-être si tant de travaux, tant de zèle, tant de dévouement, sont demeurés jusqu'ici sans influence sur la marche des affaires publiques, et si le progrès des doctrines libérales dans le pays ne s'est pas réfléchi à quelque degré dans la législation.

J'ai exposé, en commençant, le régime économique de l'Angleterre antérieurement à la crise commerciale qui a donné naissance à la Ligue; j'ai même essayé de soumettre au calcul quelques-unes des extorsions que les classes dominatrices exercent sur les classes asservies par le double mécanisme des impôts et des monopoles.

Depuis cette époque, les uns et les autres ont été modifiés. Qui n'a pas entendu parler du *plan financier* que sir Robert Peel vient de soumettre à la Chambre des communes, plan qui n'est que le développement de réformes commencées en 1842 et 1844, et dont la complète réalisation est réservée à des sessions ultérieures du Parlement? Je crois sincèrement qu'on a méconnu en France l'esprit de ces réformes, qu'on en a tour à tour exagéré ou atténué la portée. On m'excusera donc si j'entre ici dans quelques détails, que je m'efforcerai du reste d'abréger le plus qu'il me sera possible.

La spoliation (qu'on me pardonne le retour fréquent de ce terme; mais il est nécessaire pour détruire l'erreur grossière qui est impliquée dans son synonyme *protection*), la spoliation, réduite en système de gouvernement, avait produit toutes ses naturelles conséquences: une extrême inégalité des fortunes, la misère, le crime et le désordre au sein des dernières couches sociales, une diminution énorme dans toutes les consommations, par suite, l'affaiblissement des recettes publiques et le déficit, qui, croissant d'année en année, menaçait d'ébranler le crédit de la Grande-Bretagne. Évidemment il n'était pas possible de rester dans

une situation qui menaçait d'engloutir le vaisseau de l'État. L'*Agitation* irlandaise, l'*Agitation* commerciale, l'Incendiarisme, dans les districts agricoles, le Rébeccaïsme dans le pays de Galles, le Chartisme dans les villes manufacturières, ce n'étaient là que les symptômes divers d'un phénomène unique, la souffrance du peuple. Mais la souffrance du peuple, c'est-à-dire des masses, c'est-à-dire encore de la presque universalité des hommes, doit à la longue gagner toutes les classes de la société. Quand le peuple n'a rien, il n'achète rien; quand il n'achète rien, les fabriques s'arrêtent, et les fermiers ne vendent pas leur récolte; et s'ils ne vendent pas, ils ne peuvent payer leurs fermages. Ainsi les grands seigneurs législateurs eux-mêmes se trouvaient placés, par l'effet même de leur loi, entre la banqueroute des fermiers et la banqueroute de l'État, et menacés à la fois dans leur fortune immobilière et mobilière. Ainsi l'aristocratie sentait le terrain trembler sous ses pas. Un de ses membres les plus distingués, sir James Graham, aujourd'hui ministre de l'intérieur, avait fait un livre pour l'avertir des dangers qui l'entouraient: «Si vous ne cédez une partie, vous perdrez tout, disait-il, et une tempête révolutionnaire balayera de dessus la surface du pays non-seulement vos monopoles, mais vos honneurs, vos priviléges, votre influence et vos richesses mal acquises.»

Le premier expédient qui se présenta pour parer au danger le plus immédiat, le déficit, fut, selon l'expression consacrée aussi par nos hommes d'État, d'*exiger de l'impôt tout ce qu'il peut rendre*. Mais il arriva que les taxes mêmes qu'on essaya de renforcer furent celles qui laissèrent le plus de vide au Trésor. Il fallut renoncer pour longtemps à cette ressource, et le premier soin du cabinet actuel, quand il arriva aux affaires, fut de proclamer que l'impôt était arrivé à sa dernière limite: «_I am bound to say that the people of this country has been brought to the utmost limit of taxation._» (Peel, discours du 10 mai 1842.)

Pour peu que l’on ait pénétré dans la situation respective des deux grandes classes, dont j’ai décrit les intérêts et les luttes, on comprendra aisément quel était, pour chacune d’elles, le problème à résoudre.

Pour les *free-traders*, la solution était très-simple: *abroger tous les monopoles*. Affranchir les importations, c’était nécessairement accroître les échanges et par conséquent les exportations; c’était donc donner au peuple tout à la fois du pain et du travail; c’était encore favoriser toutes les consommations, par conséquent les taxes indirectes, et en définitive rétablir l’équilibre des finances.

Pour les *monopoleurs*, le problème était pour ainsi dire insoluble. Il s’agissait de soulager le peuple sans le soustraire aux monopoles, de relever le revenu public sans augmenter les taxes, et de conserver le système colonial sans diminuer les dépenses nationales.

Le ministère Whig (Russell, Morpeth, Melbourne, Baring, etc.) présenta un plan qui se tenait entre ces deux solutions. Il affaiblissait, sans les détruire, les monopoles et le système colonial. Il ne fut accepté ni par les monopoleurs ni par les *free-traders*. Ceux-là voulaient le monopole absolu, ceux-ci la liberté illimitée. Les uns s’écriaient: «_Pas de concessions!_» les autres: «_Pas de transactions!_»

Battus au Parlement, les Whigs en appelèrent au corps électoral. Il donna amplement gain de cause aux Torys, c’est-à-dire à la protection et aux colonies. Le ministère Peel fut constitué (1841) avec mission expresse de trouver l’introuvable solution, dont je parlais tout à l’heure, au grand et terrible problème posé par le déficit et la misère publique; et il faut avouer qu’il a surmonté la difficulté avec une sagacité de conception et une énergie d’exécution remarquables.

J’essayerai d’expliquer le plan financier de M. Peel, tel du moins que je le comprends.

Il ne faut pas perdre de vue que les divers objets qu’a dû se proposer cet homme d’État, eu égard au parti qui l’appuie, sont les suivants:

1º Rétablir l’équilibre des finances;

2º Soulager les consommateurs;

3º Raviver le commerce et l’industrie;

4º Conserver autant que possible le monopole essentiellement aristocratique, la loi céréale;

5º Conserver le système colonial et avec lui l’armée, la marine, les hautes positions des branches cadettes;

6º On peut croire aussi que cet homme éminent, qui plus que tout autre sait lire dans les *signes du temps*, et qui voit le principe de la Ligue envahir l’Angleterre à pas de géant, nourrit encore au fond de son âme une pensée d’avenir personnelle mais glorieuse, celle de se ménager l’appui des *free-traders* pour l’époque où ils auront conquis la majorité, afin d’imprimer de sa main le sceau de la consommation à l’oeuvre de la liberté commerciale, sans souffrir qu’un autre nom officiel que le sien s’attache à la plus grande révolution des temps modernes.

Il n’est pas une des mesures, une des paroles de Sir Robert Peel qui ne satisfasse aux conditions prochaines ou éloignées de ce programme. On va en juger.

Le pivot autour duquel s’accomplissent toutes les évolutions financières et économiques dont il nous reste à parler, c’est l’*income-tax*.

L’income-tax, on le sait, est un subside prélevé sur les revenus de toute nature. Cet impôt est essentiellement temporaire et patriotique. On n’y a recours que dans les circonstances les plus graves, et jusqu’ici, en cas de guerre. Sir Robert Peel l’obtint du parlement en 1842, et pour trois ans; il vient d’être prorogé jusqu’en 1849. C’est la première fois qu’au lieu de servir à des fins de destruction et à infliger à l’humanité les maux de la guerre, il sera devenu l’instrument de ces utiles réformes que cherchent à réaliser les nations qui veulent mettre à profit les bienfaits de la paix.

Il est bon de faire observer ici que tous les revenus au-dessous de 150 liv. sterl. (3,700 fr.) sont affranchis de la taxe, en sorte qu’elle frappe exclusivement la classe riche. On a beaucoup répété, de ce côté comme de l’autre côté du détroit, que l’*income-tax* était définitivement inscrit dans le Code financier de l’Angleterre. Mais quiconque connaît la nature de cet impôt et le mode d’après lequel il est perçu, sait bien qu’il ne saurait être établi d’une manière permanente, du moins dans sa constitution actuelle; et, si le cabinet entretient à cet égard quelque arrière-pensée, il est permis de croire qu’en habituant les classes aisées à contribuer dans une plus forte proportion aux charges publiques, il songe à mettre l’impôt foncier (*land-tax*), dans la Grande-Bretagne, plus en harmonie avec les besoins de l’État et les exigences d’une équitable justice distributive.

Quoi qu’il en soit, le premier objet que le ministère Tory avait en vue, le rétablissement de l’équilibre dans les finances, fut atteint, grâce aux ressources de l’income-tax; et le déficit qui menaçait le crédit de l’Angleterre a, du moins provisoirement, disparu.

Un excédant de recettes était même prévu dès 1842. Il s’agissait de l’appliquer à la seconde et à la troisième

condition du programme: *Soulager les consommateurs; raviver le commerce et l'industrie*.

Ici nous entrons dans la longue série des réformes douanières exécutées en 1842, 1843, 1844 et 1845. Notre intention ne peut être de les exposer en détail; nous devons nous borner à faire connaître l'esprit dans lequel elles ont été conçues.

Toutes les prohibitions ont été abolies. Les boeufs, les veaux, les moutons, la viande fraîche et salée, qui étaient repoussés d'une manière absolue, furent admis à des droits modérés: les boeufs, par exemple, à 25 fr. par tête (le droit est presque double en France), ce qui n'a pas empêché M. Gauthier de Rumilly de dire en pleine Chambre, en 1845, sans être contredit par personne, tant les journaux ont eu soin de nous tenir dans l'ignorance sur ce qui se passe de l'autre côté de la Manche, que les bestiaux sont encore prohibés en Angleterre.

Les droits furent abaissés dans une très-forte proportion, et quelquefois de moitié, des deux tiers et des trois quarts sur 650 articles de consommation: entre autres les farines, l'huile, le cuir, le riz, le café, le suif, la bière, etc., *etc.*

Ces droits, d'abord abaissés, ont été complétement abolis en 1845 sur 430 articles, parmi lesquels figurent toutes les matières premières de quelque importance, la laine, le coton, le lin, le vinaigre, etc., *etc.*

Les droits d'exportation furent aussi radicalement abrogés. Les machines et la houille, ces deux puissances dont, dans des idées étroites de rivalité commerciale, il serait peut-être assez naturel que l'Angleterre se montrât jalouse, sont en ce moment à la disposition de l'Europe. Nous en pourrions jouir aux mêmes prix que les Anglais, si, par une bizarrerie

étrange, mais parfaitement conséquente au principe du système protecteur, nous ne nous étions placés nous-mêmes, par nos tarifs, dans des conditions d'infériorité à l'égard de ces instruments essentiels de travail, au moment même où l'égalité nous était offerte ou pour mieux dire conférée sans condition.

On conçoit que l'abrogation totale d'un droit d'entrée doit laisser un vide définitif; et l'abaissement, un vide au moins momentané dans le Trésor. C'est ce vide que les excédants de recette dus à l'*income-tax* sont destinés à couvrir.

Cependant l'*income-tax* n'a qu'une durée limitée. Le cabinet Tory a espéré que l'accroissement de la consommation, l'essor du commerce et de l'industrie réagirait sur toutes les branches de revenus de manière à ce que l'équilibre des finances fût rétabli en 1849, sans que la ressource de l'income-tax fût plus longtemps nécessaire. Autant qu'on en peut juger par les résultats de la réforme partielle de 1842, ces espérances ne seront pas trompées. Déjà les recettes générales de 1844 ont dépassé celles de 1843 de liv. sterl. 1,410,726 (35 millions de francs).

D'un autre côté, tous les faits concordent à témoigner que l'activité a repris dans toutes les branches du travail, et que le bien-être s'est répandu dans toutes les classes de la société. Les prisons et les workhouses se sont dépeuplées; la taxe des pauvres a baissé; l'accise a fructifié; le Rébeccaïsme et l'Incendiarisme se sont apaisés; en un mot, le retour de la prospérité se montre par tous les signes qui servent à la révéler, et entre autres par les recettes des douanes.

Recettes de l'année 1841 (sous le système

ancien) 19,900,000 l. st.

— 1842 18,700,000

— 1843, première année de la

réforme 21,400,000

— 1844 23,500,000

Maintenant si l’on considère que, pendant cette dernière année, les marchandises qui ont passé par la douane n’ont rien payé *à la sortie* (abrogation des droits d’exportation), et n’ont acquitté *à l’entrée* que des taxes réduites, au moins pour 650 articles (abaissement des droits d’importation), on en conclura rigoureusement que la masse des produits importés a dû augmenter dans une proportion énorme pour que la recette totale, non-seulement n’ait pas diminué, mais encore se soit élevée de cent millions de francs.

Il est vrai que, d’après les économistes de la presse et de la tribune françaises, cet accroissement d’importations ne prouve autre chose que la décadence de l’industrie de la Grande-Bretagne, l’*invasion*, l’*inondation* de ses marchés par les produits étrangers, et la stagnation de son *travail national*! Nous laisserons ces messieurs concilier, s’ils le peuvent, cette conclusion avec tous les autres signes par lesquels se manifeste la renaissante prospérité de l’Angleterre; et, pour nous, qui croyons que *les produits*

s’échangent contre des produits, satisfaits de trouver, dans l’accord des faits qui précèdent, une preuve nouvelle et éclatante de la vérité de cette doctrine, nous dirons que Sir Robert Peel a rempli la seconde et la troisième condition de son programme: *Soulager le consommateur; raviver le commerce et l’industrie*.

Mais ce n’était pas pour cela que les Torys l’avaient porté, le soutenaient au pouvoir. Encore tout émus de la frayeur que leur avait causée le plan bien autrement radical de John Russell, et de l’orgueil de leur récent triomphe sur les Whigs, ils n’étaient pas disposés à perdre le fruit de leur victoire, et ils entendaient bien ne laisser agir l’homme de leur choix, dans l’accomplissement de son oeuvre, qu’autant qu’il ne toucherait pas ou qu’il ne toucherait que d’une manière illusoire aux deux grands instruments de rapine que s’est législativement attribués l’aristocratie anglaise: La loi-céréale et le système colonial.

C’est surtout dans cette difficile partie de sa tâche que le premier ministre a déployé toutes les ressources de son esprit fertile en expédients.

Lorsqu’un droit d’entrée a fait arriver le prix d’un produit à ce taux que la concurrence intérieure ne permet, en aucun cas, de dépasser, tout son effet protecteur est obtenu. Ce qu’on ajouterait à ce droit serait purement nominal, et ce qu’on en retrancherait, dans les limites de cet excédant, serait évidemment inefficace. Supposez qu’un produit français, soumis à la rivalité étrangère, se vende à 15 fr., et qu’affranchi de cette rivalité, il ne puisse, à cause de la concurrence intérieure, s’élever au-dessus de 20 fr. En ce cas, un droit de 5 ou 6 fr. sur le produit étranger donnera au similaire national toute la protection qu’il soit au pouvoir du tarif de conférer. Le droit, fût-il porté à 100 fr., n’élèverait pas d’un centime le prix du produit, d’après l’hypothèse

même, et par conséquent toute réduction, qui ne descendrait pas au-dessous de 5 ou 6 fr., serait de nul effet pour le producteur et pour le consommateur.

Il semble que l’observation de ce phénomène ait dirigé la conduite de sir Robert Peel, en ce qui concerne le grand monopole aristocratique, le blé, et le grand monopole colonial, le sucre.

Nous avons vu que la loi-céréale, qui avait pour but avoué d’assurer au producteur national 54 sh. par quarter de froment avait failli dans son objet. L’échelle mobile (_sliding scale_) était bien calculée pour atteindre ce but, car elle ajoutait au prix du blé étranger à l’entrepôt un droit graduel qui devait faire ressortir le prix vénal à 70 sh. et plus. Mais la concurrence des producteurs nationaux, d’une part, et, de l’autre, la diminution de consommation qui suit la cherté, ont concouru à retenir le blé à un taux moyen moins élevé et qui n’a pas dépassé 56 sh. Qu’a fait alors sir Robert Peel? Il a tranché dans cette portion de droit qui était radicalement inefficace, et il a baissé l’échelle mobile de manière, à ce qu’il pensait, à fixer le froment à 56 sh., c’est-à-dire au prix le plus élevé que la concurrence intérieure lui permette d’atteindre, dans les temps ordinaires; en sorte qu’en réalité il n’a rien arraché à l’aristocratie ni rien conféré au peuple.

À cet égard, sir Robert n’a pas caché cette politique de prestidigitateur, car à toute demande de droits plus élevés, il répondait: «Je crois que vous avez eu des preuves concluantes que vous êtes arrivés à l’extrême limite de la taxe utile (_profitable taxation_), sur les articles de subsistances. Je vous conseille de ne pas l’accroître, car, si vous le faites, vous serez certainement déjoués dans votre but.» «_Most assuredly you will be defeated in your object._»

Je n’ai parlé que du froment, mais il est bon d’observer que la même loi embrasse les céréales de toutes sortes. De plus, le beurre et le fromage, qui entrent pour beaucoup dans les revenus des domaines seigneuriaux, n’ont point été dégrevés. Il est donc bien vrai que le monopole aristocratique n’a été que très-inefficacement entamé.

La même pensée a présidé aux diverses modifications introduites dans la loi des sucres. Nous avons vu que la prime accordée aux planteurs, ou le droit différentiel entre le sucre colonial et le sucre étranger, était de 39 sh. par quintal. C’est là la marge que la spoliation avait devant elle; mais à cause de la concurrence que se font entre elles les colonies, elles n’ont pu extorquer au consommateur, en excédant du prix naturel et du droit fiscal, que 18 sh. (Voir ci-dessus, pages 24 et suiv.) Sir Robert pouvait donc abaisser le droit différentiel de 39 sh. à 18 sans rien changer, si ce n’est une lettre morte, dans le *statute-book*.

Or, qu’a-t-il fait? Il a établi le tarif suivant:

Sucre colonial, brut 14 sh.

— terré 16

Sucre étranger (libre), brut 23

— terré 28

Sucre étranger (esclave) 63

Il estime qu’il entrera en Angleterre, sous l’empire de ce nouveau tarif, 230,000 tonnes de sucre colonial; et la protection étant de 10 sh. par quintal ou 10 liv. st. par tonne, la somme extorquée au consommateur, pour être

livrée sans compensation aux planteurs, sera de 2,300,000 liv. st., ou fr. 57,000,000, au lieu de 86 millions. (Voir page 25.)

Mais d'un autre côté, il dit: «La conséquence sera que le Trésor recevra du droit sur le sucre, par suite de la réduction, liv. st. 3,960,000. Le revenu obtenu de cette denrée, l'année dernière, a été de 5,216,000 liv.; il y aura donc pour l'année prochaine une perte de revenu de 1,300,000 liv. sterl.,» soit fr. 32,500,000, et c'est l'*income-tax*, c'est-à-dire un nouvel impôt, qui est chargé de remplir le vide laissé à l'Échiquier; en sorte que si le peuple est soulagé, en ce qui concerne la consommation du sucre, ce n'est pas au préjudice du monopole, mais aux dépens du Trésor, et comme on rend à celui-ci par l'*income-tax* ce qu'il perd sur la douane, il en résulte que les spoliations et les charges restent les mêmes, et c'est tout au plus si l'on peut dire qu'elles subissent un léger déplacement.

Dans tout l'ensemble des réformes réelles ou apparentes accomplies par sir Robert Peel, sa prédilection en faveur du système colonial ne cesse de se manifester, et c'est là surtout ce qui le sépare profondément des *free-traders*. Chaque fois que le ministre a dégrévé une denrée étrangère, il a eu soin de dégréver, dans une proportion au moins aussi forte, la denrée similaire venue des colonies anglaises; en sorte que la *protection* reste la même. Ainsi, pour n'en citer qu'un exemple, le bois de construction *étranger* a été réduit des cinq sixièmes; mais le bois des colonies l'a été des neuf dixièmes. Le patrimoine des branches cadettes de l'aristocratie n'a donc pas été sérieusement entamé, pas plus que celui des branches aînées, et, à ce point de vue, l'on peut dire que le plan financier (_financial statement_), l'audacieuse expérience (_bold experiment_), du ministre dirigeant, demeurent renfermés dans les bornes d'une question anglaise, et ne

s’élèvent pas à la hauteur d’une question humanitaire; car l’humanité n’est que fort indirectement intéressée au régime intérieur de l’échiquier anglais, mais elle eût été profondément et favorablement affectée d’une réforme, même financière, impliquant la chute de ce système colonial qui a tant troublé et menace encore si gravement la paix et la liberté du monde.

Loin que sir Robert Peel suive la Ligue sur ce terrain, il ne perd pas une occasion de se prononcer en faveur des colonies, et, dans l’exposé des motifs de son plan financier, après avoir rappelé à la Chambre que l’Angleterre possède quarante-cinq colonies, après avoir même demandé à ce sujet un accroissement d’allocations, il ajoute: «On pourra dire qu’il est contraire à la sagesse d’étendre autant que nous l’avons fait notre système colonial. Mais je m’en tiens au fait que vous avez des colonies, et que, les ayant, il faut les pourvoir de forces suffisantes. Je répugnerais d’ailleurs, quoique je sache combien ce système entraîne de dépenses et de dangers, je répugnerais à condamner cette politique qui nous a conduits à jeter sur divers points du globe les bases de ces possessions animées de l’esprit anglais, parlant la langue anglaise et destinées peut-être à s’élever dans l’avenir au rang de grandes puissances commerciales!»

Je crois avoir démontré que sir Robert Peel a rempli avec habileté les plus funestes parties de son programme. Il me resterait à justifier les motifs des prévisions qui m’ont fait dire: «On peut croire encore que cet homme éminent qui, plus que tout autre, sait lire dans les *signes du temps*, et qui voit le principe de la Ligue envahir l’Angleterre à pas de géant, nourrit au fond de son âme une pensée personnelle, mais glorieuse, celle de se ménager l’appui des *free-traders* pour l’époque où ils auront conquis la majorité, afin d’imprimer de ses mains le sceau de la consommation à

l’oeuvre de la liberté commerciale, sans souffrir qu’un autre nom officiel que le sien s’attache à la plus grande révolution des temps modernes.»

Comme il ne s’agit ici que d’une simple conjecture qui, vu l’humble source d’où elle émane, ne peut avoir pour le lecteur qu’une faible importance, je ne vois aucune utilité à la justifier à ses yeux[10]. Je ne crois pas qu’elle ait rien de chimérique pour quiconque a étudié la situation économique du Royaume-Uni, le dénoûment probable des réformes qu’il subit, le caractère de celui qui les dirige, le mouvement et le déplacement, même actuels, des majorités, et surtout les rapides progrès de l’opinion dans les masses et au sein du corps électoral. Jusqu’ici sir Robert Peel s’est montré grand financier, grand ministre, grand homme d’État peut-être; pourquoi n’aspirerait-il pas au titre de grand homme, que la postérité ne décernera plus sans doute qu’aux bienfaiteurs de l’humanité?

[Note 10: Cette conjecture n’a pas tardé à se vérifier complétement; mais l’auteur, tout en applaudissant aux mesures libérales prises enfin par le grand ministre, ne l’a pas absous d’en être venu là si tard.(V. tome V, pag. 544 et suiv.)

(_Note de l’éditeur._)]

Il ne sera peut-être pas sans intérêt pour le lecteur d’entrevoir l’issue probable des réformes dont nous ne connaissons encore que les premiers linéaments. Une brochure récente vient de révéler un *plan financier* qui doit rallier les membres influents de la Ligue. Nous le mentionnerons ici, tant à cause de son admirable simplicité et de sa parfaite conformité aux principes les plus purs de la

liberté commerciale, que parce qu’il est loin d’être dépourvu de tout caractère officiel. Il émane, en effet, d’un officier du *Board of trade*, M. Mac-Grégor, comme la réforme postale eut pour promoteur un employé du *post-office*, M. Rowland-Hill. On peut ajouter qu’il a assez d’analogie avec les changements opérés par sir Robert Peel pour laisser supposer qu’il n’a pas été jeté dans le public à l’insu, et moins encore contre la volonté du premier ministre.

Voici le plan du secrétaire du *Board of trade*.

Il suppose que les dépenses s’élèveront comme aujourd’hui, à 50 millions st. Elles devront subir sans doute une grande diminution, car ce plan entraîne une forte réduction dans l’armée, la marine, l’administration des colonies et la perception de l’impôt; en ce cas, les excédants de recettes pourront être affectés, soit au remboursement de la dette, soit au dégrèvement de la contribution directe dont il va être parlé.

Les recettes se puiseraient aux sources suivantes:

Douane.—Les droits seraient uniformes, que les produits viennent

des colonies ou de l’étranger.

Il n’y aurait que huit articles soumis aux droits d’entrée, savoir:

1º Thé; 2º sucre; 3º café et cacao; 4º tabac; 5º esprits distillés;

6º vins; 7º fruits secs; 8º épiceries.

Produit 21,500,000 l. st.}

Esprits distillés à l’intérieur 5,000,000 } 31,500,000 l. st.

Drêche tant indigène qu’importée 4,000,000 }

Ces deux derniers impôts réunis à l’administration des douanes.

Timbre.—On en éliminerait les droits sur les assurances

contre les risques de mer et d’incendie, et l’on

y réunirait les licences, ci 7,500,000

Taxe foncière, non rachetée 1,200,000

Déficit à couvrir, la première année, par un impôt

direct qui est une combinaison de l’*income-tax* et du

land-tax 9,800,000

––––

Total égal de la dépense 50,000,000 l. st.

Quant à la poste, M. Mac-Grégor pense qu'elle ne doit pas être une source de revenus. On ne peut pas abaisser le tarif actuel, puisqu'il est réduit à la plus minime monnaie usitée en Angleterre; mais les excédants de recettes seraient appliqués à l'amélioration du service et au développement des paquebots à vapeur.

Il faut observer que dans ce système:

1º La protection est complétement abolie, puisque la douane ne frappe que des objets que l'Angleterre ne produit pas, excepté les esprits et la drêche. Mais ceux-ci sont soumis à un droit égal à leurs similaires étrangers.

2º Le système colonial est radicalement renversé. Au point de vue commercial, les colonies sont indépendantes de la métropole et la métropole des colonies, car les droits sont uniformes; il n'y a plus de priviléges, et chacun reste libre de se pourvoir au marché le plus avantageux. Il suit de là qu'une colonie qui se séparerait politiquement de la mère patrie n'apporterait aucun changement dans son commerce et son industrie. Elle ne ferait que soulager ses finances.

3º Toute l'administration financière de la Grande-Bretagne se réduit à la perception de l'impôt direct, à la douane, considérablement simplifiée, et au timbre. Les *assessed taxes* et l'accise sont supprimées, et les transactions intérieures et extérieures laissées à une liberté et une rapidité dont les effets sont incalculables.

Tel est, très en abrégé, le plan financier qui semble être comme le type, l'idéal vers lequel on ne peut s'empêcher de reconnaître que tendent de fort loin, il est vrai, les réformes qui s'accomplissent sous les yeux de la France inattentive. Cette digression servira peut-être de justification à la

conjecture que j’ai osé hasarder sur l’avenir et les vues ultérieures de sir Robert Peel.

Je me suis efforcé de poser nettement la question qui s’agite en Angleterre. J’ai décrit et le champ de bataille, et la grandeur des intérêts qui s’y discutent, et les forces qui s’y rencontrent, et les conséquences de la victoire. J’ai démontré, je crois, que, bien que toute la chaleur de l’action semble se concentrer sur des questions d’impôt, de douanes, de céréales, de sucre,—au fait il s’agit de monopole et de liberté, d’aristocratie et de démocratie, d’égalité ou d’inégalité dans la distribution du bien-être. Il s’agit de savoir si la puissance législative et l’influence politique demeureront aux hommes de rapine ou aux hommes de travail, c’est-à-dire si elles continueront à jeter dans le monde des ferments de troubles et de violences, ou des semences de concorde, d’union, de justice et de paix.

Que penserait-on de l’historien qui s’imaginerait que l’Europe en armes, au commencement de ce siècle, ne faisait exécuter, sous la conduite des plus habiles généraux, tant de savantes manoeuvres à ses innombrables armées que pour savoir à qui resteraient les champs étroits où se livrèrent les batailles d’Austerlitz ou de Wagram? Les dynasties et les empires dépendaient de ces luttes. Mais les triomphes de la force peuvent être éphémères; il n’en est pas de même de ceux de l’opinion. Et quand nous voyons tout un grand peuple, dont l’action sur le monde n’est pas contestée, s’imprégner des doctrines de la justice et de la vérité, quand nous le voyons renier les fausses idées de suprématie qui l’ont si longtemps rendu dangereux aux nations, quand nous le voyons prêt à arracher l’ascendant politique à une oligarchie cupide et turbulente, gardons-nous de croire, alors même que l’effort des premiers combats se porterait sur des questions économiques, que de plus grands et plus nobles intérêts ne sont pas engagés

dans la lutte. Car, si à travers bien des leçons d’iniquité, bien des exemples de perversité internationale, l’Angleterre, ce point imperceptible du globe, a vu germer sur son sol tant d’idées grandes et utiles; si elle fut le berceau de la presse, du jury, du système représentatif, de l’abolition de l’esclavage, malgré les résistances d’une oligarchie puissante et impitoyable; que ne doit pas attendre l’univers de cette même Angleterre, alors que toute sa puissance morale, sociale et politique aura passé aux mains de la démocratie, par une révolution lente et pénible, paisiblement accomplie dans les esprits, sous la conduite d’une association qui renferme dans son sein tant d’hommes, dont l’intelligence supérieure et la moralité éprouvée jettent un si grand éclat sur leur pays et sur leur siècle? Une telle révolution n’est pas un événement, un accident, une catastrophe due à un enthousiasme irrésistible, mais éphémère. C’est, si je puis le dire, un lent cataclysme social qui change toutes les conditions d’existence de la société, le milieu où elle vit et respire. C’est la justice s’emparant de la puissance, et le bon sens entrant en possession de l’autorité. C’est le bien général, le bien du peuple, des masses, des petits et des grands, des forts et des faibles devenant la règle de la politique; c’est le privilége, l’abus, la caste disparaissant de dessus la scène, non par une révolution de palais ou une émeute de la rue, mais par la progressive et générale appréciation des droits et des devoirs de l’homme. En un mot, c’est le triomphe de la liberté humaine, c’est la mort du monopole, ce Protée aux mille formes, tour à tour conquérant, possesseur d’esclaves, théocrate, féodal, industriel, commercial, financier et même philanthrope. Quelque déguisement qu’il emprunte, il ne saurait plus soutenir le regard de l’opinion publique; car elle a appris à le reconnaître sous l’uniforme rouge, comme sous la robe noire, sous la veste du planteur, comme sous l’habit brodé du noble pair. Liberté à tous! à chacun juste et naturelle rémunération de ses oeuvres! à chacun juste et

naturelle accession à l’égalité, en proportion de ses efforts, de son intelligence, de sa prévoyance et de moralité. Libre échange avec l’univers! Paix avec l’univers! Plus d’asservissement colonial, plus d’armée, plus de marine que ce qui est nécessaire pour le maintien de l’indépendance nationale! Distinction radicale de ce qui est et de ce qui n’est pas la mission du gouvernement et de la loi! L’association politique réduite à garantir à chacun sa liberté et sa sûreté contre toute agression inique, soit au dehors, soit au dedans; impôt équitable pour défrayer convenablement les hommes chargés de cette mission, et non pour servir de masque, sous le nom de *débouchés*, à l’usurpation extérieure, et, sous le nom de *protection*, à la spoliation des citoyens les uns par les autres: voilà ce qui s’agite en Angleterre, sur le champ de bataille, en apparence si restreint, d’une question douanière. Mais cette question implique l’esclavage dans sa forme moderne, car, comme le disait au Parlement un membre de la Ligue, M. Gibson: «S’emparer des hommes pour les faire travailler à son profit, ou s’emparer des fruits de leur travail, c’est toujours de l’esclavage’; il n’y a de différence que dans le degré.»

À l’aspect de cette révolution qui, je ne dirai pas se prépare, mais s’accomplit dans un pays voisin, dont les destinées, on n’en disconvient pas, intéressent le monde entier; à l’aspect des symptômes évidents de ce travail humanitaire, symptômes qui se révèlent jusque dans les régions diplomatiques et parlementaires, par les réformes successives arrachées à l’aristocratie depuis quatre ans; à l’aspect de cette *agitation* puissante, bien autrement puissante que l’agitation irlandaise, et bien autrement importante par ses résultats, puisqu’elle tend, entre autres choses, à modifier les relations des peuples entre eux, à changer les conditions de leur existence industrielle, et à substituer dans leurs rapports le principe de la fraternité à

celui de l’antagonisme,—on ne peut s’étonner assez du silence profond, universel et systématique que la presse française semble s’être imposé. De tous les phénomènes sociaux qu’il m’a été donné d’observer, ce silence, et surtout son succès, est certainement celui qui me jette dans le plus profond étonnement. Qu’un petit prince d’Allemagne, à force de vigilance, fût parvenu, pendant quelques mois, à empêcher le bruit de la révolution française de retentir dans ses domaines, on pourrait, à la rigueur, le comprendre. Mais qu’au sein d’une grande nation, qui se vante de posséder la liberté de la presse et de la tribune, les journaux aient réussi à soustraire à la connaissance du public, pendant sept années consécutives, le plus grand mouvement social des temps modernes, et des faits qui, indépendamment de leur portée humanitaire, doivent exercer et exercent déjà sur notre propre régime industriel une influence irrésistible, c’est là un miracle de stratégie auquel la postérité ne pourra pas croire et dont il importe de pénétrer le mystère.

Je sais que c’est manquer de prudence, par le temps qui court, que de heurter la presse périodique. Elle dispose arbitrairement de nous tous. Malheur à qui fuit son despotisme qui veut être absolu! Malheur à qui excite son courroux qui est mortel! Le braver, ce n’est pas courage, c’est folie, car le courage affronte les chances d’un combat, mais la folie seule provoque un combat sans chances; et quelle chance peut vous accompagner devant le tribunal de l’opinion publique, alors que, même pour vous défendre, il vous faut emprunter la voix de votre adversaire, alors qu’il peut vous écraser à son choix par sa parole ou son silence? —N’importe! Les choses en sont venues au point qu’un acte d’indépendance peut déterminer, dans le journalisme même, une réaction favorable. Dans l’ordre physique, l’excès du mal entraîne la destruction, mais dans le domaine impérissable de la pensée, il ne peut amener qu’un retour au bien. Qu’importe le sort du téméraire qui aura

attaché le grelot? Je crois sincèrement que le journalisme trompe le public; je crois sincèrement en savoir la cause, et, advienne que pourra, ma conscience me dit que je ne dois pas me taire.

Dans un pays où ne règne pas l'esprit d'association, où les hommes n'ont ni la faculté, ni l'habitude, ni peut-être le désir de s'assembler pour discuter au grand jour leurs communs intérêts, les journaux, quoi qu'on en puisse dire, ne sont pas les organes mais les promoteurs de l'opinion publique. Il n'y a que deux choses en France, des individualités isolées, sans relations, sans connexion entre elles, et une grande voix, la presse, qui retentit incessamment à leurs oreilles. Elle est la personnification de la critique, mais ne peut être critiquée. Comment l'opinion lui servirait-elle de frein, puisqu'elle fait règle, et régente elle-même l'opinion? En Angleterre, les journaux sont les commentateurs, les rapporteurs, les véhicules d'idées, de sentiments, de passions qui s'élaborent dans les meetings de Conciliation-Hall, de Covent-Garden et d'Exeter-Hall. Mais ici, où ils dirigent l'esprit public, la seule chance qui nous reste de voir à la longue l'erreur succomber et la vérité triompher, c'est la contradiction qui existe entre les journaux eux-mêmes et le contrôle réciproque qu'ils exercent les uns sur les autres.

On conçoit donc que, s'il était une question entre toutes que les journaux de tous les partis eussent intérêt à représenter sous un faux jour, ou même à couvrir de silence; on conçoit, dis-je, que, dans l'état actuel de nos moeurs et de nos moyens d'investigation, ils pourraient, sans trop de témérité, entreprendre d'égarer complétement l'opinion publique sur cette question spéciale.—Qu'aurez-vous à opposer à cette ligue nouvelle?—Arrivez-vous de Londres? Voulez-vous raconter ce que vous avez vu et entendu? Les journaux vous fermeront leurs colonnes. Prendrez-vous le

parti de faire un livre? Ils le décrieront, ou, qui pis est, ils le laisseront mourir de sa belle mort, et vous aurez la consolation de le voir un beau jour

Chez l’épicier,

Roulé dans la boutique en cornets de papier.

Parlerez-vous à la tribune? Votre discours sera tronqué, défiguré ou passé sous silence.

Voilà précisément ce qui est arrivé dans la question qui nous occupe.

Que quelques journaux eussent pris en main la cause du monopole et des haines nationales, cela ne devrait surprendre personne. Le monopole rallie beaucoup d’intérêts; le faux patriotisme est l’âme de beaucoup d’intrigues, et il suffit que ces intrigues et ces intérêts existent pour que nous ne soyons pas étonné qu’ils aient leurs organes. Mais que toute la presse périodique, parisienne ou provinciale, celle du Nord comme celle du Midi, celle de gauche comme celle de droite, soit unanime pour fouler aux pieds les principes les mieux établis de l’économie politique; pour dépouiller l’homme du *droit d’échanger* librement selon ses intérêts; pour attiser les inimitiés internationales, dans le but patent et presque avoué d’empêcher les peuples de se rapprocher et de s’unir par les liens du commerce, et pour cacher au public les faits extérieurs qui se lient à cette question, c’est un phénomène étrange qui doit avoir sa raison. Je vais essayer de l’exposer telle que je la vois dans la sincérité de mon âme. Je n’attaque point les opinions sincères, je les respecte toutes; je cherche seulement l’explication d’un fait aussi extraordinaire qu’incontestable, et la réponse à cette

question: Comment est-il arrivé que, parmi ce nombre incalculable de journaux qui représentent tous les systèmes, même les plus excentriques que l’imagination puisse enfanter, alors que le socialisme, le communisme, l’abolition de l’hérédité, de la propriété, de la famille, trouvent des organes, le droit d’échanger, le droit des hommes à troquer entre eux le fruit de leurs travaux n’ait pas rencontré dans la presse un seul défenseur? Quel étrange concours de circonstances a amené les journaux de toutes couleurs, si divers et si opposés sur toute autre question, à se constituer, avec une touchante unanimité, les défenseurs du monopole, et les instigateurs infatigables des jalousies nationales, à l’aide desquelles il se maintient, se renforce et gagne tous les jours du terrain?

D’abord, une première classe de journaux a un intérêt direct à faire triompher en France le système de la protection. Je veux parler de ceux qui sont notoirement subventionnés par les comités monopoleurs, agricoles, manufacturiers ou coloniaux. Étouffer les doctrines des économistes, populariser les sophismes qui soutiennent le régime de la spoliation, exalter les intérêts individuels qui sont en opposition avec l’intérêt général, ensevelir dans le plus profond silence les faits qui pourraient réveiller et éclairer l’esprit public: telle est la mission qu’ils se sont chargés d’accomplir, et il faut bien qu’ils gagnent en conscience la subvention que le monopole leur paye.

Mais cette tâche immorale en entraîne une autre plus immorale encore. Il ne suffit pas de systématiser l’erreur, car l’erreur est éphémère par nature. Il faut encore prévoir l’époque où la doctrine de la liberté des échanges, prévalant dans les esprits, voudra se faire jour dans les lois; et ce serait certes un coup de maître que d’en avoir d’avance rendu la réalisation impossible. Les journaux auxquels je fais allusion ne se sont donc pas bornés à prêcher

théoriquement l’isolement des peuples. Ils ont encore cherché à susciter entre eux une irritation telle qu’ils fussent beaucoup plus disposés à *échanger* des boulets que des produits. Il n’est pas de difficultés diplomatiques qu’ils n’aient exploitées dans cette vue: évacuation d’Ancône, affaires d’Orient, droit de visite, Taïti, Maroc, tout leur a été bon. «Que les peuples se haïssent, a dit le monopole, qu’ils s’ignorent, qu’ils se repoussent, qu’ils s’irritent, qu’ils s’entr’égorgent, et, quel que soit le sort des doctrines, mon règne est pour longtemps assuré!»

Il n’est pas difficile de pénétrer les secrets motifs qui rangent les journaux dits de l’*opposition parlementaire* parmi les adversaires de l’union et de la libre communication des peuples.

D’après notre constitution, les contrôleurs des ministres deviennent ministres eux-mêmes, s’ils donnent à ce contrôle assez de violence et de popularité pour avilir et renverser ceux qu’ils aspirent à remplacer. Quoi qu’on puisse penser, à d’autres égards, d’une telle organisation, on conviendra du moins qu’elle est merveilleusement propre à envenimer la lutte des partis pour la possession du pouvoir. Les députés candidats au ministère ne peuvent guère avoir qu’une pensée, et cette pensée, le bon sens public l’exprime d’une manière triviale mais énergique: «Ôte-toi de là, que je m’y mette.» On conçoit que cette opposition personnelle établit naturellement le centre de ses opérations sur le terrain des questions extérieures. On ne peut pas tromper longtemps le public sur ce qu’il voit, ce qu’il touche, ce qui l’affecte directement; mais sur ce qui se passe au dehors, sur ce qui ne nous parvient qu’à travers des traductions infidèles et tronquées, il n’est pas indispensable d’avoir raison, il suffit, ce qui est facile, de produire une illusion quelque peu durable. D’ailleurs, en appelant à soi cet esprit de nationalité si puissant en France,

en se proclamant seul défenseur de notre gloire, de notre drapeau, de notre indépendance; en montrant sans cesse l’existence du ministère liée à un intérêt étranger, on est sûr de le battre en brèche avec une force populaire irrésistible: car quel ministre peut espérer de rester au pouvoir si l’opinion le tient pour *lâche, traître et vendu à un peuple rival*[11]?

[Note 11: Voir, au tome V, les *Incompatibilités* parlementaires, p.

516.

(Note de l’éditeur.)]

Les chefs de parti et les journaux qui s’attellent à leur char sont donc forcément amenés à fomenter les haines nationales; car comment soutenir que le ministère est lâche, sans établir que l’étranger est insolent; et que nous sommes gouvernés par des traîtres, sans avoir préalablement prouvé que nous sommes entourés d’ennemis qui veulent nous dicter des lois?

C’est ainsi que les journaux dévoués à l’élévation d’un nom propre concourent, avec ceux que les monopoleurs soudoient, à rendre toujours imminente une conflagration générale, et par suite à éloigner tout rapprochement international, toute réforme commerciale.

En s’exprimant ainsi, l’auteur de cet ouvrage n’entend pas faire de la politique, et encore moins de l’esprit de parti. Il n’est attaché à aucune des grandes individualités dont les luttes ont envahi la presse et la tribune, mais il adhère de toute son âme aux intérêts généraux et permanents de son pays, à la cause de la vérité et de l’éternelle justice. Il croit

que ces intérêts et ceux de l’humanité se confondent loin de se contredire, et dès lors il considère comme le comble de la perversité de transformer les haines nationales en *machine de guerre* parlementaire. Du reste, il a si peu en vue de justifier la politique extérieure du cabinet actuel, qu’il n’oublie pas que celui qui la dirige employa contre ses rivaux les mêmes armes que ses rivaux tournent aujourd’hui contre lui.

Chercherons-nous l’impartialité internationale et par suite la vérité économique dans les journaux légitimistes et républicains? Ces deux opinions se meuvent en dehors des questions personnelles, puisque l’accès du pouvoir leur est interdit. Il semble dès lors que rien ne les empêche de plaider avec indépendance la cause de la liberté commerciale. Cependant, nous les voyons s’attacher à faire obstacle à la libre communication des peuples. Pourquoi? Je n’attaque ni les intentions ni les personnes. Je reconnais qu’il y a, au fond de ces deux grands partis, des vues dont on peut contester la justesse, mais non la sincérité. Malheureusement, cette sincérité ne se manifeste pas toujours dans les journaux qui les représentent. Quand on s’est donné la mission de saper journellement un ordre de choses qu’on croit mauvais, on finit par n’être pas très-scrupuleux dans le choix des moyens. Embarrasser le pouvoir, entraver sa marche, le déconsidérer: telles sont les tristes nécessités d’une polémique qui ne songe qu’à déblayer le sol des institutions et des hommes qui le régissent, pour y substituer d’autres hommes et d’autres institutions. Là, encore, le recours aux passions patriotiques, l’appel aux sentiments d’orgueil national, de gloire, de suprématie, se présentent comme les armes les plus efficaces. L’abus suit de près l’usage; et c’est ainsi que le bien-être et la liberté des citoyens, la grande cause de la fraternité des nations, sont sacrifiés sans scrupule à cette

oeuvre de *destruction préalable*, que ces partis considèrent comme leur première mission et leur premier devoir.

Si les exigences de la polémique ont fait un besoin à la presse opposante de sacrifier la liberté du commerce, parce que, impliquant l'harmonie des rapports internationaux, elle leur ravirait un merveilleux instrument d'attaque, il semble que, par cela même, la presse ministérielle soit intéressée à la soutenir. Il n'en est pas ainsi. Le gouvernement, accablé sous le poids d'accusations unanimes, en face d'une impopularité qui fait trembler le sol sous ses pieds, sent bien que la voix peu retentissante de ses journaux n'étouffera pas la clameur de toutes les oppositions réunies. Il a recours à une autre tactique.—On l'accuse d'être voué aux intérêts étrangers…. Eh bien! il prouvera, par des faits, son indépendance et sa fierté. Il se mettra en mesure de pouvoir venir dire au pays:—Voyez, j'aggrave partout les tarifs; je ne recule pas devant l'hostilité des droits différentiels; et, parmi les îles innombrables du grand Océan, je choisis, pour m'en emparer, celle dont la conquête doit susciter le plus de collisions et froisser le plus de susceptibilités étrangères!

La presse départementale aurait pu déjouer toutes ces intrigues, en les dévoilant.

Une pauvre servante au moins m'était restée,

Qui de ce mauvais air n'était pas infectée.

Mais au lieu de réagir sur la presse parisienne, elle attend humblement, niaisement son mot d'ordre. Elle ne veut pas avoir de vie propre. Elle est habituée à recevoir par la poste l'idée qu'il faut délayer, la manoeuvre à laquelle il faut concourir, au profit de M. Thiers, de M. Molé ou de M.

Guizot. Sa plume est à Lyon, à Toulouse, à Bordeaux, mais sa tête est à Paris.

Il est donc vrai que la stratégie des journaux, qu'ils émanent de Paris ou de la province, qu'ils représentent la gauche, la droite ou le centre, les a entraînés à s'unir à ceux que soudoient les comités monopoleurs, pour tromper l'opinion publique sur le grand mouvement social qui s'accomplit en Angleterre; pour n'en parler jamais, ou, si l'on ne peut éviter d'en dire quelques mots, pour le représenter, ainsi que l'abolition de l'esclavage, comme l'oeuvre d'un machiavélisme profond, qui a pour objet définitif l'exploitation du monde, au profit de la Grande-Bretagne, par l'opération de la liberté même.

Il me semble que cette puérile prévention ne résisterait pas à la lecture de ce livre. En voyant agir les *free-traders*, en les entendant parler, en suivant pas à pas les dramatiques péripéties de cette agitation puissante, qui remue tout un peuple, et dont le dénoûment certain est la chute de cette prépondérance oligarchique qui est précisément, selon nous-mêmes, ce qui rend l'Angleterre dangereuse; il me semble impossible que l'on persiste à s'imaginer que tant d'efforts persévérants, tant de chaleur sincère, tant de vie, tant d'action, n'ont absolument qu'un but: tromper un peuple voisin en le déterminant à fonder lui-même sa législation industrielle sur les bases de la justice et de la liberté.

Car enfin, il faudra bien reconnaître, à cette lecture, qu'il y a en Angleterre deux classes, deux peuples, deux intérêts, deux principes, en un mot: aristocratie et démocratie.

Si l'une veut l'inégalité, l'autre tend à l'égalité; si l'une défend la restriction, l'autre réclame la liberté; si l'une aspire à la conquête, au régime colonial, à la suprématie

politique, à l’empire exclusif des mers, l’autre travaille à l’universel affranchissement; c’est-à-dire à répudier la conquête, à briser les liens coloniaux, à substituer, dans les relations internationales, aux artificieuses combinaisons de la diplomatie, les libres et volontaires relations du commerce. Et n’est-il pas absurde d’envelopper dans la même haine ces deux classes, ces deux peuples, ces deux principes, dont l’un est, de toute nécessité, favorable à l’humanité si l’autre lui est contraire? Sous peine de l’inconséquence la plus aveugle et la plus grossière, nous devons donner la main au peuple anglais ou à l’aristocratie anglaise. Si la liberté, la paix, l’égalité des conditions légales, le droit au salaire naturel du travail, sont nos principes, nous devons sympathiser avec la Ligue; si, au contraire, nous pensons que la spoliation, la conquête, le monopole, l’envahissement successif de toutes les régions du globe sont, pour un peuple, des éléments de grandeur qui ne contrarient pas le développement régulier des autres peuples, c’est à l’aristocratie anglaise qu’il faut nous unir. Mais, encore une fois, le comble de l’absurde, ce qui serait éminemment propre à nous rendre la risée des nations, et à nous faire rougir plus tard de notre propre folie, ce serait d’assister à cette lutte de deux principes opposés, en vouant aux soldats des deux camps la même haine et la même exécration. Ce sentiment, digne de l’enfance des sociétés et qu’on prend si bizarrement pour de la fierté nationale, a pu s’expliquer jusqu’ici par l’ignorance complète où nous avons été tenus sur le fait même de cette lutte; mais y persévérer alors qu’elle nous est révélée, ce serait avouer que nous n’avons ni principes, ni vues, ni idées arrêtées: ce serait abdiquer toute dignité; ce serait proclamer à la face du monde étonné que nous ne sommes plus des hommes, que ce n’est plus la raison, mais l’aveugle instinct qui dirige nos actions et nos sympathies.

Si je ne me fais pas illusion, cet ouvrage doit offrir aussi quelque intérêt au point de vue littéraire. Les orateurs de la Ligue se sont souvent élevés au plus haut degré de l'éloquence politique, et il devait en être ainsi. Quelles sont les circonstances extérieures et les situations de l'âme les plus propres à développer la puissance oratoire? N'est-ce point une grande lutte où l'intérêt individuel de l'orateur s'efface devant l'immensité de l'intérêt public? Et quelle lutte présentera ce caractère, si ce n'est celle où la plus vivace aristocratie et la plus énergique démocratie du monde combattent avec les armes de la légalité, de la parole et de la raison, l'une pour ses injustes et séculaires priviléges, l'autre pour les droits sacrés du travail, la paix, la liberté et la fraternité dans la grande famille humaine?

Nos pères aussi ont soutenu ce combat, et l'on vit alors les passions révolutionnaires transformer en puissants tribuns des hommes qui, sans ces orages, fussent restés enfouis dans la médiocrité, ignorés du monde et s'ignorant eux-mêmes. C'est la révolution qui, comme le charbon d'Isaïe, toucha leurs lèvres et embrasa leurs coeurs; mais à cette époque, la science sociale, la connaissance des lois auxquelles obéit l'humanité, ne pouvait nourrir et régler leur fougueuse éloquence. Les systématiques doctrines de Raynal et de Rousseau, les sentiments surannés empruntés aux Grecs et aux Romains, les erreurs du XVIIIe siècle, et la phraséologie déclamatoire, dont, selon l'usage, on se croyait obligé de revêtir ces erreurs, si elles n'ôtèrent rien, si elles ajoutèrent même au caractère chaleureux de cette éloquence, la rendent stérile pour un siècle plus éclairé: car ce n'est pas tout que de parler aux passions, il faut aussi parler à l'esprit, et, en touchant le coeur, satisfaire l'intelligence.

C'est là ce qu'on trouvera, je crois, dans les discours des Cobden, des Thompson, des Fox, des Gibson et des Bright.

Ce ne sont plus les mots magiques mais indéfinis, liberté, égalité, fraternité, allant réveiller des instincts plutôt que des idées; c'est la science, la science exacte, la science des Smith et des Say, empruntant à l'agitation des temps le feu de la passion, sans que sa pure lumière en soit jamais obscurcie.

Loin de moi de contester les talents des orateurs de mon pays. Mais ne faut-il pas un public, un théâtre, une cause surtout pour que la puissance de la parole s'élève à toute la hauteur qu'il lui est donné d'atteindre? Est-ce dans la guerre des portefeuilles, dans les rivalités personnelles, dans l'antagonisme des coteries; est-ce quand le peuple, la nation et l'humanité sont hors de cause, quand les combattants ont répudié tout principe, toute homogénéité dans la pensée politique; quand on les voit, à la suite d'une crise ministérielle, faire entre eux échange de doctrines en même temps que de siéges, en sorte que le fougueux patriote devient diplomate prudent, pendant que l'apôtre de la paix se transforme en Tyrtée de la guerre? est-ce dans ces données étroites et mesquines que l'esprit peut s'agrandir et l'âme s'élever? Non, non, il faut une autre atmosphère à l'éloquence politique. Il lui faut la lutte, non point la lutte des individualités, mais la lutte de l'éternelle justice contre l'opiniâtre iniquité. Il faut que l'oeil se fixe sur de grands résultats, que l'âme les contemple, les désire, les espère, les chérisse, et que le langage humain ne serve qu'à verser dans d'autres âmes sympathiques ces puissants désirs, ces nobles desseins, ce pur amour et ces chères espérances.

Un des traits les plus saillants et les plus instructifs, entre tous ceux qui caractérisent l'*agitation* que j'essaye de révéler à mon pays, c'est la complète répudiation parmi les *free-traders* de tout *esprit de parti* et leur séparation des Whigs et des Torys.

Sans doute l'*esprit de parti* a toujours soin de se décorer lui-même du nom d'*esprit public*. Mais il est un signe infaillible auquel on peut les distinguer. Quand une mesure est présentée au Parlement, l'esprit public lui demande: *Qu'es-tu?* et l'esprit de parti: *D'où viens-tu?* Le ministre fait cette proposition,—donc elle est mauvaise ou doit l'être; et la raison, c'est qu'elle émane du ministre qu'il s'agit de renverser.

L'esprit de parti est le plus grand fléau des peuples constitutionnels. Par les obstacles incessants qu'il oppose à l'administration, il empêche le bien de se réaliser à l'intérieur; et comme il cherche son principal point d'appui dans les questions extérieures, que sa tactique est de les envenimer pour montrer que le cabinet est incapable de les conduire, il s'ensuit que l'esprit de parti, dans l'opposition, place la nation dans un antagonisme perpétuel avec les autres peuples et dans un danger de guerre toujours imminent.

D'un autre côté, l'esprit de parti, aux bancs ministériels, n'est ni moins aveugle ni moins compromettant. Puisque les existences ministérielles ne se décident plus par l'habileté ou l'impéritie de leur administration, mais à coup de boules, résolues à être noires ou blanches *quand même*, la grande affaire, pour le cabinet, c'est d'en recruter le plus possible par la corruption parlementaire et électorale.

La nation anglaise a souffert plus que toute autre de la longue domination de l'esprit de parti, et ce n'est pas pour nous une leçon à dédaigner que celle que donnent en ce moment les *free-traders* qui, au nombre de plus de cent à la Chambre des communes, sont résolus à examiner chaque mesure en elle-même, en la rapportant aux principes de la justice universelle et de l'utilité générale, sans s'inquiéter

s’il convient à Peel ou à Russell, aux Torys ou aux Whigs qu’elle soit admise ou repoussée.

Des enseignements utiles et pratiques me semblent devoir encore résulter de la lecture de ce livre. Je ne veux point parler des connaissances économiques qu’il est si propre à répandre. J’ai maintenant en vue la tactique constitutionnelle pour arriver à la solution d’une grande question nationale, en d’autres termes l’*art de l’agitation*. Nous sommes encore novices en ce genre de stratégie. Je ne crains pas de froisser l’amour-propre national en disant qu’une longue expérience a donné aux Anglais la connaissance, qui nous manque, des moyens par lesquels on arrive à faire triompher un principe, non par une échauffourée d’un jour, mais par une lutte lente, patiente, obstinée; par la discussion approfondie, par l’éducation de l’opinion publique. Il est des pays où celui qui conçoit l’idée d’une réforme commence par sommer le gouvernement de la réaliser, sans s’inquiéter si les esprits sont prêts à la recevoir. Le gouvernement dédaigne, et tout est dit. En Angleterre, l’homme qui a une pensée qu’il croit utile s’adresse à ceux de ses concitoyens qui sympathisent avec la même idée. On se réunit, on s’organise, on cherche à faire des prosélytes; et c’est déjà une première élaboration dans laquelle s’évaporent bien des rêves et des utopies. Si cependant l’idée a en elle-même quelque valeur, elle gagne du terrain, elle pénètre dans toutes les couches sociales, elle s’étend de proche en proche. L’idée opposée provoque de son côté des associations, des résistances. C’est la période de la discussion publique, universelle, des pétitions, des motions sans cesse renouvelées; on compte les voix du Parlement, on mesure le progrès, on le seconde en épurant les listes électorales, et, quand enfin le jour du triomphe est arrivé, le verdict parlementaire n’est pas une révolution, il n’est qu’une constatation de l’état des esprits; la réforme de

la loi suit la réforme des idées, et l’on peut être assuré que la conquête populaire est assurée à jamais.

Sous ce point de vue, l’exemple de la Ligue m’a paru mériter d’être proposé à notre imitation. Qu’on me permette de citer ce que dit à ce sujet un voyageur allemand.

«C’est à Manchester, dit M. J. G. Kohl, que se tiennent les séances permanentes du comité de la Ligue. Je dus à la bienveillance d’un ami de pénétrer dans la vaste enceinte où j’eus l’occasion de voir et d’entendre des choses qui me surprirent au dernier point. George Wilson et d’autres chefs renommés de la Ligue, assemblés dans la salle du Conseil, me reçurent avec autant de franchise que d’affabilité, répondant sur-le-champ à toutes mes questions et me mettant au fait de tous les détails de leurs opérations. Je ne pouvais m’empêcher de me demander ce qui adviendrait, en Allemagne, d’hommes occupés à attaquer avec tant de talent et de hardiesse les lois fondamentales de l’État. Il y a longtemps sans doute qu’ils gémiraient dans de sombres cachots, au lieu de travailler librement et audacieusement à leur grande oeuvre, à la clarté du jour. Je me demandais encore si, en Allemagne, de tels hommes admettraient un étranger dans tous leurs secrets avec cette franchise et cette cordialité.

«J’étais surpris de voir les Ligueurs, tous hommes privés, marchands, fabricants, littérateurs, conduire une grande entreprise politique, comme des ministres et des hommes d’État. L’aptitude aux affaires publiques semble être la faculté innée des Anglais. Pendant que j’étais dans la salle du conseil, un nombre prodigieux de lettres étaient apportées, ouvertes, lues et répondues sans interruption ni retard. Ces lettres, affluant de tous les points du Royaume-Uni, traitaient les matières les plus variées, toutes se rapportant à l’objet de l’association. Quelques-unes

portaient les nouvelles du mouvement des Ligueurs ou de leurs adversaires; car l'oeil de la Ligue est toujours ouvert sur les amis comme sur les ennemis....

«Par l'intermédiaire d'associations locales, formées sur tous les points de l'Angleterre, la Ligue a étendu maintenant son influence sur tout le pays, et est arrivée à un degré d'importance vraiment extraordinaire. Ses festivals, ses expositions, ses banquets, ses meetings apparaissent comme de grandes solennités publiques.... Tout membre qui contribue pour 50 l. (1,250 fr.) a un siége et une voix au conseil... Elle a des comités d'ouvriers, pour favoriser la propagation de ses doctrines parmi les classes laborieuses; et des comités de dames, pour s'assurer la sympathie et la coopération du beau sexe. Elle a des professeurs, des orateurs qui parcourent incessamment le pays, pour souffler le feu de l'agitation dans l'esprit du peuple. Ces orateurs ont fréquemment des conférences et des discussions publiques avec les orateurs du parti opposé, et il arrive presque toujours que ceux-ci sortent vaincus du champ de bataille.... Les Ligueurs écrivent directement à la reine, au duc de Wellington, à sir Robert Peel et autres hommes distingués, et ne manquent pas de leur envoyer leurs journaux et des rapports circonstanciés et toujours fidèles de leurs opérations. Quelquefois ils délèguent auprès des hommes les plus éminents de l'aristocratie anglaise une députation chargée de leur jeter à la face les vérités les plus dures.

«On pense bien que la Ligue ne néglige pas la puissance de ce Briarée aux cent bras, la *Presse*. Non-seulement elle répand ses opinions par l'organe des journaux qui lui sont favorables; mais encore elle émet elle-même un grand nombre de publications périodiques exclusivement consacrées à sa cause. Celles-ci contiennent naturellement les comptes rendus des opérations, des souscriptions, des meetings, des discours contre le régime prohibitif, répétant

pour la millième fois que le monopole est contraire à l’ordre de la nature et que la Ligue a pour but de faire prévaloir l’ordre équitable de la Providence.—…. L’association pour la liberté du commerce a surtout recours à ces pamphlets courts et peu coûteux, appelés *tracts*, arme favorite de la polémique anglaise: c’est avec ces courtes et populaires dissertations, à deux sous, dues à la plume d’écrivains éminents tels que Cobden et Bright, que la Ligue attaque perpétuellement le public, et entretient comme une continuelle fusillade à petit plomb. Elle ne dédaigne pas des armes plus légères encore; des affiches, des placards qui contiennent des devises, des pensées, des sentences, des aphorismes, des couplets, graves ou gais, philosophiques ou satiriques, mais tous ayant trait à ces deux objets précis: le *Monopole* et le *Libre-Échange*… La Ligue et l’anti-Ligue ont porté leur champ de bataille jusque dans les Abécédaires, semant ainsi les éléments de la discussion dans l’esprit des générations futures.

«Toutes les publications de la Ligue sont non-seulement écrites, mais imprimées, mises sous enveloppe et publiées dans les salles du comité de Manchester. Je traversai une foule de pièces où s’accomplissent ces diverses opérations jusqu’à ce que j’arrivai à la grande salle de dépôt, où livres, journaux, rapports, tableaux, pamphlets, placards, étaient empilés, comme des ballots de mousseline ou de calicot. Nous parvînmes enfin à la salle des rafraîchissements, où le thé nous fut offert par des dames élégantes. La conversation s’engagea, etc…»

Puisque M. Kohl a parlé de la participation des dames anglaises à l’oeuvre de la Ligue, j’espère qu’on ne trouvera pas déplacées quelques réflexions à ce sujet. Je ne doute pas que le lecteur ne soit surpris, et peut-être scandalisé, de voir la femme intervenir dans ces orageux débats. Il semble que la femme perde de sa grâce en se risquant dans cette

mêlée scientifique toute hérissée des mots barbares *Tarifs*, *Salaires*, *Profits*, *Monopoles*. Qu'y a-t-il de commun entre des dissertations arides et cet être éthéré, cet ange des affections douces, cette nature poétique et dévouée dont la seule destinée est d'aimer et de plaire, de compatir et de consoler?

Mais si la femme s'effraie à l'aspect du lourd syllogisme et de la froide statistique, elle est douée d'une sagacité merveilleuse, d'une promptitude, d'une sûreté d'appréciation qui lui font saisir le côté par où une entreprise sérieuse sympathise avec le penchant de son coeur. Elle a compris que l'effort de la Ligue est une cause de justice et de réparation envers les classes souffrantes; elle a compris que l'aumône n'est pas la seule forme de la charité. Nous sommes toujours prêtes à secourir l'infortune, disent-elles, mais ce n'est pas une raison pour que la loi fasse des infortunés. Nous voulons nourrir ceux qui ont faim, vêtir ceux qui ont froid; mais nous applaudissons à des efforts qui ont pour objet de renverser les barrières qui s'interposent entre le vêtement et la nudité, entre la subsistance et l'inanition.

Et d'ailleurs, le rôle que les dames anglaises ont su prendre dans l'oeuvre de la Ligue n'est-il pas en parfaite harmonie avec la mission de la femme dans la société?—Ce sont des fêtes, des soirées données aux *free-traders*;—de l'éclat, de la chaleur, de la vie, communiqués par leur présence à ces grandes joutes oratoires où se dispute le sort des masses;—une coupe magnifique offerte au plus éloquent orateur ou au plus infatigable défenseur de la liberté.

Un philosophe a dit: «Un peuple n'a qu'une chose à faire pour développer dans son sein toutes les vertus, toutes les énergies utiles. C'est tout simplement d'*honorer ce qui est honorable et de mépriser ce qui est méprisable*.» Et quel est

le dispensateur naturel de la honte et de la gloire? C’est la femme; la femme, douée d’un tact si sûr pour discerner la moralité du but, la pureté des motifs, la convenance des formes; la femme, qui, simple spectateur de nos luttes sociales, est toujours dans des conditions d’impartialité trop souvent étrangères à notre sexe; la femme, dont un sordide intérêt, un froid calcul ne glace jamais la sympathie pour ce qui est noble et beau; la femme, enfin, qui défend par une larme et qui commande par un sourire.

Jadis, les dames couronnaient le vainqueur du tournoi. La bravoure, l’adresse, la clémence se popularisaient au bruit enivrant de leurs applaudissements. Dans ces temps de troubles et de violences, où la force brutale s’appesantissait sur les faibles et les petits, ce qu’il était bon d’encourager, c’était la générosité dans le courage et la loyauté du chevalier unie aux rudes habitudes du soldat.

Eh quoi! parce que les temps sont changés; parce que les siècles ont marché; parce que la force musculaire a fait place à l’énergie morale; parce que l’injustice et l’oppression empruntent d’autres formes, et que la lutte s’est transportée du champ de bataille sur le terrain des idées, la mission de la femme sera terminée? Elle sera pour toujours reléguée en dehors du mouvement social? Il lui sera interdit d’exercer sur des moeurs nouvelles sa bienfaisante influence, et de faire éclore, sous son regard, les vertus d’un ordre plus relevé que réclame la civilisation moderne?

Non, il ne peut en être ainsi. Il n’est pas de degré dans le mouvement ascensionnel de l’humanité, où l’empire de la femme s’arrête à jamais. La civilisation se transforme et s’élève; cet empire doit se transformer et s’élever avec elle, et non s’anéantir; ce serait un vide inexplicable dans l’harmonie sociale et dans l’ordre providentiel des choses.

De nos jours, il appartient aux femmes de décerner aux vertus morales, à la puissance intellectuelle, au courage civil, à la probité politique, à la philanthropie éclairée ces prix inestimables, ces irrésistibles encouragements qu'elles réservaient autrefois à la seule bravoure de l'homme d'armes. Qu'un autre cherche un côté ridicule à cette intervention de la femme dans la nouvelle vie du siècle; je n'en puis voir que le côté sérieux et touchant. Oh! si la femme laissait tomber sur l'abjection politique ce mépris poignant dont elle flétrissait autrefois la lâcheté militaire! si elle avait pour qui trafique d'un vote, pour qui trahit un mandat, pour qui déserte la cause de la vérité et de la justice, quelques-unes de ces mortelles ironies dont elle eût accablé, dans d'autres temps, le chevalier félon qui aurait abandonné la lice ou acheté la vie au prix de l'honneur!… Oh! nos luttes n'offriraient pas sans doute ce spectacle de démoralisation et de turpitude qui contriste les coeurs élevés, jaloux de la gloire et de la dignité de leur pays… Et cependant il existe des hommes au coeur dévoué, à l'intelligence puissante; mais, à l'aspect de l'intrigue partout triomphante, ils s'environnent d'un voile de réserve et de fierté. On les voit, succombant sous la répulsion de la médiocrité envieuse, s'éteindre dans une douloureuse agonie, découragés et méconnus. Oh! c'est au coeur de la femme à comprendre ces natures d'élite.—Si l'abjection la plus dégoûtante a faussé tous les ressorts de nos institutions; si une basse cupidité, non contente de régner sans partage, s'érige encore effrontément en système; si une atmosphère de plomb pèse sur notre vie sociale, peut-être faut-il en chercher la raison dans ce que la femme n'a pas encore pris possession de la mission que lui a assignée la Providence.

En essayant d'indiquer quelques-uns des enseignements que l'on peut retirer de la lecture de ce livre, je n'ai pas besoin de dire que j'en attribue exclusivement le mérite aux

orateurs dont je traduis les discours, car, quant à la traduction, je suis le premier à en reconnaître l'extrême faiblesse; j'ai affaibli l'éloquence des Cobden, des Fox, des George Thompson; j'ai négligé de faire connaître au public français d'autres puissants orateurs de la Ligue, MM. Moore, Villiers et le colonel Thompson; j'ai commis la faute de ne pas puiser aux sources si abondantes et si dramatiques des débats parlementaires; enfin, parmi les immenses matériaux qui étaient à ma disposition, j'aurais pu faire un choix plus propre à marquer le progrès de l'*agitation*. Pour tous ces défauts, je n'ai qu'une excuse à présenter au lecteur. Le temps et l'espace m'ont manqué, l'espace surtout; car, comment aurais-je osé risquer plusieurs volumes, quand je suis si peu rassuré sur le sort de celui que je soumets au jugement du public?

J'espère au moins qu'il réveillera quelques espérances au sein de l'école des économistes. Il fut un temps où elle était raisonnablement fondée à regarder comme prochain le triomphe de son principe. Si bien des préjugés existaient encore dans le vulgaire, la classe intelligente, celle qui se livre à l'étude des sciences morales et politiques, en était à peu près affranchie. On se séparait encore sur des questions d'opportunité, mais, en fait de doctrines, l'autorité des Smith et des Say n'était plus contestée.

Cependant vingt années se sont écoulées, et bien loin que l'économie politique ait gagné du terrain, ce n'est pas assez de dire qu'elle en a perdu, on pourrait presque affirmer qu'il ne lui en reste plus, si ce n'est l'étroit espace où s'élève l'Académie des sciences morales. En théorie, les billevesées les plus étranges, les visions les plus apocalyptiques, les utopies les plus bizarres ont envahi toute la génération qui nous suit. Dans l'application, le monopole n'a fait que marcher de conquête en conquête. Le système colonial a élargi ses bases; le système protecteur a créé pour le travail

des récompenses factices, et l’intérêt général a été livré au pillage; enfin, l’école économiste n’existe plus qu’à l’état, pour ainsi dire, historique, et ses livres ne sont plus consultés que comme les monuments qui racontent à notre âge les pensées d’un temps qui n’est plus.

Cependant un petit nombre d’hommes sont restés fidèles au principe de la liberté. Ils y seraient fidèles encore alors qu’ils se verraient dans l’isolement le plus complet, car la vérité économique s’empare de l’âme avec une autorité qui ne le cède pas à l’évidence mathématique.

Mais, sans abandonner leur foi dans le triomphe définitif de la vérité, il n’est pas possible qu’ils ne ressentent un découragement profond à l’aspect de l’état des esprits et de la marche rétrograde des doctrines. Ce sentiment se manifeste dans un livre récemment publié, et qui est certainement l’oeuvre capitale qu’a produite depuis 1830 l’école économiste. Sans sacrifier aucun principe, on voit, à chaque ligne, que M. Dunoyer en confie la réalisation à un avenir éloigné; alors qu’une dure expérience, à défaut de la raison, aura dissipé ces préjugés funestes que les intérêts privés entretiennent et exploitent avec tant d’habileté.

Dans ces tristes circonstances, je ne puis m’empêcher d’espérer que ce livre, malgré ses défauts, offrira bien des consolations, réveillera bien des espérances, ranimera le zèle et le dévouement au coeur de mes amis politiques, en leur montrant que si le flambeau de la vérité a pâli sur un point, il jette sur un autre un éclat irrésistible; que l’humanité ne rétrograde pas, mais qu’elle progresse à pas de géant, et que le temps n’est pas éloigné où l’union et le bien-être des peuples seront fondés sur une base immuable: *La libre et fraternelle communication des hommes de toutes les régions, de tous les climats et de toutes les races*.

COBDEN ET LA LIGUE

OU

L’AGITATION ANGLAISE

La Ligue fut fondée à Manchester en 1838. Ce ne fut qu’en 1843 qu’elle commença ses opérations dans la métropole, et nous n’avons pas cru devoir remonter plus haut dans le compte rendu de ses travaux. C’eût été, sans doute, réclamer du lecteur plus d’attention qu’il n’est disposé à nous en accorder.—Cependant, avant de suivre la Ligue à Londres, nous avons jugé utile de traduire le discours prononcé à Manchester, par M. Cobden, en octobre 1842, parce qu’il résume les progrès accomplis jusque-là et les plans ultérieurs de cette puissante association.

M. COBDEN.—Monsieur le président, ladies et gentlemen: C’est

pour l’avenir de notre cause une circonstance d’un augure

favorable que de voir tant de personnes distinguées, et

particulièrement un si grand nombre de dames réunies dans cette

enceinte. Je me réjouis surtout d’y apercevoir de nombreux

représentants de la classe ouvrière. (Applaudissements.) J’ai

entendu avec satisfaction les rapports qui nous ont été lus et

qui ne laissent aucun doute sur les progrès que nous avons faits,

non-seulement dans cette cité, mais dans toutes les parties du

royaume. Parmi ces rapports, il en est un qui exige que je m’y

arrête un instant. M. Murray a fait allusion au mécontentement

qu’a excité parmi les fermiers la baisse des produits agricoles.

De graves erreurs ont prévalu à ce sujet. Les fermiers se

plaignent amèrement de ce qu’ils n’obtiennent plus, pour leurs

bestiaux, le prix accoutumé, et ils s’en prennent à ce que les

changements introduits récemment dans les tarifs par sir Robert

Peel auraient amené du dehors une invasion de quadrupèdes.—Je

maintiens que c’est là une illusion. Tous les bestiaux que les

étrangers nous ont envoyés ne suffiraient pas à alimenter la

consommation de Manchester pendant une semaine. La baisse des

prix provient d’une tout autre circonstance, qu’il est utile de

signaler parce qu’elle a un rapport direct avec notre cause. La

véritable raison de cette baisse, ce n’est pas l’importance des

arrivages du dehors, mais la ruine complète à l’intérieur de la

clientèle des fermiers. (Écoutez! écoutez!) J’ai fait des

recherches à ce sujet, et je me suis assuré qu’à Dundee, Leeds,

Kendal, Carlisle, Birmingham, Manchester, la consommation de la

viande, comparée à ce qu’elle était il y a cinq ans, a diminué

d’un tiers; et comment serait-il possible qu’une telle dépression

dans le pouvoir de consommer n’amenât une dépression relative

dans les prix? Pour nous, manufacturiers, qui sommes accoutumés à

nous enquérir du sort de nos acheteurs, à désirer leur

prospérité, à en calculer les effets sur notre propre bien-être,

nous n’aurions point conclu comme les fermiers. Quand notre

clientèle décline, quand nous la voyons privée des moyens de se

pourvoir, nous savons que nous ne pouvons qu’en souffrir comme

vendeurs. Les fermiers n’ont point encore appris cette leçon. Ils

s’imaginent que la campagne peut prospérer quand la ville

décline. (Écoutez! écoutez!) À la foire de Chester, le fromage

est tombé de 20 sh. le quintal, et les fermiers de dire: «Il y a

du Peel là-dessous.» Mais l’absurdité de cette interprétation

résulte évidemment de ce que rien n’a été changé au tarif sur ce

comestible. Le prix du fromage, du lait, du beurre a baissé, et

pourquoi? parce que les grandes villes manufacturières sont

ruinées et que Stockport, par exemple, paie en salaires 7,000 l.

s. (175,000 fr.) de moins, par semaine, qu’il ne faisait il y a

quelques années. Et en présence de tels faits qui leur crèvent

les yeux, comment les fermiers peuvent-ils aller quereller sir

Robert Peel, et chercher dans son tarif la cause de leur

adversité? Au dernier meeting de Waltham, le duc de Rutland a

essayé de nier cette dépréciation. Il a eu tort; elle est réelle,

et nous ne devons pas méconnaître les souffrances des fermiers,

mais leur en montrer les vraies causes.—Il peut paraître étrange

que ce soit moi qui vienne ici exonérer sir Robert des reproches

que lui adressent ses propres amis. Nous ne sommes pas plus

opposés à sir Robert Peel qu’à tout autre ministre. Nous ne

sommes pas des hommes de parti, et s’il se rencontre des partis

politiques, qu’ils s’intitulent whigs ou torys, qui s’efforcent

d’attribuer à sir Robert des maux résultant de la mauvaise

politique commerciale adoptée par toutes les administrations

successives qui ont dirigé les affaires de ce pays, il est de

notre devoir de rendre justice à sir Robert Peel lui-même, et de

remettre les fermiers sur la bonne voie. (Applaudissements.)

L’orateur décrit ici la détresse des villes manufacturières et continue ainsi:

On s’en prend encore, de nos souffrances, au tarif récemment

adopté par les États-Unis, et les journaux du monopole ne se font

faute de railler, à ce sujet, la législation américaine. Mais

s’ils étaient sincères lorsqu’ils professent que nous devons nous

suffire à nous-mêmes, et pourvoir directement à tous nos besoins

par le travail national, assurément ils devraient reconnaître que

cette politique, qui est bonne pour nous, est bonne pour les

autres, et en saluer avec joie l’avénement parmi toutes les

nations du globe. Mais les voilà qui invectivent les Américains

parce qu’ils agissent d’après nos propres principes.

(Applaudissements.) Eh bien! qu’ils plaident notre cause au point

de vue américain s’ils le trouvent bon. Nous les laisserons dans

le bourbier de leur inconséquence. (Applaudissements.) Mais

quelle a été l’occasion de ce tarif? Nous ne devons pas perdre de

vue que ce sont nos fautes qui nous ont fermé les marchés

d’Amérique. Remontons jusqu’à 1833. À cette époque, une grande

excitation existait aux États-Unis au sujet des droits élevés

imposés aux produits de nos manufactures; le mécontentement

était extrême, et dans un des États, la Caroline du Sud, il fut

jusqu’à se manifester par la rébellion. Il s’ensuivit qu’en 1833,

la législature adopta une loi selon laquelle les droits d’entrée

devaient être abaissés d’année en année, de manière à ce qu’au

bout de dix ans il n’y en eût aucun qui dépassât le maximum fixé

à 20 pour cent. Ce terme est expiré cet été. Eh bien! qu’a fait

notre gouvernement? qu’a fait notre pays pour répondre à cette

politique libérale et bienveillante? Hélas! un fait si important

n’a pas plus excité l’attention de nos gouvernements successifs,

et je suis fâché de le dire, du peuple lui-même, que s’il se fût

passé dans une autre planète. Nous n’avons eu aucun égard aux

tentatives qu’ont faites les Américains pour raviver nos échanges

réciproques. Maintenant ils se mettent à considérer les effets de

leur politique, et qu’aperçoivent-ils? c’est qu’au bout des dix

ans, leur commerce avec ce pays est moindre qu’il n’était avant

la réduction. Leur coton, leur riz, leur tabac a baissé de prix,

et ce sont les seules choses que nous consentons à recevoir

d’eux. Nous avons repoussé leurs céréales. Les Américains ont

donc pensé qu’ils n’avaient aucun motif de persévérer dans leur

politique, et il a été facile à un petit nombre de leurs

monopoleurs manufacturiers d’obtenir de nouvelles mesures dont

l’effet sera d’exclure du continent américain les produits de nos

fabriques. Cela ne fût point arrivé, si nous avions tendu, à nos

frères d’au delà de l’Atlantique, la main de réciprocité, sous forme d’une loi libérale qui, admettant leurs céréales, aurait intéressé les États agricoles de l’Union à voter pour nous, au lieu de voter contre nous. Nous eussions ouvert à leurs céréales un débouché décuple de celui que leur offrent leurs manufacturiers monopoleurs. Les Américains sont gens avisés et clairvoyants; et quiconque les connaît sait bien que jamais ils n’eussent supporté le tarif actuel, si nous avions répondu à leurs avances, et reçu leurs produits agricoles en échange de nos produits manufacturés. (Applaudissements.) Je ne veux point dire que les Américains ont agi sagement en adoptant ce tarif; il n’a pour résultat, à leur égard, que de détruire leur propre revenu.

Mais enfin les voilà, d’un côté, se tordant les mains à l’aspect de leurs greniers pliant sous le poids des récoltes précédentes,

tandis que le vent agite dans leurs vastes plaines des récoltes

nouvelles; et voici, d’un autre côté, les Anglais contemplant,

les bras croisés, leurs magasins encombrés et leurs usines

silencieuses. Là, on manque de vêtements, ici on meurt de faim,

et des lois aussi absurdes que barbares s’interposent entre les

deux pays pour les empêcher d’échanger et de devenir l’un pour

l’autre, un débouché réciproque. (Écoutez! écoutez!) Oh! cela ne

peut pas continuer. Un tel système ne peut durer.

(Applaudissements.) Il répugne trop à l’instinct naturel, au sens

commun, à la science, à l’humanité, au christianisme.

(Applaudissements.) Un tel système ne peut durer. (Nouveaux

applaudissements.) Croyez que, lorsque deux nations telles que

l’Amérique et l’Angleterre sont intéressées à des échanges

mutuels, il n’est au pouvoir d’aucun gouvernement de les isoler à

toujours. (Applaudissements.) Et je crois sincèrement que dans

dix ans tout ce mécanisme de restriction, ici comme au delà des

mers, ne vivra plus que dans l’histoire. Je ne demande que dix

ans pour qu’il devienne aussi impossible aux gouvernements

d’intervenir dans le travail des hommes, de le restreindre, de le

limiter, de le pousser vers telle ou telle direction, qu’il le

serait pour eux de s’immiscer dans les affaires privées,

d’ordonner les heures des repas, et d’imposer à chaque ménage un

plan d’économie domestique. (Écoutez! écoutez!) Il y a

précisément le même degré d’absurdité dans ce système, que dans

celui qui prévalait, il y a deux siècles, alors que la loi

réglait la grandeur, la forme, la qualité du linge de table,

prescrivait la substitution d’une agrafe à un bouton, et

indiquait le lieu où devait se tisser la serge, et celui où

devait se fabriquer le drap (Rires et applaudissements.) C’est là

le principe sur lequel on agit encore. Alors on intervenait dans

l’industrie des comtés: aujourd’hui on intervient dans

l’industrie des nations. Dans l’un et l’autre cas, on viole ce

que je soutiens être le droit naturel de chacun:—échanger là où

il lui convient. (Applaudissements.)—Messieurs, ce système, cet

abominable système ne peut pas durer. (Acclamations.) C’est

pourquoi je me réjouis que nous ayons entrepris de venger les

lois et les droits de la nature, en employant tous nos efforts

pour le renverser. (Applaudissements.) Mais, pour arriver au

triomphe de notre principe, il faut d’abord que nous détruisions,

en nous-mêmes et dans le pays, les préjugés qui lui font

obstacle, car, quoique la doctrine que nous combattons nous

apparaisse, à nous, comme évidemment funeste et odieuse, nous ne

devons pas oublier qu’elle prévaut, dans ce monde, à peu près

depuis qu’il est sorti des mains du Créateur. Notre rôle est

véritablement celui de réformateurs; car nous sommes aux prises

avec le monopole, système qui, sous une forme ou sous une autre,

remonte, je crois, à la période adamique, ou du moins aux temps

diluviens. (Rires.) Ce ne sera pas la moindre gloire de

l’Angleterre, qui a donné au monde des institutions libres, la

presse, le jury, les formes du gouvernement représentatif, si

elle est encore la première à lui donner l’exemple de la liberté

commerciale. (Bruyantes acclamations.) Car, ne perdez pas de vue

que ce grand mouvement se distingue, parmi tous ceux qui ont

agité le pays, en ce qu’il n’a pas exclusivement en vue, comme

les autres, des intérêts locaux, ou l’amélioration intérieure de

notre patrie. Vous ne pouvez triompher dans cette lutte, sans que

les résultats de ce triomphe se fassent ressentir jusqu’aux

extrémités du monde; et la réalisation de vos doctrines

n’affectera pas seulement les classes manufacturières et

commerciales de ce pays, mais les intérêts matériels et moraux de

l’humanité sur toute la surface du globe. (Applaudissements.) Les

conséquences morales du principe de la liberté commerciale, pour

lequel nous combattons, m’ont toujours paru, parmi toutes celles

qu’implique ce grand mouvement, comme les plus imposantes, les

plus dignes d’exciter notre émulation et notre zèle. Fonder la

liberté commerciale, c’est fonder en même temps la paix

universelle, c’est relier entre eux, par le ciment des échanges

réciproques, tous les peuples de la terre. (Écoutez! écoutez!)

C’est rendre la guerre aussi impossible entre deux nations,

qu’elle l’est entre deux comtés de la Grande-Bretagne. On ne

verra plus alors toutes ces vexations diplomatiques, et deux

hommes, à force de protocoliser, par un combat de dextérité entre

un ministre de Londres et un ministre de Paris, finir par

envelopper deux grandes nations dans les horreurs d’une lutte

sanglante. On ne verra plus ces monstrueuses absurdités, alors

que dans ces deux grandes nations, unies comme elles le seront

par leurs mutuels intérêts, chaque comptoir, chaque magasin,

chaque usine, deviendra le centre d’un système de diplomatie qui

tendra à la paix, en dépit de tout l’art des hommes d’État pour

faire éclater la guerre. (Tonnerre d’applaudissements.) Je dis

que ce sont là de nobles et glorieux objets qui, s’ils réclament

toute l’énergie du sexe à qui reviennent le poids et la fatigue

de la lutte, méritent aussi le sourire et les encouragements des

dames que je suis heureux de voir autour de moi.

(Applaudissements prolongés.) C’est une oeuvre qui devait nous

assurer, et qui nous a valu, en effet, l’active coopération de

tout ce qu’il y a dans le pays de ministres chrétiens.

(Acclamations.) Tel est l’objet que nous avons en vue, et

gardons-nous de le considérer jamais, ainsi qu’on le fait trop

souvent, comme une question purement pécuniaire, et affectant

exclusivement les intérêts d’une classe de manufacturiers et de

marchands.

Dans le cours des opérations qui ont eu lieu au commencement de

la séance, j’ai appris, avec une vive satisfaction, que, sous les

auspices de notre infatigable, de notre indomptable président

(acclamations), la Ligue se prépare à une campagne d’hiver plus

audacieuse, et j’espère plus décisive qu’aucune de celles qu’ait

jamais entreprises cette grande et influente association. En

entrant dans les bureaux, j’ai été frappé à l’aspect de quatre

énormes colis emballés et cordés comme les lourdes marchandises

de nos magasins. J’ai pris des informations, et l’on m’a dit que

c’étaient des brochures,—environ cinq quintaux de

brochures—adressées à quatre de nos professeurs, pour être

immédiatement et gratuitement distribués. (On applaudit.) J’ai

été curieux de vérifier dans nos livres où en sont les affaires,

en fait d’impressions.—L’impression sur coton, vous le savez, va

mal, et menace d’aller plus mal encore; mais l’impression sur

papier est conduite avec vigueur, sous ce toit, depuis quelque

temps. Depuis trois semaines la Ligue a reçu des mains des

imprimeurs trois cent quatre-vingt mille brochures. C’est bien

quelque chose pour l’oeuvre de trois semaines, mais ce n’est rien

relativement aux besoins du pays. Le peuple a soif d’information;

de toutes parts on demande des brochures, des discours, des

publications; on veut s’éclairer sur ce grand débat. Dans ces

circonstances, je crois qu’il nous suffit de faire connaître au

public les moyens d’exécution dont nous pouvons disposer, —que la

moisson est prête, qu’il ne manque que des bras pour

l’engranger,—et le public mettra en nos mains toutes les

ressources nécessaires pour conduire notre campagne d’hiver, avec

dix fois plus d’énergie que nous n’en avons mis jusqu’ici. Nous

dépensons 100 l. s. par semaine, à ce que je comprends, pour

agiter la question. Il faut en dépenser 1,000 par semaine d’ici

à février prochain. Je crains que Manchester ne se soit un peu

trop attribué le monopole de cette lutte. Quel que soit l’honneur

qui lui en revienne, il ne faut pas que Manchester monopolise

toutes les invectives de la Presse privilégiée. Ouvrons donc

cordialement nos rangs à ceux de nos nombreux concitoyens des

autres comtés, qui désirent, j’en suis sûr, devenir nos

collaborateurs dans cette grande oeuvre. Leeds, Birmingham,

Glasgow, Sheffield ne demandent pas mieux que de suivre

Manchester dans la lice. Cela est dans le caractère anglais. Ils

ne souffriront pas que nous soyons les seuls à les délivrer des

étreintes du monopole; ce serait s’engager d’avance à se

reconnaître redevables envers nous de tout ce qui peut leur

échoir de liberté et de prospérité, et il n’est pas dans le

caractère des Anglais de rechercher le fardeau de telles

obligations. Que font nos compatriotes dans les luttes moins

glorieuses de terre et de mer? Avez-vous entendu dire, avez-vous

lu dans l’histoire de votre pays, qu’ils laissent à un vaisseau

ou à un régiment tout l’honneur de la victoire? Non, ils se

présentent devant l’ennemi, et demandent qu’on les place à

l’avant-garde.—Il en sera ainsi de Leeds, de Glasgow, de

Birmingham; offrons-leur une place honorable dans nos

rangs.—Messieurs, la première considération, c’est le nerf de la

guerre. Il faut de l’argent pour conduire convenablement une

telle entreprise. Je sais que notre honorable ami, qui occupe le

fauteuil, a dans les mains un plan qui ne va à rien moins, vous

allez être surpris, qu’à demander au pays un subside de 50,000 l.

s. (Écoutez! écoutez!) C’est juste un million de shillings; et,

si deux millions de signatures ont réclamé l’abrogation de la

loi-céréale, quelle difficulté peut présenter le recouvrement

d’un million de shillings?…—Ladies et gentlemen, ce à quoi

nous devons aspirer, c’est de disséminer à profusion tous ces

trésors d’informations enfouis dans les enquêtes parlementaires

et dans les oeuvres des économistes. Nous n’avons besoin ni de

force, ni de violence, ni d’exhibition de puissance matérielle

(applaudissements); tout ce que nous voulons, pour assurer le

succès de notre cause, c’est de mettre en oeuvre ces armes bien

plus efficaces, qui s’attaquent à l’esprit. Puisque j’en suis sur

ce sujet, je ne puis me dispenser de vous recommander la récente

publication des oeuvres du colonel Thompson (applaudissements);

c’est un arsenal qui contient plus d’armes qu’il n’en faut pour

atteindre notre but, si elles étaient distribuées dans tout le

pays. Il n’est si chétif berger qui, pour abattre le Goliath du

monopole, n’y trouve un caillou qui aille à son bras. Je ne

saurais élever trop haut ceux de ces ouvrages qui se rapportent à

notre question. Le colonel Thompson a été pour nous un trésor

caché. Nous n’avons ni apprécié ni connu sa valeur. Ses écrits,

publiés d’abord dans la *Revue de Westminster*, ont passé

inaperçus pour un grand nombre d’entre nous. Il vient de les

réunir en corps d’ouvrage, en six volumes complets, au prix de

sacrifices pécuniaires très-considérables, dont je sais qu’il n’a

guère de souci, pourvu qu’ils fassent progresser la bonne cause.

Je n’hésite pas à reconnaître que tout ce que nous disons, tout

ce que nous écrivons aujourd’hui, a été mieux dit et mieux écrit,

il y a dix ans, par le colonel Thompson. Il n’est que

lieutenant-colonel dans l’armée, à ce que je crois, mais c’est un

vrai Bonaparte dans la grande cause de la liberté. Cette cause,

nous la ferons triompher en propageant les connaissances qui sont

exposées dans ses ouvrages, en les publiant par la voie des

journaux et des revues, en les placardant aux murs de tous les

ateliers, afin que le peuple soit forcé de lire et de comprendre.

Qu’on ne dise pas que de tels moyens manquent d’efficacité. Je

sais qu’ils sont tout-puissants. (Applaudissements.) Je ne suis

certainement pas entré à la chambre des communes sous l’influence

de préventions favorables à cette assemblée, mais je puis dire

qu’elle n’est pas une représentation infidèle de l’opinion

publique. Cette assertion vous étonne; mais songez donc que, sur

cent personnes, il y en a quatre-vingt-dix-neuf qui ne concourent

en rien à la formation de l’opinion publique; elles ne veulent

pas penser par elles-mêmes. (Applaudissements.) À ce point de

vue, je dis que la chambre des communes représente assez

fidèlement l’esprit du pays. Ne répond-elle pas d’ailleurs aux

moindres changements de l’opinion, avec autant de sensibilité et

de promptitude qu’en met le vaisseau à obéir au gouvernail?

Voulez-vous donc emporter, dans la chambre des communes, quelque

question que ce soit? Instruisez le peuple, élevez son

intelligence au-dessus des sophismes qui sont en usage au

Parlement sur cette question; que les orateurs n’osent plus avoir

recours à de tels sophismes, dans la crainte d’une juste

impopularité au dehors, et la réforme se fera d’elle-même.

(Applaudissements.) C’est ce qui a été fait déjà à l’occasion de

grandes mesures, et c’est ce que nous ferons encore.

(Applaudissements.) Ne craignez pas que, pour obéir à la voix du

peuple, le Parlement attende jusqu’à ce que la force matérielle

aille frapper à sa porte. Les membres de la Chambre ont coutume

d’interroger de jour en jour l’opinion de leurs constituants, et

d’y conformer leur conduite. Ils peuvent bien traiter, avec un

mépris affecté, les efforts de cette association, ou de toute

autre, mais soyez sûrs qu’en face de leurs commettants ils seront

rampants comme des épagneuls. (Rires et bruyants

applaudissements.)

Tout nous encourage donc à faire, pendant cette session, un

effort herculéen.—Je m’entretenais aujourd’hui avec un gentleman

de cette ville qui arrive de Paris. Il a traversé la Manche avec

un honorable membre, créature du duc de Buckingham. «Dans mon

opinion, disait l’honorable député, le droit actuel sur les

céréales sera converti en un droit fixe, dans une très-prochaine

session, et j’espère que ce droit sera assez modéré pour être

permanent.»—Mais quant à nous, veillons à ce qu’il n’y ait pas

de droit du tout. (Applaudissements.) Si nous avons pu amener une

créature du duc de Buckingham à désirer une taxe assez modérée

pour que ces messieurs soient sûrs de la conserver, quelques

efforts de plus suffiront pour convaincre les fermiers qu’ils

n’ont à attendre ni stabilité, ni loyale stipulation de rentes,

ni apaisement de l’agitation actuelle, jusqu’à ce que tous droits

protecteurs soient entièrement abrogés. C’est pourquoi je vous

dis: Attachez-vous à ce principe: _abrogation totale et

immédiate_. (Applaudissements.) N’abandonnez jamais ce cri de

ralliement: *abrogation totale et immédiate!* Il y en a qui

pensent qu’il vaudrait mieux transiger; c’est une grande erreur.

Rappelez-vous ce que nous disait sir Robert Peel, à M. Villiers

et à moi: «Je conviens, disait-il, que, comme avocats du

rappel[12] total et immédiat, vous avez sur moi un grand avantage

dans la discussion.» Nous séparer de ce principe absolu, ce

serait donc renoncer à toute la puissance qu’il nous donne, —etc.

[Note 12: Le mot anglais repeal a été mal traduit en français par le mot *rappel*. Repeal signifie; abrogation, révocation, cessation. L’usage ayant maintenant donné le même sens au mot *rappel*, j’ai cru pouvoir le maintenir.]

MEETING HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE.

16 mars 1843.

Une brillante démonstration a eu lieu hier soir au théâtre de Drury-Lane. À peine le bruit s’est-il répandu que la Ligue devait tenir dans cette vaste enceinte sa première séance hebdomadaire, que les cartes d’entrées ont été enlevées. La foule encombrait les avenues et les couloirs de l’édifice longtemps après que la salle, les galeries et le parterre

étaient occupés par la réunion la plus distinguée et la mieux choisie dont il nous ait jamais été donné d'être les témoins. —Les dames assistaient en grand nombre à la séance et paraissaient en suivre les travaux avec le plus vif intérêt.

Nous avons remarqué sur l'estrade MM. Cobden, m. P.[13], Williams, m. P., Ewart, m. P., Thomely, m. P., Bowring, m. P., Gibson, m. P., Leader, m. P., Ricardo, m. P., Scholefield, m. P., Wallace, m. P., Chrestie, m. P., Bright, m. P., *etc.*

[Note 13: m. P., abréviation qui signifie membre du parlement.]

M. George Wilson occupe le fauteuil.

Le président annonce qu'il est prévenu que quelques perturbateurs se sont introduits dans l'assemblée avec le projet d'occasionner du désordre, soit en éteignant le gaz ou en criant au feu; si de pareilles manifestations ont lieu, que chacun se tienne sur ses gardes et reste calme à sa place.

M. Ewart parle le premier.

M. Cobden lui succède (bruyants applaudissements). Il s'exprime ainsi:

Monsieur le président, ladies et gentlemen: J'ai assisté à un

grand nombre de meetings contre les *lois-céréales*[14]. J'en ai

vu d'aussi imposants par le nombre, le bon ordre et

l'enthousiasme; mais je crois qu'il y a dans cette enceinte la

plus grande somme de puissance intellectuelle et d’influence

morale qui se soit jamais trouvée réunie dans un édifice

quelconque, pour le progrès de la grande cause que nous avons

embrassée. Plus cette influence est étendue, plus est grande

notre responsabilité à l’égard de l’usage que nous en saurons

faire. Je me sens particulièrement responsable des quelques

minutes pendant lesquelles j’occuperai votre attention, et je

désire les faire servir au progrès de la cause commune. Je n’ai

jamais aimé, dans aucune circonstance, à faire intervenir des

personnalités dans la défense d’un grand principe. On m’assure

cependant qu’à Londres on est assez enclin à ranger les opinions

politiques sous la bannière des noms propres. Peut-être, au

milieu du perpétuel mouvement d’idées qui s’agitent dans cette

vaste métropole, cet usage a-t-il prévalu, afin de fixer

l’attention, par un intérêt plus incisif, sur les questions

particulières. Mais, ce dont je suis sûr, c’est que ce qui a fait

notre succès à Manchester, le fera partout où la nature humaine a

acquis ces nobles qualités, qui la distinguent au sein de la

capitale industrielle du Royaume-Uni, je veux dire, la ferme

conviction que, si l’on se renferme dans la défense des

principes, on acquerra, à la longue, d’autant plus d’influence,

qu’on se sera, avec plus de soin, interdit le dangereux terrain

des personnalités. (Écoutez! écoutez!) Je suis pourtant forcé de

revenir, contre ma volonté, sur ce qui vient de se passer à la

chambre haute. Nous avons été assaillis—violemment, amèrement,

malicieusement assaillis,—par un personnage (lord Brougham) qui

fait profession de partager nos doctrines, d’aimer, d’estimer les

membres les plus éminents de la Ligue. Je vois, dans les journaux

de ce matin, un long discours dont les deux tiers sont une

continuelle invective contre la Ligue, dont l’autre tiers est

consacré à défendre ses principes. (Écoutez!) Je pense que le

plus juste châtiment que l’on pourrait infliger à l’homme éminent

qui s’est rendu coupable de la conduite à laquelle je fais

allusion, ce serait de l’abandonner à ses propres réflexions;

car, ce qu’on peut découvrir de plus clair dans la longue

diatribe du noble lord, c’est que, quelque mécontent qu’il soit

de la Ligue, il est encore plus mécontent de lui-même. Il est

vrai que le noble et docte lord n’a pas été très-explicite quant

aux personnes contre lesquelles il a entendu diriger ses attaques

réitérées. Eh bien, je lui épargnerai l’embarras de désignations

plus spéciales, en prenant pour moi le poids de ses invectives et

de ses sarcasmes. (Applaudissements.) Bien plus, il a attaqué la

conduite des membres de notre députation; il a blâmé les actes

des ministres de la religion qui coopèrent à notre oeuvre. Eh

bien, je me porte fort pour cette conduite et pour ces actes. Il

ne s’est pas prononcé une parole,—et je désire qu’on comprenne

bien toute la portée de cette déclaration,—il n’a pas été

prononcé une seule parole par un ministre de la religion dans nos

assemblées et nos conférences, dont je ne sois prêt à accepter

toute la responsabilité, pourvu qu’on ne lui prête qu’une

interprétation honnête et loyale..... J’ai été blâmé de n’avoir

pas récusé le langage du Rév. M. Bailey de Sheffield. J’ai été

accusé d’être son complice, parce que je ne m’étais pas levé pour

répudier l’imputation dirigée contre lui d’avoir excité le peuple

de ce pays à commettre un meurtre.—Eh, mon Dieu! cela ne m’est

pas plus venu dans la pensée que d’aller trouver le lord-maire,

pour cautionner M. Bailey contre une accusation de cannibalisme.

M. Bailey, objet de ces imputations, à travers lesquelles perce

le désir d’atteindre et de détruire la Ligue, est environné de

respect et de confiance par une nombreuse congrégation de

chrétiens qui le soutiennent par des cotisations volontaires.

(Bruyants applaudissements.) C’est un homme de zèle ardent, de

sentiments élevés, un coeur chaud et ami du bien public. Il y a

longtemps qu’il s’est dévoué à une oeuvre qui n’a pas d’exemple

dans ce pays, la fondation d’un collége pour les classes

laborieuses. C’est un homme d’un talent remarquable,

supérieur.—Mais à travers ces belles qualités, il peut manquer

de ce tact, de cette discrétion qui nous est si nécessaire, à

nous qui savons à quelle sorte d’ennemis et de faux amis nous

avons affaire. Il n’eut pas plutôt prononcé le discours, qui a

été si insidieusement commenté, que je l’avertis de ce qui

l’attendait. Mais ne souffrons pas que ses paroles soient

défigurées. M. Bailey venait d’avancer que la dépression morale

du peuple de Sheffield était la conséquence de sa détérioration

physique. Pour établir son argumentation, pour montrer la

profonde désaffection des basses classes, il a dit qu’un homme

s’était vanté d’appartenir à une société de cent personnes, qui

devaient tirer au sort pour savoir qui serait chargé d’assassiner

le premier ministre. M. Bailey a exprimé son indignation à cet

égard, en termes énergiques, et cela était à peine nécessaire. Et

voilà ce dont on s’empare pour insinuer, par une basse calomnie,

que M. Bailey est engagé dans une société d’assassins? Il est

temps de rejeter, à la face des calomniateurs de haut et de bas

étage, ces fausses imputations; et j’ai honte de ne l’avoir pas

fait plus tôt. (Approbation.)—La Ligue, le pays, l’univers

entier, doivent une reconnaissance profonde aux ministres

dissidents pour leur coopération à notre grande cause. (Bruyantes

acclamations.) Il y a deux ans, sur l’invitation de leurs frères,

sept cents ministres de ce corps respectable se réunirent à

Manchester pour protester contre les *lois-céréales*, contre ce

Code de la famine; et il est à ma connaissance, que quelques-uns

d’entre eux se sont éloignés de plus de deux cents milles de

leurs résidences pour concourir à cette protestation. Quand des

hommes ont montré un tel dévouement, je rougirais de moi-même si,

par la considération d’obligations passées, j’hésitais à me lever

pour les défendre. (Acclamations.) Mais nous avons perdu assez de

temps au sujet du noble lord. Je pourrais gémir sur sa destinée,

quand je compare ce qu’il est à ce qu’il a été. (Écoutez!

écoutez!) Je n’ai pas oublié ce temps où, encore enfant, je me

plaisais à fréquenter les cours de judicature, pour contempler,

pour entendre celui que je regardais comme un fils prédestiné de

la vieille Angleterre. Avec quel enthousiasme ne me suis-je pas

abreuvé de son éloquence! avec quel orgueil patriotique n’ai-je

pas suivi, mesuré tous ses pas vers les hautes régions où il est

parvenu! Et qu’est-il maintenant? hélas! un nouvel exemple, un

triste, mais éclatant exemple du naufrage qui attend toute

intelligence que ne préserve pas la rectitude morale.

(Applaudissements.) Oui, nous pourrions le comparer à ces ruines

majestueuses, qui, désormais, loin d’offrir un sûr abri au

voyageur, menacent de destruction quiconque ose se reposer sous

leur ombre. J’en finis avec ce sujet, sur lequel je n’aurais pas

détourné votre attention, si je n’y avais été provoqué, et

j’arrive à l’objet principal de cette réunion.

[Note 14: J’ai cru pouvoir, pour abréger, transporter dans notre

langue quelques-uns de ces mots composés de deux substantifs, si

fréquents en anglais, et sacrifier la logique grammaticale à la

commodité.]

Qu’est-ce que les *lois-céréales*? Vous pûtes le comprendre à Londres, le jour où elles furent votées. Il n’y eut pas alors (1815) un ouvrier qui ne pressentît les maux horribles qui en sont sortis. Il en est beaucoup parmi vous à qui je n’ai pas besoin de rappeler cette funèbre histoire; la chambre des communes, sous la garde de soldats armés, la foule se pressant aux avenues du Parlement, les députés ne pouvant pénétrer dans l’enceinte législative qu’au péril de leur vie.....

Mais sous quel prétexte maintient-on ces lois? On nous dit: Pour que le sol soit cultivé, et que le peuple trouve ainsi de l’emploi. Mais, si c’est là le but, il y a un autre moyen de l’atteindre.—Abrogez les lois-céréales, et s’il vous plaît ensuite de faire vivre le peuple par le moyen des taxes, ayez recours à l’impôt, et non à la disette des choses mêmes qui

alimentent la vie. (Applaudissements.)—À supposer que la mission

du législateur soit d’assurer du travail au peuple, et, à défaut

de travail, du pain, je dis: Pourquoi commencer par imposer ce

pain lui-même? Imposez plutôt les revenus, et même, si vous le

voulez, les machines à vapeur (rires), mais ne gênez pas les

échanges, n’enchaînez pas l’industrie, ne nous plongez pas dans

la détresse où nous succombons, sous prétexte d’occuper dans le

Dorsetshire quelques manouvriers à 7 sh. par semaine. (Rires et

applaudissements.) Le fermier de ce pays est à son seigneur ce

qu’est le fellah d’Égypte à Méhémet-Ali. Traversant les champs de

l’Égypte, armé d’un fusil et accompagné d’un interprète, je lui

demandais comment il réglait ses comptes avec le pacha.

«Avez-vous pris des arrangements?» lui demandai-je.—Oh! me

répondit-il, nos arrangements ont à peu près la portée de votre

fusil (rires); et quant aux comptes, il n’y a pas d’autre manière

de les régler, sinon que le pacha prend tout, et nous laisse de

quoi ne pas mourir de faim. (Rires et bruyantes acclamations.)

L’orateur continue pendant longtemps.—M. Bright lui succède.—À 10 heures le président ferme la séance.

MEETING HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE.

30 mars 1843.

Le troisième meeting de la Ligue contre les lois-céréales s’est tenu hier au théâtre de Drury-Lane. La vaste enceinte avait été envahie de bonne heure par une société des plus distinguées.

Nous avons remarqué sur l’estrade les personnages dont les noms suivent: MM. Villiers, Cobden, Napier, Scholefield, James Wilson, Gisborne, Elphinstone, Ricardo, *etc.*

La séance est ouverte à 7 heures, sous la présidence de M. George Wilson.

Le président justifie le comité de s’être vu forcé de refuser un grand nombre de billets. La salle eût-elle été deux fois plus vaste, elle n’aurait pas pu contenir tous ceux qui désiraient assister à la séance. Des arrangements sont pris

pour que ceux qui n’ont pu être admis aujourd’hui aient leur tour la semaine prochaine.—L’intention de votre président était de vous présenter ce soir un rapport sur les progrès de notre cause. Mais la liste des orateurs qui doivent prendre la parole contient des noms trop connus de vous pour que je veuille retarder le plaisir que vous vous promettez à les entendre. La tribune sera occupée d’abord par M. James Wilson de Londres (applaudissements), ensuite par M. W. J. Fox, de Finsburg (applaudissements), Th. Gisborne (applaudissements), et enfin, en l’absence de M. Milner Gibson (représentant de Manchester), que de douloureuses circonstances empêchent d’assister à la réunion, j’aurai le plaisir de vous présenter l’honorable M. Richard Cobden. (Applaudissements bruyants et prolongés.)

M. JAMES WILSON se lève.—Après l’annonce que vous venez

d’entendre, je me sens obligé d’être aussi concis que possible

dans les remarques que j’ai à vous présenter, et je me

renfermerai strictement dans mon sujet, ayant une trop haute

opinion de ceux qui m’écoutent, pour croire qu’un autre but que

celui que la Ligue a en vue, les a déterminés à se réunir dans

cette enceinte. Je ne m’écarterai donc pas des principes et des

faits qu’implique cette grande cause nationale. (Approbation.) La

question est celle-ci: Les lois qui affectent l’importation des

céréales et le prix des aliments du peuple, doivent-elles, ou

non, être maintenues? Je ne fais aucun doute que l’opinion

publique, quelle que soit celle de la législature, ne les regarde

comme incompatibles avec l’état de choses actuel. Qu’un

changement dans cette législation soit devenu indispensable,

c’est ce qui est admis par toute la communauté, sinon par le

Parlement. Il est vrai que l’opinion se divise sur la nature de

ce changement. Le commerce des céréales sera-t-il entièrement

affranchi, ou soumis à un *droit fixe*? Dans ces derniers temps,

le système du *droit fixe* a rencontré beaucoup de

défenseurs[15]. La *protection* a été par eux abandonnée, et le

principe auquel ils adhèrent est celui du *droit fixe*, non point

en tant que *droit protecteur*, mais en tant que *droit fiscal*.

Mais la Ligue élève contre ce droit, renfermé dans ces limites,

une objection péremptoire, savoir qu'il viole les principes

d'après lesquels doit se prélever le *revenu public*. Le premier

de ces principes, c'est que l'impôt doit donner la plus grande

somme possible de revenus à l'État, avec la moindre charge

possible sur la communauté. Mais, sous l'un et l'autre rapport,

le but est manqué par le *droit fixe*, car il ne peut produire un

revenu sans agir comme *protection*, en élevant le prix des

céréales de tout le montant du droit lui-même. Aux époques où il

serait efficace, il produirait du revenu, mais il élèverait le

prix des grains. Aux époques où il ne serait pas efficace, il

n'influerait pas sur le prix, mais il ne remplirait pas non plus

le but du chancelier de l'Échiquier. On a dit que le droit serait

supporté par l'étranger et non par les habitants de ce pays;

alors, je demande pourquoi fixer le droit à 8 sh.? Pourquoi pas

10, 15, 20 sh.? C'est une grande inconséquence que de répondre:

Au delà de 8 sh., le droit restreindrait l'importation; à 20 sh.,

il équivaudrait à une prohibition. Car, n’en résulte-t-il pas

ceci: que 8 sh. laisse plus de place à l’importation que 10 sh.?

et dès lors ne suis-je pas fondé à dire que l’importation serait

plus grande avec le droit de 5 sh.; plus grande encore avec celui

de 2 sh., et la plus grande possible avec la liberté absolue?

(Approbation.) Il n’y a pas en économie politique de proposition

mieux établie que celle-ci: Le prix varie suivant la proportion

de l’offre à la demande.—Si la liberté amène de plus grands

approvisionnements que le *droit fixe*, il est clair que celui-ci

restreint l’offre, élève le prix et agit dans le sens de la

protection. C’est pourquoi je comprendrais qu’on défendît le

droit fixe en tant que *protecteur*, mais je ne puis comprendre

qu’on le soutienne au point de vue du *revenu public*, et comme

indifférent à toute action protectrice.—Un droit fixe serait

certainement quelquefois une source de revenus; autant on en peut

dire du *droit graduel* (_sliding scale_). Mais la question, pour

le public, est précisément de savoir si c’est là un mode juste et

économique de prélever l’impôt. (Approbation.) Les partisans

eux-mêmes du droit fixe conviennent que lorsque le froment serait

arrivé à 70 sh. le quarter, il faudrait renoncer à la taxe et

affranchir l’importation. C’est avouer qu’il implique tous les

inconvénients de l’échelle mobile, qu’il nous rejette dans les

embarras des *prix-moyens*, et dans tous les désavantages du

système actuel[16].—Je crois être l’interprète fidèle des

membres de la Ligue, en disant que le blé n’est pas une matière

qui se puisse convenablement imposer; mais s’il doit être imposé,

la taxe doit retomber aussi bien sur le blé indigène, que sur le

blé étranger. (Applaudissements). Les Hollandais mettent une taxe

de 9 deniers sur le blé, à la mouture. Une taxe semblable

donnerait autant de revenu à l’Échiquier que le droit de 8 sh.

sur le blé étranger, et elle n’élèverait le prix du blé pour le

consommateur, que de 9 deniers au lieu de 8 sh.—Mais le blé,—ce

premier aliment de la vie,—est la dernière chose qu’un

gouvernement doive imposer. (Approbation.)—C’est un des premiers

principes du commerce, que les matières premières ne doivent pas

être taxées. C’est sur ce principe que notre législature a

réduit les droits sur toutes les matières premières. L’honorable

représentant de Dumfries (M. Ewart) a établi, dans une des

précédentes séances, que le blé est matière première, et cela est

vrai. Mais il y a plus, c’est la principale matière première de

toute industrie.—Prenez, au hasard, un des articles qui

s’exportent le plus de ce pays, l’acier poli, par exemple, et

considérez l’extrême disproportion qu’il y a entre la valeur de

la matière première et le prix de l’ouvrage achevé.—Depuis le

moment où le minerai a été arraché de la terre, jusqu’à celui où

il s’est transformé en brillant acier, la quantité de travail

humain qui s’est combinée avec le produit est vraiment immense.

Or, ce travail représente des aliments. Les aliments sont donc de

la matière première. (Approbation.) La classe agricole est

aveugle à cet égard, comme aussi sur l’intérêt dont sont pour

elle le commerce et l’industrie de ce pays. C’est pourtant ce que

lui montrent clairement les faits qui se sont passés l’année

dernière. En 1842, nos exportations sont tombées de 4,500,000 l.

s. C’est là la vraie cause de la détresse qui règne dans nos

districts agricoles; car, pour combien les produits de

l’agriculture entrent-ils dans ce chiffre? Le fer, la soie, la

laine, le coton, dont ces objets auraient été faits, ne peuvent

être estimés à plus de 1,500,000 l. Le reste, ou trois millions

de livres auraient été dépensées en travail humain; et le

travail, je le répète, représente des aliments ou des produits

agricoles; en sorte que, sur un déficit de 4,500,000 l. dans nos

exportations, la part de perte supportée par l’agriculture est de

trois millions. (Assentiment.)

[Note 15: Le cabinet whig avait proposé un droit de 8 sh. par

quarter. Le droit actuel est progressif; de 1 sh., quand le blé

est à 73 sh., il s’élève à 20 sh., quand le blé est à 50 sh. ou

au-dessous.]

[Note 16: On comprend que le droit se proportionnant au prix, il

faut connaître à chaque instant ce prix, ce qui exige un appareil

administratif considérable.]

On a beaucoup parlé de la dépendance où les importations nous

placeraient à l’égard des nations étrangères. Mais l’Angleterre

devrait être la dernière des nations à recourir à un tel

argument; car, même aujourd’hui, il est bien peu de choses que

nous ne tirions pas du dehors, et le commerce extérieur est

certainement la base de notre prospérité et de notre grandeur. Je

suis heureux de voir que le président du conseil, lord

Wharncliffe, abandonnant enfin cet insoutenable terrain,

reconnaisse que la protection ne peut plus être soutenue par des

motifs tirés d’une fausse vue sur ce qui constitue l’indépendance

nationale. Cependant le noble lord, arguant de ce que

l’agriculture s’est améliorée depuis vingt-cinq ans, sous

l’empire des lois-céréales, a conclu en général que la protection

était nécessaire au perfectionnement de l’industrie nationale.

Mais, en fait, depuis vingt-cinq ans, il n’est aucune branche

d’industrie qui soit demeurée aussi stationnaire que

l’agriculture. Et qui a jamais entendu parler d’améliorations

agricoles, si ce n’est depuis l’époque récente où la protection

est menacée? On peut voir maintenant que la libre concurrence a

effectué ce que la protection n’avait pu faire, et que la Ligue a

été plus utile à l’agriculture que la prohibition. Je crois

sincèrement que lorsque l’agitation actuelle sera arrivée au jour

de son triomphe, les intérêts territoriaux s’apercevront qu’il

n’est rien à quoi ils soient plus redevables qu’aux efforts de la

Ligue. (Approbation.) L’argument fondé sur la nécessité de

protéger l’industrie nationale me paraît reposer sur une

illusion. Je ne puis faire aucune distinction entre du blé

d’Amérique ou du comté de Kent, pour s’échanger contre des objets

manufacturés en Angleterre. Il est un autre argument dont s’est

servi lord Wharncliffe et que je dois relever. C’est celui tiré

de la *sur-production*. Nos adversaires attribuent toutes nos

souffrances à la sur-production. Je pense que c’est là une

maladie dont nous sommes en bon train de guérir

radicalement.—Reportons-nous en 1838, alors que survint la

première mauvaise récolte, et que, par suite, la loi-céréale fut

de fait ressuscitée, puisqu’une longue succession de bonnes années l’avait pour ainsi dire enterrée. Le pays a mis en oeuvre:

En 1838, 4,800,000 l. de soie brute. En 1842, 4,300,000 l.

En 1838, 1,600,000 quintaux de lin. En 1842, 1,100,000 q.

En 1838, 56 millions de l. de laines étr. En 1842, 44 millions.

C’est là, je pense, une grave atteinte à cette surabondance de production qui est l’objet de tant de plaintes; et si elle était la vraie cause de nos maux, certes, ils commenceraient à disparaître. Malheureusement, il se trouve qu’à mesure que la production diminue, la misère et l’inanition s’étendent sur le pays.

Il est ensuite devenu de mode de parler de réciprocité, et un sentiment hostile a été excité contre les peuples étrangers comme s’ils étaient des rivaux dangereux et non d’utiles amis. De là

est née cette politique de notre gouvernement, qui consiste à ne

conférer des avantages au pays, qu’à la condition de décider les

autres nations à en faire autant. Mais l’Angleterre ne devrait

pas oublier la grande influence que ses lois et son exemple

exercent sur le reste du monde. Il n’est pas possible à ce pays

d’accroître ses importations sans accroître dans le même rapport

ses exportions sous une forme ou sous une autre. Que ce soit en

produits manufacturés, en denrées coloniales ou étrangères, ou en

numéraire, il ne se peut pas que ces échanges n’augmentent

l’emploi de la main-d’oeuvre, et même, lorsque nous payons les

marchandises étrangères en argent, cet argent représente le

produit d’un travail national. Il est tellement impossible de

prévenir les transactions internationales, lorsqu’elles sont

avantageuses que, pendant la dernière guerre, lorsque les armées

de Napoléon et les flottes de l’Angleterre étaient levées pour

s’opposer à toutes communications entre les deux peuples,

cependant, dans cette même année 1810, le Royaume-Uni importa

plus de blé de France qu’il n’avait fait à aucune autre époque.

D’un autre côté, c’est un fait historique que le prince de

Talleyrand, chef du cabinet, non-seulement toléra la fraude des

marchandises anglaises, mais encore la conseilla, l’encouragea,

et même en tira un grand profit personnel; en sorte que les

Français étaient vêtus de draps anglais, comme les Anglais

étaient nourris de blés français, témoignage remarquable de la

faiblesse et de l’impuissance des gouvernements quand ils

prétendent contrarier les grands intérêts des nations.

(Applaudissements.)

On a récemment fait une proposition qui, je le crois, ne

rencontrera pas beaucoup de sympathie dans cette enceinte. On a

parlé d’organiser une émigration systématique (murmures), afin de

se délivrer des embarras d’une excessive multiplication de nos

frères. (Honte! honte!) Je n’incrimine pas les intentions. Au bas

du mémoire adressé à ce sujet à sir Robert Peel, j’ai vu figurer

le nom de personnes que je sais être incapables de rien faire

sciemment qui soit de nature à infliger un dommage, soit au pays,

soit à une classe de nos concitoyens. Mais il s’agit ici d’une

question qui veut être abordée avec prudence, d’une question

d’où peuvent sortir des dangers et des maux sans nombre. Avant de

vous faire une opinion à cet égard, laissez-moi mettre sous vos

yeux quelques documents statistiques. Depuis dix ans, six cent

mille Anglais ont émigré, moitié vers les États-Unis, moitié vers

nos autres possessions répandues sur la surface du globe. C’est

une chose surprenante qu’après deux siècles d’émigration, on

songe aujourd’hui pour la première fois à transformer les

émigrants en acheteurs, pour leur avantage comme pour celui de la

mère-patrie. Il y a, dans les établissements de l’Union

américaine, une population composée d’hommes qui étaient naguère

nos compatriotes; une population qui, tout entière, se rattache à

nous par les liens d’une langue et d’une origine communes; elle

est active, industrieuse, capable de beaucoup produire et de

beaucoup consommer; n’est-ce pas une chose étonnante qu’avant de

penser à la renforcer, on n’ait pas d’abord songé à établir entre

elle et nous un système d’échanges libres? J’en dirai autant de

Java avec ses sept millions, du Brésil avec ses huit millions

d’habitants. Ce sont là des pays riches et fertiles, et tout ce

qu’il y a à faire, c’est de leur offrir des transactions fondées

sur la base d’une juste réciprocité. Il n’en faudrait pas

davantage pour absorber rapidement tout le travail national qui

se trouve maintenant sans emploi. (Applaudissements.)

Il règne de grandes préventions en faveur des colonies. Pendant

la guerre, on les regarde comme les soutiens de nos forces

navales. En temps de paix, on les considère comme offrant au

commerce les débouchés les plus étendus et les mieux assurés.

Mais qu’y a-t-il de vrai en cela? Le quart seulement de nos

exportations va aux colonies, les trois quarts sont destinés à

l’étranger. Je ne suis point antipathique aux colonies, mais je

proteste contre un système qui courbe la métropole sous le joug

d’une évidente oppression. (Applaudissements.) La production des

Antilles est tombée de trois à deux millions de quintaux de

sucre. Ce n’est pas, comme on l’a dit, une conséquence de

l’émancipation des noirs; car quoique nos exportations dans ces

îles aient d’abord descendu à 2 millions de livres sterling,

elles se sont depuis relevées à 3 millions et demi. Mais il est

absurde que ces îles prétendent au privilége exclusif

d’approvisionner de sucre notre population toujours croissante.

Aussi qu’est-il arrivé? Cet approvisionnement s’est

considérablement réduit, et tandis qu’il y a vingt ans, la

consommation moyenne était de vingt-quatre livres par habitant,

elle n’est plus que de quinze livres, ce qui est inférieur à ce

qu’on accorde aux matelots et même aux indigents dans les maisons

de travail. Veut-on savoir ce que coûte à ce pays le privilége de

faire le commerce de l’île Maurice? Nous payons le sucre de

Maurice 15 shil. plus cher que le sucre étranger que nous

pourrions acheter dans les docks de Londres et de Liverpool, ce

qui constitue pour nous un excédant de déboursés de 450,000 liv.

sterl. par an. En retour, nous avons le privilége de vendre à

cette colonie pour 350,000 liv. sterl. d’objets

manufacturés.—J’arrive à nos possessions des Indes occidentales.

En 1840, nous y avons exporté pour 3,500,000 liv. sterl., et nos

importations ont été de deux millions de quintaux de sucre et

treize millions de livres de café. Le coût différentiel de ces

articles, si nous les eussions achetés ailleurs, nous aurait

épargné 2,500,000 liv. sterl. Sur ces bases, il est clair que

nous payons aux planteurs des Antilles 2 millions et demi par an

le privilége de leur livrer pour 3 millions et demi des produits

de notre travail.—Voilà pour quels avantages illusoires nous

négligeons nos meilleurs débouchés, nous sacrifions les contrées

où ils existent, et nous nous efforçons ensuite de les remplacer,

en poussant, par des lois restrictives et la famine artificielle,

le peuple de ce pays à une émigration générale. (Approbation.) Je

crains de fatiguer l’attention de l’assemblée. (Non, non,

continuez.) Si elle me le permet, je terminerai par la réfutation

d’un reproche qu’on a adressé à la Ligue. Quelle que soit

l’opinion du moment, la postérité reconnaîtra, j’en suis

convaincu, que l’agitation actuelle, qui est irréprochable en

principe, aura tourné principalement à l’avantage des classes

agricoles. Quelle a été la conduite de la Ligue? En a-t-elle

appelé aux passions de la multitude? (Non, non.) Tous ses efforts

n’ont-ils pas tendu à améliorer l’esprit public, à répandre la

lumière parmi les classes laborieuses? N’a-t-elle pas cherché par

là à redresser, relever et éclairer l’opinion? Ne s’est-elle pas

appliquée à encourager les sentiments les plus moraux? Et

n’a-t-elle pas cherché son point d’appui dans la classe moyenne,

dans cette classe qui est le plus ferme soutien du gouvernement,

qui seule a su jusqu’ici faire triompher les grandes réformes

constitutionnelles? (Applaudissements.) Quiconque a visité les

nations étrangères et a pu les comparer à cette grande

communauté, a sans doute remarqué que ce qui caractérise les

habitants de ce pays, c’est le respect, je dirai presque le culte

des lois et des institutions, sentiment si profondément enraciné

dans le coeur de nos concitoyens. Il a été choqué, sans doute, à

l’étranger, de l’absence des sentiments de cette nature. Il ne

faut pas douter que ce respect dont les Anglais entourent la

constitution ne soit né parmi nous de ce que le peuple possède

des pouvoirs et des priviléges, ce qui l’accoutume à respecter

les pouvoirs et les priviléges des autres classes. Je crois que

le respect que montre le peuple d’Angleterre, pour la propriété

des classes aristocratiques, est fondé sur cette profonde

conviction, que ceux à qui elle est échue en partage ont des

devoirs à remplir aussi bien que des droits à exercer. (M. Wilson

reprend sa place au bruit d’applaudissements réitérés. Ces

applaudissements se renouvellent lorsque le président annonce que

la parole est à M. Fox.)

M. J. W. Fox.—L’orateur qui vient de s’asseoir a relevé

plusieurs reproches qui ont été adressés à la Ligue et à nos

meetings, mais il en a oublié un, savoir, que les arguments que

nous apportons à cette tribune n’ont rien de nouveau. J’admets,

en ce qui me concerne, la vérité de cette accusation. Je crois

que les arguments contre la loi-céréale sont entièrement épuisés,

et tout ce que nous devons attendre, c’est que ces vieux

arguments se renouvellent aussi longtemps que se renouvellera

dans le pays le progrès de la misère et du mécontentement,

l’accroissement du nombre des banqueroutes, et l’extension de la

souffrance et de la famine. (Bruyantes acclamations.) Il n’est,

en tout cela, aucun argument nouveau contre le monopole, parce

qu’on ne saurait rien dire de neuf contre l’oppression et le vol,

contre l’injustice infligée à la classe pauvre et dénuée, contre

cette législation, plus meurtrière que la guerre et la peste, qui

restreint l’alimentation du peuple et couvre le pays de longs

désordres et de tombeaux prématurés. Il n’y a pas de nouveaux

arguments, parce que le moment est venu où il faut agir plus que

parler, et c’est le sentiment profond de cette vérité qui attire

vers ces meetings d’innombrables multitudes. C’est là ce qui

soumet à l’aristocratie un problème à résoudre,—problème qui

implique tout ce que la question renferme de nouveauté,—et ce

problème est celui-ci: Jusqu’où peut aller la force de l’opinion

publique et la résistance du gouvernement? (Acclamations.) Ce

n’est pas la discussion qui résoudra ce problème; si cela était

en son pouvoir, il y a longtemps qu’il serait résolu. La

discussion a commencé dans les revues et les journaux; elle s’est

continuée dans des joutes orales; elle a été éclairée par les

recherches des statisticiens et les méditations des économistes;

elle a fait pénétrer des convictions profondes dans les esprits

aussi bien que des sentiments énergiques dans les coeurs, à

l’égard de ces sinistres intérêts dont la détresse publique ne

révèle que trop la présence. (Applaudissements.) Je reviendrai

pourtant encore sur quelques-uns de ces vieux arguments, bien

qu’ils se présentent naturellement à quiconque a un peu de

logique dans la cervelle. J’aurais voulu épargner à nos seigneurs

terriens et à leurs organes des objections qui les fatiguent.

S’il leur plaisait de ménager nos poches, nous ménagerions leur

attention. (Rires.) Mais aussi longtemps qu’ils lèveront une taxe

sur le pain du peuple, le peuple en lèvera une sur leur patience.

(Nouveaux rires et applaudissements.)—Les arguments sont

épuisés, dit-on, mais le sujet ne l’est pas; sans cela, que

ferions-nous ici?—Les arguments sont épuisés! et pourquoi? parce

que le principe de la liberté du commerce a surgi, a surmonté

tous les témoignages qu’on a produits contre lui. De toutes

parts, au dedans comme au dehors, ce grand et irrésistible

principe a été opposé à des intérêts de caste. Si vous considérez

nos relations extérieures, qu’a fait la loi-céréale, si ce n’est

provoquer l’inimitié et la guerre? Comme question extérieure,

elle a mis en mouvement contre nous, sinon des armées, du moins

des tarifs hostiles; elle a détruit les relations amicales des

gouvernements et ces sentiments de bienveillance et de fraternité

qui devaient cimenter l’union des peuples. (Acclamations.) Comme

question intérieure, les lois-céréales font que l’Angleterre

n’est plus la patrie des Anglais (applaudissements prolongés; les

cris de «bravo» retentissent dans toute l’assemblée); car, forcer

les hommes à s’expatrier, plutôt que de laisser importer des

aliments, n’est-ce pas systématiser la déportation des êtres

humains? (Acclamations.) L’esprit de cette loi ne diffère pas de

ce qui se pratiquait en Angleterre, il y a plusieurs siècles,

alors que les seigneurs saxons élevaient de jeunes hommes pour

les vendre comme esclaves. Ils les exportaient vers des terres

lointaines, mais ils les nourrissaient du moins pour accomplir

leurs desseins. Ils leur donnaient des aliments afin d’en élever

le prix, tandis que les lois-céréales affament le peuple pour

élever le prix des aliments. (Bruyantes acclamations; on agite

les chapeaux et les mouchoirs dans toutes les parties de la

salle.)—Au point de vue financier, la question est aussi

épuisée. Et que faut-il penser d’un chancelier de l’Échiquier qui

ne s’aperçoit pas qu’arracher 40 millions de livres sterling au

peuple, pour l’avantage d’une classe, c’est diminuer la puissance

de ce peuple à contribuer aux dépenses nationales? (Approbation.)

En outre, des états statistiques montrent distinctement qu'à

mesure que le prix du blé s'élève, le revenu public diminue. Dans

cet état de choses, je plains les personnes qui voient sans

s'émouvoir les souffrances du pays, l'augmentation rapide du

nombre des faillites, la diminution des mariages, l'accroissement

des décès parmi les classes pauvres, l'extension du crime et de

la débauche; oui, ce sont là de vieux arguments contre les

lois-céréales. Si l'aristocratie en veut d'autres, elle les

trouvera sous l'herbe épaisse qui couvre les tombeaux de ceux

dont un honnête travail eût dû soutenir l'existence.—Eh quoi! la

charité elle-même est engagée dans la question; car nous ne

saurions soulager le pauvre sans payer tribut aux seigneurs, et

il n'est pas jusqu'au pain de l'aumône dont ils ne s'adjugent une

fraction. Notre gracieuse souveraine a beau ouvrir une

souscription en faveur des pauvres de Paisley et d’ailleurs,

lorsque les 100,000 liv. sterl. seront recueillies, la rapacité

de la classe dominante viendra en prélever le tiers ou la moitié;

la charité en sera restreinte et bien des infortunes resteront

sans soulagement. C’est ainsi que la commisération elle-même est

soumise à la taxe, et que des limites sont posées aux meilleurs

sentiments du coeur humain. Ce n’est pas là la leçon que nous

donne ce livre sacré que les monopoleurs eux-mêmes font

profession de révérer. Il nous enseigne à demander «le pain de

chaque jour.» Mais les seigneurs taxent au contraire le pain de

chaque jour. Le même livre nous montre un jeune homme qui demande

ce qu’il doit faire. Et il lui est répondu: «Vendez votre bien et

distribuez-le aux pauvres.» Mais notre législation prend ce

précepte au rebours, car elle procède de ce principe: «Ôter au

pauvre pour donner au riche.» (Applaudissements.) Si je viens à

considérer la question du côté politique, je dirai que

l’oppression ne cesse pas d’être oppression pour se cacher sous

des formes légales. Un peuple dont le pain est taxé est un peuple

esclave, de quelque manière que vous le preniez. La prépondérance

aristocratique a passé sur les esprits comme la herse sur le

champ vide, et la corruption y a fait germer une ample moisson de

votes antipathiques, mais inféodés. C’est donc une question de

classes, comme toutes celles qui s’agitent dans ce pays. Mais

quelle est la classe d’habitants intéressés au maintien de ces

lois? Ce ne sont pas les fermiers, car la rente leur arrache

jusqu’au dernier shilling qu’elles ajoutent au prix du blé! Ce

n’est pas la classe ouvrière, puisque les salaires sont arrivés à

leur dernière expression. Ce n’est pas la classe marchande, car

nos ports sont déserts et nos usines silencieuses. Ce n’est pas

la classe littéraire, car les hommes ont peu de goût à la

nourriture de l’esprit quand le corps est épuisé d’inanition. Eh

quoi! ce ne sont pas même les seigneurs terriens, si ce n’est un

petit nombre d’entre eux qui possèdent encore la propriété

nominale de domaines chargés d’hypothèques. Et c’est dans le seul

intérêt de ce petit nombre de privilégiés, pour satisfaire à

leurs exigences, pour alimenter leur prodigalité, que tant de

maux seront accumulés sur les masses, et que la valeur même du

sol sera ravie à leurs descendants! Et que gagnent-ils à ce

système? Ne faut-il pas qu’ils en rachètent les avantages

passagers en s’endurcissant le coeur? Car ils sentent bien qu’il

ne sera pas en leur pouvoir de détourner les conséquences

terribles qui menacent eux-mêmes et le pays; et déjà ils voient

les classes industrieuses, dont les travaux infatigables et la

longue résignation méritaient plus de sympathies, se lever, non

pour les bénir, mais pour les maudire. Ils n’échapperont pas

toujours aux lois de cette justice distributive qui entre dans

les desseins de l’éternelle Providence….. (Applaudissements.)

On dit que la loi-céréale doit être continuée pour maintenir le

salaire de l’ouvrier. Mais, comme ce philosophe d’autrefois, qui

démontra le mouvement en se prenant à marcher, l’ouvrier répond

en montrant son métier abandonné et sa table vide.

(Applaudissements.)—On dit encore que nous devons nous rendre

indépendants de l’étranger; mais la dépendance et l’indépendance

sont toujours réciproques, et rendre la Grande-Bretagne

indépendante du monde, c’est rendre le monde indépendant de la

Grande-Bretagne. (Bruyantes acclamations.) Le monopole isole le

pays de la grande famille humaine; il détruit ces liens et ces

avantages mutuels que la Providence avait en vue le jour où il

lui plut de répandre tant de diversité parmi toutes les régions

du globe. La loi-céréale est une expérience faite sur le peuple;

c’est un défi jeté par l’aristocratie à l’éternelle justice;

c’est un effort pour élever artificiellement la valeur de la

propriété d’un homme aux dépens de celle de son frère. Ceux qui

taxent le pain du peuple taxeraient l’air et la lumière s’ils le

pouvaient; ils taxeraient les regards que nous jetons sur la

voûte étoilée; ils soumettraient les cieux avec toutes les

constellations, et la chevelure de Cassiope, et le baudrier

d’Orion, et les brillantes Pléiades, et la grande et la petite

Ourse au jeu de l’échelle mobile. (Rires et applaudissements

prolongés.)—On a fait valoir en faveur de la nouvelle loi un

autre argument. «Elle est jeune, a-t-on dit, expérimentez-la

encore quelque temps.» Oh! l’expérience a déjà dépassé tout ce

que le peuple peut endurer; et il est temps que ceux qui la font

sachent bien qu’ils assument sur eux, non plus seulement une

responsabilité ministérielle, mais ce qui est plus solennel et

plus sérieux, une responsabilité toute personnelle.

(Applaudissements prolongés.) La Ligue fait aussi son expérience.

Elle est venue de Manchester pour expérimenter *l’agitation*. Il

fallait bien que l’expérience des landlords eût sa

contre-épreuve; il fallait bien savoir s’ils seront à tout jamais

les oppresseurs des pauvres. (Applaudissements.) La Ligue et sir

Robert Peel ont, après tout, une cause commune. L’une et l’autre

sont les sujets ou plutôt les esclaves de l’aristocratie.

L’aristocratie, en vertu de la possession du sol, règne sur la

multitude comme sur les majorités parlementaires. Elle commande

au peuple et à la législature. Elle possède l’armée, donne la

marine à ses enfants, s’empare de l’Église et domine la

souveraine. Notre Angleterre, «grande, libre et glorieuse,» est

attelée à son char. Nous ne pouvons nous enorgueillir du passé et

du présent, nous ne saurions rien augurer de l’avenir; nous ne

pouvons nous rallier à ce drapeau qui, pendant tant de siècles,

«a bravé le feu et l’ouragan;» nous ne pouvons exalter cet

audacieux esprit d’entreprise qui a promené nos voiles sur toutes

les mers; nous ne pouvons faire progresser notre littérature, ni

réclamer pour notre patrie ce que Milton appelait le plus élevé

de ses priviléges: «enseigner la vie aux nations.» Non, toutes

ces gloires n’appartiennent pas au peuple d’Angleterre; elles

sont l’apanage et comme les dépendances domaniales d’une classe

cupide…. La dégradation, l’insupportable dégradation, sans

parler de la détresse matérielle, qu’il faut attribuer à la

loi-céréale, est devenue horrible, intolérable. C’est pourquoi,

nous, ceux d’entre nous qui appartiennent à la métropole, nous

accueillons avec transport la Ligue au milieu de nous; nous

devenons les enfants, les membres de la Ligue; nous vouons nos

coeurs et nos bras à la grande oeuvre; nous nous consacrons à

elle, non point pour obéir à l’aiguillon d’un meeting

hebdomadaire, mais pour faire de sa noble cause le sujet de nos

méditations journalières et l’objet de nos infatigables efforts.

(Bruyantes acclamations.) Nous adoptons solennellement la Ligue;

nous nous engageons à elle comme à un *covenant religieux*

(applaudissements enthousiastes); et nous jurons, par celui qui

vit dans tous les siècles des siècles, que la loi-céréale, cette

insigne folie, cette basse injustice, cette atroce iniquité,

sera radicalement abolie. (Tonnerre d’applaudissements.

L’assemblée se lève d’un mouvement spontané. Les mouchoirs et les

chapeaux s’agitent pendant longtemps.)

M. GISBORNE succède à M. FOX.

Le Président: Avant de donner la parole à M. Cobden, je dois informer l’assemblée qu’à l’occasion du dernier débat du parlement, des pétitions nombreuses sont parvenues à l’honorable gentleman, celle de Bristol étant revêtue de quatorze mille signatures.

M. COBDEN: Après les remarquables discours que vous venez

d’entendre, et quoique je sois un vieux praticien de semblables

meetings, je dois dire que je n’en ai jamais entendu qui les

aient surpassés; après le discours si philosophique de M. Wilson,

l’éloquence émouvante de M. Fox, l’ingénieuse et satirique

allocution de mon ami, M. Gisborne, il eût mieux valu, sans

doute, et j’aurais désiré que vous eussiez été laissés à vos

méditations; mais l’autorité de votre président est absolue, et,

si je lui cède, c’est qu’elle constitue la meilleure forme de

gouvernement, le despotisme infaillible. (Rires…)

Il est difficile, après ce que vous venez d’entendre, de dire

quelque chose de neuf sur le sujet qui nous occupe; mais M.

Wilson a parlé d’émigration. C’est une question qui se lie aux

lois-céréales, et cette connexité n’est pas nouvelle, car chaque

fois que le régime restrictif a jeté le pays dans la détresse, on

n’a jamais manqué de dire: «Transportez les hommes au loin.» Cela

fut ainsi dans les années 1819, 1829 et 1839. C’est encore ainsi

en 1843. À toutes ces époques, on entendit la même clameur:

«Défaisons-nous d’une population surabondante.»—Les boeufs et

les chevaux maintiennent leur prix sur le marché; mais quant à

l’homme, cet animal surnuméraire, la seule préoccupation de la

législation paraît être de savoir comment on s’en débarrassera,

même à perte. (Approbation.) Je vois maintenant que les banquiers

et les marchands de Londres commencent aussi à se montrer. Ils ne

sont plus les froids et apathiques témoins de la misère du pays,

et les voilà qui se présentent avec un plan pour la soulager.

Ils proposent une émigration systématique opérée par les soins du

gouvernement. Mais qui veulent-ils expatrier? Si l’on demandait

quelle est la classe de la communauté qui contient le plus grand

nombre d’êtres inutiles, il ne faudrait certes pas aller les

chercher dans les rangs inférieurs. (Écoutez! écoutez!)—Je

demandais à un gentleman, signataire de la pétition, si, par

hasard, les marchands avaient dessein d’émigrer.—Oh! non; aucun

de nous, me répondit-il.—Qui donc voulez-vous renvoyer? lui

demandai-je.—Les pauvres, ceux qui ne trouvent pas d’emploi

ici.—Mais ne vous semble-t-il pas que ces pauvres devraient au

moins avoir une voix dans la question? (Écoutez!) Ont-ils jamais

pétitionné le parlement pour qu’il les fît transporter?

(Écoutez!) À ma connaissance, depuis cinq ans, cinq millions

d’ouvriers ont présenté des pétitions, pour qu’on laissât les

aliments venir à eux, mais je ne me souviens pas qu’ils aient

demandé une seule fois à être envoyés vers les aliments.

(Écoutez!) Les promoteurs de ce projet s’imaginent-ils que leurs

compatriotes n’ont aucune valeur? Je leur dirai ce qu’on en pense

aux États-Unis. J’ai lu dernièrement, dans les journaux de

New-York, un document qui établit que tout Anglais qui débarque

sur le sol de l’Union y porte une valeur intrinsèque de 2,000

dollars. Un nègre s’y vend 1,000 dollars. Ne pensez-vous pas

qu’il vaut mieux garder notre population, qui a une valeur double

de toute autre, à nombre égal? Ne vaut-il pas mieux que

l’Angleterre conserve ses enfants pour l’enrichir et la défendre,

plutôt que de les expatrier? Mais on dit: «Ces pauvres

tisserands! (tant on a de sympathie pour les pauvres tisserands)

certainement il faut les renvoyer.»—Mais qu’en disent les

tisserands eux-mêmes?—Voici M. Symons, commissaire intelligent,

qui a été chargé de faire une enquête sur la condition des

ouvriers. Il rapporte leur avoir fréquemment demandé s’ils

étaient favorables au système de l’émigration, et qu’ils ont

constamment répondu: «Il serait bien plus simple et bien plus

raisonnable de porter les aliments vers nous, que de nous porter

vers les aliments.» (Applaudissements.) Car pourquoi expatrier le

peuple? quel est le but de cette mesure? C’est littéralement pour

le nourrir; il n’y a pas d’autre raison de le jeter sur des

plages étrangères.—Mais recherchons un moment la possibilité

pratique de ce système d’émigration. Nous sommes dans une période

de détresse accablante; dans quelle mesure l’émigration

pourrait-elle y remédier? Et d’abord, comment transporter un

million et demi de pauvres à travers les mers? Consultez

l’histoire; fait-elle mention qu’aucun gouvernement, quelque

puissant qu’il fût, ait jamais fait traverser l’Océan à une armée

de cinquante mille hommes? Et puis, que ferez-vous d’un million

et demi de pauvres, dans le Canada, par exemple? Même en

Angleterre, malgré l’accumulation des capitaux et des ressources

de dix siècles, vous trouvez que les maintenir est déjà une

charge assez lourde. Qui donc les maintiendra au Canada? Ceux qui

s’adressent à sir Robert Peel imaginent-ils qu’il soit possible

de jeter sur une terre déserte une population succombant sous le

poids d’une détresse invétérée, sans apporter sur cette terre le

capital par lequel cette population sera employée? Si vous

transportez dans de vastes solitudes une population nombreuse,

elle doit comprendre tous les éléments de société et de vie qui

la composent dans la mère patrie. Vous voyez bien qu’il vous

faudra transporter en même temps des fermiers, des armateurs, des

fabricants et même des banquiers… (Applaudissements prolongés

qui ne nous permettent pas de saisir la fin de la phrase.)

N’est-il pas déplorable de voir, dans cette métropole, proposer

de tels remèdes à de telles souffrances? Je crois apercevoir

devant moi quelques-uns des signataires de la pétition, et je

m’en réjouis; ce sera peut-être l’occasion d’imprimer une autre

direction à l’esprit de la cité de Londres. (Écoutez!) Ces

messieurs ont été circonvenus. Ainsi que je l’ai dit souvent,

tout se fait moutonnièrement dans cette cité. Il semble que ses

habitants ont renoncé à penser par eux-mêmes. Si j’avais à faire

prévaloir quelque résolution, comment pensez-vous que je m’y

prendrais? Je m’adresserais à M. tel, puis à M. tel, et, quand

j’aurais une demi-douzaine de signatures, les autres viendraient

à la file. Personne ne lirait le mémoire, mais chacun le

signerait. (Rires et cris: Oui, cela se ferait ainsi.)—Je dois

quelques mots d’avis à ceux de mes amis, parmi les membres de la

Ligue, qui ont attaché leur nom à cette pétition. Qu’ils se

donnent la peine de remonter à sa source, qu’ils recherchent

quels en sont les principaux colporteurs. Ne sont-ce point des

armateurs habitués à passer avec le gouvernement des contrats de

transport? des propriétaires de terres dans le Canada, ou des

actionnaires dans les spéculations onéreuses de la

Nouvelle-Zélande ou de la Nouvelle-Galles du Sud? Oh!

laissons-les suivre leurs plans tant qu’ils ne font des dupes que

parmi les monopoleurs. Mais je tiens à voir les membres de la

Ligue passer pour des hommes trop avisés pour tomber dans ces

piéges grossiers. Oh! comme le gouvernement et les monopoleurs se

riraient de nous, si nous leur apportions ce moyen de diversion,

ce prétexte pour ajourner l’affranchissement du commerce! Sans

doute, sir Robert Peel, qui, vous le savez, est un admirable

tacticien, ne se ferait pas personnellement le patron de la

pétition, mais avec quel empressement ne saisirait-il pas cette

excellente occasion de venir dire: «Je suis forcé de reconnaître

que la question est grave, entourée de grandes difficultés, et

qu’elle exige, de la part du gouvernement de Sa Majesté, une

prudente réserve (rire général); quelles que soient mes vues

personnelles sur ce sujet, on ne peut s’empêcher d’admettre

qu’une proposition de cette nature, émanée du corps respectable

des banquiers et négociants de cette vaste métropole, mérite une

considération lentement mûrie, laquelle ne lui manquera pas.»

(L’orateur excite les applaudissements et les rires de toute

l’assemblée par la manière heureuse dont il contrefait la pose,

les gestes et jusqu’à l’organe du très-honorable baronnet à la

tête du gouvernement.) Qui sait alors si la Chambre ne se formera

pas en comité, et ne nommera pas un commissaire pour rechercher

lentement jusqu’à quel point l’exportation des hommes est

praticable et peut suppléer à l’importation du blé? Quelle joie

pour les monopoleurs! Je suis bien sûr que la moitié des

pétitionnaires ont donné leurs signatures sans en connaître la

portée.

Il y a d’ailleurs à ce système d’émigration systématique par les

soins du gouvernement un obstacle auquel ses promoteurs n’ont

probablement pas songé; c’est que le peuple ne consentira pas à

se laisser transporter. Je puis dire du moins que les habitants

de Stockport[17], quoique arrivés au dernier degré de misère,

seraient unanimes pour répondre: «Nous savons trop bien ce qu’est

la tendre clémence du gouvernement chez nous pour nous mettre à

sa merci de l’autre côté de l’Atlantique.» (Applaudissements.) Je

n’ai aucune objection à faire contre l’émigration volontaire.

Dans un pays comme celui-ci, il y a toujours des hommes que leur

goût ou les circonstances poussent vers d’autres régions. Mais

l’émigration, lorsqu’elle provient de la nécessité de fuir la

famine légale, c’est de la déportation et pas autre chose.

(Bruyantes acclamations.) Si l’on venait vous raconter qu’il

existe une île dans l’océan Pacifique, à quelques milles du

continent, dont les habitants sont devenus les esclaves d’une

caste qui s’empara du sol il y a quelque sept siècles; si l’on

vous disait que cette caste fait des lois pour empêcher le peuple

de manger autre chose que ce qu’il plaît au conquérant de lui

vendre; si l’on ajoutait que ce peuple est devenu si nombreux,

que le territoire ne suffit plus à sa subsistance, et qu’il est

réduit à se nourrir de racines; enfin, si l’on vous apprenait que

ce peuple est doué d’une grande habileté, qu’il a inventé les

machines les plus ingénieuses, et que néanmoins ses maîtres l’ont

dépouillé du droit d’échanger les produits de son travail contre

des aliments; si ces détails vous étaient rapportés par quelque

voyageur philanthrope, par quelque missionnaire récemment arrivé

des mers du Sud, et s’il concluait enfin en vous annonçant que la

caste dominante de cette île s’apprête à en transporter l’habile

et industrieuse population vers de lointaines et stériles

solitudes, que diriez-vous, habitants de Londres? que dirait-on à

Exeter-Hall[18], dans cette enceinte dont l’usage a été refusé à

la ligue? (Honte! honte!) Oh! Exeter-Hall retentirait des cris

d’indignation de ces philanthropes dont la charité ne s’exerce

qu’aux antipodes! On verrait la foule des dames élégantes tremper

leurs mouchoirs brodés de larmes de pitié, et le clergé

appellerait le peuple à souscrire pour que des flottes anglaises

aillent arracher ces malheureux aux mains de leurs oppresseurs!

(Applaudissements.) Mais cette hypothèse, c’est la réalité pour

nos compatriotes! (Nouveaux applaudissements.) Rendez au peuple

de ce pays le droit d’échanger le fruit de ses labeurs contre du

blé étranger, et il n’y a pas en Angleterre un homme, une femme

ou un enfant qui ne puisse pourvoir à sa subsistance et jouir

d’autant de bonheur, sur sa terre natale, qu’il en pourrait

trouver dans tout autre pays sur toute la surface de la terre.

[Note 17: M. Cobden représente au parlement la ville de

Stockport.]

[Note 18: C’est la salle où se tiennent les assemblées de

l’association pour la propagation des missions étrangères.]

Mais puisqu’il s’agit de plans, j’en ai aussi un à proposer aux

monopoleurs-gouvernants.—Qu’ils laissent les manufacturiers

travailler *en entrepôt*, qu’ils mettent la population du

Lancastre *en entrepôt*;—non pour qu’elle échappe aux

contributions dues à la reine,—non, nous ne voulons pas

soustraire un farthing au revenu public,—mais qu’ils tirent un

cordon autour du Lancastre, afin que le duc de Buckingham soit

bien assuré qu’aucun grain de cet infâme blé étranger ne pénètre

dans le Cheshire et le Buckinghamshire. Là, les fabricants

travailleront *à l’entrepôt*, payant exactement leur subside à la

reine, mais affranchis des exactions des monopoleurs oligarques.

Si l’on nous permet de suivre ce plan, nous ne serons pas

embarrassés pour obtenir des subsistances abondantes pour la

population du Lancastre, quelque dense qu’elle soit; et bien loin

de redouter de la voir s’augmenter, nous la verrons avec joie

croître de génération en génération. Le plan que je propose, au

lieu de dissoudre le lien social, donnera de l’emploi et du

bien-être à tous; il montrera combien réagirait sur le commerce

intérieur un peu d’encouragement donné au commerce extérieur par

l’admission du blé étranger. Cela ne vaut-il pas mieux que

d’expatrier les hommes?

Mais la question a encore des aspects moraux qu’il est de notre

devoir d’examiner. L’homme, a-t-on dit, est de tous les êtres

créés le plus difficile à déplacer du lieu de sa naissance.

L’arracher à son pays est une tâche plus lourde que celle de

déraciner un chêne. (Applaudissements.) Oh! les signataires de la

pétition se sont-ils jamais trouvés au dock de Sainte-Catherine

au moment où un des navires de l’émigration s’apprêtait à

entreprendre son funèbre voyage? (Écoutez!) Ont-ils vu les

pauvres émigrants s’asseoir pour la dernière fois sur les dalles

du quai, comme pour s’attacher jusqu’au moment suprême à cette

terre où ils ont reçu le jour? (Écoutez! écoutez!) Avez-vous

considéré leurs traits? Oh! vous n’avez pas eu à vous informer de

leurs émotions, car leur coeur se peignait sur leur visage! Les

avez-vous vus prendre congé de leurs amis? Si vous l’aviez vu,

vous ne parleriez pas légèrement d’un système d’émigration

forcée. Pour moi, j’ai été bien des fois témoin de ces scènes

déchirantes. J’ai vu des femmes vénérables disant à leurs enfants

un éternel adieu! J’ai vu la mère et l’aïeule se disputer la

dernière étreinte de leurs fils. (Acclamations.) J’ai vu ces

navires de l’émigration abandonner la Mersey pour les États-Unis;

les yeux de tous les proscrits se tourner du tillac vers le

rivage aimé et perdu pour toujours, et le dernier objet qui

frappait leurs avides regards, alors que leur terre natale

s’enfonçait à jamais dans les ténèbres, c’étaient ces vastes

greniers, ces orgueilleux entrepôts (véhémentes acclamations),

où, sous la garde, j’allais dire de notre reine,—mais non,—sous

la garde de l’aristocratie, étaient entassées comme des

montagnes, des substances alimentaires venues d’Amérique, seuls

objets que ces tristes exilés allaient chercher au delà des mers.

(Applaudissements enthousiastes.) Je ne suis pas accoutumé à

faire du sentiment; on me dépeint comme un homme positif, comme

un homme d’action et de fait, étranger aux impulsions de

l’imagination. Je raconte ce que j’ai vu. J’ai vu ces

souffrances, oui, et je les ai partagées! et c’est nous, membres

de la Ligue, nous qui voulons aider ces malheureux à demeurer en

paix auprès de leurs foyers, c’est nous qu’on dénonce comme des

gens cupides, comme de froids économistes! Quelles seraient vos

impressions, si un vote du Parlement vous condamnait à

l’émigration, non point à une excursion temporaire, mais à une

éternelle séparation de votre terre natale! Rappelez-vous que

c’est là, après la mort, la plus cruelle pénalité que la loi

inflige aux criminels! Rappelez-vous aussi que les classes

populaires ont des liens et des affections comme les vôtres, et

peut-être plus intimes; et si vous ressentez au coeur ces vives

impressions, que le cri qui a provoqué le gouvernement à

organiser l’émigration soit comme un tocsin qui rallie tous vos

efforts contre cette cruelle calamité. (Applaudissements.) Je

terminerai en répétant que vous ne devez pas venir ici comme à un

lieu de diversion. L’objet que nous avons en vue réclame des

efforts personnels, énergiques et persévérants. Parler sert de

peu, et j’aurais honte de paraître devant vous, si la parole

n’était pas le moindre des instruments que j’ai mis au service de

notre cause. (Applaudissements.) On a dit que c’était ici

l’agitation de la classe moyenne. Je n’aime pas cette définition,

car je n’ai pas en vue l’avantage d’une classe, mais celui de

tout le peuple. Que si, cependant, c’est ici l’agitation de la

classe moyenne, je vous adjure de ne pas oublier ce qu’est cette

classe. C’est elle qui nomme les législateurs; c’est elle qui

soutient la presse. Il est en son pouvoir de signifier sa volonté

au Parlement; il est en son pouvoir, et je l’engage à en user, de

soutenir cette portion de la presse par qui elle est soutenue.

(Acclamations véhémentes.) Faites cela, et vous détournerez la

nécessité de transporter sur des terres lointaines la plus

précieuse production des domaines de Sa Majesté, le peuple;

faites cela, «et le peuple vivra en paix et en joie, à l’ombre de

sa vigne et de son figuier, sans qu’aucun homme ose l’affliger.»

(Véhémentes acclamations.)

Le président, en proposant un vote de remercîment envers les orateurs, saisit cette occasion pour engager les

assistants à propager dans tout le pays les journaux qui contiendront le compte rendu le plus fidèle du présent meeting.

MEETING HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE.

5 avril 1843.

L’assemblée est aussi nombreuse qu’aux séances précédentes, et nous n’y avons jamais remarqué autant de dames. L’attention soutenue prêtée aux orateurs, l’ordre et la décence qui règnent dans toutes les parties de la salle, témoignent que la Ligue agit avec calme, mais avec efficacité sur l’esprit de cette métropole.

Nous avons remarqué sur l’estrade MM. Villiers, Gibson Hume, Cobden, Ricardo, le cap. Plumridge, Malculf, Scholefield, Holland, Bowring, tous membres du Parlement; Moore, Heyworth, l’amiral Dundas, Pallison, etc., *etc.*

«Le président, M. Georges Wilson, en ouvrant la séance, annonce que plusieurs meetings ont été tenus sur divers points du territoire: un à Salford, présidé par le premier officier de la municipalité; un autre à Doncastre, où plusieurs propriétaires du voisinage se sont fait entendre. Dans tous les deux, des résolutions ont été prises contre le monopole. Vendredi dernier, un meeting a eu lieu à Norwich, auquel assistait une députation de la Ligue, composée du col. Thompson, de M. Moore et de M. Cobden. Plus de 4,000 personnes assistaient à cette réunion, et les applaudissements dont elles ont salué la députation témoignent assez de leur sympathie pour notre cause. Samedi, un autre meeting, spécialement destiné à la classe des agriculteurs, a été tenu dans la même ville avec l’assistance de la même députation. Aucun murmure de

désapprobation, aucune parole hostile, ne se sont fait entendre[19]. À la fin de la séance, le célèbre philanthrope M. John-Joseph Gurney de Norwich a invité le peuple à mettre de côté tout esprit de parti, toutes préventions politiques, et à ne voir dans cette cause qu'une question de justice et d'humanité. (Applaudissements.) Le président se félicite de voir aussi l'Irlande entrer dans le mouvement. La semaine dernière un grand meeting a eu lieu à Newtownards, sur la propriété de lord Londonderry. (Bruyante hilarité.) Faute d'un local assez vaste, la réunion a eu lieu en plein air, malgré la rigueur du temps.—Quelque importantes que soient ces grandes assemblées, la Ligue n'a pas négligé ses autres devoirs. Les professeurs d'économie politique ont continué leurs cours. Dès l'origine, la Ligue a senti combien il était désirable qu'elle concourût de ses efforts à l'avancement d'un bon système d'éducation libérale. Elle aspire à se préparer, pour l'époque où elle devra se dissoudre, d'honorables souvenirs, en guidant le peuple dans ces voies d'utilité publique qu'elle a eu le mérite d'ouvrir. On l'a accusée d'être révolutionnaire; mais les trois quarts de ses dépenses ont pour but la diffusion des saines doctrines économiques. Si la Ligue est révolutionnaire, Adam Smith et Ricardo étaient des révolutionnaires, et le bureau du commerce (_board of trade_) est lui-même rempli de révolutionnaires[20]. (Approbation.) Ce n'est pas ses propres opinions, mais les opinions de ces grands hommes, que la Ligue s'efforce de propager; elles commencent à dominer dans les esprits et sont destinées à dominer aussi dans les conseils publics, dans quelques mains que tombent le pouvoir et les portefeuilles.—Il faut excuser les personnes que leur intérêt aveugle sur la question du monopole; mais il est pénible d'avoir à dire que, dans quelques localités, le clergé de l'Église établie n'a pas craint de dégrader son caractère en maudissant les écrits de la Ligue, auxquels il n'a ni le talent ni le courage de répondre[21]. (Bruyantes acclamations.) Le

doyen de Hereford a abandonné la présidence de la *Société des ouvriers*, parce que l'excellent secrétaire de cette institution avait déposé dans les bureaux quelques exemplaires de notre circulaire contre la *taxe du pain* (bread-tax). M. le doyen commença bien par offrir la faculté de retirer le malencontreux pamphlet; mais le secrétaire ayant préféré son devoir à un acte de courtoisie envers le haut dignitaire de l'Église, il en est résulté que la circulaire est restée et que c'est le doyen qui est sorti. (Rires.) J'ai devant moi une lettre authentique qui établit un cas plus grave. Dans un bourg de Norfolk, un gentleman avait été chargé de faire parvenir, par l'intermédiaire du sacristain, quelques brochures de la Ligue au curé et à la noblesse du voisinage. Le sacristain déposa ces brochures sur la table du vestiaire; mais lorsque le ministre entra pour revêtir sa robe, il s'en empara, les porta à l'église et en fit le texte d'un discours violent, où il traita les membres de la Ligue d'assassins (éclats de rires), ajoutant qu'un certain Cobden (on rit plus fort) avait menacé sir Robert Peel d'être assassiné s'il ne satisfaisait aux voeux de la Ligue; après quoi il fit brûler les brochures dans le poêle, disant qu'elles exhalaient une odeur de sang. (Nouveaux rires.) Je conviens qu'une telle conduite mérite plus de compassion que de colère, compassion pour le troupeau confié à la garde d'un tel ministre; compassion surtout pour le ministre lui-même, qui demande à son Créateur «le pain de chaque jour» avec un coeur fermé aux souffrances de ses frères; pour un ministre qui oublie à ce point la sainteté du sabbat et la majesté du temple, que de convertir le service divin en diffamation et le sanctuaire en une scène de scandale[22]. —La parole sera d'abord à M. Joseph Hume, cet ami éprouvé du peuple. Vous entendrez ensuite MM. Brotherton et Gibson. Nous comptions aussi sur la coopération de M. Bright, mais il est allé samedi à Nottingham et à Durham pour prendre part, dans l'intérêt de la liberté du commerce, aux luttes électorales de ces bourgs.»

[Note 19: On conçoit qu’en Angleterre c’est la classe agricole qui s’oppose à la liberté des échanges, comme en France la classe manufacturière.]

[Note 20: Le *Board of trade* est une sorte de ministère du commerce. Son président est membre du cabinet.—C’est dans ce bureau, c’est grâce aux lumières de ses membres, MM. Porter, Deacon Hume, M’Gregor, que s’est préparée la révolution douanière qui s’accomplit en Angleterre. Nous traduisons à la fin de ce volume le remarquable interrogatoire de M. Deacon Hume, sur lequel nous appelons l’attention du lecteur.]

[Note 21: Le clergé d’Angleterre se rattache au monopole par la dîme. Il est évident que plus le prix du blé est élevé, plus la dîme est lucrative. Il s’y rattache encore par les liens de famille qui l’unissent à l’aristocratie.]

[Note 22: J’ai conservé ces détails comme peinture de moeurs et aussi pour faire connaître la chaleur de la lutte et l’esprit des diverses classes qui y prennent part.]

M. HUME se lève au bruit d’acclamations prolongées. Lorsque le silence est rétabli, il s’exprime en ces termes:

Je suis venu à ce meeting pour écouter et non pour parler; mais

le comité a fait un appel à mon zèle, et ne pouvant comme

d’autres alléguer le prétexte de l’inhabitude[23] (rires), j’ai

dû m’exécuter malgré mon insuffisance. C’est avec plaisir que

j’obéis, car je me rappelle un temps, qui n’est pas très-éloigné,

où les opinions aujourd’hui généralement adoptées, non-seulement

au sein de la communauté, mais encore parmi les ministres de la

couronne, étaient par eux vivement controversées. Mais ces

hommes, autrefois si opposés à la liberté du commerce,

reconnaissent enfin la vérité des doctrines de la Ligue, et c’est

avec une vive satisfaction que j’ai récemment entendu tomber de

la bouche même de ceux qui furent nos plus chauds adversaires,

cette déclaration: «Le principe du libre-échange est le principe

du sens commun[24].» (Acclamations.) Je me présente à ce meeting

sous des auspices bien différents de ceux qui auraient pu m’y

accompagner à l’époque à laquelle je fais allusion. Il y a

quelque quatorze ans que je fis une motion devant une assemblée

composée de six cent cinquante-huit gentlemen. (Rires. Écoutez,

écoutez!) qui n’étaient pas des hommes ignorants et illettrés,

mais connaissant, ou du moins censés connaître leurs devoirs

envers eux-mêmes et envers le pays. Je proposai à ces six cent

cinquante-huit gentlemen de retoucher la loi-céréale, de telle

sorte que l’échelle mobile fût graduellement transformée en droit

fixe, et que le droit fixe fît place en définitive à la liberté

absolue. (Applaudissements.) Mais sur ces six cent cinquante-huit

gentlemen, quatorze seulement me soutinrent. (Écoutez, écoutez.)

Chaque année, depuis lors, des efforts sont tentés par

quelques-uns de mes collègues, et il est consolant d’observer que

chaque année aussi notre grande cause gagne du terrain. Je suis

fâché de voir que les landlords, et ceux qui vivent sous leur

dépendance, persistent à ne considérer la question que par le

côté qui les touche. Plusieurs d’entre eux font partie de la

législature, et, se plaçant à leur point de vue personnel, ils ont fait des lois dont le but avoué est de favoriser leurs intérêts privés sans égard à l'intérêt public. C'est là une violation des grands principes de notre constitution, qui veut que les lois embrassent les intérêts de toutes les classes. (Approbation.) Malheureusement la chambre des communes ne représente pas les opinions de toutes les classes. (Approbation.) Elle ne représente que les opinions d'une certaine classe, celle des législateurs eux-mêmes, qui ont fait tourner la puissance législative à leur propre avantage, au détriment du reste de la communauté. (Applaudissements.) Je voudrais demander à ces hommes, qui sont riches et possèdent plus que tous autres les moyens de se protéger eux-mêmes, comment ils peuvent, sans que leur conscience soit troublée, trouver sur leur chevet un paisible sommeil après avoir fait des lois, tellement injustes et

oppressives, qu’elles vont jusqu’à priver de moyens d’existence

plusieurs millions de leurs frères. (Applaudissements.) C’est sur

ce principe que j’ai toujours plaidé la question, et voici la

seule réponse que j’aie pu obtenir: «Si nous croyions mal agir,

nous n’agirions pas ainsi.» (Rires.) Vous riez. Messieurs, et

cependant je puis vous assurer qu’il y a beaucoup de personnes,

et même de personnages, qui sont si ignorants des plus simples

principes de l’économie politique, qu’ils n’hésiteraient pas à

venir répéter cette assertion devant la portion la plus éclairée

du peuple de ce pays. Mais une lumière nouvelle s’est levée à

l’horizon des intelligences, et il y a dans les temps des signes

capables de réveiller ceux-là mêmes qui sont les plus attachés à

leurs sordides intérêts. (Applaudissements.) Il est temps qu’ils

regardent autour d’eux et qu’ils s’aperçoivent que le moment est

venu, où, en toute justice, la balance doit enfin pencher du côté

de ceux qui sont pauvres et dénués.—L’état de détresse qui pèse

sur le pays est la conséquence d’une injuste législation; c’est

pour la renverser que nous sommes unis, et j’espère qu’en dépit

de la calomnie, la Ligue ne tardera pas à être considérée comme

l’amie la plus éclairée de l’humanité. Cette grande association,

j’en ai la confiance, se montrera supérieure aux traits qu’il

plaira à la malignité de lui infliger; elle apprendra, comme une

longue expérience me l’a appris à moi-même, que plus elle se

tiendra dans le sentier de la justice, plus elle sera en butte à

la persécution. (Applaudissements.) Lorsqu’il m’est arrivé que

quelque portion de la communauté m’a assailli par des paroles

violentes, ma règle invariable a été de considérer attentivement

les imputations dirigées contre moi. Si je leur avais trouvé

quelque fondement, je me serais empressé de changer de conduite.

Dans le cas contraire, j’y ai vu une forte présomption que

j’étais dans le droit sentier et que mon devoir était d’y rester.

Je ne puis que conseiller à la Ligue de faire de même. Vous êtes

noblement entrés dans cette grande entreprise; vous n’avez

épargné ni votre argent ni votre temps; vous avez fait pour le

triomphe d’une noble cause tout ce qu’il est humainement possible

de faire, et le temps approche où le succès va couronner vos

généreux efforts. (Applaudissements.) C’est une idée

très-répandue que les intérêts territoriaux font la force de ce

pays; mais les intérêts territoriaux puisent eux-mêmes leur force

dans la prospérité du commerce et des manufactures, et ils

commencent enfin à comprendre ce qu’ils ont gagné à priver le

travail et l’industrie de leur juste rémunération. L’ouvrier ne

trouve plus de salaire, les moyens d’acheter les produits du sol

lui échappent: de là, ces plaintes sur l’impossibilité de vendre

le bétail et le blé. La souffrance pèse en ce moment sur les

dernières classes, mais elle gagne les classes moyennes, elle

atteindra les classes élevées, et le jour, peu éloigné, où

celles-ci se sentiront froissées, ce jour-là elles reconnaîtront

qu’un changement radical au présent système est devenu

indispensable. (Approbation.) En me rappelant ce qui s’est passé

aux dernières élections générales, je ne puis m’empêcher de

remarquer combien le peuple s’est égaré, lorsqu’il a cru, en

appuyant les monopoleurs, soutenir les vrais intérêts du pays.

Les défenseurs de la liberté du commerce voient aujourd’hui avec

orgueil que ceux-là mêmes qui les accusaient d’être des novateurs

et qui combattaient la doctrine du libre-échange, ne sont pas

plutôt arrivés au pouvoir, qu’ils se sont retournés contre leurs

amis pour devenir les champions de nos principes.

(Applaudissements.) Tout ce que je leur demande, c’est de suivre

ces principes dans leurs conséquences. Il n’y a pas un homme,

dans la chambre des communes ni dans toute l’Angleterre, plus

capable que sir Robert Peel d’exposer clairement et distinctement

les doctrines qui devraient régir notre commerce, et qui sont les

mieux calculées pour promouvoir les intérêts et la prospérité de

ce pays. (Marques d’approbation.) Le très-honorable baronnet a

fait un pas dans cette voie, mais ce n’est qu’un pas. Il

s’attarde et s’alanguit sur la route, sans doute parce que son

parti ne lui permet pas d’avancer. Il a proclamé le principe, il

ne lui reste qu’à l’appliquer pour assurer au pays une paix

solide et une prospérité durable. (Applaudissements.)—Il y a un

grand nombre de personnes bien intentionnées qui ne peuvent

comprendre pourquoi une réforme commerciale est plus urgente

aujourd’hui qu’à des époques antérieures. Les fermiers

s’imaginent que, parce que au temps de la guerre, ils ont obtenu

des prix élevés en même temps que les fabriques réalisaient de

grands profits, il ne s’agit que d’avoir encore la guerre pour

ramener et ces prix et ces bénéfices. Cette illusion existe même

parmi quelques manufacturiers; dans les classes agricoles elle

est presque universelle; mais il est aisé d’en montrer l’inanité.

Si les circonstances étaient les mêmes qu’aux époques qui ont

précédé 1815, elles amèneraient sans doute les mêmes résultats.

Bien heureusement, sous ce rapport du moins, la situation de

l’Angleterre a tellement changé, qu’il est impossible que des

conséquences semblables découlent d’une législation identique.

Pendant la guerre, qui a rempli ce quart de siècle qui s’est

terminé en 1815, il n’y avait pas de manufactures sur le

continent, et à la paix, l’Angleterre, qui était en possession de

pourvoir tous les marchés du monde, put maintenir pour un temps

les hauts prix occasionnés par la guerre. C’est ce qu’elle fit,

bien que le prix des aliments fût alors plus élevé de 50 p. 100,

dans ce pays que partout ailleurs. Mais quel est l’état actuel

des choses? La paix règne en Europe et en Amérique, et la

population s’y partage entre l’industrie et l’agriculture. Elle

rivalise, sur les marchés neutres, avec le fabricant anglais, et

à moins que celui-ci ne puisse établir les mêmes prix, il lui est

impossible de soutenir la concurrence. Que veut-il donc quand il

demande l’abrogation des lois restrictives? Il veut que les ports

de l’Angleterre soient ouverts aux denrées du monde entier, afin

qu’elles s’y vendent à leur prix naturel, et que les Anglais

soient placés sur le même pied que toutes les autres nations.

Craignez-vous qu’à ces conditions le génie industriel, le capital

et l’activité de la Grande-Bretagne aient rien à redouter?

(Acclamation.) Vos acclamations répondent, *Non*. Ne nous lassons

donc pas de réclamer la liberté du commerce.—J’adresserai

maintenant quelques paroles à ceux qui jouissent du privilége

d’envoyer des représentants au Parlement. Une grande

responsabilité pèse sur eux; car ils ne doivent pas oublier que

le mandat qu’ils confèrent dure sept ans, et pendant ce temps,

quelles que soient leurs souffrances, fût-ce une ruine totale,

ils ne peuvent plus rien pour eux-mêmes. C’est là un grave sujet

de réflexions pour tous les électeurs. Tous sont intéressés à

voir le pays florissant, et ce n’est certes pas son état actuel.

Le seul moyen d’y arriver, c’est d’ouvrir nos ports à toutes les

marchandises du monde. Je pourrais nommer plusieurs nations dont

les produits nous conviennent: je n’en citerai qu’une. À un

meeting tenu en septembre dernier, sous la présidence du duc de

Rutland, M. Everett, ministre plénipotentiaire de l’Union

américaine, fut appelé à prendre la parole, et dit en substance:

«Mon pays désire échanger ses produits contre les vôtres. Vous

avez beaucoup d’objets qui lui manquent, et il a pour vous payer

des marchandises qui encombrent ses quais, jusqu’à ce point qu’on

a été obligé de se servir de salaisons comme de combustibles.»

(Et en effet un citoyen des États-Unis m’a confirmé qu’il y avait

sur les quais de la Nouvelle-Orléans des amas de salaisons qu’on

pourrait vendre à 6 deniers la livre, et qu’on employait en guise

de charbon, à bord des bateaux à vapeur.) «Nous avons, ajoutait

M. Everett, du blé qui pourrit dans nos magasins, et nous

manquons de vêtements et d’instruments de travail.» Qui s’oppose

à l’échange de ces choses? Le gouvernement britannique: ce que

nous réclamons, c’est cette liberté d’échanges avec le monde

entier. Chaque climat, chaque peuple a ses productions spéciales.

Que toutes puissent librement arriver dans ce pays, pour s’y

échanger contre ce qu’il produit en surabondance, et tout le

monde y gagnera. Le manufacturier étendra ses entreprises; les

salaires hausseront; la consommation des produits agricoles

s’accroîtra; la propriété foncière et le revenu public sentiront

le contre-coup de la prospérité générale. Mais avec notre

législation restrictive, les usines sont de moins en moins

occupées, les salaires de plus en plus déprimés, les productions

du sol de plus en plus délaissées, et le mal s’étend à toutes les

classes. Que ceux donc qui ont à coeur le bien-être de la patrie

consacrent à ces graves sujets leurs plus sérieuses méditations.

N’est-il pas vrai que le pays décline visiblement, et ne

donneriez-vous pas à cette assertion votre témoignage unanime?…

[Note 23: On sait qu’au Parlement M. Hume est toujours sur la

brèche. Il laisse rarement passer un article du budget des

dépenses sans demander une économie.]

[Note 24: Ce mot est sir James Graham, ministre secrétaire d’État

au département de l’intérieur.]

On a dit que la loi-céréale était nécessaire pour soutenir les

fermiers; mais voilà la quatrième fois que les fermiers sont

dupes de cette assertion. Le prix de leurs produits s’avilit et

ne se relèvera pas tant que le travail manquera au peuple. Les

propriétaires leur disent: «Si vous ne pouvez payer la rente,

prenez patience, la dépréciation ne sera pas permanente; le cours

de vos denrées se relèvera, comme il fit après les crises de 1836

et 1837.» Mais comment pourrait-on assimiler la détresse actuelle

à celle d’aucune autre époque antérieure? J’ai reçu aujourd’hui

même d’un fermier de Middlesex, nommé M. Fox, un document qui

établit que le capital des tenanciers était tombé de 25 p. 100

dans ces cinq dernières années. Il a calculé que 32 millions de

bêtes à laine, sept millions de bêtes à cornes et 60 millions de

quarters de blé, formant ensemble une valeur de 468 millions de

livres sterling, ont perdu 25 p. 100, ce qui constitue pour les

fermiers une perte de 117 millions de livres. Ce n’est pas là un

tableau imaginaire, et, si les capitaux décroissent dans une

aussi effrayante proportion, comment le pays pourra-t-il

supporter 55 à 56 millions de subsides?

Les *lois-céréales* ont pour objet l’avantage des landlords;

mais, dans mon opinion, elles ne leur ont pas plus profité qu’aux

autres classes de la communauté. Tout ce qu’on peut dire d’eux,

c’est qu’après tout ils n’ont que ce qu’ils méritent, puisque ces

lois sont leur oeuvre. (Rires.) Soyez certains que les rentes

tomberont aussitôt qu’interviendront entre les fermiers et les

seigneurs de nouveaux arrangements; car, si le prix des denrées

décline, il faut bien que les fermages diminuent. Quelle sera

alors la situation du propriétaire? Le sol est grevé d’une

première charge, qui est le pauvre; avant que le seigneur touche

sa rente, il faut que le pauvre soit nourri. Or, il est de fait

que, dans ces derniers temps, la taxe des pauvres a doublé et

même triplé! Dans ma paroisse, Mary-le-Bone, qu’on pourrait

croire une des plus étrangères à la crise actuelle, elle s’est

élevée de 8,500 à 17,000 l. s. Ainsi une portion considérable de

la rente réduite passera aux pauvres. Vient ensuite le clergé; et

l’on sait que depuis la dernière commutation de la loi des dîmes,

le seigneur ne saurait toucher un farthing de sa rente, que les

ministres ne soient payés. Voilà une seconde charge.—Et puis,

voici venir Sir Robert Peel, avec son *income-tax*, qui dit:

«Vous ne palperez pas un shilling sur vos baux que l’Échiquier ne

soit satisfait.» Cette taxe a produit un million huit cent mille

livres sterling pendant ce quartier; mais selon toute apparence,

une faible partie de cette somme aura été acquittée par les

seigneurs, car ils sont toujours les derniers à payer. (Rires.)

C’est une troisième charge de la propriété.—Enfin, s’il est

vrai, comme je l’ai ouï dire, qu’une grande portion du sol est

hypothéquée, c’est une quatrième charge.—Que reste-t-il donc aux

propriétaires campagnards? Je leur conseille d’y regarder de

près. La difficulté est le fruit de leur impéritie, et elle ne

fera que s’accroître jusqu’à ce qu’ils viennent eux-mêmes offrir

leur assistance à la Ligue. (Écoutez! écoutez!) Gentlemen, les

circonstances travaillent pour vous; l’income-tax plaide pour

vous; l’abaissement des revenus témoigne pour vous, et il le

fallait peut-être, car il y en a beaucoup qui ne s’émeuvent que

lorsque leur bourse est compromise.—D’un autre côté, les prisons

regorgent; cent cinquante mille personnes y passent tous les ans,

chacune desquelles suffit ensuite pour en corrompre cinquante

autres. C’est pourquoi je dis que c’est ici une question qui

touche à vos devoirs de chrétiens. Nous demandons justice! Nous

demandons que le gouvernement ne persévère pas dans une voie qui

conduit le pays dans un état de ruine et de mendicité capable de

faire frissonner le coeur de tout homme honnête!

(Applaudissements.)

M. BROTHERTON: Ce n’est pas ici la cause d’un parti, mais celle

de tout un peuple, ce n’est pas la cause de l’Angleterre, mais

celle du monde entier; car c’est la cause de la justice et de la

fraternité. Mon honorable ami a dit que la Ligue soutenait le

principe du sens commun, et il a été reconnu au Parlement, par le

premier ministre de la couronne, que vendre et acheter aux prix

les plus avantageux, étaient le droit de tous les Anglais et de

tout homme. Lui aussi a proclamé que le principe de la liberté

des échanges était le principe du sens commun, mais ce qu’il faut

faire sortir de ce principe, c’est un peu de commune honnêteté.

(Acclamation.) Les législateurs savent bien ce qui est juste;

tout ce que le peuple demande, c’est qu’ils le mettent en

pratique. J’aurai bientôt l’honneur de présenter à la Chambre des

communes une pétition de mes commettants pour le retrait de la

loi-céréale (rires), et je crains bien qu’elle n’y reçoive qu’un

froid accueil. Mes commettants néanmoins veulent que j’en appelle

non-seulement à la Chambre, mais à ce meeting. C’est au peuple de

cette métropole que la nation doit en appeler. Le peuple de la

métropole tient dans ses mains les destinées de l’empire. Il y a

longtemps que les provinces *agitent* cette grande question;

elles en comprennent toute l’importance. C’est la condition la

plus favorable à une prochaine solution; car dans mon expérience,

j’ai toujours reconnu que comme toute corruption descend de haut

en bas, toute réforme procède de bas en haut. (Applaudissements.)

L’agitation actuelle a commencé parmi de pauvres tisserands.

Leurs sentiments furent d’abord méconnus, même par les

manufacturiers, mais ils reconnaissent aujourd’hui que les

pauvres tisserands avaient raison…

J’ai toujours combattu les lois-céréales au point de vue de la

justice; car je les considère comme injustes, inhumaines et

impolitiques. Je dis qu’une loi qui protége une classe de la

communauté aux dépens des autres classes est une loi injuste. Je

ne conteste pas aux landlords le droit de disposer de leurs

propriétés à leur plus grand avantage, et même d’exporter le blé

s’ils le peuvent produire à meilleur marché qu’au dehors; mais

les landlords ont fait une loi qui dépouille l’ouvrier du droit

de disposer du produit de son travail selon sa convenance; et

c’est pourquoi je dis qu’une telle loi ne saurait se maintenir,

voyant qu’elle est si manifestement injuste.—La loi-céréale a

encore le tort d’affecter les diverses classes de la société

d’une manière fort inégale; si elle ôte cinq pour cent au riche,

elle arrache cinquante pour cent aux pauvres, et moi qui ne suis

taxé qu’à cinq pour cent, je finis par oublier jusqu’au sens du

mot *justice*. Ce qui fait que beaucoup d’hommes ne comprennent

pas toute la signification de ce mot, c’est que l’intérêt

personnel les aveugle. Je me rappelle qu’un gentleman, discutant

au milieu d’un grand nombre de gens d’église, ne pouvait leur

faire comprendre le sens d’un terme que je supposerai être ce mot

justice. Il écrivit ce mot et demanda: Qu’est-ce que cela

signifie? Un des ministres s’écria: *Justice*. Le gentleman posa

une guinée sur le mot et dit: Que voyez-vous maintenant? et le

ministre répondit: Rien,—car l’or lui interceptait la vue.

(Rires.)—On dit que ces lois ont été faites, non pour l’avantage

des landlords, mais pour celui des fermiers et des ouvriers des

campagnes. Mais il n’est personne qui, après avoir observé les

effets de ces lois, ne soit arrivé à cette conclusion, qu’elles

ont profité aux manouvriers des districts agricoles; et quant aux

fermiers, s’ils étaient appelés en témoignage, ils déclareraient

qu’ils n’en ont tiré certainement aucun bénéfice. Les seigneurs

sont donc les seuls auxquels on pourrait supposer qu’elles ont

profité; mais on reconnaîtra à la fin qu’il n’en a pas été ainsi.

Je suis assez vieux pour me rappeler les démonstrations

d’enthousiasme avec lesquelles les seigneurs terriens

accueillirent la guerre de France, déclarant que, pour la

soutenir, ils dépenseraient leur dernière guinée et leur dernière

acre de terre; et chacun se hâta de faire honneur de leur

désintéressement à leur patriotisme. Tant que dura la guerre, ils

empruntèrent comme ils purent. Enfin, la paix revint, et avec

elle l’abondance et le bon marché; mais les landlords qui avaient

emprunté de l’argent commencèrent à rechercher comment ils

pourraient en éviter le payement. Quoiqu’ils eussent engagé leur

dernière acre et leur dernier écu à cette cause glorieuse, payer

n’était jamais entré dans leurs intentions. (Écoutez! écoutez!)

Leur premier soin fut de débarrasser leurs épaules de 14 millions

d’impôts fonciers, et puis ils firent la *loi-céréale*, afin de

maintenir le taux élevé des rentes. Ils savaient bien que les

rentes fléchiraient naturellement comme le prix des blés, et ils

inventèrent les lois-céréales. Lorsqu’elles furent portées pour

la première fois devant la législature, lord Liverpool admit avec

franchise et loyauté qu’elles auraient pour effet, et par voie

d’induction, qu’elles avaient pour but, d’empêcher la dépression

des rentes. Ainsi, l’aristocratie qui avait hypothéqué ses

domaines, dans des vues soi-disant patriotiques, au lieu de payer

elle-même ses dettes, saisit la première occasion d’en reporter

le fardeau sur les classes laborieuses; et après avoir emprunté

jusqu’à concurrence de la valeur des terres, elle en a

législativement doublé la rente, en élevant le prix du pain,

c’est-à-dire que c’est le peuple et non elle qui paye les

arrérages. Voilà comment on en a agi envers le peuple de ce pays;

c’est à lui de dire si cela doit continuer. Le duc de Newcastle a

demandé s’il n’avait pas le droit d’user comme il l’entendrait de

sa propriété. (Rires.) Je n’ai pas d’objection à faire contre

cette doctrine convenablement définie; mais puisque nous nous

donnons pour un peuple loyal et religieux, nous devons bien

reconnaître que nul n’a le droit de faire de sa propriété ce

qu’il veut, à moins que ce qu’il veut ne soit juste. Il me semble

qu’il nous est commandé de faire aux autres ce que nous voudrions

qui nous fût fait. Les landlords cependant ont fait des lois pour

obtenir un prix artificiel des fruits de leurs terres, et en même

temps pour empêcher le peuple de recevoir le prix naturel de son

travail. C’est là une grande injustice, et il n’est personne dont

ce ne soit le devoir d’en poursuivre le redressement. La détresse

publique est profonde, quoique plusieurs puissent ne pas

l’éprouver. Elle ne s’est pas encore appesantie sur Londres dans

toute son intensité, ou plutôt elle y est moins aperçue

qu’ailleurs, parce que les hautes classes s’y préoccupent peu du

sort du peuple. Je suis disposé à croire, comme M. Hume, qu’il

règne ici une grande apathie; mais il n’en est pas moins vrai que

la population souffre, et nous venons demander aide et assistance

aux habitants de cette métropole. Il est de leur devoir de

répondre à cet appel, et de faire tous leurs efforts pour ramener

la prospérité dans le pays. La détresse a gagné les classes

agricoles, et elles s’aperçoivent enfin que les meilleurs

débouchés consistent en une clientèle prospère, ou dans le

bien-être général. Il est des personnes qui s’imaginent qu’en

poursuivant le retrait des lois-céréales, les manufacturiers

travaillent pour leur avantage au détriment des autres classes.

C’est là une illusion; la chose est impossible. Il n’est pas

possible que l’activité et l’extension des affaires profitent aux

uns au préjudice des autres. (Cris: Non, non!) Notre population

s’accroît de trois cent mille habitants chaque année. Il faut que

cet excédant soit occupé et nourri. S’il n’est pas nourri au

dehors des *workhouses*, il faudra qu’il soit nourri au dedans.

Mais s’il trouve de l’emploi, des moyens de subsistance, par cela

même il ouvrira aux produits du sol de nouveaux débouchés.

Aujourd’hui la législation prive les ouvriers de travail, en

s’interposant dans leurs échanges; elle en fait un fardeau pour

la propriété. Ainsi que l’a dit M. Hume, il faut bien que ces

ouvriers soient secourus, et à mesure que leur masse toujours

croissante pèsera de plus en plus sur la propriété,

l’aristocratie reconnaîtra que l’honnêteté eût été une meilleure

politique. (Écoutez! écoutez!) Voulez-vous le maintien des

lois-céréales? (Non, non!) Eh bien! j’en appelle à tout homme qui

s’intéresse à l’amélioration du sort du peuple, au progrès de son

éducation intellectuelle et morale, à la prospérité de

l’industrie et du commerce, rallions-nous à la Ligue! unissons

nos efforts pour effacer de nos codes ces lois iniques et

détestables. (Applaudissements prolongés.)

M. MILNER GIBSON se lève, et après quelques considérations il continue en ces termes:

Je ne puis jeter les yeux sur cette nombreuse et brillante

assemblée, sans me sentir assuré que nous agitons ici une

question nationale. On a parlé de *meetings* réunis par surprise;

mais tant d’hommes distingués ne sauraient se réunir que pour une

cause qui préoccupe à un haut degré l’esprit public.

(Assentiment.) Certes, s’il s’agissait de discourir sur le fléau

de l’abondance, sur les charmes de la disette, sur les bienfaits

des restrictions industrielles et commerciales, une plus étroite

enceinte suffirait[25]. (Rires.) Un autre trait caractéristique

de ces assemblées, et dont je dois vous féliciter, c’est d’être

sanctionnées et embellies par la plus gracieuse portion de la

communauté. Comment expliquer la présence du beau sexe dans cette

enceinte? Il n’est pas disposé d’ordinaire à s’intéresser à de

pures questions d’argent, et à d’arides problèmes d’économie

politique. Pour avoir mérité son attention, il faut bien que

notre cause renferme une question de philanthropie, une question

qui touche aux intérêts de l’humanité, à la condition morale et

physique du plus grand nombre de nos frères! et si les dames

viennent applaudir aux efforts de la Ligue, c’est qu’elles

entendent soutenir ce grand principe évangélique, ce dogme de la

fraternité humaine que peuvent seuls réaliser l’affranchissement

du commerce et la libre communication des peuples.

(Applaudissements prolongés.) Une autre leçon qui dérive de cette

grande démonstration, c’est que la philanthropie n’a pas besoin

de s’égarer dans les régions lointaines pour trouver un but à ses

efforts. La détresse règne autour de nous; c’est notre propre

patrie maintenant qui réclame ces nobles travaux humanitaires par

lesquels elle se distingue avec autant d’honneur.

(Applaudissements.) J’apprécie les motifs et la générosité de

ceux qui s’efforcent de répandre jusqu’aux extrémités du globe

les bienfaits de la foi et de la civilisation; mais je dois dire

qu’il y a tant de souffrances autour de nos foyers, qu’il n’est

plus nécessaire d’aller chercher aux antipodes ou en Chine un

aliment à notre bienveillance. (Applaudissements.) Je regrette

l’absence d’un gentleman qui devait prendre ce soir la parole.

(De toutes parts: il est arrivé. En effet, M. Bright vient de

monter sur l’estrade.) Je veux parler du colonel Thompson, et je

suis fâché de n’avoir pas plus tôt prononcé son nom. Je regrette

l’absence de ce gentleman, qui, par ses écrits et ses discours, a

plus que tout autre fourni des arguments contre le monopole.

C’est de ses nombreuses publications, et particulièrement de son

Catéchisme contre les lois-céréales que j’ai tiré les matériaux

dont je me suis servi pour combattre ces lois. On raconte que

Georges III rencontra par hasard un mot heureux. Une personne lui

disait que les avocats étaient des gens habiles, possédant dans

leur tête une immense provision de science légale pour tous les

cas. Non, dit Georges III, les avocats ne sont pas plus habiles

que d’autres et ils n’ont pas plus de lois dans la tête: mais ils

savent où en trouver quand ils en ont besoin. (Rires.) Dans les

ouvrages du colonel Thompson, vous trouverez la solution de

toutes les questions qui se rattachent à notre cause, et vous vous rendrez maîtres des arguments qu'il faut opposer aux lois-céréales. Que sont ces lois, après tout? On a dit qu'elles étaient nécessaires,—pour protéger l'industrie nationale,—pour assurer de l'emploi aux ouvriers des campagnes,—pour placer le pays dans un état d'indépendance à l'égard de l'étranger.—D'abord, en ce qui touche le *travail national*, la protection n'est qu'un mot spécieux. Il implique une faveur conférée par la législature aux personnes protégées. Quand on y regarde de près, en effet, on s'aperçoit que tout se réduit à décourager quelques branches d'industrie pour en encourager d'autres, c'est-à-dire à gratifier de certaines faveurs des classes déterminées. (Ici l'orateur examine l'influence des lois restrictives sur la propriété, le fermage et la main-d'oeuvre.)

Si l'on considère les conséquences des lois-céréales relativement à l'industrie, on ne peut nier qu'elles n'aient pour objet direct

de la contenir dans de certaines limites. Le but qu’on se propose, avec une intention bien arrêtée, c’est de prévenir l’émancipation et l’accroissement des classes industrieuses, d’abord pour conserver aux landlords des rentes exagérées, ensuite pour les maintenir dans leur position au plus haut degré de l’échelle sociale. (Applaudissements.) Je répète que les landlords ont pour but de conserver cet ascendant qu’ils exercent sur le pays, ascendant qu’ils ne doivent certes pas à leurs talents ou à leur supériorité; ils le veulent conserver néanmoins pour demeurer à toujours les dominateurs des classes moyennes et laborieuses. (Applaudissements.) Ils voient d’un oeil d’envie les progrès de la richesse et de l’intelligence parmi les classes rivales, et, dans leur fol amour des distinctions féodales, ils ont fait des lois pour assurer leur domination. (Bravos prolongés.) On a dit encore que nous proposions une mesure violente, et que, eu égard aux tenanciers et aux capitaux engagés

dans l’agriculture, il ne fallait pas, par trop de précipitation,

ajouter aux embarras de la situation actuelle. Je réponds, dans

l’intérêt des tenanciers eux-mêmes, que rien ne saurait leur être

plus profitable que l’abrogation absolue et immédiate de la loi.

(Assentiment.) C’est dans leur intérêt surtout qu’il faut

renouveler entièrement les bases de notre police commerciale. Des

changements périodiques et successifs ne feraient, pour ainsi

dire, qu’organiser le désordre. Il vaut mieux pour eux que la

révolution s’opère complétement et d’un seul coup. Puisqu’on

reconnaît la justice du principe de la liberté commerciale, je le

demande, pourquoi refuse-t-on de le mettre en pratique? C’est en

réclamant, d’une manière absolue, l’abrogation immédiate et

totale de toutes les lois restrictives; c’est en suivant cette

ligne de conduite, la seule qui ait pour elle l’autorité des

principes, que la Ligue a rallié autour d’elle tout ce qu’il y a

dans le pays d’intelligence, d’enthousiasme et de dévouement. Ce

n’est pas que je veuille nier qu’une mesure de transaction, telle

que le droit fixe de 8 shillings, si le dernier cabinet l’eût

fait prévaloir, n’eût conféré au pays de grands avantages et

résolu pour un temps de graves questions, etc.....

[Note 25: Allusion aux meetings des prohibitionnistes qui se

tiennent dans le salon d’une maison particulière de

Bond-Street.]

Puisque j’ai parlé du droit fixe, je dois répondre à cette

étrange assertion, que le droit sur le blé est payé par

l’étranger. S’il en est ainsi, il ne s’agirait que d’augmenter ce

droit pour rejeter sur l’étranger tout le fardeau de nos taxes.

(Rires et applaudissements.) Si toutes nos importations

provenaient d’une petite île comme Guernesey, je pourrais

comprendre qu’elles seraient trop disproportionnées avec la

consommation du pays, pour qu’un droit prélevé sur ce faible

supplément pût affecter le prix du blé indigène. Dans cette

hypothèse, abolir le droit, ce serait en faire profiter le

propriétaire de Guernesey. Mais avec la liberté du commerce, les

arrivages nous viendraient de tous les points du globe, et

feraient au blé indigène une concurrence suffisante pour le

maintenir à bas prix. Dans de telles circonstances, une taxe sur

le blé étranger ne peut qu’élever le prix du blé national, et

soumettre par conséquent le peuple à un impôt beaucoup plus lourd

que celui qui rentre à l’Échiquier…..

On dit encore que, si nous supprimons la taxe sur le blé

exotique, l’étranger pourra le soumettre à un droit

d’exportation, et attirer vers son trésor public une source de

revenu, qui maintenant va à notre trésor. Si les étrangers

interrompaient ainsi le commerce du blé, nos agriculteurs du

moins ne devraient pas s’en plaindre, puisque c’est ce qu’ils

font eux-mêmes.—Mais commençons par mettre de notre côté la

chance que l’étranger s’abstiendra d’établir de tels droits.

(Approbation.) Ouvrons nos ports, et s’il se rencontre un

gouvernement qui taxe le blé destiné à l’Angleterre, il sera

victime de son impéritie, car nous irons chercher nos

approvisionnements ailleurs.

Il est un autre sophisme qui a fait son entrée dans le monde sous

le nom de *traités de commerce*[26]. On nous dit: «N’abrogez pas

les lois-céréales jusqu’à ce que l’étranger réduise les droits

sur nos produits manufacturés.» Ce sophisme repose sur l’opinion

que le gouvernement d’un pays est disposé à modifier son tarif à

la requête des étrangers; il tend à subordonner toute réforme

chez un peuple à des réformes chez tous les autres.

[Note 26: En 1842, sir Robert Peel, en présentant au Parlement la

première partie de cette réforme commerciale que nous voyons se

développer en 1845, disait qu'il n'avait pas touché à plusieurs

articles importants, tels que le sucre, le vin, etc., pour se

ménager les moyens d'obtenir des traités de commerce avec le

Brésil, la France, l'Espagne, le Portugal, etc.; mais il

reconnaissait en principe, que si les autres nations refusaient

de recevoir les produits britanniques, ce n'était pas une raison

pour priver les Anglais de la faculté d'aller acheter là où ils

trouveraient à le faire avec le plus d'avantage. Ses paroles

méritent d'être citées:

«We have reserved many articles from immediate reduction in the

hope that ere long we may attain what is just and right, namely

increased facilities for our exports in return; at the same time,

I am bound to say, that it is for the interest of this country to

buy cheap, whether other countries will buy cheap from us or no.

We have right to exhaust all means to induce them to do justice,

but if they persevere in refusing, the penalty is on us if we do

not buy in the cheapest market.» (Speech of Sir Robert Peel, 10th

May 1842.)

Toute la science économique, en matière de douanes, est dans ces

dernières lignes.]

Mais quelle est, au sein d’un peuple, la force capable de

détruire la protection? Ce n’est pas les prétentions de

l’étranger, mais l’union et l’énergie du peuple, fatigué d’être

victime d’intérêts privilégiés. Voyez ce qui se passe ici.

Qu’est-ce qui maintient les lois restrictives? C’est l’égoïsme et

la résolution de nos monopoleurs, les Knatchbull, les Buckingham,

les Richmond. Si l’étranger venait leur demander l’abandon de ces

lois, adhéreraient-ils à une telle requête? Certainement non. Les

exigences de l’étranger ne rendraient nos seigneurs ni plus

généreux, ni plus indifférents à leurs rentes, ni moins soucieux

de leur prépondérance politique. (Applaudissements.) Eh bien, en

cela les autres pays ne diffèrent pas de celui-ci; et si nous

allions réclamer d’eux des réductions de droits, ils ont aussi

des Knatchbull et des Buckingham engagés dans des priviléges

manufacturiers, et on les verrait accourir à leur poste pour y

défendre vigoureusement leurs monopoles. Ailleurs, comme ici, ce

n’est que la force de l’opinion qui affranchira le commerce.

(Écoutez! écoutez!) Je vous conseille de ne pas vous laisser

prendre à ce vieux conte de *réciprocité*; de ne point vous

laisser détourner de votre but par ces histoires d’ambassadeurs

allant de nation en nation pour négocier des traités de commerce

et des réductions réciproques de tarifs. Le peuple de ce pays ne

doit compter que sur ses propres efforts pour forcer

l’aristocratie à lâcher prise. (Acclamations.)—La question

maintenant est de savoir sous quelle forme nous nous adresserons

à la législature. Demanderons-nous aux landlords l’abrogation des

lois restrictives comme un acte de charité et de condescendance?

solliciterons-nous à titre de faveur, ou exigerons-nous comme un

droit la libre et entière disposition des fruits de notre

travail, soit que nous les devions à nos bras ou à notre

intelligence? (Bravos prolongés.) On a dit, je le sais, que le

joug de l’oppression avait pesé si longtemps sur la classe

moyenne, qu’elle avait perdu jusqu’au courage de protester, et

que son coeur et son esprit avaient été domptés par la servilité.

Je ne le crois pas. (Applaudissements.) Je ne puis pas croire que

les classes moyennes et laborieuses, du moment qu’elles ont la

pleine connaissance des maux que leur infligent les nombreuses

restrictions imposées à leur industrie par la législature,

reculent devant une démonstration chaleureuse et unanime

(bruyantes acclamations), pour demander d’être placées, avec les

classes les plus favorisées, sur le pied d’une parfaite

égalité.—Les propriétaires terriens me demanderont si, lorsque

je réclame l’abolition de leurs monopoles, je suis autorisé par

les manufacturiers à abandonner toutes les protections dont ils

jouissent. Je réponds qu’ils sont prêts à faire cet abandon

(applaudissements), et je rougirais de paraître devant cette

assemblée pour y plaider la cause de l’abrogation des

lois-céréales, si je ne réclamais en même temps l’abolition

radicale de tous les droits protecteurs, en quoi qu’ils puissent

consister. (Applaudissements.) C’est sur ce terrain que nous

avons pris position et que nous entendons nous maintenir. Les

lois-céréales, aussi bien que les autres droits protecteurs, ont

passé au Parlement alors que les classes manufacturières et

commerciales n’y étaient pas représentées, à une époque où ce

corps nombreux et intelligent, qui forme la grande masse de la

communauté, ne pouvait s’y faire entendre par l’organe de ses

députés. Vainement reproche-t-on aux manufacturiers de jouir des

bienfaits de la protection, comme par exemple de droits à

l’entrée des étoffes de coton à Manchester, ou de la houille à

Newcastle. (Rires.) N’est-il pas clair que les landlords ont

admis ces priviléges illusoires pour faire passer les leurs?

(Approbation.) Ce ne sont pas les manufacturiers qui ont établi

ces droits, c’est l’aristocratie, qui, pénétrant dans leurs

comptoirs, a la prétention de leur dicter quand, où et comment

ils doivent accomplir des importations et des échanges. Il est

puéril de reprocher à l’industrie ces droits protecteurs, car les

lois existantes n’émanent pas d’elle; et la responsabilité en

appartient tout entière, ainsi que celle de la détresse

nationale, au Parlement britannique. (Acclamations prolongées.)

On a dit que, si la cité de Londres était lente à entrer dans ce

mouvement, c’est qu’elle ne voulait pas recevoir de lois. Je n’ai

jamais compris que la Ligue ait cherché à s’imposer à qui que ce

soit. Nous sommes ici pour un objet commun, le bien-être de la

communauté, et, par-dessus tout, celui du commerce de Londres.

Est-il possible, par une interprétation absurde, de nous accuser

d’outrecuidance, lorsque nous nous bornons à venir dire aux

classes laborieuses: «Votre industrie sera mieux placée sous

votre direction que sous celle des chasseurs de renards de la

Chambre des communes (rires et applaudissements); elle prospérera

mieux sous le régime de la liberté que sous le contrôle

oppresseur de ces gentilshommes que des votes corrompus ont

transformés en législateurs.» (Tonnerre

d’applaudissements.)—J’arrive maintenant à cette question:

L’abrogation de la loi-céréale est-elle une mesure praticable? Si

nous pouvons convaincre le premier ministre et l’administration

que l’opinion publique est favorable à cette mesure, je suis

convaincu qu’elle sera proposée au Parlement; elle n’est pas

hors de notre portée, nous ne courons pas après un objet

impraticable. Des réformes plus profondes ont été préparées et

amenées par la discussion, par l’appel à la raison publique et au

moyen de ce qu’on nomme aujourd’hui *agitation*. Je crois que

l’aristocratie elle-même, si elle voit que le pays est décidé,

acquiescera par pudeur, et, sinon par pudeur, du moins par

crainte. (Bruyantes acclamations.) Vous redoutez la Chambre des

lords. Mais, quoi! il n’y a pas dans tout le pays un corps plus

complaisant! (Rires.) Il n’y a pas dans toute la métropole quatre

murs qui renferment une collection d’hommes si timides! Que le

pays manifeste donc sa résolution, et l’administration proposera

la mesure, les communes la renverront aux lords qui la voteront à

leur tour. Peut-être n’obtiendra-t-elle pas les suffrages du banc

des évêques, mais Leurs Révérences en seront quittes pour aller

se promener un moment en dehors de la salle. (Rires.) Les grands

propriétaires ont déjà montré d’autres sympathies de docilité,

par exemple en votant l’admission des bestiaux étrangers, ce

qu’ils se sont hâtés de faire lorsqu’ils ont vu qu’abandonner le

ministère, c’était renoncer à la portion d’influence que, par

certains arrangements, le cabinet actuel leur a assurée. Les

promesses solennelles faites aux fermiers ne les ont pas arrêtés.

En parcourant ces jours derniers un livre d’histoire naturelle,

je suis tombé sur la description d’un oiseau, et j’en ai été frappé, tant elle s’applique aussi à ces gentilshommes campagnards envoyés au Parlement comme monopoleurs, et qui néanmoins admettent enfin les principes de la liberté commerciale. Le naturaliste dit, en parlant du rouge-queue (bruyants éclats de rires): «Son chant sauvage n’a rien d’harmonieux; mais lorsqu’il est apprivoisé, il devient d’une docilité remarquable. Il apprend des airs à la serinette; il va même jusqu’à parler.» (Rires prolongés.) Que l’administration présente donc une mesure décisive, et les grands seigneurs s’y soumettront, car tout le monde peut avoir remarqué que, dans la dernière session, leurs discours ont eu une teinte apologétique, et semblent avoir été calculés plutôt pour excuser que pour soutenir les lois-céréales. Quelques personnes pourront penser que je vais trop loin en demandant l’abrogation totale (non, non); mais je les prie d’observer qu’une *protection modérée*

empêcherait l’entrée d’une certaine quantité de blé, et que, relativement à cette quantité, elle agirait comme une *prohibition absolue*. C’est donc un sophisme de dire que la protection diffère en principe de la prohibition. La différence n’est pas dans le principe, mais dans le degré. La Ligue a répudié le principe même de la protection. Elle proclame que toutes les classes ont un droit égal à la liberté des échanges et à la rémunération du travail. (Approbation.) Je sais qu’on me dira que l’Angleterre est un pays favorisé, et qu’elle devrait se contenter de ses avantages; mais je ne puis voir aucun avantage à ce que les ouvriers de l’Angleterre ne soient pas pourvus des choses nécessaires à la vie aussi bien que ceux des États-Unis ou d’ailleurs. On peut se laisser éblouir et séduire par les parties ornementales de notre constitution et l’antiquité vénérable de nos institutions; mais la vraie pierre de touche du mérite et de

l’utilité des institutions, c’est, à mon sens, que le grand corps

de la communauté atteigne à une juste part des nécessités et du

confort de la vie. Je dis que, dans un pays comme celui-ci, qui

possède tant de facilités industrielles et commerciales, tout

homme sain de corps et de bonne volonté, doit pouvoir atteindre

non-seulement à ce qui soutient, mais encore à ce qui améliore,

je dis plus, à ce qui embellit l’existence. (Applaudissements.)

C’est ce qu’admet la cité de Londres, dans le mémoire qu’elle a

récemment soumis au premier ministre, au sujet de la

colonisation. N’ayant pas lu ce mémoire, je ne m’en fais pas le

juge, mais je sais qu’il a été signé par des adversaires comme

par des partisans de la liberté commerciale. Quant aux premiers,

je leur demanderai, avec tout le respect que je leur dois,

comment ils peuvent, sans tomber en contradiction avec eux-mêmes,

nous engager à créer au loin et à gros frais de nouveaux marchés

pour l’avenir, quand ils nous refusent l’usage des marchés déjà

existants. Je ne puis concilier le refus qu’on nous fait du

libre-échange avec les États-Unis, où il existe une population

nombreuse, qui a les mêmes besoins et les mêmes goûts que celle

de ce pays, avec l’ardeur qu’on montre à créer de nouveaux

marchés, c’est-à-dire à provoquer l’existence d’une population

semblable à celle des États-Unis, et cela pour ouvrir dans

l’avenir des débouchés à notre industrie. C’est là une

inconséquence manifeste. Quant à ceux qui soutiennent à la fois

et les principes de la Ligue et le projet de colonisation,

n’ont-ils pas à craindre de s’être laissé entraîner à appuyer une

mesure que le monopole considère certainement comme une porte de

secours, comme une diversion de ce grand mouvement que la Ligue a

excité dans le pays? (Écoutez!) Je ne veux pas contester les

avantages de la colonisation; mais il me semble qu’il faut

savoir, avant tout, si l’ouvrier veut ou ne veut pas vivre sur sa

terre natale. (Approbation.) Je sais bien que les personnes

auxquelles je m’adresse n’entendent pas appuyer l’_émigration

forcée_; je suis loin de leur imputer une telle pensée. Mais il y

a deux manières de forcer les hommes à l’exil. (Écoutez!

écoutez!) La première, c’est de les prendre pour ainsi dire corps

à corps, de les jeter sur un navire, et de là sur une plage

lointaine; la seconde, c’est de leur rendre la patrie si

inhospitalière qu’ils ne puissent pas y vivre (acclamation), et

je crains bien que l’effet des lois restrictives ne soit de

pousser à l’expatriation des hommes qui eussent préféré le foyer

domestique. (Applaudissements.) Messieurs, j’ai abusé de votre

patience. (Non, non, parlez, parlez.) On vous dira que les autres

nations sont, comme celle-ci, chargées d’entraves et de droits

protecteurs; cela n’affaiblit en rien mon argumentation. Nous

devons un exemple au monde. C’est à nous, par notre foi en nos

principes, à déterminer les autres peuples à se débarrasser des

liens dont les gouvernements les ont chargés. Notre exemple

sera-t-il suivi? C’est ce que nous ne saurions prédire. Notre but

est le bien général, notre moyen un grand acte de justice. C’est

ainsi que déjà nous avons émancipé les esclaves; et puisque les

lois-céréales sont aussi l’esclavage sous une autre forme, je ne

puis mieux terminer que par ces paroles de Sterne, car il n’y en

a pas de plus vraies: «Déguise-toi comme il te plaira, esclavage,

ta coupe est toujours amère, et elle n’a pas cessé de l’être

parce que des milliers d’êtres humains y ont trempé leurs

lèvres.» (L’orateur s’assoit au bruit d’applaudissements

prolongés.)

Le président, en introduisant M. Bright, dit que quoiqu'il ne puisse pas le présenter à l'assemblée comme représentant de Durham, il n'est personne qui mérite plus de sa part un chaleureux et gracieux accueil.

M. Bright raconte qu'étant à Nottingham pour y poser en face des électeurs la question commerciale, qui, selon toute apparence, triomphera dans la personne d'un membre de la Ligue, M. Gisborne (applaudissements), il apprit qu'une réélection allait avoir lieu à Durham, où un grand nombre d'électeurs étaient disposés en faveur d'un candidat *free-trader*[27]. Je m'empressai de m'y rendre, continue M. Bright, sans la moindre intention de me présenter moi-même aux suffrages des électeurs, mais pour appuyer tout candidat qui professerait nos principes. Par suite de quelques malentendus, aucun candidat libéral ne se présentant, des hommes graves et réfléchis me pressèrent de me porter moi-même. Le temps me manquait pour prendre conseil de mes amis politiques; je me déterminai à publier une adresse qui parut à huit heures; à onze l'élection commença.—Lorsqu'on considère que Durham est une ville épiscopale (rires); que le marquis de Londonderry exerce sur ce bourg une influence énorme quoique très-inconstitutionnelle, disposant de cent électeurs qui votent comme un seul homme sous ses inspirations; que mon adversaire est un homme d'un rang élevé; qu'il a déjà représenté Durham, et qu'il a eu tout le temps qu'il a voulu pour préparer l'élection, je crois qu'on peut voir dans ce qui vient de se passer le présage certain d'un prochain triomphe, puisque j'ai obtenu 406 suffrages contre 507, ce qui constitue la plus forte minorité que le parti libéral ait jamais obtenue à Durham depuis le bill de réforme, *etc.*

[Note 27: *Free-trader*, partisan de la liberté commerciale.]

L’orateur continue son discours au milieu d’applaudissements réitérés.

Le président, en fermant la séance, renouvelle à tous les assistants la recommandation de propager autant que possible les journaux qui insséreront le procès-verbal dans leurs colonnes.

MEETING HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE

13 avril 1843.

Il devient maintenant inutile de parler de l’immense concours qu’attirent ces réunions. Quelque vaste que soit le théâtre de Drury-Lane, il est à notre connaissance qu’un grand nombre de personnes n’ont pu être admises. Le bruit s’étant répandu qu’il n’y aurait pas d’autres meetings jusqu’après les fêtes de Pâques, une foule considérable affluait dans les rues adjacentes. Il nous a semblé que les dames étaient plus nombreuses que dans les occasions précédentes, et l’assemblée présentait un air de distinction bien propre à soutenir le caractère de ces meetings, qui est de représenter la classe moyenne. Nous avons remarqué sur la plate-forme un grand nombre de membres du Parlement.

Le président annonce qu’il n’y aura pas de réunion la semaine prochaine. Dans l’intervalle, les membres de la Ligue se disperseront dans le pays pour exciter cette *agitation* dont les résultats sont sensibles à Londres. Il rend compte de plusieurs meetings tenus dans les comtés par les adversaires et par les partisans de la liberté commerciale, et particulièrement de celui de Somerset, dans lequel se sont fait entendre MM. Cobden, Bright et Moore. De semblables réunions auront lieu successivement dans chaque comté du royaume tous les samedis. M. Cobden s’est engagé à y assister. (Bruyantes acclamations.) Ce système d’agitation ne sera plus abandonné tant qu’il restera à visiter un coin du territoire. Nous commençons à éprouver les bons effets de la distribution des brochures dans les districts agricoles. La faiblesse de nos adversaires y devient visible. Nous sommes déterminés à porter la guerre jusque dans leurs propres citadelles, et à arracher de leurs mains cette influence politique dont ils ont tant abusé. (Acclamations.)

Vous aurez le plaisir d’entendre ce soir mon excellent ami, le docteur Bowring, m. P. (applaudissements), ensuite M. Elphinstone, m. P. (applaudissements), et enfin votre estimable concitoyen, le révérend John Burnet. (Bruyantes acclamations.) Avant la clôture de la séance, M. Heyworth, de Liverpool, vous soumettra une proclamation qui a été approuvée par le conseil de la Ligue, et que nous nous proposons d’adresser au peuple d’Angleterre.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Le docteur BOWRING se lève au bruit des applaudissements enthousiastes. L’honorable gentleman s’exprime en ces termes:

Ladies et gentlemen: Il est permis d’éprouver quelque embarras et

quelque anxiété en présence d’un auditoire aussi imposant. Quant

à moi, qui ai vu les commencements de la Ligue et ses premiers

combats, quand je compare cette multitude assemblée avec le petit

nombre d’hommes qui résolurent d’éveiller l’attention publique

sur cette grave question, et de renoncer à tout repos jusqu’à ce

qu’ils eussent vaincu le grand abus dont ils voyaient souffrir

leurs concitoyens, je vous assure, mes amis, que je me sens

encouragé, car j’éprouve que d’honorables et vertueux efforts

trouvent toujours une digne récompense. (Applaudissements.) Nous

avons tous une mission qui nous a été confiée par la Providence.

Comme hommes, comme chrétiens, comme citoyens, nous avons des

devoirs à remplir. La femme aussi a sa mission, sa haute et

sainte mission! Sa présence dans cette enceinte nous prouve

qu’elle en comprend toute l’étendue et qu’elle se sent appelée à

porter l’efficace tribut de son concours dans la grande lutte où

nous sommes engagés. (Bruyantes acclamations.) Les peuples ont

aussi leur mission; et l’Angleterre, la plus grande des

nations,—l’Angleterre, qui possède plus de pouvoir et

d’influence qu’il n’en avait jamais été confié à aucune

association d’êtres humains,—l’Angleterre, plus grande que la

Phénicie, alors que Tyr et Sidon remplissaient le monde du bruit

de leur renommée,—cette noble Angleterre, qui étend ses bras

jusqu’aux extrémités du globe, qui a fait pénétrer son influence

parmi les hommes de tous les climats, de toutes les races, de

toutes les langues, de toutes les religions,—l’Angleterre a

aussi la plus haute et la plus noble des missions, celle

d’enseigner au monde que le commerce doit être libre

(acclamations),—que tous les hommes sont faits pour s’aimer et

s’entr’aider les uns les autres,—pour se communiquer

réciproquement les avantages et les bienfaits divers qui leur ont

été départis par la nature,—pour vivre en bon voisinage comme

des frères, sans égard aux fleuves ou aux montagnes qui les

séparent. Oui, c’est la mission de l’Angleterre de montrer aux

hommes qu’ils remplissent un devoir commun, qu’ils font un moral

usage des prérogatives qui leur ont été conférées par la

Providence, qu’ils témoignent de leur fraternité comme enfants

d’un même père, lorsqu’ils consacrent leurs efforts à émanciper

le travail, lorsqu’ils ouvrent toute la terre aux libres et

amicales communications des peuples, lorsqu’ils renversent ces

barrières élevées, non dans l’intérêt de tous, mais dans

l’intérêt du petit nombre, dans le sinistre intérêt d’une

aristocratie qui, pour le malheur de l’humanité, ayant usurpé le

pouvoir législatif, n’en usa jamais que dans des vues égoïstes et

personnelles. (Applaudissements.) Que si les peuples ont leur

mission, les cités ont aussi la leur. Birmingham a *agité* pour

le bill de réforme électorale, pour l’émancipation politique de

l’Angleterre. (Acclamations.) Manchester s’est levée à son tour

pour l’accomplissement d’un devoir plus élevé, d’une oeuvre plus

grande et plus sainte; Manchester s’est levée pour émanciper le

monde industriel; et Manchester,—honneur à cette cité!—a

produit des hommes dignes que cette sublime mission leur fût

confiée! (Acclamations prolongées.) Mes amis, je l’ai déjà dit,

nous ne représentons point ici un égoïste et sinistre intérêt.

Les doctrines que nous enseignons ici n’intéressent pas nous

seuls, elles intéressent toute la grande confraternité humaine;

car la voix de l’Angleterre, cette voix majestueuse, quand elle

s’élève, retentit jusqu’aux confins de la terre, et les vérités

que nous proclamons, revêtues de notre belle langue, sont portées

sur les ailes de tous les vents du ciel. (Applaudissements.) J’ai

devant moi un document venu de la Chine, cette terre fleurie du

Céleste Empire; il est rempli des opérations de la Ligue.

(Acclamations.) Là, vous avez fondé un nouveau pouvoir; vous avez

porté la terreur de votre nom au milieu d’un peuple innombrable,

et que vous dit l’écho qui revient de ce lointain pays? Il vous

dit: Si vous voulez tirer parti de votre influence, affranchissez

votre commerce, mettez-nous à même d’échanger avec vous, réalisez

les opinions que votre premier ministre a proclamées devant votre

Chambre des communes; prouvez-nous que lorsque sir Robert Peel a

déclaré que «acheter à bon marché et vendre cher, était la

politique du sens commun,» il croyait à ses propres paroles;

faites pénétrer dans vos lois cette théorie qu’il a exaltée comme

celle de tout homme consciencieux et de toute nation intelligente

et honnête. (Applaudissements.) J’ai encore devant moi une longue

lettre d’Ava, le royaume du seigneur au pied d’or et de

l’éléphant blanc, et cette lettre m’annonce que ce qui se passe

en Angleterre produit une telle excitation dans ces lointaines

contrées, que l’on s’y est soulevé contre les monopoles. Le

peuple s’est aperçu que son souverain le pille sous prétexte de

le protéger, et il est en train de lui donner une leçon qui

promet des modifications dans les conseils de l’empire. (Rires et

applaudissements.) Voyez l’Égypte! Il y a dans cette assemblée

des hommes distingués venus des bords du Nil. Ils désirent savoir

si on laissera enfin les surabondantes productions de cette terre

privilégiée venir rassasier le peuple affamé de l’Angleterre. Les

patriarches des anciens temps descendirent en Égypte pour y

trouver du soulagement contre les maux de la famine, à une époque

que nous qualifions de barbare, et cependant aucune loi n’empêcha

les fils de Jacob d’aller sur les rives du Nil, et de rapporter

en Palestine la nourriture dont ils avaient besoin. Au temps de

la révélation mosaïque, et même dans les temps antérieurs, aucun

obstacle ne s’opposait à ces communications. Sera-t-il dit que le

christianisme a laissé dégénérer les hommes au-dessous du niveau

moral auquel ils étaient parvenus dès ces temps reculés! Est-ce

ainsi que nous devons appliquer le commandement de faire aux

autres ce que nous voudrions qui nous fût fait? Est-ce là

l’interprétation que nous donnons à la plus sublime de toutes les

leçons: «Aimez-vous les uns les autres comme des frères?» Ah!

l’enseignement du monopole est: «Haïssez-vous, dépouillez-vous

les uns les autres.» (Bruyantes acclamations.)—Mais la liberté

du commerce enseigne une tout autre doctrine. Elle introduit

parmi les hommes et dans leurs transactions journalières la

religion de l’amour. La liberté du commerce, j’ose le dire, c’est

le christianisme en action. (Applaudissements.) C’est la

manifestation de cet esprit de bénignité, de bienveillance et

d’amour qui cherche partout à éloigner le mal, qui s’efforce en

tous lieux d’augmenter le bien. (Immenses acclamations.)—On

parle de l’Orient. Il a été dans ma destinée d’errer parmi les

ruines de ces anciennes cités auxquelles je faisais tout à

l’heure allusion. J’ai vu les colonnes de Tyr dans la poussière.

J’ai vu ce port vers lequel affluaient jadis les vaisseaux de ses

marchands fastueux, princes et dominateurs de la terre, vêtus de

pourpre et de lin, et maintenant, il n’y a pas une colonne qui

soit restée debout; elles sont cachées sous le flot et sous le

sable; la gloire s’est exilée de ces lieux!—Et qui en a

recueilli l’héritage? qui, si ce n’est les enfants de

l’Angleterre? Quand je compare ces vicissitudes et ces destinées,

quand je me rappelle qu’au temps de la prospérité de Tyr et de

Sidon, au temps où la Phénicie représentait tout ce qu’il y avait

de grand et de glorieux sur la terre, notre île n’était qu’un

désert habité par une poignée de sauvages, je puis bien me

demander à quelle cause l’une doit son déclin, et l’autre sa

prodigieuse élévation. C’est le commerce qui nous a faits grands;

c’est le travail de nos mains industrieuses qui a élevé notre

puissance. L’industrie a créé nos richesses, et nos richesses ont

créé cette influence politique qui attire sur nous les regards de

l’humanité. Et maintenant le monde se demande quel enseignement

nous allons lui donner. Ah! nous n’avons que trop disséminé sur

le globe des leçons de folie et d’injustice! Le temps n’est-il

pas venu où il est de notre devoir de donner des leçons de vertu

et de sagesse?—Et cette cité,—cette cité qui dans ces temps

reculés échappait aux regards de la renommée; cette cité qui

surpasse par le nombre des habitants plusieurs des nations et

royaumes qui se sont fait un nom dans l’histoire,—ne

voudra-t-elle pas aussi se montrer digne de sa destinée?

(Applaudissements.) Non, elle ne restera pas en arrière.

(Nouveaux applaudissements.) Des réunions comme celle-ci ne

laissent aucune incertitude, et répondent éloquemment à ceux qui

disent que la Ligue travaille en vain, qu’elle se lassera de son

oeuvre, et que le monopole peut dormir en paix à l’ombre du

mancenillier qu’il a planté sur le sol de la patrie. Oh! qu’il ne

compte pas sur un tel avenir! Si l’effort que nous faisons

maintenant, pour affranchir le commerce, le travail et l’échange,

ne suffit pas, nous en ferons un plus grand (acclamations), et

puis un plus grand encore. (Tonnerre d’applaudissements.) Nous

creuserons de plus en plus la mine sous le temple du monopole;

nous y amoncellerons de plus en plus les matières explosibles,

jusqu’à ce que le Parlement en approche l’étincelle fatale, et

que l’orgueilleux édifice vole en éclats dans les airs. Alors de

libres relations existeront entre toutes les nations de la terre,

et ce sera la gloire de l’Angleterre d’avoir ouvert la noble

voie. S’il fallait des exemples pour prouver les fatales

conséquences du monopole, l’histoire nous en fournirait de toutes

parts. Considérez les plus belles portions du globe. Voyez

l’Espagne. Vous avez entendu parler de ses fleuves, qui, selon

les poëtes, roulent des sables d’or; vous avez entendu parler de

ses riches vallées, de ses huiles, de ses vins et de ses

troupeaux; vous avez entendu raconter ses gloires navales et

militaires, alors que ses grands hommes, marchant de conquêtes en

conquêtes, ajoutaient des mondes entiers aux domaines de ses

souverains. L’Espagne ne manifesta pas moins sa supériorité

intellectuelle par la voix de ses poëtes, de ses fabulistes et de

ses romanciers. Et maintenant qu’est-elle devenue? Vainement elle

a subjugué un monde, planté ses bannières au nord et au sud des

continents américains, acquis des îles innombrables, rapporté de

l’hémisphère occidental des trésors qu’elle ne comptait pas,

exercé en Europe une prépondérance à laquelle aucune nation

n’était parvenue,—l’Espagne a adopté le système prohibitif et

protecteur, et la voilà plongée dans l’ignorance et la

désolation. (Applaudissements.) Ses marchands sont des fraudeurs,

ses négociants des contrebandiers; et ces grandes cités, d’où

s’élancèrent les Pizarre et les Cortez, voient l’herbe croître

dans leurs rues et le lézard familier se réchauffer sur leurs

murs.—Reportez maintenant vos regards vers une autre contrée à

qui la nature avait refusé tant d’avantages. Regardez la

Hollande, votre voisine. Son sol est placé au-dessous du niveau

de la mer; il n’a pu être arraché aux flots de l’Atlantique que

par la plus haute intelligence et la plus active industrie, unies

au plus ardent patriotisme. Mais la Hollande a découvert le

secret de la grandeur des nations: la liberté. Par la liberté du

commerce, bientôt elle soumit, dompta, enchaîna l’Espagne; et

tant qu’elle fut fidèle à ses principes, tant qu’elle professa et

mit en pratique les doctrines de ses grands hommes, elle fut,

malgré ses étroites limites, assez influente pour être comptée

parmi les plus puissantes associations humaines. Et voyez

combien, dans des régions éloignées, la tradition porte haut le

nom de la Hollande! Parmi les importations récemment arrivées de

la Chine, se trouve un exemplaire de la géographie enseignée dans

les écoles du Céleste Empire. Comment croyez-vous qu’on y décrit

l’Angleterre? le voici: «L’Angleterre est une petite île de

l’Occident, subjuguée et gouvernée par les Hollandais.» (Hilarité

prolongée.) D’après cette exhibition de l’état de l’instruction

en Chine, vous ne serez point surpris que l’Empereur ait été

saisi d’une inconcevable stupéfaction, lorsque son commissaire

Ke-Shen lui apprit qu’une poignée de ces barbares avait mis en

déroute la plus forte armée qu’il lui eût été possible de

rassembler. Vous vous rappelez qu’il ordonna que Ke-Shen fût scié

en deux quand celui-ci arriva avec la malencontreuse nouvelle.

Mais je ne doute pas qu’avant que la présente année ait fini son

cours, une nouvelle géographie, ou du moins une édition revue et

corrigée ne soit introduite dans les écoles du Royaume du Milieu.

(Rires et applaudissements.)—Portez maintenant vos yeux vers

l’Italie; il n’est pas de pays plus fertile en utiles

enseignements. Ses pieds sont baignés par la Méditerranée, tous

ses habitants ont une commune origine; mais les uns sont livrés

aux bienfaisantes influences de la liberté commerciale, tandis

que les autres reçoivent les secours et la protection du

monopole. Comparez la situation de la Toscane à celle des États

Pontificaux. En Toscane, tout présente l’aspect d’une riante

félicité.—Le coeur s’y réjouit à la vue d’une population

satisfaite, d’une moralité élevée, d’un commerce florissant et

d’une production toujours croissante; car depuis le temps de

Léopold, elle a été fidèle aux principes posés par cet admirable

souverain.—Passez la frontière.—Entrez dans les États Romains.

C’est le même sol, le même climat, le même soleil radieux et

vivifiant; ce sont les mêmes puissances de production; les hommes

s’y vantent d’une plus haute origine, et s’y proclament avec

orgueil les fils des plus illustres héros qui aient jamais foulé

la surface de ce globe. Je me rappelle avoir été introduit auprès

du Pape par son secrétaire qui se nommait Publio-Mario. Il

affirmait descendre de Publius-Marius, et il vivait, disait-il,

sur les mêmes terres que ses ancêtres occupaient avant la venue

de Jésus-Christ. (Rires.) Eh bien! dans quel état est l’industrie

de Rome? Pourriez-vous croire qu’à l’heure qu’il est, sous le

régime protecteur, les Romains foulent la laine de leurs pieds

nus, et que les moulins à farine sont d’un usage peu répandu dans

les États du Pape infaillible?

En fait, que faut-il entendre par l’émancipation du commerce?

Pourquoi combattons-nous? pourquoi sommes-nous réunis? Nous

voulons donner à tout homme, à tout ouvrier, à toute entreprise,

les plus grandes raisons possibles de marcher de perfectionnement

en perfectionnement. Nous désirons que les Anglais disent au

monde: «Nous n’appréhendons rien dans la carrière où nous

entrons. Nous ne demandons qu’à être délivrés des liens qui

pèsent sur nos membres. Brisez ces chaînes; et nous, race de

Saxons, nous qui avons porté notre langue, la langue de

Shakespeare et de Milton aux quatre coins de la terre; nous qui

avons enseigné le grand droit de représentation au monde altéré

de liberté; nous qui avons semé des nations destinées à nous

surpasser nous-mêmes en nombre, en puissance, en gloire et en

durée, nous ne craignons aucune rivalité (bruyants

applaudissements), pourvu, car il faut toujours en venir à cette

simple proposition, que nous soyons libres de _vendre aussi cher

et d’acheter à aussi bon marché_ que nous pourrons le faire.

(Applaudissements.) Et quelle est, mes amis, la signification de

ces magnifiques meetings, tels que celui auquel je m’adresse? Ils

signifient que vous avez compris ce langage du premier ministre

de la Grande-Bretagne; que vous ne souffrirez pas que ce langage

se dissipe aux vents comme une oiseuse théorie qui ne doit être

l’héritage de personne; que vous l’avez relevé; que vous avez

conquis sir Robert Peel; que vous lui ferez de sa déclaration un

cercle de fer (applaudissements); que vous réclamerez du

Parlement d’Angleterre, au dedans de l’enceinte législative, la

même vigueur, la même énergie que le peuple déploie au dehors.

(Applaudissements.) Mes amis, on dit que, dans cette Chambre des

communes, nous ne sommes qu’une minorité désespérante. Mais, là

aussi, il y en a plusieurs qui ont rendu d’admirables services à

la cause populaire, dont l’énergie n’a jamais fait défaut, dont

les voix n’ont jamais été étouffées, dont les votes ne se sont

jamais égarés, et qui en appellent toujours à vous pour marcher,

sans cesse et sans relâche, vers le noble but placé au bout de la

carrière. (Applaudissements.) Mais après tout, mes amis, nous ne

sommes, nous, que le petit nombre, et vous, vous êtes le grand

nombre, et c’est à vous de décider s’il appartient aux intérêts,

à la voix, à la volonté du grand nombre, de prédominer, ou si la

Chambre continuera à rester aveugle, sourde, insoucieuse et

indifférente à la détresse qui l’entoure de toutes parts. En ce

qui me concerne, je nourris dans mon coeur des espérances plus

hautes et plus consolantes, car je crois fermement que

l’énergique volonté de l’Angleterre n’a qu’à se déclarer, comme

elle le fait en ce moment, pour que toute résistance

s’évanouisse. (L’orateur reprend son siége au bruit des

applaudissements enthousiastes.)

MM. ELPHINSTONE, BURNET et HEYWORTH se font entendre; une proclamation au peuple est votée à l’unanimité, et la séance est levée à 10 heures.

MEETING HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE.

26 avril 1843.

L’affluence est aussi considérable que dans les précédentes occasions. On remarque dans l’assemblée plusieurs des membres les plus respectables de la société des wesleyens.

À 7 heures, le président, M. Georges Wilson, ouvre la séance. Il expose les travaux et les progrès de la Ligue depuis la dernière réunion.—«Nous avons distribué, dit-il, des plis contenant douze brochures (*tracts*), à chacun des électeurs de 160 bourgs et de 24 comtés.—Pendant la lecture de la liste de ces bourgs et comtés, l’assemblée applaudit avec véhémence, principalement quand il s’agit de circonscriptions électorales placées sous l’influence de l’aristocratie.—Le président annonce que ce système de distribution sera étendu à tout le pays, jusqu’à ce qu’il n’y ait pas un seul électeur dans tout le royaume qui ne soit sans excuse, s’il émet un vote contraire aux intérêts de ses concitoyens.—Depuis notre dernière réunion, de nombreux meetings ont eu lieu, auxquels assistait la députation de la Ligue, lundi à Plymouth, mardi à Devonport, mercredi à Tavistock, jeudi à Devonport, samedi à Liskeard, dans le comté de Cornouailles. En outre, mardi, les ouvriers de Manchester ont donné une soirée à laquelle assistaient quatre mille personnes, et qui a eu lieu dans les salons de la Ligue (_free-trade hall_). Elle avait pour objet la présentation d’une adresse à M. Cobden. Jeudi il y a eu meeting à Sheffield, vendredi à Wakefield, lundi à Macclesfield. Il y a eu aussi des réunions dans le Cheshire et dans le Sunderland, présidées par les premiers officiers municipaux, et j’ai la satisfaction d’annoncer qu’elles seront suivies de beaucoup d’autres.—C’est le 9 mai prochain que M. Pelham Villiers portera à la Chambre des communes sa motion annuelle pour le retrait des lois-céréales. (Bruyantes acclamations.) Des délégués de toutes les associations du royaume affiliées à la Ligue seront à Londres pour surveiller les progrès de notre cause pendant la discussion[28]. La

parole est au Révérend Thomas Spencer.»
(Applaudissements.)

[Note 28: On comprendra aisément et j'ai senti moi-même que ces brèves analyses ôtent au compte rendu des séances ce que les détails leur donnent toujours de piquant et quelquefois de dramatique. Obligé de me borner, j'ai préféré sacrifier ce qui pouvait plaire à ce qui doit instruire.]

M. SPENCER: Je n'ai jamais porté la parole devant une aussi

imposante assemblée, quoique je sois habitué aux grandes

réunions, ce dont je me félicite en ce moment; car si je n'étais

enhardi par l'expérience, le courage me manquerait en présence

d'un tel auditoire. Je me présente ici comme un témoin

indépendant dans la lutte entre la classe manufacturière et la

classe agricole. Je n'appartiens ni à l'une ni à l'autre. J'ai

observé la marche de toutes les deux, sans intérêt personnel dans

leur conflit; je n'ai de préférence pour aucune, et je respecte

dans tous les partis les hommes bien intentionnés. C'est pourquoi

j'espère que ce meeting me permettra d'exposer ce qui est ma

conviction sincère dans cette grande lutte nationale.

(Approbation.)—J’ai observé depuis son origine les procédés de

la Ligue; j’ai entendu beaucoup de discours, j’ai lu beaucoup

d’écrits émanés de cette puissante association, et, du

commencement à la fin, je n’y ai rien vu qui ne fût juste, loyal

et honorable; rien qui tendît le moins du monde à sanctionner la

violence, et quoiqu’on ait accusé les membres de la Ligue de

vouloir ravir la *protection* aux fermiers, tout en la conservant

pour eux-mêmes, je dois dire que je les ai toujours entendus

repousser cette imputation, et proclamer qu’ils n’entendaient ni

laisser profiter personne ni profiter eux-mêmes de ce système de

priviléges. (Applaudissements.) Spectateur désintéressé de ce

grand mouvement, je me suis efforcé de le juger avec impartialité

d’esprit, et de rechercher s’il portait en lui-même les éléments

du succès.—J’ai vu naître des entreprises qui ne pouvaient

réussir, et des projets placés sous le patronage de préjugés que

le temps devait dissiper.—Mais, quant à cette grande

agitation, j’aperçois clairement qu’il est dans sa nature de

triompher, et je vous en dirai la raison. Je vois des changements

dans mon pays, et l’histoire m’enseigne qu’il ne recule pas, mais

qu’il avance; qu’il ne se modifie pas dans un sens rétrograde,

mais dans un sens progressif. Sans remonter bien loin, dans mon

enfance on ne connaissait ni l’éclairage au gaz, ni les bateaux à

vapeur, ni les chemins de fer, et maintenant le gaz illumine

toutes nos rues, la vapeur parcourt toutes nos rivières, les

rails sillonnent toutes les provinces de l’empire.

(Applaudissements.) Dans mon enfance, un catholique romain,

quelles que fussent sa bonne foi et ses lumières, ne pouvait

entrer au Parlement, il n’en est pas de même aujourd’hui; dans

mon enfance, nul ne pouvait être chargé d’une fonction publique,

s’il n’avait reçu les sacrements de l’Église établie, il n’en est

pas de même aujourd’hui; dans mon enfance, aucun Anglais,

n’importent ses scrupules, ne pouvait être marié que par un

ministre de cette église, il n’en est pas de même aujourd’hui.

(Applaudissements.) De cette progression, qui n’est pas, si l’on

veut, arithmétique ou géométrique, mais qui certes est une

progression intellectuelle, politique et nationale, je tire cette

conclusion, que non-seulement d’autres progrès nous attendent,

mais qu’on en pourrait presque calculer la rapidité. Le temps

passé étant donné, on pourrait presque dire ce que sera le temps

qui le suit. En astronomie, des savants avaient remarqué dans le

système solaire un mystère qui leur semblait inexplicable: ils

avaient vu que les distances du soleil aux planètes étaient entre

elles comme des nombres harmoniques, sauf qu’il y avait dans la

série une lacune qui les confondait. À tel point du ciel,

disaient-ils, il devrait y avoir une planète.—Et en effet, les

astronomes modernes, armés de plus puissants télescopes, ont

découvert à la place indiquée quatre petites planètes qui

complètent la série des nombres harmoniques et prouvent la

justesse du raisonnement qui avait soupçonné leur existence. Et

moi, je dis qu’en considérant la série des progrès dans les

affaires humaines, j’y vois aussi une place vide, quelque chose

qui manque, et jugeant par le passé, je dis que si le principe de

la liberté des transactions est vrai, il doit triompher.

(Applaudissements.) J’ai un autre motif pour espérer ce triomphe:

quiconque est engagé dans une grande entreprise doit avoir foi

dans le succès, sous peine de sentir ses mains faiblir et ses

genoux plier. C’est là d’ailleurs un résultat qu’il est dans les

lois de la civilisation d’amener. Plusieurs personnes agitaient,

il y a quelque temps, la question de savoir si la civilisation

était favorable au bonheur de l’homme; quelques-unes se

prononçaient pour la négative. Je leur demandai ce qu’elles

entendaient par *civilisation*, et je découvris, bien plus, elles

avouèrent qu’elles avaient donné à ce mot une interprétation

erronée. Il y a plusieurs degrés de civilisation: si vous

enseignez à un sauvage quelque chose des moeurs de la vieille

Europe, il mettra probablement son honneur dans ses vêtements; il

s’adonnera à la mollesse, aux liqueurs spiritueuses, et votre

civilisation lui donnera la mort. Il en sera de même si vous

prodiguez l’or à un indigent. Mais regardez dans les rangs élevés

de la société; considérez un membre de vos nobles familles, qui

toute sa vie a été accoutumé à ces jouissances et à ce luxe, et

remarquez cet autre niveau de civilisation qui prévaut dans les

classes supérieures; et, à cet égard, je puis dire avec sincérité

que l’aristocratie anglaise donne un grand et utile exemple à

toutes les aristocraties du monde; elle les a devancées de bien

loin dans la saine entente de la vie civilisée. Les lords

d’Angleterre ont abandonné l’orgueil des vêtements, et ils ont

jeté leurs livrées à leurs domestiques; fuyant la mollesse et les

excès, ils couchent sur la dure et ont introduit la simplicité

sur leurs tables; ils ont renoncé aux excès de la boisson. Plus

vous vous élevez dans l’échelle sociale, plus vous trouverez que

les hommes agissent sur ce principe, de conserver un esprit sain

dans un corps vigoureux. Le bonheur de l’homme ne consiste pas

dans les jouissances des sens, mais dans le développement des

facultés physiques, intellectuelles et morales, qui le rendent

capable de faire du bien pendant une longue vie.

(Applaudissements.) S’il est dans la nature de la civilisation de

tendre à tout simplifier, qu’y a-t-il de plus simple, en matière

d’échanges, que la liberté; et si l’Angleterre est le pays du

monde le plus civilisé, ne dois-je pas m’attendre à voir, dans un

temps prochain, ce grand résultat du progrès, la

simplification, s’introduire dans nos lois commerciales? Il est

une autre chose qui doit résulter aussi du progrès de la

civilisation, c’est que le Parlement se rende un compte plus

éclairé de sa propre mission. Les membres du Parlement, dans les

deux Chambres, ont blâmé, et quelquefois dans un langage brutal,

les ministres de la religion, pour avoir pris part à cette

agitation au sujet d’une chose aussi temporelle, disentils,

que les lois-céréales. Ils demandent ce qu’il y a de commun entre

ces lois et le saint ministère; mais ils savent bien que tout

être humain qui paye une taxe, et qui travaille pour subsister,

est profondément affecté par ces lois; ils savent bien que tout

homme qui aime son frère, et qui voit ce qui se passe dans le

pays, est tenu en conscience de prendre part à cette grande

agitation. (Approbation.) Eh quoi! les ministres de la religion

n’ont-ils pas été spécialement appelés à considérer cette

question? et la lettre de la reine, qui leur a été envoyée pour

être lue dans toutes les paroisses, ne leur en fait-elle pas,

pour ainsi dire, un devoir? (Approbation.) Cette lettre, que je

dois moi-même lire dans l’église de ma paroisse, établit qu’une

profonde détresse règne sur les districts manufacturiers, que

cette détresse a pour cause la stagnation du commerce, et elle

provoque des souscriptions pour subvenir aux besoins des

indigents. Certes il n’appartient pas à un être intelligent,

après avoir appris que la détresse pèse sur son pays, de rentrer

dans l’inaction sans s’inquiéter des causes qui l’ont amenée.

L’Écriture nous dit: «Occupez votre esprit de tout ce qui est

juste, vrai, honnête et aimable.» Mais pourquoi en occuper votre

esprit? Qui voudrait penser, sans jamais réaliser sa pensée dans

quelque effet pratique? S'il est bon de penser, il est bon

d'agir, et s'il est bien d'agir, il est bien de se lever pour

prendre part à ce grand mouvement. (Bruyantes acclamations.) Je

suis enclin à croire que les personnes, dans l'une et l'autre

Chambre, qui accusent les ministres de la religion de sortir de

leur sphère pour s'immiscer dans cette agitation, sont à moitié

envahies par les erreurs du Puséisme. (Applaudissements.) Le

Puséisme établit une profonde démarcation entre l'ordre du clergé

et les autres ordres, distinction injuste et indigne de tout

esprit libéral et éclairé. Ne voyez-vous pas d'ailleurs que le

même argument par lequel on voudrait m'empêcher d'intervenir,

servirait également à prévenir l'intervention de toute autre

personne, à moins qu'elle n'intervînt du côté du monopole, auquel

cas on est toujours bien reçu. (Applaudissements prolongés.)

N’ont-ils pas dit, dans leurs assemblées, que M. Bright n’avait

que faire de parcourir et d’enseigner le pays, et qu’il ferait

mieux de rester dans son usine? N’en ont-ils pas dit autant des

dames qui assistent à ces réunions? Avec cet argument, il n’est

personne qu’ils ne puissent exclure de toute participation à la

vie publique. Nous avons tous un emploi, une profession spéciale;

mais notre devoir n’en est pas moins de nous occuper en commun de

ce qui intéresse la communauté. Je crains bien que le Parlement

ne cherche à endormir le peuple par cette argumentation. Et lui

aussi a sa mission spéciale qui est de faire des lois pour le

bien de tous; et lorsqu’il fait des lois au détriment du grand

nombre, ne peut-on pas lui reprocher de se mêler de ce qui ne le

regarde pas? Ce n’est pas le clergé dissident qui sort de sa

sphère, c’est le Parlement. Nous supportons le poids des taxes,

en temps de paix comme en temps de guerre; nous partageons les

souffrances et le bien-être du peuple. Nous sommes donc justifiés

dans notre résistance; mais le Parlement n’est pas justifié

lorsqu’il entrave le commerce et envahit le domaine de l’activité

privée. (Applaudissements.) Lorsqu’il intervient et dit: «Je

connais les intérêts de cet homme mieux qu’il ne les connaît

lui-même; je lui prescrirai sa nourriture et ses vêtements, je

m’enquerrai du nombre de ses enfants et de la manière dont il les

élève (applaudissements prolongés), les citoyens seraient fondés

à répondre: Laissez-nous diriger nos propres affaires et élever

nos enfants, ces choses-là ne sont point dans vos attributions;

autant vaudrait que nous nommions aussi des commissions

d’enquête pour savoir si les membres de l’aristocratie gouvernent

convenablement leurs domaines et leurs familles.» Mais c’est là

un jeu dans lequel le droit n’est pas plus d’un côté que de

l’autre. Que l’aristocratie sache donc qu’il ne lui appartient

pas de restreindre les échanges et le commerce de la nation.

J’ai dit que je me présentais comme un témoin indépendant et

impartial dans cette lutte entre les intérêts manufacturiers et

les intérêts agricoles; mais je déclare que, dans ma conviction,

les intérêts, bien compris, ne font qu’un. Ce qui affecte l’un

affecte l’autre.

Supposez qu’il n’y eût au monde qu’une seule famille. Un des

membres laboure la terre, un autre garde et soigne les troupeaux,

un troisième confectionne les vêtements, etc.—Si, pendant que le

laboureur porte la nourriture au berger, il rencontre des

entraves et des taxes, ne regarderiez-vous pas ces taxes et ces

entraves comme un dommage pour toute la famille? Tout ce qui

empêche, tout ce qui retarde, tout ce qui entraîne des dépenses,

est une perte pour la communauté. Le même raisonnement s’applique

aux nations, quelles que soient la multiplicité des professions

et la complication des intérêts.

En ce qui concerne l’état actuel de ce pays, vous avez été

informés par une haute autorité, par un ministre d’État, que la

misère, le paupérisme et le crime régnaient sur cette terre

désolée. C’est à celui qui admet l’existence de ces maux à

prouver que la Ligue en méconnaît la cause lorsqu’elle les

attribue à cette législation qui s’interpose entre l’homme et

l’homme; lorsqu’elle affirme que la liberté du commerce

entraînerait l’augmentation des salaires, que l’augmentation des

salaires amènerait la satisfaction des besoins et la diffusion

des connaissances, et enfin que l’extinction du paupérisme serait

suivie de l’extinction de la criminalité. (Applaudissements.) Si

la Ligue a raison, que la législation soit changée; si elle a

tort, que ses adversaires le prouvent.

Je sais qu’il est de mode de railler les manufacturiers et leur

prétendu égoïsme; de dire qu’ils exploitent à leur profit des

milliers d’ouvriers. J’ai visité les districts manufacturiers

aussi bien que les districts agricoles, et je demande quels sont

ceux qui fournissent les cotisations les plus abondantes quand il

s’agit d’une souscription nationale? Où recueille-t-on 1,000 l.

s. dans une seule séance? À Manchester. J’ai dans les mains la

liste de plusieurs individus qui donnent 63 liv. par an aux

missions étrangères, c’est-à-dire de quoi entretenir un

missionnaire. Je ne vois rien de semblable dans les districts

agricoles, je ne connais aucun gentilhomme campagnard qui

maintienne à ses frais un de ces hommes utiles qui s’expatrient

pour faire le bien. La semaine dernière, j’ai visité une des

grandes manufactures de Bolton, et je n’ai jamais rencontré nulle

part une sollicitude plus éclairée pour le bien-être,

l’instruction et le bonheur des ouvriers.

L’orateur continue à examiner le système restrictif dans ses rapports avec l’union des peuples, et termine au milieu des applaudissements.

M. EWART et M. BRIGHT prennent successivement la parole. Ce dernier rend compte des nombreux meetings auxquels il a assisté dans les districts agricoles.

SEPTIÈME MEETING HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE.

5 mai 1843.

Longtemps avant l’ouverture de la séance, toutes les places sont envahies et l’entrée a dû être refusée à plus de trois mille personnes.

Le président annonce que, par suite d’une nouvelle résolution prise par le directeur du théâtre de Drury-Lane, cet édifice ne sera plus à la disposition de la Ligue! Mais les intrigues du monopole seront encore déjouées. À Manchester nous avons construit en six semaines une salle capable de contenir dix mille personnes. Nous ferons de

même à Londres, s’il le faut.—Il rend compte des meetings tenus dans les provinces pendant cette semaine.

LE RÉV. DOCTEUR COX: Si l’on me demandait pourquoi je me présente

devant vous, moi, ministre protestant, étranger aux pompes du

théâtre (rires), quoique familier avec la chaire, je répondrais:

Homo sum, nil humani alienum puto; je suis homme, et, comme

tel, je ne suis étranger à rien de ce qui intéresse mon pays et

l’humanité. (Approbation.) J’ai eu ma part de blâme pour m’être

réuni avec mes confrères à Manchester, il y a deux

ans.—J’entendis alors, je ne dirai pas les murmures, mais les

clameurs d’une partie de la presse (honte!), qui nous reprochait

de nous être rassemblés à l’occasion d’une loi étrangère à notre

position et à nos études. Maintenant l’on dit qu’en se réunissant

à Manchester, les ministres protestants avaient fait tout ce

qu’ils avaient à faire. Monsieur, je ne puis adhérer à ces

sentiments. Je dis que notre cause réclame toujours nos efforts,

et j’adopte sans hésiter la maxime de César: «Rien n’est fait

tant qu’il reste quelque chose à faire!» (Applaudissements.) Il

ne m’appartient pas de décider si une nouvelle Convention des

Ministres dissidents serait convenable; mais engagés, comme nous

le sommes, au nombre de sept cents, dans notre caractère

collectif, je ne vois pas pourquoi nous ne nous efforcerions pas

individuellement de faire triompher cette cause que nous avons

embrassée avec vous, Monsieur, avec M. Cobden, avec les membres

de la Ligue, cause que nous regardons comme intéressant au plus

haut degré le bien-être de nos frères. (Approbation.) Et quel est

mon frère? Ce n’est pas celui qui vit dans mon voisinage, dans la

rue ou la ville prochaine,—mais c’est l’homme.

(Applaudissements.) L’homme, quelles que soient les circonstances

dans lesquelles il se trouve. Le christianisme m’enseigne la

sympathie pour toute la race humaine, et d’atteindre, si je le

puis, par mon influence morale, jusqu’aux extrémités du monde. On

nous dit que comme Ministres nous devons nous en tenir à nos

fonctions spirituelles;—que nous ne sommes point présumés

comprendre des questions d’économie politique. Ma réponse est

celle-ci: Je ne me reconnais pas plus incompétent pour

comprendre une question, si je veux l’étudier, que tout autre

individu doué d’honnêteté et de quelque sens commun. J’ai

d’ailleurs présent à l’esprit que le Sauveur du monde,

Notre-Seigneur, ne montra pas moins de sollicitude pour les

intérêts temporels que pour les intérêts spirituels des hommes.

(Écoutez, écoutez.) Il ne se borna pas à enseigner son éternel

Évangile, mais il eut aussi compassion de la multitude et lui

donna une nourriture miraculeuse; ce qui doit me déterminer à

faire tous mes efforts pour lui donner une nourriture naturelle;

et si ceux qui font profession d’être les disciples de

Jésus-Christ, je veux dire les évêques de ce pays (grands cris de

honte! honte!), qui occupent une si haute position et qui

s’assoient sur les siéges de velours du Parlement, si les

évêques, dis-je, combattaient au lieu de les soutenir ces

lois-céréales qui ont infligé tant de maux à la communauté, je

leur pardonnerais d’occuper une situation que je regarde comme

incompatible avec leur caractère sacré (applaudissements), et

j’oublierais, pour un moment, que j’ai vu la pompe de l’hermine

et l’éclat de la mitre, là où je me serais attendu à rencontrer

le manteau de bure et la couronne d’épines! (Écoutez, écoutez.)

J’ai fait allusion au Parlement, c’est pour moi un sujet délicat

à traiter; je crois que nous sentons tous que c’est là que nos

intérêts ont été sacrifiés à l’esprit de parti. (Bruyantes

acclamations.) C’est là, je crois, que les luttes et les

rivalités pour le pouvoir et l’influence, pour les places et les

honneurs, ont fait obstacle à plusieurs des grands principes que

nous voulons faire prévaloir; et cependant nous pouvons tourner

nos regards vers cette enceinte élevée avec quelque espérance,

dans la conviction que le sentiment populaire, qui ne peut y être

toujours méconnu, y fera tôt ou tard assez d’impression pour

déterminer le triomphe des principes que nous avons à coeur.

Monsieur, je défendrai la cause de la Ligue au point de vue de

l’humanité, du patriotisme et de la religion. (Applaudissements.)

Je dis d’abord, quant à la question d’humanité, que la population

de ce pays s’est accrue et s’accroît tous les jours, et que la

première loi de la société est que l’homme doit gagner son pain à

la sueur de son front. Mais ici, pendant que la population

s’accroît d’année en année, pendant que le travail de l’homme

s’accroît de jour en jour, l’ouvrier ne peut gagner son pain à la

sueur de son front, parce qu’il y a des obstacles sur son chemin,

et ce sont ces obstacles que la Ligue a pour but de renverser.

(Applaudissements.) Je plaide cette cause sur le terrain de

l’humanité, parce que si les intérêts manufacturiers souffrent,

tous les autres ne peuvent manquer de souffrir aussi, et la

détresse s’étend sur tout le pays. Je me souviens qu’il y a bien

des années, M. Fox, combattant dans la Chambre des communes les

mesures de son antagoniste, M. Pitt, disait ces paroles

prophétiques: «Si vous persistez dans ce que vous appelez des

guerres justes et nécessaires, vous finirez par être chargé d’une

dette nationale de huit cents millions et d’un fardeau de taxes

qui écrasera et ruinera le pays.» Les législateurs de l’époque se

moquèrent de M. Fox; ils riaient de ses prévisions et de ce

qu’ils appelaient ses folles prophéties; qu’est-il arrivé

cependant? N’avons-nous pas cette dette nationale qui avait été

prédite? N’avons-nous pas cette taxe que les citoyens ne peuvent

supporter, à moins d’avoir quelques moyens extraordinaires,

quelques propriétés héréditaires—ou, ce qui est la propriété du

peuple, le droit de chercher et d’obtenir du travail?—Je plaide

cette cause sur le terrain de l’humanité, car sans m’appesantir

sur la condition profondément misérable des habitants des comtés

septentrionaux, je pourrais signaler dans cette métropole,—à nos

portes,—des circonstances de la nature la plus affligeante. J’ai

en main un rapport qui me vient de la source la plus authentique,

qui constate que dans le mois de mars dernier et dans une seule

semaine, il y a eu quatre cas de mort provenant d’inanition.

(Écoutez, écoutez.) Il est établi par les verdicts que deux de

ces malheureux sont morts d’épuisement; un à la suite d’un

complet dénûment, et le quatrième d’inanition absolue. (Écoutez,

écoutez.) Mais au fait, tous ces mots sont synonymes, et ils

signifient que, dans Londres, au sein du luxe et de l’abondance,

quatre personnes dans une semaine sont mortes littéralement de

faim. (Honte! honte!) Vous faites allusion à l’enceinte où se

tiennent nos séances; vous parlez de tragédies! Voilà

certainement de la tragédie, non point de celle qui a pour but

de distraire le peuple, mais de la tragédie faite pour arracher

des larmes et éveiller la sympathie la plus profonde. Me plaçant

donc sur le terrain de l’humanité, lorsqu’il a été prouvé

surabondamment que, par l’effet des lois-céréales, des milliers

et des millions d’hommes sont dénués, non-seulement des moyens de

vivre dans l’aisance, mais encore, à strictement parler, des

moyens de vivre, quand le peuple souffre depuis le centre de

cette métropole jusques aux districts les plus reculés du

royaume,—lorsque le dénûment, la stagnation du travail, la

famine, avec tous les maux qu’elles engendrent, pèsent de tout

leur poids sur le pays,—lorsque l’humanité saigne par tous les

pores, alors, Monsieur, je ne regarde pas si je suis un ministre

de la religion, mais je me lève en dépit du blâme et de la

calomnie pour défendre la cause de l’homme, qui est

essentiellement la cause de Dieu. (Tonnerre d’applaudissements.)

J’ai dit, en second lieu, que je soutiendrais la cause de la

Ligue sur le terrain du patriotisme, et ici je devrais me

répéter, car les souffrances des manufactures ne sont-elles pas

les souffrances de la masse? La détresse du centre ne

s’étend-elle pas aux extrémités? Je maintiens qu’en principe il

est faux qu’une partie de la communauté prospérera par la

détresse d’une autre partie de cette même communauté; que

l’aristocratie, par exemple, s’élèvera par l’abaissement des

classes ouvrières. Que j’entende ou non l’économie politique,

j’en sais assez sur cette matière, j’en sais assez surtout sur la

morale du christianisme, pour dire que la vraie prospérité d’un

peuple consiste en ce que chacun trouve le contentement de son

coeur dans la prospérité de tous; en ce que les volontés soient

unanimes pour porter le pays au plus haut degré de gloire et de

félicité temporelle. Ce n’est qu’alors que l’Angleterre s’élèvera

comme un monument digne d’attirer les regards de l’univers; ce

n’est qu’alors qu’elle apparaîtra brillante à la clarté du jour,

et répandra sa gloire sur toutes les nations; ce n’est qu’alors,

quand tout privilége aura disparu, quand chaque classe, chaque

parti se réjouira du bonheur des autres, quand ils travailleront

tous à leur mutuelle satisfaction, que l’Angleterre sera pour

l’étranger un objet d’étonnement et d’envie, et pour ses enfants

un objet d’orgueil et de délices!

Après quelques autres considérations, l’orateur continue ainsi:

Enfin, je défends la cause de la liberté commerciale au point de

vue religieux; je dis que la misère engendre l’égoïsme, les

mauvais penchants, les dissensions domestiques.—Elle engendre

l’abattement d’esprit; elle aboutit au suicide et trop souvent au

meurtre. Les liens les plus tendres, les sympathies les plus

douces de la vie domestique ont été brisées par la pression de la

détresse, par l’impuissance de se procurer des moyens de

subsistance au sein du pays ruiné. L’insanité s’en est suivie, et

le tombeau prématuré s’est fermé sur ses victimes

infortunées[29]. Dans ces circonstances je dis, Monsieur, que les

dominateurs de ce monde se sont placés sous une effrayante

responsabilité. (Écoutez, écoutez.) C’est pour nous un devoir de

chrétiens de secourir le pauvre dans sa souffrance et dans sa

détresse; mais prier pour son soulagement et son bien-être, n’est

que la moitié de notre devoir. Nous devons encore plaider sa

cause et faire tous nos efforts pour relever sa condition. À cet

égard, permettez-moi une citation que je recommande à vos

méditations. «Les affections qui cimentent la société ne sont

guère moins importantes que les affections domestiques. Le

sentiment de l’indépendance et de la dignité personnelle, l’amour

de la justice, le respect des droits de la propriété, la

satisfaction de notre position sociale, l’attachement éclairé aux

institutions qui nous régissent,—ce sont là des éléments

essentiels au corps politique, et dont la destruction ne peut

être considérée que comme une calamité nationale. Cependant nous

les voyons périr autour de nous. Quelque noble répugnance que les

classes ouvrières aient montrée à accepter le secours de la

paroisse, il n’est que trop vrai que le coeur de plusieurs a été

courbé par un long désespoir devant cette humiliation; le

sentiment du droit s’est évanoui aux approches de la famine, et

les hommes ont appris à se demander s’il n’existait pas un droit

primordial, antérieur au droit de propriété, qui les justifie de

prendre là où ils le rencontrent, ce qui est indispensable au

soutien de la vie; et finalement, nos institutions nationales si

longtemps et si cordialement vénérées, ont été accusées, sinon

d’être la source incurable du mal, du moins de constituer toute

la force agressive et défensive de ceux qui perpétuent cet abus

intolérable.» (Écoutez, écoutez.) Nous sommes dans un temps

d’agitation, de grande et juste agitation parmi le peuple, le

tonnerre commence à gronder; des bruits prophétiques se font

entendre sur tous les points de l’horizon, cris pleins d’agonie,

de désespoir et de détermination; l’électricité s’accumule et la

tempête commence à éclater. Le peuple est résolu,—non comme tant

d’autres fois l’épée à la main et en esprit de rébellion, mais en

esprit de paix et de légalité,—à revendiquer les droits qu’il

tient de l’auteur des choses, et dont il a été si injustement

dépouillé. Le peuple veut vaincre et il vaincra. Le flot

s’avance, les vagues grossissent, et rien ne pourra les

arrêter.—Les effets de ces lois ont été à un haut degré

préjudiciables aux intérêts de la religion. En beaucoup

d’endroits, les hommes du peuple, faute de vêtements convenables,

se sont éloignés du service divin. (Écoutez.) Les lois-céréales

tendent en outre directement à restreindre les effets de ces

institutions charitables, dont l’étendue et la bienveillance ont

jeté tant de gloire sur le nom britannique, car à mesure que la

détresse gagne du terrain, toutes les classes sont successivement

envahies, toutes, excepté celles que défendent la naissance

aristocratique et les possessions héréditaires. Ces lois ont

encore un plus funeste résultat en prévenant l’extension de

l’éducation, ce grand objet que le gouvernement pourrait

abandonner à lui-même si la misère ne forçait à avoir recours à

lui. (Écoutez, écoutez.) Je n’ajouterai qu’un mot, comme ami de

la liberté en toutes choses. Liberté d’action, liberté de pensée,

liberté d’échange,—car tout ce qu’il y a de bon sur cette terre

est né de la liberté,—je défendrai cette grande cause tant que

j’aurai un coeur pour sentir, une voix pour parler et un bras

pour agir. (Bruyantes acclamations.)

[Note 29: On sait que le suicide est presque toujours attribué dans les verdicts à la démence, *insanity*.]

M. COBDEN s’avance au bruit des applaudissements et s’exprime en ces termes:

Le Révérend Ministre qui vient de s’asseoir s’est rendu coupable

au moins d’une oeuvre de surérogation (rires) lorsqu’il a jugé

nécessaire de défendre les Ministres du culte pour la noble part

qu’ils ont prise à cette agitation. (Bruyantes acclamations.) Si

je regrette quelque chose dans le cours de nos opérations

relatives aux lois-céréales, c’est de ne les avoir peut-être pas

suffisamment considérées comme affectant les moeurs, la religion

et l’éducation. On parle d’éducation; l’on demande si le peuple

désire l’éducation. Je puis affirmer qu’il n’est aucune classe,

même la plus humble, où les hommes, s’ils en avaient les moyens,

ne se montrassent aussi empressés de procurer à leurs enfants le

bienfait de l’éducation qu’on peut l’être dans les classes

supérieures. Dans les années 1835 et 1836, lorsque le nord de

l’Angleterre florissait, lorsque l’énergie du peuple n’était pas

assoupie, lorsque nous n’étions pas engagés comme aujourd’hui

dans un humiliant combat pour du pain.—Je me rappelle qu’il y

eut plusieurs magnifiques meetings à Manchester pour l’avancement

de l’éducation, et dans l’espace de quelques mois on recueillit

12,000 livres parmi les classes manufacturières, dans le but de

construire des maisons d’école convenables. (Applaudissements.)

Mais la loi-céréale s’élève comme un obstacle sur le seuil de

toute amélioration morale. Qu’elle soit abrogée, et les classes

industrieuses auront le moyen, comme elles ont la volonté,

d’élever leurs enfants. Je regarde encore la question de la

liberté commerciale comme impliquant la question de la paix

universelle. Si, comme on peut me l’objecter, de grandes

puissances, de grandes cités commerciales ont été renommées pour

leurs guerres et leurs conquêtes, c’est parce qu’elles ne

pouvaient accroître leur commerce que par l’agrandissement du

territoire. Il est certain cependant que toutes les fois que les

villes commerciales se sont confédérées, elles ont eu pour but de

conserver la paix et non de faire la guerre. (Approbation.)

Telle fut la confédération des villes Anséatiques. Nous nous

efforçons maintenant de réaliser une ère nouvelle; nous

cherchons, par la liberté du commerce, à accroître nos richesses

et notre prospérité, tout en accroissant les richesses et la

prospérité de toutes les nations du monde. (Bruyantes

acclamations.) Introduisez le principe de la liberté commerciale

parmi les peuples, et la guerre sera aussi impossible entre eux

qu’elle l’est entre Middlesex et Surrey. Nos adversaires ont

cessé de nous opposer des arguments, du moins des arguments

dignes d’une discussion sérieuse. Mais, quoiqu’ils en soient

venus à admettre à peu près nos principes, ils refusent de les

mettre en pratique, sous prétexte que ces principes, quelque

justes et incontestables qu’ils soient, ne sont pas encore

adoptés par les autres nations. Ces Messieurs se lèvent à la

Chambre des communes et nous disent que nous ne devons pas

recevoir le sucre du Brésil et le blé des États-Unis jusqu’à ce

que ces peuples admettent, sur le pied de l’égalité, nos fers et

nos tissus. Mais ce que nous combattons, ce n’est point les

marchands brésiliens ou américains, c’est la peste des monopoles

intérieurs. (Acclamations prolongées.) La question n’est pas

brésilienne ni américaine, elle est purement anglaise, et nous ne

la laisserons pas compliquer par des considérations extérieures.

Telle qu’elle est, notre tâche a assez de difficultés.—Que

demandons-nous? Nous demandons la chute de tous les monopoles, et

d’abord, et surtout, la destruction de la loi-céréale, parce que

nous la regardons comme la clef de voûte de l’arche du monopole.

Qu’elle tombe, et le lourd édifice s’écroulera tout entier.

(Écoutez, écoutez.) Et qu’est-ce que le monopole? C’est le droit

ou plutôt le tort qu’ont quelques personnes de bénéficier par la

vente exclusive de certaines marchandises. (Écoutez, écoutez.)

Voilà ce que c’est que le monopole. Il n’est pas nouveau, dans ce

pays. Il florissait en Angleterre il y a deux cent cinquante ans,

et la *loi-céréale* n’en est qu’une plus subtile variété. Le

système du monopole avait grandi au temps des Tudors et des

Stuarts, et il fut renversé, il y a deux siècles et demi, au

moins dans ses aspects les plus odieux, sous les efforts de nos

courageux ancêtres. Il est vrai qu’il revêtait, dans ces temps

reculés, des formes naïvement grossières; on n’avait pas encore,

à cette époque, inventé les ruses de l’*échelle mobile* (écoutez,

écoutez); mais ce n’en étaient pas moins des monopoles, et des

monopoles très-lourds. Voici en quoi ils consistaient: les ducs

de ces temps-là, un Buckingham, un Richmond, sollicitaient de la

reine Élisabeth ou du roi Jacques des lettres-patentes en vertu

desquelles ils s’assuraient le monopole du sel, du cuir, du

poisson, n’importe. Ce système fut poussé à une exagération si

désordonnée que le peuple refusa de le supporter, comme il le

fait aujourd’hui. Il s’adressa à ses représentants au Parlement

pour appuyer ses doléances. Nous avons les procès-verbaux des

discussions auxquelles ces réclamations donnèrent lieu, et

quoique les discours n’y soient point rapportés assez au long

pour nous faire connaître les arguments qu’on fit valoir de part

et d’autre, il nous en reste quelques lambeaux qui ne manquent

pas d’intérêt. Voici ce que disait un M. Martin, membre de la

Ligue, assurément (rires), et peut-être représentant de Stockport

(nouveaux rires,) car il s’exprimait comme j’ai coutume de le

faire. «Je parle pour une ville qui souffre, languit et succombe

sous le poids de monstrueux et intolérables monopoles. Toutes les

denrées y sont accaparées par les sangsues de la république. Tel

est l’état de ma localité, que le commerce y est anéanti; et si

on laisse encore ces hommes s’emparer des fruits que la terre

nous donne, qu’allons-nous devenir, nous qu’ils dépouillent des

produits de nos travaux et de nos sueurs, forts qu’ils sont des

actes de l’autorité suprême auxquels de pauvres sujets n’osent

pas s’opposer?» (Acclamations.) Voilà ce que disait M. Martin, il

y a deux cent cinquante ans, et je pourrais aujourd’hui tenir

pour Stockport le même langage.—On nous fait ensuite connaître

la liste des monopoles dont le peuple se plaignait. Nous y voyons

figurer drap, fer, étain, houille, verre, cuir, sel, huile,

vinaigre, fruit, vin, poisson. Ainsi ce que lord *Stanhope* et le

Morning-Post appellent *protection de l’industrie nationale*,

s’étendait à toutes ses branches. (Rires et acclamations

prolongés.) Le malin journaliste ajoute: «Lorsque la liste des

monopoles a été lue, une voix s’est écriée: _et le monopole des

cartes à jouer!_ ce qui a fait rougir sir Walter Raleigh, car

les cartes sont un de ses monopoles.» Les hommes de cette époque

étaient délicats sans doute; car, quoique nous ayons un lustre

puissant à la Chambre des communes, jamais, depuis que j’en fais

partie, je n’ai vu le rouge monter au front de nos monopoleurs.

(Éclats de rire.) Le journal continue: «Après la seconde lecture

de la liste des monopoles, M. Hackewell (autre ligueur sans

doute) (rires) se lève et dit: Le pain ne figure-t-il point dans

cette liste?—Le pain! dit l'un;—Le pain! s'écrie un

second.—Cela est étrange, murmure un troisième.—Eh bien,

reprend M. Hackewell, retenez mes paroles, si l'on ne met ordre à

tout ceci, *le pain y passera*.» (Bruyantes acclamations.)—_Et

le pain y a passé_, et c'est pour cela, Messieurs, que nous

sommes réunis dans cette enceinte. (Applaudissements prolongés.)

Le journaliste continue: «Quand la reine Élisabeth eut

connaissance des plaintes du peuple, elle se rendit au Parlement

et le remercia d'avoir attiré son attention sur un si grand

fléau.» S'indignant ensuite d'avoir si longtemps été trompée par

ses *varlets* (c'est le terme dont elle jugea à propos de se

servir à l'égard de ses ministres monopoleurs), «pensent-ils,

s'écria-t-elle, demeurer impunis, ceux qui vous ont opprimés, qui

ont méconnu leurs devoirs et l’honneur de la reine? Non,

assurément. Je n’entends pas que leurs actes oppressifs échappent

au châtiment qu’ils méritent. Je vois maintenant qu’ils en ont

agi envers moi comme ces médecins (rires, écoutez, écoutez) qui

ont soin de relever par une saveur aromatique le breuvage amer

qu’ils veulent faire accepter, ou qui, voulant administrer une

pilule (cris répétés: Écoutez, écoutez, c’est le docteur

Tamworth), ne manquent pas de la dorer.» (Rires universels et

applaudissements.) Vraiment, on pourrait presque soupçonner dans

ces paroles quelques rapports prophétiques avec un certain

docteur homme d’État de notre époque. (Nouveaux éclats de rire.)

Telle fut, Messieurs, la conduite de la reine Élisabeth. Nous

vivons maintenant sous une reine qui occupe dignement le trône de

cette souveraine. (Acclamations.) J’ai la conviction que Sa

Majesté ne voudrait pas sanctionner personnellement un tort fait

au plus pauvre ou au plus humble de ses sujets, et quoiqu’elle

ne soit pas disposée, sans doute, à venir à la Chambre des lords

pour y dénoncer ses ministres comme des varlets (rires), je crois

qu’elle donnerait sans difficulté son assentiment à l’abolition

absolue des lois-céréales. (Applaudissements et cris répétés:

Dieu sauve la reine!) Tels étaient les priviléges autrefois;

aujourd’hui les monopoleurs, agissant suivant des principes

identiques, si ce n’est pires, ont introduit de grands

raffinements dans les dénominations des choses; ils ont inventé

l’*échelle mobile* et le mot *protection*. En reconstruisant ces

monopoles, l’aristocratie de ce pays s’est formée en une grande

société par actions pour l’exploitation des abus de toute espèce;

les uns ont le blé, les autres le sucre, ceux-ci le bois, ceux-là

le café, ainsi de suite. Chacune de ces classes de monopoleurs

dit aux autres: «Aidez-moi à arracher le plus d’argent possible

au peuple, et je vous rendrai le même service.» (Écoutez.) Il n’y

a pas, en principe, un atome de différence entre le monopole de

nos jours et celui d’autrefois. Et si nous n’avons pas réussi à

nous débarrasser des abus qui pèsent sur nous, il faut nous en

prendre à notre ignorance, à notre apathie, à ce que nous n’avons

pas déployé ce mâle courage que montrèrent nos ancêtres dans des

circonstances bien moins avantageuses, à une époque où il n’y

avait pas de liberté dans les communes, et où la Tour de Londres

menaçait quiconque osait faire entendre la vérité. (Écoutez.)

Quelle différence pourrait-on trouver dans les deux cas? Voici

des hommes qui se sont rendus possesseurs de tout le blé du pays,

qui ne suffit pas, selon eux-mêmes, à la consommation. Cependant

ils n’admettent de blé étranger que ce qu’il leur plaît, et

jamais assez pour ne pas retirer le plus haut prix possible de

celui qu’ils ont à vendre. (Écoutez, écoutez.) Que faisaient de

plus les monopoleurs du temps d’Élisabeth? Les monopoleurs de

sucre ne fournissent pas au peuple d’Angleterre la moitié de

celui qu’il pourrait consommer, s’il était libre de s’en procurer

au Brésil, à prix débattu, et en échange de son travail. Il en

est de même pour le café et autres articles de consommation

journalière. Combien de temps faudra-t-il donc au peuple

d’Angleterre pour comprendre ces choses et pour faire ce que

firent ses ancêtres il y a plus de deux siècles? Ils

renversèrent l’oppression: pourquoi ne le ferions-nous pas?

(Applaudissements.)

Vraiment, je sens qu’il y a quelque chose de vrai dans ce que

disait hier soir mon ami John Bright: «Nous ne sommes, à la

Chambre des communes, que de beaux diseurs à la langue mielleuse

et dorée.» Nous ne savons pas parler comme les Martin et les

Hackewell d’autrefois. (Écoutez! écoutez!) Bien que, après tout,

ce n’est point dans de rudes paroles mais dans de fortes actions

qu’il faut placer notre confiance. (Applaudissements.) Ainsi que

je vous le disais tout à l’heure, lorsque nous demandons au

gouvernement de mettre un terme à ce système, il nous envoie au

dehors, au Brésil par exemple, et nous dit de décider ce peuple à

recevoir nos marchandises contre son sucre; mais quelle est donc

cette déception dont on nous berce depuis si longtemps? Quel est

l’objet pratique de ces traités de commerce si attendus? Y a-t-il

quelque pays, à un degré de latitude donné, qui produise des

choses que ne puissent produire d’autres pays dans la même

latitude? Pourquoi, je le demande, devons-nous nous adresser au

Portugal, et lui donner le privilége exclusif de nous vendre ses

vins, lui conférant ainsi un monopole contre nous-mêmes? Pourquoi

nous priver de l’avantage de la concurrence de notre voisine, la

France, dont le Champagne est décidément supérieur, dans mon

opinion, au vin épais de Porto? (Applaudissements.) On nous dit

qu’en donnant la préférence au Portugal, nous forcerons la France

à réduire ses droits sur nos fils et tissus de lin. Mais cela ne

pourrait-il pas avoir l’effet contraire? l’expérience en est

faite. Voilà plus de cent ans que nous avons conclu le fameux

traité de Methuen, et au lieu de concilier les peuples il les a

divisés, et a, plus que toute autre chose, provoqué ces guerres

désastreuses qui ont désolé l’Europe. Au lieu de forcer cette

brave nation de l’autre côté du canal à venir acheter nos

produits, il n’a eu d’autre effet que de la décider à doubler les

droits sur nos marchandises. (Approbation.) Non, non, agissons à

la façon des ligueurs du temps d’Élisabeth. Renversons nos

propres monopoles; montrons aux nations que nous avons foi dans

nos principes; que nous mettons ces principes en pratique, en

admettant, *sans condition*, le blé, le sucre et tous les

produits étrangers. S’il y a quelque chose de vrai dans nos

principes, une prospérité générale suivra cette grande mesure, et

lorsque les nations étrangères verront, par notre exemple, ce que

produit le renversement des barrières restrictives, elles seront

infailliblement disposées à le suivre. (Applaudissements.) Ce

sophisme, qu’un peuple perd l’excédant de ses importations sur

ses exportations, ou qu’un pays peut toujours nous donner sans

jamais recevoir de nous, est de toutes les déceptions la plus

grande dont j’aie jamais entendu parler. Elle dépasse les cures

par l’eau froide et les machines volantes. (Éclats de rires.)

Cela revient tout simplement à dire qu’en refusant les produits

des autres pays, de peur qu’ils n’acceptent pas nos retours, nous

obéissons à la crainte que l’étranger, saisi d’un soudain accès

de philanthropie, ne nous inonde jusqu’aux genoux de blé, de

sucre, de vins, *etc.* (Applaudissements.) Au lieu de mesurer

l’étendue de notre prospérité commerciale par nos exportations,

j’espère que nous adopterons la doctrine si admirablement exposée

hier à la Chambre des communes par M. Villiers, et que c’est par

nos importations que nous apprécierons les progrès de notre

industrie. (Approbation.) Quels sont les pays qui aient adopté le

système des libres importations, et qui ne témoignent pas, par

leur prospérité, de la bonté de ce système! Parcourez la

Méditerranée. Visitez Trieste et Marseille, et comparez leurs

progrès. Le commerce de Marseille est protégé et encouragé, comme

on dit, depuis des siècles par la plus grande puissance du

continent. Mais il n’a fallu que quelques années à Trieste pour

dépasser Marseille.—Et pourquoi? parce que Trieste jouit de la

liberté d’importation en toutes choses. (Bruyants

applaudissements.) Voyez Hambourg; c’est le port le plus

important de toute la partie occidentale de l’Europe.—Et

pourquoi? parce que l’importation y est libre! La Suisse vous

offre un autre exemple de ce que peut la liberté. J’ai pénétré

dans ce pays par tous les côtés: par la France, par l’Autriche et

par l’Italie, et il faut vouloir tenir ses yeux fermés pour ne

pas apercevoir les remarquables améliorations que la liberté du

commerce a répandues sur la république; le voyageur n’a pas

plutôt traversé la frontière, qu’elles se manifestent à lui par

la supériorité des routes, par l’activité et la prospérité

croissante des habitants. D’où cela provient-il? de ce que, en

Suisse, aucune loi ne décourage l’importation. Les habitants des

pays voisins, les Italiens, les Français, les Allemands y

apportent leurs produits sans qu’il leur soit fait la moindre

question, sans éprouver ni empêchement ni retard. Et pense-t-on

que pour cela le sol ait moins de valeur en Suisse que dans les

pays limitrophes? J’ai constaté qu’il valait trois fois plus

qu’au delà de la frontière, et je suis prêt à démontrer qu’il y

vaut autant qu’en Angleterre, acre par acre, et à égalité de

situation et de nature, quoiqu’en Suisse la terre seule paye la

moitié de toutes les taxes publiques. (Écoutez! écoutez!) Et d’où

vient cette grande prospérité? de ce que tout citoyen qui a

besoin de quelques marchandises, de quelque instrument, ou de

quelque matière première, est libre de choisir le point du globe

sur lequel il lui convient de s’en approvisionner. Je me souviens

d’avoir visité, avec un ami, le marché de Lausanne, un samedi. La

ville était remplie de paysans vendant du fruit, de la volaille,

des oeufs, du beurre et toute espèce de provisions. Je m’informai

d’où ils venaient?—De la Savoie, pour la plupart, me dit mon

ami, en me montrant du doigt l’autre rive du lac de Genève. —Et

entrent-ils sans payer de droit? demandai-je.—Ils n’en payent

d’aucune espèce, me fut-il répondu, ils entrent librement et

vendent tant que cela leur convient. Je ne pus m’empêcher de

m’écrier: «Oh! si le duc de Buckingham voyait ceci, il en

mourrait assurément.» (Rires et acclamations.) Mais comment ces

gens-là reçoivent-ils leur payement? demandai-je, car je savais

que le monopole fermait hermétiquement la frontière de Savoie, et

que les marchandises suisses ne peuvent y pénétrer. Pour toute

réponse, mon ami me mena en ville dans l’après-dînée, et là, je

vis les paysans italiens fourmillant dans les boutiques et

magasins, où ils achetaient du tabac, des tissus, etc., qu’on

arrangeait en paquets du poids de 6 livres environ, pour en

faciliter l’entrée en fraude en Italie. (Rires.) Eh bien, si vous

ouvrez les ports d’Angleterre, et si les autres nations ne

veulent pas retirer les droits qui pèsent sur nos produits, j’ose

prédire que les étrangers qui nous porteront du blé ou du sucre

rapporteront de nos marchandises en ballots de 6 livres, pour

éviter la surveillance de leur douane. Mais, après tout, ce ne

sont là que des excuses et de vains prétextes; nous y sommes

accoutumés, nous y sommes préparés, on ne peut plus nous y

prendre; et le mieux est de ne pas les écouter. Sommes-nous

d’accord sur ce point, qu’il est juste de renverser le monopole?

Qu’on ne nous parle pas de la Russie, du Portugal ou de

l’Espagne; nous nous en occuperons plus tard (bien, bien); nous

ne manquons pas chez nous d’ennemis d’une pire espèce (bravos);

ne perdons pas de vue l’objet de notre association, qui est

d’emporter le retrait des lois-céréales, _absolument,

immédiatement et sans condition_[30]. Si nous renoncions au mot

sans condition, nous aurions un nouveau débordement de

prétextes à chaque semaine.

[Note 30: Le mot: *unconditional* (sans condition), adopté par la Ligue, se rapporte à l'étranger et signifie: sans demander des concessions réciproques.]

Ici l'orateur rend compte de la tournée qu'il a faite dans les districts agricoles et de l'état de l'opinion parmi les fermiers.

J'ai assisté dans le comté de Hertford, à un meeting où étaient

réunis plus de deux mille fermiers; il avait été annoncé

longtemps à l'avance. Je m'y suis présenté seul

(applaudissements) sans être accompagné d'un ami, sans avoir une

seule connaissance dans tout le comté. (Bravos.) Nous nous

réunîmes d'abord dans le *Shire Hall* (salle du comté); mais

n'étant pas assez spacieuse, nous tînmes le meeting à ciel

ouvert, à Plough-Meal où se font ordinairement les élections. Je

pris ma place sur un wagon; je débitai mon thème pendant près de

deux heures (rires et applaudissements); et sur le champ même où,

il y a près de deux ans, la fine fleur de la chevalerie du comté,

sous la bannière du *conservatisme*, fit élire par les fermiers

trois partisans du monopole et de la protection, sur ce même

champ, je plaidai, il y a une semaine, la cause de l’abrogation

totale et immédiate des lois-céréales. (Applaudissements.)… Les

fermiers se divisèrent; les uns parlèrent pour, les autres

contre; je ne pris plus aucune part aux débats et abandonnai

entièrement la discussion à elle-même. Vous avez su qu’au moment

du vote, la motion en faveur du maintien de la protection n’avait

pas réuni plus de douze suffrages.

Ici M. Cobden annonce qu’un des fermiers de Hertford, M. Latimore, est auprès de lui et se fera entendre pendant la séance. L’assemblée applaudit avec enthousiasme. M. Cobden continue:

Saisissons cette occasion, puisque nous avons parmi nous un

représentant de cette digne et excellente classe d’hommes, de lui

exprimer les sentiments dont nous sommes animés pour l’ordre dont

il est un membre si distingué. Disons à la *landocratie* du pays,

qui prétend maintenir son injuste suprématie,—je dis injuste,

parce qu’elle se fonde sur le monopole,—disons-lui qu’il n’est

plus en son pouvoir de séparer, d’exciter l’une contre l’autre

ces deux grandes classes industrieuses, les manufacturiers et les

fermiers (applaudissements), identifiés désormais dans les mêmes

intérêts publics, économiques et sociaux. Présentons la main de

l’amitié à M. Latimore et à l’ordre auquel il appartient, et

qu’il soit bien convaincu que toute la puissance qu’exerce la

Ligue sur l’opinion publique, sera employée à obtenir pour les

fermiers la même justice que nous réclamons pour nous-mêmes. Le

temps approche où, industriels et fermiers, serrant leurs rangs,

marcheront côte à côte à l’attaque des monopoles.

(Applaudissements.) Souvenez-vous de mes paroles! le temps

approche où la foule des fermiers, mêlée à la foule des Ligueurs,

tous animés de la même ardeur, tous sous le poids de la même

anxiété, attendront dans les couloirs de la Chambre des communes

le dénoûment de cette grande question; et j’avertis la

landocratie qu’elle se trompe complétement si elle compte sur le

concours de ses tenanciers pour combattre la population urbaine,

quand elle se lève pour la cause de la justice. J’en ai vu assez

pour être assuré que c’est autour des châteaux de l’aristocratie

que se trouvent les penchants les moins aristocratiques. Que les

lois-céréales opèrent quelque temps encore leur oeuvre

destructive parmi les fermiers, et je ne voudrais pas être chargé

de braver l’indignation morale qui s’élèvera des districts agricoles… Je voudrais bien savoir où les landlords iront désormais chercher leur appui. Je les ai combattus jusque dans leurs places fortes. (Applaudissements.) Je les ai rencontrés dans les comtés de Norfolk, de Hertford et de Somerset. (Applaudissements.) La semaine prochaine je serai dans le Buckinghamshire, la semaine d’après à Dorchester, et le samedi suivant dans le Lincoln. (Applaudissements.) Je l’annonce ici publiquement. Je sais que les landlords n’ont pas vu jusqu’ici mes pérégrinations avec indifférence, et quand ils n’ont pas détourné nos fermiers d’assister à nos meetings, ils les ont engagés à y occasionner du désordre. Je leur dis publiquement où je vais, et ils n’osent pas venir m’y regarder en face. S’ils n’osent pas justifier leur loi en présence de leurs propres tenanciers, où donc pouvons-nous espérer de les rencontrer, si ce

n’est à la chambre des communes et à la chambre des lords?…

J’ai eu un attachement si passionné pour la liberté du commerce,

que je n’ai jamais regardé au delà; mais il y a des hommes qui

regardent au delà et qui comptent sur la Ligue pour une oeuvre

bien autrement radicale que celle qu’elle a en vue. Je n’ai pas

d’avis à donner à l’aristocratie de ce pays; mon affection pour

elle ne va pas jusque-là; mais si elle ferme les yeux, dans son

orgueil, sur le travail qui s’opère au-dessous d’elle, elle verra

peut-être la question se porter fort au delà d’une simple lutte

de liberté commerciale, par des hommes qui, après avoir accompli

une utile réforme, en poursuivront une autre bien autrement

profonde. (Acclamations.) Si l’on persévère dans ce système,

alors que le pays rend contre lui un témoignage unanime, je

répète ici ce que j’ai dit dans une autre enceinte (bruyantes

acclamations), la responsabilité tout entière en retombera sur le

pouvoir exécutif (applaudissements), et cette responsabilité

deviendra tous les jours plus terrible. (Nouveaux

applaudissements.) Sir Robert Peel dirige le gouvernement en

sens contraire de ses propres opinions. (Assentiment.) Je

n’incrimine les intentions de personne; j’observe la conduite des

hommes publics, et c’est sur elle que je les juge. Mais quand je

trouve qu’un ministre suit une marche diamétralement opposée à

ses opinions avouées, j’ai le droit de m’enquérir de ses

intentions, parce qu’alors sa conduite n’est pas dirigée par les

règles ordinaires. Et de qui se sert-il pour faire triompher ses

résolutions? il les obtient d’une majorité brutale. Je dis

brutale, parce qu’elle est irrationnelle; et je ne l’appelle

pas irrationnelle parce qu’elle ne s’accorde pas avec moi, mais

parce qu’elle suit un chef qui s’accorde avec moi en principe, et

adopte une autre marche en pratique. Le ministre qui dirige

l’administration avec un tel instrument, sachant qu’il est le

produit de l’intrigue, de l’erreur et de la corruption, lorsqu’il

voit les mêmes hommes, autrefois trompés par ses créatures,

s’assembler aujourd’hui à la clarté du jour, et, au milieu de

l’aristocratie à cheval, voter comme un seul homme contre cet

odieux système, ce ministre, dis-je, encourt une immense

responsabilité.

L’orateur annonce que le théâtre de Drury-Lane n’est plus à la disposition de la Ligue; et répondant aux personnes qui voudraient que les meetings se tinssent en plein air, il dit:

Les personnes se méprennent sur ce qui constitue l’opinion

publique, qui disent que des meetings à Islington-Green auraient

plus d’influence que ceux-ci. Ce ne sont pas les tacticiens de

l’école moderne qui pensent qu’une grande question d’intérêt

public peut être résolue devant une armée de trente à quarante

mille hommes rassemblés à Islington ou ailleurs. Mon opinion est

que depuis la réforme électorale, qui a mis la puissance

politique aux mains de plus d’un million de personnes appartenant

à la classe éclairée de ce pays, si cette classe veut agir, sa

puissance ne sera pas ébranlée, ni par les efforts de

l’aristocratie d’un côté, ni par les démonstrations populaires de

l’autre.—Sans vouloir négliger la coopération d’aucune classe,

je pense que ceux qui veulent emporter une grande question,

doivent le faire précisément par cette classe dont je suis en ce

moment entouré. Les applaudissements de la foule, l’enthousiasme

manifesté par un grand choeur de voix humaines, à Islington,

pourraient bien nous amuser ou flatter notre amour-propre, mais

si nous sommes animés d’une passion sincère, si nous voulons

faire triompher la liberté, ainsi que nous y avons engagé nos

fortunes, et s’il le faut, nos vies, alors nous prendrons conseil

de quelque chose de mieux que de la vanité, et nous choisirons

parmi nos moyens ceux qui sont les plus propres à amener le

succès. Rien n’est plus propre à le garantir que de semblables

réunions. C’est un axiome parmi les auteurs dramatiques, que le

jugement du public est sans appel. Au foyer, les critiques

peuvent différer et se combattre. Mais si la pièce a réussi à

Drury-Lane, elle réussira dans tout le royaume. Vous devez bien

penser que ce n’est pas sans quelque anxiété que nous avons porté

notre oeuvre devant vous. Mais forts de nos précédents, nous

rappelant que le succès n’avait jamais manqué à nos démarches les

plus hardies, nous résolûmes d’affronter votre jugement à

Drury-Lane. Vous l’avez prononcé, ce jugement, après plusieurs

épreuves réitérées. De semaine en semaine votre enthousiasme a

grandi; de séance en séance, les dames, cette meilleure partie de

la création, sont venues en plus grand nombre sourire à nos

efforts. (Acclamations.) Maintenant, qu'ils nous retirent l'usage

de cette enceinte privilégiée!—Nous les remercions de ce qu'ils

ont fait.—Vous avez condamné le monopole; votre verdict est

prononcé.... Il n'en sera pas fait appel. (L'honorable gentleman

s'assoit au milieu des acclamations enthousiastes. L'assemblée se

lève dans un état d'excitation tumultueux qui se prolonge

plusieurs minutes.)

MM. LATIMORE et MOORE prennent successivement la parole.

MEETING HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE À LA SALLE DE L'OPÉRA.

13 mai 1843.

À l’occasion de la discussion sur les lois-céréales, discussion qui a occupé cinq séances entières de la Chambre des communes et qui n’est pas encore terminée, la Ligue s’est réunie, samedi 13 mai, à la salle de l’Opéra. Après un discours éloquent de M. Fox, la parole est à M. Cobden.

M. COBDEN: C’est avec surprise que j’ai vu figurer mon nom sur

l’affiche de la distribution des rôles. (Rires.) Notre président

est d’un despotisme achevé, et ne laisse ni voix délibérative ni

voix consultative à ce sujet. Si j’étais libre, j’aimerais mieux,

pardonnez-le-moi, aller me reposer, car il était cinq heures ce

matin quand je suis sorti du Parlement, après avoir assisté à une

scène….. comment la qualifierai-je?….. Une scène digne des

bêtes sauvages d’Éphèse. (Rires et applaudissements.) Ce n’est

pas d’ailleurs une tâche aisée que de succéder à M. Fox. Je

regrette qu’il ne puisse pas répéter, lundi prochain, l’éloquent

discours que vous venez d’entendre, à la Chambre des communes, où

son grand talent, vous en conviendrez avec moi, devrait lui

assurer une place. Mais quoique l’occasion lui en soit refusée,

je pense qu’il en sera dit quelque chose lundi soir, car autant

les membres du Parlement sont impatients de la critique qui

s’attache à leurs *représentations* de Saint-Stephen, autant ils

aiment à critiquer nos *représentations* de Drury-Lane et de

l’Opera-House. Il n’a guère été question d’autre chose dans les

derniers débats, et nos opérations sont devenues le thème favori

du Parlement. Un autre sujet inépuisable pour ces Messieurs,

c’est le blâme et les plaintes dirigés contre le représentant de

Stockport. (Rires.) Je ne suis pas surpris que les membres des

communes supportent impatiemment la critique du public, et

puisque leurs belles manières devaient se manifester par une

violence si inusitée, ils ont agi prudemment d’exclure de

l’enceinte législative les étrangers et les journalistes.—Je

voudrais que mes compatriotes de la classe ouvrière eussent été

derrière les coulisses pour voir comment se comportent, en

quelques occasions, ceux qui se disent leurs supérieurs. (Rires

et applaudissements.)

Je ne sais vraiment que vous dire sur le fond de la question; je

me sens tout à fait dans la thèse de sir Robert Peel. Je n’ai pas

de nouveaux arguments à faire valoir, et je ne puis que vous

chanter toujours le même refrain. (Rires.) Mais, croyez-moi bien,

les plus vieux arguments sont les meilleurs. (Écoutez! écoutez!)

Le tout est de les bien comprendre. Je ne suis pas bien sûr que

vous ayez aucune raison, ni même aucun droit à obtenir la liberté

des échanges, si vous ne la comprenez parfaitement, si vous ne la

désirez avec ardeur. Mais, une chose dont je suis sûr, c’est

qu’en l’absence de cette intelligence et de cette volonté, vous

l’auriez aujourd’hui, que vous la perdriez demain.—Je vais donc

continuer mon cours; ce sera sans doute toujours le vieux

refrain. Mais je vois parmi vous des jeunes gens; pourquoi ne les

instruirions-nous pas? pourquoi ne les mettrions-nous pas à même

de convertir les vieux monopoleurs, en retournant à leurs foyers?

(Approbation.) Qu’est-ce que le monopole du pain? c’est la

disette du pain. Vous êtes surpris d’apprendre que la législation

de ce pays, à ce sujet, n’a pas d’autre objet que de produire la

plus grande disette de pain qui se puisse supporter? et cependant

ce n’est pas autre chose. (Écoutez! écoutez!) La législation ne

peut atteindre le but qu’elle poursuit que par la disette. Ne

vous semble-t-il pas que c’est assez clair?—Quelle chose

dégoûtante de voir la Chambre des communes….., je dis

dégoûtante ici, ailleurs le mot ne serait pas parlementaire. Mon

ami, le capitaine Bernal, leur a dit le mot en face; mais rappelé

à l’ordre par le président, il a dû s’excuser et retirer

l’expression. Mais allez, comme je l’ai fait, d’abord à la barre

de la Chambre des lords, et puis à la Chambre des communes, et

vous verrez que le fond de leurs discours c’est: rentes! rentes!

rentes! cherté! cherté! cherté! rentes! rentes! rentes! (Rires et

applaudissements.) Qu’est-ce que cela signifie? Voilà une

collection de grands seigneurs, de dignes gentilshommes

assurément, et faisant figure sur les coussins de soie de la

Chambre des lords, mais, du reste, ne dépassant guère le niveau

de l’intelligence ordinaire, et fort peu au-dessus de la

médiocrité, selon ce que j’en puis savoir, en vertus et en

connaissance;—mais enfin les voilà. Et que sont-ils?—des

marchands de blé et de viande. (Bruyants applaudissements.) C’est

là ce qui les fait vivre, et ils vont à la législature, pour

assurer, par acte du parlement, un prix élevé, un prix de monopole, à la chose qu’ils mettent en vente. C’est là leur grande affaire. Ce que je dis peut n’être pas parlementaire, mais c’est la vérité. (Applaudissements.) Voilà encore de grands seigneurs à la Chambre des communes, très-dignes gens sans doute, et qui représentent fidèlement les lumières et les vertus de leurs commettants. Cependant, je suis fâché de le dire, la plupart d’entre eux tirent leurs revenus de la vente des blés et des bestiaux; et quelle a été leur occupation pendant toute cette semaine? de combattre vigoureusement pour maintenir, par acte du Parlement, le prix de leurs marchandises. (Applaudissements.)

S’il y avait un Pasquin sur les murs de Saint-Stephen, j’écrirais en vers, au-dessus de son effigie: _Ici résident les marchands de grains_.—Vous ne voyez pas les hommes qui ont des cotons, des draps, des soieries, ou des fers à vendre, quelle que soit la

détresse de leur commerce, entrer d’un pas délibéré à la Chambre

des communes, et y faire des lois pour s’assurer des prix élevés;

pourquoi les maîtres de forges, les imprimeurs sur étoffes,

n’auraient-ils pas aussi leur échelle mobile? Ils pourraient

s’adjuger 1 sh. 2 d. de protection. Et pourquoi pas 1 sh. 6 d.?

on peut bien être généreux quand on l’est envers soi-même. Mais

il n’y a pas jusqu’aux grooms qui gardent leurs chevaux à la

porte de la Chambre qui ne riraient après eux. Pourquoi donc

tolérez-vous que les grands seigneurs aillent à la Chambre des

communes, et convertissent en une halle ce qui devrait être le

temple de la justice? (Approbation.) Pourquoi le peuple

tolère-t-il cela? parce que, fasciné par le vieux système féodal,

il voit avec indulgence, que dis-je? avec vénération, de la part

des possesseurs du sol, des actions pour lesquelles il honnirait

les hommes qui dirigent, dans la boutique ou l’atelier, une

honnête industrie. (Applaudissements.) Mais mon devoir est

d’instruire les enfants mêmes, afin que, rentrés chez eux, ils

catéchisent jusqu’à leurs grand’mères. (Éclats de rire.) Ces

enfants entendront dire sans doute que la protection n’a pas pour

but d’élever le prix du blé, mais d’en augmenter la production

intérieure. Et comment veut-on arriver à ce résultat? d’abord le

moyen est bizarre, et le sens commun peut trouver étrange qu’on

essaye de procurer l’abondance en excluant l’abondance.

(Écoutez!) Mais voyons les effets. Le peuple est-il nourri de

pain blanc? Selon le docteur Marsham, cinq millions d’habitants

vivent de pain d’avoine, et cinq autres millions de pommes de

terre. Que l’enfant revienne donc vers sa grand’mère, et qu’il

lui dise: Le plan a failli, car le peuple n’est pas nourri.

Quelle objection peut-on faire alors à l’essai de notre plan, en

laissant entrer le blé étranger? Qui le mangera? Ce ne sont pas

sans doute ceux qui assistent à ce meeting; ils en ont plus qu'il

ne leur en faut. Si donc il en entre davantage, il sera consommé

par ceux qui n'en mangent pas assez ou ceux qui n'en mangent pas

du tout. (Applaudissements.) Donc, laissez arriver le blé. Mais

ici vous êtes assaillis d'un débordement d'arguments tirés des

charges qui pèsent sur le sol, du danger de dépendre de

l'étranger, du développement exagéré des machines, *etc.* La

réponse à laquelle l'enfant doit se tenir attaché, est celle-ci:

Toutes ces choses peuvent être très-fâcheuses, mais rien n'est

plus fâcheux que la rareté des aliments; il pourrait être bon de

ne pas dépendre de l'étranger, si nous ne dépendions pas de gens

qui nous traitent plus mal chez nous. Mes malheureux commettants

de Stockport dépendent de la production intérieure, et ils se

trouvent si mal nourris, depuis tantôt cinq ans, qu’ils

aimeraient mieux dépendre des Russes, des Polonais, des Allemands

ou des Américains, ou de quelque nation que ce soit sur la

surface de la terre, plutôt que de se fier aux nobles marchands

qui ont érigé le système exclusif. Mais les landlords objectent

qu’ils payent de plus lourdes taxes que les autres classes de la

société. En admettant que, possédant le pouvoir de manipuler les

taxes, ces anges de désintéressement les aient toutes placées sur

leurs propres épaules, comme Sancho Pança; eh bien! dans ce cas

même, qu’ils les rectifient, qu’ils les fassent passer sur

d’autres; mais cela ne justifie point la rareté des aliments. Il

y a une autre grande duperie mise en avant par l’ennemi, et qui a

trompé beaucoup d’enfants de tous âges. C’est la question des

machines. Mais une aiguille est une machine, un dé à coudre est

une machine, c’est un grand progrès sur l’ongle du pouce.

(Rires.) J’ai toujours trouvé que les plus grandes clameurs

contre les machines partent de gens qui, d’une façon ou d’une

autre, se servent de machines pour leurs propres affaires. Mais

ils ont entendu parler de quelque merveilleuse invention dans le

nord de l’Angleterre, et les monopoleurs se sont empressés de les

mettre sur une fausse quête, en leur persuadant que c’est là ce

qui nuit au peuple, et non la taxe du pain. J’ai rencontré à

Yarmouth un de ces hommes qui vont vociférant contre les

machines. Je lui demandai de quelle espèce de machine il se

plaignait; il me répondit: Du power-loom. Vous en servez-vous à

Yarmouth? lui dis-je.—À Yarmouth, nous ne tissons ni ne filons,

mais nous prenons du poisson.—Et quel poisson?—Du hareng.—De

quoi vous servez-vous pour le prendre?—De filets, et de

très-grands filets encore.—Pourquoi ne vous servez-vous pas de

lignes et d’hameçons? (Acclamations.)—La réponse me prouva qu’il

est dangereux de s’immiscer dans les affaires des autres, car un

vieux pêcheur prit ma question en très-mauvaise part, et me dit:

Nous n’avons que faire d’hameçons.—Mais pourquoi?

insistai-je.—Parce que ce serait trop de peine, répondit le

vieux pêcheur.—Voilà tout le secret; voilà aussi la raison pour

laquelle on ne file plus avec la quenouille et le fuseau.—Ce

serait trop de peine.

En ce qui concerne le manque d’emploi occasionné par les

machines, il n’y a jamais eu de plus grande méprise depuis le

commencement du monde. Il y a dans le comté de Lancastre un

million cinq cent mille habitants, dont cinq cent mille n’y sont

pas nés, mais sont venus des comtés où les machines sont

inconnues, vers celui où les inventions les plus merveilleuses

épargnent de plus en plus le travail de l’homme. C’est là que la

population s’est le plus rapidement accrue depuis vingt ans. Que

pensez-vous que soient devenus les enfants dans les villages où

la population se montre stationnaire? Il y a, dans les districts

ruraux du Lancastre, des villages qui ne sont pas maintenant plus

populeux qu’à l’époque où Guillaume le Conquérant fit dresser le

doomsday-book. Cela peut paraître étonnant, mais cela est vrai.

Un de mes amis, qui est à côté de moi, s’est beaucoup occupé de

réfuter cette erreur. Il a pris la peine de parcourir une grande

partie du Lancastre, principalement là où les machines n’ont pas

été introduites; il a compulsé les registres des baptêmes et des

funérailles, et il a trouvé, en général, trois naissances contre

deux décès; qu’est donc devenue cette population excédante? Elle

a afflué vers Blackburn, vers Bolton, vers les villes où elle a

été employée par ces mêmes machines qu’on accuse de détruire

l’emploi des bras. Je vous dirai quelle est l’utilité des

machines: c’est d’accroître la puissance de la production; mais à

mesure qu’elles se multiplient, il faut que le marché du monde

s’ouvre devant nous. Si nous avions la liberté du commerce,

chaque perfectionnement mécanique serait suivi d’une diminution

dans le prix de revient du produit, diminution qui mettrait le

marchand à même de lui trouver de nouveaux débouchés. Le bon

marché toujours croissant pousserait toujours nos produits plus

loin vers les extrémités du globe.—À 1 shilling, tel article

peut être envoyé en Allemagne;—réduisez-le à 8 d., et il ira en

Italie; diminuez-le jusqu’à 6 d., et il pénétrera en Turquie;—à

4, il se montrera en Perse; à 2, il pénétrera jusque dans les

régions les plus éloignées de l’Asie centrale. (Bruyants

applaudissements.) Mais comment le marchand pourrait-il étendre

ses opérations, s’il ne lui était pas permis de rapporter chez

nous, en échange de nos produits, les produits que les autres

peuples ont à nous donner? Le *statute-book* laisse nos

négociants exploiter le monde entier, y chercher des objets de

convenance et de luxe pour la classe riche; mais il ne permet pas

qu’ils rapportent cette denrée, qui, parmi toutes les autres,

pourrait contribuer au bien-être et au bonheur des ouvriers et de

leurs familles, et cependant c’est le rude travail de leurs mains

calleuses qui paye ces superfluités qu’on tolère, comme il

payerait les denrées utiles qu’on exclut. Les législateurs

donnent un libre accès aux objets de luxe qui peuvent décorer

leurs personnes et embellir leurs fastueux palais: mais pourquoi

défendent-ils l’entrée du blé? Pourquoi empêchent-ils la Russie,

la Pologne, l’Amérique de nous fournir du blé? Pourquoi? Parce

qu’ils sont marchands de blé! Ils devraient inscrire sur la porte

de leurs demeures ces mots: «Marchands de blé; aucune concurrence

n’est permise.» (Bruyantes acclamations.)—Je vous ai dit que

les étourdis qui se laissent prendre à de pareilles jongleries,

ne sont que des enfants, quel que soit leur âge, et en effet, ne

faut-il pas être bien novice, que ce soit faute d’années ou faute

d’intelligence, pour tomber dans des piéges aussi grossiers? Les

lois-céréales affectent également toute la communauté, et la

taxe du pain coûte plus aux habitants de Londres qu’à tous ceux

du Lancastre; et n’est-ce point une véritable puérilité que de se

laisser mettre sur une fausse quête, et d’aller chercher la cause

du mal dans le Lancastre, sans regarder autour de nous et chez

nous? Mais enfin, admettons que les machines aient l’effet qu’on

leur attribue;—condamnons ces puissantes inventions, ces

merveilleuses applications de la science, qui ont arraché

l’espèce humaine à l’état sauvage, et qui ont fait, pour ainsi

dire, le fer lui-même participant de la vie; ne voyons dans ces

merveilles que malédictions pour le pays; élevons-nous contre la

Divinité elle-même: reprochons-lui d’avoir soufflé dans l’esprit

humain le désir et la faculté de s’élever dans le champ indéfini

des découvertes; accordons tout cela. Qu’en résultera-t-il?

Est-ce que les choses en iront mieux, parce qu’une _taxe sur le

pain_ viendra ajouter ses nuisibles effets aux nuisibles effets

de ces machines maudites? (Véhémentes acclamations.) Je le

répète, il n’y a que l’enfance, l’enfance morale, qui puisse être

dupe de ces clameurs contre les machines, puisque nos maux sont

les mêmes, que les machines soient une malédiction, ou qu’elles

soient un bienfait; puisqu’ils pèsent également sur nous tous,

soit que nous travaillions avec nos dents et nos ongles, soit que

nous appelions à notre aide les forces des vents et de la

vapeur,—et ce que je dis des machines, je le dis aussi de toutes

autres clameurs élevées pour faire perdre de vue le grand fléau,

la grande iniquité:—la rareté des aliments.

Quelques personnes parlent d’un changement dans la valeur des

espèces métalliques. Nous ne nous y opposons pas; mais ce dont

souffre le pays, ce n’est pas la rareté du numéraire, c’est la

rareté des *aliments*, et jamais nos efforts ne se ralentiront,

jusqu’à ce que nous ayons renversé toutes les barrières qui nous

en séparent. (Bruyantes acclamations.) J’appelle une lourde

responsabilité, comme chrétien et comme citoyen, sur quiconque

néglige de plaider l’abrogation de la loi-céréale. Je ne veux pas

qu’on infère de mes paroles qu’il n’y a pas, selon moi, des

hommes consciencieux parmi nos adversaires; mais, dans l’état

présent du pays, la neutralité n’a pas d’excuse. Une loi, parmi

les Spartiates, condamnait à mort les citoyens qui ne prenaient

pas parti dans les grandes questions d’intérêt public. Quoique la

Ligue n’entende pas infliger à ceux qui restent neutres

d’exclusion physique, il est une exclusion civile dont elle

frappera les citoyens qui n’entrent pas dans ses rangs. Si les

banquiers, les armateurs et les marchands de la cité de Londres

ne trouvent pas de loisirs pour étudier cette grande question,

qu’ils soient moralement déposés du rang qu’ils occupent dans

l’opinion publique, qu’ils descendent dans l’estime de leurs

concitoyens au niveau de leurs commis et de leurs portiers; ils

ne méritent pas d’être élevés sur un piédestal d’or pour être

vénérés comme des idoles. Qu’ils soient jugés selon leur mérite.

(Applaudissements.) Tout homme qui comprend la question doit

sortir de l’inaction et s’efforcer de rallier ses semblables à la

vérité, car ce n’est que par la force de l’opinion que cette

grande réforme peut être résolue. Il n’est personne qui ne puisse

beaucoup pour l’avancement de notre cause. Des hommes, dont les

noms étaient jusqu’ici inconnus, ont rendu de grands services en

propageant autour d’eux les doctrines de la liberté commerciale.

Je citerai un membre de la Société des Amis, qui, depuis deux

années, a mis à distribuer les pamphlets de la Ligue une

prodigieuse activité. Il a parcouru à pied tout le pays, depuis

le comté de Warwick jusqu’au Hampshire, et a disséminé partout

les vérités et les lumières. Avec le secours de tels auxiliaires,

il nous est bien permis d’entretenir l’espoir d’un triomphe

prochain et définitif. Cet humble serviteur de notre oeuvre n’a

été dirigé que par la conscience d’accomplir envers ses frères un

grand devoir de charité. (Bruyantes acclamations.) Voilà un homme

qui ne verserait pas une goutte de sang, même pour défendre sa

propre vie, qui a visité plus de vingt mille maisons, y a déposé

le germe de la vérité et de la justice, et qui, pour cette grande

cause, a supporté plus de fatigues et de travaux que ne fit

jamais le duc de Wellington lui-même. (Nouvelles acclamations.)

Et quand le monde saura apprécier la vraie moralité des actions,

c’est à la mémoire de ce quaker obscur et modeste, plutôt qu’à

celle de Wellington, qu’il dressera des statues. (Bravos.) Cet

homme excellent, de même que beaucoup d’autres de ses frères en

religion, s’est efforcé de propager les principes de la Ligue,

non-seulement parce qu’il croit que la liberté commerciale fera

descendre l’aisance et le bien-être dans la masse du peuple, mais

encore parce qu’il la considère comme le seul moyen humain d’unir

toutes les nations par les liens d’une paix durable, de faire

cesser à jamais le fléau de la guerre et d’extirper du sein des

nations cette force brutale qui, maintenue sous prétexte de les

défendre, retombe sur elles d’un poids accablant, sous la forme

de marine militaire et d’armée permanente, funestes et

prodigieuses créations qui n’ont servi jusqu’ici qu’à élever par

une route sanglante les Clives et les Wellington. (Acclamations

prolongées.) Vous avez entendu dire, dans le dernier débat du

Parlement, que le principe de la liberté des échanges, quoique

vrai, ne s’adaptait pas aux circonstances actuelles. Un honorable

membre a dit que c’était la vérité abstraite et sans application

aux temps modernes. (Écoutez! écoutez!) Quoi donc! Faut-il

conclure de là que nos chambres législatives n’ont rien de commun

avec la justice et la vérité? La mission du Parlement est de faire justice; et depuis quand la justice n’est-elle point applicable à la population de ce pays? Voulez-vous savoir pourquoi la justice n’est pas applicable? C’est que la plupart des membres de cette assemblée sont intéressés au maintien de l’injustice. Le chef des monopoleurs s’est levé dans la chambre et il a dit en propres termes au ministre de sa création: «Tu iras jusque-là, tu n’iras pas plus loin.» Que penser d’un premier ministre qui se soumettrait à une telle domination? (Tonnerre d’applaudissements.) Pour moi, si je me complais dans la défense du grand principe de la liberté, c’est que, dans ma profonde conviction, il implique les plus chers intérêts de l’humanité; il tend à unir de plus en plus les nations de la terre, à faire prévaloir la paix, la moralité, la sage administration; à saper la domination des classes privilégiées. J’en appelle à mon pays,

j’adjure tous nos concitoyens de se rallier à ce grand mouvement

contre le monopole, s’ils veulent partager la douce satisfaction

qui naît de l’accomplissement d’un devoir et de la conscience

qu’on n’a point refusé aide et assistance à la cause de

l’humanité. (Applaudissements.)

Au mois d’octobre 1843, la ville de Londres dut procéder à l’élection d’un membre de la Chambre des communes. Le candidat était M. Baring, chef de la première maison de banque d’Angleterre, frère de lord Ashburton, appuyé tout à la fois par l’aristocratie, la banque, le haut commerce, le monopole et le gouvernement. C’est dans ces circonstances que la Ligue voulut essayer ses forces et son influence. Elle suscita pour concurrent à M. Baring un de ses membres, M. Pattison. Un grand meeting tenu à Liverpool, le 4 octobre, prit à l’unanimité la résolution suivante: «Qu’une vacance ayant lieu dans la représentation de la cité de Londres, ce meeting remontrera sérieusement aux électeurs de la métropole qu’ils sont appelés à exercer leurs droits dans un moment décisif; qu’il importe que la première cité commerciale du monde dise si elle entend soutenir un ami ou un ennemi de ce commerce qui est la base de sa grandeur; que ce meeting fera un appel aux citoyens de Londres pour qu’ils accordent leurs suffrages à un avocat de *l’abolition totale, immédiate et sans condition des lois-céréales, et de tous les monopoles*, et pour qu’ils aident ainsi les amis de la liberté commerciale à faire consacrer le droit, pour tout Anglais, de disposer du fruit de son travail sur le marché du monde.»

Dès que cette résolution fut prise, la Ligue commença à *agiter*, comme elle a coutume de le faire dans toutes les circonstances importantes. Il n’entre pas dans notre sujet de consigner ici tous les épisodes cette lutte. Les principaux traits s’en sont reproduits dans la séance tenue à Covent-Garden le 10 octobre, séance dont nous donnons un extrait. On sait d’ailleurs que la Ligue remporta un signalé triomphe par la nomination de M. Pattison.

GRAND MEETING À COVENT-GARDEN.

Octobre 1843.

L’objet spécial de ce meeting explique l’affluence extraordinaire qu’il attire. Malgré qu’il ait été construit des galeries supplémentaires, la salle ne peut contenir la moitié des personnes qui se présentent.

À sept heures, M. Villiers, m. P., monte au fauteuil et prononce un discours fréquemment interrompu par les applaudissements.

M. COBDEN ……. Le président vous a clairement expliqué l’objet

de ce meeting. Nous ne cherchons pas à cacher que notre but est

d’en appeler à vos suffrages, de réclamer votre concours

électoral. À vrai dire, tous nos meetings ont un caractère

électoral. Mais, dans cette circonstance, tous les électeurs de

Londres ont été invités à assister à la séance..... Nous sommes

venus vous demander si vous voulez donner vos voix au *monopole*

ou à la *liberté*. Par liberté, nous n'entendons pas l'abolition

de tous droits de douane, ainsi que l'un de vos candidats, M.

Baring, nous l'impute, sans doute par ignorance. Nous avons

répété mille fois que nous n'aspirons point à arracher de la

douane les agents de Sa Majesté, mais les agents que des classes

particulières y ont introduits dans leur intérêt privé, et pour y

percevoir des droits qui ne vont pas au trésor public.

(Applaudissements.) Il y a quelque chose de si évidemment juste

et honnête dans notre cause, que tout écrivain qui se recueille

dans le silence du cabinet, et qui aspire à voir son oeuvre

survivre au terme d'une année, est d'accord avec nous en

doctrine. Bien plus, nous avons assez vécu pour voir les hommes

d’État les plus pratiques, pendant qu’ils sont aux affaires,

amenés par la force de la logique et les lumières de leur siècle,

à admettre la justesse de notre principe, quoiqu’ils

condescendent bassement à gouverner par le principe opposé. Il y

a plus encore; vos candidats, aussi bien M. Baring que M.

Pattison, se placent en théorie sur le même terrain. Il n’y a

entre eux que cette différence: l’un promet d’être conséquent

avec lui-même, et l’autre s’y refuse. (Bruyants

applaudissements.) Eh bien! nous venons demander si vous voulez

choisir pour votre représentant un homme qui, reconnaissant la

justice de la liberté en matière d’échanges, nous la refuse

néanmoins. Le préférez-vous à un homme qui s’engage à mettre

d’accord sa conduite et ses opinions?—M. Baring admet que nos

principes sont vrais, *in abstracto*; cela veut dire que sa

pratique sera fausse *in abstracto*. (Applaudissements.) Quoi!

avez-vous jamais ouï parler d’un père qui enseigne à ses enfants

l’obéissance aux commandements de Dieu, *in abstracto*? Avez-vous

jamais entendu un accusé, après le verdict de condamnation,

s’écrier: «J’ai volé ce mouchoir, mais c’est une abstraction.»

—Et le monopole est-il une abstraction? S’il en est ainsi, je

cède volontiers la place à M. Baring et à son élection. Mais

c’est là une abstraction qui se montre sous la forme

très-corporelle de certains monopoleurs, qui se permettent

d’abstraire ou de soustraire la moitié de votre sucre et de votre

pain. (Rires et applaudissements.)—Mais plaçons-nous un moment

sur le terrain de nos adversaires et examinons leur raisonnement,

quoiqu’à vrai dire ils se sont eux-mêmes interdit la faculté de

raisonner en admettant que ce qui est vrai en principe est faux

en conséquence. Sur quel fondement refusent-ils de mettre leur

théorie en pratique? «Si vous abandonnez le monopole, disentils

d’abord, il vous sera impossible de prélever des taxes

suffisantes.» Mais, si je comprends bien l’objection, elle

signifie que nous serons hors d’état de payer à la reine des

impôts pour la marine, l’armée, la magistrature, à moins que nous

ne nous mettions sur le dos des taxes à peu près égales en faveur

du duc de Buckingham, du duc de Richmond et compagnie.

(Rires.—Écoutez! écoutez!) L’objection signifie cela, ou elle

ne signifie rien. C’est un pauvre compliment à faire à notre

siècle que de lui attribuer la découverte de cet argument, car il

n’était certes venu à l’esprit de personne quand on établit les

monopoles. Mais voyons comment les monopoles favorisent les

recettes publiques. En 1834, 35, 36 et 37, le prix du blé fut en

moyenne à 45 sh. Il arriva que le chancelier de l’Échiquier eut

des excédants de recettes, et put diminuer les impôts. En 1838,

39, 40 et 41, lorsque le monopole, s’il froissait le peuple,

devait au moins, selon nos adversaires, favoriser le trésor,

qu’est-il arrivé? les recettes ont baissé; et pendant que le blé

était à 65 sh., nous avons entendu le premier ministre déclarer

que la puissance contributive du peuple était épuisée, et qu’il

ne lui restait d’autre ressource que de mettre un *income-tax*

sur les classes moyennes. J’avoue que les faits et l’expérience

me paraissent des guides plus sûrs, pour se faire une opinion,

que l’autorité, et notamment l’autorité de M. Baring.—Venons au

sucre. Que fait le sucre pour le trésor?—quel est le prix du

sucre à l’entrepôt? 21 sh. Que le payez-vous? 41 sh.[31]. Vous

payez donc un excédant de 20 sh. par quintal, sur 4 millions de

quintaux. Il vaut la peine de lutter, n’est-ce pas?

(Applaudissements.) Et vous, boutiquiers, artisans, ouvriers,

boulangers de Londres, que vous revient-il de ce monopole? Le

monopole! oh! c ‘est un personnage mystérieux qui s’assoit avec

votre famille autour de la table à thé, et quand vous mettez un

morceau de sucre dans votre coupe, il en prend vitement un autre

dans le sucrier (rires et applaudissements); et lorsque votre

femme et vos enfants réclament ce morceau de sucre qu’ils ont

bien gagné et qu’ils croient leur appartenir, le mystérieux

filou, le monopole, leur dit: je le prends pour votre protection.

(Éclats de rire.) Et combien prend le trésor sur le sucre? M.

Mac-Grégor, secrétaire du *Board of trade*, dans l’enquête de

1840, affirme que si le droit protecteur était aboli, la

consommation serait double, et le trésor gagnerait trois millions

sterling. M. Mac-Grégor est encore secrétaire du _Board of

trade_, position qu’il est certes bien digne d’occuper, et son

témoignage est là qui nous condamne aux yeux du monde. Quel est

donc le prétexte du monopole du sucre? On ne peut pas dire qu’il

est établi dans l’intérêt du trésor, ni dans celui des fermiers

anglais, ni dans celui des nègres des Antilles? Quel est donc le

prétexte qu’on met en avant? que nous ne devons pas acheter du

sucre-esclave[32].

[Note 31: Non compris le droit fiscal de 24 sh.]

[Note 32: *Slave-grown sugar, free-grown sugar.* Il faudrait

traduire sucre produit par les esclaves, ou par les hommes

libres. Pour abréger, je me suis permis ces néologismes:

Sucre-esclave, sucre-libre.]

Je crois que l’ambassadeur du Brésil est ici présent, et sans le

blesser, je puis lui faire jouer un rôle dans une petite scène

avec le ministre du commerce. Son Excellence est admise à une

audience avec toute la courtoisie due à son rang. Il présente ses

lettres de créance, et annonce qu’il vient pour arranger un

traité de commerce. Il me semble voir le ministre prendre une

attitude recueillie, solennelle et religieuse[33] (rires) et

dire: «Vous êtes du Brésil. Nous serions heureux de faire des

échanges avec votre pays, mais nous ne pouvons, en conscience,

recevoir des produits-esclaves.» Son Excellence entend bien les

affaires (cela est assez ordinaire aux gens qui viennent du

dehors pour traiter avec nous). (Écoutez! écoutez!) «Eh bien,

dit-elle, nous verrons à vous payer de quelque autre manière.

Qu’avez-vous à nous vendre?—Des étoffes de coton, dit le

ministre, nous sommes en ce genre les plus grands pourvoyeurs du

monde.—Du coton, s’écrie l’ambassadeur, et d’où le

tirez-vous?—Des États-Unis.—Et est-il produit par des esclaves

ou par des hommes libres?» Je vous laisse à penser la réponse et

la contenance de notre président du *Board of trade*.

(Applaudissements.) (Ici quelque confusion se manifeste dans la

salle par suite de la chute d’un banc.) Ne vous effrayez pas, dit

M. Cobden, c’est le présage et le symbole de la chute des

monopoleurs. (Éclats de rire.)—Y en a-t-il quelques-uns parmi

vous dont l’humanité et les sympathies se soient laissé prendre à

ces clameurs contre le sucre-esclave! Connaissez-vous la loi à

cet égard? Nous envoyons nos produits manufacturés au Brésil, par

exemple; nous les échangeons contre du sucre-esclave. Ce sucre,

nous le raffinons dans des entrepôts, c’est-à-dire dans des

magasins où les Anglais seuls ne peuvent pas acheter. De là, il

est envoyé par nos marchands, par ces mêmes marchands qui

déclament aujourd’hui contre le sucre-esclave, et envoyé en

Russie, en Chine, en Turquie, en Égypte, en un mot, aux quatre

coins de la terre. Il se distribue parmi cinq cents millions

d’hommes, et vous seuls ne pouvez y toucher; et pourquoi? parce

que vous êtes ce que ne sont pas les autres hommes, les esclaves

de votre oligarchie. Oh! hypocrites! hypocrites!…

[Note 33: Ce ministre était M. Gladstone, que l’on sait être

sorti depuis des affaires pour des scrupules religieux.]

M. Baring a dit, à ce que m’apprennent les journaux du jour, que

nous, hommes du Lancastre, nous n’avons rien à voir dans

l’élection de Londres. Je voudrais bien savoir s’il se fait une

loi qui n’oblige pas dans le Lancastre aussi bien que dans le

Middlesex? L’oligarchie du sucre se borne-t-elle à piller ses

commettants?—Au reste, cette prétention va bien aux monopoleurs.

Il est assez naturel que les hommes qui prétendent isoler les

nations, veuillent aussi isoler les provinces. Ils sont

conséquents, et nous montrent jusqu’où ils portent leurs vues.

(Applaudissements.)

Ici, M. Cobden dit qu’en parlant de l’opposition que certains négociants font à l’élection de M. Pattison, il n’entend pas

prétendre que toute la classe des négociants est contraire à la liberté illimitée du commerce. Il cite l’opinion de MM. Rothschild, Samuel-Jones Lloyd et autres riches banquiers. Il continue ainsi:

De toutes parts on alarme, on stimule les propriétaires; on les

appelle à venir défendre les droits de la propriété qu’on accuse

la Ligue de vouloir renverser, et je suis personnellement l’objet

de ces vaines clameurs. J’ose dire que s’il est un homme en

Angleterre qui plaide la cause de la propriété, cet homme, c’est

moi. Et que fais-je autre chose depuis cinq ans? à quoi sont

consacrés tous les travaux de ma vie publique, si ce n’est à

rendre leurs droits de propriété à ceux qui en ont été

injustement dépouillés? (Véhémentes acclamations.) Comme il y a

une espèce particulière de propriété, que M. Baring semble perdre

entièrement de vue, je ne crois pas pouvoir mieux faire que de le

renvoyer à Ad. Smith. Cet écrivain s’exprime ainsi: «La propriété

du travail, étant le fondement de toutes les autres, est la plus

sacrée et la plus inviolable. Le patrimoine du pauvre consiste

dans la vigueur et la dextérité de ses bras. L’empêcher

d’employer cette vigueur et cette dextérité, comme il l’entend,

sans nuire à autrui, c’est une violation de la plus sacrée de

toutes les propriétés; c’est une usurpation manifeste des droits

de l’ouvrier et de ceux qui pourraient l’occuper.» Fort de

l’autorité d’Adam Smith, je dis que M. Baring et ceux qui

l’appuient, en tant qu’ils soutiennent les monopoles, violent le

droit de propriété dans la personne des ouvriers, et en agissant

ainsi, je répète ici ce que je leur ai dit au dernier meeting, je

les avertis qu’ils sapent les fondements mêmes de la propriété de

quelque espèce qu’elle soit. (Applaudissements.)

Ici, l’orateur démontre par des faits nombreux que la prospérité de chaque industrie dépend de la prospérité de toutes les autres.

Il vient à parler ensuite de la corruption électorale. Nous traduirons un extrait de cette partie du discours de M. Cobden, pour montrer l’importance et la hardiesse des résolutions de la Ligue.

Notre adversaire, si l’on en croit le bruit public, a eu recours

ailleurs à des pratiques que nous ne devons pas tolérer à

Londres. Il faut que l’on sache ce qui se passa à Yarmouth en

1835. On me dira que tout se fit à l’insu du candidat. Mais alors

cette question se présente naturellement: Qui dirigeait ces

manoeuvres? (Écoutez! écoutez!) C’est ma ferme conviction

qu’aucun acte corrupteur n’a lieu sans que le candidat l’autorise

et le paye… Je dis cela après avoir été candidat moi-même. Je

n’ai jamais dépensé 10 l. s. sans savoir pourquoi, et je ne

présume pas que d’autres avancent des 12,000 l. sans en recevoir

la contre-valeur en suffrages. (Rires et approbation.) Je vois

dans les journaux que vraisemblablement on aura recours aux mêmes

manoeuvres dans un quartier de Londres. Le corps électoral

(_constituency_) de Londres est le plus honnête parce qu'il est

le plus nombreux. Mais il y a un cancer rongeur à l'une des

extrémités de la métropole. Je crois utile de prévenir les

personnes qui pourraient se laisser envelopper dans ces

intrigues, qu'elles courent aujourd'hui un danger plus grand que

par le passé, en acceptant des présents, ou d'être défrayées de

leurs dépenses. Que si l'on dit à un pauvre électeur: «Allez en

avant; tout s'arrangera quand le terme prescrit par la loi sera

passé,» je le préviens qu'il n'y a pas de prescription pour la

fraude. La Ligue, parmi les objets qu'elle a en vue, considère,

comme un des plus importants, de vaincre la corruption

électorale; et elle est bien décidée à mettre en oeuvre, dans la

présente élection, le plan qu'elle a conçu pour atteindre ce but.

C'est notre intention de poursuivre criminellement quiconque

pourra être convaincu d’avoir offert, reçu, donné ou demandé un

présent. De plus, l’intention de la Ligue est d’accorder une

récompense de 100 l. s. à celui dont le témoignage aura amené la

condamnation du coupable. Que l’électeur pauvre sache que s’il

offre son suffrage pour une somme d’argent, ou si quelqu’un lui

offre de l’argent pour sa voix, ce sont là deux actes criminels

passibles d’une peine. Je conseille donc au pauvre électeur, si

on lui offre de l’argent, de saisir le corrupteur au collet, de

le livrer à l’officier de police et de le suivre devant le

premier magistrat, veillant bien à ce que, dans le trajet,

l’accusé ne se défasse d’aucun objet, ou ne détruise aucun

papier. (Rires et applaudissements.) Je crois que nous

parviendrons ainsi à prévenir la corruption dans la Cité. Je ne

dis rien des pétitions contre l’élection frauduleuse, parce que

nous entendons bien que M. Baring ne sera pas élu; mais, élu ou

non, tout homme que l’on pourra espérer de convaincre d’un acte

corrupteur, sera poursuivi criminellement devant la Cour de

justice. (Applaudissements.) Dans les cas ordinaires, la pénalité

est d’un an de prison.—Nous préférerions de beaucoup poursuivre

celui qui offre que celui qui reçoit un don corrupteur; c’est

pourquoi nous disons au pauvre électeur d’y aviser et de voir

s’il ne vaut pas mieux, pour lui, gagner 100 l. s. honnêtement,

que 30 sh. en vendant son suffrage. Il est surprenant que l’on

ait fait lois sur lois contre la corruption, qu’on les ait

entassées jusqu’à en faire la risée du peuple, sans qu’on se soit

jamais avisé d’un moyen aussi simple de la déjouer. On raconte

que le chancelier Thurlow, s’embarrassant au milieu des

définitions techniques qu’il voulait donner de la corruption,

comme les gens de sa profession ont coutume de le faire, un

plaisant de la Chambre s’écria: «Ne prenez pas tant de peine; il

n’est aucun de nous qui ne sache fort bien ce que c’est.» (Éclats

de rire.)—Voilà, Messieurs, ce que nous ferons pour en finir

avec la corruption électorale. Nous ne nous adresserons pas au

Parlement, nous ne lui demanderons pas de casser l’élection; nous

en appellerons directement à un jury de nos concitoyens. Y a-t-il

quelqu’un qui puisse dire qu’il n’y a pas autant de pureté dans

notre but que dans nos moyens? Qu’on parle tant qu’on voudra de

notre violence, du caractère révolutionnaire de nos procédés,

nous ne nous sommes jamais écartés des voies légales et

paisibles, *etc.*

L’orateur, après quelques autres considérations, termine au milieu des applaudissements.

M. BRIGHT lui succède. Le caractère chaleureux de son éloquence a, comme toujours, le privilége d’exciter au plus haut degré l’enthousiasme de l’assemblée.

M. W. J. FOX: Dans le choix important que les électeurs de la

cité de Londres vont être appelés à faire sous peu de jours, il

est remarquable que le plus solide argument, en faveur d'un des

candidats, a été fourni par l'autre. «Si l'on me demandait, a dit

M. Baring, vendredi dernier, dans son exposition de principes aux

électeurs: Reconnaissez-vous abstractivement la justice de la

doctrine de la liberté en matière d'échanges? je répondrais: Oui.

Si l'on me demandait: Désirez-vous voir le commerce dégagé de

toutes les entraves qui le restreignent? je répondrais: Oui.»

Voilà les principes proclamés par M. Baring, voilà ses voeux

avoués. Ce sont précisément les principes que M. Pattison

s'engage à faire pénétrer dans la pratique; ce sont précisément

les voeux que sa carrière parlementaire aurait pour objet de

transformer en réalités. (Applaudissements.) Pourquoi donc M.

Baring ne se trouve-t-il pas parmi les partisans de M. Pattison?

(Rires et applaudissements.) Pourquoi n’agit-il pas dans le sens

de ses propres désirs? Pourquoi repousse-t-il l’application de

ses propres principes? Est-ce lâcheté? est-ce hypocrisie? Est-il

de ceux qui mettent toujours un «je n’ose» après un «je

voudrais;» ou bien qui jettent en avant des phrases sonores pour

leurrer les simples et les débonnaires? Étale-t-il le principe

pour capter vos votes, et l’exception pour réserver le sien?

(Applaudissements.)

C’est la vulgaire stratégie des sophistes, quand ils s’élèvent

directement contre un grand principe, de lui rendre en paroles un

hommage révérencieux, et d’envelopper le principe antagonique

sous la forme d’une exception, et c’est là la stratégie qui est

l’âme de tout le discours de M. Baring. Il adhère d’abord

largement et clairement au principe de la liberté des échanges;

mais ensuite tout le discours est calculé de manière à montrer

comment et pourquoi ce principe ne doit pas être appliqué,

comment et pourquoi il faut transiger dans l'intérêt d'une

classe, d'un parti, du trésor, de la défense nationale, ou sous

prétexte d'humanité envers les noirs. Mais la chose qu'il plaide,

et qu'il nomme *protection*, tandis que le vrai nom est

monopole, n'est pas une exception au principe de la liberté,

c'est un autre principe antagonique à celui-là. Ce qu'il nomme

protection, c'est ce qui élève le prix des subsistances.

Protection signifie ce qui diminue la capacité d'acheter.

Protection signifie ce qui arrache à l'honnête ouvrier une part

de son juste salaire. Protection désigne toutes les formes

variées du monopole, et, entre autres choses en ce moment, le

fardeau de l'*income-tax*. (Applaudissements.) Et à qui entend-il

accorder protection? Voyez ses votes. Il protége les

établissements ecclésiastiques dans leur orgueil et leur

splendeur, mais il ne protége pas le pauvre dissident contre la

saisie de son lit et de sa Bible, pour parfaire la taxe de

l’Église. Il protége le riche électeur qui peut se présenter au

Poll, sûr de ne souffrir ni dans ses moyens pécuniaires, ni dans

sa position sociale, mais il ne protége pas celui que la dureté

des temps a arriéré d’un terme dans le paiement des taxes, et qui

aurait besoin de la protection du scrutin contre les menaces et

les persécutions des puissants du jour. (Applaudissements.) En un

mot, sa protection est acquise aux riches, mais non aux pauvres;

au petit nombre des oppresseurs, mais non aux multitudes

opprimées et mises au pillage. (Applaudissements.) J’essaierai,

si vous le permettez, de poursuivre, dans cette argumentation, la

série des exceptions qu’il oppose à son propre principe. Il dit:

«Les principes de la liberté du commerce doivent être modifiés

par les besoins de la défense nationale, par les nécessités du

trésor, par l’intérêt de quelques classes et par les exigences de

l’humanité et de la philanthropie.» D’où il suit que ces

principes de liberté auxquels il fait profession d’adhérer, il

les croit en même temps en collision avec la sûreté du pays, avec

ses ressources, avec quelques-unes de ses classes les plus

importantes, et enfin avec les devoirs de la charité,— étrange

manière de recommander un principe…. Je crains bien que son

but, sous prétexte de la défense nationale, ne soit de favoriser

quelques intérêts monopoleurs. Il cite Adam Smith, pour prouver

que l’acte de navigation fut un des meilleurs règlements

commerciaux de l’Angleterre. Mais il ne cite qu’une partie de

l’opinion de ce grand homme, et ce n’est certainement pas celle

qui a le mieux résisté à l’épreuve de l’examen et de

l’expérience, car la loi dont parle Adam Smith n’est pas celle

qui nous régit. L’intervention et les représailles de l’Amérique

et de la Prusse nous forcèrent à la modifier profondément; les

hommes d’État que M. Baring fait profession de révérer l’ont

jugée inexécutable, l’ont effacée du *statute-book*, et M. Peel

lui-même, à ce que je crois, a contribué à la réduire à ses

minimes dimensions actuelles. Si M. Baring eût cité le passage

entier, la portée de l’argument eût été toute différente, et il

me semble que c’est manquer de probité logique que d’omettre ce

membre de phrase. «L’acte de navigation n’est pas favorable au

commerce extérieur, ni au développement de la richesse qui en

provient. L’intérêt d’une nation, dans ses relations

commerciales, comme l’intérêt du marchand dans ses transactions,

est d’acheter au prix le plus bas et de vendre au prix le plus

haut possible. En diminuant le nombre de nos vendeurs, nous

diminuons nécessairement le nombre de nos acheteurs, et nous nous

plaçons dans cette position, non-seulement d’acheter les produits

étrangers plus cher, mais encore de vendre les nôtres à meilleur

marché que si l’échange eût été libre.»—Après tout, que gagne la

défense nationale à cette première exception au principe, en

faveur de la navigation? La marine marchande d’Angleterre

doit-elle sa supériorité au monopole? La cherté artificielle du

bois de construction nous donne-t-elle de plus grands et de plus

solides vaisseaux? La cherté artificielle des subsistances nous

met-elle à même de les mieux approvisionner, et la liberté

empêcherait-elle qu’il n’y eût des marins sur nos rivages? Qu’a

donc fait l’acte de navigation pour notre puissance maritime, si

ce n’est d’engendrer cette loi violente, opprobre de notre

civilisation, la presse des matelots? La défense nationale en est

réduite à ce qu’on peut arracher dans les rangs de l’industrie,

par la pratique de la presse des matelots. (Applaudissements.)

Nous n’avions pas besoin de l’intervention de cet usage odieux

pour repousser les agressions du dehors, et un moyen beaucoup

plus sûr de pourvoir, en tout temps et en toutes circonstances, à

notre sûreté, c’eût été de laisser au peuple quelque chose à

défendre de plus qu’il ne possède en ce moment. (Bruyantes

acclamations.) Il ne se battra pas pour défendre la taxe du pain;

il ne se battra pas pour servir l’oligarchie qui le foule aux

pieds; il ne se battra pas pour maintenir des institutions qui

favorisent le riche, mais qui écrasent le pauvre. Dans

l’extension, la vaste et rapide extension d’affaires qui naîtrait

de l’abolition de toutes les entraves commerciales, nous

trouverions une défense plus sûre que celle des armes: la

dépendance réciproque des peuples, et par là leur mutuelle

bienveillance. Cela est plus sûr que l’acte de navigation et la

loi sur la presse des matelots. La réponse d’un vieux maître de

boxe trouve ici son application. Quelle est, lui demandait un

jeune homme querelleur, quelle est la meilleure pose

défensive?—La meilleure pose de défense, répondit le vétéran,

c’est de n’avoir jamais dans votre bouche qu’une langue prudente

et honnête. (Rires.) Le commerce travaillant sans cesse à

entrelacer et égaliser les intérêts, les besoins et les

jouissances des peuples, le progrès vers cette unité de sentiment

et d’esprit, qui naît d’une communication universelle, d’un

perpétuel échange de produits, de capitaux, d’énergies et

d’idées, voilà pour la sûreté des nations des garanties plus

solides que les armées, les marines, l’esprit de lutte et de

jalousie. Et si Burke a pu dire que l’honneur était pour les

nations le plus économique des moyens de défense, nous pouvons le

dire à plus forte raison du commerce. Ce n’est pas seulement une

défense économique, c’est une défense qui tend à abolir la

pauvreté, à distribuer dans les masses des satisfactions et du

bien-être. La seconde exception que fait M. Baring au principe de

la liberté est fondée sur les intérêts du revenu public. Elle

dénote une ignorance grossière qui a été souvent exposée dans

cette enceinte. On vous a dit et répété bien souvent que cette

agitation n’a rien à démêler avec les taxes qui ont pour but, qui

ont honnêtement et prudemment pour but le revenu public, mais

bien avec les taxes qui sont imposées au peuple pour satisfaire

la rapacité de quelques classes particulières. Ses exemples me

semblent d’ailleurs mal choisis. Il a dit qu’avec la liberté du

commerce il serait impossible de taxer le tabac à 1,000 pour

cent, et le thé à 300 pour cent. Une telle impossibilité le fait

frissonner, et il y trouve une raison suffisante de modifier son

principe (écoutez! écoutez!); car ne s’ensuivrait-il pas cet

horrible événement, que vous ne payeriez plus quatre guinées pour

un sou valant de tabac, et que vous auriez pour six sous le thé

qui vous coûte aujourd’hui 2 sh.? Voilà un dénouement, un état de

choses qui ne saurait être enduré, et il vient vous demander de

l’envoyer au Parlement, pour s’opposer à ce que ses propres

principes ne réalisent de si terribles résultats.

(Rires.)—Arrivant ensuite à la troisième exception à son

principe tirée des intérêts particuliers, M. Baring, candidat de

la grande cité commerciale de Londres,—désigne cette classe

qu’il s’agit de favoriser. Et quelle classe pensez-vous qu’il en

a vue? les négociants de cette métropole? ses marchands, ses

ouvriers? C’est la classe agricole dont il signale les intérêts

particuliers, comme étant de ceux devant qui les principes de la

liberté doivent courber la tête et passer outre, reconnaissant

qu’ils sont sans aucune application en cette matière. Mais ce

n’est là qu’un des traits de cette disposition que montre en

toutes circonstances le candidat dont je commente les prétentions

parlementaires. L’esprit des Ashburton vit en lui. Si vous

l’envoyez au Parlement, il aura le pied sur le premier degré de

cette échelle de Jacob, qui s’élève au-dessus des barons et des

chevaliers, et le portera un jour au troisième ciel parmi les

pairs du royaume. (Rires.) Dans sa première adresse, il exalte

des services qu’il rendrait, comme membre de la Chambre des

communes, aux intérêts commerciaux, «qui ont dans ce pays,

dit-il, une importance nationale.» Il en parle comme d’une chose

qui a assez grandi pour mériter son patronage, une chose à

laquelle on peut tendre une main condescendante, tandis que,

citoyen de Londres, il n’en devrait parler qu’avec fierté. Il ne

comprend pas cette virile indépendance, cette noble franchise que

l’industrie a soufflée dans l’esprit de l’homme, et qui valut

naguère à un monarque de ce royaume cette fière réponse. Dans un

moment d’humeur, il menaçait de s’éloigner avec sa cour, comme si

la destruction de la cité avait dû s’ensuivre. «J’espère, lui dit

respectueusement un citoyen, qu’il plaira à Sa Majesté de laisser

la Tamise derrière elle.» (Rires.) Mais cette cité a nourri des

hommes qui connaissent leurs droits et qui les maintiendront.....

L’orateur, avec une force de logique et une vigueur d’éloquence qui nous fait regretter d’être forcé d’abréger ce discours, discute ici les opinions de M. Baring, et le poursuit à travers ses nombreuses contradictions. Nous nous bornerons à citer quelques extraits, où il combat des sophismes qui ont aussi bien cours de ce côté que de l’autre côté de la Manche.

..... «Nous produisons» (dit M. Baring, et c’est un de ses

arguments pour maintenir le monopole des aliments); «j’ose dire

que, grâce à nos machines, les manufacturiers de ce pays

disposent d’une puissance de production capable de répondre à

tous les besoins des contrées qui pourraient nous fournir du

blé.» S’il en est ainsi, ce doit être en effet une puissance

merveilleuse que celle qui peut accroître indéfiniment la

production, sans exiger plus de travail humain. Je n’ai jamais

ouï parler de machines, quelque ingénieuses qu’elles soient, qui

se passent de la direction de l’homme, et qui, ayant produit

jusqu’ici des résultats déterminés avec un travail humain

déterminé, soient en état de doubler ces résultats sans réclamer

l’intervention d’un travail additionnel. Mais admettons ce

phénomène. Quel en est le remède? Tant qu’il y aura des besoins à

satisfaire, et que cette puissance de production sera le moyen

d’atteindre ce but, on serait tenté de la considérer comme le don

le plus précieux du ciel.—Mais admettant qu’elle soit funeste,

quel en est le remède? L’arrêter, l’anéantir. Nous avons un

excédant de pouvoir producteur qu’il ne faut pas mettre en

exercice. N’est-ce point un singulier état de choses qu’une

immense puissance de production, que la création de choses utiles

doivent être réprimées et forcées à l’inertie? Eh quoi! si nous

voulions suivre les conséquences logiques de cette doctrine, à

quelles absurdités ne nous conduirait-elle pas? Elle nous

induirait à remplacer une machine puissante par une machine moins

puissante, et pourquoi pas diminuer aussi la puissance de la

machine humaine qui met en oeuvre toutes les autres? Si les

hommes travaillent trop, s’ils ont le pouvoir d’acheter du pain

au dehors et l’audace de réclamer ce droit, eh bien, diminuez

cette puissance, coupez-leur les bras et qu’ils ne travaillent

désormais que dans des limites raisonnables qui satisfassent le

système protecteur. Je m’imagine que nous serions quelque peu

surpris si un voyageur nous racontait que, dans ses

pérégrinations, il a vu un pays où tous les ouvriers avaient subi

l’amputation de deux doigts, et notre étonnement ne diminuerait

pas sans doute si un homme politique,—un représentant de cette

métropole, ou qui aspire à l’être, disait: Je devine que ces

hommes s’étaient rendus coupables de sur-production. (Rires.)

Ils travaillaient tant avec leurs cinq doigts infatigables que

cela ne pouvait plus se tolérer. Le pays ne produisait pas assez

de blé pour les satisfaire, et la production du blé devant être

protégée, les propriétaires ont jugé à propos de couper les

doigts aux ouvriers, en sorte que ce peuple *tridigite* nous

offre le plus bel exemple de la sagesse du régime protecteur, et

combien il est beau d’exclure les *principes abstraits* de la

législation commerciale. (Applaudissements.)

L’orateur dit que M. Baring se contredit encore en manifestant sa préférence pour le *droit fixe* tout en s’engageant à soutenir l’*échelle mobile*.

..... Ainsi, dit-il, son opinion est pour le droit fixe, et sa

volonté pour l’échelle mobile. Son opinion contredit sa volonté,

et toutes deux violent le principe de la liberté, auquel M.

Baring fait profession d’adhérer aussi.—Et voilà l’homme que

soutiennent ceux qui mettaient naguère toute leur énergie à

renverser l’administration whig parce qu’elle avait osé proposer

un droit fixe!

Je passe à sa quatrième exception, fondée sur les exigences de

ses sentiments philanthropiques. Je comprends qu’un homme hésite

quand il sent qu’il y a contradiction entre les principes et les

sentiments d’humanité, bien qu’une telle contradiction soit

certainement une chose étrange. Mais ici quel est le prétexte de

cet étalage de charité? On veut que le sucre consommé dans ce

pays soit pur de la tache de l’esclavage. M. Baring a tant de

sympathie pour les noirs qu’il exclut de l’Angleterre le

sucre-esclave, tandis qu’il souffre très-bien que ces mêmes noirs

adoucissent leur grog avec du sucre-esclave, venu du Brésil en

Angleterre pour y être raffiné et en être réexporté. (Écoutez

écoutez!) Singulière philanthropie, vraiment! Oh! ce ne sont pas

les noirs, ce sont les planteurs qui vous préoccupent. Vous ne

trouvez pas leurs profits satisfaisants. Le noir n’a que faire

d’une sympathie de cette nature. Il ne regrette pas le fouet et

la canne à sucre. Sa condition actuelle lui convient. Eh quoi! ne

se plaint-on pas déjà de ce qu’il devient trop riche? de ce que

sa femme porte des robes de soie, de ce que lui-même figure dans

son cabriolet comme un homme «respectable,» et de ce qu’il

marchande aujourd’hui la propriété qu’il bêchait autrefois?....

Et voilà sous quel vain prétexte on maintient un système qui

restreint la consommation du sucre dans ce pays, à tel point que,

malgré la population toujours croissante, elle est aujourd’hui ce

qu’elle était il y a vingt ans, au détriment des jouissances et

du bien-être des classes pauvres! Non, non, à travers toutes ces

exceptions, règne un même esprit, un même principe. Déchirez le

masque, et vous trouverez derrière la hideuse et dégoûtante

figure du monopole.—Monopole de la navigation, monopole du blé,

monopole du sucre, les voilà, se couvrant du manteau de la

défense nationale, du revenu public, de l’humanité, mais au fond

ne signifiant qu’une seule et même chose, la spoliation de la

multitude laborieuse par le petit nombre. Et c’est pour maintenir

un tel système qu’on nous invite à sacrifier nos principes, comme

M. Baring méprise les siens. C’est pour maintenir ces anomalies,

ces absurdités, cette oppression et ces abus que nous

abandonnerions l’homme qui veut mettre de l’accord entre ses

opinions et ses actes, pour nommer celui qui déclare publiquement

que sa conduite politique ne sera qu’une perpétuelle exception,

bien plus, une flagrante violation des principes que lui-même

reconnaît fondés sur la justice et la vérité? Gentlemen, je ne

suis pas un de ces hommes qui ont leurs foyers dans le Lancastre,

ce qui, dans certains lieux, semble être une fâcheuse

recommandation. Mais j’aimerais mieux être du Lancastre et avoir

fait à mes compatriotes de Londres ce noble appel que leur

adressent les citoyens de Liverpool, que d’être de Londres, et

d’émettre, au mépris de cet appel, un vote favorable au monopole

et funeste à mes frères. Eh! qu’importe d’où viennent ceux qui

vous adjurent de nommer M. Pattison? J’augurerais mal de Londres,

si je pouvais croire qu’on y sera arrêté par cette frivole

objection. Londres s’est-il tellement rétréci et rapetissé qu’il

n’y ait pas place, qu’il n’y ait pas droit de bourgeoisie pour

quiconque porte un coeur dévoué et travaille avec ardeur au

triomphe de la justice? La patrie de ces hommes du Lancastre est

partout où prévaut l’amour du bien et du vrai. En quelque lieu

que la science pénètre, en quelque lieu que parviennent leurs

innombrables écrits, partout où leurs discours ont éclairé les

intelligences et passionné les coeurs, c’est là qu’est la Ligue.

Partout où un infatigable travail est privé de sa juste

rémunération, partout où dans nos populeuses cités l’ouvrier n’a

qu’une insuffisante nourriture à distribuer à sa famille, partout

où, dans nos campagnes, le laboureur ne peut donner à sa femme et

à ses enfants des habits décents qui leur permettent la

fréquentation de l’église, c’est là qu’est la Ligue, pour relever

l’abattement par l’espérance et inspirer à l’affliction la

confiance en des jours meilleurs. Partout où, dans des contrées

lointaines, la fertilité du sol est frappée d’inertie, partout où

la terre est condamnée à une stérilité artificielle, parce que le

monopole s’interpose entre les libres et volontaires échanges des

hommes, c’est là qu’est la Ligue, promettant au moissonneur de

plus abondantes récoltes et au vigneron de plus riches vendanges.

Et partout aussi où se livrera cette grande lutte sur le terrain

électoral, partout où le génie du monopole opposera ses derniers

et convulsifs efforts au génie de la liberté, c’est là que la

Ligue plantera sa tente pour stimuler les forts et encourager les

faibles, saluer le candidat dévoué aux intérêts sociaux, et

montrer que ce pays a encore une longue carrière de gloire à

parcourir. (Applaudissements.) Et j’espère bien que le résultat

de cette élection sera de montrer au monde que partout où il y a

une représentation qui tient en mains les destinées d’un grand

empire, c’est là que sera aussi l’esprit de la Ligue pour

témoigner que la JUSTICE,—non point la justice abstraite, mais

la justice réelle envers toutes les classes, depuis la plus

élevée jusqu’à la plus infime,—que la justice, dis-je, est le

guide le plus sûr de la législation, comme elle est la source la

plus abondante de la prospérité nationale. (Applaudissements

prolongés.)

L’AGITATION EN ÉCOSSE

Nous croyons devoir donner ici un compte rendu succinct des travaux de la Ligue en Écosse, du 8 au 18 janvier 1844.

Rien ne nous semble plus propre à donner une idée de la puissance de l’association, de la vie politique qu’elle fait circuler dans le corps social, et de son influence sur la diffusion des lumières. Comment ne pas admirer l’activité prodigieuse, le dévouement infatigable des Cobden, des Bright, des Thompson? Et quel est le but de tant d’efforts? propager, vulgariser un grand principe.

Nous aurions pu choisir toute autre semaine de l’année: elle nous aurait montré la même énergie. On devinera aisément pourquoi nous avons préféré suivre la Ligue en Écosse.—Il existe en France un préjugé contre les économistes anglais.

On y est imbu de l’idée que s’ils proclament le principe de la liberté commerciale, s’ils paraissent même travailler à la réaliser dans la pratique, tout cela n’est que ruse, hypocrisie, machiavélisme. On répète contre l’agitation commerciale ce qu’on a dit contre l’agitation abolitionniste. Ce sont des démonstrations, dit-on, qui cachent un but secret et funeste aux intérêts des nations. Le caractère écossais est beaucoup moins impopulaire, et c’est le motif pour lequel j’ai, de préférence, rendu compte de l’agitation en Écosse. On sera peut-être bien aise de voir comment sont accueillis les principes de la liberté du commerce, sur cette terre loyale, parmi ce peuple éclairé, qui a le premier entendu la grande voix d’Adam Smith.

CARLISLE.

Extrait du *Carlisle Journal*, 8 janvier 1844.

Lundi soir, 8 janvier, il y a eu un thé à la salle de l’Athénée. L’objet de cette réunion était de recevoir une députation du conseil de la Ligue, et d’activer la souscription nationale (_the League fund of l. s. 100,000_).

Le meeting a commencé à 6 heures, sous la présidence de M. Joseph Fergusson. Vers 8 heures, M. John Bright, m. P., est entré dans la salle et a été reçu par des applaudissements enthousiastes. On remarquait dans cette réunion les principaux négociants et manufacturiers de la cité, et un grand nombre de dames.

Le président, après avoir exposé l’objet de la réunion, donne la parole à M. Bright.

M. BRIGHT s’exprime avec sa vigueur et son éloquence accoutumée. Le cadre que nous nous sommes imposé ne

nous permet pas de donner ici ce remarquable discours.

M. Pierre Dixon soumet au meeting la résolution suivante:

«Le meeting exprime son inaltérable confiance en la Ligue, et

s’engage à l’aider de tous ses efforts dans sa grande lutte pour

la liberté commerciale.»

Nous remarquons dans le discours de M. Dixon le passage suivant:

«J’ai été grandement désappointé par le bill de réforme

électorale qui a tant agité ce pays. Nous avons eu un Parlement

réformé, et qu’a-t-il fait? Au lieu de veiller aux intérêts des

masses, les représentants n’ont paru s’occuper que de leurs

propres intérêts. Qu’a fait lord Grey, si ce n’est procurer des

places à ses cousins? (Rires; écoutez!) Nous lui devons sans

doute le bill de réforme, mais on en a fait un mauvais usage, et

cette mesure m’a, je le répète, extrêmement désappointé. Mais

pendant que le Parlement oublie les souffrances du peuple, la

Ligue s’est levée pure de tout esprit de parti. C’est l’esprit de

parti qui ruine le pays, et nous venons d’entendre les membres de

la Ligue déclarer leur ferme détermination d’en finir avec toutes

ces questions de factions et de personnes. Le bon sens et la

vérité prévaudront. À eux appartient l’empire du monde. Je sens

une profonde reconnaissance envers ces hommes qui sacrifient

généreusement leur temps et leur tranquillité à l’avancement de

notre cause. À peine M. Bright a-t-il vu ses foyers depuis un an.

Nous ne saurions trop honorer de tels services, puisqu’ils sont

au-dessus de nos forces.»

Plusieurs autres orateurs se font entendre.—À la fin de la séance, on procède à la souscription. Elle s’élève à 403 l. s. —Nous remarquons sur la liste M. Marshal, m. P., pour 40 l. s.

GLASGOW.

BANQUET POUR LE SOUTIEN DES PRINCIPES DE LA LIBERTÉ COMMERCIALE.

Extrait du *Glasgow-Argus*, 10 janvier 1844.

Cette grande et imposante démonstration, en faveur de la liberté commerciale, et spécialement du rappel des lois-céréales, a eu lieu mercredi soir, 10 de ce mois, dans la salle de la Cité (_City hall_). Ainsi que nous l'avions prévu, jamais l'ouest de l'Écosse n'avait vu une semblable manifestation de l'opinion publique; jamais, à Glasgow, réunion n'avait présenté de tels caractères de distinction, d'ordre, de lumières et d'énergie. La vaste salle contenait plus de deux mille personnes, cent cinquante dames occupaient la galerie de l'ouest.

Le fauteuil était tenu par l'honorable lord prévôt.

Nous avons remarqué sur l'estrade MM. Fox Maule, m. P., James Oswald, m. P., le col. Thompson, le Rév. M. Moore, John Bright, m. P., Arch. Hastie, m. P., le prévôt Bain, et une foule d'autres personnages.

Lecture est faite des lettres d'excuses adressées par MM. Dunfermline, m. P., lord Kinnaird, m. P., Villiers, m. P., Stewart, m. P., Georges Duncan, m. P.

Ces honorables représentants ont été empêchés, malgré leur désir, d'assister au banquet de Glasgow, soit parce qu'ils sont appelés à d'autres meetings, qui ont pour objet la même cause, soit pour d'autres motifs.

Sur la demande du lord prévôt, le doct. Wardlaw, dans une belle et touchante prière, appelle sur l'assemblée la bénédiction divine.

Le lord prévôt est accueilli par des applaudissements enthousiastes, lorsqu’il se lève pour proposer le premier toast.

«Messieurs, dit-il, c’est avec une profonde satisfaction que j’occupe le fauteuil dans cette circonstance. Il y a longtemps que les principes de la liberté commerciale ont prévalu parmi les citoyens de Glasgow et beaucoup d’entre eux, vers la fin du dernier siècle, soutinrent avec zèle les saines doctrines si admirablement exposées et développées par l’immortel Adam Smith, lorsqu’il occupait une des chaires de notre Université. (Applaudissements.) Je suis heureux de voir qu’aujourd’hui les négociants et les manufacturiers si éclairés de cette cité prennent un intérêt toujours croissant à cette grande cause qui embrasse toutes les autres, savoir: l’abolition de tous les monopoles,—et rien ne peut m’être plus agréable que de remplir mon devoir de premier magistrat de la cité, en prêtant aide et

assistance, quand l’occasion s’en présente, à ces réformes qui

ont pour objet le bien-être des classes ouvrières et la

prospérité de cette métropole commerciale de l’Écosse.»

Après quelques observations, le lord prévôt conclut en ces termes:

«Je vous invite à vous joindre à moi pour rendre hommage à notre

gracieuse souveraine. La vie de son père, ses propres sentiments

ne nous laissent aucun doute que nous avons en elle une amie

éclairée de toute mesure qui tend au bien-être, à la prospérité

et au bonheur du peuple. À la reine!» (Applaudissements

prolongés. Toute l’assemblée se lève et reste debout pendant que

l’orchestre exécute l’hymne national.)

M. FOX MAULE, représentant de Perth,—après quelques réflexions, porte le second toast:

«_À la liberté des échanges!_ Messieurs, je ne m’étendrai pas sur

ces grands principes qui, s’ils vivent quelque part, doivent

vivre surtout dans cette cité qui, la première, entendit les

leçons d’Adam Smith. Ils pénètrent de jour en jour, et avec tant

de force dans les esprits, qu’il serait inutile et pour ainsi

dire déplacé, de les développer devant vous. Je considère que le

but de cette réunion est d’examiner en commun les idées pratiques

qui pourront nous être soumises sur le mode à la fois le plus

prompt, le plus efficace et le plus sûr de faire enfin pénétrer

ces principes dans notre gouvernement et notre législature. Vous

admettez, je crois, que le vieux système des _protections

spéciales_, alors même qu’on pourrait lui attribuer quelques

effets momentanément favorables, n’est pas la base sur laquelle

doivent reposer les grands intérêts permanents de ce pays. Le

monopole est une plante qu’on peut à la rigueur élever en serre

chaude, mais qui ne saurait enfoncer profondément ses racines

dans notre sol, et exposer ses branches à tous les vents de notre

climat. Nous sommes des hommes libres. Pourquoi n’aurions-nous

pas un commerce libre? (Bruyants applaudissements.) La raison dit

que ce système est le meilleur, le plus propre à répandre le

bien-être parmi les hommes, qui met toutes les denrées du monde à

notre portée et laisse refluer les produits de notre travail sur

tous les points de la terre.»

L’orateur traite la question dans ses rapports avec l’agriculture; il témoigne toute son admiration pour les utiles efforts de la Ligue, et termine en portant ce toast:

«À la liberté du commerce; à la chute du monopole qui est le

fléau du pays et du peuple.» (Applaudissements enthousiastes.)

Le lord prévôt porte la santé de la députation de la Ligue. M. Cobden remercie et prononce un discours qui fait sur l’assemblée une profonde impression.

M. Alexandre GRAHAM: «Aux ministres de la religion qui se sont

réunis à la cause de la liberté du commerce. Dans le cours de ces

dernières années, deux appels ont été faits au clergé. La

première fois, sept cents ministres dissidents de toutes les

dénominations se sont réunis à Manchester, et plus de neuf cents,

dans leurs lettres d'excuse, ont donné leur approbation à l'objet

de la Ligue. La seconde réunion de plus de deux cents ministres,

eut lieu à Édimbourg.»

L'orateur, dans un discours que nous supprimons à regret, examine les causes qui tiennent le clergé de l'Église établie éloigné de ce grand mouvement.—Il traite ensuite la question de la liberté commerciale, au point de vue religieux.

Le Rév. doct. HEUGH: «Au progrès des connaissances, nécessaire et

seule garantie de l'extension et de la permanence des

institutions libres.» (Immenses applaudissements. Ce magnifique

texte fait le sujet d'un discours du rév. ministre, qui est

écouté avec recueillement.)

D’autres discours sont prononcés par MM. Bright, Thompson, Oswald, Hastie. La souscription de Glasgow, au fonds de la Ligue, paraît devoir s’élever à plus de 5,000 l. s. (125,000 fr.)

L’assemblée se sépare à 8 heures du soir.

GRAND MEETING D’ÉDIMBOURG POUR LE SOUTIEN DE LA LIGUE.

Extrait du *Scotchman*, 11 janvier 1844.

Mardi, 11 de ce mois, un grand meeting a eu lieu dans cette cité, pour recevoir la députation de la Ligue, composée de MM. Cobden, Bright, le col. Thompson et Moore.—L’objet spécial de la réunion était de concourir à la souscription au fonds la Ligue (_the_ 100,000 l. *League fund*). La salle de la Société philharmonique, la plus vaste d’Édimbourg, était entièrement occupée, et, faute de places, plus de mille billets d’entrée ont dû être refusés.

On remarquait dans l’assemblée les citoyens les plus éclairés et les plus influents, un grand nombre de dames et trente-quatre ministres du culte. Le très-honorable lord prévôt occupait le fauteuil. Les villes de Leith, Dalkeith, Musselburgh avaient envoyé des députations.

Nous ne fatiguerons pas le lecteur par la traduction des discours prononcés dans cette mémorable séance. Nous nous bornerons à reproduire un passage du discours de M. Cobden, parce qu’il répond à un argument que l’on oppose souvent à l’affranchissement du commerce, aussi bien de ce côté que de l’autre côté de la Manche.

«Tout le monde, ou du moins toutes les personnes dont l’opinion a

quelque poids, s’accordent sur ce point, que le principe de la

liberté des échanges est le principe du sens commun, et que,

considéré d’une manière abstraite, il est aussi juste

qu’incontestable. (Assentiment.) Mais lorsque vous sommez ces

personnes de réaliser dans la pratique des principes dont, en

théorie, elles reconnaissent si volontiers la justice et la

vérité, on vous objecte que les circonstances du pays s’y

opposent. Quelles sont ces circonstances? D’abord, nous dit-on,

par l’ancienneté de la protection, le pays se trouve dans une

situation économique tout artificielle. À cela je réponds que si

nous sommes dans une situation artificielle, c’est que nous y

avons été amenés par des lois arbitraires contraires aux lois de

la nature. Nous ne pouvons remédier à ce mal qu’en revenant aux

lois naturelles et en mettant notre législation en harmonie avec

les desseins visibles de la divine Providence.—Ensuite, on

allègue que la dette publique et l’Échiquier imposent à

l’Angleterre de lourdes charges,» *etc.*

PERTH.

Extrait du *Perthshire-Advertiser*, 12 janvier 1844.

Selon l’avis qui en avait été donné, un grand meeting public a eu lieu mercredi, 12 de ce mois, dans une des églises de cette ville (_North-United secession church_), pour entendre MM. Cobden, Thompson et Moore, députés de la Ligue nationale. Plus de deux mille personnes étaient présentes, presque toutes appartenant aux classes moyennes, et l’on a remarqué l’attention soutenue que les fermiers et les agriculteurs, venus de tous les points du comté, ont prêtée aux discours qui ont occupé une séance de plus de quatre heures.

M. Maule, m. P., occupait le fauteuil.

Nous ne pouvons rapporter ici les discours prononcés par MM. Maule, Cobden, lord Kinnaird, M’Kinloch, Moore, etc.—Cependant, comme les arguments qu’on fait valoir en faveur du monopole, sous le nom de protection, sont les mêmes en France qu’en Angleterre, nous croyons devoir

citer de courts extraits du discours de M. Cobden, où quelques-uns de ces arguments sont heureusement réfutés.

«Les fermiers et les ouvriers de campagne ont plus souffert que

tous autres des lois-céréales, et, à cet égard, j’invoque le

témoignage de ceux d’entre eux qui m’écoutent. Depuis 1815,

époque où passa cette loi, la Chambre des communes ne s’est pas

réunie moins de six fois en comité pour s’enquérir de la détresse

agricole, et, depuis 1837, elle a été solennellement proclamée

cinq fois dans le discours de la reine à l’ouverture du

Parlement. J’ai parcouru le pays dans tous les sens; j’ai assisté

à une multitude de meetings; partout j’ai posé aux fermiers cette

question: «Avez-vous, dans un certain nombre d’années, et avec un

capital donné, réalisé autant de profits que les personnes

engagées dans des industries qui ne reçoivent pas de protection,

tels que les drapiers, carrossiers, épiciers,» etc.—Partout,

invariablement, on m’a fait la même réponse: «Non, l’industrie

agricole est la moins rémunérée.» Si le fait est incontestable,

il doit avoir une cause, et comme ce ne peut être l’absence de la

protection, c’est sans doute la protection elle-même. Pour moi,

je crois qu’il est mauvais de taxer l’industrie; il n’y a qu’une

chose qui soit pire, c’est de la *protéger*. (Applaudissements.)

Montrez-moi une industrie *protégée*, et je vous montrerai une

industrie qui languit. Si l’on accordait, par exemple, des

priviléges aux épiciers qui habitent tel quartier, pensez-vous

que les propriétaires des maisons n’en exigeraient pas de plus

forts loyers? Ils le feraient indubitablement; et c’est ce qu’ont

fait les landlords, à l’égard des fermiers, sous le manteau de la

loi-céréale. Un pauvre fermier gallois, nommé John Jonnes, a

parfaitement expliqué le jeu de cette loi. Il disait: «La loi a

promis aux fermiers des prix parlementaires. Sur cette promesse,

les fermiers ont promis aux seigneurs des rentes parlementaires.

Mais à la halle, le prix parlementaire ne s’est presque jamais

réalisé, et il n’en a pas moins fallu acquitter la rente

parlementaire.» Toute la question-céréale est là.

«Pour persuader aux fermiers qu’ils ne peuvent soutenir la

concurrence étrangère, on leur dit qu’ils ont de lourdes taxes à

payer, et cela est vrai. Ils payent la taxe des routes, mais ils

ont les routes, et je puis vous assurer que les fermiers russes

et polonais voudraient bien en avoir au même prix. Essayez de

porter vos denrées au marché, par monts et par vaux et à dos de

mulet, et vous vous convaincrez que l’argent mis sur les chemins

n’est pas perdu, mais placé, et placé à bon intérêt.—Ils payent

encore la taxe des pauvres et les taxes ecclésiastiques; mais il

y a aussi des prêtres et des pauvres sur le continent.»

M. Cobden cite plusieurs exemples pour démontrer que les industries libres prospèrent mieux que les industries protégées.

«Voyez la laine; c’est un fait notoire que c’est, depuis qu’elle

n’est plus favorisée, une branche beaucoup plus lucrative que la

culture du froment.—Voyez le lin. Pendant que M. Warnes se

donnait beaucoup de mouvement, dépensait beaucoup d’encre et de

paroles pour prouver que le fermier anglais ne pouvait soutenir

la concurrence du dehors, lui-même substituait, et avec succès,

la culture du lin, qui n’est pas protégée, à celle du froment,

qui est l’objet de tant de prédilections législatives…..

«Quant aux avantages que la loi-céréale est censée conférer aux

simples ouvriers des campagnes, j’avance ce fait, et je défie qui

que ce soit de le contredire: c’est que les salaires vont

toujours diminuant à mesure qu’on s’éloigne des districts manufacturiers et qu’on s’enfonce au coeur des districts agricoles. En arrivant dans le Dorsetshire, le plus agricole et par conséquent le plus protégé de tous les comtés, on trouve le taux des salaires fixé à 6 sh. par semaine. Pour moi, je donne 12 sh. au moindre de mes ouvriers. J’en ai qui gagnent 20, 30 et même 35 sh. Mais quant à ceux qui ne donnent que le travail le plus brut, qui ne font que ce que tout homme peut faire, ils reçoivent au moins 12 sh.—Je n’en tire pas vanité. Ce n’est ni par plaisir ni par philanthropie que j’accorde ce taux; je le fais parce que c’est le taux établi par la libre concurrence. Voilà un fait général qui ne permet plus de dire que la loi-céréale favorise l’ouvrier des campagnes. (Écoutez! écoutez!)—Mais j’aperçois ici bon nombre d’ouvriers des fabriques. Quant à eux, il est certain que la loi-céréale les dépouille, sans aucune compensation, et j’expliquerai comment

cela se fait. Il y a une certaine doctrine à l’usage des

ignorants imberbes, selon laquelle les salaires peuvent être

fixés par acte du Parlement. Je mettrai en lumière et cette

doctrine et le caractère de la loi-céréale, par une anecdote qui

se rapporte à un fait parlementaire qui m’est personnel. Lorsque

sir Robert Peel présenta la dernière loi-céréale à la Chambre des

communes, loi qui avait pour but avoué de maintenir le prix du

blé à 56 sh., ainsi que l’auteur le déclare expressément, je fis,

par voie d’amendement, cette motion: Qu’il est expédient, avant

de fixer le prix du pain par acte du Parlement, de rechercher les

moyens de fixer aussi un taux relatif des salaires qui soit en

harmonie avec ce prix artificiel des aliments.» Proposition bien

raisonnable, à ce qu’il me paraît, mais qui fut combattue par MM.

Peel, Gladstone et leurs collègues, au dedans et au dehors des

Chambres, par cette réponse: «Oh! nous ne pouvons régler ou fixer

le prix du travail, cela est au-dessus de notre puissance. Le

taux des salaires s’établit par la concurrence sur le marché du

monde.»—Néanmoins, quoique je reconnusse la validité de ce

raisonnement, comme je le crois aussi bien applicable au blé

qu’au travail, et que je n’aime pas à voir des règles différentes

appliquées à des cas intrinsèquement identiques, j’insistai pour

que ma motion fût mise aux voix; et elle fut soutenue par vingt

ou trente membres qui pensaient, comme moi, que le taux des

salaires devait être positivement fixé, si l’on était décidé à

dépouiller l’ouvrier, par un prix des aliments artificiellement

élevé. Mais, ainsi que je m’y attendais, les monopoleurs de la

Chambre refusèrent de faire une franche et loyale application de

leur propre principe, et tous, jusqu’au dernier, votèrent contre

ma motion.—Sans doute, il est incontestable que le régulateur

naturel des salaires, c’est le marché, la concurrence, le rapport

de l’offre à la demande. Mais n’est-il pas évident que le blé

doit être soumis à la même règle, et valoir plus ou moins, selon

les besoins d’une part et la faculté de payer de l’autre? Qu’on

laisse donc le prix du blé s’établir dans le même marché où le

travail est contraint de chercher sa rémunération. Oh! qui

pourrait sonder la profonde immoralité de ces hommes qui

s’adjugent à eux-mêmes un certain prix pour leur blé, et qui

néanmoins refusent de fixer un prix proportionnel pour les

salaires qui doivent acheter ce blé?» (Applaudissements

prolongés.)

GREENOCK.

Extrait du *Greenock-Advertiser*, 15 janvier 1844.

Lundi, 15 de ce mois, une députation de la Ligue, composée de M. Bright, m. P., et du col. Thompson, a assisté à un grand meeting tenu à la chapelle de…

Le prévôt occupait le fauteuil.

Des discours ont été prononcés par MM. Steete, Stewart, m. P., col. Thompson, Bright, Robert Wallace, m. P.

Nous avons remarqué, dans le discours du colonel Thompson, la démonstration suivante, qui présente, sous une forme sensible, les inconvénients des lois restrictives.

«Suivons vos marchandises sur les marchés étrangers, et observons

ce qui arrive. Je suppose que vous les envoyez à Hambourg. Le

capitaine débarque, et, s’adressant à un négociant de cette

ville, il lui dit: «J’amène de Greenock tant de balles de

marchandises que je désire vendre.—Bien, dit le marchand, je

vous en donnerai dix thalers.—J’accepte, répond le capitaine; et

maintenant que pourrais-je acheter avec dix thalers, car je

désire revenir à Greenock avec un chargement de retour?—Je

trouve, dit le Hambourgeois, que le blé est à meilleur marché ici

qu’en Angleterre; achetez du blé.—Oh! répond le capitaine, je ne

puis pas rapporter du blé, car nous avons dans notre pays une loi

qui le défend.—Eh bien! prenez du bois de construction.—Nous

avons encore une loi qui l’empêche.—Dieu me pardonne! s’écrie le

Hambourgeois, je crois que, vous autres Anglais, vous repoussez

les choses qui vous sont les plus nécessaires, et n’admettez que

ce qui ne vous est bon à rien, des sifflets et des cure-dents,

peut-être. (Éclats de rire.)—Je crains bien qu’il n’en soit

ainsi, reprend l’Anglais, et je vois que ce que j’ai de mieux à

faire, c’est de m’en retourner sur lest et de ne plus remettre

les pieds à Hambourg.»—C’est ainsi que prennent fin nos

relations avec Hambourg, et successivement avec les autres ports

étrangers.—Et ne voyez-vous pas que le chargeur de Greenock sera

forcé de limiter sa fabrication plus qu’il n’aurait fait, si son

capitaine lui eût porté de meilleures nouvelles? Que si la

fabrication se ralentit, le travail est moins demandé, les

salaires sont plus dépréciés, en même temps que les subsistances

renchérissent?» etc……..

ABERDEEN.

Extrait de l’*Aberdeen-Herald*, 15 janvier 1844.

La démonstration en faveur de la Ligue a dépassé tout ce que l’on pouvait attendre. Lundi, 15 de ce mois, deux meetings ont été tenus, l’un le matin, l’autre le soir, et, dans l’un et l’autre, l’accueil le plus enthousiaste a été fait à MM. Cobden et Moore. Le meeting du matin a eu lieu dans la vaste salle du théâtre, qui s’est trouvée cependant trop étroite pour le grand nombre de citoyens distingués qui désiraient assister à la séance. Rien n’égale l’intérêt qu’a excité le discours clair et nerveux de M. Cobden, et nous avons pu remarquer que des hommes, qui prennent rarement part à des démonstrations publiques, joignaient chaleureusement leurs applaudissements à ceux de la foule.

Le soir, les classes ouvrières et laborieuses affluaient à la salle de la Société de Tempérance, et nous avons entendu dire à M. Cobden qu’il n’avait jamais parlé devant un auditoire plus attentif et plus intelligent.

Nous avons assisté à bien des meetings publics, nous avons entendu tous les grands orateurs de l’époque, mais nous devons dire que jamais nous n’avons assisté à un spectacle plus imposant et plus instructif que celui qui a été offert aujourd’hui à la population d’Aberdeen. (Suit le compte rendu de la séance.)

DUNDEE.

16 janvier 1844.

Mardi soir, 16 du courant, une *soirée* a été donnée, dans le cirque royal, à MM. Cobden et Moore, députés de la Ligue nationale. M. Edouard Baxter, esquire, occupait le fauteuil.

Les orateurs qui se sont fait entendre, outre MM. Cobden et Moore, sont MM. Baxter, James Brow, lord Kinnaird, Georges Duncan, m. P., *etc.*

PAISLEY.

Extrait du *Glasgow-Argus*, 16 janvier 1844.

Mardi soir, 16 de ce mois, une *soirée* a eu lieu, dans une des églises dissidentes de Paisley (_secession church_), à l'effet d'accueillir MM. Thompson et Bright, membres de la Ligue, et sous la présidence du prévôt Henderson. Nous avons remarqué sur l'estrade MM. Stewart, Wallace et Hastie, membres du Parlement, et un grand nombre de ministres du culte.

Nous croyons devoir nous dispenser de donner en détail le compte rendu de ce meeting, ainsi que de ceux qui suivent, pour éviter de dépasser les bornes que nous nous sommes prescrites.

AYR.

Extrait de *l'Ayr-Advertiser*.

Mardi matin, 16 de ce mois, un grand meeting public a été tenu au théâtre de cette ville, sous la présidence du prévôt Miller pour entendre MM. Bright et Thompson, membres de la Ligue.

MONTROSE.

Extrait du *Montrose-Review*, 16 janvier 1844.

MM. Cobden et Moore, de passage dans cette ville, pour se rendre d'Aberdeen à Dundee, ont été sollicités de s'arrêter quelques heures dans l'objet de tenir un meeting public. Malgré la brièveté du temps qu'avaient devant eux les amis de la liberté commerciale, une telle affluence s'est portée à *Guild-Hall*, à l'heure désignée, que le meeting a dû immédiatement se transporter à *George Free Church*. Le prévôt Paton a été unanimement appelé au fauteuil.

Après un discours de M. Cobden, qui a fait sur l'assemblée une profonde impression, M. Alexandre Watson fait cette motion:

«Que le meeting approuve hautement les infatigables travaux de la

Ligue, et en particulier les virils et nobles efforts de MM.

Cobden et Moore, pour propager les principes de la liberté

commerciale; et que, pour offrir aux citoyens de Montrose

l'occasion de contribuer au fonds de la Ligue, il nomme, à

l’effet de recueillir les souscriptions, une commission composée

de MM. etc.»

La motion est votée à l’unanimité.

FORFAR.

Le même journal rend compte du meeting tenu à Forfar, le samedi 10 janvier, à l’occasion de la présence en cette ville, de MM. Cobden et Moore. Les honorables députés de la Ligue n’ont pas eu plutôt accédé aux vives instances qui leur étaient adressées pour qu’ils s’arrêtassent un moment à Forfar, que toute la population a été convoquée à l’église de la paroisse au son du tambour. Les fonctions de président étaient remplies par le Rév. ministre, M. Lowe, *etc.*

KILMARNOCK.

Un grand meeting a été tenu dans cette ville, le mardi 16 janvier 1844, à l’effet d’entendre M. Bright et le colonel Thompson, membres de la Ligue.

CUPAR.

Extrait du *Fife-Sentinel*, 18 janvier 1844.

L’annonce de la visite d’une députation de la Ligue avait excité au plus haut degré l’intérêt du comté. Des délégations de toutes les villes environnantes s’étaient rendues à Cupar.—MM. Cobden et Moore sont arrivés le 18,

à 2 heures. Le meeting avait été convoqué à l’église de Westport; mais cet édifice étant insuffisant à contenir la foule qui se pressait, il a été décidé qu’on se transporterait dans Old-Church.

Le prévôt Nicol occupait le fauteuil.

LEITH.

Extrait du *Caledonian-Mercury*, 19 janvier 1844.

Un meeting nombreux a été tenu, vendredi soir 19 du courant, dans Relief-Church. MM. Cobden, Thompson, Moore, ont été écoutés avec l’intérêt le plus manifeste et la plus vive sympathie, *etc.*

DUMFRIES.

Extrait du *Dumfries-Courrier*, 17 janvier 1844.

Ce journal rend compte du meeting tenu le mercredi 17 janvier, à l’occasion de la visite de MM. Bright et Thompson; il présente le même caractère que les précédents.

Si nous avons donné au lecteur cette nomenclature aride des nombreux meetings que la députation de la Ligue a provoqués en Écosse, pendant un séjour de si courte durée, c’est que nous sommes nous-même convaincu qu’en France, comme en Angleterre, comme dans tous les pays constitutionnels, le seul moyen d’emporter une grande question, c’est d’éclairer et de passionner le public. Notre but a été d’appeler l’attention sur l’activité et l’énergie que déploie la Ligue, et dont les premiers résultats se montrent

aujourd’hui aux yeux de l’Europe étonnée dans le *plan financier* de sir Robert Peel.

GRAND MEETING DE COVENT-GARDEN.

25 janvier 1844.

Après une interruption de deux mois, la Ligue a repris ses meetings au théâtre de Covent-Garden. Jeudi soir, la foule avait envahi le vaste édifice. Dans aucune des précédentes occasions elle n’avait montré plus de sympathie et d’enthousiasme.

À 7 heures, le président, M. George Wilson, monte au fauteuil. Il ouvre la séance par le rapport des travaux de la Ligue, dont nous extrayons quelques passages.

«Ladies et gentlemen: Je ne doute pas que la première question

que vous m’adresserez au moment de la reprise de nos séances, ne

soit: «Qu’a fait la Ligue depuis la dernière session?» D’abord,

je n’ai pas besoin de vous dire *qu’elle n’est pas morte*, ainsi

que ses ennemis l’ont tant de fois répété. Il est vrai que le duc

de Buckingham ne s’y est pas encore rallié; le duc de Richmond ne

nous a pas signifié son approbation; sir Edward Knatchbull compte

toujours sur le monopole pour payer des dots et des hypothèques,

et le colonel Sibthorp a gratifié de 50 l. s. l’association

protectionniste. (Rires.) Mais d’un autre côté, le marquis de

Westminster a donné 500 l. s. à la Ligue. (Applaudissements.) Que

nous ayons fait quelques progrès, c’est ce que nos adversaires ne

pourront nier, et ce dont vous jugerez vous-mêmes d’après les

meetings qui ont eu lieu et dont je vais vous faire

l’énumération.»

Ici le président nomme les villes où ont été tenus les meetings et les sommes qui y ont été souscrites.

Liverpool, 6,000 l. s.

Ashton, 4,300

Leeds, 2,700; la maison Marshall a souscrit pour 800 l. s.

Halifax, 2,000

Huddersfield, 2,000

Bradford, 2,000

Bacup, 1,345

Bolton, 1,205

Leicester, 800

Derby, 1,200; la maison Strutt a donné 500 l. s.

Nottingham, 520

Burnley, 1,000

Oldham, 1,000

Todmorden, 611

Strond, 558

(M. Wilson cite encore une douzaine de meetings où des sommes

moindres ont été recueillies.)

«En outre, une députation de la Ligue, composée de MM. Cobden,

Bright, Thompson, Moore, Ashworth a parcouru l’Écosse. Nous avons

reçu:

Glasgow, 3,000 l. s.

Édimbourg, 1,500

Dundee, 500

Leith, 350

Paisley, 230

Hawick, 70

(De bruyants applaudissements accompagnent cette lecture.) Tel

est le témoignage que nous avons à rendre des progrès que fait

notre cause dans l’esprit public. C’est un nouveau gage d’union,

un nouveau pacte, un nouveau *covenant* auquel les amis de la

Ligue en Écosse et dans le nord de l’Angleterre ont attaché leur

nom, s’engageant tous envers eux-mêmes, envers vous et envers le

pays, à persévérer dans la voie qu’ils se sont tracée, et à ne

prendre aucun repos tant qu’ils se sentiront un reste de force

et que la Ligue n’aura pas atteint le but qu’elle a en vue……»

M. Bouverie prononce un discours instructif sur la situation financière de l’Angleterre et sur la répartition des taxes entre les diverses classes de la société.

M. W. J. Fox s’avance au bruit des applaudissements; quand le silence est rétabli, il s’exprime en ces termes:

«Je suis appelé à prendre la parole à l’entrée de cette nouvelle

année d’agitation, dans un moment où la confusion, l’anxiété et

l’incertitude règnent dans le pays. La législature est convoquée;

le peuple attend plutôt qu’il n’espère; la Ligue a recruté des

adhérents, augmenté ses moyens et discipliné ses forces; les

partis politiques épient les chances de se maintenir dans leur

position ou de conquérir celle de leurs adversaires; des

anti-Ligues se forment dans plusieurs comtés. Dans ces

circonstances, il est à propos d’établir le *principe* autour

duquel se rallie notre association, ce principe que nous avons

tant de fois, mais pas encore assez proclamé; ce principe qui est

l’objet et le but d’efforts et de travaux qui ne cesseront qu’au

jour de son triomphe:—la liberté absolue des échanges,—et, en

ce qui concerne sa réalisation pratique et

actuelle,—l’abrogation immédiate, totale et sans condition[34]

de la *loi-céréale*! (Bruyants applaudissements.) Voilà notre

étoile polaire; voilà le point unique vers lequel nous naviguons,

sans nous préoccuper d’aucune autre considération. Nous n’avons

rien de commun avec les factions politiques; nous n’avons aucun

égard aux démarcations qui séparent les partis de vieille ou de

fraîche date; peu nous importent les inconséquences de tel ou tel

meneur d’une portion de la Chambre des communes.—L’abrogation

totale, immédiate, sans condition des *lois-céréales*, voilà ce

que nous demandons, tout ce que nous demandons.—Nous n’exigeons

pas plus, nous n’accepterons pas moins—de Robert Peel ou de John

Russell,—de lord Melbourne d’un côté, ou de lord Wellington de

l’autre, ou de lord Brougham de tous les côtés. (Rires et

approbation.) Nous sommes en paix avec tous ceux qui

reconnaissent ce principe. Mais nous ferons une guerre éternelle

à ceux qui ne l’accordent pas.—Et précisément parce que c’est un

principe, il n’admet, dans nos esprits, aucune *transaction*

quelconque. (Applaudissements.) C’est là notre mot d’ordre. Il y

a une classe dans le pays qui ne cesse de crier: «_Pas de

concessions._» Et nous, nous lui répondons: «_Pas de

transaction._» Si ce mouvement, ainsi qu’on l’a quelquefois

faussement représenté, n’était qu’une pure combinaison

industrielle; s’il avait pour objet de relever telle ou telle

branche de fabrication ou de commerce;—ou bien s’il était

l’effort d’un parti et s’il aspirait à déplacer le pouvoir au

détriment d’une classe et au profit d’une autre classe d’hommes

politiques; ou encore si notre cri: *Liberté d'échanges*, n'était qu'un de ces cris populaires, mis en avant dans des vues personnelles ou politiques, comme le cri: *À bas le papisme!* et autres semblables, qui ont si souvent égaré la multitude et jeté la confusion dans le pays, oh! alors, nous pourrions transiger.

Mais nous soutenons un *principe* à l'égard duquel notre conviction est faite, et qui est comme la substance de notre conscience; nous revendiquons pour l'homme un droit antérieur même à toute civilisation, car s'il est un droit qu'on puisse appeler naturel, c'est certainement celui qui appartient à tout homme d'échanger le produit de son honnête travail, contre ce qu'il juge le plus utile à sa subsistance ou à son bien-être. (Approbation.) Ce n'est pas là une question qui admette des degrés, ni qui se puisse arranger par des fractions. Nous respectons tous les droits; mais nous ne respectons aucun abus.

(Applaudissements.) Nous ne comprenons pas cette doctrine qui

consiste à tolérer un certain degré de vol, d’iniquité ou

d’oppression, au préjudice d’un individu ou de la communauté.

Nous considérons au point de vue du *juste* et de l’*injuste* la

propriété, quelle qu’elle soit, réalisée par le travail et

sanctionnée par les lois et les institutions humaines. Nous

proclamons notre profond respect pour la propriété de cette

classe qui est la plus ardente à s’opposer à nos réclamations.

Les domaines du seigneur lui appartiennent, nous ne prétendons

pas y toucher, mettre des limites à leur agglomération et à leur

division. Nous n’intervenons pas dans l’administration de ce qui

lui est acquis par achat ou par héritage. Qu’il en fasse ce qu’il

jugera à propos; il est justiciable de l’opinion s’il viole les

lois des convenances ou de la moralité. Tant qu’il se renferme

dans les limites que lui prescrivent les nécessités des sociétés

humaines, nous respectons tous ses droits. Qu’il proscrive ou

tolère la chasse; qu’il abatte ou conserve ses forêts; qu’il

accorde ou refuse des baux, nous ne nous en mêlons pas. Les

produits de ses domaines sont à lui ou à ceux à qui il les loue.

Mais il y a une chose qui n’est pas à lui, et c’est le travail

d’autrui, c’est l’industrie de ses frères, et leur habileté, et

leur persévérance, et leurs os et leurs muscles, et nous ne lui

reconnaissons pas le droit de diminuer, par des taxes à son

profit, le pain qui est le fruit de leurs travaux et de leurs

sueurs. (Bruyantes acclamations.) Ils sont ses frères, et non pas

ses esclaves. Les bras de l’ouvrier sont sa propriété, et non pas

celle du landlord. Nous réclamons pour nous ce que nous accordons

aux seigneurs, et notre *principe* exige le même respect, la même

vénération pour la propriété de celui qui n’a au monde que sa

force physique pour se procurer le pain du soir par le travail du

jour, que pour celle de l’héritier du plus vaste domaine dont on

puisse s’enorgueillir dans la Grande-Bretagne.

(Applaudissements.) Dans notre attachement à ce principe, nous

nous opposons à tout empiétement sur la propriété de la classe

industrieuse, de quelque forme qu’on le revête, quel que soit le

but auquel on veuille le faire servir. Notre principe exclut le

droit fixe aussi bien que le *droit graduel*. (Approbation.)

L’un est aussi bien que l’autre une invasion sur les droits du

peuple, car quelle est leur commune tendance? Évidemment d’élever

le prix des aliments, et tout ce qui élève le prix des aliments,

diminue le légitime bien-être des classes laborieuses. Lorsque

nous nous rappelons la condition de ces classes; quand nous

venons à songer que l’ouvrier se lève avant le jour, et qu’il est

déjà bien tard quand il peut goûter quelque repos et manger le

pain de l’anxiété; quand nous nous rappelons par quels fatigants

efforts il obtient dans ce monde sa chétive pitance, et combien

il y a de malheureuses créatures autour de nous dont toute

l’histoire est résumée dans ces tristes vers si populaires:

Travaillons, travaillons, travaillons

Jusqu’à ce que nos yeux soient rouges et obscurcis;

Travaillons, travaillons, travaillons

Jusqu’à ce que le vertige nous monte au cerveau.

[Note 34: *Unconditional*; la Ligue entend par là que l’abolition

des droits d’entrée, sur les grains étrangers, ne doit pas être

subordonnée à des dégrèvements accordés par les autres nations

aux produits anglais.]

«Quand nous sommes témoins d’une telle destinée, nous disons que

le *droit fixe* ne doit pas prendre même un farthing sur la part

exiguë du pauvre pour augmenter les trésors d’un duc de

Buckingham ou de Richmond. (Applaudissements prolongés.) Bien

plus, il est des cas où le droit fixe aurait plus d’inconvénients

que l’échelle mobile elle-même. On a déjà fait cette objection

contre le droit fixe, et je crois qu’elle a déjà frappé ses

partisans. «Que ferez-vous de votre droit de 10, de 8, de 5 sh.

lorsque le blé s’élèvera, comme cela peut et doit quelquefois

arriver, à un prix de famine, *a famine price*? (Écoutez!

écoutez!) Et l’on a répondu: «Alors, on le suspendra.»—Mais quel

est le pouvoir qui décidera cette suspension, et sur quelle

épreuve? Réalisez dans votre imagination la situation d’un

premier ministre obligé d’observer le pays pour décider si le

temps approche, si le temps est arrivé où le droit fixe sur le

blé sera remis, parce que les aliments ont atteint le prix de

famine! Il faudra qu’il compte dans les journaux combien d’êtres

humains ont été relevés dans nos rues, tombés par défaut de

nourriture. Combien faudra-t-il de cas de *morts par inanition*?

quelle somme de maladies, de typhus, de mortalité sera-t-il

nécessaire de constater pour justifier la remise du droit? Voilà

donc les occupations d’un premier ministre! Il faudra donc qu’il

veille auprès du pays, qu’il compte ses pulsations, comme fait le

médecin d’un régiment quand on flagelle un soldat,—la main sur

son poignet, l’oeil sur la blessure saignante, l’oreille

attentive au bruit du fouet tombant sur les épaules nues, prêt à

s’écrier: Arrêtez; il se meurt! (Acclamations.) Est-ce là le rôle

du premier ministre du gouvernement d’un peuple libre? (Non,

non.)—La pente est glissante quand on quitte le sentier de la

justice. Oubliez la justice, et vous oublierez bientôt la

charité, et l’humanité vous trouvera sourde à ses cris.—Un droit

fixe! Mais c’est toujours la protection sous un autre nom, et la

protection, c’est cela même que la Ligue est résolue de combattre

et d’anéantir à jamais.—Et qu’entendon protéger? L’agriculture,

dit-on; mais quelle branche d’agriculture? quelle classe de

personnes? Non, non, dépouillée de sophismes, d’énigmes, de

circonlocutions, cette protection, c’est _la protection des

rentes_, et rien de plus. (Approbation.) Protection aux

fermiers!—Et quel fermier s’est jamais enrichi par

elle?—Protection à l’ouvrier des campagnes! Oh! oui! vous l’avez

protégé jusqu’à ce qu’il ait descendu tous les degrés de

l’échelle sociale; jusqu’à ce que ses vêtements aient été

convertis en haillons; sa chaumière en une hutte; jusqu’à ce que

sa femme et ses enfants, faute de vêtements, aient été forcés de

fuir le service divin. Votre protection l’a poursuivi du champ à

la maison de travail, et de la maison de travail à la cour de justice, et de la cour de justice au cachot, et du cachot à la tombe. C’est sous la froide pierre qu’il trouvera enfin plus de protection réelle qu’il n’en obtint jamais de vos lois. (Acclamations prolongées)…..

«Et pourquoi privilégier une classe? Qu’y a-t-il dans la condition d’un rentier qui lui donne droit à être protégé aux dépens de la communauté? Pourquoi pas protéger aussi le philosophe, l’artiste, le poëte? À pareil jour naquit un poëte, et les Écossais qui m’entendent savent à qui je fais allusion, car beaucoup de leurs compatriotes sont réunis aujourd’hui pour

célébrer l’anniversaire de Robert Burns. La nature en avait fait

un poëte; la protection aristocratique en fit un employé. Mais la

seule protection qui lui convint, c’est celle qu’il devait à ses bras vigoureux et à son âme élevée. Le servilisme lui faisait

dire:

Je n’ai pas besoin de me courber si bas,

Car, grâce à Dieu, j’ai la force de labourer;

Et quand cette force viendra à me faire défaut,

Alors, grâce à Dieu, je pourrai mendier.

«Et il se sentait l’indépendance du mendiant, et, en réalité, elle est plus digne et plus respectable que l’indépendance pécuniaire de ceux qui l’ont acquise par la rapine et l’oppression.

….. «Et pourquoi la Ligue transigerait-elle aujourd’hui? Si elle n’y a pas songé quand elle était faible, comment y songerait-elle quand elle est forte? Si nous avons repoussé toute transaction quand nous n’étions qu’un petit nombre, pourquoi l’accepterions-nous quand nous sommes innombrables? Habitants de

Londres, permettez-moi de vous le dire, vous n’avez pas l’idée de

la puissance de la Ligue, et il serait à désirer que vous

envoyassiez dans les comtés du Nord une députation chargée

d’observer la nature de cette puissance, sa progression, son

intensité. (Écoutez! écoutez!) Là, vous verriez les multitudes,

hommes, femmes, enfants, accourir, s’assembler et mettre la main

à cette oeuvre si bien faite pour éveiller les plus intimes

sympathies du coeur humain; les maîtres et les ouvriers porter

leur cordiale contribution; les femmes payer leur tribut, car

elles ont compris qu’il leur appartient de soulager ceux qui

souffrent, et de sympathiser avec les opprimés, et l’enfant même,

respirer comme une atmosphère d’*agitation* patriotique,

pressentant qu’un jour viendra,—alors que tant de glorieux

dévouements auront assuré le triomphe de la liberté

commerciale,—où il pourra dire avec orgueil:—«Et moi aussi

j’étais, encore enfant, un soldat de la Ligue!» Oh! si vous

pouviez voir l’ardeur qui les anime, vous comprendriez que

l’arrêt de mort du monopole est prononcé; oui, le jour où Londres

prendra le rôle qui lui revient, le jour où la voix des provinces

réveillera l’écho de la métropole, le jour où votre libéralité,

votre enthousiasme, votre ferme résolution, votre foi dans la

vérité égalera la libéralité, l’enthousiasme, la détermination et

la foi de vos frères du Nord, ce jour-là, l’oeuvre sera consommée

et le monopole anéanti. (Acclamations prolongées.) L’idée de

transiger n’entrerait pas dans la tête des chefs de la Ligue,

alors même qu’ils seraient seuls dans la lutte. Rappelez-vous

qu’ils n’étaient que sept quand ils proclamèrent pour la première

fois le principe de l’abrogation immédiate et totale. Ils

persévéreraient encore, quand bien même l’opinion publique

n’aurait pas été éveillée, quand bien même ces vastes meetings

n’auraient pas encouragé leurs efforts, car, lorsqu’une fois un

principe s’empare de l’âme, il est indomptable. C’est ce qui fait

le martyre ou la victoire! Il peut y avoir des victimes, mais il

n’y a pas de défaite.—C’est à cette foi individuelle, à cette

résolution de ne jamais transiger sur un principe, que nous

devons tout ce qu’il y a de grand et de beau sur cette terre.

Sans cette foi, nous n’aurions pas eu la liberté politique, la

réformation, la religion chrétienne. Si la Ligue pouvait fléchir

dans sa marche; si ceux qui la dirigent pouvaient la trahir, eh

bien! qu’importe? ils ne sont que l’avant-garde, la grande armée

leur passerait sur le corps et marcherait toujours jusqu’à la

grande consommation. (Acclamations.)

«Je le répète donc, pas de transactions. On nous défie, on nous

appelle au combat; les seigneurs nous jettent le gant et ils

veulent, disentils, abattre la Ligue. (Rires ironiques.) Eh

bien, nous en ferons l’épreuve.—Ce ne sont plus les fiers barons

de Runnêymède. Le temps de la chevalerie est passé; il est passé

pour eux surtout, car il n’y a rien de chevaleresque à se faire

marchand de blé et à fouler le pays pour grossir son lucre.—Mais

où veulent-ils en venir en s’isolant ainsi au milieu de la

communauté? Ils créent la méfiance parmi les fermiers, la haine

et l’insubordination parmi les ouvriers; ils se déclarent en

guerre avec tous les intérêts nationaux; ils rejettent les

Spencer, les Westminster, les Ducie, les Radnor; ils se

dépouillent de ce qui constitue leur force et leur dignité; où

veulent-ils en venir, en se séparant du mouvement social, en

rêvant qu’ils seront toujours assez forts pour écraser leurs

concitoyens? Ils n’ont rien à attendre de cette politique, si ce

n’est ruine et confusion! S’ils y persistent, ils ne tarderont

pas à s’apercevoir qu’ils n’ont d’autre perspective qu’une vie de

dangers et d’appréhensions; ils sentiront la terre trembler sous

leurs pas, comme on dit qu’elle tremblait partout où se posait le

pied du fratricide Caïn. Qu’ils parcourent l’univers; nulle part

ils ne rencontreront la sympathie de l’affection et le sourire de

la bienveillance. Ah! qu’ils se joignent à nous; qu’ils

s’unissent à la nation; c’est là que les attendent le respect, la

richesse, le bonheur; mais s’ils lui déclarent la guerre, la

destruction menace cette caste orgueilleuse.»

L’orateur discute quelques-uns des sophismes sur lesquels s’appuie le régime restrictif, et en particulier le prétexte tiré de l’*indépendance nationale*. Il poursuit en ces termes:

«_Être indépendants de l’étranger_, c’est le thème favori de

l’aristocratie. Elle oublie qu’elle emploie le *guano* à

fertiliser les champs, couvrant ainsi le sol britannique d’une

surface de sol *étranger* qui pénétrera chaque atome de blé, et

lui imprimera la tache de cette *dépendance* dont elle se montre

si impatiente. Mais qu’est-il donc ce grand seigneur, cet avocat

de l’indépendance nationale, cet ennemi de toute dépendance

étrangère? Examinons sa vie. Voilà un cuisinier *français* qui

prépare *le dîner pour le maître*, et un valet *suisse* qui

apprête le *maître pour le dîner*. (Éclats de rire.) Milady, qui

accepte sa main, est toute resplendissante de perles qu’on ne

trouve jamais dans les huîtres britanniques, et la plume qui

flotte sur sa tête ne fut jamais la queue d’un dindon anglais.

Les viandes de sa table viennent de la Belgique; ses vins, du

Rhin et du Rhône. Il repose sa vue sur des fleurs venues de

l’*Amérique du Sud*, et il gratifie son odorat de la fumée d’une

feuille apportée de l’*Amérique du Nord*. Son cheval favori est

d’origine *arabe*, son petit chien de la race du *Saint-Bernard*.

Sa galerie est riche de tableaux *flamands* et de statues

grecques. Veut-il se distraire, il va entendre des chanteurs

italiens vociférant de la musique *allemande*, le tout suivi

d’un ballet *français*. S’élève-t-il aux honneurs judiciaires,

l’hermine qui décore ses épaules n’avait jamais figuré jusque-là,

sur le dos d’une bête britannique. (Éclats de rire.) Son esprit

même est une bigarrure de contributions exotiques. Sa philosophie

et sa poésie viennent de la Grèce et de Rome; sa géométrie,

d’Alexandrie; son arithmétique d’Arabie, et sa religion de

Palestine. Dès son berceau, il presse ses dents naissantes sur le

corail de l’océan Indien, et lorsqu’il mourra, le marbre de

Carrare surmontera sa tombe. (Bruyants applaudissements.) Et

voilà l’homme qui dit: Soyons indépendants de l’étranger!

Soumettons le peuple à la taxe; admettons la privation, le

besoin, les angoisses et les étreintes de l’inanition même; mais

soyons indépendants de l’étranger! (Écoutez!) Je ne lui dispute

pas son luxe; ce que je lui reproche c’est le sophisme,

l’hypocrisie, l’iniquité de parler d’indépendance, quant aux

aliments, alors qu’il se soumet à dépendre de l’étranger pour

tous ces objets de jouissance et de faste. Ce que les étrangers

désirent surtout nous vendre, ce que nos compatriotes désirent

surtout acheter, c’est le blé; et il ne lui appartient pas, à

lui, qui n’est de la tête aux pieds que l’oeuvre de l’industrie

étrangère, de s’interposer et de dire: «Vous serez indépendants,

moi seul je me dévoue à porter le poids de la dépendance.» Nous

ne transigeons pas avec de tels adversaires, non, ni même avec la

législature. Nous ne recourrons pas à la législature dans cette

session. (Écoutez! écoutez!) Plus de pétitions. (Approbation.)

Membres de la Chambre des communes, membres de la Chambre des

lords, faites ce qu’il vous plaira et comme il vous plaira,—nous

en appelons *à vos maîtres*. (Tonnerre d’applaudissements qui se

renouvellent à plusieurs reprises.) La Ligue en appelle à vos

commettants, aux créateurs des législateurs; elle leur dit qu’ils

ont mal rempli leur tâche, elle leur enseigne à la mieux remplir

à la première occasion. (Nouveaux applaudissements.) C’est sur ce

terrain que nous transportons la lutte; et nos moyens sont, non

point, comme on l’a dit faussement, la calomnie, l’erreur, la

corruption, mais de persévérants efforts pour faire pénétrer dans

ceux qui possèdent le pouvoir politique, l’intelligence et

l’indépendance qui ennoblissent l’humanité. Remarquons qu’un

notable changement s’est déjà manifesté dans les élections,

depuis que la Ligue a adopté cette nouvelle ligne de conduite.

Tandis que ses adversaires recherchent tous les sales recoins,

toutes les taches de boue qui peuvent se trouver dans le

caractère de l’homme, pour bâtir là-dessus; tandis que les gens

qui exploitent en grand le monopole du sol britannique, vont

chassant au tailleur et au cordonnier et lui disent: «N’avez-vous

pas aussi quelque petit monopole? Soutenez-nous, nous vous

soutiendrons.» Tandis qu’ils gouvernent avec les mauvaises

passions, avec ce qu’il y a de folie et de bassesse dans la

nature humaine, la Ligue s’efforce de mettre en oeuvre les

principes, la vérité; et réveillant, non la partie brutale, mais

la partie divine de l’âme, de réaliser cet esprit d’indépendance

sans lequel ni les institutions, ni les garanties politiques, ni

les droits de suffrage, ne firent et ne feront jamais un peuple

grand et libre. C’est pour cela qu’ils nous appellent des

étrangers et des *intrus*…»

L’orateur établit ici des documents statistiques qui prouvent que la *mortalité* et la *criminalité* ont toujours été en raison directe de l’élévation du prix des aliments. Il continue ainsi:

«Voilà l’expérience d’un grand nombre d’années résumée en

chiffres. Elle fait connaître les résultats de ce système,

horrible calcul, qui montre l’âme succombant aussi bien que les

corps, les tendances les plus généreuses et les plus naturelles

conduisant au crime, l’amour de la famille transformé en un

irrésistible aiguillon au mal, et la perversité décrétée pour

ainsi dire par acte de la législature. (Écoutez! écoutez!) Oh! je

le déclare à la face du ciel et de la terre, j’aimerais mieux

comparaître à la barre d’Old-Bailey comme prévenu d’un de ces

crimes auxquels poussent fatalement ces lois iniques, que d’être

du nombre de ceux qui profitent de ces lois pour extraire de l’or

des entrailles, du coeur et de la conscience de leurs frères.

(Immenses acclamations, l’auditoire se lève en masse, agitant les

chapeaux et les mouchoirs.)

«Nous dira-t-on qu’il faut attendre une plus longue expérience?

Qu’il faut éprouver encore le tarif de R. Peel ou de nouvelles

formes du monopole? Mais, c’est expérimenter la privation,

l’incertitude, la souffrance, la faim, le crime et la mort. C’est

un vieil axiome médical que les expériences doivent se faire sur

la vile matière. Mais voici des lois qui expérimentent

cruellement sur le corps même d’une grande et malheureuse nation.

(Applaudissements.) Oh! c’en est assez pour réveiller tous les

sentiments de l’âme; hommes, femmes, enfants, levons-nous,

prêchons la croisade contre cette horrible iniquité, et fermons

l’oreille à toute proposition jusqu’à ce qu’elle soit anéantie à

jamais. Habitants de cette métropole, prenez dans nos rangs la

place qui vous convient. Combinons nos efforts, et ne nous

accordons aucun repos jusqu’à ce que nos yeux soient témoins de

ce spectacle si désiré: le géant du *travail libre* assis sur les

ruines de tous les monopoles. (Applaudissements.) C’est pour cela

que nous *agitons* d’année en année, et tant qu’il restera un

atome de restriction sur le *statute-book*, tant qu’il restera

une taxe sur la nourriture du peuple, tant qu’il restera une loi

contraire aux droits de l’industrie et du travail; nous ne nous

désisterons jamais de l’*agitation*, jamais! jamais! jamais!

(Applaudissements enthousiastes.) Nous marchons vers la

consommation de cette oeuvre, convaincus que nous réalisons le

bien, non de quelques-uns, mais de tous, même de ceux qui

s’aveuglent sur leurs vrais intérêts, car l’universelle liberté

garantit aussi bien le plus vaste domaine que l’humble travail de

celui qui n’a que ses bras. Nous croyons que la liberté

commerciale développera la liberté morale et intellectuelle,

enseignera à toutes les classes leur mutuelle dépendance, unira

tous les peuples par les liens de fraternité, et réalisera enfin

les espérances du grand poëte qui fut donné, à pareil jour, à

l’Écosse et au monde:

Prions, prions pour qu’arrive bientôt

Comme il doit arriver, ce jour

Où, sur toute la surface du monde,

L’homme sera un frère pour l’homme!»

(Longtemps après que l’honorable orateur a repris son siége, les acclamations enthousiastes retentissent dans la salle.)

MM. Milner Gibson et le Rév. J. Burnett parlent après M. Fox. La séance est levée à 11 heures.

SECOND MEETING AU THÉÂTRE DE COVENT-GARDEN.

1er février 1844.

Le second meeting hebdomadaire de la Ligue avait attiré, mardi soir, au théâtre de Covent-Garden, une foule nombreuse et enthousiaste. Le nom de lord Morpeth circule dans toute la salle. On parle d’une entrevue qui eut lieu à Wakefield, hier, entre le noble lord, membre de la dernière administration, et M. Cobden. Cette nouvelle provoque une vive satisfaction, à laquelle succède le désappointement lorsqu’on apprend que Sa Seigneurie n’a pas complétement répondu aux espérances que la Ligue avait fondées sur son noble caractère, son humanité et son patriotisme.

Le président rend compte des nombreux meetings qui ont été tenus dans les provinces depuis la dernière séance, ainsi que des sommes qui ont été recueillies.

Au moment où nous sommes parvenus, un grand changement s’est opéré dans l’attitude de l’aristocratie. Jusqu’ici nous l’avons vue dédaigner le réveil de l’opinion publique, et chercher à l’égarer en lui présentant, comme remède aux souffrances du peuple, des plans plus ou moins *charitables*, plus ou moins réalisables, tantôt le travail limité par la loi (le bill des dix heures), tantôt l’émigration forcée.

Aujourd’hui que l’action intellectuelle et morale de la Ligue menace de devenir irrésistible, l’aristocratie sort enfin de sa dédaigneuse apathie. L’apaisement de l’agitation irlandaise et la dissolution du meeting de Clontarf lui donnent l’espérance d’étouffer l’agitation commerciale par l’intervention de la loi. Et en même temps qu’elle dénonce, comme dangereux et illégaux, les meetings de la Ligue, par une contradiction manifeste, elle organise un vaste système d’associations affiliées entre elles, ayant pour but, sous le nom d’anti-Ligue, le maintien des monopoles et de la protection.—La lutte devient donc plus serrée, plus personnelle, plus animée. Chacune de son côté, la Ligue et l’anti-Ligue avaient espéré que leurs efforts, influant sur la marche des affaires, trouveraient quelque écho dans le discours de la reine. Les *free-traders* espéraient que Sir Robert Peel donnerait, dans la présente session, quelque développement à son plan de réforme financière et commerciale. Les prohibitionnistes ne doutaient pas, au contraire, que le premier ministre, cédant à la pression de cette majorité qui l’a porté au pouvoir, ne revînt sur quelques-unes des mesures libérales adoptées en 1842. Mais le discours du trône, prononcé dans la journée même, a trompé l’attente des deux partis. Le ministère y garde le silence le plus absolu à l’égard de la détresse publique et des moyens d’y remédier.

Tels sont les objets qui servent de texte aux discours prononcés, dans le meeting du 1er février, par le docteur Bowring, le col. Thompson et M. Bright. Bien qu’ils doivent avoir pour le public anglais un intérêt plus actuel, plus incisif, que des dissertations purement économiques, fidèles à la loi que nous nous sommes imposée de sacrifier ce qui peut plaire à ce qui doit instruire, nous nous abstenons d’appeler l’attention du public français sur cette nouvelle phase de l’agitation.

Nous croyons utile, cependant, de donner une relation succincte de l’entrevue de lord Morpeth avec M. Cobden. Lord Morpeth, ayant été un des chefs influents de l’administration whig, renversée en 1841 par les torys, on comprend que son adhésion aux principes absolus de la Ligue devait être considérée comme un fait grave, et de nature à exercer une grande influence sur le mouvement des majorités et des partis. L’attitude de ces deux hommes d’ailleurs, la franchise de leurs explications, leur fidélité aux principes, nous ont semblé une peinture de moeurs constitutionnelles, dignes d’être proposées pour exemple à nos hommes politiques.

WAKEFIELD.

Extrait du *Morning-Chronicle*, 31 janvier 1844.

La démonstration des *free-traders* du West-Riding du Yorkshire a eu lieu ce soir dans la vaste salle de la Halle aux blés, qui était magnifiquement décorée de draperies et ornée de fleurs. Six cent trente-trois siéges avaient été préparés autour de la table du banquet.

Vingt-cinq villes du Yorkshire avaient envoyé des délégués à la séance.—Le fauteuil est occupé par M. Marshall, qui a, à sa droite, lord Morpeth, et à sa gauche M. Cobden.

Après les toasts d’usage, le président se lève et dit:

«Nous sommes réunis aujourd’hui, en dehors de toute distinction

de partis et d’opinions politiques, pour discuter les avantages

de la liberté absolue de l’industrie, du travail et du commerce.

Nous reconnaissons ce grand principe comme l’unique objet du

meeting. Il y a dans cette enceinte des hommes qui représentent

toutes les nuances des opinions politiques, et ils entendent bien

se réserver, à cet égard, toute leur indépendance. Quand nous

jetons nos regards autour de nous, quand nous voyons ce qu’est

l’Angleterre, ce que l’industrie l’a faite, et que nous venons à

penser que le peuple, qui a élevé la nation à ce degré de

grandeur, travaille sous le poids des chaînes, sous la pression

des monopoles, au milieu des entraves de la restriction, ne

sentons-nous pas la honte nous brûler le front? Pouvons-nous être

témoins d’un phénomène aussi étrange, sans sentir profondément

gravé dans nos coeurs le désir de vouer toute notre énergie à

combattre une telle servitude, jusqu’à ce qu’elle soit

radicalement détruite, jusqu’à ce que notre industrie soit aussi

libre que nos personnes et nos pensées? Je ne m’étendrai pourtant

pas sur ce sujet qu’il appartient à d’autres que moi de traiter.

Je me bornerai à rapporter une preuve, et de la bonté de notre

cause, et de l’efficacité avec laquelle elle a été soutenue; et

cette preuve, c’est le nombre toujours croissant de nouveaux

adhérents à nos principes qui, de toutes les classes de la

société, et de tous les points du royaume, accourent en foule

dans notre camp. Ces conquêtes n’ont été acquises à la ligue par

aucune concession, par aucune transaction sur son principe. C’est

au principe qu’il faut nous attacher; il est le gage de notre

union et de notre force. Ce n’est pas un de nos moindres

encouragements que de voir maintenant nos plus fermes soutiens

sortir des rangs les plus nobles et des plus opulents

propriétaires terriens (applaudissements), des plus habiles et

des plus riches agriculteurs, aussi bien que des classes

manufacturières. Mais si nous offrons notre accueil hospitalier à

tant de nouveaux adhérents, il en est un surtout dont nous devons

saluer la bienvenue, lord Morpeth. (Ici l’assemblée se lève comme

un seul homme, et des salves d’applaudissements se succèdent

pendant plusieurs minutes. Parfois, il semble que le silence va

se rétablir, mais les acclamations se renouvellent à plusieurs

reprises avec une énergie croissante.) Lord Morpeth n’est pas un

nouveau converti aux principes de la liberté du commerce; ce

n’est pas la première fois qu’il assiste aux meetings du

West-Riding. C’est parce que nous le connaissons bien, parce que

nous apprécions en lui l’homme privé aussi bien que l’homme

d’État, parce que nous admirons la puissance de son intelligence

comme les qualités de son coeur, c’est pour ce motif que le

retour de lord Morpeth parmi nous est accueilli avec ce respect,

cette cordialité que devait exciter la coopération à notre oeuvre

d’un nom aussi distingué. Gentlemen, je propose la santé du

très-honorable vicomte Morpeth.»

Lord MORPETH se lève (applaudissements), et après avoir remercié, il s’exprime ainsi:

«Si je ne me trompe, le principal objet de cette réunion est, de

la part du West-Riding du Yorkshire, d’honorer et d’encourager la

Ligue, ainsi que sa députation ici présente, et de déterminer,

autant que cela dépend d’elle, l’abrogation totale et immédiate

des lois-céréales. (Bruyants applaudissements.) Vous m’informez

que c’est bien là le but de cette assemblée. (Oui, certainement.)

Eh bien, je sais qu’il me sera demandé par les amis comme par les

ennemis: «Êtes-vous préparé à aller aussi loin?» La dernière

fois, ainsi que vous vous le rappelez sans doute, que je me suis

occupé des lois-céréales, c’était en 1841, alors que, comme

membre du cabinet de cette époque, j’étais un des promoteurs du

droit fixe de 8 shillings. (Écoutez! écoutez!) Cette proposition

entraîna notre chute, parce que les défenseurs du système actuel,

qui étaient nos adversaires alors, comme ils sont les vôtres

aujourd’hui, pensèrent que nous accordions trop, et que notre

mesure était surabondamment libérale envers le consommateur. Mais

bien loin que l’insuccès m’ait changé et que notre chute m’ait

ébranlé, je crois qu’il est maintenant trop tard pour transiger

sur ces termes (ici l’assemblée se lève en masse et applaudit

avec enthousiasme), et que ce qui était alors considéré comme

trop par les constituants de l’empire, serait *trop peu*

aujourd’hui. En outre, le fait même de ma présence dans cette

enceinte, libre de toute influence, sans avoir pris conseil de

personne, sans m’être entendu avec qui que ce soit, agissant

entièrement et exclusivement pour moi-même, tout cela, gentlemen,

vous donne la preuve que je ne refuse pas de reconnaître le zèle

et l’énergie déployés par la Ligue (sans accepter naturellement

la responsabilité de tout ce qu’elle a pu dire ou pu faire); que

je ne refuse pas ma sympathie à cette lutte que vous, mes

commettants du Yorkshire, vous soutenez avec tant de courage, et

comme vous l’avez prouvé récemment, avec tant de libéralité, dans

une cause où vous pensez, et vous pensez avec raison

(applaudissements), que vos plus chers intérêts sont profondément

engagés. Mais, gentlemen, quoiqu’il me fût facile de m’envelopper

dans de vagues généralités, et de m’abstenir de toute expression

contraire même à ceux d’entre vous dont les idées sont les plus

absolues, cependant en votre présence, en présence de vos hôtes

distingués, dussé-je réprimer ces applaudissements que vous avez

fait retentir autour de moi, et refroidir l’ardeur qui se montre

dans votre accueil, je me fais un devoir de déclarer que je ne

suis pas préparé à m’interdire pour l’avenir,—soit que je vienne

à penser que l’intérêt bien entendu du trésor le réclame, ou que

je ne voie pas d’autre solution plus efficace à la question qui

nous agite, soit encore que je le considère comme un grand pas

dans la bonne voie,—dans ces hypothèses et autres semblables, je

ne m’interdis pas la faculté d’acquiescer à un droit fixe et

modéré. (Grands cris: «Non, non, cela ne nous convient pas.»

Marques de désapprobation.) Je m’attendais à ce que la liberté

que je dois néanmoins me réserver provoquerait ces signes de

dissentiment. Mais après m’être prononcé comme je crois qu’il

appartient à un honnête homme, qui ne saurait prévoir dans quel

concours de circonstances il peut se trouver engagé, je déclare,

avec la même franchise, que je ne suis nullement infatué du

droit fixe. À vrai dire, réduit au taux modéré que j’ai

indiqué, je ne lui vois plus cette importance qu’y attachent ses

défenseurs et ses adversaires; et je suis sûr au moins de ceci:

que je préférerais l’abrogation, même l’abrogation totale et

immédiate, à la permanence de la loi actuelle pendant une année.

(Tonnerre d’applaudissements.) Et même, si dans le cours de la

présente année l’abrogation totale et immédiate pouvait être

emportée,—comme je me doute que cela arriverait, gentlemen, si

la décision dépendait de vous,—je ne serais certainement pas

inconsolable, ni bien longtemps à en prendre mon parti.

(Applaudissements.)—Sa Seigneurie déclare qu’elle a partagé la

satisfaction de l’assemblée lorsque M. Plint a rendu compte des

progrès de la cause de la liberté. Elle annonce qu’elle va porter

ce toast: «À la prospérité du West-Riding; puissent les classes

agricoles, manufacturières et commerciales, reconnaître que leurs

vrais et permanents intérêts sont indissolublement unis et ont

leur base la plus solide dans la liberté du travail et des

échanges.» Après avoir peint en termes chaleureux les heureux

résultats du commerce libre, le noble lord ajoute: «Je ne veux

pas, gentlemen, développer ici une argumentation sérieuse et

solennelle, peu en harmonie avec le caractère de cette fête,

quoique je ne doute pas que votre détermination ne soit calme,

mais sérieuse. (Oui! oui! nous sommes déterminés.) Mais ce que

je voudrais faire pénétrer dans l’esprit de nos adversaires, des

adversaires de la liberté de l’industrie, c’est que leur système

lutte contre la nature elle-même et contre les lois qui régissent

l’univers. (Applaudissements.) Car, gentlemen, quelle est

l’évidente signification de cette diversité répandue sur la

surface du globe, ici tant de besoins, là tant de superflu; tant

de dénûment sur un point, et, sur un autre, une profusion si

libérale? Les poëtes se sont plu quelquefois à peupler de voix

les brises du rivage, et à prêter un sens aux échos des

montagnes; mais les mots réels que la nature fait entendre, dans

l’infinie variété de ses phénomènes, c’est: _Travaillez,

échangez_,» *etc.*

Le maire de Leeds porte la santé de MM. Cobden, Bright et des autres membres de la députation de la Ligue.

M. COBDEN. (Pendant plusieurs minutes les acclamations qui

retentissent dans la salle empêchent l’orateur de se faire

entendre. Quand le silence est rétabli, il déclare qu’il

n’accepte pour lui et pour M. Bright qu’une partie des éloges qui

ont été exprimés par le maire de Leeds. Il y a dans la Ligue

d’énergiques ouvriers dont le nom n’est guère entendu au delà de

la salle du conseil, et qui cependant ne travaillent pas avec

moins de dévouement et d’efficacité que ceux qui, par la nature

de leurs fonctions, sont plus en contact avec le public. Après

quelques autres considérations, l’orateur continue ainsi): On

nous a objecté dans une autre enceinte que le blé était une

matière imposable. Gentlemen, comme *free-traders*, nous

n’entendons pas nous immiscer dans le système des taxes levées

sur le pays, et si l’on proposait de lever loyalement et

équitablement un impôt sur le blé, sans que cet impôt, par une

voie insidieuse, impliquât un odieux monopole, je ne pense pas

qu’en tant que membres de la Ligue nous soyons appelés à

intervenir, quoique une taxe sur le pain soit une mesure dont je

ne connais aucun exemple dans l’histoire des pays même les plus

barbares. Mais que nous propose-t-on? De taxer le blé étranger

sans taxer le blé indigène; et l’objet notoire de ce procédé,

c’est de conférer une *protection* au producteur national. Eh

bien! nous nous opposons à cela, parce que c’est du monopole;

nous nous opposons à cela en nous fondant sur un principe, et

notre opposition est d’autant plus énergique, qu’il s’agit d’une

taxe qui n’offre aucune compensation à la très-grande majorité de

ceux qu’elle frappe. Il n’est pas au pouvoir du gouvernement, en

effet, de donner *protection* aux manufacturiers et aux ouvriers;

et, quant à eux, le monopole du pain est une pure injustice. S’il

y a quelques personnes qui désirent, en toute honnêteté, asseoir

une taxe sur le blé, qu’elles proposent, afin de montrer la

loyauté de leur dessein, de prélever cette taxe, par l’accise, et

sur le blé, *à la mouture*. Personnellement, je résisterai à cet

impôt. Mais parlant comme *free-trader*, je dis que si l’on veut

une loi céréale qui n’inflige pas un monopole au pays, il faut

taxer les céréales de toutes provenances à la mouture, et laisser

entrer librement les grains étrangers. Alors quiconque mangera du

pain paiera la taxe; et quiconque produira du blé ne bénéficiera

pas par la taxe. Je crois que lorsque la proposition se

présentera sous cette forme, elle ne rencontrera pas

l’agitation dans le pays, pas plus que la taxe du sel qui ne

confère à personne d’injustes avantages (Applaudissements.) S’il

faut que le trésor public prélève un revenu sur le blé, il en

tirera dix fois plus d’une taxe *à la mouture* que d’un droit de

douane, sans que le premier mode élève plus que le second le prix

du pain[35].

[Note 35: Cela se comprend aisément. Supposons que la consommation du blé en Angleterre soit de 60 millions d'hectolitres, dont 54 millions de blé indigène et 6 millions de blé étranger.

Supposons encore que ce dernier vaut *à l'entrepôt* 20 fr. l'hectolitre. Un droit de 2 fr. à la mouture frapperait les 60 millions d'hectolitres et donnerait au trésor un produit de 120 millions. De plus, il établirait le cours du grain sur le marché à 22 francs.

Un droit de douane de 2 fr. fixerait aussi le cours du blé à 22 fr., puisque, d'après l'hypothèse, l'étranger ne saurait vendre au-dessous. Mais le droit, ne se prélevant que sur 6 millions d'hectolitres, ne produirait à l'Échiquier que 12 millions.

Ce sont les monopoleurs qui gagnent la différence.]

M. Cobden répond à l'accusation qu'on a dirigée contre la Ligue, d'être trop absolue. Il adjure le meeting de ne se séparer jamais de la justice abstraite et des principes absolus. Nos progrès, dit-il, démontrent assez ce qu'il y a de force dans la ferme adhésion à un principe. Nous avions à instruire la nation, et qu'est-ce qui nous a soutenus? la vérité, la justice, le soin de ne nous laisser pas détourner par la séduction d'un avantage momentané, par aucune considération de parti, ou de stratégie parlementaire.

M. COBDEN continue ainsi: Nous ne sommes point des hommes

politiques; nous ne sommes point des hommes d'État, et n'avons

jamais aspiré à l’être. Nous avons été arrachés à nos occupations

presque sans nous y attendre. Je le déclare solennellement, si

j’avais pu prévoir il y a cinq ans que je serais graduellement et

insensiblement porté à la position que j’occupe, et dont je ne

saurais revenir par aucune voie qui se puisse concilier avec

l’honneur (bruyantes acclamations), si j’avais prévu, dis-je,

tout ce que j’ai eu à sacrifier de temps, d’argent et de repos

domestique à cette grande cause, quel que soit le dévouement

qu’elle m’inspire, je crois que je n’aurais pas osé, considérant

ce que je me dois à moi-même, ce que je dois à ceux qui tiennent

de la nature des droits sacrés sur mon existence, accepter le

rôle qui m’a été fait. (Acclamations.) Mais notre cause s’est peu

à peu élevée à la hauteur d’une grande question politique et

nationale; et maintenant que nous l’avons portée au premier rang

entre toutes celles qui préoccupent le sénat, il nous manque des

hommes dans ce sénat;—des hommes dont le caractère comme hommes

d’État soit établi dans l’opinion,—des hommes qui, par leur

position sociale, leurs priviléges et leurs précédents, soient en

possession d’être considérés par le peuple comme des chefs

politiques. Il nous manque de tels hommes dans la Chambre à qui

nous puissions confier le dénoûment de cette lutte.

(Applaudissements.) Et s’il est un sentiment qui, dans mon

esprit, ait prévalu sur tous les autres, quand je suis entré dans

cette enceinte, sachant que j’allais y rencontrer cet homme

d’État distingué que ses commettants considèrent autant et plus

que tout autre, comme le chef prédestiné à la conduite des

affaires publiques de ce pays, si, dis-je, un sentiment a prévalu

dans mon esprit, c’était l’espoir de saluer le nouveau Moïse qui

doit, à travers le désert, nous faire arriver à la terre de

promission. (Acclamations longtemps prolongées.) Je le déclare de

la manière la plus solennelle, en mon nom, comme au nom de mes

collègues, c’est avec bonheur que nous remettrions notre cause

entre les mains d’un tel homme, s’il se faisait à la Chambre des

communes le défenseur de notre principe; c’est avec bonheur que

nous travaillerions encore aux derniers rangs, là où nos services

seraient le plus efficaces, afin d’aider loyalement un tel homme

d’État à attacher son nom à la plus grande réforme, que dis-je? à

la plus grande révolution dont le monde ait jamais été témoin.

(Applaudissements.)—Gentlemen, je ne désespère pas (les

acclamations redoublent); nous travaillerons une autre année.

(Applaudissements.) Je crois que le noble lord a parlé d’une

année, il a demandé une année. Eh bien, nous travaillerons

volontiers pour lui encore une année. (Applaudissements.) Et

alors, quand il aura réfléchi sur nos principes; quand il se sera

assuré de la justice de notre cause; quand ses calmes

méditations, guidées par la délicatesse de sa conscience,

l’auront amené à cette conviction que le droit et la justice sont

de notre côté, j’espère qu’au terme de l’année qu’il se réserve,

il se lèvera courageusement, pour imprimer à notre cause, au sein

des communes, le sceau du triomphe. (Bruyantes acclamations.)

Mais, après avoir exprimé cette sincère espérance, je dois vous

rappeler que nous sommes ici comme membres de la Ligue. Nous

sommes engagés à un principe, et je dois vous dire, habitants du

West-Riding, qu’il est de votre devoir de montrer une entière

loyauté dans votre attachement à ce principe. Vous pouvez être

appelés à faire le sacrifice d’une affection personnelle aussi

bien placée que bien méritée, à consommer, comme électeurs de ce

pays, le plus douloureux sacrifice qui puisse vous être commandé.

Je ne cherche ni à séduire ni à menacer le noble lord. Je sais

qu'il est compétent, par l'étendue de son esprit et l'intégrité

de son caractère, à juger par lui-même. Mais quant à nous, nos

engagements ne sont pas envers les whigs ou envers les torys,

mais envers le peuple. Je n'ajouterai qu'un mot. Le noble lord

nous a dit: «Dieu vous protége; vous êtes dans la bonne voie, et

j'espère que vous y avancerez sous votre bannière triomphante.»

Et moi je lui dis: «Vous êtes dans le droit sentier, et Dieu vous

protége tant que vous n'en dévierez pas!…»

Quelle que soit l'éloquence déployée par les orateurs qui se sont succédé, l'assemblée demeure longtemps encore sous l'impression de cette conférence qui laisse indécis un événement d'une haute importance.—Elle se sépare à minuit, des trains spéciaux ayant été retenus sur tous les chemins de fer, pour ramener chacun des assistants à son domicile.

MEETING HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE.

15 février 1844.

Le meeting hebdomadaire de la Ligue a eu lieu jeudi soir au théâtre de Covent-Garden.—En l’absence du président, M. George Wilson, M. Villiers, membre du Parlement, occupe le fauteuil. Nous avons extrait de son discours les passages suivants:

«Messieurs, notre estimable ami, M. Wilson, forcément retenu à la

campagne, m’a requis d’occuper le fauteuil. Malgré mon

inexpérience, j’ai accepté cette mission, parce que je crois que

le temps est venu où il n’est permis à personne de rejeter le

fardeau sur autrui, et de refuser sa cordiale assistance à

l’oeuvre de cette grande et utile association. L’objet de la

Ligue est identifié avec le bien-être de la nation, mais le

sinistre intérêt que nous combattons est malheureusement

identifié avec le pouvoir et les majorités parlementaires. La

Ligue a donc à surmonter de graves difficultés, et il lui faut

redoubler d’énergie. (Applaudissements.) Nous vivons dans un

temps où l’on ne manque pas de tirer avantage de ce qu’il reste

au peuple d’ignorance et d’apathie à l’égard de ses vrais

intérêts, et il ne faut pas espérer d’arriver à un gouvernement

juste et sage, autrement que par la vigoureuse expression d’une

opinion publique éclairée. C’est à ce résultat, c’est à réprimer

le sordide abus de la puissance législative que la Ligue a

consacré ses efforts incessants et dévoués. Le soin que mettent

ses adversaires à calomnier ses desseins, montre assez combien

ils redoutent ses progrès, et combien sa marche ferme et loyale

trompe leur attente. L’objet que la Ligue a en vue a toujours été

clair et bien défini; je ne sache pas qu’il ait changé. Elle

aspire à populariser, à rendre manifestes, aux yeux de tous, ces

doctrines industrielles et commerciales, qui ont été proclamées

par les plus hautes intelligences. (Écoutez! écoutez!) Doctrines

dont la vérité est accessible aux intelligences les plus

ordinaires, dont l’application, commandée d’ailleurs par les circonstances de ce pays, a été conseillée par tout ce qu’il renferme d’hommes pratiques, prudents et expérimentés. Ce but, de quelque manière qu’il plaise aux monopoleurs et aux ministres qui leur obéissent de le présenter, mérite bien l’appui et la sympathie de quiconque porte un coeur ami du bien et de la justice. Depuis notre dernière réunion, je comprends que ce mot que l’autorité a mis à la mode, et sur lequel elle compte pour étouffer les plaintes de nos frères d’Irlande (immenses acclamations), je veux dire le mot *conspiration*, a été appliqué à ces meetings. (Rires ironiques.) Jusqu’à quel point ce mot s’applique-t-il avec quelque justesse à nos réunions? Je l’ignore. Ce que je sais, c’est que considérant le but pour lequel on allègue que nous sommes associés, il n’y a pas lieu de s’étonner si nos travaux ont répandu la colère et l’alarme dans le camp ennemi, et si nous sommes désignés comme des

conspirateurs, sur l’autorité de celui à qui l’on attribue

d’avoir proclamé que les doctrines que nous cherchons à faire

prévaloir sont les doctrines du *sens commun*[36]. (Rires.) Car,

certes, on ne saurait rien concevoir de plus funeste que le _sens

commun_, à ceux qui ont fondé leur puissance sur les préjugés,

l’ignorance et les divisions du peuple, à ceux qui ont tout à

redouter de sa sagesse, et rien à gagner à son perfectionnement.

(Applaudissements.) S’ils déploient maintenant contre la Ligue

une nouvelle énergie, peut-être faut-il les excuser, car elle

naît de cette conviction qui a envahi leur esprit, que nos

doctrines font d’irrésistibles progrès, et que le temps approche

où ce sentiment profond qu’on appelle *sens commun* prévaudra

enfin dans le pays. En cela, du moins, je crois qu’ils ont

raison, et tout—jusqu’aux procédés de l’anti-Ligue, qui a sans

doute en vue autre chose que le sens commun,—concourt à ce

résultat. Lorsqu'il s'agit de disculper une loi qui a provoqué

contre elle cette puissante agitation, il faut autre chose, le

sens commun réclame autre chose que l'invective, qui fait le

fond de leur éloquence. Il faut autre chose pour disculper une

loi accusée de n'avoir été faite à une autre fin que d'infliger

la famine à une terre chrétienne (écoutez! écoutez!), alors

surtout que cette loi, condamnée par les hommes de l'autorité la

plus compétente, par les Russell et les Fitzwilliams, condamnée

par le spectacle des maux qu'elle répand au sein d'une population

toujours croissante, est maintenue par des législateurs qui ont à

la maintenir un intérêt direct et pécuniaire. Je le répète, si

l'invective grossière est la seule réponse que l'on sait faire à

des imputations si graves et si sérieuses, c'est qu'il n'y en a

pas d'autre; et alors le peuple est bien près de comprendre que

demander pour le travail honnête sa légitime rémunération, pour

les capitaux leurs profits naturels, sans la funeste intervention

de la loi, que vouloir réduire la classe oisive et improductive à

sa propriété, c’est proclamer non-seulement la doctrine du _sens

commun_, mais la doctrine de l’éternelle justice. Les

conspirateurs qui se sont unis pour répandre cette doctrine

parmi le peuple, recueilleront, en dépit de l’injuste censure de

l’autorité, l’honnête et cordial assentiment d’une nation

reconnaissante.» (Applaudissements prolongés.)

[Note 36: «Prétendre enrichir un peuple par la disette artificielle, c’est une politique en contradiction avec le sens commun.» (Sir James Graham, ministre de l’intérieur.)]

Le meeting entend MM. Hume et Christie, membres du Parlement. La parole est ensuite à M. J. W. Fox.

M. FOX: Si les honorables membres du Parlement que vous venez

d’entendre étaient condamnés à subir cet arrêt qui, grâces au

ciel, se présente plus rarement qu’autrefois sur les lèvres du

juge: «Qu’on les ramène d’où ils sont venus,» ils pourraient, je

crois, annoncer à la Chambre des communes que _la Ligue vit

encore_; car, pas plus tard qu’hier, on y affirmait que, depuis

la déclaration de sir Robert Peel, au premier jour de la session,

notre *agitation* était *tombée dans l’insignifiance*[37].

(Rires.) Oui, elle est tombée de chute en chute, d’un revenu de

50,000 liv. sterl. à un revenu de 100,000 liv.;—de petits

meetings provinciaux à de splendides réunions comme celle qui

m’entoure, et de l’humiliation de pétitionner la Chambre à

l’honneur de guider dans la lutte les maîtres de cette assemblée.

(Acclamations.) Quelle idée confuse, imparfaite, étrange, ne

faut-il pas se faire de la Ligue, pour imaginer qu’elle va

s’anéantir au souffle des membres du Parlement ou des ministres

de la couronne! Eh quoi! les législateurs du monopole ne

verraient-ils dans la Ligue qu’une mesquine coterie, qu’une

pitoyable manoeuvre de parti, choses qui leur sont beaucoup plus

familières que les grands principes de la vérité et de la

justice, que les puissants mouvements de l’opinion nationale? Et

celui, entre tous, devant la volonté de qui la Ligue est le moins

disposée à se courber, c’est ce ministre dont la bouche a si

souvent soufflé le chaud et le froid, et qui dénonçait jadis,

comme destructives de la constitution politique et de

l’établissement religieux du royaume, ces mêmes mesures dont il

se soumet maintenant à se faire l’introducteur. L’existence de la

Ligue, le triomphe prochain qui l’attend, ne dépendent ni de Sir

Robert Peel, ni d’aucun autre chef de parti. Nous abjurons toute

alliance avec les partis. L’anti-Ligue s’enorgueillissait

récemment d’avoir rallié à elle un grand nombre de whigs. Tant

pis pour les whigs, mais non pas pour la Ligue. (Écoutez!) Notre

force est dans notre principe; dans la certitude que la liberté du commerce est fatalement arrêtée dans les conseils de Dieu comme un des grands pas de l’homme dans la carrière de la civilisation. Les droits de l’industrie à la liberté des échanges peuvent être momentanément violés, confisqués par la ruse ou la violence; mais ils ne peuvent être refusés d’une manière permanente aux exigences de l’humanité. (Applaudissements.)… Mais ce que le monopole n’a pu faire avec toutes les ressources d’une constitution partiale, il espère le réaliser par le concours d’associations volontaires et d’efforts combinés. Non content de cette grande anti-Ligue, la Chambre des lords, et de cette anti-Ligue supplémentaire, la Chambre des communes, il couvre le pays de petites associations qui vont s’écriant:

Oh! laissez mon petit navire tendre aussi sa voile,

Partager la même brise et courir au même triomphe.

[Note 37: Sir Robert Peel avait annoncé que son intention n’était

pas de reviser la *loi-céréale*.]

Et voyez jusqu’où les conduit l’esprit d’imitation! Elles se

prennent à nous copier nous-mêmes. Elles commencent à pétitionner

le Parlement, justement quand nous en avons fini avec les

pétitions.—Elles dénoncent l’*agitation*. «L’agitation est

immorale,» s’écrie le duc de Richmond, et disant cela, il se met

à la tête d’une agitation nouvelle… Les monopoleurs déclarent

que nous sommes passibles des peines de la loi. Mais s’il y a

quelque impartialité dans la distribution de la justice, que

font-ils autre chose, en nous imitant, que nous garantir contre

ces peines? Non que je prenne grand souci du mot

conspiration[38]; et en débutant tout à l’heure, j’aurais pu

aussi bien choisir ce terme que tout autre et vous apostropher

ainsi: «_Mes chers conspirateurs._» Je ne tiens pas à déshonneur

qu’on m’applique cette expression ou toute autre, quand j’ai la

conscience que je poursuis un but légitime par des moyens

légitimes. (Applaudissements.) Quel que soit l’objet spécial de

notre réunion, je rougirais de moi-même et de vous, si nous

usions du privilége de la libre parole et du libre meeting, sans

exprimer notre sympathie envers ceux de nos frères d’Irlande que

menacent des châtiments pour avoir usé des mêmes droits.

(Acclamations enthousiastes et prolongées.) Je dis que c’est de

la sympathie pour nous-mêmes et non pour eux. Car, entre tous

les hommes, *celui-là*, sans doute, a moins besoin de sympathie

que nul autre, qui, du fond de son cachot, si on l’y plonge,

régnera encore sur la pensée, sur le coeur, sur le dévouement de

la nation à laquelle il a consacré ses services. (Les

acclamations se renouvellent.) C’est à nous-mêmes qu’elle est

due, c’est au plus sacré, au plus cher des droits que possède le

peuple de ce pays,—le droit de s’assembler librement,—en nombre

proportionné à la grandeur de ses souffrances,—pour exposer ses

griefs et en demander le redressement. Ce droit ne doit être

menacé, où que ce soit, à l’égard de qui que ce soit, sans

qu’aussitôt une protestation énergique et passionnée émane de

quiconque apprécie la liberté publique et les intérêts d’une

nation qui n’a d’autres garanties que la hardiesse de sa parole

et son esprit d’indépendance. (Acclamations.)—Mais je reviens

aux associations des prohibitionnistes. Incriminer la Ligue,

semble être leur premier besoin et leur première pensée. Mais de

quoi nous accusent-ils? Parmi leurs plates et mesquines

imputations, les plus pitoyables figurent toujours au premier

rang. La première résolution prise par une de ces associations

agricoles consiste à déclarer que la Ligue fait une chose

intolérable en envoyant dans le pays des professeurs salariés.

Mais au moins elles ne peuvent pas nous accuser de salarier des

rustres pour porter le désordre dans leurs meetings. Elles

oublient aussi que la Ligue dispose d'une puissance

d'enseignement qu'aucune richesse humaine ne saurait payer;

puissance invisible, mais formidable, descendue du ciel pour

pénétrer au coeur de l'humanité; puissance qui ouvre l'oreille de

celui qui écoute et enflamme la lèvre de celui qui parle;

puissance immortelle, partout engagée à faire triompher la

liberté, à renverser l'oppression; et le nom de cette puissance,

c'est l'*amour de la justice*. (Applaudissements.) Elles se

plaignent aussi de nos pétitions, maintenant que nous y avons

renoncé. Une foule d'anecdotes nous sont attribuées, parmi

lesquelles celle d'un homme qui aurait inscrit de faux noms au

bas d'une pétition contre la loi-céréale. Ils racontent, avec

assez peu de discernement dans le choix de leur exemple, qu’un

homme a été vu dans les cimetières inscrivant sur la pétition

des noms relevés sur la pierre des tombeaux. (Rires.) Il ne

manquait pas de subtilité, le malheureux, s’il en a agi ainsi, et

il faut que le sens moral de nos adversaires soit bien émoussé

pour qu’ils osent citer un tel fait à l’appui de leur accusation;

car combien d’êtres inanimés peuplent les cimetières de nos

villes et de nos campagnes, qui y ont été poussés par l’effet de

cette loi maudite. Ah! si les morts pouvaient se mêler à notre

oeuvre, des myriades d’entre eux auraient le droit de signer des

pétitions sur cette matière. Ils ont été victimes de ce système

qui pèse encore sur les vivants, et s’il existait une puissance

qui pût souffler sur cette poussière aride pour la réveiller, si

ces pensées et ces sentiments d’autrefois pouvaient reprendre

possession de la vie, si la tombe pouvait nous rendre ceux qu’elle a reçus sans cortége et sans prières:

«Car elle est petite la cloche qui annonce à la hâte le convoi du pauvre;»

s’ils accouraient du champ de repos vers ce palais où l’on codifie sur la mort et sur la vie, oh! la foule serait si pressée que les avenues du Parlement seraient inaccessibles; il faudrait une armée, Wellington en tête, pour frayer aux sénateurs un passage à travers cette multitude, et peut-être ils ne parviendraient à l’orgueilleuse enceinte que pour entendre le chapelain de Westminster prêcher sur ce texte: «Le sang de ton frère crie vers moi de la terre.» (Vive sensation.)

[Note 38: Il faut se rappeler que ce discours fut prononcé à l’époque du procès d’O’Connell.]

Après cette folle disposition à calomnier la Ligue, ce qui caractérise le plus les sociétés monopolistes, c'est une avalanche de professions d'*attachement à l'ouvrier*. Cette tendresse défraye leurs résolutions et leurs discours; il semble que le bien-être de l'ouvrier soit la cause finale de leur existence. (Rires.) Il semble, à les entendre, que les landlords n'ont été créés et mis au monde que pour aimer les ouvriers.

(Nouveaux rires). Ils aiment l'ouvrier avec tant de tendresse, qu'ils prennent soin que des vêtements trop amples et une nourriture trop abondante ne déguisent pas sa grâce et n'altèrent pas ses belles proportions. Ils aiment sans doute, sur le principe invoqué par certain pasteur à qui l'on reprochait une douteuse orthodoxie. Que voulez-vous? disait-il, je ne puis croire qu'à raison de 80 liv. sterl. par an, tandis que mon évêque croit sur le taux de 15,000 livres. (Éclats de rires.)

C'est ainsi que, dans leurs meetings, les landlords font montre

envers les ouvriers d’un amour de 50 et 80,000 livres par an,

mais ceux-ci ne peuvent les payer de retour que sur le pied de 7

à 8 shillings par semaine. (Rires prolongés…) Mais quand donc a

commencé cet amour? Quelle est l’histoire de cette tendresse

ardente et passionnée de l’aristocratie pour l’habitant des

campagnes? Dans quel siècle est-elle née? Est-ce dans les temps

reculés où le vieux cultivateur était tenu de dénoncer sur son

bail le nombre d’*attelages de boeufs* et le nombre d’_attelages

d’hommes_? Lorsque l’on engraissait les esclaves dans ce pays

pour les vendre en Irlande, jusqu’à ce qu’il y eût sur le marché

engorgement de ce genre de produits? Est-ce dans le quatorzième

siècle, lorsque la peste ayant dépeuplé les campagnes, et que le

manque de bras eût pu élever le taux de la main-d’oeuvre,

l’aristocratie décréta le *Code des ouvriers*,—loi dont on a

fait l’éloge de nos jours,—qui ordonnait que les ouvriers

seraient forcés de travailler sous le fouet et sans augmentation

de salaires? Est-ce dans le quinzième siècle, quand la loi

voulait que celui qui avait été cultivateur douze ans, fût pour

le reste de sa vie attaché aux manches de sa charrue, sans qu’il

pût même faire apprendre un métier à son fils, de peur que le

maître du sol ne perdît les services d’un de ses serfs? Est-ce

dans le seizième siècle, quand un landlord pouvait s’emparer des

vagabonds, les forcer au travail, les réduire en esclavage et

même les *marquer*, afin qu’ils fussent reconnus partout comme sa

propriété? Est-ce à l’époque plus récente qui a précédé

immédiatement la naissance de l’industrie manufacturière, période

pendant laquelle les salaires mesurés en froment, baissèrent de

moitié, tandis que le prix de ce même froment haussa du double et

plus encore? Est-ce dans les temps postérieurs, sous l’ancienne

ou la nouvelle loi des pauvres, qui, tantôt assujettissait

l’ouvrier à la dégradation de recevoir de la paroisse, à titre

d’aumône, un salaire honnêtement gagné, tantôt lui disait: Tu

arrives trop tard au banquet de la nature, il n’y a pas de

couvert pour toi; sois *indépendant*? Est-ce maintenant enfin,

où l’ouvrier est gratifié de 2 shillings par jour quand il fait

beau, qu’il perd s’il vient à pleuvoir, et où sa vie se consume

en un travail incessant, jour après jour, et de semaine en

semaine? À quelle époque donc trouvons-nous l’origine, où

lisons-nous l’histoire, où voyons-nous les marques de cette

paternelle sollicitude, qui, à en croire l’aristocratie, a placé

la classe ouvrière sous sa tendre et spéciale protection?

(Acclamations bruyantes et prolongées.) Si tels sont les

sentiments de l’aristocratie envers les ouvriers, pourquoi ne

donne-t-elle pas une attention plus exclusive à leurs intérêts?

Les législateurs de cette classe ne s’abstiennent pas,

d’habitude, de se mêler des affaires d’autrui. Ils se préoccupent

des manufactures, où les salaires sont pourtant plus élevés que

sur leurs domaines; ils réglementent les heures de travail et les

écoles; ils sont toujours prêts à s’ingérer dans les fabriques de

soie, de laine, de coton, en toutes choses au monde; et, sur ces

entrefaites, voilà ces ouvriers qu’ils aiment tant, les voilà les

plus misérables et les plus abandonnés de toutes les créatures!

Quelquefois peut-être on distribuera à ceux d’entre eux qui

auront servi vingt ans le même maître un prix de 10 shillings,

toujours accompagné de la part du révérend président du meeting

de cette allocution: «Méfiez-vous des novateurs, car la Bible

enseigne qu’il y aura toujours des pauvres parmi vous.» (Honte!

honte!)

Et que dirons-nous de la prétention des propriétaires au titre

d’agriculteurs? On n’est pas savant parce qu’on possède une

bibliothèque; et comme l’a dit énergiquement M. Cobden: «on n’est

pas marin parce qu’on est armateur.» Les propriétaires de grands

domaines n’ont pas davantage droit au titre honorable

«d’agriculteurs.» Ils ne cultivent pas le sol; ils se bornent à

en recueillir les fruits, ayant soin de s’adjuger la part du

lion. Si un tel langage prévalait en d’autres matières, s’il

fallait juger des qualités personnelles et des occupations d’un

homme, par l’usage auquel ses propriétés sont destinées, il

s’ensuivrait qu’un noble membre de la Ligue, le marquis de

Westminster[39] serait le plus grand tuilier de Londres (rires),

que le duc de Bedfort[40] en serait le musicien et le dramatiste

le plus distingué, et que les membres du clergé de l’abbaye de

Westminster, dont les propriétés sont affectées à un usage fort

équivoque, seraient d’éminents professeurs de prostitution.

(Rires et applaudissements.) Entre la Ligue et ses adversaires

toute la question, dégagée de ces vains sophismes, se réduit à

savoir si les seigneurs terriens, au lieu de n’être dans la

nation qu’une classe respectable et influente, absorberont tous

les pouvoirs et seront la nation, toute la nation, car c’est à

quoi ils aspirent. Ils reconnaissent la reine, mais ils lui

imposent des ministres; ils reconnaissent la législature, mais

ils constituent une Chambre et tiennent l’autre sous leur

influence; ils reconnaissent la classe moyenne, mais ils

commandent ses suffrages et s’efforcent de nourrir dans son sein

les habitudes d’une dégradante servilité; ils reconnaissent la

classe industrielle, mais ils restreignent ses transactions et

paralysent ses entreprises; ils reconnaissent la classe ouvrière,

mais ils taxent son travail, et ses os, et ses muscles, et

jusqu’au pain qui la nourrit. (Applaudissements.) J’accorde

qu’ils furent autrefois «la nation». Il fut un temps où les

possesseurs du sol en Angleterre formaient la nation, et où il

n’y avait pas d’autre pouvoir reconnu. Mais qu’était-ce que ce

temps-là? Un temps où le peuple était serf, était «chose»,

pouvait être fouetté, marqué et vendu. Ils étaient la nation!

Mais où étaient alors tous les arts de la vie? où étaient alors

la littérature et la science? Le philosophe ne sortait de sa

retraite que pour être, au milieu de la foule ignorante, un objet

de défiance et peut-être de persécution; bon tout au plus à

vendre au riche un secret magique pour gagner le coeur d’une dame

ou paralyser le bras d’un rival. Ils étaient la nation! et on les

voyait s’élancer dans leur armure de fer, conduisant leurs

vassaux au carnage, tandis que les malheureux qu’ils foulaient

aux pieds n’avaient d’autres chances pour s’en défaire que de les

écraser, comme des crustacés dans leur écaille. Ils étaient la

nation! et quel était alors le sort des cités? Tout citoyen qui

avait quelque chose à perdre était obligé de chercher auprès du

trône un abri contre leur tyrannie, et de renforcer le despotisme

pour ne pas demeurer sans ressources devant ces oligarques; en ce

temps-là, s’il y avait eu un Rothschild, ils auraient eu sa

dernière dent pour arriver à son dernier écu. Quand ils étaient

la nation, aucune invention n’enrichissait le pays, ne faisait

exécuter au bois et au fer l’oeuvre de millions de bras; la

presse n’avait pas disséminé les connaissances sur toute la

surface du pays et fait pénétrer la lumière jusque dans la

mansarde et la cabane; la marine marchande ne couvrait pas la mer

et ne présentait pas ses voiles à tous les vents du ciel, pour

atteindre quelque lointain rivage et en rapporter le nécessaire

pour le pauvre et le superflu pour le riche. Non, non, la

domination du sol n’est pas la nationalité; la pairie n’est pas

la nation. Les coeurs et les cerveaux entrent pour quelque chose

dans la constitution d’un peuple. Le philosophe qui pense,

l’homme d’État qui agit, le poëte qui chante, la multitude qui

travaille; voilà la nation. (Applaudissements.) L’aristocratie y

prend noblement sa place, lorsque, ainsi que plusieurs de ses

membres qui appartiennent à notre association, elle coopère du

coeur et du bras à la cause de la patrie et au perfectionnement

de l’humanité. De tels hommes rachètent l’ordre auquel ils

appartiennent et le couvrent d’un lustre inhérent à leur propre

individualité. Nous regardons comme membre de la communauté

quiconque travaille, soit par l’intelligence, soit d’une main

calleuse, à rendre la nation grande, libre et prospère! Certes,

si nous considérons la situation des seigneurs terriens dans ce

pays, nous les voyons dotés de tant d’avantages, dont ils ne

sauraient être dépouillés par aucune circonstance, aucun

événement, à moins d’une convulsion sociale, terrible et

universelle, qu’en vérité ils devraient bien s’en contenter,

«trop heureux s’ils connaissaient leur bonheur.» Car il est vrai,

comme on l’a dit souvent, que l’Angleterre est le paradis des

propriétaires, grâce à l’indomptable énergie, à l’audacieux

esprit d’entreprise de ses enfants. Que veulent-ils de plus? Le

sol n’est-il pas à eux d’un rivage à l’autre? N’est-il pas à eux,

l’air que sillonnent les oiseaux du ciel? Il n’est pas un coin de

la terre où nous puissions enfoncer la charrue sans leur

permission, bâtir une chaumière sans leur consentement; ils

foulent le sol anglais comme s’ils étaient les dieux qui l’ont

tiré du néant, et ils veulent encore élever artificiellement le

prix de leurs produits! Maîtres du sol, ils veulent encore être

les maîtres de l’industrie et s’adjuger une part jusque sur le

pain du peuple! Que leur faut-il donc pour les contenter? Ils ont

affranchi de toutes charges ces domaines acquis non par une

honnête industrie, mais par l’épée, la rapine et la violence.

Jadis ils avaient à soutenir l’Église et l’État, à lever les

corps de troupes, quand il plaisait au roi de les requérir, pour

la conquête, ou pour la défense nationale. Maintenant

l’aristocratie a su convertir en sources d’émoluments les charges

mêmes qui pesaient sur ses terres, et elle tire de l’armée, de

l’église et de toutes nos institutions, des ressources pour ses

enfants et ses créatures; et cependant elle veut encore écraser

l’industrie sous le poids d’un fardeau plus lourd qu’aucun de

ceux qui pesèrent jamais sur ses domaines!—Libre échange! ce

fut, il y a des siècles, le cri de Jean Tyler et de ses

compagnons, que le fléau des monopoles avait poussés à

l’insurrection. L’épée qui le frappa brille encore dans l’écusson

de la corporation de Londres, comme pour nous avertir de fuir

toute violence, nous qui avons embrassé la même cause et élevé le

même cri: Libre échange! (Applaudissements enthousiastes.) Libre

échange, non pour l’Angleterre seulement, mais pour tout

l’univers. (Acclamations.) Quoi! ils trafiquent librement de la

plume, de la parole et des suffrages électoraux, et nous ne

pouvons pas échanger entre nous le fruit de nos sueurs? Nous

demandons que l’échange soit libre comme l’air, libre comme les

vagues de l’Océan, libre comme les pensées qui naissent au coeur

de l’homme! (Applaudissements.) Ne prennent-ils pas aussi leur

part, et la part du lion, dans la prospérité commerciale? Qu’ont

fait les machines, les bateaux à vapeur, les chemins de fer, pour

le bien-être du peuple, qui n’ait servi aussi à élever la valeur

du sol et le taux de la rente? Leurs journaux font grand bruit

depuis quelques jours de ce qu’ils appellent un «grand fait». «Le

froment, disentils, n’est pas plus cher aujourd’hui qu’en 1791,

et comment le cultivateur pourrait-il soutenir la concurrence

étrangère, lorsque, pendant cette période, ses taxes se sont

accrues dans une si énorme proportion?» Mais ils omettent de dire

que, quoique le prix du blé n’ait pas varié depuis 1791, la rente

a doublé et plus que doublé. (Écoutez!) Et voilà le vrai fardeau

qui pèse sur le fermier, qui l’écrase, comme il écrase tout notre

système industriel.—Oh! que l’aristocratie jouisse de sa

prospérité, mais qu’elle cesse de contrarier, d’enchaîner

l’infatigable travail auquel elle la doit. Nous ne la craignons

pas, avec ses forfanteries et ses menaces. Nous sommes ici

librement, et ils siégent à Westminster par mandat royal; nos

assemblées sont accessibles à tous les hommes de coeur, et leurs

salles sénatoriales ne sont que des enceintes d’exclusion. Ici,

nous nous appuyons sur le *droit*; là, ils s’appuient sur la

force; ils nous jettent le gant, nous le relevons et nous leur

jetons le défi à la face. (Acclamations, l’assemblée se lève

saisie d’enthousiasme; on agite pendant plusieurs minutes les

chapeaux et les mouchoirs.) Nous marcherons vers la

lutte,—opinion contre force,—respectant la loi, *leur loi*, en

esprit d’ordre, de paix et de moralité; nous ferons triompher cette grande cause, et ainsi nous affranchirons,—_eux_, de la malédiction qui pèse toujours sur la tête de l’oppresseur,—_nous_, de la spoliation et de l’esclavage,—le pays, de la confusion, de l’abattement, de l’anarchie et de la désolation. (Applaudissements.) Le siècle de la féodalité est passé; l’esprit de la féodalité ne peut plus gouverner ce pays.

Il peut être fort encore du prestige du passé; il peut briller dans la splendeur dont les efforts de l’industrie l’ont environné; il peut se retrancher derrière les remparts de nos institutions; il peut s’entourer d’une multitude servile; mais l’esprit féodal n’en doit pas moins succomber devant le génie de l’humanité. L’esprit, le génie, le pouvoir de la féodalité, ont fait leur temps. Qu’ils fassent place aux droits du travail, aux progrès des nations vers leur affranchissement commercial, intellectuel et politique! (L’orateur reprend sa place au milieu

d’applaudissements enthousiastes qui se renouvellent longtemps

avec une énergie dont il est impossible de donner une idée.)

[Note 39: Propriétaire d’une partie de Londres.]

[Note 40: Propriétaire du théâtre de Covent-Garden.]

LE PRÉSIDENT: Ladies et gentlemen, les travaux du meeting sont

terminés. Après l’admirable discours que vous venez d’entendre,

je suis fâché de vous retenir un moment; mais un fait vient de

parvenir à ma connaissance et je crois devoir le communiquer au

meeting avant qu’il se disperse.—L’homme éminent auquel M. Fox a

fait allusion dans son éloquent discours, ce grand homme qui, par

la cause qu’il représente et le traitement qu’il a reçu, excite,

j’ose le dire, plus d’intérêt et de sympathie que tout autre

sujet de la reine, M. O’Connell (tonnerre d’applaudissements), a

été prié d’assister au prochain meeting, et toujours fidèle à

notre cause, il a déclaré qu’il saisirait la première occasion de

manifester son attachement inébranlable aux principes de la

Ligue. (Acclamations.)

Le meeting se sépare après avoir poussé trois hurrahs en faveur de M. O’Connell.

MEETING HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE AU THÉÂTRE DE COVENT-GARDEN.

21 février 1844.

Le meeting métropolitain de la Ligue, tenu mercredi dernier au théâtre de Covent-Garden, formera certainement un des traits les plus remarquables dans l’histoire de l’*agitation* commerciale.

Le nombre des billets demandés pendant la semaine a dépassé trente mille. Il n’y a aucune exagération à dire que si la salle eût pu contenir ce nombre d’assistants, elle aurait été encore bien étroite relativement aux besoins de la circonstance. Longtemps avant cinq heures, la foule encombrait toutes les avenues du théâtre; elle est devenue telle, en peu de temps, qu’on a jugé à propos d’ouvrir toutes les portes. Aussitôt toutes les parties de la salle ont été envahies, une foule épaisse a stationné pendant toute la

soirée dans les rues adjacentes, répondant par des applaudissements enthousiastes aux acclamations qui s'élevaient dans l'enceinte du meeting. À sept heures, le président, accompagné des membres du conseil et d'un grand nombre de personnages de distinction, s'est présenté sur l'estrade, mais M. O'Connell n'est arrivé qu'à près de 8 heures. Lorsque l'honorable membre a fait son entrée, l'enthousiasme de l'assemblée n'a plus connu de bornes. Les acclamations de l'auditoire, répétées au dehors, ont duré un quart d'heure, et il n'a fallu rien moins pour les apaiser que l'épuisement des forces physiques. Une autre circonstance, qui a excité au plus haut degré l'intérêt du meeting, c'est la présence de M. Georges Thompson, récemment arrivé de l'Inde. Nous avons remarqué, sur la plate-forme, des Aldermen, plusieurs généraux et une trentaine de membres du Parlement.

M. James Wilson a la parole. Malgré l'excitation de l'assemblée, ce profond économiste traite avec sa vigueur accoutumée quelques points relatifs à la liberté du commerce. Il est plusieurs fois interrompu par la fausse annonce de M. O'Connell. Enfin on apprend que le grand patriote irlandais va paraître. Toute l'assemblée se lève spontanément et ébranle les voûtes de Covent-Garden par des salves réitérées d'applaudissements. Les acclamations durent sans interruption pendant dix minutes consécutives. Toutes les voix s'unissent, tous les bras sont tendus, on agite les chapeaux, les mouchoirs, les shalls. M. O'Connell s'avance et salue l'assemblée à plusieurs reprises, mais chacun de ses saluts ne fait que provoquer de nouvelles manifestations d'enthousiasme. Enfin l'honorable gentleman prend sa place, et M. Wilson continue son discours. Mais c'est surtout quand M. O'Connell se présente devant la table des orateurs que l'enthousiasme atteint son paroxysme. Covent-Garden en est ébranlé jusques aux fondements. Il est impossible d'exprimer ce qu'il y a

d’imposant dans les acclamations de six mille voix auxquelles répondent du dehors les applaudissements d’une multitude innombrable. M. O’Connell paraît très-ému. Il essaye en vain de se faire entendre. Enfin le silence s’étant fait, il s’exprime en ces termes:

En me présentant au milieu de vous, mon intention était de faire

ce soir un discours éloquent; mais j’en cède la partie la plus

sonore à un autre, et je commence par vous présenter 100 l. s. de

la part d’un de mes amis qui est aussi un *ami de la justice*.

(Applaudissements.) De telles souscriptions ont aussi leur

éloquence, et si vous en obtenez 999 semblables, vous aurez vos

100,000 l. s. (Rires d’approbation.) Mais hélas! là s’arrête mon

éloquence, car où trouverais-je des expressions, de quel langage

humain pourrais-je revêtir les sentiments de gratitude et de

reconnaissance dont mon coeur est en ce moment pénétré? On dit

que ma chère langue irlandaise excelle à exprimer les affections

tendres, mais il n’est pas au pouvoir d’une langue humaine, il

n’est pas au pouvoir de l’éloquence, fût-elle imprégnée de la

plus séraphique douceur, de rendre ces élans de gratitude,

d’orgueil, d’excitation d’âme que votre accueil me fait éprouver.

(Nouvelles acclamations.) Oh! cela est bien à vous! et c’est pour

cela que vous l’avez fait. Cela est généreux de votre part, et

vous avez voulu me donner cette consolation! À toute autre époque

de ma vie j’aurais été justement fier de votre réception; mais je

puis dire que je me trouve dans des circonstances, auxquelles je

ne ferai pas autrement allusion[41],—qui décuplent et centuplent

ma reconnaissance.—Je suis venu ici ce soir résolu à garder

cette neutralité politique qui est le caractère distinctif de

votre grande lutte. Il doit m’être permis de dire cependant,

puisqu’aussi bien cela ne s’écarte pas de la question des

lois-céréales, que je me réjouis de voir les ducs de Buckingham

et de Richmond commencer à soupçonner qu’ils pourraient bien, eux

aussi, être des «conspirateurs[42].» (Approbation et rires.)

C’est pourquoi ils sont partis—couple de vaillants

chevaliers,—et de peur de se laisser entraîner par trop de

vaillance, ils s’adressent à un magicien, dans le temple—un

certain M. Platt—bonne créature—et lui demandent humblement:

Dites, sommes-nous des *conspirateurs*?—«Non, dit M. Platt, vous

ne l’êtes pas.»—Il les regarde et voit qu’ils n’appartiennent

pas à cette classe qui produit les conspirateurs, car le

conspirateur penche toujours quelque peu du côté populaire.

(Nouveaux rires.)—«Non, répète M. Platt, vous n’êtes pas des

conspirateurs.» Mais malgré cette décision, je ne conseille pas

aux nobles ducs de tenter l’épreuve de l’autre côté du canal.

(Rires prolongés et acclamations.) Oui, votre réception m’est

délicieuse, et je sens mon coeur prêt à éclater sous le sentiment

de la joie, à l’aspect de cette sympathie entre les enfants de

l’Angleterre et de l’Irlande. (Bruyantes acclamations.) Je vous

ai dit que votre générosité me touche. Ah! croyez bien que s’il

existe sous le ciel une vertu qui surpasse la virile générosité

des Anglais, on ne pourrait la trouver que dans la reconnaissance

des Irlandais.—Oui, je le répète, votre conduite est noble, mais

elle ne s’adresse pas à un ingrat.

[Note 41: M. O’Connell parut au meeting de

L’Anti-corn-law-league, dans l’intervalle qui sépara sa

condamnation de son emprisonnement (21 février 1844).]

[Note 42: À cette époque, l’aristocratie anglaise organisait une

agitation en faveur des monopoles; la loi lui était aussi bien

applicable qu’à l’agitation irlandaise.]

Votre vénéré président a daigné m’introduire auprès de vous par

quelques paroles bienveillantes. Il m’a rendu justice en disant

que je suis, que j’ai toujours été un constant ami de la Ligue.

Je le suis non par choix ou par prédilection, mais par la

profonde conviction que ses principes sont ceux du bien général.

(Écoutez! écoutez!) J’ai été élu au présent Parlement par deux

comtés d’Irlande qui présentent ensemble une population agricole

de plus de 1,100,000 habitants: les comtés de Meath et de Cork.

Je représente le comté de Cork qui contient 756,000 habitants

voués à l’agriculture. Je n’avais aucun moyen d’acheter ou

d’intimider leurs suffrages, aucun ascendant seigneurial pour

influencer leurs convictions consciencieuses; mon élection ne m’a

pas coûté un shilling, et une majorité de 1,100 votants, dans un

district agricole, m’a envoyé au Parlement, sachant fort bien

mes sentiments à l’égard des lois-céréales, et que j’étais

l’ennemi très-décidé de toute taxe sur le pain du peuple.

(Acclamations.) Bien plus, non-seulement mon opinion était

connue, mais je l’avais si souvent émise et développée, que la

même conviction s’était étendue dans tout le pays, à tel point

que les monopoleurs n’ont pas essayé d’un seul meeting dans toute

l’Irlande.—Je me trompe, ils en ont eu un où ils furent battus

(rires); milord Mountcashel y assistait. (Murmures et sifflets.)

Le pauvre homme! il y était, et en vérité il y faisait une triste

figure; car il disait: «Nous autres, de la noblesse, nous avons

des dettes, nos domaines sont hypothéqués, et nous avons des

charges domestiques.» Un pauvre diable s’écria dans la foule:

«Que ne les payez-vous?» (Rires.) Quelle fut la réponse, ou du

moins le sens de la réponse? «Grand merci, dit milord, je ne

paierai pas mes dettes, mais les classes laborieuses les

paieront. J’obtiens un prix élevé de mes blés sous le régime

actuel. Je serais disposé à être un bon maître et à réduire les fermages, si je le pouvais. Mais j’ai des dettes, je dois maintenir mes rentes, pour cela assurer à mes blés un prix élevé, et, au moyen de cette extorsion, je paierai mes créanciers… quand il me plaira.» (Rires.)—Il n’y a en tout cela qu’une proposition qui soit parfaitement assurée, c’est que milord Mountcashel obtiendra un grand prix de son blé; quant à l’acquittement des dettes, il reste dans ce qu’on appelle à l’école le *paulò post futurum*, c’est-à-dire cela arrivera une fois ou autre. (Rires.)

Et, pas plus tard qu’hier, voici que le duc de Northumberland s’écrie, dans une proclamation à ses tenanciers: «Vous devez former des associations pour le maintien des lois-céréales; car ces misérables et importuns conspirateurs de la Ligue vous disent que si ces lois sont abrogées, vous aurez le pain à bon marché.

N’en croyez pas un mot,» ajoute-t-il.—Je pense pouvoir vous

prouver qu’il ne s’en croit pas lui-même. Ne serait-ce pas une

chose curieuse de voir un noble duc forcé de reconnaître qu’il ne

croit pas à ses propres paroles? (Rires.) Cependant en voici la

preuve. Il a conclu par ces mots: «La protection nous est

nécessaire.» Mais quel est le sens de ce mot: *protection*?

Protection veut dire 6 deniers de plus pour chaque pain. C’est là

la vraie traduction irlandaise. (Rires et applaudissements.)

Protection, c’est le mot anglais qui signifie 6 deniers

additionnels, et, qui plus est, 6 deniers *extorqués*.—Vous

voyez bien que *protection*, c’est *spoliation*

(applaudissements) et spoliation du pauvre par le riche; car si

le pauvre et le riche paient également ce prix additionnel de 6

deniers par chaque pain, le pain n’entre pas pour la millième

partie dans la dépense d’un Northumberland, tandis qu’il

constitue les neuf dixièmes de celle de la pauvre veuve et de

l’ouvrier; mais c’est un de vos puissants aristocrates, un de vos

excessivement grands hommes, et son ombre ose à peine le suivre.

(Rires bruyants et prolongés.) En voici un autre qui est un

Ligueur, mais de cette Ligue qui a pour objet la cherté du

pain; c’est un autre protectionniste, c’est un autre homme de

rapine. (Rires.) Il dit: «Oh! ne laissez pas baisser le prix du

pain, cela serait horrible!» (Ici quelque confusion se manifeste

au fond du parterre.)—Je crois qu’il y a là-bas quelques

mangeurs de gens qui viennent troubler nos opérations.—Ce grand

homme dit donc: «Cela serait horrible de vendre le pain à bon

marché, car alors les bras seraient moins employés, et le taux

des salaires baisserait.» Voyons comment cela peut être. Si le

pain était à bon marché, ce serait parce que le blé viendrait des

pays où on l’obtient à bas prix. Pour chaque livre sterling de

blé que vous achèteriez dans ces pays, vous y enverriez pour une

livre sterling d’objets manufacturés, de manière qu’au lieu de

voir les salaires diminués, vous verriez certainement les bras

plus recherchés. Cela est clair comme 2 et 2 font 4, et

l’objection tombe complétement. Je parle ici comme un

représentant de l’Irlande, et fort de la connaissance que j’ai de

ce pays essentiellement agricole. Si votre législation devait

avoir pour effet d’élever le taux des salaires, cet effet se

serait fait sentir surtout en Irlande. Oserait-on dire qu’il en a

été ainsi? Oh! non, car vous pouvez y faire travailler un homme

tout un jour pour 4 deniers. (Honte! honte!) L’ouvrier regarde

comme son bienfaiteur le maître qui lui paie 6 deniers, et il

croit atteindre la félicité suprême quand il obtient 8

deniers.—Tel est l’effet de la loi-céréale, elle agit en

Irlande dans toute sa force, elle fait pour ce pays tout ce

qu’elle peut faire, et cependant voilà le taux des salaires, et

ce qu’il y a de pis, c’est que l’on n’y trouve pas d’emploi, même

à ce taux.—Voilà pourquoi le peuple d’Irlande, et ceux même de

la noblesse qui étudient en conscience les affaires publiques,

voient cette question au même point de vue que je la vois

moi-même; en sorte que bien loin que l’Irlande soit un obstacle

sur votre route, bien loin qu’elle soit *une de vos difficultés*

(rires), elle est à vous tout entière, et de coeur et d’âme.

(Applaudissements enthousiastes.) N’en avons-nous pas une preuve

dans la présence au milieu de nous du représentant de Rochdale

(acclamations), qui est un des plus grands propriétaires de

l’Irlande, et un ami, vous le savez, de la liberté partout et

pour tous. Je fais allusion à M. Crawford, qui représentait un

comté d’Irlande avant de représenter un bourg d’Angleterre, et

qui était Ligueur dans l’âme avant d’être membre du Parlement.

(Bruyantes acclamations.) Il est donc clair que vous avez pour

vous l’assentiment et les voeux de l’Irlande, et vous n’aurez pas

peu de part dans sa reconnaissance, quand elle apprendra

l’accueil que je reçois de vous. Non, Anglais, le bruit des

acclamations dont vous avez salué ma présence n’expirera pas dans

les murs de cette enceinte. Il retentira dans votre métropole;

les vents d’orient le porteront en Irlande; il remontera les

rives du Shannon, de la Nore, de la Suir et du Barrow; il

réveillera tous les échos de nos vallées; l’Irlande y répondra

par des accents d’affection et de fraternité; elle dira que les

enfants de l’Angleterre ne doivent pas être affamés par la loi.

(Acclamations qui durent plusieurs minutes.)—Je vous déclare que

l’injustice et l’iniquité de l’aristocratie m’accablent d’une

horreur et d’un dégoût que je suis incapable d’exprimer. Eh quoi!

si la loi-céréale actuelle n’existait pas; si le ministère osait

présenter un bill de taxes sur le pain; s’il plaçait un agent à

la porte du boulanger, chargé d’exiger le tiers du prix de chaque

pain, taxe que le boulanger se ferait naturellement rembourser

par le consommateur, y a-t-il un homme dans tout le pays qui

supporterait une telle oppression? (Grands cris: Écoutez!

écoutez!) Il ne servirait de rien au ministre de dire: «Cet

argent est nécessaire à mes plans financiers; j’en ai besoin pour

l’équilibre des recettes et des dépenses.» John Bull

vociférerait: «Taxez ce qu’il vous plaira, mais ne taxez pas le

pain.» Mais ne voit-on pas que, par le chemin détourné de la

protection, ils font absolument la même chose? Ils taxent le

pain, non pour le bien de l’État,—du moins chacun y

participerait,—non pour repousser l’invasion étrangère et pour

maintenir la paix intérieure, mais pour le profit d’une classe,

pour mettre l’argent dans la poche de certains individus.

(Écoutez! écoutez!) Véritablement, c’est trop mauvais pour que

vous le supportiez et prétendiez passer pour un peuple jaloux de

ses droits. (Rires.)

Je ne voudrais pas sans doute en ce moment vous manquer de

respect; mais tout ceci dénote quelque chose de dur et d’épais

dans les intelligences que je ne m’explique pas. (Murmures

d’approbation.) Duc de Northumberland! vous n’êtes pas mon roi!

je ne suis pas votre homme-lige, je ne vous paierai pas de taxes.

(Bruyantes acclamations.) Duc de Richmond! il y a eu des Richmond

avant vous, vous pouvez avoir du sang royal dans vos veines; vous

n’êtes pas mon roi cependant, je ne suis pas votre homme-lige, et

je ne vous paierai pas de taxes! (Applaudissements.) Qu’ils

s’unissent tous; c’est à nous de nous unir aussi,—paisibles,

mais résolus,—tranquilles, mais fermes, décidés à en finir avec

ces sophismes, ces tromperies et ces extorsions.—J’aimerais à

voir un de ces nobles ducs prélever sa taxe en

nature.—J’aimerais à le voir, pénétrant dans une des étroites

rues de nos villes manufacturières, et s’avançant vers le pauvre

père de famille qui, après le poids du jour, affecte d’être

rassasié pour que ses enfants affamés se partagent une bouchée de

plus,—ou vers cette malheureuse mère qui s’efforce en vain de

donner un peu de lait à son nourrisson, pendant que son autre

fils verse des larmes parce qu’il a faim.—J’aimerais, dis-je, à

voir le noble duc survenir au milieu de ces scènes de désolation,

s’emparer de la plus grosse portion de pain, disant: «Voilà ma

part, la part de ma taxe, mangez le reste si vous voulez.» Si la

taxe se prélevait ainsi, vous ne la toléreriez pas, et cependant,

voilà ce que fait le lord, sous une autre forme. Il ne vous

laisse pas entrevoir le fragment de pain, avant de l’emporter,

seulement il prend soin qu’il ne vous arrive pas, et il vous fait

payer de ce pain un prix pour lequel vous pourriez avoir et ce

pain et le fragment en sus, si ce n’était la loi. (Écoutez!

écoutez!) Oh! j’aurais mieux auguré de l’ancienne noblesse

d’Angleterre; je me serais attendu à quelque chose de moins vil

de la part de ces hommes qui, je ne dirai pas «_conspirent_», car

ils ne sont pas *conspirateurs*,—je ne dirai pas «_se

concertent_,» quoique ce soit un crime qu’on ne punit guère que

chez les pauvres,—mais qui *se réunissent* pour décider que le

peuple paiera le pain plus cher qu’il ne vaut. Je répéterai ma

proposition encore et encore, parce que je désire la fixer dans

l’esprit de ceux qui m’écoutent; c’est du vol, c’est du pillage.

Ne nous laissons pas prendre à l’appât de l’_augmentation des

salaires_. Augmentation des salaires! mais ouvrez le premier

livre venu d’économie politique, vous y verrez que chaque fois

que le pain a été à bas prix, les salaires ont été élevés; ils

ont été doublement élevés puisque l’ouvrier avait plus d’argent

et achetait plus de choses avec le même argent. Tout cela est

aussi clair que le soleil—et nous nous laissons embarrasser par

ces sophismes! Il semble que nous soyons des bipèdes sans tête et

qui pis est sans coeur. Oh! finissons-en avec ce système!

(Applaudissements.)

Le Parlement n’est-il pas composé de monopoleurs? n’y sont-ils

pas venus en grande majorité, non-seulement des comtés, grâce à

la clause Chandos, moins encore en achetant des bourgs[43]!

[Note 43: Il y a à la Chambre des communes deux classes de

représentants, ceux des comtés et ceux des bourgs.—Pour être

électeur de comté, il suffit d’avoir une propriété (*freehold*)

de 40 sh. de rente. C’est ce qu’on nomme la clause Chandos. Il

est aisé de comprendre que les possesseurs du sol ont pu faire

autant d’électeurs qu’ils ont voulu. C’est en mettant en oeuvre

cette clause sur une grande échelle qu’ils acquirent, en 1841,

cette majorité qui renversa le cabinet whig. Jusqu’ici la Ligue

n’avait pu porter la bataille électorale que dans les villes et

bourgs. On verra plus loin que M. Cobden a proposé et fait

accepter un plan qui semble donner des chances aux *free-traders*

même dans les comtés. Ce plan consiste à décider tous les amis de

la liberté du commerce, et particulièrement les ouvriers, à

consacrer en acquisitions de *freeholds* toutes leurs

économies.]

Il y a deux ans, on admettait ouvertement, aux deux côtés de la

Chambre, que jamais la corruption n’avait autant influencé

l’élection d’un Parlement. M. Roebuck le proclamait d’un côté;

sir R. Peel l’admettait de l’autre sans difficulté. Quoique

opposés en toute autre chose, ils étaient au moins parfaitement

d’accord sur ce point. (Rires.)—Et voilà vos modèles de vertu et

de piété; voilà les soutiens de l’Église; voilà les hommes qui

puniraient volontiers un malheureux s’il venait à se tromper le

dimanche sur le chemin qui conduit au temple; oui, ces grands

modèles de moralité lèvent vers le ciel le blanc des yeux,

contristés qu’ils sont par l’iniquité d’autrui, lorsqu’eux-mêmes

mettent les mains dans les poches du malheureux qui a besoin de

nourrir sa famille! (Immenses acclamations.) Oh! cela est trop

mauvais. Voilà ce qu’il faudrait «proclamer» dans tout le pays.

Voilà ce qui doit inspirer aux hommes justes et sages de la

défiance, de la désaffection et du dégoût. Si les nobles

seigneurs épousent la cause du pauvre et du petit, oh! que toutes

les bénédictions du ciel se répandent sur eux; mais s’ils

persistent à appauvrir le pauvre, à augmenter la souffrance de

celui qui souffre, à accroître la misère et le dénûment,—afin

que le riche devienne plus riche et fasse servir la taxe du pain

à libérer ses domaines, alors je dis: Honte à eux, qui pratiquent

l’iniquité; et honte à ceux qui ne font pas entendre leurs

doléances, jusqu’à ce que la grande voix de l’humanité, comme un

tonnerre, effraye le coupable, et donne au pays et au peuple la

liberté. (Bruyantes acclamations.) Oui, mes seigneurs, vous

entrez dans la bonne voie et je suis convaincu que vos efforts

pour contre-balancer ceux de la Ligue auront un effet contraire.

Nous voici donc à même d’argumenter avec eux. Amenez-les à

raisonner, et ils sont perdus. Qu’ils viennent à l’école primaire

(et beaucoup d’entre eux n’ont guère jamais été au delà), nous

leur disputerons le terrain pied à pied; nous les combattrons de

point en point. Plus ils entraîneront de monde à leurs meetings,

plus nous aurons de chances de voir la vérité se répandre, et

les fermiers surmonter l’illusion dont on les aveugle.— Pourquoi

les seigneurs n’accordent-ils pas de baux aux fermiers? Ceux-ci

ne seraient-ils pas mis à même par là de nourrir leurs ouvriers

et de prendre part dans leur voisinage aux associations de

bienfaisance? Mais non; le seigneur veut tout avoir. Son nom est

Behemoth, et il est insatiable. (Rires et applaudissements.) Vous

êtes engagés dans une lutte glorieuse, et je suis fier qu’il me

soit donné d’y prendre part avec vous. C’est avec une joie

profonde que j’y apporte la coopération de mes talents, quelque

faibles qu’ils soient, et le secours d’une voix fatiguée par de

longues épreuves. Tels qu’ils sont, je les consacre de grand

coeur à votre cause sacrée. (Applaudissements.) Je me hasarderai

à dire de moi-même qu’on m’a trouvé du côté de la liberté dans

toutes les questions qui ont été agitées, depuis que je fais

partie du Parlement. Je ne demande pas à quelle race, à quelle

caste, à quelle couleur appartient une créature humaine, je

réclame pour elle les priviléges et les droits de l’homme, et la

protection, non du vol et du pillage, mais la protection contre

l’iniquité quelle qu’elle soit. (Bruyantes acclamations.) Je ne

puis donc que m’unir à vous; et, quel que soit le sort qui

m’attend,—que ce soit la prison ou même l’échafaud (grands cris:

Non, non, jamais! jamais!)—je suis convaincu que si cela

dépendait de vos votes, il n’en serait pas ainsi. (Une voix: Nous

ne sommes pas contre vous.) Je crois à votre sincérité

(rires),—je me félicite d’être engagé avec vous dans cette

lutte. J’en comprends toute la portée. Je sais combien la liberté

des échanges favoriserait votre commerce en vous ouvrant des

débouchés; je sais combien elle contribuerait à renverser

l’ascendant politique d’une classe, ascendant qui me semble avoir

sa racine dans la loi-céréale. C’est là un stimulant à tous les

genres d’iniquité. L’aristocratie comprend l’injustice de sa

position, et elle appelle à sa défense toute la force, toutes les

formalités de la législation. Mais elle ne réussira pas,—les

yeux du peuple sont ouverts; l’esprit public est éveillé. Jamais

l’Angleterre n’a voulu et voulu en vain.—Jadis elle poussa sa

volonté jusqu’à l’extravagance, et fit tomber sur l’échafaud la

tête d’un monarque insensé. Ce fut une folie, car elle amena le

despotisme militaire qui suit toujours la violence. Plus tard, le

fils de ce roi viola les lois du pays, et le peuple, instruit par

l’expérience, n’abattit pas sa tête, mais se contenta de l’exiler

pour avoir foulé aux pieds les droits de la nation.—Ces violentes mesures ne sont plus nécessaires; elles ne sont plus en harmonie avec notre époque. Ce qui est nécessaire, c’est un effort concerté et public; cet effort commun qui naît de la sympathie, de l’électricité de l’opinion publique. Oh oui! cette puissante électricité de l’opinion s’étendra sur tout l’empire. L’Écosse partagera notre enthousiasme; les classes manufacturières sont déjà debout, les classes agricoles commencent à comprendre qu’elles ont les mêmes intérêts. Le temps approche… il est irrésistible. Ils peuvent tromper çà et là quelques électeurs; d’autres peuvent être intimidés; mais l’intelligence publique marche, comme les puissantes vagues de l’Océan. Le tyran des temps anciens ordonna aux flots de s’arrêter, mais les flots s’avancèrent malgré ses ordres et engloutirent l’insensé qui voulait arrêter leurs progrès.—Pour nous, nous n’avons pas besoin d’engloutir les grands seigneurs,

nous nous contenterons de leur mouiller la plante des pieds.

(Rires.) Mais, vraiment, cette lutte offre un spectacle

magnifique; quel pays sur la surface de la terre aurait pu faire

ce que vous avez fait? L’année dernière, vous avez souscrit

50,000 liv. sterl., c’est le revenu de deux ou trois petits

souverains d’Allemagne. Cette année vous aurez 100,000 liv.

sterl., et, s’il le faut, vous en aurez le double l’année

prochaine. (Applaudissements.) Oui, ce mouvement présente le

spectacle d’un majestueux progrès. Chaque jour de nouvelles

recrues grossissent nos rangs; et nous, vétérans de cette grande

cause, nous contemplons avec délices et la force toujours

croissante de notre armée et l’esprit de paix qui l’anime.—La

puissance de l’opinion se manifeste en tous lieux. Les plus

violents despotes, à l’exception du monstre Nicolas,

s’interdisent ces actes cruels qui leur étaient autrefois

familiers. L’esprit de l’Angleterre veille, il ne s’endormira

plus jusqu’à ce que le pauvre ait reconquis ses droits et que le

riche soit forcé d’être honnête. (L’honorable et docte gentleman

s’assoit au bruit d’acclamations véhémentes et prolongées.)

M. GEORGE THOMPSON s’avance au bruit des applaudissements et

s’exprime en ces termes: M. le président, quand je suis venu ce

soir dans cette enceinte pour assister à la réception de M.

O’Connell, je ne pensais pas à être appelé à prendre la parole,

et je sens bien que je ne puis guère être que cette ombre dont

parlait M. O’Connell, qui ne suivait de loin son maître qu’avec

crainte.

Messieurs, le spectacle dont je suis témoin est bien fait pour

enivrer mon coeur. Depuis deux ans, j’ai été absent de mon pays,

et j’ai parcouru des régions lointaines qui n’ont jamais vu des

scènes, qui n’ont jamais entendu des accents tels que ceux qui

viennent de réjouir ma vue et mes oreilles. Mais quoique je me

sois éloigné de plus de 15,000 milles de l’endroit où nous sommes

réunis, jamais je ne suis parvenu en un lieu où ne soit pas

arrivé le bruit de vos glorieux travaux; partout j’ai entendu

parler de cette association gigantesque, qui a entrepris de

purifier, de diriger et de préparer pour un grand et définitif

triomphe les sentiments et l’opinion publique de la

Grande-Bretagne. Il a été dans ma destinée, sinon de m’associer

intimement aux efforts de la Ligue, du moins de suivre ses

progrès depuis son origine, et de compter mes meilleurs et mes

plus vieux amis parmi ceux qui ont accepté avec tant de

dévouement le poids du travail et la chaleur du jour. De retour

sur ma terre natale, je me plais à comparer la situation de cette

cause à ce qu’elle était quand je pris congé à Manchester d’un

meeting rassemblé pour le même objet qui vous réunit dans cette

enceinte. Je me séparai de la Ligue au milieu d’une assemblée

provinciale de douze cents personnes, et je la retrouve

représentée par six fois ce nombre dans le plus vaste édifice de

la métropole. Alors, vous luttiez contre des adversaires

silencieux,—pleins de confiance en leur rang, en leurs

richesses, en leurs grandeurs,—spectateurs muets de vos progrès

parmi les classes laborieuses.—Maintenant je vous retrouve

combattant ouvertement et à armes courtoises ces mêmes

adversaires; mais ils ont rompu le silence; leurs plans sont

déconcertés, leurs espérances évanouies, leurs forces diminuées,

et les voilà forcés, dans l’intérêt de leur défense, de recourir

à ces mêmes mesures qu’ils ont tant de fois blâmées.

(Acclamations.) Faut-il mal augurer de votre cause parce qu’ils

imitent vos procédés? Non, certainement. Je crois au contraire

que rien ne peut vous être plus favorable que d’être mis à même

de connaître tous les *arguments*,—si on peut leur donner ce

nom,—par lesquels ils s’efforcent de soutenir, au dedans comme

au dehors des Chambres, les monopoles dont ils profitent.

Gentlemen, je vous félicite de vos progrès; je vous félicite de

la fermeté avec laquelle vous avez toujours adhéré aux vrais

principes, et de l’assentiment que vous avez obtenu des

intelligences les plus éclairées. Je vous félicite d’avoir

maintenant réuni autour de votre bannière à peu près tout ce

qu’il y a d’estimable et d’excellent dans notre chère

patrie.—Partout où j’ai porté mes pas, en Égypte comme dans

l’Inde, j’ai vu le plus vif intérêt se manifester pour les

travaux de cette association; partout j’ai entendu exprimer le

plus profond étonnement de la folie et de l’infatuation de ceux

qui prétendent fonder leur prospérité sur les désastres et la

pauvreté, et la faim, et la nudité et le crime du peuple,

prospérité bien odieuse et bien coupable achetée à ce prix! Il

n’y a qu’une opinion à cet égard parmi les hommes que n’aveuglent

pas l’esprit de parti ou l’intérêt personnel. Ils ne peuvent

traverser des plaines incommensurables, en calculer les

ressources, estimer la facilité avec laquelle on pourrait

transporter sur le rivage, et de là à travers l’Océan, vers notre

pays, des objets propres à soutenir la vie de tant de nos frères

qui périssent jusque sous nos yeux; ils ne peuvent savoir que la

valeur de ces aliments reviendrait vers les lieux de leur origine

sous une autre forme également avantageuse; ils ne peuvent,

dis-je, voir et comprendre ces choses sans être frappés

d’étonnement à l’aspect de la monstrueuse et révoltante

spoliation qui se pratique dans ce pays. (Acclamations.)

Gentlemen, je n’ai jamais eu qu’une vue sur le régime restrictif,

et c’est une vue qui les embrasse toutes; qui satisfait pleinement mon esprit et qui a fait de moi ce que je suis: un ennemi déclaré absolu, universel, éternel des lois qui circonscrivent les bienfaits de la divine Providence, et disent aux dons que Dieu a répandus avec tant de libéralité sur la surface de la terre: «Vous irez jusque-là, vous n’irez pas plus loin.» (Tonnerre d’applaudissements.) Tout point de vue étroit,—je dirai même national,—de la question,—perd à mes yeux de son importance, quand je viens à penser qu’il n’a pu entrer dans les desseins de Dieu, qu’un peuple toujours croissant, dans l’enceinte de frontières immuables, dépendît de son sol pour sa subsistance; tandis que les routes de l’Océan, le génie des hommes de science, la bravoure de nos marins, l’audace de nos armateurs, la fécondité des régions lointaines, la prospérité du monde, et la variété qui se montre dans la dispensation et dans la paternelle sollicitude de notre Créateur,

révèlent assez qu’il a voulu que les hommes échangeassent entre

eux les dons divers qu’ils tiennent de sa munificence, et que

l’abondance d’une région contribuât au bien-être et au bonheur de

toutes. (Acclamations.) À mes yeux, l’offense commise par les

promoteurs de ces lois, est une de celles qui atteint le trône de

Dieu même. Le monopole, c’est la négation pratique des dons que

le Tout-Puissant destinait à ses créatures. Il arrête ces dons au

moment où ils s’échappaient des mains de la Providence pour aller

réjouir le coeur et ranimer les forces défaillantes de ceux à qui

elle les avait destinés. Sur une rive, les aliments surabondent;

sur l’autre, voilà des hommes affamés qui commettraient un crime

s’ils touchaient un grain de ces moissons jaunissantes qui ont

été prodiguées à la terre pour le bien de tous. Que me parle-t-on

d’intérêts engagés, de droits acquis, du droit exclusif de

l’aristocratie à ces moissons? Je connais ces droits. Je respecte

le rang de l’aristocratie, alors surtout qu’elle y joint ce qui

est plus respectable que le rang, cette sympathie pour ses frères

qui doit s’accroître en proportion de ce que Dieu a été bon pour

elle, et qu’il a jugé à propos de leur retirer ses bienfaits

temporels. (Acclamations.) Que le seigneur garde ce qui lui

appartient loyalement; qu’il possède ses enclos, ses parcs et ses

chasses; qu’il les entoure de murs, s’il le veut, et qu’il fasse

inscrire sur les poteaux: «Ici on a tendu des piéges aux hommes.»

Je n’entreprendrai pas sur ses domaines, je ne regarderai pas

par-dessus ses murs, je me contenterai de suivre la route

poudreuse, pourvu qu’arrivé au terme de mon voyage, je puisse

acheter pour ma famille le pain que la bonté de Dieu lui a

destiné. (Applaudissements.) L’opulent seigneur demande

protection! Mais il la possède. Il la possède dans la

supériorité de ses domaines, dans leur proximité des centres de

population; il la possède dans l’éloignement des plaines rivales,

dans les tempêtes et les naufrages auxquels sont exposés sur

l’Océan les vaisseaux qui apportent dans ce pays les productions

étrangères; dans les frais de toutes sortes, assurances,

magasinages, commissions dont ces produits sont grevés. Voilà ce

qui constitue en sa faveur une protection naturelle aussi durable

que l’Océan et dont personne ne peut le priver. Mais il veut

plus; il veut que la loi élève encore artificiellement le prix de

son blé, et que le pauvre lui-même soit forcé de le lui acheter,

ne lui rendant le droit de se pourvoir dans le marché du monde

que lorsque la possibilité lui échappe de bénéficier par la

confiscation de ce droit.

….. Gentlemen, la législation de ce pays a beaucoup pris sur

elle. On parle de désaffection, d’insubordination, de

conspiration! Je demande où sont les causes de ces maux. Je

cherche le coupable; je m’adresse à celui qui tient en ses mains

le châtiment, et je lui dis: c’est toi! (Écoutez!) Une loi

injuste, c’est un germe révolutionnaire. Suivez-la dans son

action jusqu’à ce qu’elle commence à flétrir, appauvrir, fouler

et provoquer l’humanité. Puis vient le temps de l’appel des

patriotes; puis celui de l’écho populaire; puis l’attitude de la

détermination et du défi, et puis enfin les persécutions, la

prison, l’échafaud, les martyres. (Acclamations.) Mais je remonte

aux criminels originaires, aux hommes qui ont conçu la funeste

loi, et je leur dis: Vous avez fomenté la désaffection, vous avez

popularisé la résistance patriotique; vous avez provoqué les

plaintes du peuple; vous avez organisé la persécution; c’est vous

qui commettez le crime, c’est vous qui devez subir le châtiment.

Gentlemen, telle est mon opinion; si les gouvernements étaient

justes, l’esprit de sédition mourrait faute d’aliment (écoutez),

et si les lois étaient équitables, les chaînes seraient livrées à

la rouille. C’est pourquoi je m’en prends aux mauvaises lois, et

j’en vois beaucoup dans cette île et plus encore dans une île

voisine. Elles nous avertissent que si nous voulons rétablir la

paix et l’amitié, maintenir l’union et la loyauté, si nous

voulons que la Grande-Bretagne soit ce qu’elle a toujours été,

«maîtresse des mers, invincible dans les combats,» nous devons

faire justice au peuple, et non-seulement rendre la liberté aux

noirs des Antilles, mais encore affranchir le pain de l’ouvrier

anglais. (Applaudissements.)

Séance du 28 février 1844.

M. ASHWORTH: Ce n’est pas une chose ordinaire que de voir un

manufacturier du Nord abandonner ses foyers et ses occupations

pour se montrer devant une telle assemblée. Un manufacturier a

autre chose à faire, et il est peu enclin à recourir à ses

concitoyens alors même qu'il se sent lésé. Il répugne

naturellement à l'*agitation*; et absorbé par l'étude pratique

des sciences et des arts qui se lient à l'accomplissement de son

oeuvre, il aimerait à ne pas s'éloigner de ses intérêts

domestiques, s'il n'y était forcé par des lois pernicieuses.

Messieurs, c'est avec une pleine confiance que j'en appelle à

vous, comme manufacturier, parce que j'ai la conviction que

j'appartiens à une classe d'hommes qui ne réclame que ses droits.

(Applaudissements.) On les a accusés d'être difficiles dans leurs

marchés; ils ont cela de commun avec tous les hommes prudents, et

vous comme les autres, sans doute. (Rires.) Mais on ne peut au

moins leur imputer d'avoir une grande maison commerciale, sous le

nom de Parlement, de s’en servir pour circonvenir les intérêts de

la communauté, et fixer eux-mêmes le prix de leur marchandise.

Messieurs, les manufacturiers ne jouissent d’aucune protection;

ils n’en demandent pas; ils repoussent le système protecteur tout

entier, et tout ce qu’ils réclament, c’est que tous les sujets de

S. M. soient placés à cet égard, ainsi qu’eux-mêmes, sur le pied

de l’égalité. (Écoutez! écoutez!) Est-ce là une exigence

déraisonnable? (Bien.) Les landlords vous disent qu’ils ont

besoin de protection; qu’ils ont droit à être protégés par

certaines considérations. Je ne vous dirai pas quelles sont ces

considérations. Je laisse ce soin à lord Mountcashel et sir

Edward Knatchbull. Ils ne vous l’ont pas laissé ignoré[44].

(Rires et applaudissements.) Ils disent encore qu’ils ont besoin

de protection pour lutter contre l’étranger. Pour ce qui me

regarde, je ne sais pas sous quels rapports le peuple anglais est

inférieur aux autres peuples. Je suis convaincu que les fermiers

anglais, et notamment les ouvriers des campagnes, sont capables

d’autant de travail que toute autre classe de la communauté; et

il n’en est pas qui soient plus en mesure de soutenir la

concurrence étrangère, pourvu que les landlords leur permettent

de se procurer les aliments à un prix naturel.

(Applaudissements.) Les manufacturiers sont bien exposés à cette

concurrence. Pourquoi les landlords en seraient-ils affranchis?

(Très-bien.) Je le répète, les manufacturiers ne jouissent

d’aucuns priviléges; ils n’en veulent pas. Ils n’ont, sous le

rapport des machines, aucun avantage qui ne soit commun au monde

entier. (Écoutez! écoutez!) Nous empruntons aux autres peuples

leurs inventions et leurs perfectionnements; nous les appliquons

à nos machines et en augmentons ainsi la puissance; et si

l’exportation de ces machines perfectionnées fut autrefois

prohibée, elle est libre aujourd’hui, et il n’est aucun peuple

qui ne puisse se les procurer à aussi bon marché que nous-mêmes.

La loi prohibitive de l’exportation des machines a été abrogée,

il y a un an ou deux; et quoique à cette époque notre industrie

fût dans une situation déplorable,—quoiqu’il ne manquât pas de

bons esprits qui regardaient la libre exportation de nos belles

machines, comme une mesure hasardeuse pour le maintien de notre

supériorité manufacturière,—cependant, nous ne fîmes aucune

opposition à cette mesure, et nous la laissâmes s’accomplir sans

hésiter, sans incidenter, en esprit de justice et de loyauté.

(Acclamations.) Ainsi, après avoir conféré à l’étranger tous les

avantages que nous pouvions retirer de la supériorité de nos

machines, nous demandons à être affranchis de toutes

restrictions, et nous posons en principe que, puisque les

manufacturiers sont abandonnés à l’universelle concurrence, ils

ont le droit de dire qu’il leur est fait injustice si une autre

classe—et notamment l’opulente classe des landlords—jouit

d’avantages exclusifs, d’avantages qui ne soient pas communs à

toutes les autres.

[Note 44: Allusion à l’aveu fait par ces deux personnages que la

protection leur était nécessaire pour payer leurs dettes, dégager

leurs domaines et doter leurs filles.]

On a dit que le marché intérieur était le plus important pour

l’industrie manufacturière.—Je suis en mesure d’évaluer

l’importance du marché intérieur en ce qui concerne ma propre

industrie, l’industrie cotonnière. Elle s’alimente principalement

par l’exportation. On voit dans l’ouvrage de Brom, qu’une balle

seulement de coton sur sept est mise en oeuvre pour la

consommation du pays, et, par conséquent, cette consommation ne

paie qu’un septième de la main-d’oeuvre britannique qui est

consacrée à cette branche, ou environ un jour par semaine.

(Écoutez! écoutez!) Ne perdez pas de vue que c’est là la totalité

de la consommation du pays. Ainsi, cette clientèle de

l’aristocratie terrienne, qu’on nous dépeint en termes si

pompeux, se réduit, quand nous venons à l’examiner de près, à

payer une fraction d’un jour pour une semaine de travail; et

quant aux débouchés que nous offrent les autres classes,—car les

landlords ne sont pas nos seuls acheteurs,—je me bornerai à dire

que cette métropole seule consomme plus que toute l’Irlande; et

la ville de Manchester, plus que le comté de Buckingham.

(Écoutez! écoutez!)—Venons aux exportations.—Je viens de vous

dire qu’elles s’élèvent aux six septièmes de ce que nous

fabriquons. Il en résulte que nous dépendons de l’étranger pour

les six septièmes de notre travail, et comme nous n’avons aucun

empire sur la législation étrangère, nous sommes incapables de

recevoir aucune protection, dans cette mesure, alors qu’elle nous

serait offerte.—Considérons maintenant l’intérêt agricole. La

fabrication des aliments n’est pas, dans ce pays, une industrie

d’exportation. Elle possède, dans le pays même, le meilleur

marché du monde, et jouit encore de la protection. Il fut un

temps où les produits agricoles de l’Angleterre étaient exportés,

où les landlords vendaient leurs céréales au dehors. Ce temps

n’est plus. Aujourd’hui notre population consomme tous les grains

que le pays peut produire, et ses besoins en réclameraient bien

davantage, s’il lui était permis d’en recevoir. (Écoutez!

écoutez!) Ainsi, les propriétaires, voyant que notre population

manufacturière consomme tous leurs produits, ont cessé de les

exporter, car ils ont l’avantage de vendre cet insuffisant

produit sur un marché où l’offre est constamment inférieure à la

demande. Ce n’est point là, comme je viens de le démontrer, la

situation de l’industrie manufacturière. Les six septièmes de ses

produits sont exportés. Arrêtez un moment votre attention aux

conséquences de cet état de choses, _les aliments sont la matière

première du travail_, précisément comme le coton est la matière

première de l’étoffe. Il s’ensuit que les balles de produits

fabriqués que nous exportons contiennent *virtuellement* du

froment et autres produits agricoles aussi bien que du coton.

(Écoutez! écoutez!) C’est ainsi que les propriétaires du sol,

tout en cessant de vendre directement au dehors, se sont

déchargés de ce soin sur les manufacturiers, et se sont mis en

possession d’un moyen indirect d’exportation beaucoup plus

commode et surtout plus profitable. Ils se sont épargné les

embarras de convertir leurs denrées en argent sur les marchés

étrangers, et les manufacturiers, par la circulation que je viens

de décrire, ont pris cette peine à leur charge. (Écoutez!

écoutez!) Ainsi le manufacturier anglais, qui accomplit ses

opérations sous l’influence des lois-céréales, est d’abord

contraint de payer un prix *législativement artificiel* pour ses

aliments et ceux de ses ouvriers; ensuite, puisque ses produits

sont destinés à l’exportation, et puisqu’ils sont une sorte

d’incarnation de denrées agricoles anglaises, combinées, sous

forme de travail, avec le coton et autres matières premières, il

devient l’intermédiaire malheureux de la revente de ces mêmes

aliments, livré à la concurrence du monde entier, sur des marchés

lointains, où les produits similaires se vendent peut-être pour

la moitié du prix qu’ils lui ont coûté dans la Grande-Bretagne.

(Applaudissements.) Ainsi, nous sommes devenus les instruments du

propriétaire pour la défaite de ses denrées, et, ce qu'il y a de

pire, l'opération nous constitue en perte pour la moitié de leur

valeur. (Écoutez! écoutez!) Comme manufacturier travaillant pour

l'exportation, je m'arrêterai encore un moment sur cette partie

de mon sujet. Vous n'aurez pas de peine à comprendre cet axiome

général: *Les importateurs sont des acheteurs*. Donc, le

criterium de la prospérité d'un pays ce n'est pas ses

exportations, mais ses *importations*. Je le répète, _les

importateurs sont des acheteurs_. Permettez-moi d'éclairer ceci

par un exemple. Le navire qui aborde nos rivages chargé de

marchandises, n'importe la provenance, est la personnification

d'un marchand étranger à la bourse bien garnie; car le chargement

est bientôt converti en argent, et cet argent est à la

disposition du consignataire pour être de nouveau converti en

marchandises d’exportation. Plus donc il nous arrive de ces

navires, plus il nous arrive d’acheteurs.—Au sujet de nos

impôts, je vous ferai observer que les marchandises qui nous

viennent du dehors ne passent pas directement du rivage au

magasin du négociant. Elles s’arrêtent d’abord à la douane, et

là, elles payent un droit fiscal. Comme *free-traders* nous

n’avons pas d’objection contre un tel droit. Il est juste et

convenable d’asseoir une partie des recettes publiques sur les

marchandises étrangères. Mais ici nous distinguons et nous

disons: S’il est juste que nous payions un droit pour le revenu

public, il ne l’est pas que nous en payions un autre pour des

avantages personnels, et notamment pour grossir les rentes des

propriétaires du sol. Messieurs, nos importations devraient être

libres. Dans un pays éclairé, elles seraient libres comme les

vents qui les poussent vers nos rivages. (Applaudissements.)

Supposez-vous transportés par la pensée dans un autre pays,—car

je ne veux pas vous offenser inutilement en citant votre propre

patrie,—supposez que vous voyez sur les côtes des hommes en

uniforme, allant et venant, un mousquet d’une main et une lunette

de l’autre. Si l’on vous disait qu’il s’agit d’un service

préventif, d’un service destiné par le gouvernement à empêcher

l’arrivage des navires, et, par suite, l’introduction des

produits étrangers, ne déclareriez-vous pas que c’est là pour ce

pays, l’indice d’une ignorance qui va jusqu’au suicide? et ne

jugeriez-vous pas que ses lois commerciales remontent aux siècles

les plus barbares? C’est pourtant l’esprit, je regrette de le

dire, qui caractérise notre législation. Nos lois admettent les

objets de luxe, les vins, les soieries, les rubans à l’usage des

grands et des riches; elles laissent librement entrer ces choses

moyennant un droit fiscal, et elles prohibent l’importation des

aliments, c’est-à-dire de ce qui affecte le plus les classes

pauvres et laborieuses. De telles lois sont le fruit de l’injustice, et nous nous élevons contre leur partialité. Les seigneurs disent que c’est là une question manufacturière. S’ils l’ont ainsi stigmatisée, c’est qu’ils ont surtout trouvé les manufacturiers prompts et persévérants à combattre leurs priviléges. Mais nous repoussons leur imputation. Non, ce n’est pas la cause des manufacturiers; c’est *votre* cause; c’est la *mienne*, c’est la cause de *tous*. Ce n’est pas une question *individuelle*, c’est une question *générale*, qui intéresse toute la communauté! Le manufacturier voit son industrie lésée, ses ouvriers affamés, et dès lors il lui appartient, il appartient à tout homme dans cette situation, de se plaindre.—Cette vaine clameur des landlords est suivie d’une autre. C’est la *sur-production*[45], disentils, qui fait tout le mal. On les entend crier: «Ces manufacturiers prétendent vêtir l’univers entier.» Peut-être feraient-ils mieux de nous laisser d’abord vêtir l’univers, et si, par là, nous portions le trouble

et la misère dans le pays, ils seraient à temps de gémir. (Rires

et approbations.) Cependant examinons la question de plus près.

Supposez que nous parvinssions à habiller l'univers entier, nous

n'avons pas encore trouvé le secret de faire des calicots

éternels (rires), ils s'usent, et dès lors ceux que nous avons

accoutumés à en porter en réclameront d'autres. Voilà donc une

source permanente de travail. (Écoutez!) Ne serait-ce point une

chose plaisante de voir venir à cette tribune un manufacturier du

Lancastre, pleurant comme Alexandre, de ce qu'il ne lui reste

point un autre monde, non à *conquérir*, mais à *habiller*?

(Éclats de rire.) En tout cas, au milieu de son chagrin, il

aurait au moins cette consolation, fondement d'une espérance

légitime, que s'il parvient à vêtir l'univers, c'est bien le

moins qu'il ait le droit d'être nourri. (Acclamations.) Je n'ai

encore entendu personne se plaindre qu'il avait trop de

vêtements. (Une voix dans les galeries: Je suis sans. Rire

universel.) Quel que soit leur bas prix, nul ne se fâche de les

avoir à trop bon marché. Les landlords se réunissent de temps à

autre, et on les entend se flatter d’être de bons patriotes,

parce qu’ils font deux coupes de foin là où ils n’en faisaient

qu’une autrefois. Gentlemen, à ce compte, je puis aussi, comme

manufacturier, réclamer le titre de patriote, car je fais

maintenant deux chemises pour moins qu’une seule ne me coûtait il

y a quelques années. (Rires). Mais je n’accepte ni pour les

landlords ni pour moi-même la qualification de patriote ou de

philanthrope à ce titre. La même cause, la même impulsion nous

fait agir, et c’est notre *intérêt éclairé*. (Écoutez! écoutez!)

Mais voici une autre clameur de l’aristocratie. Elle s’en prend

aux machines.

[Note 45: Sur-production, autre néologisme pour traduire le mot *over-production*, excès de production. Ici au moins je puis m’étayer de l’autorité de M. de Sismondi.]

Ici l’orateur combat l’erreur qui fait considérer les machines comme nuisibles à l’emploi du travail humain. Il établit, par des faits nombreux, qu’il y a dans tous les comtés où les machines ne sont pas employées, une tendance à émigrer vers ceux où elles sont le plus multipliées. Ce sujet ayant déjà été traité par d’autres orateurs, et notamment par M. Cobden, nous supprimons, quoiqu’à regret, cette partie du remarquable discours de M. Ashworth.

Séance du 17 avril.—Présidence de M. Cobden.

Le président rend compte des nombreux meetings auxquels les députations de la Ligue ont assisté, depuis la dernière réunion de Covent-Garden, à Bristol, Wolwerhampton, Liverpool, etc.—Il parle aussi des mesures prises par l’association pour porter principalement la discussion partout où se font des élections, afin de répandre la lumière précisément au moment où l’excitation, qui accompagne toujours les luttes électorales, dispose le public à la recevoir. C’est pourquoi dorénavant la Ligue portera toutes ses forces dans tout bourg où un certain nombre d’électeurs, quelque petit qu’il soit, sera disposé à appuyer la candidature d’un *free-trader*.

M. WARD, membre du Parlement, prononce un discours plein de faits curieux, de données statistiques et de solides arguments.

Le colonel THOMPSON succède à M. Ward. Ce vétéran de la cause de la liberté commerciale s’est acquis en Angleterre une immense réputation par ses discours et ses nombreux écrits. Nous aurions beaucoup désiré le faire connaître au public français. Malheureusement pour nous, le brave officier est dans l’usage de revêtir des pensées profondes

de formes originales, et d’un langage incisif et populaire entièrement intraduisible.—Nous essayerons peut-être, à la fin de cet ouvrage, de faire passer dans notre langue, au risque de les affaiblir, quelques-unes de ses *pensées*.

LE PRÉSIDENT. J’ai l’honneur de vous présenter un des orateurs

les plus accomplis de l’époque, un homme qui a déjà déployé des

talents de l’ordre le plus élevé dans une grande cause

humanitaire, égale en importance à celle qui nous réunit

aujourd’hui. Il a puissamment contribué à l’émancipation des

esclaves de nos colonies des Indes occidentales et, quant à moi,

je n’ai jamais pu apercevoir la moindre différence entre spolier

l’homme tout entier en le forçant au travail et le dépouiller du

fruit de son travail. J’introduis auprès de vous M. George

Thompson. (Tonnerre d’applaudissements.)

Les événements qui se passent dans la Grande-Bretagne ont naturellement leur retentissement dans les meetings de la Ligue, surtout quand ils ont quelque connexité avec la cause qu’elle défend. On a pu voir déjà l’opinion qui s’était manifestée au sein de cette puissante association au sujet

de l’émigration forcée (_compulsory emigration_), quand cette question était traitée au Parlement. On a vu aussi l’effet qu’avait produit sur la Ligue l’accusation de conspiration dirigée contre O’Connell et l’agitation irlandaise.—À l’époque où nous sommes parvenus, une seconde modification dans les tarifs était soumise aux Chambres par le cabinet Peel, et comme elle servira dorénavant de texte à plusieurs orateurs, il n’est pas sans utilité de dire ici en quoi ces modifications consistent.

Le droit sur le sucre colonial était de 24 sh., et sur le sucre étranger de 63. La différence ou 39 sh. était ce qui constituait proprement la *protection*.—Le gouvernement proposait, tout en maintenant le droit sur le sucre des colonies à 24, de réduire le droit sur le sucre étranger à 34, c’est-à-dire de limiter la protection à 10 sh.—C’eût été un grand pas dans la voie de la liberté commerciale, si le cabinet anglais n’eût en même temps restreint le dégrèvement au sucre *produit par le travail libre* (_free-grown sugar_). Mais en laissant peser le droit de 63 sh. sur le sucre produit dans les pays à esclaves (_slave-grown sugar_), on excluait les sucres du Brésil, de Cuba, *etc.* Cette distinction étant évidemment un moyen indirect de maintenir le monopole, autant que la diffusion des lumières et les circonstances le permettaient, elle avait la chance de rallier beaucoup d’hommes honnêtes, en leur présentant la mesure proposée comme dirigée contre l’esclavage; et la preuve que les monopoleurs avaient bien calculé, c’est qu’ils sont parvenus à rallier à leurs vues un grand nombre d’abolitionnistes, et de se créer ainsi en Angleterre un appui sur lequel ils ne pouvaient compter que grâce à cette distinction hypocrite.—On verra dans la suite l’opinion des *free-traders* et les péripéties de ce débat.

M. George THOMPSON, après avoir réclamé, vu l’état de sa santé,

l’indulgence de l’assemblée, s’exprime ainsi: Comme l’honorable

et brave officier qui vient de s’asseoir, je pense que la

question de la liberté commerciale, et notamment de l’abrogation

des lois-céréales, en tant qu’elle touche au bien-être et au

bonheur de la race humaine, à la stabilité et à l’honneur de

l’empire britannique, ne le cède point en grandeur et en

solennité à cette autre question à laquelle, dans d’autres temps,

je consacrai mes efforts. Si je réclamais alors la liberté de

l’homme, je réclame aujourd’hui la franchise de ses aliments.

(Acclamations.) Dieu a voulu que l’homme fût libre; et je crois

qu’il a voulu aussi que l’homme vécût. C’est un crime de lui

ravir la liberté, mais c’est aussi un crime d’élever le prix,

d’altérer la qualité ou de diminuer la quantité de ses aliments;

et quand je viens à considérer que la loi-céréale affecte les

salaires, rompt l’équilibre entre l’offre et la demande des bras,

jette hors d’emploi des millions d’ouvriers, ne laisse à ceux qui

sont assez heureux pour s’en procurer que la moitié d’une juste

rémunération, et les force en outre de payer le pain à un prix

double de celui qu’il aurait sans son intervention, alors je dis

qu’une telle loi m’apparaît comme une monstrueuse spoliation

(applaudissements), et comme la violation de cette charte

descendue du ciel sur la terre: «Homme, tu mangeras les fruits de

la terre; la saison de semer et la saison de moissonner, l’hiver

et l’été se succéderont à perpétuité, afin que les créatures de

Dieu ne soient pas privées de nourriture.» Quel est le grand

principe d’économie sociale dont nous confions la propagation à

nos concitoyens, pour leur bonheur, celui de la patrie et du

monde? Quelle est cette doctrine que la Ligue, comme une mouvante

université, prêche et enseigne en tous lieux? C’est que toutes

les classes de la communauté doivent être abandonnées à leur

libre action, dans la conduite de leurs transactions

commerciales, tout autant que ces transactions soient en

elles-mêmes honnêtes et honorables;—c’est qu’on ne doit souffrir

aucune intervention, aucun contrôle, et moins encore aucune

contrainte législative en matière de travail, d’industrie et

d’échanges. (Écoutez! écoutez!) Nous avons foi dans la vérité de

cette doctrine; mais nous ne nous bornons pas à l’ériger en un

système abstrait, qu’on prend et qu’on laisse à volonté. Nous la

regardons comme d’une importance pratique et capitale pour ce

pays et pour tous les pays, pour ce temps et pour tous les temps.

Dans son application honnête et impartiale, elle implique la

chute de toutes les restrictions qui ont été si souvent dénoncées

dans cette enceinte; elle ouvre le monde au travail de l’homme;

elle soustrait au domaine de la loi anglaise l’échange des fruits

de notre travail et de notre habileté avec les nations du globe;

elle appelle sur nos rivages les innombrables tribus répandues

sous tous les climats. Comme la piété, elle est deux fois bénie;

bénie dans celui qui donne, bénie dans celui qui reçoit.

(Écoutez!) Ce n’est pas sans un sentiment profond de douleur que

nous pouvons, comme Anglais, contempler les scènes de désolation

qui se sont passées sous nos yeux depuis deux ans; et si la

situation de ce pays est pour nous un juste sujet d’orgueil, d’un

autre côté elle est bien propre à exciter notre compassion. Notre

grandeur comme nation est incontestable. Des rivages de cette

île, nous nous sommes élancés sur le vaste Océan; nous y avons

promené nos voiles aventureuses; nous avons visité et exploré les

régions les plus reculées de la terre; nous avons fait plus, nous

avons cultivé et colonisé les plus belles et les plus riches

contrées du globe; aux hommes qui reconnaissent l’empire de notre

gracieuse et bien-aimée souveraine, nous avons ajouté des hommes

de tous les climats et de toutes les races; par la valeur de nos

soldats et de nos marins, l’habileté de nos officiers de terre et

de mer, l’esprit d’entreprise de nos armateurs et de nos

matelots, les talents de nos hommes d’État au dedans et de nos

diplomates au dehors, nous avons soumis bien des nations, formé

des alliances avec toutes, fait reconnaître en tous lieux notre

prééminence industrielle, et c’est ainsi que la puissance

combinée de notre influence morale, physique et politique a rendu

l’univers notre tributaire, le forçant de jeter à nos pieds ses

innombrables trésors. (Acclamations prolongées.) En ce moment,

nos capitaux surabondent, nos vaisseaux flottent sur toutes les

eaux et n’attendent que le signal de cette nation,—que de voir

se dérouler au vent le drapeau de la liberté illimitée du

commerce pour amener et verser sur nos rivages les produits de

notre mère commune. Des millions d’être humains ne demandent qu’à

échanger les fruits de leur jeune civilisation contre les

produits plus coûteux, plus élaborés de notre civilisation

avancée. (Nouvelles acclamations.) Ici la puissance de la

production est incommensurable; sous nos pieds gisent

d’insondables couches de minéraux divers, dans un si étroit

voisinage, que des métaux plus précieux que l’or peuvent être

extraits, fondus et façonnés sur place pour l’usage des hommes de

tous les pays. Dans nos vertes vallées, se précipitent des

rivières capables de mouvoir dix mille fois dix mille machines,

et l’homme règne sur cette île, qui est «comme un diadème de

gloire sur la création.» Le premier, quoique entré le dernier

dans la carrière de la civilisation, montrant au monde combien

est vaste sa capacité et combien il doit à la libéralité de la

nature; appréciant la valeur et la destination de toutes les

puissances qui l’entourent, il a un oeil pour la beauté, une

intelligence pour la science, un bras pour le travail, un coeur

pour la patrie, une âme pour la religion. (Applaudissements.)

L’air, la terre, l’océan lui sont familiers dans tous leurs

aspects, leurs changements, leurs usages et leurs applications.

Chacun d’eux paye à ses investigations le tribut qu’il refuse à

une apathique ignorance; chacun d’eux lui révèle ses secrets avec

certitude, quoique avec une lente réserve. Le voilà debout,

éternel objet d’étonnement et de terreur pour les peuples lâches,

objet d’une noble émulation pour les nations dignes de la

liberté. À la hauteur où il est parvenu, s’élever encore ou

tomber, voilà sa seule alternative. Il ne peut s’arrêter, et il

dédaigne de tomber, car la trempe de son esprit le soutient et la

vigueur de son génie le pousse en avant. Telles sont

quelques-unes des circonstances que j’avais à l’esprit quand je

vous disais que, comme Anglais, nous sommes justifiés de nous

complaire dans des sentiments d’orgueil national. Mais, hélas!

combien de causes ne viennent-elles pas froisser ces sentiments

et les convertir en une profonde humiliation! Car pourrait-on

jamais croire que cette Angleterre, si illimitée dans son empire,

si riche de ressources, si supérieure par ses armées et sa

marine, si fière de ses alliances, si incomparable dans son génie

productif, quelles que soient l’abondance de ses capitaux, la

surabondance de ses bras et de son habileté, orgueilleuse de sa

littérature puisée aux sources les plus pures, de sa moralité qui

respire la bienveillance universelle, et de sa religion qui est

divine,—que l’Angleterre ne peut pas, ne veut pas nourrir ses

propres enfants; mais qu’elle les voit errer dans l’oisiveté,

s’accroupir dans l’abattement, et languir et mourir d’inanition

sous les murs de ses monuments, sur les marches de ses palais,

sous les portiques et jusque dans le sanctuaire de ses temples!

Quel est l’étranger connaissant notre position géographique,

l’étendue et les ressources de notre empire, le génie, l’habileté

et l’énergie de nos concitoyens, qui pourrait jamais croire

qu’ici où siége le gouvernement, dans ce pays, la grande usine du

monde, le centre du commerce; dans ce pays où s’entreposent tant

de richesses, où s’élaborent tant d’idées et d’intelligence, il y

a plus d’oisiveté, de misère, de privation, de souffrances

physiques et morales, qu’on n’en pourrait trouver, à population

égale, dans aucune autre contrée du monde? Et pourtant voilà où

en est la puissante Angleterre. Peut-être les choses se

sont-elles un peu améliorées dans quelques comtés de la

Grande-Bretagne, et, s’il en est ainsi, nous en remercions le

Dieu tout-puissant, au nom des malheureux et des indigents. Mais

même en ce moment, vous pouvez rencontrer des multitudes d’hommes

oisifs tout le jour, tandis que ceux qui sont occupés ne

reçoivent que d’insuffisants salaires et n’obtiennent, après une

longue semaine de travail incessant, qu’une chétive pitance à

peine suffisante au soutien de la vie… Oh! si vous cherchez,

vous trouverez bien des intérieurs désolés,—où le feu s’est

éteint au foyer,—où la coupe est vide,—où les couches ont été

dépouillées et les couvertures vendues pour du pain,—où la mère

a laissé sur la paille l’enfant s’endormir au bruit de ses

propres vagissements,—où le père de famille qui, s’il eût été

libre, aurait pu et voulu être un artisan honnête, actif et

satisfait, n’est qu’un vagabond affamé, sans ressources, sans

courage et sans espoir;—triste famille, ou plutôt, quand elle

est réunie dans sa sale nudité, triste juxtaposition de créatures

dégradées, dont l’irrésistible action de la misère a détruit les

mutuelles sympathies. Là, vous ne rencontrerez plus le sentiment

de la dignité personnelle. Là, le murmure s’élève contre Dieu,

comme la malédiction contre les gouvernants et les législateurs.

Là, s’est éteinte toute vénération pour les lois sociales ou pour

les divins commandements. Là, des projets de rapine se

complotent sans remords. Là, enfin, des créatures proscrites, se

croyant abandonnées de Dieu et de l’homme, se regardent comme les

victimes de la législation, ou sentant du moins qu’elle n’est

pour elles ni une protection ni un refuge, s’insurgent contre la

société, puisque aussi bien le sort qui les attend ne saurait

être pire que celui qu’elles endurent. (Bruyantes acclamations.)

Voilà ce qui se passe en Angleterre.—Je veux que vous compreniez

bien que l’existence d’un tel état de choses révèle l’existence

de quelque mauvaise loi, qui étouffe le commerce de ce pays, qui

nous ferme les marchés du monde, en empêchant les produits des

autres contrées de venir ici pour satisfaire à nos besoins. Une

misère aussi profonde, une indigence aussi abjecte, une

souffrance aussi incurable n’existe ailleurs nulle part. Quoi

qu’aient pu faire dans d’autres pays le despotisme et la

superstition, ils ne sont point parvenus, comme nos lois, à

affamer une population active et laborieuse, à qui il reste au

moins la faculté d’échanger ce qu’elle produit contre ce dont

elle a besoin. (Acclamations bruyantes et prolongées.)—J’ai

beaucoup voyagé; j’ai vu l’ignorance la plus profonde; la

superstition la plus sombre et la plus terrible; le despotisme le

plus illimité et le plus rigoureux; la théocratie la plus

orgueilleuse et la plus tyrannique; mais une misère semblable à

celle que je vois ici et qui nous entoure, je ne l’ai vue nulle

part. (Applaudissements.)

Ici l’orateur discute le principe et les effets des lois-céréales, et arrivant à la question des sucres, il continue en ces termes:

Je viens de vous parler des lois-céréales; permettez-moi de vous

entretenir de la loi des sucres.—Personne ne me soupçonnera, je

pense, de désirer le maintien de l’esclavage. S’il se trouvait

dans cette enceinte quelque personne disposée à diriger contre

moi une telle accusation, il me suffirait de lui dire, en

signalant l’histoire de mes actes et de ma vie passée:—Voilà ma

réponse. (Acclamation.)—J’ai le regret de différer d’opinion

avec d’anciens amis, qui, dirigés par les plus pures intentions,

croient maintenant devoir s’opposer au triomphe de la liberté

commerciale dans la question des sucres. J’ai examiné la question

maturément, pendant de longues années; je me suis efforcé

d’arriver à une saine et juste conclusion, et je combattrai

énergiquement, sans m’écarter du respect et de l’affection que je

leur ai voués, cette doctrine qu’il appartient au gouvernement de

fermer au sucre produit par les esclaves l’accès de notre marché

national. Nous sommes d’accord sur l’esclavage; nous l’avons

également en horreur; nous croyons que réduire ou retenir les

hommes dans l’esclavage, les forcer au travail, tout en retenant

le juste salaire qui leur est dû, ce sont des crimes aux yeux de

Dieu, et d’horribles empiétements sur les droits et l’égalité des

hommes. Nous croyons aussi que c’est le devoir de tout homme

éclairé et de tout chrétien d’élever la voix contre l’esclavage

sous toutes ses formes, et d’employer tous les moyens moraux et

légitimes pour avancer le jour où cessera la servitude et avec

elle le trafic sur l’espèce humaine. (Écoutez! écoutez!) Il faut

donc se demander, d’abord, quels sont les droits du peuple de ce

pays; ensuite, quels sont les moyens de saper l’esclavage qu’on

peut considérer comme honnêtes et légitimes, c’est-à-dire qui,

tout en ayant pour fin la justice due aux hommes des autres

contrées, n’interviennent pas cependant dans l’action de la

liberté civile et dans les justes prérogatives de nos

concitoyens.—J’admets la vérité de cette proposition: que les

hommes ont droit à la liberté personnelle; qu’ils doivent

demeurer en plein exercice de leur liberté, dans le choix de

leurs chefs[46], de la nature et du lieu de leurs occupations, et

du marché sur lequel ils jugent à propos d’apporter ou leur

travail, ou les résultats de leur travail.—Mais il est également

clair à mon esprit que les hommes de ce pays et de tous les pays

doivent être libres aussi (je veux dire libres par rapport à

l’intervention de la loi civile) de choisir, comme consommateurs,

parmi tous les produits portés des diverses régions du globe sur

le marché commun. (Bruyantes acclamations.) Je ne vois pas qu’ils

puissent avec justice être empêchés d’acheter les produits du

Brésil et de Cuba sur le fondement que ces produits sont le fruit

de l’esclavage. Je ne vois pas qu’ils puissent, avec justice être

placés dans l’alternative ou d’acheter les produits des Antilles

britanniques, ou de se passer d’une chose qui leur est

nécessaire.

[Note 46: Employers.]

J’admets que c’est un droit et un devoir de dénoncer l’esclavage,

et de propager les saines idées parmi toutes les classes,

relativement à la criminalité de ce système. C’est un droit et un

devoir de mettre en lumière l’obligation, pour chacun, de retirer

tout encouragement à ceux qui commettent le crime de retenir les

hommes en servitude. Chaque fois que, par le raisonnement, la

persuasion et la prière, nous amènerons un homme à agir comme

nous, en cette matière, on pourra dire, dans le langage de

l’Écriture: «Tu as gagné ton frère!» C’est là un moyen légitime

de détourner les hommes d’une pratique mauvaise et un pas fait

dans la bonne voie, vers l’extinction d’un système que nous avons

en égale exécration. Mais la prohibition législative, c’est de la

violence et non du raisonnement; c’est de la force et non de la

raison; de la tyrannie et non de la persuasion. De tels actes

sont la perversion et l’abus de la puissance législative. Il n’y

a pas de garantie contre un tel exercice de l’autorité. C’est, de

la part du Parlement, une usurpation sur la conscience des

hommes, dans un sujet où ils ont le droit de juger par eux-mêmes

et de se conduire comme des êtres moraux et responsables. Une loi

telle que celle à laquelle je fais allusion, et qui est en ce

moment en pleine vigueur dans ce pays, ne peut être considérée

comme émanée du peuple ou comme un acte conforme à sa volonté;

car, s’il en était ainsi, la loi elle-même serait superflue, et

le produit qu’elle prohibe, débarqué sur nos rivages et exposé en

vente, ne trouverait pas d’acheteurs et serait délaissé comme

flétri de la pollution morale qui y est attachée.—Même, en tant

qu’imposée par des hommes parlementaires, cette loi prohibitive

manque manifestement de sincérité; car ces mêmes hommes

permettent que le sucre-esclave soit débarqué et raffiné dans ce

pays,—ils en encouragent l’exportation sur des bâtiments

anglais; ils sanctionnent le commerce qu’en font nos négociants

avec les nations étrangères.—Ils savent bien qu’il est consommé

au dehors, à l’état raffiné, et malgré cette coûteuse

préparation, à un prix moins élevé que le sucre brut dans notre

île. Ils encouragent ce commerce, jusqu’à ce qu’il approche de

cette limite où il affecterait leur propre monopole, et alors

seulement ils le prohibent sous le prétexte qu’il porte la tache

de la servitude… Malheureusement pour la sincérité de ces

hommes, ils sont les mêmes qui, dans les temps passés, mirent

tant d’éloquence au service de la cause de l’esclavage. (Écoutez!

écoutez!) J’ouvre le livre bleu; il mentionne les noms de ceux

qui ont reçu indemnité sur le fonds de vingt millions voté pour

opérer l’émancipation, et je trouve qu’ils étaient les principaux

copartageants de ce qu’ils appellent maintenant le prix de

l’injustice. Je scrute leurs votes au Parlement, et je les vois

résistant opiniâtrement, d’année en année, à toute tentative pour

adoucir les horreurs de l’esclavage des nègres, jusque-là qu’ils

repoussaient l’abolition de cette coutume barbare, la

flagellation des femmes. (Écoutez!) Je rencontre les mêmes hommes

imposant des droits monstrueux sur le sucre de l’Inde, quoique

produit par un travail libre; je les rencontre encore prodiguant

annuellement des millions sous la forme de *drawbacks*, de

primes, de protection, aux planteurs des Antilles, possesseurs

d’esclaves.—Eh quoi! ils étaient alors producteurs de sucre

comme ils le sont aujourd’hui; ils étaient, comme ils le sont

encore, producteurs de céréales. Montrez-leur un article qu’ils

ne produisent pas, et ils en permettront volontiers l’importation

et la consommation, fût-il saturé des larmes et du sang des

malheureux esclaves (acclamations): mais montrez-leur un article

qu’ils produisent, et ils prohibent les articles similaires, que

ce soit du blé de l’Ohio ou des Indes, ou du sucre du Brésil ou

de Cuba. (Écoutez! écoutez!)—Est-ce là de la philanthropie

sincère? (Écoutez! écoutez!) Tout homme doué de sentiments droits

ne peut qu’éprouver les nausées d’un indicible dégoût, en voyant

ces hommes se poser au Parlement comme les Élisées de

l’abolition, et verser des larmes de feinte compassion sur les

souffrances des travailleurs du Brésil. Voilà pourtant les hommes

qui vous contestaient le droit d’intervenir dans leurs propriétés

quand ils étaient possesseurs d’esclaves. Ils nous arrêtaient à

chaque pas, quand nous nous efforcions de détruire par la loi ce

qui avait été créé par la loi. (Écoutez!) Ils défendirent

jusqu’au dernier moment les prétendus droits des planteurs, et

refusèrent d’accorder la liberté aux nègres jusqu’à ce qu’on leur

eût jeté et qu’ils se fussent partagé la plus grande somme

d’argent qui ait jamais été votée dans des vues d’humanité! Alors

comme aujourd’hui, ils étaient les organes du monopole; ils

parlaient et agissaient comme des hommes profondément intéressés

au maintien des restrictions. Le sentiment public était contre

eux alors; le sentiment national est encore contre eux

maintenant.—Ils n’étaient pas sincères alors, ou ils pratiquent

la déception aujourd’hui. Ils parlent et votent contre leur

conscience maintenant, ou ils doivent être préparés à dire qu’ils

parlaient et votaient contre leur conscience autrefois.

(Écoutez!) Pour nous, nous sommes sur le terrain où nous étions

il y a quatorze ans. Nous disons que l’esclavage est un crime;

que travailler par des moyens honnêtes à son abolition, c’est le

devoir des individus et des nations. C’était notre droit de

pétitionner contre l’esclavage; c’était le droit de la

législature de l’abolir par acte du Parlement passé en conformité

de la volonté nationale.—Mais forcer trente millions de citoyens

de payer des sommes énormes sous forme de prix additionnel pour

une denrée de première nécessité;—diminuer de moitié, par

l’emploi de la force brutale, l’approvisionnement de cette

denrée;—dépouiller les hommes du droit d’acheter ce qui est

porté sur le marché, parce que dans les opérations de la

production une injustice a été commise en pays étrangers,—ce

n’est pas du droit, c’est de la rapine (bruyants

applaudissements); et agir ainsi sous le prétexte de prendre en

main la cause de la liberté et de l’humanité, quand nous savons

(autant qu’il est possible d’avoir cette certitude) que ce

prétexte est faux, vide et hypocrite, c’est ajouter la fraude

mentale à la tyrannie législative, et pratiquer la dissimulation

aux yeux de Dieu en même temps que l’injustice à l’égard des

hommes. Ce serait au moins faire montre de quelque honnêteté que

d’appliquer le principe avec impartialité; mais c’est ce qu’on ne

fait pas. Le droit sur le sucre du Brésil est prohibitif.

Pourquoi n’augmentent-ils pas aussi le droit sur le tabac jusqu’à

ce qu’il produise le même effet que pour le sucre, c’est-à-dire

jusqu’à ce qu’il en prévienne la consommation?—Parce que ces

hommes ne produisent pas le tabac, et qu’ils sont à cet égard

sans intérêt personnel.—Pourquoi n’appliquent-ils pas leur

principe au coton, produit par des esclaves, et ne se

contentent-ils pas du coton excru sur ces vastes plaines que je

viens de parcourir? Nous admettons le coton des États-Unis, et

nous repoussons leur blé! Ô triste inconséquence! S’ils

permettent à nos armateurs de porter du coton, produit de

l’esclavage, à nos courtiers de le vendre, à nos capitalistes de

le filer et de le tisser dans de vastes usines, aux femmes et aux

enfants de ce pays de le façonner pour l’usage des citoyens,

depuis la reine sur le trône jusqu’au mendiant de la rue;

pourquoi, lorsque nos industrieux compatriotes ont gagné par le

travail de la semaine un chétif salaire, leur défendent-ils d’en

employer une partie, le samedi soir, à l’achat d’un peu de sucre

à bon marché? Pourquoi? Parce qu’ils ne sont pas producteurs de

coton, tandis qu’ils sont producteurs de sucre; il n’y a pas

d’autre raison. Voici trente années que nous affirmons, que nous

essayons de prouver que le travail libre revient moins cher que

le travail des esclaves; que les mettre loyalement aux prises,

c’est le moyen le plus pacifique et le plus efficace de détruire

l’esclavage. C’est pour propager cette vérité que nous avons

distribué à profusion les écrits de Fearon, de Hodgson, de

Cropper, de Jérémie, de Conder, de Dickson et de bien d’autres.

Donnerons-nous maintenant un démenti pratique à nos affirmations

antérieures en invoquant la prohibition, funeste même au travail

libre, et l’intervention arbitraire de la loi dans le domaine de

la raison individuelle et de la libre action de l’homme?—J’ai lu

avec plaisir une déclaration solennelle et officielle émanée des

chefs des abolitionnistes, par laquelle ils expriment que, dans

leur conviction, il est funeste et dispendieux, dangereux et

criminel, de faire intervenir les armes dans la cause de

l’abolition. Je partage cette conviction[47]. L’arithmétique et

l’histoire prouveront la première partie de cette proposition; le

sens commun et le christianisme se chargent de la seconde. Mais

l’analogie n’est-elle pas parfaite entre l’intervention armée et

des actes du Parlement, qui seraient vains et de nul effet, s’ils

ne puisaient leur force dans les peines, les châtiments, le

blocus de nos côtes et les armées permanentes? Qu’est-ce qui

communique quelque puissance à cette loi, naturellement opposée

aux droits et aux sentiments du peuple? N’est-ce point

l’irrésistible force physique du gouvernement? Quelles seraient

les suites de la désobéissance? Nous savons tous que peu de

personnes respectent une loi qui force le peuple à assister au

réembarquement du sucre du Brésil, raffiné ici pour être vendu

ailleurs à 4 d., tandis que lui-même ne peut obtenir le sucre

brut qu’à 8 d.; mais chacun craint d’enfreindre la loi à cause

des conséquences terribles attachées à cette infraction. Aussi,

ce n’est point aux vues et aux idées des monopoleurs que l’on

croit; mais c’est le douanier, la cour de l’Échiquier, l’amende

et le cachot que l’on craint. (Approbation.) Est-ce ainsi qu’il

convient de rendre les hommes abolitionnistes? Est-ce ainsi qu’il

faut rendre l’esclave à la liberté? Toutes nos anciennes maximes

d’économie politique sont-elles changées? N’est-il pas possible

d’atteindre l’objet que nous avons en vue par l’action combinée

du travail libre au dehors, et d’un loyal appel à la conscience

des hommes au dedans?

[Note 47: Ceci prouve, pour le dire en passant, que le droit de

visite n’était pas, de l’autre côté du détroit, aussi populaire

qu’on le suppose en France, puisqu’il était repoussé par deux

puissantes associations: les *abolitionnistes* et les

free-traders.]

Je comprends, qu’autant pour se montrer conséquents avec leurs

principes que pour décourager l’esclavage, les hommes

s’abstiennent de l’usage des produits du travail des noirs; mais

je dénie formellement à la législature (alors surtout qu’elle ne

s’appuie pas sur la voix du peuple) le droit de forcer qui que ce

soit à une semblable privation. C’est à nos yeux, je l’avoue, une

choquante inconséquence de prétendre maintenir un principe par la

violation d’un autre principe;—de défendre dans un sens les

droits des hommes et de les usurper et de les détruire dans un

autre sens. (Écoutez!) Combien il serait plus noble de dire: «Nos

ports sont ouverts;—ouverts aux produits de tous les climats,

afin que notre peuple se procure toutes choses au meilleur marché

possible. Nous n’intervenons dans la conscience de personne. Nous

ne forçons qui que ce soit à acheter ceci, à s’abstenir de cela.

Aux nations qui conservent des esclaves nous disons: Nous ne nous

battrons pas avec vous, car ce serait faire le mal pour que le

bien se fasse; nous n’imposerons pas des droits prohibitifs, car

ce serait violer le principe de la liberté des échanges, et

employer à l’égard de nos citoyens des mesures coercitives. Mais

nous ne cesserons jamais de vouer votre système d’esclavage à la

censure et à l’exécration universelles; de faire retentir nos

protestations comme individus, comme associations, comme peuple.

(Applaudissements.) Nous encouragerons dans tous les recoins du

globe le travail libre, votre rival. Nous rendrons enfin, comme

gouvernement, justice et liberté à nos magnifiques possessions.

Au lieu d’arrêter le développement de l’industrie indigène dans

l’Inde, nous l’encouragerons par de nobles récompenses. Nous

accueillerons le sucre, le riz, le coton, le tabac des contrées

où les soupirs de l’esclave ne se mêlent pas au murmure des

vents, mais où la joyeuse voix du travailleur volontaire retentit

sur des champs aimés, autour de foyers indépendants et

heureux.—Vendez comme vous pourrez vos sucres et vos cafés. En

attendant, nous travaillerons la conscience des hommes jusqu’à ce

qu’ils rejettent volontairement tout ce qui porte la tache de

l’esclavage. (Applaudissements.) Oui, et nous attaquerons aussi

vos consciences. Nos canons sont encloués et livrés à la rouille;

mais nous aurons recours aux armes morales, et nous porterons des

coups qui, s’ils ne brisent pas les membres et ne répandent pas

le sang, pénètrent néanmoins jusqu’au coeur des hommes, les

forcent à céder à la voix de la justice, et leur enseignent que

l’honnêteté est la meilleure politique. (Écoutez! écoutez! et

applaudissements.) Nous ne tomberons pas dans cette contradiction

de blâmer chez vous la spoliation des facultés humaines, pendant

que nous tolérons chez nous la spoliation du produit de ces

facultés; nous n’aurons donc point de lois restrictives. Nous

avons foi dans les principes universels d’une saine et honnête

économie sociale. Nous avons foi dans la puissance de l’exemple,

que n’affaiblissent pas la restriction et la contrainte. Nous

avons foi dans la fécondité de ces régions où l’esclavage n’a pas

porté sa rouille et ses malédictions. Nous avons foi dans cette

doctrine qu’un but honnête n’a pas besoin de la coopération de

moyens déshonnêtes. Nous nourrissons d’autres espérances; et,

tant que nous pourvoirons aux besoins et veillerons sur les

droits de nos laborieux enfants; tant que nous donnerons un grand

exemple au monde en renversant les barrières qui environnent

cette maison de servitude, en ouvrant nos ports aux produits de

tous les climats, afin que ceux qui ont faim soient rassasiés, et

que ceux qui sont oisifs soient occupés; tant que nous

préférerons le fruit du travail libre au produit du travail

servile, nous espérons que Dieu répandra sur nous ses

bénédictions, et nous choisira entre tous les peuples pour

arracher les nations aux voies tortueuses et mauvaises, et les

replacer dans le droit sentier de la justice et de la liberté.»

(Applaudissements.) Que si nos adversaires nous menacent des

conséquences de la liberté commerciale, nous acceptons ces

conséquences, car nous avons foi en nos principes; nous avons foi

dans la parole de Dieu; nous avons foi dans la réciprocité des

intérêts humains; nous croyons que le système le plus simple, le

plus équitable, le plus juste, est aussi celui qui répandra le

plus de bienfaits sur les habitants de ce pays. (Acclamations.)

Éloignons donc de nous toute impression de doute ou de

découragement à l’égard de l’issue de notre entreprise. Un

progrès rapide et sans précédent a été fait. Des difficultés

énormes ont été vaincues et tout nous présage un prochain

triomphe. Des siècles d’obscurité et d’ignorance, d’erreurs et de

méprises, quant aux effets des lois protectrices, se sont

écoulés. Notre pernicieux exemple, il est vrai, a entraîné les

autres peuples, par de fausses inductions, à adopter nos

suicides[48] théories. Tout le mécanisme des luttes de parti,

tout le poids de l’influence gouvernementale, ont été engagés en

faveur de la cause du monopole.—Mais enfin le jour se fait. Des

vérités cachées pendant des siècles ont été mises en lumière. Le

monde, dans ses belles et infinies variétés de sols, de climats,

de productions et d’intérêts, a été observé à la lumière du sens

commun, et sous l’impression du désir sincère et respectueux de

discerner la volonté de Dieu, révélée par les oeuvres de ses

mains et par les dispensations de sa providence. On a constaté

une consolante harmonie entre les maximes les plus profondes de

l’économie sociale et les plus nobles desseins de la

philanthropie et d’une religion d’amour et de paix. Ce n’est pas

tout. Des hommes ont apparu, qu’on peut avec justice signaler

comme les apôtres de la liberté commerciale. (Écoutez! écoutez!)

Ils ont révélé des vérités découvertes dans le silence du cabinet

par le philosophe, ou déduites par l’homme du monde de

l’observation éclairée de la situation, des circonstances

spéciales et de la dépendance mutuelle des hommes et des nations,

et ils ont parcouru le pays dans tous les sens proclamant et

vulgarisant ces grandes vérités. Leur voix vibrante a frappé

l’oreille de millions de nos concitoyens. La chaire, la bourse,

la place publique, le salon du riche, le parloir du fermier, le

boudoir, et jusqu’aux chemins et aux sentiers de l’Empire, tout

est devenu le théâtre de cette discussion animée et instructive.

Aucune portion de la population n’a été oubliée, ou méprisée, ou

négligée. L’almanach du *free-trader* est suspendu au mur de la

chaumière; le pamphlet du *free-trader* se trouve sur la table du

plus humble citoyen, et celui même qui ne sait pas lire a été

instruit par des peintures éloquentes. Chacun a pu étudier et

comprendre la philosophie du travail, de l’échange, des salaires,

de l’offre et de la demande. La lumière a pénétré là où elle

était le plus nécessaire,—dans le Sénat. Un économiste s’est

rencontré qui a revêtu la vérité du langage le plus convaincant,

qui a su disposer son argumentation dans un degré de simplicité

et de clarté qui n’avait jamais été égalé, qui a fait dominer

les principes sur le tumulte des luttes parlementaires. Son

éloquence et sa modération ont arraché l’admiration de ses

adversaires, et on les aurait vus accourir sous son drapeau s’ils

n’eussent été retenus par les liens des hypothèques et par la

soif indomptable des rentes élevées. Cet homme a demandé audience

aux monopoleurs, et il les a forcés d’entendre sa voix retentir

sous les voûtes de leurs orgueilleux palais; ils ont été muets

pendant qu’il parlait, et ils sont restés muets quand il cessait

de parler; car, triste alternative! ils ne savaient point

répondre et ils ne voulaient pas céder. (Bruyantes acclamations.)

Ayez donc bon courage. Fuyez les piéges, les manoeuvres et les

expédients de l’esprit de parti. Laissez aux principes leur

propre poids et leur légitime influence. Quand le jour de

l’épreuve sera venu, soyez justes et ne craignez rien.—Le devoir

est à nous; les conséquences appartiennent à Dieu. Celui qui suit

les inspirations de sa conscience, les lois de la nature et les

commandements du ciel, peut en toute sécurité abandonner le

reste. Au lit de mort, son esprit revenant sur ses actions

passées, prononcera ce verdict consolant: Tu as vu ton devoir et

tu l’as rempli.—(Applaudissements prolongés.)

[Note 48: On a fait des adjectifs des mots homicides, régicides, liberticides. On peut dire une théorie homicide. Pourquoi ne ferait-on pas aussi un adjectif du mot *suicide*.—Qu’on me permette donc encore ce néologisme, sans lequel

il n’est pas possible de traduire ces mots: *suicidal*, *self-destructing*.]

Séance du 1er mai 1844.

Le fauteuil est occupé par un membre de l’aristocratie, lord Kinnaird, un des plus grands propriétaires et des plus savants agronomes de la Grande-Bretagne. Cette circonstance répand un nouvel intérêt sur cette séance. Je n’ai pourtant pas cru devoir traduire le discours du noble lord, tant parce que l’espace et le temps me font défaut, qu’à cause du caractère agricole et pratique de ce discours, qui, quoique très-adapté au but de la Ligue, n’offrirait que peu d’intérêt au public français.

M. RICARDO. (L’orateur se livre à quelques réflexions générales

et continue ainsi:) Je viens ici sous l’impression du dégoût et

n’espérant plus rien de cette autre enceinte où je me suis

efforcé de soutenir votre cause. Je viens ici pour en appeler de

l’oppresseur à l’opprimé,—de ceux qui font la loi à ceux qui

sont victimes de la loi. (Bruyante approbation). Ce n’est pas

qu’en quelques occasions, je n’aie entendu développer au

Parlement d’excellentes doctrines économiques. J’y ai entendu

professer les plus saines doctrines à propos de *liéges* (rires),

et je me suis d’abord étonné de l’unanime accueil qu’elles y ont

reçu. (Écoutez! écoutez!) Mais en regardant autour de moi, j’ai

vu qu’il n’y avait pas de fabricants de bouchons dans la Chambre.

(Nouveaux rires.) J’ai vu encore étaler d’excellents principes au

sujet de *paille tressée*; mais il n’y a pas d’ouvriers

empailleurs derrière les bancs de la trésorerie (on rit plus

fort), et cette nuit même, j’ai été surpris de voir comme a été

bien reçu le dogme de la liberté à propos de raisins de Corinthe.

Seulement, je me suis pris à penser que, dans tous mes voyages en

chemin de fer dans le pays, je n’ai jamais traversé une

plantation de cette espèce. De tout cela je conclus que vous

pouvez en user sans façon avec les pauvres bouchonniers,

empailleurs, et renverser toute la nichée des petits monopoles;

mais ôtez un brin de paille à la ruche des grands monopoles, et

vous serez assailli par une nuée de frelons (bruyants

applaudissements), qui vous feraient un mauvais parti si leur

aiguillon répondait à leur bourdonnement. (Rires et

acclamations.) Il n’est pas hors de propos de dire comment nous

avons été traités dans cette Chambre. Je me souviens que les

seuls arguments qu’on opposa à M. Villiers, la première fois

qu’il porta la question au Parlement, ce furent des murmures et

des ricanements. Mais quand l’opinion publique a été éveillée

dans le pays, ils ont jugé prudent de rompre le silence, et,

descendant de leur dédaigneuse position, ils se sont mis à parler

de *droits acquis*. Plus tard, et à mesure que le public a pris

la question avec plus de chaleur, ils ont commencé à argumenter.

Battus sur tous les points, chassés de position en position,

incapables de rester debout, les voilà maintenant qui reviennent

sur leurs pas et ne savent plus qu’invoquer les *droits acquis*.

Notre noble Président a déjà fort bien dévoilé la nature de ces

droits acquis. Excusez-moi si je m’arrête un moment à expliquer

en quoi ils consistent. À ma manière de voir, posséder un droit

acquis, c’est avoir dérobé quelque chose à quelqu’un. (Rires.)

C’est avoir volé la propriété d’autrui et prétendre qu’on y a

droit parce qu’on l’a volée depuis *longtemps*.

(Acclamations.)—Il en est beaucoup d’entre vous qui ont été en

France, et ils savent qu’on n’y connaît pas cette classe d’hommes

que nous appelons *boueurs* (Rires.) On est dans l’usage de

déposer les cendres et les balayures devant les maisons. Certains

industriels, qu’on nomme *chiffonniers* viennent remuer cette

ordure pour y ramasser les chiffons et autres objets de quelque

valeur, et se procurent ainsi une chétive subsistance. À l’époque

du choléra, le gouvernement français pensa que ces tas

d’immondices contribuaient à étendre le fléau et ordonna leur

enlèvement; mais en cela il touchait aux *droits acquis* des

chiffonniers. Ceux-ci se soulevèrent; ils avaient des droits

acquis sur les immondices, si bien que l’administration,

craignant une émeute, ne put prendre des mesures de salubrité et

ne les a pas prises encore. (Rires.) La même chose est arrivée à

Madrid. Il est d’usage dans cette capitale d’approvisionner les

maisons d’eau apportée d’une distance considérable. Il fut

question de construire un aqueduc; mais les porteurs d’eau

trouvèrent que c’était toucher à leurs *droits acquis*. Ils

avaient un droit acquis sur l’eau et nul ne pouvait s’en procurer

qu’en la leur achetant à haut prix. Eh bien! quelque absurdes et

ridicules que paraissent ces exemples de droits acquis, je dis

qu’il s’en faut de beaucoup qu’ils soient aussi absurdes, aussi

déshonnêtes, aussi funestes que les *droits acquis* qu’invoque

l’aristocratie de ce pays. (Approbation.) Quelle fut l’origine de

ces prétendus droits? Une guerre longue et terrible, et le prix

élevé auquel elle porta les aliments ne fut pas le moins

désastreux de ses effets. Elle fut un fléau pour le pays, mais un

bienfait pour les propriétaires terriens. Aussi, quand elle fut

terminée, au prix des plus grands sacrifices, ils vinrent à la

Chambre des communes, et, s’appuyant sur ces mêmes baïonnettes

qui avaient combattu l’ennemi, ils firent passer une loi qui

avait pour but de maintenir la disette artificielle des aliments

et de dépouiller le pays du plus grand bienfait que la paix

puisse conférer. (Approbation.) Ils ont, eux aussi, des droits

acquis à la disette. Mais le pays a des droits acquis à

l’abondance, droits fondés sur une loi antérieure à celles qui

émanent du Parlement, car les produits sont répandus dans le

monde, non pour l’avantage exclusif des lieux où ils naissent,

mais afin que tous les hommes, par des échanges réciproques,

puisent à la masse commune une juste part des bienfaits qu’il a

plu à la Providence de répandre sur l’humanité. (Acclamations.)

Quand nous voyons ces choses, quand nous ne pouvons nous empêcher

de les voir, quand il n’est pas un négociant, un manufacturier,

un fermier, un propriétaire, un ouvrier à qui elles ne sautent

aux yeux, ne faut-il pas s’étonner, je le demande, de voir tout

un peuple demeurer dans l’apathie à l’aspect de ses droits foulés

aux pieds, à l’aspect de milliers de créatures humaines poussées

par la faim dans les maisons de travail? Ne devons-nous pas être

frappés de surprise, quand nous entendons un membre du parti

protectionniste dire (et pour tout l’univers je ne voudrais pas

qu’on eût à me reprocher ces insolentes paroles) que, pour ceux

qui n’ont pas de pain, il y a de l’avoine et des pommes de terre?

et lorsque, pour toute réponse, un ministre d’État vient nous

affirmer que plusieurs millions de quarters de blé pourrissent,

en ce moment, dans les greniers de l’Amérique, et qu’il

considérerait leur introduction dans ce pays comme une calamité

publique? (Applaudissements.) Quoi! les citoyens des États-Unis,

les habitants de l’Ukraine et de Pultawa voient leur blé se

pourrir; et on vient nous dire que l’échange de ce blé, dont nous

manquons, contre des marchandises, dont ils ont besoin, serait

une calamité universelle! mais quand ils proclament ouvertement

de telles doctrines, en ont-ils bien pesé toutes les

conséquences? Ne s’aperçoivent-ils pas que pendant qu’ils

croient, par des lois de fer, environner leurs propriétés d’un

mur impénétrable, il est fort possible qu’ils ne fassent que

susciter des ennemis à la propriété elle-même? Qu’ils se

rappellent les paroles qui ont été prononcées, non par un

ligueur, non dans cette enceinte, mais par un serviteur du

pouvoir: «Le peuple de ce pays reconnaît le droit de propriété.

Mais si quelqu’un vient nous dire qu’il y a dans sa propriété

quelque attribut particulier qui l’autorise à envahir la nôtre,

que nous avons acquise par le travail de nos mains, il est

possible que nous nous prenions à penser qu’il y a, dans cette

nature de propriété, quelque anomalie, quelque injustice que nous

devons loyalement nous efforcer de détruire.» (Approbation.) Ce

sont là des sujets sur lesquels je n’aime pas à m’appesantir. Il

n’a fallu rien moins pour m’y décider que le souvenir du

traitement qu’on nous fait éprouver. (Écoutez!) Je ne vous

retiendrai pas plus longtemps; mais avant de m’asseoir, je

réclamerai votre assistance, car vous pouvez et vous pouvez seuls

nous assister. Nous présentons le clou, mais vous êtes le marteau

qui l’enfonce. (Bruyants applaudissements.) Vos ancêtres vous ont

légué la liberté civile et religieuse. Ils la conquirent à la

pointe de l’épée, au péril de leur vie et de leur fortune. Je ne

vous demande pas de tels sacrifices; mais n’oubliez pas que vous

devez aussi un héritage à vos enfants, et c’est _la liberté

commerciale_. (Tonnerre d’applaudissements.) Si vous l’obtenez,

vous ne regretterez pas vos efforts et vos sacrifices.

Rappelez-vous que vos noms seront inscrits dans les annales de la

patrie, et, en les voyant, vos enfants et les enfants de vos

enfants diront avec orgueil: Voilà ceux qui ont affranchi le

commerce de l’Angleterre. (L’honorable membre reprend sa place au

bruit d’applaudissements prolongés.)

M. SOMMERS, fermier du comté de Somerset, succède à M. Ricardo, et traite la question au point de vue de l’intérêt agricole.

La parole est ensuite à M. Cobden. À peine le président a prononcé ce nom, que les applaudissements éclatent dans toute la salle et empêchent pendant longtemps l’honorable orateur de se faire entendre. Le calme étant enfin rétabli, M. COBDEN s’exprime en ces termes:

..... Que vous dirai-je sur la question générale de la liberté du

commerce, Messieurs, puisque vous êtes tous d’accord à ce sujet?

Je ne puis que me borner à vous féliciter de ce que, pendant

cette semaine, notre cause n’a pas laissé que de faire quelque

progrès en haut lieu. Nous avons eu la présentation du

budget,—je ne puis pas dire que ce soit un budget *free-trader*,

car lorsque nous autres, ligueurs, arriverons au pouvoir, nous en

présenterons un beaucoup meilleur (Rires; écoutez! écoutez!);

mais enfin, il a été fait quelques petites choses lundi soir à la

Chambre des communes, et tout ce qui a été fait, a été dans le

sens de la liberté du commerce. Que faisaient pendant ce temps-là

le duc de Richmond et les protectionnistes? Réunis dans le

parloir de Sa Grâce, ils ont, à ce que je crois, déclaré que le

premier ministre était allé si loin, qu’il ne lui sera pas permis

de passer outre. Mais il est évident pour moi que le premier

ministre ne s’inquiète guère de leur ardeur chevaleresque, et

qu’il compte plus sur nous qu’il ne les redoute. (Écoutez!)—Il y

a une mesure prise par le gouvernement, et qui est excellente en

ce qu’elle est *totale* et *immédiate*[49]. Je veux parler de

l’abolition du droit protecteur sur la laine.—Il y a vingt-cinq

ans qu’il y eut une levée en masse de tous les Knatchbulls,

Buckinghams et Richmonds de l’époque, qui dirent: «Nous exigeons

un droit de 6 d. par livre sur la laine étrangère, afin de

protéger nos produits.» Leur volonté fut faite. À cinq ans de là,

M. Huskisson déclara que, selon les avis qu’il recevait des

manufactures de Leeds, si ce droit n’était pas profondément

altéré et presque aboli, toutes les fabriques de drap étaient

perdues, et que, dès lors, les fermiers anglais verraient se

fermer pour leurs laines le marché intérieur. À force d’habileté

et d’éloquence, M. Huskisson réduisit alors ce droit de 6 à 1

denier, et c’est ce dernier denier dont nous nous sommes

débarrassés la semaine dernière.—Lorsqu’il fut proposé de toucher à ce droit, les agriculteurs (j’entends les Knatchbulls et les Buckinghams d’alors) exposèrent que, s’il était aboli, il n’y aurait plus de bergers ni de moutons dans le pays. À les entendre, les bergers seraient contraints de se réfugier dans les workhouses, et quant aux pauvres moutons, on aurait dit qu’ils portaient sur leurs dos toute la richesse et la prospérité du pays. Enfin il ne resterait plus qu’à pendre les chiens.—Les voilà forcés maintenant d’exercer l’industrie pastorale sans protection. Pourquoi ne pratiqueraient-ils pas la culture et la vente du blé sur le même principe? Si l’abolition *totale* et *immédiate* des droits sur le blé est déraisonnable, pourquoi le gouvernement opère-t-il l’abolition *totale* et *immédiate* du droit sur la laine? Ainsi, chaque pas que font nos adversaires, nous fournit un sujet d’espérance et de solides arguments. Voyez pour le café! nous n’en avons pas *entièrement fini*, mais _à

moitié fini_ avec cette denrée. Le droit était primitivement et

est encore de 4 d. sur le café colonial et de 8 d. sur le café

étranger. Cela conférait justement une prime de 4 d. par livre

aux monopoleurs, puisqu'ils pouvaient vendre à 4 d. plus cher

qu'ils n'auraient fait sans ce droit. Sir Robert Peel a réduit la

taxe sur le café étranger, sans toucher à celle du café colonial,

ne laissant plus à celui-ci qu'une prime de 2 deniers par livre.

Je ne puis donc pas dire: *C'en est fait*, mais _c'est à moitié

fait_. Nous obtiendrons l'autre moitié en temps et lieu.

(Très-bien.) Vient ensuite le sucre. Mesdames, vous ne pouvez

faire le café sans sucre, et toute la douceur de vos sourires ne

parviendrait pas à le sucrer. (Rires.) Mais nous nous trouvons

dans quelque embarras à ce sujet, car il est survenu au

gouvernement de ce pays des *scrupules de conscience*. Il ne peut

admettre le sucre étranger, parce qu'il porte la _tache de

l’esclavage_. Gentlemen, je vais divulguer un secret d’État. Il

existe sur ce sujet une correspondance secrète entre les

gouvernements anglais et brésilien. Vous savez que les hommes

d’État écrivent quelquefois à leurs agents au dehors des lettres

et des instructions confidentielles, qui ne sont publiées qu’au

bout de *cent ans*, quand elles n’ont plus qu’un intérêt de

curiosité. Je vais vous en communiquer une de notre gouvernement

à son ambassadeur au Brésil, qui ne devait être publiée que dans

cent ans. Vous n’ignorez pas que c’est sur la question des sucres

que le cabinet actuel évinça l’administration antérieure. Lord

Sandon, lorsqu’il s’opposa, par un amendement, à l’introduction

du sucre étranger proposée par le ministère whig, se fonda sur ce

qu’il serait impie de consommer du sucre-esclave. Mais il ne dit

pas un mot du café. La lettre dont je vais vous donner

connaissance vous expliquera le reste: «Informez le gouvernement

brésilien que nous avons des engagements relativement au sucre,

et qu’en présentant le budget, nous nous verrons forcés de dire

au peuple d’Angleterre, très-crédule de sa nature et disposé à

accueillir tout ce qu’il nous plaira, de lui dire de dessus nos

siéges de la Chambre des communes, qu’il serait criminel

d’encourager l’esclavage et la traite par l’admission du sucre du

Brésil.—Mais afin de prouver au gouvernement brésilien que nous

n’avons aucune intention de lui nuire, nous aurons soin de faire

précéder nos réserves, à l’égard du sucre, de la déclaration que

nous admettons le café brésilien sous la réduction de 2 d. par

livre du droit actuel.—Et comme quatre esclaves sur cinq sont

employés au Brésil sur les plantations de café, et que cet

article forme les trois cinquièmes de toutes les exportations de

ce pays (toutes choses que le peuple d’Angleterre ignore

profondément), le gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité

demeurera convaincu que nous ne voulons aucun mal à ses

plantations, que l’esclavage et la traite ne nous préoccupent

guère, mais que nous sommes contraints d’exclure leur sucre par

les exigences de notre parti et de notre position particulière.

Mais faites-lui bien comprendre en même temps avec quelle adresse

nous avons désarçonné les whigs par cette *manoeuvre*.» (Rires et

applaudissements.) Telle est la teneur de la dépêche du cabinet

actuel à son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire

au Brésil, dépêche qui sera publiée dans cent ans d’ici. Il n’est

pas douteux que beaucoup de gens se sont laissé prendre à cet

étalage d’intérêt affecté au sujet de l’esclavage; bons et

honnêtes philanthropes, si tant est que ce ne soit pas trop

s’avancer que de décerner ce titre à des hommes qui se

complaisent dans la pure satisfaction d’une conscience aveugle,

car la bienveillance du vrai philanthrope doit bien être guidée

par quelque chose qui ressemble à la raison. Il y a une classe

d’individus qui se sont acquis de nos jours une certaine

renommée, qui veulent absolument nous assujettir, non aux

inspirations d’une charité éclairée, mais au contrôle d’un pur

fanatisme. Ces hommes, sous le prétexte d’être les avocats de

l’*abolition*, pétitionnent le gouvernement pour qu’il interdise

au peuple de ce pays l’usage du sucre, à moins qu’il ne soit

prouvé que ce sucre est pur de la *tache de l’esclavage*, comme

ils l’appellent. Y a-t-il quelque chose dans l’ordre moral,

analogue à ce qui se passe dans l’ordre physique, d’où l’on

puisse inférer que certains objets sont *conducteurs*, d’autres

non conducteurs d’immoralité? (Rires.) Que le café, par

exemple, n’est pas *conducteur* de l’immoralité de l’esclavage;

mais que le *sucre* est très-*conducteur*, et qu’en conséquence

il n’en faut pas manger? J’ai rencontré de ces philanthropes sans

logique, et ils m’ont personnellement appelé à répondre à leurs

objections contre le *sucre-esclave*. Je me rappelle, entre

autres circonstances, avoir discuté la question avec un

très-bienveillant gentleman, enveloppé d’une belle cravate de

mousseline blanche. (Rires.) «N’ajoutez pas un mot, lui dis-je,

avant d’avoir arraché cette cravate de votre cou.» (Éclats de

rire.) Il me répondit que cela n’était pas praticable. (Oh! oh!)

«J’insiste, lui répondis-je, cela est praticable, car je connais

un gentleman qui se refuse des bas de coton, même en été (rires),

et qui ne porterait pas des habits cousus avec du fil de coton

s’il le savait.» (Nouveaux rires.) Je puis vous assurer que je

connais un philanthrope qui s’est imposé ce sacrifice. —«Mais,

ajoutai-je, s’il n’est pas praticable pour vous, qui êtes là

devant moi avec du produit esclave autour de votre cou, de vous

passer de tels produits, cela est-il praticable pour tout le

peuple d’Angleterre? Cela est-il praticable pour nous comme

nation? (Applaudissements.) Vous pouvez bien, si cela vous plaît,

défendre par une loi l’introduction du sucre-esclave en

Angleterre. Mais atteindrez-vous par là votre but? Vous recevez

dans ce pays du sucre-libre; cela fait un vide en Hollande ou

ailleurs qui sera comblé avec du *sucre-esclave*.»

(Applaudissements.) Avant que des hommes aient le droit de

prêcher de telles doctrines et d’appeler à leur aide la force du

gouvernement, qu’ils donnent, par leur propre abnégation, la

preuve de leur sincérité. (Écoutez! écoutez!) Quel droit ont les

Anglais, qui sont les plus grands consommateurs de coton du

monde, d’aller au Brésil sur des navires chargés de cette

marchandise, et là, levant les yeux au ciel, versant sur le sort

des esclaves des larmes de crocodile, de dire: Nous voici avec

nos chargements de cotons; mais nous éprouvons des scrupules de

conscience, des spasmes religieux, et nous ne pouvons recevoir

votre sucre-esclave en retour de notre coton-esclave? (Bruyants

applaudissements.) Il y a là à la fois inconséquence et

hypocrisie. Croyez-moi, d’habiles fripons se servent du fanatisme

pour imposer au peuple d’Angleterre un lourd fardeau. (Écoutez!

écoutez!) Ce n’est pas autre chose. Des hommes rusés et égoïstes

exploitent sa crédulité et abusent de ce que sa bienveillance

n’est pas raisonnée. Nous devons en finir avec cette dictature

que la raison ne guide pas. (Applaudissements.) Oseront-ils dire

que je suis l’avocat de l’esclavage, parce que je soutiens la

liberté du commerce? Non, je proclame ici, comme je le ferai

partout, que deux principes également bons, justes et vrais, ne

peuvent jamais se contrarier l’un l’autre. Si vous me démontrez

que la liberté du commerce est calculée pour favoriser, propager

et perpétuer l’esclavage, alors je m’arrêterai dans le doute et

l’hésitation, j’examinerai laquelle des deux, de la liberté

personnelle ou de la liberté des échanges, est la plus conforme

aux principes de la justice et de la vérité; et comme il ne peut

y avoir de doute que la possession d’êtres humains, comme choses

ou marchandises, ne soit contraire aux premiers principes du

christianisme, j’en conclurai que l’esclavage est le pire fléau,

et je serai préparé à abandonner la cause de la liberté

commerciale elle-même. (Applaudissements enthousiastes.) Mais

j’ai toujours été d’opinion avec les grands écrivains qui ont

traité ce sujet, avec les Smith, les Burke, les Franklin, les

Hume,—les plus grands penseurs du siècle,—que le travail

esclave est plus coûteux que le travail libre, et que s’ils

étaient livrés à la libre concurrence, celui-ci surmonterait

celui-là.

[Note 49: On a vu ailleurs que c’est la formule employée par la Ligue dans ses réclamations.]

L’orateur développe cette proposition. Il démontre par plusieurs citations d’enquêtes et de délibérations émanées de la société contre l’esclavage (_anti-slavery society_), que cette grande association a toujours considéré la libre concurrence comme le moyen le plus efficace de détruire l’esclavage, en abaissant assez le prix des produits pour le rendre onéreux.

Et maintenant, continue-t-il, j’adjure les abolitionnistes de

faire ce que font les *free-traders*, _d’avoir foi dans leurs

propres principes_ (applaudissements), de se confier, à travers

les difficultés de la route, à la puissance de la vérité. Comme

free-traders, nous ne demandons pas l’admission du

sucre-esclave, parce que nous préférons le travail de l’esclave à

celui de l’homme libre, mais parce que nous nous opposons à ce

qu’un injuste monopole soit infligé au peuple d’Angleterre, sous

le prétexte d’abolir l’esclavage. Nous nions que ce soit là un

moyen loyal et efficace d’atteindre ce but. Bien au contraire,

c’est assujettir le peuple de la Grande-Bretagne à un genre

d’oppression et d’extorsion qui n’est dépassé en iniquité que par

l’esclavage lui-même. Nous soutenons, avec la Convention des

abolitionnistes (_anti-slavery convention_), que le libre

travail, mis en concurrence avec le travail esclave, ressortira

moins cher, sera plus productif, qu’il l’étouffera à la fin, à

force de rendre onéreux au planteur l’affreux système de retenir

ses frères en servitude. (Applaudissements.) Eh quoi! ne

serait-ce point une chose monstrueuse que, dans la disposition du

gouvernement moral de ce monde, les choses fussent arrangées de

telle sorte que l’homme fût rémunéré pour avoir exercé

l’injustice envers son semblable! L’abondance et le bon marché:

voilà les récompenses promises dès le commencement à ceux qui

suivent le droit sentier. Mais si un meilleur marché, une plus

grande abondance, sont le partage de celui qui s’empare de son

frère et le force au travail sous le fouet, plutôt que de celui

qui offre une loyale récompense à l’ouvrier volontaire; s’il en

est ainsi, je dis que cela bouleverse toutes les notions que nous

nous faisions du juste, et que c’est en contradiction avec ce que

nous croyons du gouvernement moral de l’univers. (Bruyants

applaudissements.) Si donc il est dans la destinée de la libre

concurrence de renverser l’esclavage, je demande aux

abolitionnistes qui ont proclamé cette vérité, comment ils

peuvent aujourd’hui, en restant conséquents avec eux-mêmes,

venir pétitionner la Chambre des communes, lui demander

d’interdire cette libre concurrence, c’est-à-dire d’empêcher que

les moyens mêmes qu’ils ont proclamés les plus efficaces contre

l’esclavage ne soient mis en oeuvre dans ce pays. Je veux bien

croire que beaucoup de ces individus sont honnêtes. Ils ont

prouvé leur désintéressement par les travaux auxquels ils se sont

livrés; mais qu'ils prennent bien garde de n'être pas les

instruments aveugles d'hommes subtils et égoïstes; d'hommes qui

ont intérêt à maintenir le monopole du sucre, qui est aussi pour

ce pays l'esclavage sous une autre forme, d'hommes qui, pour

arriver à leur fin personnelle et inique, s'empareront

effrontément des sentiments de ce peuple, et exploiteront sans

scrupule cette vieille horreur britannique contre l'esclavage.

Le reste de ce discours a trait aux mesures prises par l'association pour élargir et purifier les cadres du corps électoral. La Ligue s'étant plus tard exclusivement occupée de cette oeuvre, nous aurons occasion de faire connaître ses plans et ses moyens d'exécution.

On remarquera les efforts auxquels sont obligés de se livrer les *free-traders* pour prémunir le peuple contre l'exploitation par les monopoleurs du sentiment public à l'égard de l'esclavage; ce qui prouve au moins l'existence, la sincérité et même la force aveugle de ce sentiment.

Séance du 14 mai 1844.

Le fauteuil est occupé par M. John Bright, m. P., qui ouvre la séance par l’allocution suivante, dont nous donnons ici des extraits, quoiqu’elle n’ait qu’un rapport indirect avec la question de la liberté commerciale, mais parce qu’elle nous paraît propre à initier le lecteur français dans les moeurs anglaises, sous le rapport électoral.

Ladies et gentlemen, le président du conseil de la Ligue devait

aujourd’hui occuper le fauteuil; mais quand je vous aurai

expliqué la cause de son absence, vous serez, comme moi,

convaincus qu’il ne pouvait pas être plus utilement occupé dans

l’intérêt de notre cause. Il est en ce moment engagé dans les

dispositions qu’exige la grande lutte électorale qui se prépare

dans le Sud-Lancastre; et connaissant, comme je le fais,

l’habileté extraordinaire de M. G. Wilson en cette matière, je

suis certain qu’il n’est aucun homme dont on eût plus mal à

propos négligé les services. (Bruyantes acclamations.) Lorsque je

promène mes regards sur la foule qui se presse dans ce vaste

édifice, quand je considère combien de fois elle y a déployé son

enthousiasme, combien de fois elle y est accourue, non pour

s’abreuver des charmes de l’éloquence, mais pour montrer au monde

qu’elle adhère pleinement aux principes que la Ligue veut faire

prévaloir, je suis certain aussi qu’en ce moment des milliers de

coeurs battent dans cette enceinte, animés du vif désir de voir

la lutte qui vient de s’ouvrir dans le Lancastre se terminer par

le triomphe de la cause de la liberté commerciale. (Acclamations

prolongées.) Il y a des bourgs de peu d’importance où nous ne

pouvons compter sur aucune ou presque aucune voix indépendante,

et, sous ce rapport, les résolutions du Lancastre ont plus de

poids que celles d’une douzaine de bourgs tels que Woodstock ou

Abingdon. C’est pourquoi les vives sympathies de ce meeting se

manifestent au sujet de la lutte actuelle, et il désire que les

électeurs du Lancastre sachent bien toute l’importance qu’il y

attache. Et quelle que soit notre anxiété, je crains encore que

nous ne voyons pas ce grand débat avec tout l’intérêt qu’il

mérite (Écoutez!) J’ai souvent rencontré des personnes dans le

sud de l’Angleterre qui parlent du Lancastre comme d’un comté

d’une importance ordinaire; comme n’en sachant pas autre chose,

si ce n’est—qu’il renferme un grand nombre de manufacturiers

avares et cupides, dont quelques-uns très-riches, et une

population compacte d’ouvriers brutalisés, mal payés et

dégradés;—qu’il contient un grand nombre de villes

considérables, de morne apparence, reliées entre elles par des

chemins de fer (rires); que chaque trait de ce pays est plus

fait pour inspirer la tristesse que le contentement; qu’il n’a

de valeur que par ce qu’on en retire; que c’est une terre, en un

mot, dont le touriste et l’amateur du pittoresque doivent soigneusement s’éloigner. (Rires et applaudissements.)—Je suis né dans ce comté, j’y ai vécu trente ans; j’en connais la population, l’industrie et les ressources, et j’ai la conviction, j’ai la certitude qu’il n’y a pas en Angleterre un autre comté qui puisse lui être comparé, et dont l’importance influe au même degré sur le bien-être et la grandeur de l’empire. (Bruyantes acclamations.) C’est certainement le plus populeux, le plus industrieux, le plus riche comté de l’Angleterre. Comment cela est-il arrivé? Il fut un temps où il présentait un aspect bien différent. On le considérait comme un désert, il y a deux cent quarante ans. Cambden, dans son voyage, traversa le pays de York à Durham, et sur le point de pénétrer dans le Lancastre, son esprit se remplit d’appréhension. «J’approche du Lancastre, écrivait-il, avec une sorte de terreur.» (De notre temps il ne manque pas de gens qui ne pensent aussi au Lancastre qu’avec

terreur.) (Rires et applaudissements.) «Puisse-t-elle n’être pas

un triste présage! cependant pour n’avoir pas l’air d’éviter ce

pays, je suis décidé à tenter les hasards de l’entreprise, et

j’espère que l’assistance de Dieu, qui m’a accompagné jusqu’ici,

ne m’abandonnera pas en cette circonstance.» (Écoutez! écoutez!)

Il parle de Rochdale, Bury, Blackburn, Preston, Manchester, comme

de villes de quelque industrie; il mentionne

Liverpool—_Litherpool_, et par abréviation *Lerpool*, comme

une petite place sur le rivage, bien située pour faire voile vers

l’Irlande. Mais il ne dit pas un mot de Ashton, Bolton, Oldham,

Salford et autres villes, et il n’y a aucune raison de croire

qu’elles étaient connues à cette époque. (Écoutez! écoutez!) Il

n’est pas inutile de consacrer quelques instants à examiner le

prodigieux accroissement de valeur qu’a acquis la propriété dans

ce comté. En 1692, il y a un siècle et demi, la valeur annuelle

était de 7,000 liv. sterl. En 1841, elle était de 6,192,000 liv.

sterl. (Bruyantes acclamations.) Ainsi l’accroissement moyen dans

ce comté, pendant cent cinquante ans, a été de 6,300 pour cent.

Par là les landlords peuvent apprécier combien l’industrie

réagit favorablement sur la propriété.

L’orateur entre ici dans quelques détails statistiques sur les étonnants progrès du Lancastre, et poursuit ainsi:

À qui sont dus ces grands changements? (Acclamations.) Est-ce aux

seigneurs terriens? (Non, non.) Il y a quarante-quatre ans que

l’antiquaire Whittaker, dans son histoire de Whalley, dépeignait

l’état des propriétaires terriens du Lancastre, comme n’ayant

subi aucun changement depuis deux siècles. «Ils aiment,

disait-il, la vie de famille; sont sans curiosité et sans

ambition. Ils demeurent beaucoup chez eux, et s’occupent

d’amusements domestiques peu délicats, mais aussi peu coûteux.»

Il ajoute qu’il ne rencontra parmi eux qu’un homme ayant de la

littérature. (Rires.) Si tels étaient les propriétaires du

Lancashire, ce ne sont donc pas eux qui l’ont fait ce qu’il est.

Il existe dans ce comté beaucoup de vieilles demeures, résidences

d’anciennes familles, maintenant éteintes pour la plupart; elles

se sont vu dépasser dans la carrière par une autre classe

d’hommes. Leurs habitations sont transformées en manufactures, et

elles-mêmes ont été balayées de toute la partie méridionale du

comté; non qu’elles aient souffert la persécution ou la guerre,

car elles ont eu les mêmes chances ouvertes à tous les citoyens;

mais, *fruges consumere nati*, elles n’ont pas jugé nécessaire de

cultiver leur intelligence, elles n’ont cru devoir se livrer à

aucun travail. D’autres hommes se sont élevés, qui, s’emparant

des inventions de Watt et d’Arkwright, dédaignées par les classes

nobles, ont effacé les anciens magnats du pays et se sont mis à

la tête de cette grande population. (Acclamations.) C’est

l’industrie, l’intelligence et la persévérance de ces générations

nouvelles qui, en se combinant, ont fait du Lancastre ce que nous

le voyons aujourd’hui. Ses minéraux sont inappréciables; mais

gisant depuis des siècles sous la surface de son territoire, il a

fallu que des races nouvelles, pleines de séve et de jeunesse,

les ramenassent à la lumière, pour les transformer en ces

machines puissantes si méprisées par d’autres classes; machines

qui sont comme les bras de l’Angleterre, dont elle se sert pour

disséminer dans le monde les richesses de son industrie,

rapporter et répandre avec profusion, au sein de l’empire, les

trésors accumulés dans tout l’univers. (Tonnerre

d’applaudissements.) Ce souple et léger duvet arraché à la fleur

du cotonnier, telle est la substance à laquelle cette grande

nation doit sa puissance et sa splendeur. (Applaudissements.)

Ainsi, le Lancastre est l’enfant du travail et de l’industrie

sous leurs formes les plus magnifiques. Naguère il essayait

encore ses premiers pas dans la vie; il est maintenant plein de

force et de puissance, et dans le court espace de temps qui

suffit à l’enfant pour devenir homme, il est devenu un géant aux

proportions colossales. Et pourtant, malgré sa vigueur, ce géant

languit comme abattu sous les liens et les chaînes qu’une

politique imprévoyante, ignorante et arriérée a imposés à ses

membres musculeux. (Applaudissements prolongés.) La question,

pour les électeurs du Lancastre, est donc de savoir si ces

entraves doivent durer à toujours. (Écoutez! écoutez!)

Riveront-ils eux-mêmes ces fers par leurs suffrages, ou

sauront-ils s’en dégager comme des hommes? Si les électeurs

savaient tout ce qui dépend de leurs votes, quel est l’homme,

dans ce comté, ou ailleurs, qui oserait aller leur demander leurs

voix en faveur de ce fléau pestilentiel—la loi-céréale, et tous

les monopoles qui l’accompagnent? (Bruyantes acclamations.) S’ils

étaient pénétrés de cette conviction (et je crois qu’elle a gagné

beaucoup d’entre eux) que la détresse des cinq dernières années

doit son origine à cette loi; s’ils savaient qu’elle a précipité

bien des négociants de la prospérité à la ruine, et bien des

artisans de l’aisance à la misère; qu’elle a poussé le peuple à

l’expatriation, porté la désolation dans des milliers de

chaumières, la douleur et le découragement dans le coeur de

millions de nos frères; s’ils savaient cela, croyez-vous qu’ils

iraient appuyer de leurs suffrages la plus aveugle, la plus

hypocrite folie qui soit jamais entrée dans l’esprit de la

législation d’aucun peuple de la terre? (Acclamations

prolongées.) Oh! si les électeurs pouvaient voir ce meeting; si

chacun d’eux, debout sur cette estrade, pouvait sentir les

regards de six mille de ses compatriotes se fixer sur son coeur

et sur sa conscience et y chercher si l’on y découvre quelque

souci du bien public, quelque trace de l’amour du pays, je vous

le demande, en est-il un seul assez dur et assez stupide pour se

présenter ensuite aux hustings et y lever la main en faveur de

cet effroyable fléau?—Mais je conçois d’autres et de meilleures

espérances. J’espère que le résultat de cette lutte tournera à la

gloire de notre grande cause. Le principe de la liberté gagne du

terrain de toutes parts.—Il peut arriver encore, pendant quelque

temps, que vous ne réussirez pas dans les élections; il se peut

que votre minorité actuelle dans le Parlement ne soit pas près de

se transformer en majorité; il peut se rencontrer encore des

organes de la presse qui nient nos progrès, raillent nos efforts

et cherchent à les paralyser.—Tout cela peut être; mais le flot

est en mouvement; il s’enfle, il s’avance et ne reculera pas.

Dans les assemblées publiques, comme au sein des foyers

domestiques, partout où nous allons, partout où nous nous mêlons,

nous voyons le préjugé de la «protection» mis à nu, et le

principe de la liberté dominer les intelligences.

(Applaudissements bruyants et prolongés.)

La lutte actuelle du Lancashire nous offre encore un sujet de

satisfaction. Le candidat des *free-traders* est le chef d’une

des maisons de commerce les plus puissantes de ce royaume, et

peut-être du monde. C’est un homme de haute position, de longue

expérience, de vastes richesses, et de grand caractère. Il a

d’énormes capitaux engagés, soit dans des entreprises

commerciales, soit dans des propriétés territoriales. Ses

principales relations sont aux États-Unis, et c’est ce qui me

plaît dans sa candidature. Il a vécu longtemps en Amérique; il y

a un établissement considérable; il sent avec quelle profusion la

Providence a accordé à ce pays les moyens de satisfaire les

besoins de celui-ci, et combien, d’un autre côté, le génie,

l’industrie et le capital de l’Angleterre sont merveilleusement

calculés pour répandre sur nos frères d’outre-mer les bienfaits

de l’aisance et du bien-être. (Acclamations.) Il est un de ces

hommes qui sont debout, pour ainsi dire, sur les rivages de cette

île, comme représentant les classes laborieuses, et qui

échangent, par-dessus l’Atlantique, les vêtements que nous

produisons contre les aliments qui nous manquent. Si ce n’était

cette loi, que sa mission au Parlement sera de déraciner à

jamais; si ce n’était cette loi, il ne rapporterait pas seulement

d’Amérique du coton, du riz, du tabac, et d’autres produits de

cette provenance, mais encore et surtout ce qui les vaut tous,

l’*aliment*, l’aliment substantiel pour les millions de nos

concitoyens réduits à la plus cruelle des privations. (Les

acclamations se renouvellent avec un enthousiasme toujours

croissant.) L’accueil que vous faites aux sentiments que

j’exprime prouve qu’il y a dans cette assemblée une anxiété

profonde quant au résultat de cette grande lutte électorale, et

que nous, qu’elle concerne plus spécialement, dans les meetings

que nous tiendrons dans le Lancastre, dans les discours que nous

y prononcerons, dans les écrits que nous y ferons circuler, nous

sommes autorisés à dire aux 18,000 électeurs de ce comté que les

habitants de cette métropole, représentés par la foule qui

m’entoure, les prient, les exhortent, les adjurent, par tout ce

qu’il y a de plus sacré au monde, de rejeter au loin toute

manoeuvre, tout préjugé, tout esprit de parti; de mépriser les

vieux cris de guerre des factions; de marcher noblement et

virilement sous la bannière qui fait flotter dans les airs cette

devise: _Liberté du commerce pour le monde entier; pleine justice

aux classes laborieuses de l’Angleterre_.

À la fin de ce brillant discours, l’assemblée se lève en masse et fait retentir pendant plusieurs minutes des applaudissements enthousiastes, au milieu desquels M. Bright reprend le fauteuil. Au bout d’un moment, il s’avance encore et dit: Le meeting entendra maintenant M. James Wilson que j’ai le plaisir d’introduire auprès de vous comme un des plus savants économistes de l’époque.

M. JAMES WILSON s’avance et est accueilli par des marques de satisfaction. Il s’exprime en ces termes:

Monsieur le président, ladies et gentlemen, pour ceux qui, depuis

plusieurs années, ont suivi avec un profond intérêt les progrès

de cette question, il n’est peut-être pas de spectacle plus

consolant à la fois et plus encourageant que celui que nous

offrent ces vastes réunions. Nous ne devons pas perdre de vue

cependant que la forte conviction qui nous anime n’a pas encore

gagné l’ensemble du pays, la grande masse des électeurs du

royaume, et malheureusement la plus grande portion de la

législature; et nous devons nous rappeler que, sur le sujet qui

nous occupe, les esprits flottent encore au gré d’un grand nombre

de préjugés spécieux, qu’il est de notre devoir de combattre et

de dissiper par tous les moyens raisonnables. Un de ces

sophismes, qui peut-être en ce moment nuit plus que tout autre au

progrès de la cause de la liberté commerciale, c’est l’accusation

d’inconséquence qui nous est adressée, relativement à une double

assertion que nous avons souvent à reproduire. Cette imputation

est souvent répétée au dedans et au dehors des Chambres; elle est

dans la bouche de toutes les personnes qui soutiennent des

doctrines opposées aux nôtres, et je crois que, présentée sans

explication, elle ne manque pas d’un certain degré de raison

apparente. Par ce motif, nous devons nous attacher à détruire ce

préjugé. J’ai l’habitude de considérer ces meetings comme des

occasions d’instruction plutôt que d’amusement. Lors donc que je

me propose d’élucider une ou deux difficultés qui me paraissent,

dans le moment actuel, agir contre le progrès de notre cause,

j’ai la confiance que vous m’excuserez si je renferme mes

remarques dans ce qui est capable de procurer une instruction

solide, plutôt que dans ce qui serait de nature à divertir les

esprits ou exciter les passions. Cette inconséquence, à laquelle

je faisais allusion, et qu’on nous attribue trop souvent,

consisterait en ceci: que, lorsque nous nous adressons aux

classes manufacturières et commerciales, nous représentons les

effets des lois-céréales comme désastreux, en conséquence de la

cherté des aliments qu’elles infligent au consommateur; tandis

que d’un autre côté, quand nous nous adressons à la population

agricole, nous lui disons que la liberté commerciale ne _nuira

pas à ses intérêts quant aux prix actuels_, et moins encore

peut-être, quant aux *prix relatifs*.—Ces assertions, j’en

conviens, paraissent se contredire, et cependant je crois

pouvoir prouver qu’elles sont toutes deux exactes.—Il faut

toujours avoir présent à l’esprit que la «cherté» et le «bon

marché» peuvent être l’effet de deux causes distinctes.—La

cherté peut provenir ou de la rareté, ou d’une grande puissance

de consommation dans la communauté. Si la cherté provient de la

rareté, alors les prix s’élèvent pour les consommateurs au-dessus

de leurs moyens relatifs d’acquisition. Si la cherté est l’effet

d’un accroissement dans la demande, cela implique une plus grande

puissance de consommation, ou, en d’autres termes, le progrès de

la richesse publique. D’un autre côté, le bon marché dérive aussi

de deux causes. Il peut être le résultat de l’*abondance*, et

alors c’est un bien pour tous; mais il peut être produit aussi,

ainsi que nous en avons eu la preuve dans ces deux dernières

années, par l’impuissance du consommateur à acheter les objets de

première nécessité.—Maintenant, ce que je soutiens, c’est que

les restrictions et les monopoles tendent à créer cette sorte de

cherté qui est préjudiciable, parce qu’elle naît de la

rareté; tandis que la liberté du commerce pourrait bien aussi

amener la cherté, mais seulement cette sorte de cherté qui suit

le progrès de la richesse et accompagne le développement de la

puissance de consommation.—De même, il peut arriver que les

mesures restrictives soient suivies du bon marché, non de ce bon

marché qui est l’effet de l’*abondance*, mais de ce bon marché

qui prouve l’absence de facultés parmi les consommateurs. C’est

pourquoi je dis que la première tendance des lois-céréales,

l’objet et le but même de notre législation restrictive, c’est de

limiter la quantité. Si elles limitent la quantité, leur

premier effet, j’en conviens, est d’élever le prix.—Mais l’effet

d’approvisionnements restreints, c’est diminution d’industrie,

suivie de diminution dans l’emploi, suivie elle-même de

diminution dans les moyens de consommer, d’où résulte, pour effet

dernier et définitif, diminution de prix. (Bruyants

applaudissements.) Sur ce fondement, je soutiens que les

lois-céréales, ou toutes autres mesures restrictives, manquent

leur propre but, et cessent, à la longue, de profiter à ceux-là

mêmes dont elles avaient l’avantage en vue. En effet, ce système

produit d’abord des prix élevés, mais trompeurs, parce qu’il ne

peut les maintenir. Il entraîne dans des marchés qu’on ne peut

tenir, dans des contrats qui se terminent par le désappointement;

il sape dans leur base même les ressources de la communauté,

parce qu’il lèse les intérêts et détruit les facultés de la

consommation. Combien est clair et palpable cet enchaînement

d’effets, en ce qui concerne la restriction, qui nous occupe

principalement, la *loi-céréale*! Sa tendance est d’abord de

limiter la quantité des aliments, et par conséquent d’en élever

le prix; mais sa seconde tendance est de détruire

l’industrie.—Cependant, le fermier a stipulé sur son bail une

rente calculée sur le haut prix promis par la législature; mais,

dans la suite des événements, l’industrie est paralysée, le

travail délaissé, les moyens de consommer diminuent, et en

définitive, le prix des aliments baisse, au désappointement du

fermier et pour la ruine de tout ce qui l’entoure.

(Approbation.)—Raisonnons maintenant dans l’hypothèse d’une

parfaite liberté dans le commerce des céréales. L’argument serait

le même pour toute autre denrée, mais bornons-nous aux

céréales.—Si l’importation était libre, la tendance immédiate

serait d’augmenter la quantité, et il s’ensuivrait peut-être une

diminution de prix. Mais avec des quantités croissantes vous

auriez un travail croissant, et avec un travail croissant, plus

d’emploi pour vos navires et vos usines, vos marins et vos

ouvriers, plus de communications intérieures, une meilleure

distribution des aliments parmi les classes de la communauté,

finalement plus de travail, afin de créer précisément les choses

que vous auriez à donner en payement du blé ou du sucre. Je dis

donc que, quoique la première tendance de la liberté commerciale

soit de réduire les prix, son effet ultérieur est de les relever,

de les maintenir à un niveau plus égal et plus régulier que ne

peut le faire le système restrictif. Il n’y a peut-être pas

d’erreur plus grossière que celle qui consiste à attribuer trop

d’importance aux *prix absolus*. Quand nous parlons de diminuer

les droits, on nous dit sans cesse: «Cela fera tout au plus une

différence d’un farthing ou d’un penny par livre, et qu’est-ce

que cela dans la consommation d’un individu?» Mais quand la

différence serait nulle, quand le sucre conserverait son prix

actuel, s’il est vrai que la diminution du droit doit amener dans

le pays une quantité additionnelle de sucre, cela même est un

grand bien pour la communauté. En un mot si la nation peut

importer plus de sucre, et payer, la plus grande quantité au même

prix qu’elle payait la plus petite, c’est là précisément ce qui

témoigne de son progrès, parce que cela prouve que son travail

s’est assez accru pour la mettre en mesure de consommer, au même

taux, des quantités additionnelles.

Nous avons eu, l’année dernière, des preuves remarquables de la

vérité de ces principes. Au commencement de l’an, les prix en

toutes choses étaient extraordinairement réduits. Les produits

agricoles de toute nature, les objets manufacturés de toute

espèce étaient à très-bon marché, et les matières premières de

toute sorte, à des prix plus bas qu’on ne les avait jamais vues.

La conséquence de ce bon marché (et ces faits se suivent toujours

aussi régulièrement que les variations du mercure suivent, dans

le baromètre, les variations de la pesanteur de l’air), la

conséquence de ce bon marché, dis-je, fut de donner à l’industrie

une impulsion qui réagit sur les prix. Pendant l’année, vous avez

vu s’accroître l’importation de presque toutes les matières

premières, et spécialement de cet article (la laine) dont

s’occupe maintenant la législature et qui témoigne si hautement

de la vérité de nos principes. Le duc de Richmond se plaint

amèrement de ce que sir Robert Peel se propose d’abolir le droit

sur la laine. Il est persuadé que la libre introduction de la

laine étrangère diminuera la valeur des toisons que lui

fournissent ses nombreux troupeaux du nord de l’Écosse. Mais si

le noble duc s’était donné la peine d’examiner la statistique

commerciale du pays (et il n’a certes pas cette prétention), il

aurait trouvé que nos plus fortes importations ont toujours

coïncidé avec l’élévation du prix des laines indigènes, et que

c’est quand nous cessons d’importer que ces prix s’avilissent. En

1819, la laine étrangère était assujettie à un droit de 6 d. par

livre, et nos importations étaient de 19,000,000 livres. M.

Huskisson décida le gouvernement et la législature à réduire le

droit à 1 d., et depuis ce moment, l’importation s’accrut

jusqu’à ce qu’elle a atteint, en 1836, le chiffre de 64,000,000

liv.; durant cette période, le prix de la laine indigène, au lieu

de baisser par l’effet d’importations croissantes, s’éleva de 12

à 19 d. par livre. Depuis 1836 (et ceci est à remarquer), pendant

les années des crises commerciales, l’importation de la laine est

tombée de 64 millions à 40 millions de livres (1842), et pendant

ce temps, bien que la laine indigène n’ait eu à lutter que contre

une concurrence étrangère réduite de 20 millions de livres, elle

a baissé de 19 d. à 10 d.—Enfin, l’année dernière, l’état des

affaires s’est amélioré. J’ai dans les mains un document qui

constate l’importation des trois premiers mois de l’année

dernière, comparée à celle de la période correspondante de cette

année. Je trouve qu’elle fut alors de 4,500,000 livres, et

qu’elle a été maintenant de 9,500,000 livres; et dans le moment

actuel, le producteur anglais, malgré une importation plus que

double, reçoit un prix plus élevé de 25 pour 100. Ces principes

sont si vrais, que les faits viennent, pour ainsi dire, les

consacrer de mois en mois. J’en rappellerai encore un bien propre

à résoudre la question, et je le soumets au noble duc et à tous

ceux qui s’opposent à la mesure proposée par le ministère. Je

viens de dire qu’en 1842 l’importation fut de 4,500,000 livres,

et le prix de 10 d.,—en 1843, l’importation a été de 9,500,000

livres et le prix de 13 d. Mais il faut examiner l’autre face de

la question; il faut s’enquérir de nos exportations d’étoffes de

laine, car c’est là qu’est la solution du problème. Nous ne

pouvons en effet acheter au dehors sans y vendre; y augmenter vos

achats, c’est y augmenter vos ventes. Il est évident que

l’étranger ne vous donne rien pour rien, et si vous *pouvez*

importer, cela prouve que vous *devez* exporter. (Bruyantes

acclamations.) Je trouve que, dans les trois premiers mois de

1842, quand vous importiez peu de laines et que les prix étaient

avilis, vos exportations ne s’élevèrent qu’à 1,300,000 l. st.

Mais cette année, avec une importation de 9,500,000 l. st., avec

des prix beaucoup plus élevés, vous avez exporté pour 1,700,000

l. st. C’est là qu’est l’explication. Vos croissantes

importations ont amené de croissantes exportations et une

amélioration dans les prix. (Écoutez! écoutez!) Je voudrais bien

demander au duc de Richmond et à ceux qui pensent comme lui en

cette matière, à quelle condition ils amèneraient l’industrie de

ce pays, s’ils donnaient pleine carrière à leurs principes

restrictifs? S’ils disent: «Nous circonscrirons l’industrie de la

nation à ses propres produits,» il s’ensuit que nous aurons de

moins en moins de produits à échanger, de moins en moins

d’affaires, de moins en moins de travail, et finalement de plus

en plus de paupérisme.—Au contraire, si vous agissez selon les

principes de la liberté, plus vous leur laisserez d’influence,

plus leurs effets se feront sentir. Tout accroissement

d’importation amènera un accroissement correspondant

d’exportation et réciproquement, et ainsi de suite sans limite et

sans terme. Plus vous ajouterez à la richesse et au bien-être de

la race humaine, dans le monde entier, plus elle aura la

puissance et la volonté d’ajouter à votre propre richesse, à

votre propre bien-être. (Applaudissements.) À chaque pas, le

principe de la restriction s’aheurte à une nouvelle difficulté;

tandis qu’à chaque pas le principe de la liberté acquiert plus

d’influence sur le bonheur de la grande famille humaine. (Les

applaudissements se renouvellent.) Il y a, dans les doctrines que

les gouvernements ont de tous temps appliquées et appliquent

encore au commerce, une inconséquence dont il est difficile de se

rendre compte. Ce n’est pas que le principe pour lequel nous

combattons soit nouveau, car il n’est pas d’hommes d’État, de

philosophes, d’hommes d’affaires et même de grands seigneurs,

doués d’une vaste intelligence, qui ne répètent depuis des

siècles, dans leurs écrits et leurs discours, les mêmes paroles

qu’à chaque meeting nous faisons retentir à cette tribune. Nous

en trouvons partout la preuve; hier encore, il me tomba par

hasard sous les yeux un discours prononcé il y a quatre-vingts

ans à la Chambre des communes, par lord Chatam, et le langage

qu’il tenait alors ne serait certes pas déplacé aujourd’hui dans

cette enceinte. En parlant de l’extension du commerce, il disait:

«Je ne désespère pas de mon pays, et je n’éprouve aucune

difficulté à dire ce qui, dans mon opinion, pourrait lui rendre

son ancienne splendeur. Donnez de la liberté au commerce, allégez

le fardeau des taxes, et vous n’entendrez point de plaintes sur

vos places publiques. Le commerce étant un échange de valeurs

égales, une nation qui ne veut pas acheter ne peut pas vendre, et

toute restriction à l’importation fait obstacle à l’exportation.

Au contraire, plus nous admettrons les produits de l’étranger,

plus il demandera de nos produits. Que notre absurde système de

lois-céréales soit graduellement, prudemment aboli; que les

productions agricoles de l’Europe septentrionale, de l’Amérique

et de l’Afrique entrent librement dans nos ports, et nous

obtiendrons, pour nos produits manufacturés, un débouché

illimité. Une économie sévère, efficace, systématique des deniers

publics, en nous permettant de supprimer les taxes sur le sel, le

savon, le cuir, le fer et sur les principaux articles de

subsistance, laissera toute leur influence à nos avantages

naturels; et par notre position insulaire, par l’abondance de nos

mines, de nos combustibles, par l’habileté et l’énergie de notre

population, ces avantages sont tels, que, si ce n’étaient ces

restrictions absurdes et ces taxes accablantes, la

Grande-Bretagne serait encore pendant des siècles le grand

atelier de l’univers.» (Pendant la lecture de cette citation, les

applaudissements éclatent à plusieurs reprises.)

Ainsi, ces principes ont été proclamés par tous les hommes qui se

sont fait un nom dans l’histoire comme hommes d’État et comme

philosophes. Cependant, nous trouvons que jusqu’à ce jour, ces

mêmes principes sont répudiés par tous les gouvernements sur la

surface de la terre. Quel témoignage plus éclatant de

l’inconséquence de leur politique que ce principe qui la dirige,

savoir: _La chose dont le pays manque le plus sera le plus

rigidement exclue; la chose que le pays possède en plus grande

abondance sera le plus librement admise._ (Écoutez! écoutez!) La

France nous donne un remarquable exemple de cette inconséquence,

et il vaut la peine de le rapporter, car nous jugeons toujours avec plus de sang-froid, de calme et d’impartialité la folie d’autrui que la nôtre. Il y a environ trois ans, un de mes amis fut envoyé sur le continent par le dernier cabinet pour conclure un traité avec la France. Elle consentait à admettre nos fers ouvrés, notre coutellerie et nos tissus de lin, à des droits plus modérés. Mais la principale chose que les Français stipulèrent en retour, c’est qu’ils pourraient recevoir nos machines à filer et tisser le lin. Cela était regardé par la France comme une grande concession. Elle se souciait peu des *machines* à filer le coton, ayant appris depuis longtemps à les faire aussi bien que nous. Mais elle désirait ardemment recevoir nos *machines linières*, branche d’industrie dans laquelle nous faisions de rapides progrès.—La stipulation fut arrêtée, nos manufacturiers consultés acquiescèrent libéralement à l’exportation des *machines linières*.—Sur ces entrefaites,

l’ancien cabinet fut renversé et le traité de commerce n’eut pas

de suite.—Cependant, l’année dernière, notre gouvernement, sans

avoir en vue aucun traité, affranchit le commerce des machines,

comme il devrait faire de tous les autres. Il purgea notre Code

commercial, notre tarif, de ce fléau, la prohibition de

l’exportation des machines.—Eh bien, quoique la libre

exportation des machines linières de ce pays pour la France fût

précisément la stipulation qui lui tenait tant au coeur, il y a

trois ans, quelle a été sa première démarche alors que nous avons

affranchi ces machines de tous droits? Dans cette session, dans

ce moment même, elle fait des lois pour exclure nos machines; et

ce qui est le comble de l’inconséquence, elle va mettre un droit

de 30 fr. par cent kilog. sur les machines cotonnières dont elle

ne s’inquiétait pas, et un droit de 50 fr. sur les machines

linières dont elle désirait avec tant d’ardeur la libre

introduction. (Écoutez! écoutez!) Et comment justifie-t-on une

conduite si déraisonnable? Si vous parlez de cela à un Français,

il vous dira: «L’Angleterre est devenue puissante par ses

machines; donc il importe à un pays d’avoir des machines, et par

ce motif nous exclurons les vôtres afin d’encourager nos propres

mécaniciens.» Voilà une manière d’agir qui nous semble bien

inconséquente, bien extravagante dans les Français; mais il n’est

pas une des restrictions que nous imposons à notre commerce qui

ne soit entachée de la même inconséquence, d’une semblable

absurdité. (Écoutez! écoutez!) Passez en revue tous les articles

de notre tarif; choisissez les articles dont nous avons le plus

grand besoin, et vous les verrez assujettis aux plus sévères

restrictions. Prenez ensuite les objets qui ne nous sont pas

nécessaires, et vous les trouverez affranchis de toute entrave.

(Écoutez! écoutez!) Il est notoire que ce pays-ci manque de

produits agricoles et que nous sommes obligés d’en importer

périodiquement des quantités énormes. Eh bien, ce sont ces

produits qui sont exclus avec le plus de rigueur. À peine

laisse-t-on à cette branche de commerce comme une soupape de

sûreté, sous la forme de l’échelle mobile (_sliding scale_), de

peur que la chaudière ne s’échauffe trop et ne vole en éclats.

(Approbation.) L’importation est donc tolérée dans les années de

cruelles détresses.—Mais les choses que vous avez en abondance

ne sont assujetties à aucune restriction. Ainsi, cette même

inconséquence que nos ministres reprochent aux gouvernements

étrangers, et au sujet de laquelle ils écrivent tant de notes

diplomatiques, ils la pratiquent sur nous-mêmes. (Acclamations.)

Ils la pratiquent non-seulement à l’égard des choses que nous ne

produisons pas au dedans en assez grande abondance, mais aussi à

l’égard des produits insuffisants de nos colonies. S’il est une

denrée dont les colonies nous laissent manquer, c’est celle-là

même que l’on repousse par de fortes taxes. Voyez le sucre, objet

de première nécessité, dont la production coloniale ne répond pas

à notre consommation; c’est précisément l’article que notre

gouvernement exclut avec le plus de rigueur et soumet à la plus

forte taxe. Mais enfin, la liberté commerciale obtient en ce

moment ce que je considère comme un triomphe signalé. Le

ministère actuel, après avoir renversé le cabinet whig à propos

de la question des sucres, entraîné maintenant par les nécessités

du pays et par le progrès de l’opinion publique, présente une

mesure dans le sens de la liberté. (Écoutez! écoutez!) Je suis

loin de vouloir déprécier le changement proposé[50], et je serais

plutôt disposé à lui attribuer plus d’importance que ne semblent

l’admettre les ministres et les planteurs des Antilles. Je

regarde cette mesure comme aussi libérale, plus libérale même (en

tant qu’un droit de 34 sh. est moindre qu’un droit de 36 sh.) que

celle à l’occasion de laquelle lord Sandon et sir Robert Peel

renversèrent lord John Russell et ses collègues. Il est bien vrai

qu’il y a entre les deux mesures une prétendue différence. La

dernière aspire à établir une distinction entre le *sucre-libre*

et le *sucre-esclave*. (Écoutez! écoutez!) Mais la moindre

investigation suffit pour démontrer que cette distinction n’a

rien de réel. Si le ministère eût présenté le plan que M. Hawes

soumit l’année dernière à la Chambre des communes, et qui ne

parlait ni de sucre-libre ni de sucre-esclave, le résultat eût

été absolument le même; et en ce qui me concerne, je me réjouis

que cela n’ait pas été aperçu; car, si cela eût été aperçu, il

n’est pas douteux qu’on n’eût fait une plus large part à la

protection. Examinons, en effet, la portée de cette prétendue

différence. On nous dit que nous ne pouvons, sans nous mettre en

contradiction avec les principes de moralité que nous professons

et avec ce que nous avons fait pour abolir l’esclavage, recevoir

du sucre produit à l’étranger par le travail des esclaves. Je

crois que ceux qui soutiennent aujourd’hui la liberté

commerciale, furent aussi les plus ardents défenseurs de la

liberté personnelle. (Acclamations.) C’est pourquoi, dans les

observations que j’ai à présenter, veuillez ne pas supposer un

seul instant que je sois favorable au maintien de l’esclavage

dans aucune partie du monde. Seulement, je pense que la mesure

proposée ne tend point directement ni efficacement à l’abolition;

je crois que, comme peuple, nous nous livrons au mépris du monde,

lorsque, sous prétexte de poursuivre un but louable, que nous

savons bien ne pouvoir atteindre par ce moyen, nous en avons en

vue un autre moins honnête, auquel nous tendons par voie

détournée, n’osant le faire ouvertement. (Applaudissements.) On

nous dit que nous pourrons porter sur le marché autant de

sucre-libre que nous voudrons. En examinant de près quelle est la

quantité de sucre-libre dont nous pouvons disposer, je trouve que

Java, Sumatra et Manille en produisent environ 93,000 tonnes

annuellement. En même temps, j’ai la conviction que, sous

l’empire du droit proposé, nous ne pouvons, sur ces 93,000

tonnes, en consommer plus de 40,000. Il en restera donc plus de

50,000 tonnes qui devront se vendre sur le continent ou ailleurs

et au cours. Vous voyez donc que celui qui arrivera ici sera

précisément au même prix que le sucre-esclave sur le continent.

Chaque quintal de ce sucre que nous importons, lequel aurait été

en Hollande, en Allemagne ou dans la Méditerranée, y sera

remplacé par un quintal de sucre-esclave que nous aurons refusé

de l’Amérique. Ainsi, bornons-nous à dire que nous recevons le

sucre destiné à la Hollande et à l’Allemagne, où cela occasionne

un vide qui sera comblé par du sucre-esclave. Transporté sur

nos navires, acheté de *notre* argent, échangé contre *nos*

produits, ce sucre-esclave sera *nôtre*, entièrement _nôtre, sauf

qu’il ne nous sera pas permis de le consommer_. Nous l’enverrons

remplacer ailleurs le sucre-libre que nous aurons porté ici. Ne

serons-nous donc pas les agents de toutes ces transactions, tout

comme si nous introduisions ce sucre-esclave dans nos magasins?

(Écoutez! écoutez!) Eh quoi! nous le portons dans nos magasins,

nous l’y entreposons pour le raffiner! Nous nous rendrons la

risée de l’Europe continentale, *etc.*

[Note 50: Les droits sur les sucres étaient:

Sucre étranger. Sucre colonial.

En 1840 69 sh. 24 sh.

Proposition Russell 36 24

Proposition Peel 34 24

Mais selon le projet de M. Peel, converti en loi, on n’admet au droit de 34 sh. que le sucre produit du travail libre.]

L’orateur continue à discuter la question des sucres. Il traite ensuite avec une grande supériorité la question du numéraire et des instruments d’échange, à propos du bill de renouvellement de la Banque d’Angleterre, présenté par sir Robert Peel. Cette question n’ayant pas un intérêt actuel pour le public français, nous supprimons, mais non sans regret, cette partie du discours de M. Wilson.

La parole est prise successivement par M. TURNER, fermier dans le Somersetshire, et le Rév. JOHN BURNET.

La séance est levée.

Séance du 22 mai 1844.—Présidence du général Briggs.

Le meeting entend d’abord le Rév. SAM. GREENE; ensuite M. RICHARD TAYLOR, common-councilman de Faringdon. Le président donne la parole à M. George Thompson.

M. THOMPSON est accueilli par des salves réitérées d’applaudissements. Quand le silence est rétabli, il

s’exprime en ces termes:

Monsieur le président, ladies et gentlemen, en me levant devant

ce splendide meeting, j’éprouve un embarras qui prend sa source

dans le sentiment de mon insuffisance; mais je me console en

pensant que vous entendrez après moi un orateur qui vous

dédommagera amplement du temps que vous m’accorderez. J’espère

donc que vous m’excuserez si je me décharge, sinon entièrement,

du moins en grande partie, du devoir qui vient de m’être

inopinément imposé par le conseil de la Ligue. (Cris: non! non!)

Monsieur le président, je regrette infiniment que cette assemblée

n’ait pas eu ce soir l’occasion d’entendre votre opinion sur la

grande question qui nous rassemble. Je sais pertinemment qu’il

est en votre pouvoir d’établir devant ce meeting des faits et des

arguments d’une grande valeur pour notre cause, des faits et des

arguments qui ne sont pas à la disposition de la plupart de nos

orateurs, parce qu’il en est bien peu qui aient eu, comme vous,

l’occasion d’étudier les hommes et les choses dans les contrées

lointaines; il en est peu qui aient passé, comme vous, une grande

partie de la vie là où le fléau du monopole et les effets des

lois restrictives se montrent d’une manière plus manifeste que

dans ce pays; dans ce pays qui, quels que soient les liens qui

arrêtent son essor, est, grâce au ciel, notre terre natale. Car,

après tout, nous avons une patrie que, malgré ses erreurs et ses

fautes, nous pouvons aimer, non-seulement parce que nous y avons

reçu le jour, mais encore parce qu’elle est riche de bénédictions

obtenues par le courage, l’intégrité et la persévérance de nos

ancêtres. (Acclamations.) J’ai la confiance que vous n’avez

qu’ajourné l’accomplissement d’un devoir dont j’espérais vous

voir vous acquitter aujourd’hui, et que vous vous empresserez de

remplir, j’en ai la certitude, dans une prochaine occasion. Je

pensais ce soir combien c’est un glorieux spectacle que de voir

une grande nation presque unanime, poursuivant un but tel que

celui que nous avons en vue, par des moyens aussi conformes à la

justice universelle que ceux qu’emploie l’*Association*. En 1826,

le secrétaire d’État, qui occupe aujourd’hui le ministère de

l’intérieur, fit un livre pour persuader aux monopoleurs de

renoncer à leurs priviléges, et il les avertissait que, s’ils ne

s’empressaient pas de céder et de subordonner les intérêts privés

aux grands et légitimes intérêts des masses, le temps viendrait

où, dans ce pays, comme dans un pays voisin, le peuple se

lèverait dans sa force et dans sa majesté, et balaierait de

dessus le sol de la patrie et leurs honneurs, et leurs titres, et

leurs distinctions, et leurs richesses mal acquises. Qu’est-ce

qui a détourné, qu’est-ce qui détourne encore cette catastrophe

dont l’idée seule fait reculer d’horreur? C’est l’intervention de

la *Ligue* avec son action purement morale, intellectuelle et

pacifique, rassemblant autour d’elle et accueillant dans son sein

les hommes de la moralité la plus pure, non moins attachés aux

principes du christianisme qu’à ceux de la liberté, et décidés à

ne poursuivre leur but, quelque glorieux qu’il soit, que par des

moyens dont la droiture soit en harmonie avec la légitimité de la

cause qu’ils ont embrassée. Si l’ignorance, l’avarice et

l’orgueil se sont unis pour retarder le triomphe de cette cause

sacrée, une chose du moins est propre à nous consoler et à

soutenir notre courage, c’est que chaque heure de retard est

employée par dix mille de nos associés à propager les

connaissances les plus utiles parmi toutes les classes de la

communauté. Je ne sais vraiment pas, s’il était possible de

supputer le bien qui résulte de l’*agitation* actuelle, je ne

sais pas, dis-je, s’il ne présenterait pas une ample compensation

au mal que peuvent produire, dans le même espace de temps, les

lois qu’elle a pour objet de combattre. Le peuple a été éclairé,

la science et la moralité ont pénétré dans la multitude, et si le

monopole a empiré la condition physique des hommes, l’association

a élevé leur esprit et donné de la vigueur à leur intelligence.

Il semble qu’après tant d’années de discussions les faits et les

arguments doivent être épuisés. Cependant nos auditeurs sont

toujours plus nombreux, nos orateurs plus féconds, et tous les

jours ils exposent les principes les plus abstraits de la science

sous les formes les plus variées et les plus attrayantes. Quel

homme, attiré dans ces meetings par la curiosité, n’en sort pas

meilleur et plus éclairé! Quel immense bienfait pour ce pays que

la Ligue! Pour moi, je suis le premier à reconnaître tout ce que

je lui dois, et je suppose qu’il n’est personne qui ne se sente

sous le poids des mêmes obligations. Avant l’existence de la

Ligue, avais-je l’idée de l’importance du grand principe de la

liberté des échanges? l’avais-je considéré sous tous ses aspects?

avais-je reconnu aussi distinctement les causes qui ont fait

peser la misère, répandu le crime, propagé l’immoralité parmi

tant de millions de nos frères? savais-je apprécier, comme je le

fais aujourd’hui, toute l’influence de la libre communication des

peuples sur leur union et leur fraternité? avais-je reconnu le

grand obstacle au progrès et à la diffusion par toute la terre de

ces principes moraux et religieux qui font tout à la fois la

gloire, l’orgueil et la stabilité de ce pays? Non, certainement

non. D’où est sorti ce torrent de lumière? _De l’association pour

la liberté du commerce._ Ah! c’est avec raison que les amis de

l’ignorance et de la compression des forces populaires

s’efforcent de renverser la *Ligue*, car sa durée est le gage de

son triomphe, et plus ce triomphe est retardé, plus la vérité

descend dans tous les rangs et s’imprime dans tous les coeurs.

Quand l’heure du succès sera arrivée, il sera démontré qu’il est

dû tout entier à la puissance morale du peuple. Alors ces vivaces

énergies, devenues inutiles à notre cause, ne seront point

perdues, disséminées ou inertes; mais, j’en ai la confiance,

elles seront convoquées de nouveau, consolidées et dirigées vers

l’accomplissement de quelque autre glorieuse entreprise. Il me

tarde de voir ce jour, par cette raison entre autres, que la

lumière, qui a été si abondamment répandue, a révélé d’autres

maux et d’autres griefs que ceux qui nous occupent aujourd’hui.

La règle et le cordeau qui nous ont servi à mesurer ce qu’il y a

de malfaisant dans le monopole des aliments du pauvre, ont

montré aussi combien d’autres institutions, combien de mesures,

combien de coutumes s’éloignent des prescriptions de la justice

et violent les droits nationaux, et j’ajouterai les droits

naturels du peuple.

Hâtons donc le moment où, vainqueurs dans cette lutte, sans que

notre drapeau ait été terni, sans que nos armes soient teintes de

sang, sans que les soupirs de la veuve, de l’orphelin ou de

l’affligé se mêlent à nos chants de triomphe, nous pourrons

diriger sur quelque autre objet cette puissante armée qui s’est

levée contre le monopole, et conduire à de nouveaux succès un

peuple qui aura tout à la fois obtenu le juste salaire de son

travail et fait l’épreuve de sa force morale. Nous faisons une

expérience dont le monde entier profitera. Nous enseignons aux

hommes de tous les pays comment on triomphe sans intrigue, sans

transaction, sans crime et sans remords, sans verser le sang

humain, sans enfreindre les lois de la société et encore moins

les commandements de Dieu. J’ai la confiance que le jour approche

où nous serons délivrés des entraves qui nous gênent, et où les

autres nations, encouragées par les résultats que nous aurons

obtenus, entreront dans la même voie et imiteront notre exemple.

Quelle est en effet, monsieur, l’opinion qu’on a de nous en pays

étranger, grâce à ces funestes lois-céréales? Un excellent

philanthrope, dont le coeur embrasse le monde, fut, aux

États-Unis, chargé d’une mission de bienfaisance en faveur des

malheureux nègres de ce pays, je veux parler de M. Joseph Sturge.

(Bruyantes acclamations.) Il n’y avait pas trente-six heures

qu’il était débarqué, qu’un heureux hasard le conduisit à l’hôtel

où j’étais avec ma femme et mes enfants. Mais quelles furent les

paroles dont on le salua à son arrivée à New-York? «Ami, lui

dit-on, retournez en Angleterre. Vous avez des lois-céréales qui

affament vos compatriotes. Regardez leurs pâles figures et leurs

formes exténuées, et lorsque vous aurez aboli ces lois, lorsque

vous aurez affranchi l’industrie britannique, revenez et laissez

éclater votre mépris pour notre système d’esclavage.»

(Applaudissements.) Quel était, il y a quelques jours, le langage

d’un des grands journaux de Paris[51]? «Angleterre, orgueilleuse

Angleterre, efface de ton écusson le fier lion britannique et

mets à la place un ouvrier mourant en implorant vainement du

pain.» (Acclamations prolongées.) Que répondit Méhémet-Ali à un

Anglais qui lui reprochait son système de monopole, car il est le

grand et universel monopoleur de l’Égypte? «Allez, dit le pacha,

allez abolir chez vous le monopole des céréales, et vous me

trouverez prêt ensuite à vous accorder toutes les facilités

commerciales que vous pouvez désirer.» Ainsi, soit le grave pacha

d’Alexandrie, soit l’Américain susceptible ou le Français aux

formes polies, chacun nous jette à la face notre propre

inconséquence; et on ne peut pas comprendre comment le peuple

d’Angleterre, qui prétend se gouverner par un Parlement de son

choix, tolère ce fléau destructeur qu’on appelle *lois-céréales*.

(Acclamations.) Mais il est consolant de penser que nous sommes

enfin aux prises avec la dernière difficulté. La Chambre des

communes n’était pas notre plus grand obstacle. Je crois qu’on

peut dire avec vérité de la plupart des grandes questions,

qu’elles seront emportées, quelle que soit la composition de la

Chambre des communes, aussitôt que le peuple appréciera

pleinement, généralement et universellement la nature et la

portée de ce qu’il demande. Je ne puis voir avec découragement la

Chambre des communes, toute mauvaise qu’elle est. Considérée en

elle-même et dans les éléments de réforme qu’elle recèle, elle

est incurable, dépourvue qu’elle est de tout germe de

restauration ou de rénovation. Mais je sais aussi, par l’histoire

des trente dernières années, que le peuple n’a qu’à être unanime

pour réussir. (Bruyants applaudissements.) Si nous avons obtenu

le rappel de l’acte de coopération, d’un Parlement

anglican,—l’émancipation catholique, d’une législature

Orangiste,—la réforme électorale d’une Chambre nommée par les

bourgs-pourris,—l’abolition de la traite et de l’esclavage,

d’une assemblée de possesseurs d’hommes, eh bien! nous

arracherons la liberté commerciale à un Parlement de monopoleurs.

(Applaudissements.)

[Note 51: *Le National.*]

Permettez-moi de vous dire quelques mots sur la question des

sucres. Je le fais avec quelque répugnance, car dans une occasion

récente, où ma santé m’a empêché d’assister à votre réunion,

vous avez entendu sur ce sujet un orateur dont je reconnais

l’extrême supériorité; je veux parler de ce profond économiste,

qui, malgré sa modestie, quelque soin qu’il prenne de se cacher,

n’en est pas moins un des plus utiles ouvriers de notre cause, M.

James Wilson. (Applaudissements.) Mais j’ai plusieurs motifs pour

dire ce soir quelques mots sur la question des sucres. D’abord,

parce qu’il existe sur ce sujet une *honnête* différence

d’opinion parmi nous; je dis une *honnête* différence, car je

reconnais la sincérité de nos adversaires, comme je me plais à

croire que la nôtre n’est pas contestée.—Ensuite, parce que

cette branche si importante de la question commerciale sera

bientôt discutée au Parlement, et que les opérations de la

législature, du moins quant aux résultats, subissent toujours

l’influence de l’opinion publique du dehors. J’ai peut-être été

plus à même qu’un autre d’apprécier les scrupules de ceux de nos

amis qui ont embrassé l’autre côté de la question, ayant toujours

été uni à eux, comme je le suis encore, en ce qui concerne

l’objet général qu’ils ont en vue, quoique, à mon grand regret,

je ne partage pas leur opinion sur l’objet spécial dont il s’agit

maintenant. Je respecte leur manière de voir; je sais qu’ils n’en

changeront pas si nous ne parvenons à les vaincre par de fortes

et suffisantes raisons,—je retire le mot *vaincre*,—si nous ne

parvenons à leur démontrer que les sentiments d’humanité,

auxquels ils croient devoir céder, trouveront une plus ample et

prompte satisfaction dans le triomphe de nos desseins que dans

l’accomplissement de leurs vues. Et enfin, parce que j’aime à

rencontrer des occasions qui mettent nos principes à l’épreuve.

Voici une de ces occasions. Un abolitionniste me demande:

«Êtes-vous pour la liberté commerciale, alors même qu’elle

donnerait accès dans ce pays aux produits du travail esclave?» Je

réponds formellement: Je suis pour la liberté commerciale; si

elle ne peut s’établir universellement, ou si elle conduit à

l’esclavage, le principe est faux; mais je l’adopte parce que je

le crois juste; comme je m’unis aux abolitionnistes, parce que

leur principe est juste.

Deux principes justes ne peuvent s’entre-croiser et se combattre;

ils doivent suivre des parallèles pendant toute l’éternité. Si

notre principe est bon pour ce pays, il est bon pour les hommes

de toutes les races, de toutes les conditions, il engendre le

bien dans tous les temps et dans tous les lieux.

(Applaudissements.) Plusieurs de nos amis de l’association contre

l’esclavage disent qu’ils ne peuvent s’accorder avec nous sur ce

sujet. Je me suis fait un devoir d’assister au meeting

d’Exeter-Hall, vendredi soir. (Applaudissements.) Je n’y aurais

pas paru si je n’avais consulté que mes sentiments personnels,

l’amitié ou la popularité. J’ai gardé le silence sur cette partie

de la question. J’ai cru que mes amis étaient dans l’erreur, et

que, contre leur intention, ils faisaient tort à une noble cause

en mettant des arguments dans la bouche de nos adversaires. Dans

mon opinion, ils favorisaient, et en tant qu’ils agissent selon

leur principe, ils favoriseront la perpétration d’une fraude

déplorable au sein du Parlement. J’aurais voulu voir le monopole

s’y montrer dans sa nudité, dans sa laideur et dans son égoïsme.

J’aurais voulu le voir réduit à ces arguments qui se réfutent d’eux-mêmes, tant ils sont empreints d’avarice et de personnalité. Je regrette qu’il soit aujourd’hui placé dans des circonstances qui lui permettent de jeter derrière lui ces arguments et de leur en préférer d’autres, qui lui sont fournis du dehors par une association estimable, et qui sont sanctionnés par le principe de l’humanité. (Applaudissements.) Les feuilles publiques vous ont appris les résultats de cette mémorable séance. (Écoutez! écoutez!) Si j’éprouve un sentiment de satisfaction du succès qu’a obtenu dans cette assemblée un amendement dans le sens de la liberté commerciale, je regrette encore plus peut-être qu’une telle démarche ait été nécessaire et qu’elle ait rencontré l’opposition d’une aussi forte minorité. Cependant, les membres de cette minorité ont émis un vote sincère. Dès qu’ils seront convaincus, ils seront avec nous; leur

intégrité et leur inflexibilité seront de notre côté, dès qu’ils comprendront, ce qui, je l’espère, ne peut tarder, que le grand principe auquel ils veulent faire des exceptions dans des cas particuliers, doit régner universellement pour le bien de l’humanité.

J’ai reçu bien des lettres de mes amis qui m’accusent d’inconséquence, parce qu’ayant été jusqu’ici l’avocat de l’abolition, je me présente aujourd’hui, disentils, comme un promoteur de l’esclavage. Monsieur, en mon nom, au nom de tous ceux qui partagent mes vues, je proteste contre cette imputation.

Je ne suis pas plus le promoteur de l’esclavage, parce que je défends la liberté commerciale, que je ne suis un ami de l’erreur parce que je m’oppose à ce que la peine de mort soit infligée à quiconque émet ou propage de fausses opinions.

(Applaudissements.) Je crois que l’esclavage est efficacement

combattu par la liberté des échanges, comme je crois que la vérité n’a pas besoin pour se défendre de gibets, de chaînes, de tortures et de cachots. (Bruyantes acclamations.) Eh quoi! appeler le monopole en aide à l’abolition de l’esclavage! mais l’esclavage a sa racine dans le monopole. Le monopole l’a engendré; il l’a nourri, il l’a élevé, il l’a maintenu et le maintient encore. _La mort du monopole, il y a cinquante ans, c’eût été probablement, certainement, la mort de l’esclavage_ (écoutez! écoutez!) et cela sans croisières, sans protocoles, sans traités, sans l’intervention de l’agitation abolitionniste, sans la dépense de 20 millions sterl. (Écoutez! écoutez!) Je demande qu’il me soit permis de dire que je n’ai pas changé d’opinion à cet égard. Pour vous en convaincre, je vous lirai quelques lignes d’un discours que je prononçai, en 1839, longtemps avant que j’eusse jamais pris la parole dans un meeting de la Ligue, parce qu’alors j’étais absorbé par d’autres

occupations et n’avais encore pris aucune part au mouvement

actuel. Le discours auquel je fais allusion fut prononcé à

Manchester, au sujet de l’abolition de l’esclavage, et de

l’amélioration de la condition des Indiens, dans le but de faire

progresser simultanément leur bien-être et celui de la population

de ce pays. Veuillez me pardonner ce qu’il y a de personnel dans

cette remarque, si j’ajoute que, dans le même espace de temps, je

ne sache pas qu’aucun homme ait travaillé, avec plus d’ardeur et

d’énergie que je ne l’ai fait, à éveiller l’attention du peuple

d’Angleterre sur la nécessité d’encourager le travail libre dans

toutes les parties de l’univers. (Écoutez! écoutez!) En plaidant

la cause du travail libre, je disais: «Quoique le désir de mon

coeur, et ma prière de tous les jours, soit que le jour arrive

bientôt où il n’y ait plus une fibre du coton travaillé ou

consommé dans ce pays, qui ne soit le produit du travail libre,

cependant je ne demande ni restrictions, ni règlements, ni droits

prohibitifs, ni rien qui ferme nos ports aux produits de quelque

provenance et de quelque nature que ce puisse être, que ce soit

du coton pour vêtir ceux qui sont nus, ou du blé pour nourrir

ceux qui ont faim. Grâce aux imprescriptibles lois qui gouvernent

le monde social, de tels remèdes ne sont pas nécessaires. Je ne

demande que liberté, justice, impartialité, convaincu que, si

elles nous sont accordées, tout système fondé sur le monopole, ou

mis en oeuvre par l’esclavage, s’écroulera pour toujours.» Je

tenais ce langage dans un meeting mémorable de la _Société des

Amis_ à Manchester, devant un auditoire composé en grande partie

de membres de ce corps respectable de chrétiens. Le lendemain,

dans la même enceinte, je disais: «Si nous laissons une libre

carrière à la concurrence du travail libre de l’Orient et du

travail esclave de l’Occident, nous pouvons ouvrir tous nos

ports, laisser à toutes les nations du globe la chance de vendre

leurs produits sur notre marché, bien assurés que le génie de la

liberté l’emportera sur la torpeur de la servitude.» J’adhère

encore à ce sentiment, je crois fermement que tout autre moyen

est comparativement impuissant. Je ne veux pas dire que tous les

autres doivent être exclus. Je ne présente pas la liberté

commerciale comme le seul agent de l’abolition. J’admets qu’il

peut se combiner avec d’autres moyens, pourvu qu’ils soient

justes, tels que la chaire, la tribune et la presse. Que le

Parlement fasse son devoir, non en imposant, mais en détruisant

les restrictions, en affranchissant l’industrie, en lui laissant

sa rémunération légitime. Si je suis dans l’erreur sur ce sujet,

c’est avec les hommes les plus remarquables de la Société contre

l’esclavage. (Écoutez! écoutez!) Il fut un temps, et

principalement vers l’époque de son triomphe, où j’étais

intimement identifié à cette association estimable, qui avait

avec la Ligue bien des traits de ressemblance. Je me souviens

qu’à cette époque elle me fournissait des ouvrages où je pus

puiser des exemples et des arguments propres à dévoiler

l’iniquité et le faux calcul de l’esclavage. Je conserve ces

ouvrages et je les trouve encore éminemment instructifs. J’y

cherche quel était alors notre symbole abolitionniste. Voici une

lettre d’un grand mérite adressée en 1823 à M. J. B. Say, par M.

Adam Hodgson, chef d’une grande maison de Liverpool, sur la

dépense du travail esclave comparée à celle du travail libre.

Cette lettre fut répandue à profusion dans tout le royaume. Que

disait M. Hodgson? «La nation ne consentira pas longtemps à

soutenir un ruineux système de culture, au prix de ses plus chers

intérêts, sacrifiant pour cela ses transactions avec 100 millions

de sujets de la Grande-Bretagne. Le travail esclave de l’ouest

doit succomber devant le travail libre de l’est.» (Approbation.)

Voici encore un livre dont je désire vous citer quelques

extraits. J’espère que vous m’excuserez. Nous ne devons pas

perdre de vue que les discours prononcés dans cette enceinte

s’adressent aussi au dehors. Grâce à ces messieurs, devant moi,

dont les plumes rapides fixent en caractères indélébiles des

pensées qui, sans cela, s’évanouiraient dans l’espace, les

sentiments que nous exprimons ici arrivent aux extrémités de la

terre. Qu’il me soit donc permis de parler, de cette tribune, à

des amis absents, à des hommes que j’honore et que j’aime, et

puissé-je les convaincre qu’ils ne sauraient mieux faire que de

venir grossir nos rangs; que nous marchons sur une ligne droite

qui ne heurte aucun principe de rectitude et qui s’associe

spécialement avec la grande cause qu’ils ont pris à tâche de

faire prévaloir.—Ce livre me fut donné, il y a bien des années,

par l’*Anti-slavery Society*. Il est écrit avec soin, et a pour

but de montrer que si le travail libre et le travail esclave

étaient laissés à une loyale concurrence, le dernier, à cause de

sa cherté, devrait succomber devant la perfection plus économique

du premier. L’auteur est M. Sturge, non point Joseph Sturge, mais

son frère à jamais regretté, qui, s’il m’est permis de prononcer

un jugement, est mort trop tôt pour la cause de l’humanité et de

la bienfaisance. Quel était le principe fondamental sur lequel il

s’appuyait? «Aucun système qui contredit les lois de Dieu, et qui

blesse sa créature raisonnable, ne peut être définitivement

avantageux.» Comme *free-traders*, ces paroles couvrent

entièrement notre position. (Écoutez! écoutez!) Nous soutenons

que les restrictions et les taxes, qui ferment nos ports aux

productions des autres régions, qui interdisent l’échange entre

un homme industrieux qui produit une chose et un autre homme

industrieux qui en produit une autre,—sont «contraires aux lois

de Dieu et funestes à sa créature raisonnable,» et que ce système

ne peut être définitivement avantageux ni aux individus ni aux

masses. Voyons ce qu’ajoute M. Sturge: «Nous croyons que les

faits que nous allons établir convaincront tout observateur

sincère et dégagé de passion de la vérité de cet axiome: Le

travail de l’homme libre est plus économique que celui de

l’esclave. En poursuivant les conséquences de ce principe

général, nous aurons fréquemment l’occasion d’admirer la sagesse

consommée qui a préparé par un moyen si simple un remède au plus

détestable abus qu’ait jamais inventé la perversité humaine. Nous

sentirons la consolation pénétrer dans nos coeurs, lorsque,

détournant nos regards des crimes et des malheurs de l’homme, et

de l’inefficacité de sa puissance, nous viendrons à contempler

l’action silencieuse mais irrésistible de ces lois qui ont été

assignées, dans les conseils de la Providence, pour mettre un

terme à l’oppression de la race africaine.» (Écoutez! écoutez!)

Monsieur le président, ce n’est pas la première fois que je cite

ces extraits. Ce livre est couvert de notes que j’y écrivis il y

a douze ans, quand il me fut remis alors que, pour la première

fois, ces nobles sentiments réveillant toutes les sympathies de

mon coeur, je me levai pour proclamer ces glorieux principes et

cette doctrine fatale au maintien de la servitude. Je pourrais

multiplier les citations. Je me bornerai à une dernière. Veuillez

remarquer le fait qu’établit M. Sturge comme preuve de la vérité

de son axiome: «Il y a quarante ans, il ne s’exportait pas

d’indigo des Indes orientales. Tout ce qui s’en consommait en

Europe était le produit du travail esclave. Quelques personnes

employèrent leur capital et leur intelligence à diriger

l’industrie des habitants du Bengale vers cette culture, à leur

enseigner à préparer l’indigo pour les marchés de l’Europe, et

quoique de graves obstacles leur aient été opposés dans le

commencement, cependant, les droits ayant été nivelés, leurs

efforts furent couronnés d’un plein succès. Telle a été la

puissance du capital et de l’habileté britannique, que, quoique

les premières importations eussent à supporter un fret quintuple

du taux actuel, l’indigo de l’Inde a graduellement remplacé sur

le marché l’indigo produit par les esclaves, jusqu’à ce qu’enfin,

grâce à la liberté du commerce, il ne se vend plus en Europe une

once d’indigo qui soit le fruit de la servitude.» (Acclamations.)

Vous savez très-bien, monsieur, ce que M. Sturge appelle _liberté

du commerce_; le principe même n’en était pas reconnu à cette

époque, *etc.*

L’orateur cite encore un passage dans lequel M. Sturge établit que ce qui est arrivé pour l’indigo arriverait pour le sucre. Il se termine ainsi:

«Ces faits sont de la plus haute importance, non-seulement parce

qu’ils confirment le principe général que nous proclamons, mais

encore parce qu’ils nous conduisent au but de nos recherches, et

nous signalent le moyen spécifique d’abolir l’esclavage et la

traite. Laissez sa libre action à ce principe, et il étendra sa

bénigne influence sur toute créature humaine actuellement retenue

en servitude.» (Écoutez! écoutez!) Et qui donc a abandonné ce

principe? Très-certainement ce n’est pas nous.—J’arrive

maintenant à la Convention de 1840, à laquelle, dans une occasion

récente, faisait allusion ce grand homme qui dirige la Ligue,

notre maître à tous, qui s’est créé lui-même ou qui a été créé à

cette fin, je veux parler de M. Cobden. (Des applaudissements

enthousiastes éclatent dans toute la salle.)

L’orateur cite ici des délibérations, des rapports, des enquêtes émanés de la Convention, et qui démontrent que cette association s’était rattachée au principe exposé plus haut par M. Sturge. Il continue ainsi:

Je le demande encore: Qui rend maintenant hommage à ce principe?

N’est-ce pas ceux qui disent: Nous ne reculons pas devant les

résultats; nous n’avons pas posé un principe comme étant la loi

de la nature et de Dieu; nous n’avons pas prouvé par les annales

de l’humanité que le malheur et la ruine ont toujours suivi sa

violation, pour venir, maintenant que le temps de l’application

est arrivé, dans les circonstances les plus favorables, reculer

et dire: Nous n’en parlions que comme d’une abstraction; nous

n’osons pas le mettre en oeuvre; nous contemplons avec horreur le

moment où il va lutter loyalement contre le principe opposé!—Que

l’on ne dise pas que nous voulons favoriser l’esclavage et la

traite; car bien loin de là, quand nous plaidons la cause de la

liberté illimitée du commerce, nous sommes influencés par cette

ferme croyance qu’elle est le moyen le plus doux, le plus

pacifique de réaliser l’abolition de la traite et de l’esclavage.

Nous marchons dans vos sentiers; nous adoptons vos doctrines;

nous applaudissons à l’habileté avec laquelle vous avez révélé la

beauté de cette loi divine qui a ordonné que, dans tous les cas

où une franche rivalité est admise, les systèmes fondés sur

l’oppression doivent être détruits par ceux qui ont pour base

l’honnêteté et la justice. Nous vous imitons en tout, excepté

dans votre pusillanimité et dans ce que nous ne pouvons nous

empêcher de regarder comme votre inconséquence. Ne nous blâmez

pas de ce que notre foi est plus forte que la vôtre. Nous

honorons vos sentiments d’humanité. Votre erreur consiste, selon

nous, en ce que vous vous laissez entraîner par ces sentiments à

quelque chose qui ressemble à la négation de vos propres

doctrines. Tout ce que nous vous demandons, c’est de rester

attachés à vos principes; de les appliquer courageusement; et si

vous ne l’osez, permettez-nous du moins de ne pas suivre les

conseils d’hommes qui manquent de courage, quand le moment est

venu de prouver qu’ils ont foi dans l’infaillibilité des

principes qu’ils ont proclamés eux-mêmes.—Aujourd’hui nos amis

fondent leur opposition à leur grand principe, sur ce qu’il ne

saurait être appliqué d’une manière absolue sans entraîner des

conséquences désastreuses. Mais je leur rappellerai que ce n’est

point ainsi qu’ils raisonnaient autrefois. Ils en demandaient

l’application immédiate sans égard aux conséquences fatales que

prédisaient leurs adversaires. Ils croyaient sincèrement ces

craintes chimériques, et fussent-elles fondées, ce n’était pas

une raison, disaient-ils, pour ajourner un grand acte de justice.

On nous disait: Vous faites tort à ceux à qui vous voulez faire

du bien, aux nègres. On nous opposait sans cesse le danger pour

les noirs de leur affranchissement immédiat. Un membre du

Parlement m’affirmait un jour, devant des milliers de nos

concitoyens réunis pour nous entendre discuter cette question,

que si nous émancipions les nègres, ils rétrograderaient dans

leur condition; qu’au lieu de se tenir debout comme des hommes,

ils prendraient bientôt l’humble attitude des quadrupèdes.

(Rires.) Il faisait un tableau effrayant de la misère qui les

attendait, et y opposait la poétique description de leur bonheur,

de leur innocence et même de leur luxe actuels. (Rires.) Si vous

doutez de ce que je dis, informez-vous auprès du membre du

Parlement qui parla le dernier, hier soir, à la Chambre. (Rires.)

Oui, on nous disait gravement que l’émancipation empirerait le

sort des noirs, et paralyserait les philanthropiques projets des

planteurs. Les Antilles, d’ailleurs, allaient être inondées de

sang, les habitations incendiées, et nos navires devaient pourrir

dans nos ports. Vous pouvez, monsieur le président, attester la

vérité de mes paroles. On calculait le nombre de vaisseaux

devenus inutiles et les millions anéantis. Au milieu de tous ces

pronostics funèbres, quelle était notre devise? _Fiat justitia,

ruat coelum._ Quelle était notre constante maxime? «Le devoir est

à nous; les événements sont à Dieu.» Non, le triomphe d’un grand

principe ne peut avoir une issue funeste. Lancez-le au milieu du

peuple, et il en est comme lorsqu’une montagne est précipitée

dans l’Océan: l’onde s’agite, tourbillonne, écume, mais bientôt

elle s’apaise et son niveau poli reflète la splendeur du soleil.

(Applaudissements prolongés.) Avons-nous, ou n’avons-nous pas un

principe dans ce grand mouvement? Si nous l’avons, poussons-le

jusqu’au bout. Il a été éloquemment démontré dans une précédente

séance, par l’orateur qui doit me succéder à cette tribune, que

ce que nous défendons, c’est la cause de la moralité; par des

centaines de ministres accourus de toutes les parties du

royaume, que c’est la cause de la religion; que c’est le droit de

l’homme, le devoir de la législature, que l’honneur et la

prospérité de ce pays, que les intérêts des régions lointaines

sont attachés au triomphe de ce principe; eh bien, poussons-le

jusqu’au bout. (Applaudissements.)

Mais, disent quelques-uns de nos amis, «nous exceptons Cuba et le

Brésil.» Je ne répéterai pas, avec M. Wilson, qu'il est

indifférent pour les nègres que vous consommiez du sucre-esclave

ou du sucre-libre, car si c'est de ce dernier, il ne peut arriver

sur notre marché qu'en faisant quelque part un vide qui sera

comblé par du sucre-esclave; mais je demanderai à nos adversaires

quel droit ils ont de réclamer l'intervention de la législature

dans une matière aussi exclusivement religieuse que celle-ci, où

il s'agit d'incriminer ou d'innocenter telle ou telle

consommation? Ils n'en ont aucun. Je veux qu'on réunisse des

hommes appartenant à toutes les sectes religieuses, les hommes de

la plus haute intelligence; je veux qu'ils aient le respect le

plus profond pour la volonté du Créateur et toute la délicatesse

imaginable en matière de moralité et de scrupules; et j'ose

affirmer qu'ils ne s'accorderont pas sur la question de savoir

s'il est criminel de se servir d'une chose, parce que sa

production, dans des contrées lointaines, a donné lieu à quelques

abus, et je crois que la grande majorité d’entre eux décidera

qu’une telle question est entre la conscience individuelle et

Dieu. Je suis certain du moins qu’elle n’est point du domaine de

la Chambre des communes. (Écoutez! écoutez!)

Un mot encore, et je finis. Je voudrais conseiller à nos amis de

bien réfléchir avant de fournir de tels arguments au cabinet

actuel ou à tout autre. Si sir Robert Peel n’avait pas été mis à

même de dérouler sur le bureau de la Chambre le mémoire

abolitionniste qui porte la vénérable signature de M. Thomas

Clarkson, il eût été privé du plus fort argument dont il s’est

servi pour résister au principe que nous soutenons, la liberté

d’échanges avec le Brésil comme avec l’univers. Mais il a imposé

silence à ses adhérents. Il a dit aux planteurs des Antilles:

Tenez-vous tranquilles. J’ai par devers moi quelque chose qui

vaut mieux que tout ce que vous pourriez dire comme propriétaires

dans les Indes occidentales. Et s’adressant à la Chambre des

communes, il a dit: «Les abolitionnistes sont contre vous. Ils

nous adjurent au nom de l’humanité d’exclure les produits du

Brésil. Si nous le faisons, ce n’est pas parce que nous possédons

de grandes plantations dans l’Inde et à Demerara; parce que les

Chandos et les Buckingham ont de vastes propriétés à la Jamaïque.

Non, nous ne cédons pas à de telles considérations. Ce n’est pas

non plus parce que nous sommes obligés de ménager les colons,

d’autant plus que si nous les blessions, ils renverseraient dès

demain la loi-céréale. Nous ne sommes déterminés par aucune de

ces raisons; nous sommes parfaitement désintéressés, et nous

ferions bon accueil au sucre du Brésil, s’il n’était teint du

sang des esclaves. Il est vrai que nous fûmes toujours les

adversaires de l’émancipation, et que lorsqu’il ne nous a plus

été possible de reculer, nous avons imposé à la nation une charge

de vingt millions sterling que nous avons distribués non aux

esclaves, mais à leurs oppresseurs. (Bruyantes acclamations.) Le

sens du juste est si délicat chez nous que nous avons indemnisé

le tyran et non la victime. (Nouvelles acclamations.) Nous avons

payé les planteurs pour qu’ils s’abstinssent du crime; nous avons

sauvé leur réputation et peut-être leur âme. Nous avons fait tout

cela, c’est vrai, mais nous sommes bien changés aujourd’hui.

N’ai-je pas assisté aux meetings d’Exeter-Hall? N’y ai-je point

péroré? N’y ai-je point entendu l’orgue saluer la présence et la

parole de Daniel O’Connell? Nous sommes bien changés. Nous sommes

maintenant les disciples, les représentants des Grenville, des

Sharpe, des Wilberforce, qui se reposent de leurs travaux. Nous

nous couvrons de leur manteau, et nous vous adjurons, au nom de

deux millions et demi d’esclaves, de ne pas manger de sucre du

Brésil.» (Applaudissements prolongés.) Après ce discours, il

regardera sans doute les monopoleurs par-dessus les épaules, et

dira: «Vous ne vous souciez guère du café, n’est-ce pas?—Non,

disentils.—Très-bien, reprend sir Robert, nous réduirons le

droit du café de 25 p. 0/0, et nous prohiberons le sucre.—Et

c’est ainsi que toute cette belle philanthropie passe de la

cafetière dans le sucrier. (Rires.)

Après quelques autres considérations, M. Thompson, revenant à cette idée, que l’abstention de la consommation du sucre-esclave est une affaire de conscience, termine ainsi:

Ma force est dans mes arguments, et je n’en appelle qu’à la

raison. Si je puis éveiller votre conscience et convaincre votre

jugement, vous m’appartenez. Si je ne le puis, que Dieu vous

juge, quant à moi, je ne vous jugerai pas. Je m’efforcerai de

vous persuader de bien faire, et vous plaindrai si vous faites

mal. Je poursuivrai le bien moi-même, et n’emploierai d’autres

efforts pour conquérir mes frères que la raison, la tolérance et

l’amour. (À la fin de ce discours, l’assemblée se lève en masse,

les chapeaux et les mouchoirs s’agitent, et les applaudissements

retentissent pendant plusieurs minutes.)

*

La séance du 29 mai fut présidée par le comte Ducie, qui a traité longuement la question de la liberté commerciale au point de vue de l’agriculture pratique. Le meeting a entendu MM. Cobden, Perronet Thompson, Holland, propriétaire dans le Worcestershire, et M. Bright, m. P.

Séance du 5 juin 1844.

Le fauteuil est occupé par M. George Wilson.

Le premier orateur entendu est M. EDWARD BOUVERIE, membre du Parlement pour Kilmarnock.

L’honorable membre examine l’esprit de la législature actuelle manifesté par ses actes. La majorité ayant toujours maintenu les lois-céréales, sous le prétexte de faire fleurir l’agriculture, et avec elle toutes les classes qui se livrent aux travaux des champs, M. Cobden a demandé qu’il fût fait une enquête dans les comtés agricoles, afin de savoir si la loi avait atteint son but, et si, sous l’empire de cette loi, les fermiers et les ouvriers des campagnes jouissaient de quelque aisance et de quelque sécurité. Il semble que les amis du monopole, qui s’intitulent exclusivement aussi «les amis des fermiers», auraient dû saisir avidement cette occasion de montrer qu’en appuyant la protection, ils suivaient une saine politique. Mais, continue M. Bouverie, ils ont dit: «Nous ne voulons pas d’enquête.» Et pourquoi? Parce qu’ils savent bien qu’elle démontrerait l’absurdité et la futilité de leurs doctrines; que la protection n’est que déception; que ce n’est autre chose que le public mis au pillage. Ils préfèrent les ténèbres à la lumière. Ils craignent la lumière, parce que leurs actions ne sont pas pures.

Est venu ensuite le bill sur les travaux des manufactures, connu sous le nom de «bill des dix heures». Et qu’avons-nous vu? Une majorité étalant sa fastueuse sympathie pour les classes ouvrières, déclarant que le peuple de ce pays est soumis à un trop rude travail, et que l’intensité de ce travail, pour les femmes et les enfants, est incompatible avec la santé de leur corps et même de leur âme. Mais quoi! c’est cette même majorité qui, en maintenant la loi-céréale, force le peuple à demander sa subsistance à un travail excessif. La loi-céréale dit au peuple: «Tu n’auras pas à ta disposition les mêmes moyens d’existence que si le commerce des blés était libre. Tu n’auras pas les mêmes moyens de travail que

si de grandes importations provoquaient des exportations correspondantes et augmentaient ainsi l’emploi des bras.» C’est donc cette loi qui broie le peuple et le force à chercher une maigre pitance dans des sueurs excessives, dans un travail incessant, incompatible avec le maintien de sa santé, de ses forces et de son bien-être. Mais nous avons vu autre chose. Nous avons vu tomber cette philanthropie affectée; et dès l’instant que le ministère eut déclaré qu’il s’opposait à cette proposition et en faisait une question de cabinet, nous avons vu la majorité défaire ce qu’elle avait fait, moins soucieuse de sa prétendue sympathie pour le peuple que de maintenir le pouvoir aux mains des ministres de son choix.

Ce n’est pas qu’il n’ait été fait quelques timides pas dans la voie de la liberté commerciale. On a diminué les droits sur les raisins de Corinthe (_currants_). (Rires.) J’en félicite sincèrement les amateurs de *puddings*. (Éclats de rire.) Mais il faut autre chose que du raisin pour faire du *pudding*. Il y entre aussi de la farine; et en abrogeant la taxe sur le blé, on eût mieux servi les intérêts de ceux qui mangent du *pudding*, et de l’immense multitude de nos frères qui n’en ont jamais vu, même en rêve. C’est au peuple de leur dire: «Vous deviez faire ces choses, sans négliger le reste.»

L’orateur aborde la question des sucres et la distinction proposée entre le produit du travail libre et celui du travail esclave.—Si nous adoptons cette distinction en principe, dit-il, où nous arrêterons-nous? Si nous devons nous enquérir de la tradition sociale, morale et politique de tous les peuples avec lesquels il nous sera permis d’entretenir des relations, où poserons-nous la limite? Une grande partie du blé qui arrive dans ce pays, même sous la loi actuelle (et il en viendrait davantage si elle ne s’y opposait), provient d’un pays où l’esclavage est dans toute sa force, je veux parler de la Russie. (Grognements.) Vraiment, je suis surpris que les sociétés en faveur de la protection, qui battent les

buissons pour chasser aux arguments, et ne sont pas difficiles, ne se soient pas encore emparées de celui-ci: «Maintenons la loi-céréale pour exclure le blé russe.»

M. MILNER GIBSON, m. P. pour Manchester. (Nous sommes forcé par le défaut d’espace à nous renfermer dans l’analyse et quelques extraits du remarquable discours de l’honorable représentant de Manchester.)

Monsieur le président, c’est avec bonheur que je vous ai entendu

déclarer, à l’ouverture de la séance, que vous étiez résolu à ne

jamais ralentir vos efforts jusqu’au triomphe de la liberté

commerciale. Je me réjouis de vous entendre exprimer que vous

sentez profondément la justice de cette cause, car je sais que

cette association et ces meetings ne surgissent pas d’une

impulsion nouvelle et soudaine, mais qu’ils sont fondés sur la

large et éternelle base de la justice immuable. (Acclamations.)

La liberté commerciale n’est pas une question de sous, de

shillings et de guinées. C’est une question qui implique les

droits de l’homme, le droit, pour chacun, d’acheter et de vendre,

le droit d’obtenir une juste rémunération du travail; et je dis

qu’il n’est aucun des droits, pour la protection desquels les

gouvernements sont établis, qui soit plus précieux que celui de

vivre d’un travail libre de toute entrave et de toute

restriction. (Acclamations.)

L’honorable orateur traite longuement la question à ce point de vue.

Je me rappelle que le duc de Richmond disait dans une occasion:

«Si l’on abroge les lois-céréales, je quitte le pays.» (Éclats de

rire.) On lui répondit: «Au moins vous n’emporterez pas vos

terres.» (Nouveaux rires.) Mais considérons la position où se

place un homme qui fait une telle déclaration. Qu’est-ce que la

loi-céréale? Quelle est sa nature? Cela se réduit à ceci: Des

gens qui tiennent boutique d’objets de consommation ne veulent

pas que d’autres vendent des objets similaires. Le noble duc est

grandement engagé dans ce genre d’affaires, et il voudrait bien

être une sorte de marchand breveté. (Rires.) Mais je dis que tout

Anglais a le même droit que lui d’approvisionner le marché de

blé, pourvu qu’il l’ait acquis honnêtement. Comme Anglais, j’ai

le droit de vendre du blé que je me suis procuré par l’échange,

justement comme le duc de Richmond a le droit de vendre du blé

qu’il s’est procuré par la culture. Mais, me dit-on, vous ne

devez pas le faire, parce que cela empêcherait le noble duc de

tirer un parti aussi avantageux de sa propriété. Et quel droit

ce grand seigneur a-t-il sur moi? Je ne sache pas lui devoir

quelque chose, qu’il existe des comptes entre lui et moi, et

qu’il doive avoir un contrôle sur mon industrie.—À ce point de

vue, oh! combien est monstrueuse l’intervention de la loi-céréale

sur la liberté civile des sujets de S. M. la reine!

(Acclamations.) Quel est le but du gouvernement? quel est le but

de la société? L'objet unique du gouvernement est d'empêcher les

citoyens de se faire déloyalement du tort les uns aux autres,

d'empêcher une classe d'envahir les droits d'une autre classe.

Or, je dis que le droit de suivre une branche d'affaires, le

commerce, est à ma portée, que c'est une propriété que le

gouvernement doit me garantir. Mais qu'a fait le gouvernement? Il

a aidé une classe de la communauté à me dépouiller de ce droit,

de cette propriété, à m'interdire l'échange du produit de mon

travail; il s'est départi de sa vraie et seule légitime mission.

(Acclamations.) J'espère, monsieur, que l'on me pardonnera

d'insister autant sur ce sujet (Continuez, continuez!); mais je

considère ce point de vue comme le plus important dans la

question. Je crois qu'on n'a pas assez considéré le système

protecteur au point de vue de la liberté civile. Je soutiens que,

comme vous avez aboli l’esclavage dans vos colonies, comme vous

avez aboli, dans toute l’étendue des possessions britanniques, la

faculté pour l’homme de faire de son frère sa propriété, vous

devez, pour être conséquent à ce principe, abolir aussi le

monopole. (Acclamations.) Qu’est-ce que l’esclavage? La

prétention, de la part d’une classe d’hommes, au contrôle du

travail d’une autre classe et à l’usurpation des produits de ce

travail;—mais n’est-ce pas là le monopole? (Applaudissements

prolongés.) En détruisant l’un, vous vous êtes engagé à détruire

l’autre. La servitude reconnaît, dans un homme, un droit

personnel à s’emparer de l’esprit, du corps et des muscles de son

semblable. Le monopole reconnaît aussi le droit inhérent à

l’aristocratie de s’emparer de la rémunération industrielle qui

appartient et doit être laissée aux classes laborieuses.

(Applaudissements longtemps prolongés.) Entre l’esclavage et le

monopole, je ne vois de différence que le degré. En principe,

c’est une seule et même chose. Car pourquoi le planteur avait-il

des esclaves? Ce n’est pas pour en faire parade ou pour les

garder comme des canaris en cage, mais pour consommer le fruit de

leur travail. Or, c’est précisément là le principe qui dirige les

défenseurs de la loi-céréale. Ils veulent s’attribuer, sur le

produit des classes manufacturières et commerciales, une plus

grande part que celle à laquelle ils ont un juste droit…

La question, dans ses rapports avec la liberté civile, me paraît

donc aussi simple qu’importante. Cependant j’ai entendu de

profonds théologiens, versés dans la philosophie ancienne, dans

les mathématiques, capables d’écrire et de composer en hébreu et

en sanscrit, déclarer que cette loi-céréale était si compliquée,

si difficile, si inextricable, qu’ils n’osaient s’en occuper. Je

crains bien que ces excellents théologiens de l’Église

d’Angleterre n’aperçoivent ces difficultés que parce qu’ils

oublient cette maxime, que pourtant ils citent souvent: «Mon

royaume n’est pas de ce monde.» Je crains que l’acte de

commutation des dîmes ecclésiastiques n’ait introduit dans leur

esprit des idées préconçues, et que ce qu’ils redoutent surtout,

c’est que l’abrogation des lois-céréales, en diminuant le prix du

pain, ne diminue aussi la valeur de leur dîme. Si ce n’était

cette appréhension, j’ose croire que le clergé anglican serait

pour nous, car le principe de la liberté est en parfaite harmonie

avec la morale chrétienne, et les meilleurs arguments qu’on

puisse invoquer en sa faveur se trouvent encore dans la Bible.

(Applaudissements.)

….. La liberté commerciale tend à réaliser par elle-même tout

ce qui fait l’objet des voeux du philanthrope. Elle offre les

moyens de répandre la civilisation et la liberté religieuse,

non-seulement dans les possessions britanniques, mais dans toutes

les parties du globe. Si nous voulons voir le Brésil et Cuba

affranchir leurs esclaves, il ne faut pas isoler ces contrées des

nations plus civilisées où l’esclavage est en horreur. Quelle

était notre conduite, alors que nous étions nous-mêmes

possesseurs d’esclaves, alors que nous tous, hélas! et jusqu’aux

évêques de la Chambre des lords, soutenions la traite des nègres?

Comment agissions-nous? Le gouvernement de ce pays connaissait

bien l’influence des communications commerciales sur la

propagation des idées, et il ne manqua pas d’interdire toutes

relations entre nos colonies occidentales et Saint-Domingue de

peur de leur inoculer le venin de la liberté. Les transactions

commerciales sont, croyez-le bien, les moyens auxquels la

Providence a confié la civilisation du genre humain, ou du moins

la diffusion des vérités civilisatrices. En ce moment, l’empereur

de Russie est à Londres. (Grognements et sifflets.) Quand j’ai

nommé ce souverain, je n’ai pas voulu provoquer des marques de

désapprobation. Je pense que nous ne devons voir en cette

circonstance que la simple visite d’un homme privé, sans reporter

notre pensée sur l’état de la Russie. Quoi qu’il en soit, ce

monarque est parmi nous, ainsi que le roi de Saxe, et l’on attend

le roi des Français. On nous assure que les visites réciproques

de ces augustes personnages tendent à affermir la paix du monde.

Je me réjouis d’être témoin de ces communications amicales; mais

pour établir la paix sur des bases solides, il faut autre chose,

il faut faire triompher les principes de la Ligue, il faut

attacher les nations les unes aux autres par les liens d’un

commun intérêt, et étouffer l’esprit d’antagonisme dans son

germe, la jalousie nationale. (Acclamations.) Les empereurs et

les ambassadeurs y peuvent quelque chose sans doute, mais leur

influence est bien inefficace auprès de cet intérêt commun qui

naîtra parmi les peuples de la liberté de leurs transactions. Que

les hommes soient tous entre eux des clients réciproques, qu’ils

dépendent les uns des autres pour leur bien-être, pour la

rémunération de leur travail; et vous verrez s’élever une opinion

publique parmi les nations qui ne permettra pas aux souverains et

à leurs ambassadeurs de les entraîner dans la guerre, comme cela

est trop souvent arrivé autrefois.....

Nous citerons un dernier extrait de ce discours pour montrer que la question est plus près de sa solution qu’on ne s’en doute en France.

«Le ministère demande à être forcé; il vous invite à le forcer.

Plus vous le presserez, plus il vous accordera. Je suis persuadé

qu’à aucune époque de notre histoire, on n’a vu les ministres de

la couronne en appeler aussi directement à l’agitation et

insinuer à l’opposition qu’ils ne demandent qu’à avoir la main

forcée. Vous les voyez fréquemment emporter les questions, non

par le secours de leurs amis qui ne sont que des dupes, mais par

l’influence de leurs adversaires. «Voyez, disentils, le bruit

que font tous ces messieurs engagés dans la Ligue; nous ne

pouvons plus maintenir ces lois de protection. Vous devez y

renoncer. Le pays est en danger; si vous n’abandonnez pas la

protection, vous serez réduits à abandonner bien davantage. Soyez

donc prudents à propos, car la pression est devenue trop forte

pour pouvoir y résister. Vous ne pouvez chercher les éléments

d’une administration dans la Société centrale pour la protection

de l’agriculture, ni dans l’association des Antilles. Elles ne

présentent pas des hommes assez forts. Pour avoir un cabinet

conservateur, il vous faut avoir recours à nous, et (ajoute sir

Robert Peel), je vous le déclare, gentlemen, la pression du parti

free-trader est devenue irrésistible, et je ne veux pas que de

vaines considérations, une exagération de persistance, viennent

me faire obstacle quand j’ai un grand devoir à remplir. Ainsi,

acceptez la liberté commerciale, ou renoncez à mon concours.»

(Rires prolongés.) C’est là un bon et prudent avis. Nous suivons,

je le crois, une marche convenable et patriotique à tous égards,

soit au point de vue des considérations morales, soit sous le

rapport de l’accumulation des richesses. Je dis que nous suivons

une marche convenable, quand nous nous efforçons de former,

autant qu’il est en nous, une opinion publique qui est

l’instrument dont le ministère se servira pour abroger ces lois

funestes. Quand il dit à l’aristocratie qu’elle doit renoncer à la protection, ou à bien d’autres priviléges plus importants, il lui donne un sage conseil, car je me rappelle, et beaucoup d’entre vous se rappellent aussi, sans doute, l’éloquente expression du révérend Robert Stall, qui disait: «Il y a une tache de putridité à la racine de l’arbre social qui gagnera les branches extrêmes et les flétrira, quelque élevées qu’elles puissent être.» (M. Gibson reprend sa place au bruit d’applaudissements enthousiastes.)

M. ROBERT MOORE lui succède.

*

Les deux grandes questions sur lesquelles se portent les efforts opposés des *free-traders* et des prohibitionnistes, savoir: la loi-céréale et la loi des sucres, approchent enfin, sinon de leur dénoûment définitif, du moins de la solution provisoire qu’elles doivent recevoir cette année par un vote du Parlement. Nous terminerons donc, du moins pour cette campagne, l’oeuvre que nous avons entreprise, par l’analyse succincte des débats et des péripéties parlementaires auxquels auront donné lieu ces votes mémorables. Commençons par la loi des sucres.

Il semble que cette question n’a qu’un médiocre intérêt pour le public français; cependant elle a fait ressortir d’une manière si remarquable les aberrations de l’esprit de parti, et le soin minutieux qu’ont pris les membres de la Ligue de se défaire de cette rouille, qui semblait inhérente aux gouvernements constitutionnels, que l’on ne lira pas sans intérêt, nous le croyons, les phases de cette grande lutte, qui, on se le rappelle, compromit un instant l’existence du ministère.

Établissons d’abord l’état de la question.

La législation ancienne, et encore en vigueur au moment du vote, frappait le sucre colonial d’un droit de 24 sh., et le sucre étranger d’une taxe de 63 sh.—La différence, ou 39 sh., était donc la part faite à la *protection*.

Sous le ministère de lord John Russell, le gouvernement proposa de modifier ainsi ces taxes:

Sucre colonial, 24 sh.—Sucre étranger, 36 sh. Ainsi, la protection était réduite à 12 sh. au lieu de 39, et l’abandon de ce système colonial, auquel on croit l’Angleterre si attachée, consommé dans cette mesure. C’est à l’occasion de cette proposition que, par l’influence combinée des monopoleurs, le cabinet whig fut renversé.

Les torys arrivés au pouvoir avec la mission expresse de maintenir la protection, forcés eux-mêmes de céder aux exigences de l’opinion publique éclairée par les travaux de la Ligue, proposèrent, en 1844, par l’organe de M. Peel, la modification suivante:

Sucre colonial, 24 sh.—Sucre étranger, 34 sh.

La protection est ainsi réduite à 10 sh.

Il semble d’abord que cette mesure, présentée par les torys, soit plus libérale que celle qui les mit à même de renverser les whigs.

Mais il faut prendre garde que la réduction de 63 à 34 sh. n’est accordée par sir R. Peel qu’au sucre étranger produit par le *travail libre* (_free-grown sugar_). Ainsi, le monopole se trouve affranchi de la concurrence de Cuba et du Brésil, qui était pour lui la plus redoutable.

Les monopoleurs, qui, à leur grand regret, ne peuvent marcher qu’avec l’opinion publique, se sont emparés ici, avec une habileté incontestable, du sentiment d’horreur que l’esclavage inspire à toutes les classes du peuple anglais. Ce sentiment fomenté, exalté pendant les quarante années de l’*agitation abolitionniste*, a servi, dans son aveuglement, à la perpétration d’une fraude grossière dans le Parlement.

On a vu dans le compte rendu des meetings de la Ligue, l’opinion de cette association relativement à cette distinction entre le sucre-libre et le sucre-esclave.

Il est bon de dire ici, qu’en présentant cette loi, sir Robert Peel a déclaré que, si l’état du revenu public le permettait, il se proposait de pousser beaucoup plus loin la réforme en 1845, mais qu’il tenait à faire prévaloir en principe, et dès cette année, la distinction entre les deux sucres, afin de la faire reparaître lorsqu’il s’agirait d’un nouvel abaissement des droits. Il est permis de croire que son *arrière-pensée* était de se ménager un moyen de conclure un traité de commerce avec le Brésil, et nous savons en effet que des commissaires anglais sont en ce moment chargés de cette mission.

Ainsi, la mesure soumise au Parlement était celle-ci:

Sucre colonial, 24 sh.—Sucre-libre étranger, 34 sh.—Sucre-esclave étranger, 63 sh.

Le premier amendement fut proposé par lord John Russell. Il tendait à faire disparaître la distinction entre le sucre-libre et le sucre-esclave; en d’autres termes, il proposait 24 sh. pour le sucre colonial, et 34 pour le sucre étranger, de toutes provenances.

Cet amendement fut repoussé par 197 voix contre 128.

Un second amendement fut présenté par M. Ewart, membre de la Ligue. En harmonie avec les doctrines de cette puissante association, il n’allait à rien moins qu’à la suppression de tous droits différentiels, non point entre le sucre-libre et le sucre-esclave, mais entre le sucre colonial et le sucre étranger. En un mot, M. Ewart proposait le droit de 24 sh. pour tous les sucres, sans distinction d’aucune espèce.

Les Ligueurs ne pouvaient espérer de faire triompher leurs vues, mais ils voulaient une discussion de principes; et en effet, dans cette séance mémorable, les principes de la liberté absolue, les vices du système colonial furent exposés avec une grande force par MM. Ewart, Bright, Cobden, Roebuck et Warburton.

Cependant l’amendement fut repoussé par 259 voix contre 36.

Enfin est venu le captieux amendement de M. Philips Miles, député de Bristol, qui a un moment ébranlé le cabinet tory. Voici cet amendement:

Sucre colonial, 20 sh.—Sucre-libre étranger, d’une certaine qualité, 30 sh. (_brown, muscovado or clayed_).—Sucre-libre

étranger, d’une autre qualité, 34 sh. (_white clayed or equivalent_).

Cet amendement était parfaitement calculé pour jeter le trouble dans toutes les dispositions de la Chambre des communes. Il laissait à la protection une marge de 10 sh. dans un cas, et de 14 dans l’autre. Il pouvait plaire aux *free-traders*, car il paraissait abaisser le niveau général des droits de tous les sucres, même coloniaux. Il devait convenir aux monopoleurs qui le mettaient en avant, sachant bien que dans la pratique il leur donnerait une prime de 14 sh., presque tout le sucre qui s’importe en Angleterre étant de cette qualité spéciale soumise au droit de 34 sh.

Aussi cet amendement passa-t-il à la première épreuve.

Mais la confusion fut bien plus grande encore lorsque le ministère vint déclarer qu’il se retirerait si la Chambre persistait dans sa résolution.

On comprend facilement que l’*esprit de parti* vint s’attacher beaucoup plus à la question de cabinet qu’à la question des sucres.

Par le fait, l’une et l’autre étaient à la disposition de la Ligue. Disposant de plus de cent voix, elle pouvait à son gré faire pencher la balance en faveur des whigs ou des torys. Chacun avait les yeux fixés sur les Ligueurs.

Quelle fut pourtant leur conduite? Quoique naturellement plus portés pour Russell que pour Peel, ils se mirent à étudier la question, abstraction faite de tout esprit de parti, de toute combinaison parlementaire et ministérielle, et au seul point de vue de la *liberté commerciale*. Ils crurent que la proposition du gouvernement était plus *libérale* que celle de M. Miles. Ils repoussèrent l’amendement, et le ministère Peel fut maintenu.

On a beaucoup reproché aux ligueurs cette conduite. On a dit qu’ils avaient sacrifié à une simple question d’argent une grande révolution ministérielle, qui aurait plus tard profité au principe de la liberté commerciale.

Le remarquable discours prononcé par M. Cobden au meeting de la Ligue du 19 juin, fera connaître les motifs de l’Association, et initiera le lecteur à cet esprit nouveau qui surgit en Angleterre, et qui étouffera jusqu’aux derniers restes du fléau destructeur qu’on nomme: Esprit de parti.

Séance du 19 juin 1844.

M. Cobden est reçu avec enthousiasme par une assemblée des plus nombreuses et des plus distinguées qui ait jamais assisté aux meetings de Covent-Garden. Quand le silence est rétabli, il s’exprime en ces termes:

Monsieur le président, ladies et gentlemen, je viens d’apprendre

que le docteur Bowring, que vous espériez entendre ce soir, avait

été inévitablement forcé de s’absenter. Je me présente donc pour

remplir la place qu’il a malheureusement laissée vide. Des sujets

nouveaux sur notre grande cause me feraient défaut peut-être, si,

devenue prédominante dans tout le pays, elle ne présentait chaque

semaine quelque phase nouvelle pour servir de texte à nos

entretiens. Gentlemen, la semaine dernière, nous avons eu deux

discussions à la Chambre des communes, et si l’esprit de parti

n’avait pas mis de côté la pauvre économie politique, cette

assemblée serait devenue une grande école bien propre à instruire

le public sur une matière qui, je crois, n’est pas suffisamment

comprise. Je veux parler de ce qu’on nomme _Droits

différentiels_. (Écoutez! écoutez!) Malheureusement aux deux

côtés de la Chambre, plusieurs personnages, au lieu de ne voir

dans le débat que 4 sh. de plus ou de moins à accorder à la

protection du sucre, se sont persuadés qu’il s’agissait de

places, de pouvoir, d’influence à conquérir pour eux-mêmes.

(Écoutez! écoutez!) La vraie question a été ainsi absorbée dans

des récriminations, des invectives, des reproches rétrospectifs,

à l’occasion d’actes qui remontent à 1835. En un mot, ceux qui

sont en dehors comme ceux qui sont au dedans du pouvoir,

paraissaient sous l’influence d’une seule cause d’anxiété,

savoir, si les uns chasseraient les autres et se mettraient à

leur place. (Applaudissements.) Ladies et gentlemen, cette

enceinte est aussi une école d’économie politique, et si vous le

permettez, je vous donnerai une leçon sur le sujet qui était le

vrai texte du débat à la Chambre des communes, et qui a été

étouffé, au grand détriment de l’intérêt public, par d’autres

matières, selon moi, beaucoup moins importantes. Je voudrais que

le pays comprît bien la signification de ces expressions: _Droits

différentiels_; et je crois pouvoir en donner une explication si

simple, qu’après l’avoir entendue, un enfant sera en mesure de

faire à son tour la leçon à son vieux grand-père auprès du

foyer.—Vous savez que le marché de Covent-Garden, où se vendent

les légumes pour la consommation de la métropole, appartient au

duc de Bedfort.—Je supposerai qu’un certain nombre de

jardiniers, propriétaires d’une étendue limitée de terrain dans

le voisinage, par exemple, la paroisse de Hammersmith, décident

le duc de Bedfort à établir un droit de 10 sh. par charge sur

tous les choux qui viendront des environs, comme Battersea et

autres paroisses, en exceptant celle de Hammersmith. Quelle

serait la conséquence? Comme la paroisse à laquelle serait

conféré le privilége ne produit pas assez de choux pour la

consommation de la métropole, les jardiniers de Hammersmith

s’abstiendraient de vendre jusqu’à ce qu’ils pussent obtenir le

même prix que ceux de Battersea, lesquels, ayant à payer 10 sh.

au duc de Bedfort, ajouteraient naturellement le montant de ce

droit au prix naturel de leurs légumes. Que résulterait-il donc

de là? Le voici: le noble duc de Bedfort recevrait 10 sh. par

charge pour tous les choux venus de Battersea ou d’ailleurs. —Les

jardiniers de Hammersmith vendraient aussi à 10 sh. plus cher

qu’autrefois, et n’ayant pas à payer le droit, ils

l’empocheraient; quant au public, _il paierait 10 sh. d’extra,

sur les choux de toutes les provenances_.

Supposons maintenant que le noble duc a besoin de tirer de ces

choux un peu plus de revenu, et que voulant néanmoins continuer à

favoriser les jardiniers de Hammersmith, il propose de prélever

sur leurs choux une taxe de 10 sh., mais en même temps de porter

à 20 sh., le droit sur les choux de Battersea et d’ailleurs.

Voyons l’effet de cette mesure. Comme dans le cas précédent, les

hommes de Hammersmith tiendront la main haute, jusqu’à ce que le

prix des choux soit fixé par les jardiniers de Battersea qui ont

à payer un droit de 20 sh., tandis que leurs concurrents ne

paient que 10 sh. De quelle manière ces combinaisons

affecteront-elles le public?—Il paiera 20 sh. au delà de la

valeur naturelle sur tous les choux qu’il achètera. Le duc de

Bedfort recouvrera la totalité du droit de 20 sh. sur les choux

de Battersea, il recouvrera aussi 10 sh. sur ceux de Hammersmith,

et les jardiniers de Hammersmith empocheront les 10 autres

shillings. Mais quant au public il paiera dans tous les cas une

taxe de 20 sh.

Quelque temps après, les jardiniers de Hammersmith désirent avoir

un peu plus de monopole. En ayant goûté les douceurs, ils veulent

y revenir, cela est bien naturel (rires); et, en conséquence, ils

s’assemblent et mettent toutes leurs ruses en commun. Ils ne

jugent pas à propos de réclamer du duc de Bedfort une nouvelle

aggravation de droits sur les choux de Battersea, parce que la

mesure serait extrêmement impopulaire. Ils imaginent d’élever ce

cri: *Les choux à bon marché!* et disent au noble propriétaire de

Covent-Garden: «Réduisez le droit sur les choux de Hammersmith de

10 à 6 sh., laissant la taxe sur ceux de Battersea telle qu’elle

est maintenant à 20 sh.»

Revêtus du manteau du patriotisme, ils s’adressent à lord John

Russell et le prient d’intervenir auprès de son frère, le duc de

Bedfort, afin qu’il adopte cette admirable combinaison. Le noble

duc, que je suppose un homme avisé, réplique: Votre devise: _les

choux à bon marché!_ n’est qu’un prétexte pour cacher votre

égoïsme.—Si je réduis votre taxe de 4 sh., laissant celle de

Battersea à 20 sh. comme à présent, vous continuerez à vendre vos

choux au même prix que vos concurrents, et le seul résultat,

c’est que je perdrai 4 sh. que vous empocherez, et le public

paiera précisément le même prix qu’auparavant.

(Applaudissements.) Mettez le mot «sucre» à la place du mot

«chou», et vous aurez une complète intelligence de la motion

récemment proposée par nos anciens adversaires, les planteurs des

Indes occidentales. (Écoutez! écoutez!) Le gouvernement avait

proposé de fixer le droit sur le sucre étranger à 34 sh. et le

sucre colonial à 24 sh., c’était donner au producteur de ce

dernier un *extra-prix* de 10 sh., parce que, comme dans

l’hypothèse des choux de Hammersmith, les fournitures des colons

sont insuffisantes pour notre marché, et ils ne vendront pas une

once de leur sucre jusqu’à ce qu’ils retirent le même prix que

les planteurs de Java, lesquels, sur ce prix, ont à payer un

droit de 10 sh. plus élevé que nos colons. Voyons à combien monte

ce droit *protecteur*? Nos colonies fournissent, en nombre rond,

à ce pays, environ 4,000,000 quintaux de sucre; 10 sh. par

quintal, sur cette quantité, cela fait bien, si je sais compter,

2 millions sterling. Cette somme immense, c’est la prime, ou,

comme on l’appelle, la *protection* que le gouvernement propose

d’accorder aux planteurs des Indes occidentales. Gentlemen,

quelle a été la conduite des *free-traders* par rapport à ce

monopole? Nous avons mis en avant une motion pour l’égalisation

des droits sur tous les sucres, afin que tous les producteurs de

sucre payassent une taxe égale, sous forme de droit, à la reine

Victoria, et qu’il ne fût permis à aucun de mettre une portion de

cette taxe dans sa poche. (Bruyants applaudissements.) Nous avons

soutenu cette proposition à la Chambre des communes, et bien que,

à ce que je crois, nous les ayons indubitablement battus par les

arguments, ils nous ont battus par les votes. Est venu alors

l’amendement de M. Miles, qui proposait un droit de 20 sh. sur le

sucre colonial, et 30 sh. sur le sucre étranger. Mais en même

temps, introduisant dans sa mesure une distinction omise dans le

projet du gouvernement, il voulait que tout sucre étranger, d’une

espèce particulière appelée *white-clayed*, payât 34 sh.—Je suis

informé qu’un grand nombre de personnes, même dans cette capitale

éclairée, pensent que les *free-traders* ont eu tort de résister

à l’amendement de M. Miles. (Écoutez!) D’abord, un fort soupçon,

pour ne rien dire de plus, s’attachait à l’origine de cette

proposition; cependant, je ne la juge pas d’après cette

circonstance. Les planteurs des Antilles se plaignaient de ce que

la motion de sir Robert Peel causait leur ruine, et c’est

pourquoi ils lui opposaient l’amendement de M. Miles. Il y a

pourtant des gens assez bénévoles pour croire que cette dernière

mesure est moins protectrice que la première. Mais ne jugeons pas

sur l’apparence; n’apprécions pas la mesure par le caractère de

ceux qui la proposent, mais examinons-en la portée et la tendance

réelle. La réduction de 4 sh. sur le sucre colonial embrasse tout

le sucre colonial, quelle qu’en soit la qualité. La réduction de

4 sh. sur le sucre étranger, c’est seulement la réduction sur une

certaine qualité de sucre étranger. Recherchons donc quelle est

la nature du sucre étranger que l’on excepte de cette réduction

et sur lequel le droit de 34 sh. continuera à être prélevé, car

c’est là qu’est toute la question. Les hommes qui ne sont pas

versés dans le commerce du sucre, ne sont que des juges fort

incompétents du mérite et des effets de l’exception proposée.

Quelques-uns d’entre nous, *free-traders*, nous avons pensé qu’il

valait la peine d’aller aux informations dans la Cité, pour

savoir enfin ce que c’était que ce *clayed sugar*, qui nous vient

de pays étrangers. Nous avons cru que nous n’avions rien de mieux

à faire, et, en conséquence, nous avons consulté une vingtaine de

raffineurs et de marchands parmi lesquels, etc…

M. Cobden cite ici l’opinion d’un grand nombre d’hommes spéciaux qui s’accordent à dire que cette qualité de sucre étranger (_white clayed_), qui est exceptée par l’amendement de M. Miles du bénéfice de la réduction de 4 sh., forme en ce moment et formera en toutes circonstances les trois quarts de l’importation étrangère.

D’après cela, messieurs, je n’hésite pas à déclarer que

l’amendement de M. Miles n’était autre chose qu’un piége tendu

aux *free-traders* inattentifs. (Écoutez! écoutez!) Je n’accuse

pas M. Miles d’être l’inventeur ou le complice de cette déception

calculée. Mais je crois que ce plan artificieux a été combiné à

Minenglane par des hommes qui savaient très-bien ce qu’ils

faisaient, et qui espéraient enlacer les *free-traders* de la

Chambre des communes dans leurs spécieux artifices. Quel eût été

l’effet de l’amendement s’il eût été adopté? Le droit sur le

sucre colonial eût été abaissé de 24 à 20 sh. La grande masse de

sucre étranger eût payé 34 sh. Ainsi, la prime de protection en

faveur des intérêts coloniaux eût été de 14 sh. au lieu de 10 que

leur accorde la proposition ministérielle. (Écoutez! écoutez!)

Cependant il y a des hommes simples qui nous disent: «Pourvu que

l’amendement Miles nous fasse obtenir le sucre à meilleur marché,

quel mal y a-t-il à ce que les planteurs y trouvent aussi quelque

avantage?» Mais le fait est qu’il ne nous fera pas avoir le sucre

à meilleur marché. Une réduction de 4 sh. sur le sucre colonial

se bornerait à faire passer une certaine somme du revenu public

dans la poche des monopoleurs. 4 sh. sur 4,000,000 quintaux qui

viennent annuellement de nos colonies, équivalent à 800,000 1.

st. qui seraient enlevées à l'Échiquier national et que vous vous

verriez contraints d'y restituer par quelque autre impôt. Prenez

bien garde à ceci: le revenu public et le revenu national

naviguent dans la même barque; les monopoleurs sont dans une

autre, et si vous ôtez au revenu public pour donner au monopole,

il faut vous soumettre à des taxes nouvelles. Qu'est-ce que le

plan de M. Miles? Rien autre chose que l'absorption par les

monopoleurs d'un revenu destiné à la reine Victoria, c'est le

renouvellement de mesures qui nous ont déjà conduits à

l'*income-tax*. (Approbation.) Il y en a qui disent que la somme

ainsi distraite de l'Échiquier est insignifiante. Mais il faut se

rappeler qu'il s'agit de 800,000 liv. st. par an, et que cette

somme à 4 pour 0/0 répond à un capital de 20 millions de liv. st.

Ainsi la proposition de M. Miles revient à ceci, ni plus ni moins: Prendre, pour la seconde fois, 20 millions dans les poches du public pour les livrer aux intérêts coloniaux. J'ai dit à mes amis et je répète ici,—car je reconnais à certains signes qu'il y en a parmi vous qui ont été dupes de cette proposition insidieuse,—je répète qu'une réduction de droit sur le sucre colonial ne fera pas baisser le sucre d'un farthing tant que le droit sur le sucre étranger restera le même.—Et puisqu'on nous a annoncé qu'à une époque très-prochaine, probablement dans un an, il y aurait un changement profond dans les droits sur le sucre, profitons du temps pour bien apprendre d'ici là notre leçon et savoir ce que c'est que les *droits différentiels*; et si nous parvenons à en bien faire comprendre au public la vraie nature, soyez certains qu'en février prochain, il n'est pas de ministère qui ose les proposer. (Applaudissements.) Je vous répète encore que, si le gouvernement venait à effacer radicalement le droit sur le sucre colonial, laissant subsister

le droit actuel sur le sucre étranger, vous n’en payeriez pas

votre sucre un farthing de moins. Vous ne pouvez obtenir cet

article à meilleur marché qu’en augmentant la quantité importée.

Il n’y a pas d’autre moyen d’abaisser le prix des choses que d’en

accroître l’offre, la demande restant la même. Ainsi, le seul

résultat de l’abolition totale du droit sur le sucre colonial

serait de transférer quatre ou cinq millions par an du trésor

public aux monopoleurs, somme que vous auriez à restituer à

l’Échiquier par un autre *income-tax*. Que ces questions soient

enfin bien comprises, que le public y voie ce qu’elles

renferment; et nous en aurons bientôt fini avec toutes ces

impositions infligées au peuple dans des intérêts privés, sous

forme de droits différentiels. Quand les colons viennent au

Parlement et proposent «la protection» comme le remède à tous

leurs maux, enquérons-nous du moins si ce système de protection

profite même à ceux qui le réclament. Eh quoi! j’ai vu les

honorables gentlemen, propriétaires aux Indes occidentales, se

lever à la Chambre des communes, pleurer sur leur détresse et

celle de leurs familles. «Nous sommes ruinés, disaient-ils; notre

propriété est sans valeur; au lieu de tirer du revenu de nos

domaines, nous sommes forcés d’envoyer d’ici de l’argent pour

leur entretien.» Et dans quelles circonstances les frappe cette

détresse? Dans un moment où ils jouissent d’une protection

illimitée; où ils sont affranchis de toute concurrence étrangère:

car vous ne pouvez acheter du sucre à nul autre qu’à eux qu’en

vous soumettant au droit de 64 sh. qui équivaut à une

prohibition. Si ce système de monopole ne les a pas mis en état

de soutenir avantageusement leur industrie; s’ils déclinent et

tombent sous une telle protection, cela ne prouve-t-il pas qu’ils

sont dans une mauvaise voie, et que ce système, si onéreux pour

les consommateurs, n’a pas eu les résultats qu’en attendaient

ceux-là mêmes en faveur de qui il nous fut imposé? Il faut voir

les choses sous leur vrai jour. Mon honorable ami, M. Milner

Gibson, dans sa manière ingénieuse, disait une chose bien juste.

Au lieu d’envelopper subrepticement des primes aux monopoleurs,

dans un acte du Parlement qui a pour but ostensible d’allouer des

subsides à la couronne, votons séparément ces subsides, et si les

colons ont de justes droits sur nous à faire valoir, qu’ils les

établissent clairement, et accordons-leur aussi séparément ce qui

leur est légitimement dû. Mais dès qu’ils se présenteront devant

nous dans cette nouvelle attitude, nous aurons à pousser notre

enquête au delà du fait matériel de leur détresse. Il faudra

savoir s’ils ont convenablement géré leurs propriétés. Quand un

homme réunit ses créanciers, et leur déclare qu’il ne peut faire

honneur à ses engagements, ils s’enquièrent naturellement des

habitudes de cet homme, et ils examinent s’il a conduit ses

affaires avec prudence et habileté. Nous poserons quelques

questions semblables aux planteurs des Antilles, si vous le

voulez bien. Je dis qu’ils sont au-dessous de leurs affaires

parce qu’ils les ont dirigées sans habileté et sans économie. Je

me rappelle avoir traversé l’Atlantique, il y a sept ans, avec un

voyageur très-éclairé et qui avait parcouru toutes les régions du

globe où croît la canne à sucre; il me disait: «Il y a entre la

culture et la fabrication du sucre, dans nos colonies

occidentales, et celles des pays qui ne jouissent pas du même

monopole, autant de différence qu’il peut y en avoir entre vos

filatures actuelles et celles dont vous faisiez usage en 1815.»

Donc, s’il en est ainsi, je dis: Arrière cette tutelle de la

protection qui rend paresseux et impotents ceux qui s’endorment

sous son influence. Mettez ces colons sur le pied d’une loyale et

parfaite égalité avec leurs concurrents, et qu’ils luttent pour

eux-mêmes, sans faveurs et à armes égales, comme nous sommes

obligés de le faire nous-mêmes. Gentlemen, j’ai exposé devant

vous les motifs qui m’ont déterminé à voter contre l’amendement

de M. Miles. Je vous avouerai franchement que je ne me suis pas

douté du piége qu’on nous tendait jusqu’à vendredi matin,

c’est-à-dire jusqu’au jour même du vote. Le jeudi encore, j’étais

décidé à l’adopter, m’imaginant, simple que j’étais, que quelque

chose de bon pouvait venir de l’honorable représentant de

Bristol. (Rires.) Je veux croire, je ne doute même pas que

plusieurs *free-traders*, et des plus ardents, ont voté pour

l’amendement, sous l’influence du même malentendu qui me l’aurait

fait accueillir moi-même, si le débat eût eu lieu la veille du

jour où les informations me sont parvenues. Mais, messieurs, si

les *free-traders* ont été égarés de bonne foi, nous ne devons

pas nous dissimuler que d’autres personnages, dans la Chambre des

communes, n’ont vu en tout ceci qu’une question de parti.

(Écoutez! écoutez!) Je vois bien que les journaux, organes de ces

partis, sont très-mécontents de ce que nous, qui avons en vue des

principes et non des combinaisons de partis et des desseins

factieux, nous avons refusé d’accueillir un amendement pire que

la mesure, déjà assez mauvaise, de sir Robert Peel, alors que,

par ce moyen, nous pouvions contribuer à arrêter le char

politique. (Approbation.) Je ne vois pas, dans les opérations du

Parlement, une occasion de lutte pour les partis. Je n’ai jamais

émis au Parlement un vote factieux, et j’espère que je ne le

ferai jamais. (Acclamations.) Je cherche à obtenir le mieux

possible. Je ne proposerai jamais une mesure mauvaise, je

n’appuierai jamais le pire quand le mieux se présentera. Mais

alors même que je serais un homme de parti; quand je serais

disposé à ne voir cette question que dans ses rapports avec la

tactique des partis, et à travers le prisme de l’opposition, que

devrais-je encore penser de la sagesse de cette tactique en cette

occasion? Voici une coalition.—Et quelle coalition?—J’ai

entendu dire à des hommes raisonnables que nous verrions bientôt

une coalition dans la Chambre des communes; qu’il y a 250 membres

des plus modérés sur les bancs des Torys, et 100 membres des plus

conservateurs du côté des Whigs, dont les vues politiques sont

maintenant si près d’être homogènes, qu’ils pourraient siéger

côte à côte sous la conduite du même chef, si ce n’était la

difficulté de concilier les prétentions personnelles. Il est des

gens qui pensent qu’il y a du bon sens et de la politique dans

une coalition de cette nature. Mais quelle sorte de coalition

était celle de lundi dernier, entre les libéraux d’un côté et les

ultra-monopoleurs de l’autre, entre lord John Russell avec ses

Whigs et lord John Manners avec sa «jeune Angleterre»? Si

l’esprit de faction n’aveuglait pas les hommes; s’il ne les

empêchait pas de voir plus loin que leur nez, ne se

demanderaient-ils pas à quoi cela peut mener? En admettant que

cette combinaison réussît à renverser leur rival, où les

conduirait-elle eux-mêmes? Au premier vote, on verrait une

majorité, composée de tels ingrédients, se dissoudre et se

transformer en une impuissante minorité. Et qu’en résulterait-il

pour sir Robert Peel? Supposez que la reine envoie chercher lord

John Russell et lui demande de former un cabinet, quel conseil

donnerait lord John à Sa Majesté? Probablement d’envoyer querir

sir Robert de nouveau.

Pense-t-on qu’avec une majorité de 90 voix, dans toutes les

questions politiques, sir Robert peut être dépossédé par d’aussi

misérables manoeuvres? Si les partis se balançaient à peu près,

s’ils présentaient les mêmes forces à 10 ou 20 voix près, il y

aurait peut-être ouverture à cette tactique des partis. Mais,

avec une majorité de 90 à 100 voix du côté de sir Robert Peel,

comment de telles intrigues porteraient-elles ses adversaires au

pouvoir? Non, non, le moyen d’arriver au pouvoir, si lord John

Russell et les Whigs le désirent tant, ce n’est pas de

s’associer, au mépris des principes, avec les ultra-monopoleurs;

cette tactique ne réussirait pas, même en France, où les hommes

politiques sont moins scrupuleux qu’en Angleterre, et moins

retenus par le contrôle éclairé de l’opinion publique; mais si ce

noble lord veut arriver au pouvoir, qu’il déploie sa force au

dehors, afin d’accroître son influence dans la Chambre des

communes. (Acclamations.) Et quel est pour lui, comme pour tout

homme politique, le moyen d’acquérir du crédit au dehors? Ce

n’est point de faire obstacle à cette liberté commerciale qu’il

fait profession d’admettre en principe, mais, au contraire,

d’adhérer étroitement à ce principe, prêt à s’élever ou à tomber

avec lui. Je suis fâché de dire que telles sont les idées des

deux grands partis parlementaires,—je veux parler des Whigs et

des Torys,—que le peuple ne se soucie guère de l’un plus que de

l’autre, (écoutez! écoutez!) et je crois vraiment qu’il les

vendrait tous les deux pour une légère réduction de taxes et de

prohibitions. (Rires.) Gentlemen, la Ligue, au moins en ce qui me

concerne, n’appartient à aucune de ces deux factions. Ni les

Whigs ni les Torys ne sont des *free-traders* pratiques. Nous ne

tenons encore aucun gage du chef des Whigs non plus que du chef

des Torys, duquel nous puissions inférer qu’il est prêt à pousser

à bout le principe de la liberté des échanges. Nous avons bien

entendu de vagues déclarations, mais cela ne peut nous suffire,

et il nous faut des *votes* à l’appui. On trouve toujours quelque

prétexte pour continuer la protection du sucre et quelque

justification en faveur de la protection du blé. Tant que nous

n’aurons pas amené l’un ou l’autre parti politique à embrasser,

sans arrière-pensée, la cause de la liberté contre celle de la

protection, qui n’est que le pillage organisé, je ne crois pas

que la Ligue, comme Ligue, agirait avec sagesse et politique, si

elle s’identifiait avec l’un des deux. Gentlemen, mon opinion

est, qu’encore que nous soyons isolés comme corps, pourvu que

nous soyons un corps, nous aurons plus de force à la Chambre et

dans le pays, quoique privés de la force numérique, que si nous

nous laissions absorber par les Whigs ou les Torys.

(Acclamations.) Je vois la confusion des partis et le chaos dans

lequel tombent les factions politiques; je ne m’en afflige pas.

Mais je dis: Formons un corps compacte de *free-traders*, et plus

sera grande la confusion et la complication entre les Whigs et

les Torys, plus tôt nous réussirons à faire triompher notre

principe. (Applaudissements enthousiastes.)

Le révérend T. SPENCER: Monsieur le président, ladies et

gentlemen, comme vous tous, j’ai écouté avec le plus grand

intérêt le discours de M. Cobden, et je me réjouis de voir

l’esprit de parti tomber enfin dans le discrédit; je me réjouis

de penser que bientôt disparaîtront les vaines dénominations de

Whigs et de Torys. J’espère,—et il y a longtemps que je nourris

cette espérance,—que sur les ruines de ces partis, il s’en

élèvera un troisième que le peuple appellera le _parti de la

justice_ (bruyants applaudissements), parce qu’il n’aura d’autre

règle que la justice, non justice pour quelques-uns, mais justice

pour tous (acclamations); parce qu'il ne favorisera pas la classe

riche, ou la classe pauvre, ou la classe moyenne, mais qu'il

tiendra la balance égale, faisant ce qui est bien et ce qui est

droit, en tout temps et en toutes circonstances. (Acclamations.)

J'espère voir en même temps changer l'esprit des journaux. Au

lieu d'être calculés et écrits pour égarer le public, ou pour

acquérir de la popularité; au lieu d'en appeler constamment aux

passions; au lieu de ces vieux journaux Whigs et Torys, j'espère

voir les *journaux de la Vérité*, constater les événements sans

chercher à les colorer, enregistrer les faits tels qu'ils sont

(applaudissements), de manière à ce que le peuple puisse croire

ce qu'il lit, ce qu'il ne peut faire maintenant, obligé qu'il

est, pour arriver à la vérité, de lire les journaux de tous les

partis et de juger entre eux. (Acclamations.) Comme prêtre de

l’Église d’Angleterre, je dois me défier de ma propre opinion

quand je vois la grande majorité du clergé penser autrement que

moi en matière politique. Cependant, il n’est pas impossible que

la minorité ait raison. On a vu la vérité soutenue par le petit

nombre, et même un homme rester seul debout; et en tout cas

penser pour soi-même est le droit de chacun. Il s’agit de savoir

de quel côté est la vérité et non de quel côté est le nombre.

(Approbation.) Je suis fâché d’être, à cet égard, de l’avis de

l’évêque Butler, qui disait: «La plupart des hommes pensent par

les autres;» je ne veux rien dire qui s’écarte du respect que je

dois à mes semblables, mais je crois que le prélat avait raison,

et que beaucoup d’hommes sont moralement, sinon physiquement,

indolents. Ils n’aiment pas à étudier, à travailler, à penser, et

même quand ils lisent, ils font souvent, comme il disait encore:

«acte de paresse.» Nous les voyons dévorer un roman,—cela n’est

pas une étude;—ou parcourir un journal;—il n’y a pas là travail

intellectuel, investigation, recherche de la vérité. C’est ainsi

qu’on se charge la mémoire, qu’on se bourre l’esprit, jusqu’à ce

qu’un accès d’indigestion vide l’un et l’autre; car,

permettez-moi de vous le dire, rien n’affaiblit plus la mémoire

que ces immenses lectures que la méditation ne transforme pas,

par le travail intime de l’assimilation, en la substance même de

notre esprit. J’attribue le premier obstacle que rencontre la

Ligue à ce défaut de *pensée* de la part du peuple. La Ligue est

obligée de penser pour lui. Il est comme ces hommes qui

abandonnent leur santé au médecin, leurs domaines à l’intendant,

leurs discussions à l’avocat et leur âme au prêtre. (Rires et

applaudissements.) Ils ne suivent pas l’Écriture, car elle dit:

Examinez, et eux disent: «Qu’un autre examine pour moi.» (Rires.)

C’est ainsi qu’ils se déchargent de toute responsabilité et ne

font rien que par procuration. (Nouveaux rires.) Mais aussitôt

que le peuple de ce pays voudra penser par lui-même,—surtout

quand il examinera par lui-même ce que c’est que la vraie

religion, quand il comprendra qu’elle ne consiste pas en de

vaines simagrées, à montrer des figures allongées, à réciter des

prières et à chanter des psaumes, mais à mettre la rectitude et

la justice dans nos paroles et nos actions, alors la Ligue

parcourra le pays, recrutant tant de prosélytes, que ses

triomphes de quelques semaines effaceront ceux qu’elle doit à

plusieurs années de labeurs. (Applaudissements.) La seconde

raison qui empêche la Ligue de faire des progrès plus rapides,

c’est que parmi ceux-là mêmes qui *pensent un peu* (et penser

mène nécessairement au principe de la liberté commerciale), il en

est beaucoup qui laissent à d’autres le soin d’*agir*. Ils

disent: «Il n’est pas nécessaire que je me donne tant de peine;

voilà M. Cobden (tonnerre d’applaudissements), voilà M. Cobden,

il pourvoira à tout. Voilà notre représentant à la Chambre des

communes; c’est un brave homme, il parlera pour moi. Voici des

hommes qui tiennent des meetings et signent des pétitions. Voici

des agents salariés et d’autres qui ne le sont pas, et voici la

Ligue, et ses journaux, et ses pamphlets; tout cela fait

merveille. À quoi bon dépenser mon temps, mes peines, mon argent,

me faire des ennemis, négliger mes affaires? Je m’en rapporte aux

autres.» (Applaudissements.) Voilà ce qui a perdu plus d’une

noble cause. (Cris: Écoutez!) L’homme véritablement grand se dit:

«_J’agirai_, fussé-je seul. Si les autres négligent leur devoir,

je ferai le mien, et quoique j’aie foi dans la suprême

intervention de la Providence, je travaillerai comme si elle

n’aidait que ceux qui s’aident eux-mêmes.»

L’orateur traite ici la question de la liberté commerciale au point de vue religieux. Il cherche des autorités dans la Bible, dans le livre de prières, dans les opinions des sectaires les plus célèbres. Nous regrettons que le défaut de temps et d’espace ne nous permette pas de reproduire cette argumentation si étrange pour des oreilles françaises, et si propre à initier le lecteur dans le génie de la nation britannique. De la prière pour obtenir la pluie, l’orateur conclut que l’Église demande l’abondance, ce qui est le but de la liberté commerciale. La prière en faveur du Parlement lui fournit l’occasion d’interpeller sir Robert Peel. «Ô Dieu, dit cette prière, faites que tout s’ordonne et s’arrange par les efforts du Parlement sur la base la plus solide, afin que la paix et le bonheur, la vérité et la justice, la religion et la piété règnent parmi nous jusqu’à la dernière génération.»— Or, sir Robert a reconnu que la plus solide base du commerce était de laisser «chacun acheter et vendre au marché le plus avantageux;» d’où l’orateur tire cette conséquence que, puisque sir Robert Peel ne donne pas la liberté au commerce, il ne peut honnêtement faire la prière du dimanche.

Il aborde ensuite la question à l’ordre du jour, la distinction entre les deux sucres. Comme on devait s’y attendre, il déploie un grand luxe d’érudition biblique pour démontrer que le gouvernement n’a pas le droit d’imposer au consommateur une telle distinction; et malgré que tout semble avoir été dit par les précédents orateurs, M. Spencer ne laisse pas que d’opposer au projet du gouvernement une solide argumentation.

«Je suis convaincu, dit-il, que le maître que nous servons, notre

Créateur, n’a pas entendu nous assujettir à examiner l’origine

de toutes les choses dont nous nous servons. Ce livre (montrant

le livre de prières) est fait avec du coton produit par le

travail esclave. Dieu n’attend pas de nous que nous tremblions à

chaque pas, et ne nous imputera pas à péché l’usage de tels

objets. C’est pourquoi je pense que le gouvernement a tort de

s’emparer de telles idées, momentanément dominantes dans le

public, pour s’en faire des arguments de circonstance. Je ne

doute pas que chacun des membres qui composent le cabinet a des

idées plus justes; mais ils ne veulent pas froisser les

sentiments de ceux qui pensent différemment. Il est à regretter

que ce sentiment ait prévalu; il est à regretter qu’il existe

dans l’esprit d’un grand nombre d’hommes honnêtes. Quand la pitié

et la charité prennent dans l’esprit la place de la justice, il

en résulte toutes sortes de méprises. Tout ce que je puis dire,

c’est que la Bible ne sanctionne pas cette substitution de la

charité à la justice. Elle dit: «Soyez justes,» et ensuite:

«Aimez la pitié,» fondez toutes choses sur la vérité, sur

l’honnêteté, sur la loyauté, sur l’équité; payez ce que vous

devez; faites ce qui est bien, et ensuite, si vous en avez les

moyens, montrez-vous généreux[52]. Et même encore la charité de

la Bible n’est pas la charité moderne,—cette charité qui

s’exerce aux dépens du public,—qui dit aux hommes: «Soyez bien

vêtus, bien chauffés,» en ajoutant: «Adressez-vous à la

paroisse;» non, la charité de la Bible est volontaire, et chacun

la puise dans son coeur et dans sa bourse. (Applaudissements.) Je

vous raconterai un acte de vraie charité dont j’ai eu hier

connaissance. Un de mes amis me racontait qu’il voyageait dans

une voiture publique, de compagnie avec un lord anglais, par une

terrible nuit d’hiver. Il y avait sur la voiture la femme d’un

soldat et son enfant exposés à une pluie battante et à un vent

glacial. Le noble lord, dès qu’il apprit cette circonstance, et

quoique le voyage fût long, établit la femme du soldat et son

enfant dans sa bonne place de l’intérieur, et supporta pendant de

longues heures les assauts d’une violente tempête.

(Applaudissements.) Ce gentleman est un noble *free-trader* dont

le nom est *Radnor*. (L’assemblée se lève en masse et applaudit à

outrance.)—Le principe que je voulais établir devant vous est

celui-ci: Quand la détresse règne dans le pays, il ne faut pas se

contenter, selon le système moderne, de replâtrer, de corriger,

de rapiécer, il faut aller à la source du mal et en détruire la

cause.

[Note 52: À l’époque où ce discours fut prononcé, le parti qui soutenait le monopole des céréales et la cherté du pain proposait une foule de plans philanthropiques pour le soulagement du peuple.]

Et ailleurs:

Je n’admets pas qu’on puisse revenir sans cesse sur une règle

solidement établie. Si un homme, par exemple, après avoir examiné

la Bible, s’est une fois assuré, par l’évidence intérieure et

extérieure, que ses pages sont pures et authentiques, il ne peut

être reçu à pointiller sur chaque expression particulière, et il

doit adhérer à sa conclusion générale et primitive. (Écoutez!

écoutez!) Chaque science prend pour reçus un certain nombre

d’axiomes et de définitions. Euclide commence par les établir. Si

vous les admettez à l’origine, vous devez les regarder comme

établis pendant tout le cours de la démonstration. De même, sir

Isaac Newton pose des axiomes et des propositions simples à

l’entrée de son livre des *Principes*. Si nous les lui accordons

une fois, il ne faut pas, plus tard, faire porter la discussion

sur ce point. Il en est de même pour la liberté commerciale.

Reconnaissons-nous que la liberté d’échanger est un des droits de

l’homme; que chacun est admis à tirer pour lui-même le meilleur

parti de ses forces dans le marché du monde; vous ne devez point

ensuite dévier de ce principe à chaque occasion particulière.

Vous ne pouvez plus dire au peuple: «Tu n’échangeras pas avec la

Russie, parce que la conduite de son empereur envers les Polonais

n’a pas notre approbation; tu n’échangeras pas avec tel peuple,

parce qu’il est mahométan; avec tel autre, parce qu’il est

idolâtre, et ne rend pas à Dieu le culte qui lui est dû.» Le

peuple anglais n’est pas responsable de ces choses. Ma question

est celle-ci: Sommes-nous tombés d’accord que la liberté des

échanges est fondée sur la justice? Si cela est, adhérez

virilement à ce que vous avez une fois approuvé, soyez

conséquents et ne revenons pas sans cesse sur les fondements de

cette croyance. (Applaudissements.)

Qu’il me soit permis de faire ici une réflexion. La question des sucres, telle qu’elle est posée en Angleterre, n’a pas pour le lecteur français un intérêt actuel. Nous n’en sommes pas à savoir si nous repousserons le sucre des Antilles comme portant la tache de l’esclavage. J’ai cru pourtant devoir citer quelques-uns des arguments qui se sont produits dans les meetings de la Ligue à ce sujet, et mon but a été principalement de faire connaître l’état de l’opinion publique en Angleterre. Nous autres Français, grâce à l’influence d’une presse périodique sans conscience, nous sommes imbus de l’idée que l’horreur de l’esclavage n’est point, chez les Anglais, un sentiment réel, mais un sentiment hypocrite, un sentiment de pure parade, mis en avant pour tromper les autres peuples et masquer les calculs profonds d’une politique machiavélique. Nous oublions que le peuple anglais est, plus que tout autre peuple, peut-être, sous l’influence des idées religieuses. Nous oublions que, pendant quarante ans, *l’agitation abolitionniste* a travaillé à susciter ce sentiment dans toutes les classes de la société. Mais comment croire que ce sentiment n’existe pas, quand nous le voyons mettre obstacle à la réalisation de la liberté commerciale, admise en principe par tous les hommes d’État éclairés du Royaume-Uni, quand nous voyons les chefs de la Ligue occupés, meeting après meeting, à en combattre l’exagération? À qui s’adressent tous ces discours, tous ces arguments, toutes ces démonstrations? Est-ce à nos journaux français qui ne s’occupent jamais de la Ligue et en ont à peine révélé l’existence? À qui fera-t-on croire que les monopoleurs, dans cette circonstance, se sont emparés, à leur profit, avec tant d’habileté, d’un sentiment public qui n’existe pas?

On peut faire la même réflexion sur l’agitation commerciale. Nos journaux n’en parlent jamais, ou, s’ils sont forcés par quelque circonstance impérieuse d’en dire un mot, c’est

pour y chercher ce qu'ils appellent le machiavélisme britannique. À les entendre, on dirait que ces efforts presque surhumains, tous ces discours, tous ces meetings, toutes ces luttes parlementaires et électorales, n'ont absolument qu'un but: tromper la France, en imposer à la France, l'entraîner dans la voie de la liberté pour l'y laisser plus tard marcher toute seule. Mais, chose extraordinaire, la France ne s'occupe jamais de la Ligue, pas plus que la Ligue ne paraît s'occuper d'elle, et il faut avouer que, si l'agitation n'a que ce but hypocrite, elle s'enferre niaisement, car elle aboutit à faire opérer en Angleterre même ces réformes qu'on l'accuse de redouter, sans faire faire un pas à notre législation douanière.

Quand donc en finirons-nous avec ces puérilités? Quand le public français se fatiguera-t-il d'être traité par la *Presse*, par le *Commerce*, par le comité *Mimerel*, comme une dupe, comme un enfant crédule, toujours prêt à se blesser, à s'avilir lui-même, pourvu qu'on fasse retentir à ses oreilles ces grands mots: la France, la généreuse France; l'Angleterre, la perfide Angleterre? Non, ils ne sont pas Français ceux qui, par leurs sophismes, retiennent les Français dans une enfance perpétuelle; ils n'aiment pas véritablement la France, ceux qui l'exposent sciemment à la risée des nations et travaillent de tout leur pouvoir à abaisser notre niveau moral au plus bas degré de l'échelle sociale.

Que penserions-nous, si nous venions à apprendre que, pendant dix années, la presse et l'opposition espagnoles, profitant de ce que la langue française est peu répandue au delà des Pyrénées, ont travaillé et sont parvenues à persuader au peuple que tout ce qui se fait, tout ce qui se dit en France, a pour but de tromper, d'opprimer et d'exploiter l'Espagne? que nos débats sur l'adresse, sur les sucres, sur les fonds secrets, sur les réformes parlementaire

et électorale, ne sont que des masques que nous empruntons pour cacher, à l'égard de l'Espagne, les plus perfides desseins? si, après avoir excité le sentiment national contre la France, les partis politiques s'en emparaient, comme d'une machine de guerre, pour battre en brèche tous les ministères? Nous dirions: Bons Espagnols, vous êtes des dupes. Nous ne nous occupons point de vous. Nous avons bien assez d'affaires. Tâchez d'arranger les vôtres, et croyez que tout un grand peuple n'agit pas, ne pense pas, ne vit pas, ne respire pas uniquement pour en tromper un autre. Faites rentrer vos journaux et vos hommes politiques dans une autre voie, si vous ne voulez être un objet de mépris et de pitié aux yeux de tous les peuples.

La question est toujours de savoir ce qui vaut le mieux, de la liberté ou de l'absence de liberté. Au moins ceux qui admettent que la liberté a des avantages doivent-ils admettre aussi que les Anglais la réclament de bonne foi; et n'est-ce point une chose monstrueuse et décourageante d'entendre nos *libéraux* mettre à la suite l'une de l'autre ces deux phrases contradictoires: La liberté est le fondement de la prospérité des peuples.—Les Anglais travaillent depuis vingt ans à conquérir la liberté, mais avec la perfide arrière-pensée de nous la faire adopter pour la répudier eux-mêmes l'instant d'après?—Se peut-il concevoir une absurdité plus exorbitante?

Nous terminerons le compte rendu de cette séance par le discours de M. Fox, dont nous ne traduisons que l'exorde et la péroraison.

M. W. J. FOX: La motion que l'honorable M. Ch. Pelham Villiers

doit proposer mardi prochain, pour l’abrogation des

lois-céréales, marque le terme d’une autre année de l’*agitation*

de la Ligue. C’est le moment de constater les progrès de notre

cause; et le résultat de cette motion fera connaître l’état de

l’opinion du Parlement relativement à la liberté commerciale,

comparée à ce qu’elle était l’année dernière. J’avoue que de ce

côté je n’ai pas de grandes espérances. Le révérend ministre, qui

m’a précédé à cette tribune, vous a fort à propos rappelé la

prière qui se répète dans toute l’Angleterre pour la Chambre des

communes. Mais avec quelque sincérité qu’elle soit offerte, je

crains qu’elle ne soit à peu près aussi inefficace qu’une

proposition qu’on faisait il y a quelques jours, dans un village

agricole où les fermiers souffrent de cette sécheresse dont

parlait M. Spencer. On invitait le curé à dire une prière pour

demander la pluie. Il consulta un vieux fermier des environs et

voulut savoir s’il acquiesçait à la requête de ses autres paroissiens: «Oh! monsieur le curé, dit le fermier, dans mon opinion, il est inutile de prier pour la pluie tant que le vent soufflera du nord-est.» (Rires.) Et pour moi, je crains que les prières de l’Église ne soient aussi inefficaces à amener l’établissement de la liberté commerciale sur les bases de la justice et de la vérité, par l’intervention de la Chambre des communes, tant que les vents régnants y souffleront des froides et dures régions du monopole. (Applaudissements.) J’attends peu de chose, dans une question qui s’agite entre une classe et le public, d’une assemblée fondée et élue par cette classe. Le mal est dans les organes vitaux, et il ne faut rien moins qu’une régénération du corps législatif pour que des millions de nos frères puissent espérer justice, sinon charité, de ceux qui se sont constitués les arbitres de nos destinées. Il y a d’ailleurs des symptômes propres à modérer notre attente sur le vote prochain du Parlement. Je ne serais pas surpris que nos forces

parussent être diminuées depuis le dernier débat, et je ne me

laisserai pas décourager par un tel phénomène; car il est à

remarquer que toutes les fois que le parti whig a entrevu le

pouvoir en perspective, des phrases et des expressions, que le

progrès de cette controverse semblait avoir vieillies, ne

manquent pas de se reproduire; et dans les récents événements

parlementaires, il n’a pas plutôt aperçu la chance de supplanter

le parti rival qu’on a vu la doctrine du *droit fixe* reparaître

dans ses journaux. (UNE VOIX: Ils ont le droit d’agir ainsi.)

Sans doute, ils ont le droit d’agir ainsi; ils ont le droit de

faire revivre le droit fixe comme vous avez le droit d’arracher

un cadavre à la terre, si cette terre vous appartient. Mais vous

n’avez pas le droit de jeter cette masse de corruption au milieu

des vivants et de dire: Ceci est l’un de vous; il vient partager

vos travaux et vos priviléges. (Applaudissements.) Il n’y a pas

encore bien longtemps, qu’au grand jour de la discussion publique

le *droit fixe* est mort, enseveli, corrompu et oublié pour

toujours; et il ne reparaît sur la scène que parce qu’un certain

parti parlementaire croit avoir amélioré sa position et s’être

ouvert une brèche vers le pouvoir. Mais au *droit fixe* comme à

l’échelle mobile, la Ligue déclare une guerre éternelle.

(Écoutez!) L’intégrité de notre principe répugne à l’un comme à

l’autre. Nous ne transigerons jamais avec une taxe sur le pain,

quel qu’en soit le mode, et nous les repousserons tous les deux,

comme des obstacles divers qui viennent s’interposer entre les

dons de la Providence et le bien-être de l’humanité.....

À propos des crises ministérielles que venaient d’occasionner coup sur coup la loi sur les sucres et le bill des dix heures, l’orateur s’écrie:

Des symptômes de nos progrès se révèlent dans la condition

actuelle des partis qui nous sont hostiles. Où est cette phalange

serrée qui se leva contre nous il y a deux ans? Où est cette

puissance qui, aux élections de 1841, balayait tout devant elle

comme un tourbillon? Divisée sur toutes les questions qui

surgissent, tourmentée par une guerre intestine à propos d’un

évêché dans le pays de Galles, à propos des chapelles des

dissidents, à propos de la loi des pauvres, de celle du travail

dans les manufactures, la voilà encore livrée à l’anarchie au

sujet de la loi des sucres. (Applaudissements.) Les voilà! Église

orthodoxe contre Église modérée; vieux Torys contre conservateurs

modernes; vieille Angleterre contre jeune Angleterre.—Voilà la

grande majorité dont sir Robert Peel a mis dix ans à amalgamer

les ingrédients. (Rires et applaudissements.) L’état présent de

la Chambre des communes est une haute leçon de moralité pour les

hommes d’État à venir. Elle les avertit de la vanité des efforts

qu’ils pourraient tenter pour former un parti sans un principe,

ou, ce qui ne vaut guère mieux, avec une douzaine de principes

antipathiques. Quand il était dans l’opposition, sir Robert Peel

courtisait tous les partis, évitant, avec une dextérité

merveilleuse, de se commettre avec aucun. Il leur donnait à

entendre—confidentiellement sans doute—que la coalition

tournerait à leur avantage. Il ne s’agissait que de déplacer les

Whigs. Tout le reste devait s’ensuivre. Enfin la coalition a

réussi; et voilà qu’elle montre le très-honorable baronnet dans

la plus piteuse situation où se soit jamais trouvé, à ma

connaissance, un premier ministre d’Angleterre. Accepté seulement

à cause de sa dextérité, nécessaire à tous, méprisé de tous,

contrarié par tous, il est l’objet de récriminations unanimes, et

les reproches dont il est assailli de toutes parts se résument

cependant avec une écrasante uniformité par le mot:

«Trahison…..»

C’était hier l’anniversaire de la bataille de Waterloo. Les guerriers qui triomphèrent dans cette terrible journée se reposent à l’ombre de leurs lauriers. Plusieurs d’entre eux occupent des positions élevées, et je désirerais que cette occasion leur suggérât l’idée de rechercher quelles furent les causes qui avaient affaibli la puissance sociale de Napoléon, longtemps avant que sa force militaire reçût un dernier coup sur le champ de Waterloo. Pour les trouver, je crois que, remontant le cours des événements, nous devrions revenir jusqu’au décret de Berlin qui déclara le blocus des îles Britanniques[53]. Les lois naturelles du commerce, on l’a dit avec raison, le brisèrent comme un roseau. L’opinion s’était retirée de lui, sa politique avait perdu en Europe tout respect et toute confiance avant le

prodigieux revers que ses armes subirent le 18 juin. Lui-même

s’était porté le premier coup par les proclamations antisociales

auxquelles je fais allusion. Eh bien! que ces guerriers, qui

renversèrent alors le blocus de la Grande-Bretagne, y songent

bien avant de s’unir à une classe qui s’efforce de la soumettre à

un autre blocus. (Écoutez!) La loi-céréale, c’est un blocus. Elle

éloigne de nos rivages les navires étrangers; elle nous sépare de

nos aliments; elle nous traite en peuple assiégé; elle nous

enveloppe comme pour nous chasser du pays par la famine. Le

blocus que rompit le duc de Wellington ne portait pas les

caractères essentiels d’un blocus plus que celui que nous impose

le monopole; seulement le premier prétendait se justifier par une

grande politique nationale, et le second ne s’appuie que sur les

misérables intérêts d’une classe. Il ne s’agit plus de l’empire

du monde, mais d’une question de revenus privés.

(Applaudissements.) Ce n’est plus la lutte des rois contre les

nations; il n’y a d’engagés que les intérêts des oisifs

propriétaires du sol, et c’est pour cela qu’ils font la guerre,

et c’est pour cela qu’ils renferment dans leur blocus les

multitudes industrieuses et laborieuses de la Grande-Bretagne.

(Applaudissements.) Le système du monopole est aussi antinational

que la politique commerciale de Napoléon était hostile aux vrais

intérêts de l’Europe, et il doit s’écrouler comme elle. Il n’est

pas de puissance, quels que soient ses succès passagers, qui

puisse maintenir le monopole. Ce blocus nouveau aura aussi sa

défaite de Waterloo, et la législation monopoliste son rocher de

Sainte-Hélène, par delà les limites du monde civilisé.

(Acclamations prolongées.) J’ai la confiance que les guerriers

qui s’assemblèrent hier, contents de leurs triomphes passés, se

réjouissent dans leur coeur de ce que l’occasion ne s’est plus

offerte à eux de conquérir de nouveaux lauriers, et de ce que la

paix n’a pas été rompue. Oh! puisse-t-elle durer toujours!

(Écoutez! écoutez!) Mais, soit qu’il faille assigner la cessation

de l’état de guerre à l’épuisement des ressources des nations, ce

qui y est sans doute pour beaucoup,—ou au progrès de

l’opinion,—et j’espère qu’elle n’y a pas été sans

influence—(j’entends cette opinion qui repousse le recours aux

armes dans les questions internationales, qui, avec de la bonne

foi et de la tolérance, peuvent être amiablement

arrangées);—quelles que soient ces causes, ou dans quelques

proportions qu’elles se combinent, les principes qui sont

antipathiques à la guerre sont également antipathiques au

monopole. Si les nations ne peuvent plus combattre parce qu’elles

sont épuisées, certainement, par le même motif, elles ne peuvent

plus supporter le poids du monopole.—Si l’opinion s’est élevée

contre les luttes de nation à nation, l’opinion se prononce aussi

contre les luttes de classe à classe, et spécialement s’il s’agit

pour les riches et les puissants de s’attribuer une part dans la

rémunération des classes pauvres et laborieuses.

(Applaudissements.) L’action de ces causes détruira, j’espère,

l’un de ces fléaux comme elle a détruit l’autre. Leurs caractères

sont les mêmes. Si la guerre appauvrit la société, si elle

renverse le négociant des hauteurs de la fortune, si elle dissipe

les ressources des nations, et si elle enfonce le pauvre dans une

pauvreté de plus en plus profonde, le monopole reproduit les

mêmes scènes et exerce la même influence. Si la guerre dévaste la

face de la nature, change les cités en ruines, et transforme en

déserts les champs que couvraient les moissons mouvantes, quelle

est aussi la tendance du monopole, si ce n’est de faire pousser

l’herbe dans les rues des cités autrefois populeuses, et de

rendre solitaires et vides des provinces entières, qui, par la

liberté des échanges, eussent préparé une abondante nourriture

pour des milliers d’hommes laborieux, vivant sous d’autres cieux

et dans des conditions différentes? Si la guerre tue, si elle

imbibe de sang humain le champ du carnage, le monopole aussi

détruit des milliers d’existences, et cela après une lente agonie

plus douloureuse cent fois que le boulet et la pointe de l’épée.

Si la guerre démoralise et prépare pour les temps de paix les

recrues du cachot, le monopole ouvre aussi toutes les sources du

crime, le propage dans tous les rangs de la société, et dirige

sur le crime et la violence la vengeance et le glaive de la loi.

(Applaudissements.) Semblables par les maux qu’ils engendrent,

minés par l’action des mêmes causes, condamnés pour la

criminalité qui est en eux, par la même loi morale, je m’en

remets au même plan providentiel de leur complète destruction.

(Applaudissements enthousiastes.)

[Note 53: M. Fox aurait pu s’étayer ici de l’opinion de Napoléon lui-même. En parlant du décret de Berlin, il dit: «La lutte n’est devenue périlleuse que depuis lors. J’en reçus l’impression en signant le décret. Je soupçonnai qu’il n’y aurait plus de repos pour moi et que ma vie se passerait à combattre des résistances.»

(_Note du traducteur._)]

Nous ne pouvons pas nous dissimuler que l’*esprit de parti*, cette rouille des États constitutionnels, fait en France, comme en Angleterre, comme en Espagne, d’épouvantables ravages. Grâce à lui, les questions les plus vitales, les questions dont dépendent le bien-être national, la paix des nations et le repos du monde, ne sont pas envisagées dans leurs conséquences et considérées en elles-mêmes, mais seulement dans leur rapport avec le triomphe d’un nom propre. La presse, la tribune, et enfin l’opinion publique, y cherchent des moyens de déplacer le pouvoir, de le faire passer d’une main dans une autre. Sous ce rapport, l’apparition au Parlement britannique d’un petit nombre d’hommes résolus à n’avoir en vue, dans chaque question, que l’intérêt public qui y est impliqué, est un fait d’une

grande importance et d’une haute moralité. Le jour où un député français prendra cette position à la Chambre, s’il sait la maintenir avec courage et talent, ce jour-là sera l’aurore d’une résolution profonde dans nos moeurs et dans nos idées; car, il n’est pas possible que cet homme ne rallie à lui l’assentiment et la sympathie de tous les amis de la justice, de la patrie et de l’humanité. Pleins de cette idée, nous espérons ne pas fatiguer inutilement le public en traduisant ici l’opinion d’un des organes de la presse anglaise, sur le rôle qu’ont joué les *free-traders* dans la question des sucres.

«Ce qu’il s’agissait de démêler, c’était de savoir laquelle des

deux propositions, celle de R. Peel et celle de M. Miles,

s’approchait pratiquement le plus des principes de la liberté

commerciale. Et cette question, M. Miles la résolvait lui-même en

fondant son amendement sur ce que le plan ministériel n’accordait

pas une suffisante protection au monopole des planteurs des

Antilles. Dépouillée de ses artifices technologiques, elle était

calculée pour accroître la protection en faveur du sucre

colonial, et nous ne pouvons pas comprendre comment une pareille

mesure aurait pu, sans inconséquence, recevoir l’appui de gens

qui font profession de dénoncer toute protection comme injuste,

et tout monopole comme funeste.»

«On dit que, selon les règles de moralité à l’usage des partis,

le principe abstrait aurait dû céder devant les nécessités d’une

manoeuvre, et que la proposition de M. Miles aurait dû être

soutenue, afin que sir R. Peel, perdant la majorité, fût forcé de

résigner le pouvoir; on fait entendre que, dans la crise

ministérielle, les *free-traders* auraient sans doute obtenu des

avantages qu’on ne spécifie pas. Eh bien, même sur ce terrain

abject des expédients, et mettant de côté toute considération de

principe, nous sommes convaincus qu’en votant avec sir R. Peel,

les *free-traders* ont adopté la ligne de conduite non-seulement

la plus juste, mais encore la plus prudente qu’ils pussent

choisir dans la circonstance. Il est bien clair qu’une majorité

contre sir Robert Peel ne pouvait être obtenue que par la coalition des partis. Mais voyons avec qui les *free-traders* se seraient coalisés. Il suffit de jeter les yeux sur la liste des membres qui ont voté avec M. Miles, pour s’assurer qu’elle présente les noms des plus fanatiques monopoleurs de l’empire, des plus désespérés adhérents au vieux système de priviléges en faveur du sucre et des céréales, tels qu’ils existaient dans les plus beaux jours des bourgs-pourris; gens qui n’ont rien oublié ni rien appris, pour qui le flot du temps coule en vain, et dont les voeux non dissimulés sont le retour des vieux abus et la restauration de la corruption électorale.—Quel principe commun unit ces hommes aux *free-traders*? Absolument aucun. Leur concours fortuit n’eût donc été qu’une coalition en dehors des principes, et l’histoire d’Angleterre a été écrite en vain, si elle ne nous apprend pas que de telles coalitions ont toujours

été funestes au pays. C’est là qu’a toujours été la pierre

d’achoppement des Whigs, et la raison qui explique pourquoi les

hommes d’État de ce parti n’ont jamais inspiré à l’opinion

publique une pleine confiance dans l’honnêteté et la droiture de

leur politique. La fameuse coalition de M. Fox avec lord North,

qu’il avait si souvent dépeint comme quelque chose de pis qu’un

démon incarné, fit reculer de plus d’un demi-siècle la cause de

la réforme en Angleterre, et permit à notre oligarchie de nous

plonger dans une guerre contre la France, dont les conséquences

pèseront encore sur bien des générations futures. Dans le débat

auquel donna lieu le traité de commerce avec la France, en

février 1787, on vit M. Fox plaider formellement l’exclusion des

produits français de nos marchés, se fondant sur ce que les

Français étaient «nos ennemis naturels,» et qu’il fallait par

conséquent éviter tout rapprochement commercial ou politique

entre les deux nations. En se faisant, dans des vues spéciales et

temporaires, le héraut de ce vieux préjugé, M. Fox rendit

d’avance complétement inefficaces tous les efforts qu’il devait

faire plus tard pour empêcher la guerre contre la France. De

même, l’adoption temporaire de la bannière de la *protection* par

les chefs des Whigs dans la question des sucres, les eût forcés,

le jour où ils seraient arrivés aux affaires, à se mettre en état

d’hostilité contre la liberté du commerce.—La récente coalition

de lord John Russell avec lord Ashley, dont, pendant qu’il était

au pouvoir, il avait traité les propositions de toute la hauteur

de son mépris[54], est un autre exemple du danger de subordonner

les principes au triomphe réel ou imaginaire d’une manoeuvre de

parti; et s’il rentre au pouvoir, il s’apercevra qu’il s’est

préparé une série d’embarras auxquels il ne pourra échapper

qu’aux dépens de sa dignité.—Pour ne parler que du cabinet

actuel, chacun sait que les plus grandes difficultés que

rencontre l’administration de sir R. Peel proviennent des

encouragements pleins de partialité qu’il donna aux

démonstrations de lord Sandon, des calomnies prodiguées au clergé

d’Irlande, des appels faits aux préjugés nationaux contre le

peuple irlandais, et de l’acquiescement plus qu’implicite par

lequel il seconda les clameurs des classes privilégiées contre

les réformes commerciales, proposées par les Whigs en 1841. On

dit proverbialement: «C’est l’opposition Peel qui tue le

ministère Peel.» Avec de tels exemples sous les yeux, les

free-traders se seraient montrés incapables de profiter des

leçons de l’histoire et de l’expérience, s’ils fussent entrés

dans une coalition immorale avec les fanatiques du monopole, dans

le seul but de fomenter le désordre d’une crise ministérielle.»

[Note 54: On sait que la motion de lord Ashley consiste à limiter

à dix heures le travail des manufactures, et que sir Robert Peel,

qui s’y oppose, en fait une question de cabinet.]

«Les chefs des Whigs viennent de se coaliser, dans deux occasions

récentes, avec les exaltés du parti opposé, pour renverser le

ministère. Mais leur influence morale dans le pays y a-t-elle

gagné? Bien au contraire, et ils se sont placés eux-mêmes dans

cette situation que la victoire eût amené leur ruine, et qu’ils

ont trouvé leur salut dans la défaite. S’ils avaient renversé le

gouvernement à l’occasion du bill de lord Ashley, ils étaient

réduits à se présenter devant le pays sous l’engagement d’imposer

des restrictions à la liberté du travail. Vainqueurs avec M.

Miles, ils étaient également engagés à imposer des restrictions à

la liberté du commerce. On a dit que la Ligue avait sauvé sir R.

Peel; mais on peut affirmer avec plus de raison qu'elle a

affranchi le parti *libéral* de la honte de paraître en face de

la nation, portant empreints sur son front les mots «restriction

et monopole». Mais, après tout, ce sont là des conséquences de

votes whigs ou torys, avec lesquelles les *free-traders* n'ont

rien à démêler. Ils ont exposé et soutenu leurs principes, sans

égard à aucune considération prise de l'esprit de parti; ils

n'ont reculé devant aucun engagement; ils n'ont parlementé avec

aucun monopole; ils n'ont abandonné aucun principe; ils ont

adhéré simplement et pleinement à la vérité, refusant de

transiger avec l'erreur. Quand viendra le jour de la justice,

comme il viendra certainement, ils n'auront pas à payer la dette

du déshonneur, et ne seront pas réduits à sacrifier, en tout ou

en partie, l'intérêt national, pour racheter des antécédents

factieux.»

On pourra soupçonner ce jugement de partialité, comme émané de la Ligue elle-même. Mais nous pourrions prouver ici, en invoquant le témoignage de la presse provinciale d'Angleterre, que l'opinion publique, un moment incertaine, a fini par sanctionner la conduite des *free-traders*. On comprend qu'au delà, comme en deçà du détroit, les journaux de la capitale doivent être beaucoup plus engagés dans les manoeuvres des partis. Aussi vit-on le *Morning-Chronicle*, qui d'ordinaire soutient la Ligue, s'élever avec indignation contre M. Cobden et ses adhérents. D'après ce journal, les *free-traders* auraient dû considérer «qu'il ne s'agissait plus d'un droit sur le sucre un peu plus ou un peu moins élevé, mais de choisir entre sir Robert Peel et son *échelle mobile* d'un côté et lord John Russell et le *droit fixe* de l'autre,—et qui sait? peut-être entre sir Robert Peel et lord Spencer avec l'*abolition totale*.»

Il est consolant, pour les personnes qui se préoccupent de l'avenir constitutionnel des nations, de voir avec quel ensemble la presse impartiale, la presse de province, a repoussé cette manière de poser la question. Sur cent journaux, quatre-vingt-dix ont approuvé la Ligue, parmi lesquels ceux-ci: *Liverpool-Mercury*, *Leeds-Mercury*, *Northern-Whig*, *Oxford-Chronicle*, *Manchester-Times*, *Sunderland-Herald*, *Kent-Herald*, *Edimburg-Weekly-Chronicle*, *Carlisle-Journal*, *Bristol-Mercury*, *Sussex-Advertiser*, *etc.* D'autres blâmèrent, dans le premier moment, et ne tardèrent pas à se rétracter. «Après mûr examen, dit le *Stirling-Observer*, nous nous voyons obligé de modifier profondément, sinon de retirer complétement nos premières remarques; et nous avouons avec franchise que les chefs de la Ligue ont voté d'après une connaissance des faits et des circonstances, que nous ne possédons nous-mêmes que depuis peu de jours.»

Combien il serait à désirer que la presse départementale sût se soustraire, en France, au despotisme de la presse parisienne; et quel immense service rendraient les journaux de province, s'ils se consacraient à étudier les questions *en elles-mêmes*, s'ils démasquaient leurs confrères de Paris, toujours disposés et même intéressés à transformer les plus graves questions en machines de guerre parlementaire! Les feuilles qui se publient à Bordeaux, à Nantes, à Toulouse, à Marseille, à Lyon, ne sont pas soudoyées par l'ambassade russe, ou par les comités agricoles et manufacturiers, ou par les délégués des colonies. Leurs rédacteurs n'entrent pas, par l'élévation de tel ou tel chef de parti, dans la région universitaire ou diplomatique. Rien donc n'explique l'abjection servile avec laquelle ils reçoivent les inspirations de la presse parisienne, si ce n'est qu'ils sont dupes eux-mêmes de cette stratégie cupide dont ils se font aveuglément les instruments ridicules. *Servum pecus!* Pour moi, je l'avoue, quand au fond d'une province je découvre un homme qui ne manque pas de talent et même de sincérité, qui sait manier une plume, et que le public qui l'entoure est habitué à considérer comme une lumière; quand je vois cet homme se passionner sur le mot d'ordre de ses collègues de Paris; pour une question de cabinet, négliger, froisser les intérêts de l'humanité, de la France, et même de son public spécial; soutenir, par exemple, ou les fortifications de Paris, ou le régime protecteur, ou le mépris des traités, et cela uniquement pour faire pièce à un ministre, au profit d'intérêts qui lui sont étrangers comme ils le sont au pays, je crois avoir sous les yeux la personnification de la plus profonde dégradation où il soit donné à l'espèce humaine de descendre.

*

Le 25 juin 1844, l’ordre du jour de la Chambre des communes amena enfin la discussion sur la motion annuelle de M. Ch. Pelham Villiers, pour l’abrogation de la loi-céréale.

La composition actuelle de la Chambre ne permet pas de penser que les *free-traders* se bercent de l’espoir de faire triompher cette mesure radicale. Ils la présentent néanmoins, d’abord, pour faire naître l’occasion d’une discussion solennelle sur le terrain des principes, sachant fort bien que la raison, sinon le nombre, sera de leur côté, et qu’à la longue le nombre se rallie à la raison; ensuite, afin de constater l’état de l’opinion publique, là où elle leur est certainement le plus défavorable, c’est-à-dire au Parlement.

L’annonce de cette grande discussion avait agité toute l’Angleterre. De toutes parts il se formait des meetings, où les électeurs (_constituencies_) formulaient des requêtes à leurs mandataires pour les sommer de respecter les droits du travail, de l’industrie et du commerce.

Ainsi qu’on l’a vu, dans le discours de M. Fox, les circonstances n’étaient pas favorables à la motion de M. Villiers. D’abord les Whigs, toujours prêts à mettre l’intérêt général au second rang et l’intérêt de parti au premier, se montraient peu disposés à seconder les *free-traders*. Ils ne pouvaient oublier que, quelques jours avant, et dans deux occasions successives, les *free-traders* leur avaient fait manquer l’occasion de ressaisir le pouvoir. «Ils nous ont abandonnés, disaient-ils, et nous les abandonnons à notre tour.» Mais il y a cette différence que les Cobden, les Gibson, les Villiers avaient sacrifié les partis aux principes, tandis que les Whigs sacrifiaient les principes aux partis.

Les Whigs avaient d’ailleurs un autre motif de se montrer moins radicaux que l’année précédente. Les événements récents, en ébranlant le ministère Tory, leur avaient laissé entrevoir une chance d’arriver aux portefeuilles. Dès lors, ils avaient fait revivre le *droit fixe*, cet ancien projet de lord John Russell, et ils ne voulaient pas s’engager en votant pour l’abolition immédiate et totale de tous droits protecteurs.

La forme que M. Villiers avait donnée à sa proposition était aussi combinée de manière à faire reconnaître les forces des purs *free-traders*. C’était, selon l’expression anglaise, «_a rigid test_,» une pierre de touche sévère. En 1843, la motion de M. Villiers était ainsi formulée: «Que la Chambre se forme en comité pour *examiner* la convenance d’abroger les lois-céréales.» On conçoit que les partisans du droit fixe, et les hommes sincères dont l’opinion n’est pas bien arrêtée, pouvaient se rallier à une telle proposition, qui avait moins pour objet de résoudre la question que de la mettre officiellement à l’étude.

Mais, en 1844, la motion de M. Villiers était conçue ainsi:

«Que la Chambre se forme en comité pour examiner les résolutions suivantes:

«Il résulte du dernier recensement que la population du royaume s’accroît rapidement;

«La Chambre reconnaît qu’un très-grand nombre de sujets de Sa Majesté est insuffisamment pourvu des objets de première nécessité;

«Que cependant une loi est en vigueur qui restreint les approvisionnements, et, par conséquent, diminue l’abondance des aliments;

«Que toute restriction ayant pour objet d’empêcher l’achat des choses nécessaires à la subsistance du peuple est insoutenable en principe, funeste en fait, et doit être abolie;

«Que, par ces motifs, il est expédient d’abroger immédiatement les *actes* 5 et 6. *Victoria*, c. 14.»

Il est bien évident qu’une telle proposition ne pouvait être accueillie que par les membres préparés à reconnaître la vérité théorique et les avantages pratiques du principe de la liberté illimitée du commerce.

Après un débat qui se prolongea jusqu’au vendredi 28 juin, la division donna les résultats suivants.

Pour la motion de M. Villiers 124 voix.

Contre 330

Majorité 206.

À ces 124 voix, il faut en ajouter 11, dites *paired*, selon les usages parlementaires de la Chambre[55], et 30 de membres absents, ce qui forme une masse compacte de purs *free-traders* de 165 membres.

[Note 55: Lorsque deux membres d’opinion différente ont besoin de s’absenter, ils s’entendent et sortent ensemble sans altérer le résultat du vote.]

En résumé, la majorité contre l’abrogation avait été, en 1842, de 303,—en 1843, de 256,—en 1844, de 206.

Nous ne traduisons pas ici les discours prononcés dans cette mémorable circonstance de crainte de fatiguer le lecteur.

Nous nous bornerons à dire que, dans le cours de la discussion, on a accusé les *free-traders* de ne demander que la liberté du commerce des céréales, et on a, par conséquent, présenté la motion comme faite dans un intérêt purement manufacturier. M. Cobden a répondu que le système protecteur avait principalement en vue les intérêts du sol; que les propriétaires du sol étant en même temps les maîtres du Parlement, la Ligue avait considéré le système tout entier comme n'ayant d'autre point d'appui que cette branche particulière de protection. Dans la nécessité de concentrer ses forces, pour leur donner plus d'efficacité, elle a résolu d'attaquer surtout la loi-céréale, sachant fort bien que, si elle en obtenait l'abrogation, les propriétaires eux-mêmes seraient les premiers à détruire toutes autres mesures protectrices. «Je déclare ici, dit-il, très-sincèrement et très-formellement, que je me présente comme l'avocat de la liberté des échanges *en toutes choses*, et, dans le cas où vous vous formeriez en comité au sujet des lois-céréales, si les règles de la Chambre me le permettent, je suis prêt à ajouter à la motion l'abrogation de tous les droits protecteurs sur quelque chose que ce soit.»

Nous avons remarqué encore un argument, émané de M. Milner Gibson, et qui nous paraît mériter l'attention des personnes qui aiment à considérer les questions d'un point de vue philosophique.

Après avoir exposé les conséquences funestes du régime restrictif, M. Gibson ajoute:

J'adjure le très-honorable baronnet (sir Robert Peel), j'adjure

le payeur général de l'armée (sir E. Knatchbull), dont

l'expérience est si ancienne, et qui ont entendu dans cette

session comme dans les précédentes tant d’arguments pour et

contre la question, je les adjure de se lever dans cette

enceinte, et de déclarer, une fois pour toutes, sur quel

fondement ils pensent que l’aristocratie de ce pays peut réclamer

pour elle-même, avec justice, le droit de s’interposer dans la

liberté de l’industrie. (Écoutez! écoutez!) C’est là une

interpellation loyale. Je me souviens d’avoir lu, à l’Université

de Cambridge, dans les oeuvres du docteur Paley, que toute

restriction était *per se* un mal; qu’il incombe à ceux qui la

proposent ou la maintiennent de prouver qu’elle apportait à la

communauté de grands et incontestables avantages, de le prouver

distinctement, jusqu’à l’évidence et par delà l’ombre du doute.

Il ajoutait qu’il n’incombe pas à ceux qui en souffrent de faire

aucunes preuves. C’est pourquoi je vous interpelle en stricte

conformité des principes que j’ai appris dans vos universités. Au

nom de la philosophie du docteur Paley, puisqu’il existe une

restriction dont j’ai à me plaindre, je vous somme, vous le

législateur du pays, vous le gouvernement du pays, je vous somme,

et j’ai le droit de le faire, de venir justifier votre

restriction, et jusqu’à ce que vous l’ayez fait clairement et

explicitement, il m’appartient, sans autre explication, d’en

demander l’abrogation complète et immédiate.

Sir Robert Peel, sûr de la majorité, ne paraissait guère disposé à s’expliquer. Cependant, il est des convenances et une opinion publique qu’il faut bien respecter. Vaincu par ces interpellations directes, vers la fin du débat, il prit la parole, et, selon sa coutume, il fit de larges concessions aux principes sans s’engager à rien pour la pratique:

«Dans l’état artificiel de la société actuelle, dit-il, nous ne

pouvons agir sur de pures abstractions, et nous déterminer par

des maximes philosophiques dont, en principe, je ne conteste pas

la vérité. Nous devons prendre en considération les circonstances

dans lesquelles nous avons progressé et les intérêts engagés.»

Après cette épreuve, une séance générale de l’association pour la liberté commerciale eut lieu au théâtre de Covent-

Garden, le 3 juillet 1844. Nous regrettons que le temps nous manque pour rapporter ici les discours remarquables de MM. Villiers, Cobden, Bright, *etc.*

À partir de cette époque, la Ligue s’est consacrée surtout à donner de nouveaux développements à son action. On peut partager sa carrière en trois grandes époques. Dans la première, elle s’était occupée de s’organiser, de fixer son but, de tracer sa marche, de réunir dans son sein un grand nombre d’économistes éclairés. Dans la seconde, elle s’adressa à l’opinion publique. Nous venons de la voir, multipliant les meetings dans toutes les provinces, envoyant de toutes parts des brochures, des journaux, des professeurs, essayant enfin de vaincre la résistance du Parlement par la pression d’une opinion nationale forte et éclairée. À l’époque où nous sommes parvenus, nous allons la voir donner à ses travaux une direction plus pratique, et aspirer à modifier profondément, dans son personnel, la constitution de la Chambre des communes. Pour cela, il s’agissait de mettre en oeuvre la loi électorale et de tirer tout le parti possible des réformes introduites par les Whigs dans la législation.

Ce n’est pas que la Ligue fût restée étrangère jusque-là aux luttes électorales. Déjà elle avait essayé ses forces sur ce terrain. Rarement elle avait manqué l’occasion de mettre, dans chaque bourg, un candidat *free-trader* aux prises avec un candidat monopoleur. Partout on l’avait vue élever drapeau contre drapeau et principe contre principe. Elle consacrait une partie de son royal budget à poursuivre devant les tribunaux la corruption électorale, et l’on se rappelle qu’elle fit passer, à Londres même, un *free-trader*, M. Pattison, quoiqu’il eût pour concurrent un des hommes les plus riches et les plus haut placés de cette métropole, le banquier Baring, soutenu d’ailleurs par toutes les influences

réunies des aristocraties terrienne, commerciale, ecclésiastique et gouvernementale.

Mais la Ligue n'apportait guère alors aux élections que son influence morale et n'opérait qu'avec les éléments existants. Nous allons la voir essayer de changer ces éléments eux-mêmes, et de remettre la puissance élective aux mains des classes aisées et laborieuses.

Des comités s'organisent sur toute la surface du Royaume-Uni. Ils ont pour mission de faire porter sur les listes électorales tout *free-trader* qui remplit les conditions exigées par la loi, et d'en faire rayer tout monopoleur qui n'a pas le droit d'y figurer. Des milliers de procès sont soutenus à la fois devant l'autorité compétente, et avec tant de succès, qu'on peut déjà prévoir qu'au sein de beaucoup de colléges la majorité sera déplacée.

Mais M. Cobden, cet homme éminent qui est l'âme de la Ligue, et qui la dirige, à travers mille obstacles, d'une manière si habile et si ferme, conçoit un plan bien autrement gigantesque.

En France, pour être électeur, il faut payer 200 fr. d'impôts directs. La loi anglaise ne procède point avec cette uniformité. Une multitude de positions diverses peuvent donner le droit de voter. Parmi les dispositions de la loi, il en est une, appelée la clause Chandos, selon laquelle est électeur quiconque a une propriété libre (*freehold*), donnant 40 sh. de revenu net, c'est-à-dire pouvant s'acquérir moyennant un capital de 50 à 60 1. s.

Le plan de M. Cobden consiste à faire arriver au droit électoral, par le moyen de cette clause, un nombre suffisant d'hommes indépendants pour contre-balancer la masse d'électeurs dont l'aristocratie anglaise dispose, comme

d’une dépendance et appartenance de ses vastes domaines.

Dans l’espace de quarante jours, M. Cobden s’est présenté devant trente-cinq meetings, principalement dans les comtés de Lancastre, d’York, de Chester, afin de divulguer et de populariser son projet. La variété qu’il a su répandre sur tant de discours, fondés sur le même thème et tendant au même but, révèle une puissance de facultés et une étendue de connaissances qu’on est heureux de voir associées à la vertu la plus pure et au caractère le plus élevé. Son collègue, M. Bright, n’a pas déployé moins de zèle, de talent et d’énergie.

On n’attend pas de nous que nous suivions pas à pas la Ligue dans cette nouvelle phase de l’agitation. Nous nous bornerons dorénavant à recueillir, dans les innombrables documents que nous avons sous les yeux, les arguments qui pourront nous paraître nouveaux et les circonstances propres à jeter quelque jour sur l’esprit de la Ligue et les moeurs anglaises.

Séance du 7 août 1844.

Nous voici arrivés à l’époque où les relations entre la France et l’Angleterre, et par suite la paix du monde, paraissaient gravement compromises. La presse des deux côtés du détroit, et malheureusement dans des vues peu honorables, s’efforçait de réveiller tous les vieux instincts de haine nationale. On dit que, dans la salle d’Exeter-Hall, des missionnaires fanatiques faisaient entendre des paroles irritantes peu en harmonie avec le caractère dont ils sont revêtus. Sir Robert Peel enfin, peut-être dominé par le déchaînement des passions ardentes du dehors, venait de

prononcer devant le Parlement les paroles impolitiques et imprudentes qui rendaient si difficile l’arrangement des affaires de Taïti.

Jusqu’à ce moment, pas une allusion n’avait été faite au sein des meetings de la Ligue sur les rapports de la France avec l’Angleterre. Cette circonstance nous semble mériter toute l’attention du lecteur impartial; car enfin, les occasions n’avaient pas manqué; l’affaire d’Alger, celle du Maroc, celle du droit de visite, l’hostilité de nos tarifs, manifestée par des droits différentiels mis à la charge des produits anglais, et bien d’autres circonstances offraient aux orateurs de la Ligue un texte facile à exploiter, dans l’intérêt de leur popularité, un instrument fécond pour arracher des applaudissements à la multitude. Comment se fait-il que ces hommes, parlant tous les jours en présence de cinq à six mille personnes réunies, et dans les circonstances où il leur était si facile de ménager à leur amour-propre d’orateur toutes les ovations de l’enthousiasme politique, se soient constamment abstenus de céder à cette si séduisante tentation? Comment des manufacturiers, des négociants, des fermiers se sont-ils montrés à cet égard si supérieurs à des missionnaires, à des journalistes, et même aux hommes d’État les plus haut placés?

Il n’y a qu’une circonstance qui puisse expliquer raisonnablement ce phénomène, et cette circonstance est si importante, qu’il doit m’être permis de la révéler au public français.—C’est que la Ligue s’adresse à la classe industrieuse et laborieuse, et que cette classe, en Angleterre, n’est point animée des sentiments haineux contre la France que nos journaux, par des motifs expliqués ailleurs, lui attribuent avec tant d’obstination.—J’ai lu plus de trois cents discours prononcés par les orateurs de la Ligue dans toutes les villes importantes de la Grande-Bretagne. J’ai lu un nombre immense de brochures, de

pamphlets populaires, de journaux émanés de cette puissante association, et j’affirme sur l’honneur que je n’y ai jamais vu un mot blessant pour notre dignité nationale, ni une allusion directe ou indirecte à l’état de nos relations politiques avec l’Angleterre.

C’est que, dans ce pays, les classes industrieuses ont vraiment l’esprit d’industrie qui est opposé à l’esprit militaire. C’est que les haines nationales, grâce aux progrès de l’opinion, leur sont devenues aussi étrangères que le sont maintenant parmi nous les haines de ville à ville et de province à province.

Cependant, au moment où la paix du monde était sérieusement menacée, il était difficile que l’émotion générale ne se fît pas aussi sentir parmi ces multitudes assemblées à Covent-Garden, ou dans le *free-trade-hall* de Manchester. On verra, dans les discours qui suivent, à quel point de vue les graves événements du mois d’août 1844 étaient envisagés par les membres de la Ligue.

7 août 1844.

Le dernier meeting de la Ligue, pour cette saison, a eu lieu mercredi soir au théâtre de Covent-Garden. Une affluence extraordinaire de *free-traders* remplissait toutes les parties du vaste édifice. Pendant toute la séance, les dames, par leurs physionomies animées et leurs applaudissements réitérés, ont montré qu’elles prennent un vif intérêt au sort des classes souffrantes et opprimées.—M. G. Wilson occupait le fauteuil. Un grand nombre de membres du Parlement et d’hommes distingués avaient pris place autour de lui sur l’estrade.

Le président, en ouvrant la séance, annonce que la parole sera prise successivement par M. Milner Gibson, m. P., par M. Richard Cobden, m. P., en remplacement de M. George Thompson, absent, et par M. Fox.

M. GIBSON: Monsieur, j’ai eu le bonheur d’assister à un grand

nombre de meetings de la Ligue, mais jamais une aussi magnifique

assemblée que celle qui est en ce moment réunie dans ces murs

n’avait encore frappé mes regards, et j’ajoute, monsieur, que

cette marque signalée de l’approbation publique, à ce dernier

meeting d’adieu, est pour nous un juste sujet d’espérance et de

félicitation. À l’aspect d’une assemblée aussi imposante, il est

impossible de croire qu’une cause rétrograde, d’imaginer qu’une

question a perdu du terrain dans l’esprit et l’estime du peuple.

(Applaudissements.)

……. Je crois sincèrement que tout homme impartial qui jettera

les yeux autour de lui, et qui se demandera quels sont les

premiers besoins sociaux, quelles sont les nécessités qui se

manifestent en première ligne non-seulement dans les possessions

britanniques, mais dans la plus grande partie de l’Europe,

reconnaîtra que ces besoins et ces nécessités se lient intimement

à la souffrance physique. Il reconnaîtra que toute grande

amélioration sociale ne peut venir qu’après l’amélioration

matérielle de la condition du peuple. On montre un grand désir

d’instruire le peuple; on se plaint de son ignorance; on se

plaint de ce qu’il manque d’éducation morale. Mais que sert de

vouloir faire germer la vertu parmi des hommes courbés sous la

misère, flétris par une pénurie désespérante et qui ne sont point

en état de recevoir les leçons du prêtre ou du moraliste?

Croyez-le bien, si nous voulons que la vertu, la science, la

religion, prennent racine dans le coeur de l’homme laborieux,

commençons par améliorer sa condition physique. Nous devons

arracher l’ouvrier des campagnes à l’état d’abaissement où il est

maintenant placé. En vain nous cherchons à restreindre

l’immoralité, à diminuer le crime dans le pays, tant que la

classe laborieuse, en levant les yeux sur ceux qui occupent des

positions plus élevées dans l’échelle sociale, se sentira d’une

autre caste, pour ainsi dire, et se croira rejetée comme une

superfétation inutile, aussi peu digne, moins digne d’égards

peut-être que la nature animale engraissée sur les domaines de

l’aristocratie.

L’orateur rappelle ici qu’ayant voulu parler à la Chambre des communes de la situation de l’ouvrier des campagnes, et s’étant étayé de l’autorité d’un ministre du culte dont le nom est vénéré dans tout le royaume, M. Godolphin Osborn, le ministre secrétaire d’État pour le département de l’intérieur, avait parlé de prélats courant après la popularité.

Je voudrais de tout mon coeur, continue M. Gibson, voir beaucoup

de nos prêtres et même de nos évêques condescendre à une telle

conduite. Je me rappelle un célèbre écrivain qui disait qu'une

très-utile association pourrait être fondée, et dans le fait

cette institution manque à l'Angleterre, dans le but de convertir

l'épiscopat au christianisme. (Applaudissements prolongés.) J'ai

la certitude absolue que la liberté du commerce est en parfaite

harmonie avec l'esprit de l'Évangile, et que la libre

communication des peuples est le moyen le plus efficace de

répandre la foi et la civilisation sur toute la surface de la

terre. Je ne pense pas que les efforts des missionnaires, quels

que soient leurs bonnes intentions et leur mérite, puissent

obtenir un succès complet tant que les gouvernements sépareront

les nations par des barrières artificielles, sous forme de tarifs

hostiles, et leur inculqueront, au lieu de sentiments fraternels

fondés sur des intérêts réciproques, des sentiments de jalousie

si prompts à éclater en vaste incendie. (Bruyantes acclamations.)

C’est une chose surprenante que l’excessive délicatesse, en

matière d’honneur national, qui s’est tout à coup révélée parmi

nos grands seigneurs trafiquants de céréales. On croirait voir

des coursiers *entraînés* pour le turf. (Rires.) Mais qu’est-ce

que cela signifie? Cela signifie que, pour ces messieurs,

guerre est synonyme de *rentes*. (Approbation et rires.)

J’ignore s’ils aperçoivent aussi clairement que je le fais la

liaison de ces deux idées. La première conséquence de la guerre,

c’est la cherté du blé; la seconde, c’est un accroissement

d’influence ministérielle, dont une bonne part revient toujours à

nos seigneurs terriens. Quelque lourdes que soient les charges,

quelque lamentables que soient les maux que la guerre infligerait

à la communauté, tenez pour certain que, s’il est possible

qu’elle profite à une classe, ce sera à la classe aristocratique.

Je crois très-consciencieusement qu’il y a dans ce pays un grand

parti lié avec l’intérêt territorial, parti représenté par le

Morning-Post (rires), qui s’efforce de susciter un sentiment

antifrançais (_an anti-french-feeling_), dans l’unique but de

maintenir le monopole des grains. (Rires.) Qu’est-ce que la

guerre pour ces messieurs? Ils s’en tiennent bien loin. (Rires.)

Ils envoient leurs compatriotes au champ du carnage, et, quant à

eux, ils profitent de l’interruption du commerce pour tenir à

haut prix la subsistance du peuple; et quand revient la paix, ils

se font un titre de cette cherté même, pour continuer et

renforcer la protection. Nous avons vu tout cela dans la dernière

guerre. (Applaudissements.)

Une autre de leurs raisons pour pousser à la guerre, c’est qu’ils

y voient un moyen de détourner l’attention publique de ces

mouvements sociaux qui les mettent maintenant si mal à l’aise.

«Une bonne guerre, disentils, c’est une excellente diversion.»

Il y a très-peu de jours, un homme distingué, dont je ne me crois

pas autorisé à proclamer le nom dans cette enceinte, me disait:

Quoi qu’on en ait dit sur les maux de la guerre, quoi qu’en aient

écrit les moralistes et les philosophes, je crois que ce pays a

besoin d’une bonne guerre, et qu’elle nous délivrerait de bien

des difficultés. (Rires bruyants.)—C’est la vieille doctrine.

Bien heureusement, il ne sera pas en leur pouvoir de pousser le

peuple de ce pays vers ces folles exhibitions d’un faux

patriotisme. Il y a dans la nation britannique un bon sens, un

esprit de justice, qui, depuis les terribles luttes du

commencement de ce siècle, ont jeté de profondes racines; et il

sera difficile de lui persuader de se lancer dans toutes les

horreurs de la guerre pour le seul avantage de gorger notre riche

aristocratie aux dépens de la communauté. (Applaudissements

prolongés.)

Qu'il nous soit permis de faire une remarque sur ce passage du discours de M. Gibson. Ne pourrait-il pas être très-à-propos prononcé devant une assemblée française?

C'est une chose surprenante (dirait-on) que l'excessive délicatesse, en matière d'honneur national, qui s'est tout à coup révélée parmi nos trafiquants de fer et de houille. Mais qu'est-ce que cela signifie? Cela signifie que pour ces messieurs *guerre* est synonyme de *cherté*; entente cordiale est synonyme de commerce, d'échanges, de concurrence à redouter. Je crois très-consciencieusement qu'il y a, dans ce pays, un grand parti lié avec l'intérêt *manufacturier*, parti représenté par la *Presse* et le journal du *Commerce*, qui s'efforce de susciter un sentiment anti-anglais, dans l'unique but de maintenir le haut prix des draps, des toiles, de la houille et du fer, etc., *etc.*

Après cette courte observation, nous reprenons le compte rendu de la séance du 7 août, et nous consignons ici notre regret de ne pouvoir traduire le remarquable discours de M. Cobden. Nous nous bornerons, forcé que nous sommes de nous restreindre, à citer quelques passages de l'allocution de M. Fox, et particulièrement la péroraison qui se lie au sujet traité par le représentant de Manchester.

M. Fox. L'orateur, prenant texte d'un article du *Morning-Post* qui annonce pour la vingtième fois que la Ligue est morte après avoir totalement échoué dans sa mission, passe en revue le passé de cette institution, et montre l'influence

qu’elle a exercée sur l’administration des Whigs et ensuite sur celle des Torys, influence à laquelle il faut attribuer les modifications récemment introduites dans la législation commerciale de la Grande-Bretagne. Il parle ensuite du progrès qu’elle a fait faire à l’opinion publique.

On peut dire de l’économie politique ce qu’on disait de la

philosophie, elle est descendue des nuages et a pénétré dans la

demeure des mortels; elle se mêle à toutes leurs pensées et fait

le sujet de tous leurs entretiens. C’est ainsi que la Ligue a

propagé dans le pays une sagacité politique qui finira par bannir

de ce monde les préjugés, les sophismes et les faussetés par

lesquels le genre humain s’est laissé si longtemps égarer. Nous

touchons presque au temps où deux grands hommes d’État, Pitt et

Fox, remplissaient l’univers de leurs luttes; et l’on ne saurait

encore décider lequel des deux était le plus profondément

ignorant des doctrines économiques. Et maintenant, il n’y a pas

un dandy, un incroyable, qui se présente devant les électeurs

d’un bourg-pourri, pour y recueillir un mandat de famille, qui ne

se soit gorgé d’Adam Smith, au moins dans l’édition de M.

Cayley[56]. (Rires.) Quand un peuple a acquis de telles lumières,

on ne se joue plus de lui. C’est pour la Ligue un sujet de juste

orgueil d’avoir disséminé dans le pays, non-seulement des

connaissances positives et de bonnes habitudes intellectuelles,

mais encore un véritable esprit d’indépendance morale. Partout où

je trouve une disposition à secouer cette servilité abjecte qui a

si longtemps pesé sur une portion du peuple de ce pays; partout

où je le vois donner aux choses leurs vrais noms, quels que

soient les fallacieux synonymes dont on les décore; quand je vois

le faible et le fort, le pauvre et le riche, le paysan et le pair

d’Angleterre, tous également jugés selon les règles du juste et

de l’injuste; quand je rencontre une ferme volonté de rendre

témoignage aux principes de l’équité et de la justice, en même

temps qu’une profonde sympathie pour les souffrances des classes

malheureuses et opprimées, alors je reconnais l’influence de la

Ligue; je la vois se répandre dans toutes les classes de la

société, j’adhère à cette ferme détermination de faire régner le

bien, de détruire le mal par des moyens paisibles, légaux, mais

honorables et sûrs, dont les fondateurs de cette grande

institution ont eu la gloire de faire adopter l’usage par leurs

concitoyens. (Applaudissements.) Je sais que ces grands et nobles

résultats n’ont pas atteint les limites auxquelles aspirent les

hommes de coeur qui dirigent la Ligue. Nous en avons le

témoignage par des faits irrécusables, que nous ne nions pas et

qu’au contraire nous regardons loyalement en face. Ils nous sont

d’ailleurs rappelés surabondamment par certains journaux. «Voyez,

disentils, dans combien d’élections la Ligue a échoué, dans

combien elle n’a pas osé accepter le combat! Elle a été battue

dans le Sud-Lancastre et à Birmingham.»—Il est vrai que nous

n’avons pu soutenir la lutte à Hortham, Cirencester et ailleurs.

Qu’est-ce à dire? Je ne m’en afflige pas. Il est bien que dans

une cause comme celle-ci—qui intéresse une multitude de

personnes étrangères aux agitations politiques et aux rudes

travaux qui peuvent seuls assurer le succès d’une grande réforme

sociale—il est bien qu’on ne se laisse point dominer par cette

idée, qu’il suffit d’instruire le peuple de ce qui est juste et

vrai, pour que le vrai et le juste triomphent d’eux-mêmes. Car,

si ces élections eussent amené d’autres résultats, quel

enseignement en aurions-nous obtenu? Quel effet auraient-elles

produit sur le grand nombre de ceux qui, pour la première fois,

s’unissant à la Ligue, se sont précipités dans le tumulte de

l’*agitation*? Ils n’auraient pas manqué de penser que les

électeurs sont libres dans leur opinion et dans leur action, que

l’intimidation, la corruption et les menées de sinistres intérêts

n’interviennent pas pour pervertir la conscience des votants, et

les vaincre en dépit de leurs idées et de leurs sentiments; et

cet enseignement eût été un mensonge. Ils en auraient conclu

encore que le monopole, loin de songer à faire des efforts

vigoureux et désespérés, loin d’avoir recours aux armes les plus

déloyales, n’attend pour abandonner la lutte que de voir la

vanité et l’injustice de ses prétentions bien comprises par le

public;—et cet enseignement aussi eût été un mensonge.—Ces

faciles triomphes eussent fait croire que l’esprit de parti est

vaincu; qu’il a appris la sagesse et la droiture; et que, dans le

vain but de soutenir quelque point de sectairianisme politique,

l’opposition ne se laisserait pas vaincre en se divisant alors

qu’elle peut être victorieuse par l’unité;—et cet enseignement

aussi eût été un mensonge.—Ils eussent encore suggéré cette idée

que les combinaisons législatives actuelles sont plus que

suffisantes pour protéger aux élections les droits et les

intérêts du peuple; que nos institutions et notre mécanisme

politique ont toute la perfection qu’on peut imaginer et

désirer;—et cet enseignement aussi eût été un mensonge,—un

grossier mensonge.—Dans mon opinion, subir quelques défaites

partielles, quelques désastres momentanés, quelques retards dans

le dénoûment de cette grande lutte, ce n’est pas acheter trop

cher les bonnes habitudes, l’expérience et la discipline que ces

revers mêmes font pénétrer dans l’esprit de la multitude, la

préparant à travailler avec constance et avec succès à la défense

des intérêts de la communauté. À ceux qui font de ces défaites

électorales un sujet de mépris envers nous, et d’orgueil pour

eux-mêmes, je dirai: Vous vous jouez avec ce qui vous suscitera

une puissance antagonique, une force à laquelle rien ne pourra

résister. Ces mêmes défaites nous apprennent l’art d’*agiter*.

Elles nous ont instruits, elles nous instruiront bien plus encore

jusqu’au jour où la communauté s’apercevra qu’en croyant ne

diriger son énergie que sur un seul point et ne poursuivre que le

triomphe d’un seul principe, la Ligue a jeté les fondements de

tout ce qui constitue la dignité, la grandeur et la prospérité

nationales. (Applaudissements.)

[Note 56: M. Cayley avait cité des extraits d’Adam Smith qu’il

avait rendus, en les falsifiant, favorables au système

protecteur.]

Il est une autre chose que la Ligue a accomplie, et c’était un

objet bien digne de ses efforts. Elle a démasqué les classes

privilégiées! (Écoutez! écoutez!) Leurs traits sont maintenant

connus de tous, et il n’est plus en leur pouvoir de se déguiser.

Le temps n’est pas éloigné où régnait une sorte de mystification

à l’égard des pairs et des hommes de haut parage, comme si le

sang qui coule dans leurs veines était d’une autre nature que

celui qui fait battre le coeur du peuple. Il a fallu que les

principes de la liberté commerciale fussent soumis à cette

discussion serrée, continuelle et animée qu’ils sont condamnés à

subir, pour qu’on reconnût la vraie portée de ces associations

féodales; pour qu’on s’assurât que ces grands hommes sont aussi

bien des *marchands* que s’ils ouvraient boutique à Cheapside;

et que ces écussons, regardés jusqu’ici comme les emblèmes d’une

dignité quasi royale, ne sont autre chose que des enseignes où

l’on peut lire: *Acres à louer, blés à vendre*.

(Applaudissements.) Oui, ce sont des marchands; ce sont tous des

marchands. Ils trafiquent de terres aussi bien que de blés. Ils

trafiquent des aliments, depuis le pain de l’homme jusqu’à la

graine légère qui nourrit l’oiseau prisonnier dans sa cage.

(Rires.) Ils trafiquent de poissons, de faisans, de gibier; ils

trafiquent de terrains pour les courses de chevaux; ils y perdent

même l’argent qu’ils y parient et font ensuite des lois au

Parlement pour être dispensés de payer leurs dettes.

(Applaudissements.) Ils trafiquent d’étoiles, de jarretières, de

rubans—spécialement de rubans bleus—et, ce qui est le pis de

tout, ils trafiquent des lois par lesquelles ils rendent leur

négoce plus lucratif. Ils poussent des clameurs contre le petit

boutiquier qui instruit son apprenti dans l’art de «tondre la

pratique», tandis qu’ils font bien pis, eux nobles législateurs,

car ils tondent la nation, et surtout, ils tondent court et ras

l’indigent affamé….. La Ligue a montré les classes privilégiées

sous un autre jour, en stimulant leurs vertus, en provoquant leur

philanthropie. Oh! combien elles étalent de charité, pourvu que

la loi-céréale s’en échappe saine et sauve! Des plans pour

l’amélioration de la condition du peuple sont en grande faveur,

et chaque section politique présente le sien.

L’orateur énumère ici et critique un grand nombre de projets tous aspirant à réparer par la charité les maux faits par l’injustice, tels que le système des *allotments* (V. p. 39), le bill des dix heures, les sociétés pour l’encouragement de telles ou telles industries, etc.—Il continue et termine ainsi:

Si notre cause s’élève contre le monopole, elle est encore plus

opposée à une guerre qui prendrait pour prétexte l’intérêt

national. J’espère que les sages avertissements qui sont sortis

de la bouche de l’honorable représentant de Manchester (M.

Gibson) pénétreront dans vos esprits et dans vos coeurs; car,

quand nous voyons à quels moyens le monopole a recours, il n’y a

rien de chimérique à redouter que, par un machiavélisme

monstrueux, il ne s’efforce, dans un sordide intérêt, de plonger

la nation dans toutes les calamités de la guerre. Si nous étions

menacés d’une telle éventualité, j’ai la confiance que le peuple

de ce pays se lèverait comme un seul homme pour protester contre

tout appel à ces moyens sanguinaires qui devront être relégués à

jamais dans les annales des temps barbares. Cette agitation doit

se maintenir et progresser, parce qu’elle se fonde sur une vue

complète des vrais intérêts nationaux et sur les principes de la

morale. Oui, nous soulevons une question morale. Laissons à nos

adversaires les avantages dont ils s’enorgueillissent. Ils

possèdent de vastes domaines, une influence incontestable; ils

sont maîtres de la Chambre des lords, de la Chambre des communes,

d’une grande partie de la presse périodique et du secret des

lettres (applaudissements); à eux encore le patronage de l’armée

et de la marine, et la prépondérance de l’Église. Voilà leurs

priviléges, et la longue énumération ne nous en effraye pas, car

nous avons contre eux ce qui est plus fort que toutes ces choses

réunies: le sentiment du juste gravé au coeur de l’homme.

(Acclamations.) C’est une puissance dont ils ne savent pas se

servir, mais qui nous fera triompher d’eux; c’est une puissance

plus ancienne que leurs races les plus antiques, que leurs

châteaux et leurs cathédrales, que l’Église et que l’État; aussi

ancienne, que dis-je? plus ancienne que la création même, car

elle existait avant que les montagnes fussent nées, avant que la

terre reposât sur ses fondements; elle habitait avec la sagesse

dans l’esprit de l’Éternel. Elle fut soufflée sur la face de

l’homme avec le premier souffle de vie, et elle ne périra pas en

lui tant que sa race n’aura pas compté tous ses jours sur cette

terre. Il est aussi vain de lutter contre elle que contre les

étoiles du firmament. Elle verra, bien plus, elle opérera la

destruction de tout ce qu’il y a d’injustice au fond de toutes

les institutions politiques et sociales. Oh! puisse la Providence

consommer bientôt sur le genre humain cette sainte bénédiction!

(Applaudissements prolongés.)

Après une courte allocution dans laquelle le président, au nom de la Ligue, adresse aux habitants de la métropole des remercîments et des adieux, la session de 1844 est close et l’assemblée se sépare.

*

Dans un des passages du discours précédent, M. Fox avait fait allusion à un meeting tenu, deux jours avant, à

Northampton. Le but de cette publication étant de jeter quelque jour sur les moeurs politiques de nos voisins, et de montrer, *en action*, l'immense liberté d'association dont ils ont le bonheur de jouir, nous croyons devoir dire un mot de ce meeting.

LES FREE-TRADERS ET LES CHARTISTES À NORTHAMPTON.

Lundi 5 juin 1844, un important meeting a eu lieu dans le comté et dans la ville de Northampton.

Quelques jours d'avance, un grand nombre de manufacturiers, de fermiers, de négociants et d'ouvriers avaient présenté une requête à MM. Cobden et Bright, pour les prier d'assister au meeting et d'y discuter la question de la liberté commerciale. Ces messieurs acceptèrent l'invitation.

Une autre requête avait été présentée, par les partisans du régime protecteur, à M. O'Brien, représentant du comté, et membre de la Société centrale pour la protection agricole. M. O'Brien déclina l'invitation, se fondant sur ce que les requérants étaient bien en état de se former une opinion par eux-mêmes, sans appeler des étrangers à leur aide.

Enfin, les chartistes de Northampton avaient, de leur côté, réclamé l'assistance de M. Fergus O'Connor qui, dans leur pensée, devait s'unir à M. O'Brien pour combattre M. Cobden. M. Fergus O'Connor avait promis son concours.

Le square dans lequel se tenait le meeting contenait plus de 6,000 personnes. Les *free-traders* proposèrent pour président lord Fitz Williams, maire, mais les chartistes exigèrent que le fauteuil fût occupé par M. Grandy, ce qui fut accepté.

M. Cobden soumet à l’assemblée la résolution suivante:

«Que les lois-céréales et toutes les lois qui restreignent le

commerce dans le but de protéger certaines classes sont injustes

et doivent être abrogées.»

M. Fergus O’Connor propose un amendement fort étendu qu’on peut résumer ainsi:

«Les habitants de Northampton sont d’avis que toutes

modifications aux lois-céréales, toutes réformes commerciales,

doivent être ajournées jusqu’à ce que la charte du peuple soit

devenue la base de la constitution britannique.»

De nombreux orateurs se sont fait entendre. Le président ayant consulté l’assemblée, la résolution de M. Cobden a été adoptée à une grande majorité.

*

Un autre trait caractéristique des moeurs politiques que la liberté paraît avoir pour tendance de développer, c’est

l’affranchissement de la femme, et son intervention, du moins comme juge, dans les grandes questions sociales. Nous croyons que la femme a su prendre le rôle le mieux approprié à la nature de ses facultés, dans une réunion dont, par ce motif, nous croyons devoir analyser succinctement le procès-verbal.

DÉMONSTRATION EN FAVEUR DE LA LIBERTÉ COMMERCIALE À WALSALL.

Présentation d’une coupe à M. John B. Smith.

En 1841, la lutte s’établit entre le monopole et la liberté aux élections de Walsall. M. Smith était le candidat des *free-traders*, et l’influence de la corruption, portée à ses dernières limites, assura aux monopoleurs un triomphe momentané. L’énergie et la loyauté, qui présidèrent à la conduite de M. Smith dans cette circonstance, lui concilièrent l’estime et l’affection de toutes les classes de la société, et les clames de Walsall résolurent de lui en donner un témoignage public. Elles formèrent entre elles une souscription dont le produit a été consacré à faire ciseler une magnifique coupe d’argent. Mercredi soir (11 septembre 1844), une *soirée* a eu lieu dans de vastes salons, décorés avec goût, et où était réunie la plus brillante assemblée. M. Robert Scott occupait le fauteuil.

Après le thé, M. le président se lève pour proposer la santé de la reine. «Dans une assemblée, dit-il, embellie par la présence d’un si grand nombre de dames, il serait inconvenant de ne pas commencer par payer un juste tribut de respect à notre gracieuse et bien-aimée souveraine. C’est une des gloires de l’Angleterre de s’être soumise à la domination de la femme, et ce n’est pas un des traits les

moins surprenants de son histoire, que la nation ait joui de plus de bonheur et de prospérité, sous l’empire de ses souveraines, que n’ont pu lui en procurer les règnes des plus grands hommes, etc.»

Après un discours de M. Walker, en réponse à ce toast, le président arrive à l’objet de la réunion. Il rappelle qu’en 1841, un appel fut fait aux habitants de Walsall pour poser aux électeurs la question de la liberté commerciale. C’était la première fois que cette grande cause subissait l’épreuve électorale. Nous avions alors un candidat whig qui n’allait pas, sur cette matière, jusqu’à l’affranchissement absolu des échanges. Il sentit la nécessité de se retirer, et le champ restait libre aux manoeuvres du candidat conservateur. Un grand nombre d’électeurs lui promirent imprudemment leurs votes, sans considérer que la loi leur a confié un dépôt sacré dont ils ne sont pas libres de disposer à leur avantage, mais dont ils doivent compte à ceux qui ne jouissent pas du même privilége. Vous vous rappelez l’anxiété qui régna alors parmi les *free-traders*, et les difficultés qu’ils rencontrèrent à trouver un candidat à qui l’on pût confier la défense du grand principe que nous posions devant le corps électoral. C’est dans ce moment qu’un homme d’une position élevée, d’un noble caractère et d’un grand talent, M. Smith (applaudissements), accepta sans hésiter la candidature et entreprit de relever ce bourg de la longue servitude à laquelle il était accoutumé. M. Smith était alors président de la chambre de commerce de Manchester, président de la Ligue. Sur notre demande, il vint à Walsall et dirigea la lutte avec une vigueur et une loyauté qui lui valurent, non-seulement l’estime de ses amis, mais encore l’approbation de ses adversaires. L’Angleterre et l’Irlande s’intéressaient au succès de ce grand débat, où les plus chers intérêts du pays étaient engagés. Grâce à des influences que vous n’avez pas oubliées, nous fûmes vaincus cependant, mais non sans

avoir réduit la majorité de nos adversaires dans une telle proportion qu'il ne leur reste plus aucune chance pour l'avenir. Les dames de Walsall, profondément reconnaissantes des services éminents rendus par M. Smith à la cause de la pureté électorale non moins qu'à celle de la liberté, résolurent de lui donner un témoignage public de leur estime. Je ne vous retiendrai pas plus longtemps, et ne veux point retarder les opérations qui sont l'objet principal de cette réunion.

Mme. Cox se lève, et s'adressant à M. Smith, elle dit: «J'ai l'honneur de vous présenter cette coupe, au nom des dames de Walsall.»

M. Smith reçoit ce magnifique ouvrage d'orfévrerie, d'un travail exquis, qui porte l'inscription suivante:

«_Présenté à M. J. B._ SMITH, *esq.*

«Par les dames de Walsall, comme un témoignage de leur estime et de leur gratitude, pour le courage et le patriotisme avec lesquels il a soutenu la lutte électorale de 1841, dans ce bourg, contre un candidat monopoleur,—pour l'indépendance de sa conduite et l'urbanité de ses manières,—pour ses infatigables efforts dans la défense des droits du travail contre les intérêts égoïstes et la domination usurpée d'une classe.

«Puisse-t-il vivre assez pour jouir de la récompense de ses travaux et voir la vérité triompher et la patrie heureuse!»

M. Smith remercie et prononce un discours que le cadre de cet ouvrage ne nous permet pas de rapporter.

Le but que nous nous sommes proposé était de faire connaître la Ligue, ses principaux chefs, les doctrines qu'elle soutient, les arguments par lesquels elle combat le monopole; nous ne pouvions songer à initier le lecteur dans tous les détails des opérations de cette grande association. Il est pourtant certain que les efforts persévérants, mais silencieux, par lesquels elle essaye de rénover, non-seulement l'esprit, mais encore le personnel du corps électoral, ont peut-être une importance plus pratique que la partie apparente et populaire de ses travaux.

Sans vouloir changer notre plan et attirer l'attention du lecteur sur les travaux électoraux de la Ligue, ce qui exigerait de sa part l'étude approfondie d'un système électif beaucoup plus compliqué que le nôtre, nous croyons cependant ne pouvoir terminer sans dire quelques mots et rapporter quelques discours relatifs à cette phase de l'*agitation*.

Nous avons vu précédemment qu'il y a en Angleterre deux classes de députés, et, par conséquent, d'électeurs.—158 membres du Parlement sont nommés par les comtés, et tous sont dévoués au monopole.—Jusqu'à la fin de 1844, les *free-traders* n'avaient en vue que d'obtenir, sur les députés des bourgs, une majorité suffisante pour contre-balancer l'influence de ce corps compacte de 158 protectionnistes.—Pour cela, il s'agissait de faire inscrire sur les listes électorales autant de *free-traders*, et d'en éliminer autant de créatures de l'aristocratie que possible. Un comité de la Ligue a été chargé et s'est acquitté pendant plusieurs années de ce pénible et difficile travail, qui a exigé une multitude innombrable de procès devant les cours compétentes (_courts of registration_), et le résultat a été d'assurer aux principes de la Ligue une majorité certaine dans un grand nombre de villes et de bourgs.

Mais, à la fin de 1844, M. Cobden conçut l’idée de porter la lutte jusque dans les comtés. Son plan consistait à mettre à profit ce qu’on nomme la clause Chandos, qui confère le droit d’élire, au comté, à quiconque possède une propriété immobilière donnant un revenu net de 40 schellings. De même que l’aristocratie avait, en 1841, mis un grand nombre de ses créatures en possession du droit électoral par l’action de cette clause, il s’agissait de déterminer les classes manufacturières et commerciales à en faire autant, en investissant les ouvriers des mêmes franchises, et en les transformant en *propriétaires*, en *landlords* au petit pied.— Le temps pressait, car on était au mois de décembre 1844, quand M. Cobden soumit son plan au conseil de la Ligue, et on n’avait que jusqu’au 31 janvier 1845, pour se faire inscrire sur les listes électorales qui doivent servir en cas de dissolution jusqu’en 1847.

Aussitôt le plan arrêté, la Ligue le mit à exécution avec cette activité prodigieuse qui ne lui a jamais fait défaut, et que nous avons peine à croire, tant elle est loin de nos idées et de nos moeurs politiques. Dans l’espace de dix semaines, M. Cobden a assisté à *trente-cinq* grands meetings publics, tenus dans les divers comtés du nord de l’Angleterre dans le seul but de propager cette nouvelle croisade électorale.— Nous nous bornerons à donner ici la relation d’un de ces meetings, celui de Londres, qui ouvre d’ailleurs la troisième année de l’agitation dans la métropole.

GRAND MEETING DE LA LIGUE AU THÉÂTRE DE COVENT-GARDEN.

11 décembre 1844.

Six mille personnes assistent à la réunion. Le président de la Ligue, M. George Wilson, occupe le fauteuil.

En ouvrant la séance, après quelques observations générales, le président ajoute:

Vous avez peut-être entendu dire que depuis notre dernier meeting

la Ligue avait «pris sa retraite». Mais soyez assurés qu'elle n'a

pas perdu son temps dans les cours d'enregistrement

(_registration courts_). Nous avons envoyé des hommes

expérimentés dans 140 bourgs, dans le but d'organiser des comités

électoraux là où il n'en existe pas, et de donner une bonne

direction aux efforts des *free-traders* là où il existe de

semblables institutions. Depuis, les cours de révision ont été

ouvertes. C'est là que la lutte a été sérieuse. Je n'ai pas

encore les rapports relatifs à la totalité de ces 140 bourgs,

mais seulement à 108 d'entre eux. Dans 98 bourgs nous avons

introduit sur les listes électorales plus de *free-traders* que

nos adversaires n'y ont fait admettre de monopoleurs; et d'un

autre côté nous avons fait rayer de ces listes un grand nombre de

nos ennemis. Dans 8 bourgs seulement la balance nous a été

défavorable, sans mettre cependant notre majorité en péril.

(Applaudissements.)

Le président entre ici dans des détails de chiffres inutiles à reproduire; il expose ensuite les moyens de conquérir une majorité dans les comtés.

M. Villiers, m. P., prononce un discours. La parole est ensuite à M. Cobden. Nous extrayons du discours de l'honorable membre les passages qui nous ont paru d'un intérêt général.

M. COBDEN….. Les monopoleurs ont fait circuler à profusion une

brochure adressée aux ouvriers, qui porte pour épigraphe une

sentence qui a pour elle l'autorité républicaine, celle de M.

Henry Clay. Je suis bien aise qu'ils aient inscrit son nom et

cité ses paroles sur le frontispice de cette oeuvre, car les

ouvriers n'oublieront pas que, depuis sa publication, M. Henry

Clay a été repoussé de la présidence des États-Unis. Il demandait

cet honneur à trois millions de citoyens libres, et il fondait ses droits sur ce qu'il est l'auteur et le père du système protecteur en Amérique. J'ai suivi avec une vive anxiété les progrès de cette lutte, et reçu des dépêches par tous les paquebots. J'ai lu le compte rendu de leurs discours et de leurs processions. Vraiment les harangues de Clay et de Webster auraient fait honneur aux ducs de Richmond et de Buckingham eux-mêmes. (Rires.) Leurs bannières portaient toutes des devises, telles que celles-ci: «Protection au travail national.» «Protection contre le travail non rémunéré d'Europe.» «Défense de l'industrie du pays.» «Défense du système américain.» «Henry Clay et protection.» (Rires.) Voilà ce qu'on disait à la démocratie américaine, comme vous le dit votre aristocratie dans ce même pamphlet. Et qu'a répondu le peuple américain? Il a rejeté Henry Clay; il l'a rendu à la vie privée. (Applaudissements.) Je crois que nos sociétés prohibitionnistes, s'il leur reste encore un

grand dépôt de cette brochure, pourront l’offrir à bon marché.

(Rires.) Elles seront toujours bonnes à allumer des cigares.

(Nouveaux rires.)….

Eh bien! habitants de Londres! Qu’y a-t-il de nouveau parmi vous?

Vous avez su quelque chose de ce que nous avons fait dans le

Nord; que se passe-t-il par ici? Je crois que j’ai aperçu

quelques signes, sinon d’opposition, du moins de ce que j’appelle

des tentatives de diversion. Vous avez eu de grands meetings,

remplis de beaux projets pour le soulagement du peuple….. Mon

ami M. Villiers vous a parlé du grand développement de l’esprit

charitable parmi les monopoleurs et de leur manie de tout

arranger par l’*aumône*. En admettant que cette charité soit bien

sincère et qu’elle dépasse celle des autres classes, j’ai de

graves objections à opposer à un système qui fait dépendre une

portion de la communauté des aumônes de l’autre portion.

(Écoutez! écoutez!) Mais je nie cette philanthropie elle-même,

et, relevant l’accusation qu’ils dirigent contre nous,—froids

économistes,—je dis que c’est parmi les *free-traders* que se

trouve la vraie philanthropie. Ils ont tenu un grand meeting, il

y a deux mois, dans le Suffolk. Beaucoup de seigneurs, de nobles,

de squires, de prêtres se sont réunis, et pourquoi? Pour

remédier, par un projet philanthropique, à la détresse générale.

Ils ont ouvert une souscription. Ils se sont inscrits séance

tenante; et qu’est-il arrivé depuis? Où sont les effets de cette

oeuvre qui devait fermer toutes les plaies? J’oserais affirmer

qu’il est tel ligueur de Manchester qui a plus donné pour établir

dans cette ville des lieux de récréation pour les ouvriers, qu’il

n’a été recueilli parmi toute la noblesse de Suffolk pour le

soulagement des ouvriers des campagnes. Ne vous méprenez pas,

messieurs, nous ne venons pas ici faire parade de générosité,

mais décrier ces accusations sans cesse dirigées contre le corps

le plus intelligent de la classe moyenne de ce pays, et cela

parce qu’il veut se faire une idée scientifique et éclairée de la

vraie mission d’un bon gouvernement. Ils nous appellent

«économistes politiques; durs et secs utilitaires». Je réponds

que les «économistes» ont la vraie charité et sont les plus

sincères amis du peuple. Ces messieurs veulent absolument que le

peuple vive d’aumônes; je les somme de nous donner au moins une

garantie qu’en ce cas le peuple ne sera pas affamé. Oh! il est

fort commode à eux de flétrir, par une dénomination odieuse, une

politique qui scrute leurs procédés. (Rires.) Nous nous

reconnaissons «économistes», et nous le sommes, parce que nous ne

voulons pas voir le peuple se fier, pour sa subsistance, aux

aumônes de l’aristocratie, sachant fort bien que, s’il le fait,

sa condition sera vraiment désespérée. (Applaudissements.) Nous

voulons que le gouvernement agisse sur des principes qui

permettent à chacun de pourvoir à son existence par un travail

honnête et indépendant. Ces grands messieurs ont tenu un autre

meeting aujourd'hui. On y a traité de toutes sortes de sujets,

excepté du sujet essentiel. (Écoutez!) Une réunion a eu lieu ce

matin à Exeter-Hall, où il y avait des gens de toute espèce, et

dans quel but? Afin d'imaginer des moyens et de fonder une

société pour «l'assainissement des villes.» (Rires.) Ils vous

donneront de la ventilation, de l'air, de l'eau, des

desséchements, des promenades, de tout, excepté du pain.

(Applaudissements.) Cependant, du moins en ce qui concerne le

Lancashire, nous avons les registres généraux de la mortalité qui

montrent distinctement le nombre des décès s'élevant et

s'abaissant d'année en année, avec le prix du blé, et tous pouvez

suivre cette connexité avec autant de certitude que si elle résultait d’une enquête du coroner. Il y a eu trois mille morts de plus dans les années de cherté que depuis que le blé est descendu à un prix naturel, et cela dans un très-petit district du Lancastre. Et ces messieurs, dans leurs sociétés de bienveillance, parlent d’eau, d’air, de tout, excepté du pain qui est le soutien et comme l’étoffe de la vie! Je ne m’oppose pas à des oeuvres de charité; je les appuie de toute mon âme; mais je dis: Soyons justes d’abord, ensuite nous serons charitables. (Applaudissements.) Je ne doute nullement de la pureté des motifs qui dirigent ces messieurs; je ne les accuserai point ici d’hypocrisie, mais je leur dirai: «Répondez à la question, ne l’escamotez pas.»

Je me plains particulièrement d’une partie de l’aristocratie[57], qui affiche sans cesse des prétentions à une charité sans égale,

dont, sans doute par ce motif, les lois-céréales froissent la

conscience, et qui les maintient cependant, sans les discuter et

même sans vouloir formuler son opinion. Je fais surtout allusion

à un noble seigneur qui en a agi ainsi l’année dernière, à

l’occasion de la motion de M. Villiers, quoique, en toutes

circonstances, il fasse profession d’une grande sympathie pour

les souffrances du peuple. Il ne prit pas part à la discussion,

n’assista pas même aux débats, et ne vint pas moins au dernier

moment voter contre la motion. (Grands cris: Honte! honte! le

nom! le nom!) Je vous dirai le nom; c’est lord Ashley. (Murmures

et sifflets.) Eh bien, je dis: Admettons la pureté de leurs

motifs, mais stipulons au moins qu’ils discuteront la question et

qu’ils l’examineront avec le même soin qu’ils donnent «aux

approvisionnements d’eau et aux renouvellements de l’air.» Ne

permettons pas qu’ils ferment les yeux sur ce sujet. Comment se

conduisent-ils en ce qui concerne la ventilation? Ils appellent à

leur aide les hommes de science. Ils s’adressent au docteur

Southwood-Smith, et lui disent: Comment faut-il s’y prendre pour

que le peuple respire un bon air? Eh bien! quand il s’agit de

donner au peuple du travail et des aliments, nous les sommons

d’interroger aussi les hommes de science, les hommes qui ont

passé leur vie à étudier ce sujet, et qui ont consigné dans leurs

écrits des opinions reconnues pour vraies dans tout le monde

éclairé. Comme ils appellent dans leurs conseils Southwood-Smith,

nous leur demandons d’y appeler aussi Adam Smith, et nous les

sommons ou de réfuter ses principes ou d’y conformer leurs votes.

(Applaudissements.) Il ne suffit pas de se tordre les bras, de

s’essuyer les yeux et de s’imaginer que dans ce siècle

intelligent et éclairé le sentimentalisme peut être de mise au

sénat. Que dirions-nous de ces messieurs qui gémissent sur les

souffrances du peuple, si, pour des fléaux d’une autre nature,

ils refusaient de prendre conseil de la science, de

l’observation, de l’expérience? S’ils entraient dans un hôpital,

par exemple, et si, à l’aspect des douleurs et des gémissements

dont leurs sens seraient frappés, ces grands philanthropes

mettaient à la porte les médecins et les pharmaciens, et tournant

au ciel leurs yeux attendris, ils se mettaient à traiter et

médicamenter à leur façon? (Rires et applaudissements.) J’aime

ces meetings de Covent-Garden, et je vous dirai pourquoi. Nous

exerçons ici une sorte de police intellectuelle. Byron a dit que

nous étions dans un siècle d’affectation; il n’y a rien de plus

difficile à saisir que l’affectation. Mais je crois que si

quelque chose a contribué à élever le niveau moral de cette

métropole, ce sont ces grandes réunions et les discussions qui

ont lieu dans cette enceinte. (Acclamations.) Il va y avoir un

autre meeting ce soir dans le but d’offrir à sir Henry Pottinger

un don patriotique. Je veux vous en dire quelques mots. Et

d’abord, qu’a fait sir Henry Pottinger pour ces monopoleurs? —Je

parle de ces marchands et millionnaires monopoleurs, y compris la

maison Baring et Cie, qui a souscrit pour 50 liv. st. à

Liverpool, et souscrira sans doute à Londres. Je le demande, qu’a

fait M. Pottinger pour provoquer cette détermination des

princes-marchands de la Cité? Je vous le dirai. Il est allé en

Chine, et il a arraché au gouvernement de ce pays, pour son bien

sans doute, un tarif. Mais de quelle espèce est ce tarif? Il est

fondé sur trois principes. Le premier, c’est qu’il n’y aura aucun

droit d’aucune espèce sur les céréales et toutes sortes

d’aliments importés dans le Céleste Empire. (Écoutez! Écoutez!)

Bien plus, si un bâtiment arrive chargé d’aliments, non-seulement

la marchandise ne paye aucun droit, mais le navire lui-même est

exempt de tous droits d’ancrage, de port, etc., et c’est la seule

exception de cette nature qui existe au monde. Le second

principe, c’est qu’il n’y aura aucun droit *pour la protection*.

(Écoutez!) Le troisième, c’est qu’il y aura des droits modérés

pour le revenu. (Écoutez! écoutez!) Eh quoi! c’est pour obtenir

un semblable tarif, que nous, membres de la Ligue, combattons

depuis cinq ans! La différence qu’il y a entre sir Henry

Pottinger et nous, la voici: c’est que pendant qu’il a réussi à

conférer, par la force, un tarif aussi avantageux au peuple

chinois, nous avons échoué jusqu’ici dans nos efforts pour

obtenir de l’aristocratie, par la raison, un bienfait semblable

en faveur du peuple anglais. (Applaudissements.) Il y a encore

cette différence: c’est que, en même temps que ces marchands

monopoleurs préparent une splendide réception à sir Henry

Pottinger pour ses succès en Chine, ils déversent sur nous

l’invective, l’insulte et la calomnie, parce que nous poursuivons

ici, et inutilement jusqu’à ce jour, un succès de même nature. Et

pourquoi n’avons-nous pas réussi? Parce que nous avons rencontré

sur notre chemin la résistance et l’opposition de ces mêmes

hommes inconséquents, qui vont maintenant saluant de leurs toasts

et de leurs hurrahs la liberté du commerce… en Chine.

(Applaudissements.) Je leur adresserai à ce sujet une ou deux

questions. Ces messieurs pensent-ils que le tarif que M.

Pottinger a obtenu des Chinois sera avantageux pour ce peuple? À

en juger par ce qu’on leur entend répéter en toute occasion, ils

ne peuvent réellement pas le croire. Ils disent que les aliments

à bon marché et la libre importation du blé seraient

préjudiciables à la classe ouvrière et abaisseraient le taux des

salaires. Qu’ils répondent catégoriquement. Pensent-ils que le

tarif sera avantageux aux Chinois? S’ils le pensent, quelle

inconséquence n’est-ce pas de refuser le même bienfait à leurs

concitoyens et à leurs frères! S’ils ne le pensent pas, s’ils

supposent que le tarif aura pour les Chinois tous ces effets

funestes qu’un semblable tarif aurait, à ce qu’ils disent, pour

l’Angleterre, alors ils ne sont pas chrétiens, car ils font aux

Chinois ce qu’ils ne voudraient pas qu’on fît à eux-mêmes.

(Bruyantes acclamations.) Je les laisse entre les cornes de ce

dilemme et entièrement maîtres de choisir.

[Note 57: L’orateur désigne ici le parti qui s’intitule «la jeune

Angleterre,» et qui a pour chefs lord Ashley, Manners, d’Israëli,

etc. Lord Ashley, cherchant à rejeter sur les manufacturiers les

imputations que la Ligue dirige contre les maîtres du sol,

attribue les souffrances du peuple à l’excès du travail. En

conséquence, de même que M. Villiers propose chaque année la

libre introduction du blé étranger, lord Ashley propose la

limitation des heures de travail. L’un cherche le remède à la

détresse générale dans la liberté, l’autre dans de nouvelles

restrictions.—Ainsi, ces deux écoles économiques sont toujours

et partout en présence.]

Il y a quelque chose de sophistique et d’erroné à représenter,

comme on le fait, le tarif chinois comme un traité de commerce.

Ce n’est point un traité de commerce. Sir Henry Pottinger a

imposé ce tarif au gouvernement chinois, non en notre faveur,

mais en faveur du monde entier. (Écoutez! écoutez!) Et que nous

disent les monopoleurs? «Nous n’avons pas d’objection contre la

liberté commerciale, si vous obtenez la *réciprocité* des autres

pays.» Et les voilà, à cette heure même, nous pourrions presque

entendre d’ici leur «_hip, hip, hip, hurrah! hurrah!_» les voilà

saluant et glorifiant sir Henry Pottinger pour avoir donné aux

Chinois un tarif sans réciprocité avec aucune nation sur la

surface de la terre! (Écoutez!) Après cela pensez-vous que sir

Thomas Baring osera se présenter encore devant Londres? (Rires et

cris: Non! non!) Lorsqu'il manqua son élection l'année dernière,

il disait que vous étiez une race ignorante. Je vous donnerai un

mot d'avis au cas qu'il se représente. Demandez-lui s'il est

préparé à donner à l'Angleterre un tarif aussi libéral que celui

que sir Henry Pottinger a donné à la Chine, et sinon, qu'il vous

explique les motifs qui l'ont déterminé à souscrire pour cette

pièce d'orfévrerie qu'on présente à M. Pottinger. Nous ne

manquons pas, à Manchester même, de monopoleurs de cette force

qui ont souscrit aussi à ce don patriotique. On fait toujours les

choses en grand dans cette ville, et pendant que vous avez

recueilli ici mille livres sterling dans cet objet, ils ont levé

là-bas trois mille livres, presque tout parmi les monopoleurs qui

ne sont ni les plus éclairés, ni les plus riches, ni les plus

généreux de notre classe, quoiqu'ils aient cette prétention. Ils

se sont joints à cette démonstration en faveur de sir Henry

Pottinger. J'ai été invité aussi à souscrire. Voici ma réponse:

Je tiens sir Henry Pottinger pour un très-digne homme, supérieur

à tous égards à beaucoup de ceux qui lui préparent ce splendide

accueil. Je ne doute nullement qu'il n'ait rendu d'excellents

services au peuple chinois; et si ce peuple peut envoyer un sir

Henry Pottinger en Angleterre, si ce Pottinger chinois réussit

par la force de la raison (car nous n'admettons pas ici

l'intervention des armes), si, dis-je, par la puissance de la

logique, à supposer que la logique chinoise ait une telle

puissance (rires), il arrache au coeur de fer de notre

aristocratie monopoliste le même tarif pour l'Angleterre que

notre général a donné à la Chine, j’entrerai de tout mon coeur

dans une souscription pour offrir à ce diplomate chinois une

pièce d’orfévrerie. (Rires et acclamations prolongés.) Mais,

gentlemen, il faut en venir à parler d’affaires. Notre digne

président vous a dit quelque chose de nos derniers travaux.

Quelques-uns de nos pointilleux amis, et il n’en manque pas de

cette espèce,—gens d’un tempérament bilieux et enclins à la

critique, qui, ne voulant ni agir par eux-mêmes, ni aider les

autres dans l’action, de peur d’être rangés dans le _servum

pecus_, n’ont autre chose à faire qu’à s’asseoir et à

blâmer,—ces hommes vont répétant: «Voici un nouveau mouvement de

la Ligue; elle attaque les landlords jusque dans les comtés; elle

a changé sa tactique.» Mais non, nous n’avons rien changé, rien

modifié; nous avons développé. Je suis convaincu que chaque pas

que nous avons fait était nécessaire pour élever l’*agitation* là

où nous la voyons aujourd’hui. (Écoutez!) Nous avons commencé par

enseigner, par distribuer des pamphlets, afin de créer une

opinion publique éclairée. Cela nous a tenu nécessairement deux

ou trois ans. Nous avons ensuite porté nos opérations dans les

colléges électoraux des bourgs; et jamais, à aucune époque,

autant d’attention systématique, autant d’argent, autant de

travaux n’avaient été consacrés à dépouiller, surveiller,

rectifier les listes électorales des bourgs d’Angleterre. Quant à

l’enseignement par la parole, nous le continuons encore;

seulement, au lieu de nous faire entendre dans quelque étroit

salon d’un troisième étage, comme il le fallait bien à l’origine,

nous nous adressons à de magnifiques assemblées telles que celle

qui est devant moi. Nous distribuons encore nos pamphlets, mais

sous une autre forme: nous avons notre organe, le journal _la

Ligue_, dont vingt mille exemplaires se distribuent dans le pays,

chaque semaine. Je ne doute pas que ce journal ne pénètre dans

toutes les paroisses du royaume, et ne circule dans toute

l’étendue de chaque district. Maintenant, nous allons plus loin,

et nous avons la confiance d’aller troubler les monopoleurs

jusque dans leurs comtés. (Applaudissements.) La première

objection qu’on fait à ce plan, c’est que c’est un jeu à la

portée des deux partis, et que les monopoleurs peuvent adopter la

même marche que nous. J’ai déjà répondu à cela en disant que nous

sommes dans cette heureuse situation de nous asseoir devant un

tapis vert où tout l’enjeu appartient à nos adversaires et où

nous n’avons rien à perdre. (Écoutez!) Il y a longtemps qu’ils

jouent et ils ont gagné tous les comtés. Mon ami M. Villiers n’a

eu l’appui d’aucun comté la dernière fois qu’il a porté sa motion

à la Chambre. Il y a là 152 députés des comtés, et je crois que

si M. Villiers voulait prouver clairement qu’il peut obtenir la majorité, sans en détacher quelques-uns, il y perdrait son arithmétique. Nous allons donc essayer de lui en donner un certain nombre.

Ici l’orateur passe en revue les diverses clauses de la loi électorale et indique, pour chaque position, les moyens d’acquérir le droit de suffrage soit dans les bourgs, soit dans les comtés. Nous n’avons pas cru devoir reproduire ces détails qui ne pourraient intéresser qu’un bien petit nombre de lecteurs.

….. Les monopoleurs ont des yeux de lynx pour découvrir les moyens d’atteindre leur but. Ils dénichèrent dans le bill de réforme la clause Chandos, et la mirent immédiatement en oeuvre.

Sous prétexte de faire inscrire leurs fermiers sur les listes électorales, ils y ont fait porter les fils, les neveux, les oncles, les frères de leurs fermiers, jusqu’à la troisième génération, jurant au besoin qu’ils étaient associés à la ferme, quoiqu’ils n’y fussent pas plus associés que vous. C’est ainsi qu’ils ont gagné les comtés. Mais il y a une autre clause dans le

bill de réforme, que nous, hommes de travail et d'industrie, n'avions pas su découvrir; celle qui confère le droit électoral au propriétaire d'un *freehold* de 40 shillings de revenu. J'élèverai cette clause contre la clause Chandos et nous les battrons dans les comtés mêmes. (Bruyantes acclamations.).....

..... Il y a un très-grand nombre d'ouvriers qui parviennent à économiser 50 à 60 liv. sterl., et ils sont peut-être accoutumés à les déposer à la caisse d'épargne. Je suis bien éloigné de vouloir dire un seul mot qui tende à déprécier cette institution; mais la propriété d'un cottage et de son enclos donne un intérêt double de celui qu'accorde la caisse d'épargne. Et puis, quelle satisfaction pour un ouvrier de croiser ses bras et de faire le tour de son petit domaine, disant: «Ceci est à moi, je l'ai acquis par mon travail!» Parmi les pères dont les fils arrivent à l'âge de maturité, il y en a beaucoup qui sont enclins à les

tenir en dehors des affaires et étrangers au gouvernement de la

propriété. Mon opinion est que vous ne sauriez trop tôt montrer

de la confiance en vos enfants et les familiariser avec la

direction des affaires. Avez-vous un fils qui arrive à ses vingt

et un ans? Ce que vous avez de mieux à faire, si vous le pouvez,

c’est de lui conférer un vote de comté. Cela l’accoutume à gérer

une propriété et à exercer ses droits de citoyen, pendant que

vous vivez encore, et que vous pouvez au besoin exercer votre

paternel et judicieux contrôle. Je connais quelques pères qui

disent: «Je mettrais mon fils en possession du droit électoral,

mais je redoute les frais.» Je donnerai un avis au fils. Allez

trouver votre père et offrez-lui de faire vous-même cette

dépense. Si vous ne le voulez pas, et que votre père s’adresse à

moi, je la ferai. (Applaudissements.) C’est ainsi que nous

gagnerons Middlesex. Mais ce n’est pas tout que de vous faire

inscrire. Il faut encore faire rayer ceux qui sont sans droit. On

a dit que c’était une mauvaise tactique et qu’elle tendait à

diminuer les franchises du peuple. Si nos adversaires

consentaient à ce que les listes s’allongeassent de faux

électeurs des deux côtés, nous pourrions ne pas faire

d’objections. Mais s’ils scrutent nos droits sans que nous

scrutions les leurs, il est certain que nous serons toujours

battus.....

..... L’Écosse a les yeux sur vous. On dit dans ce pays-là: Oh!

si nous n’étions soumis qu’à ce cens de 40 shillings, nous

serions bientôt maîtres de nos 12 comtés. L’Irlande aussi a les

yeux sur vous. Son cens, comme en Écosse, est fixé à 10 liv.

sterlings.—Quoi! l’Angleterre, l’opulente Angleterre, n’aurait

qu’un cens nominal de 40 shillings, elle aurait une telle arme

dans les mains, et elle ne battrait pas cette oligarchie

inintelligente et incapable qui l’opprime! Je ne le croirai

jamais! Nous élèverons nos voix dans tout le pays; il n’est pas

de si légère éminence dont nous ne nous ferons un piédestal pour

crier: Aux listes! aux listes! aux listes! Inscrivez-vous,

non-seulement dans l’intérêt de millions de travailleurs, mais

encore dans celui de l’aristocratie elle-même; car, si elle est

abandonnée à son impéritie et à son ignorance, elle fera bientôt

descendre l’Angleterre au niveau de l’Espagne et de la Sicile, et

subira le sort de la grandesse castillane. Pour détourner de

telles calamités, je répète donc: Aux listes! aux listes! aux

listes! (Tonnerre d’applaudissements.)

Nous terminerons ce choix ou plutôt ce recueil de discours (car nous pouvons dire avec vérité que le hasard nous a plus souvent guidé que le choix), par le compte rendu du meeting tenu à Manchester le 22 janvier 1845, meeting où ont été rendus les comptes de l’exercice 1844, et qui clôt, par conséquent, la cinquième année de l’agitation. Encore, dans cette séance, nous nous bornerons à traduire le discours de M. Bright qui résume les travaux et la situation de la Ligue. M. Bright est certainement un des membres de la Ligue les plus zélés, les plus infatigables et en même temps les plus éloquents. La verve et la chaleur de Fox, le profond bon sens et le génie pratique de Cobden semblent

tour à tour tributaires du genre d’éloquence de M. Bright. Ainsi que nous venons de le dire, au milieu des richesses oratoires qui étaient à notre disposition, nous avons dû nous fier au hasard et nous nous apercevons un peu tard qu’il nous a mal servi en ceci que notre recueil ne renferme presque aucun discours de M. Bright. Nous saisissons donc cette occasion de réparer envers nos lecteurs un oubli involontaire.

MEETING GÉNÉRAL DE LA LIGUE À MANCHESTER.

22 janvier 1845.

Une première séance a lieu le matin. Elle a pour objet la reddition des comptes, au nom du conseil de la Ligue, aux membres de l’association. Les opérations de cette séance ne pourraient avoir qu’un faible intérêt pour le public français.

Le soir, une immense assemblée est réunie dans la grande salle de l’édifice élevé à Manchester par la Ligue. Plus de six cents des principaux membres de l’association sont sur la plate-forme. À 7 heures, M. Georges Wilson occupe le fauteuil. On ne peut pas estimer à moins de 10,000 le nombre des spectateurs présents à la réunion.

M. HICKIN, secrétaire de la Ligue, présente le compte rendu des opérations pendant l’exercice de 1844. Nous nous bornerons à extraire de ce rapport les faits suivants.

En conformité du plan de la Ligue, l’Angleterre a été divisée en

treize districts électoraux. Des agents éclairés, rompus dans la

connaissance et la pratique des lois, ont été assignés à chaque

district pour surveiller la formation des listes électorales, et

en poursuivre la rectification devant les tribunaux.

L’opération a été exécutée dans 160 bourgs. La masse des

informations ainsi obtenues permettra de donner à l’avenir aux

efforts de la Ligue plus d’ensemble et d’efficacité. Jusqu’ici,

on peut considérer que les *free-traders* ont eu l’avantage sur

les monopoleurs dans 112 de ces bourgs, et, dans le plus grand

nombre, cet avantage suffit pour assurer la nomination de

candidats engagés dans la cause du libre-commerce.

Plus de 200 meetings ont été tenus en Angleterre et en Écosse, à

ne parler que de ceux où ont assisté les députations de la Ligue.

Les professeurs de la Ligue ont ouvert des cours dans trente-six

comtés sur quarante. Partout, et principalement dans les

districts agricoles, on demande plus de professeurs que la Ligue

n’en peut fournir.

Il a été distribué 2 millions de brochures, et 1,340,000

exemplaires du journal *la Ligue*.

Les bureaux de l’association ont reçu un nombre immense de

lettres et en ont expédié environ 300,000.

Ce n’est que dans ces derniers temps que la Ligue a dirigé son

attention sur les listes électorales des comtés. En peu de jours,

la balance en faveur des *free-traders* s’est accrue de 1,750

pour le Lancastre du nord, de 500 pour le Lancastre du sud et de

500 pour le Middlesex. Le mouvement se propage dans les comtés de

Chester, d’York, *etc.*

Les recettes de la Ligue se sont élevées à 86,009 liv. sterl.

Les dépenses à 59,333

––

Balance en caisse 26,676

L’annonce de ces faits (que, pressé par l’espace, nous nous bornons à extraire du rapport de M. Hickin), est accueillie par des applaudissements enthousiastes.

M. BRIGHT. (Mouvement de satisfaction.) C’est, ce me semble, une

chose convenable que le conseil de la Ligue vienne faire son

rapport annuel à cette assemblée, dans cette salle et sur le lieu

qu’elle occupe; car cette assemblée est la représentation fidèle

des multitudes qui, dans tout le pays, ont engagé leur influence

dans la cause du *libre-commerce*. Cette salle est un temple

élevé à l’indépendance, à la justice, en un mot aux principes du

libre-commerce, et ce lieu est à jamais mémorable dans les

fastes de la lutte du monopole et du *libre-commerce*; car, à

l’endroit même où je parle, il y a un quart de siècle, vos

concitoyens furent attaqués par une soldatesque lâche et brutale,

et l’on vit couler le sang d’hommes inoffensifs et de faibles

femmes qui s’étaient réunis pour protester contre l’iniquité des

lois-céréales. (Écoutez! écoutez!) Deux choses qui se lient à ce

sujet frappent mon esprit en ce moment. La première c’est que

l’objet et la tendance de toutes les lois-céréales qui se sont

succédées ont été les mêmes, à savoir: spolier les classes

industrieuses par la famine artificielle; enrichir les grands

propriétaires du sol, ceux qui se disent la noblesse de la terre.

(Bruyants applaudissements.) Lorsque la loi fut adoptée en 1815,

elle avait pour objet de fixer le prix du froment à 80 sh. le

quarter. Ce prix est maintenant à 45 sh. ou un peu plus de

moitié. Or, nous sommes convaincus que 80 sh. c’est un _prix de

famine_. C’était donc un prix de famine que la loi entendait

rendre permanent. Il est vrai que, depuis cette époque, deux

années seulement ont vu le blé à 80 sh. En 1817 et 1818, le prix

de famine légale fut atteint, et ce furent deux années

d’effroyable détresse, de mécontentement, où l’insurrection

faillit éclater dans tous les districts populeux du royaume. Mais

la loi entendait bien que le prix de famine fût maintenu, non

point pendant deux ans, mais à toujours, aussi longtemps qu’elle

existerait elle-même. Les vues de ses promoteurs, leur objet

avoué, n’avaient d’autre limite que celle-ci: approcher toujours

du prix autant que cela sera compatible avec notre sécurité.

(Bruyantes acclamations.) Arracher à l’industrie tout ce qu’elle

voudra se laisser arracher tranquillement. (Écoutez!) Ne craignez

pas d’affamer quelques pauvres; ils descendront prématurément

dans la tombe, et leur voix ne se fera plus entendre au milieu

des dissensions des partis et des luttes que suscite la soif de

la puissance politique. (Nouvelles acclamations.) Oh! cette loi

est sans pitié! et ses promoteurs furent sans pitié.—Nous avons

eu des périodes où le pays était comparativement affranchi de sa

détresse habituelle; nous traversons maintenant un de ces courts

intervalles; mais si nous ne sommes point plongés dans la

désolation, nous n’en devons aucune reconnaissance à la loi. Vous

avez entendu dire et je le répète ici, qu’il y a une puissance,

une puissance miséricordieuse qui, dans ses voies cachées, ne

consulte pas les vues ignorantes et sordides des propriétaires du

sol britannique; c’est cette puissance infinie, qui voit

au-dessous d’elle ces potentats qui siégent dans l’enceinte où

s’élaborent les lois humaines, c’est cette puissance qui,

déconcertant les projets des promoteurs de la loi-céréale, répand

en ce moment sur le peuple d’Angleterre le bien-être et

l’abondance. Nous apprenons quelquefois que l’esclave a fui loin

du fouet et de la chaîne et qu’il a échappé à la sagacité de la

meute lancée sur sa trace. Mais est-il jamais venu dans la pensée

de personne de faire honneur de sa fuite et de sa sûreté à la

clémence des maîtres ou à celle des dogues altérés de sang?

Est-il un homme qui osât dire que ce pays est redevable à la

protection, à une clémence cachée au fond du système protecteur,

s’il n’est point, à cette heure, accablé sous le poids du

paupérisme, et si ses nobles et chères institutions ne sont pas

menacées par la révolte de multitudes affamées? La seconde chose

que je veux rappeler, et qu’il ne faut pas perdre de vue un seul

instant, c’est que cette loi a été imposée par la force militaire

et par cette force seule (écoutez! écoutez!), que, le jour où

elle fut votée, on vit, dans cette terre de liberté, une garnison

occuper l’enceinte législative; que cette même police, cette même

force armée, que nourrissent les contributions du peuple, fut

employée à imposer, à river sur le front du peuple ce joug

odieux, qui devait être à la fois et le signe de sa servitude et

le tribut que lui coûte son propre asservissement. Dans nos

villes, c’est encore la force, dans nos campagnes, c’est la

fraude qui maintient cette loi. Le peuple ne l’a jamais demandée.

On n’a jamais vu de pétitions au Parlement pour demander la

disette. Jamais même le peuple n’a tacitement accepté une telle

législation et, depuis l’heure fatale où elle fut promulguée, il

n’a pas cessé un seul jour de protester contre son iniquité. Ce

meeting ensanglanté, dont je parlais tout à l’heure, n’était

qu’une protestation; et depuis ce moment terrible jusqu’à celui

où je parle, il s’est toujours rencontré des hommes, parmi les

plus éclairés de cet empire et du monde, pour dénoncer l’infamie

de ces lois. (Applaudissements.) La Ligue elle-même, qu’est-ce

autre chose, sinon l’incarnation, pour ainsi dire, d’une opinion

ancienne, d’un sentiment vivace dans le pays? Nous n’avons fait

que relever la question qui préoccupait profondément nos pères.

Nous sommes mieux organisés, plus résolus peut-être, et c’est en

cela seulement que cette agitation diffère de celle qui s’émut,

il y a un quart de siècle, sur le lieu même où s’élève cette

enceinte.—Nos adversaires nous demandent souvent ce qu’a fait la

Ligue. Quand il s’agit d’une oeuvre matérielle, de l’érection

d’un vaste édifice, le progrès se montre de jour en jour, la

pierre vient se placer sur la pierre jusqu’à ce que le noble

monument soit achevé. Nous ne pouvons pas nous attendre à suivre

de même, dans ses progrès, la destruction du système protecteur.

Notre oeuvre, les résultats de nos travaux, ne sont pas aussi

visibles à l’oeil extérieur. Nous aspirons à créer le sentiment

public, à tourner le sentiment public contre ce système, et cela

avec une puissance telle que la loi maudite en soit virtuellement

abrogée, notre triomphe consommé, et que l’acte du Parlement, la

sanction législative, ne soit que la reconnaissance, la formelle

ratification de ce que l’opinion publique aura déjà décrété.

(Applaudissements.)

Je repassais nos progrès dans mon esprit, et je me rappelais

qu’en 1839 la Ligue leva une souscription de 5,000 liv. sterl.

(125,000 fr.), ce fut alors regardé comme une chose sérieuse; en

1840, une autre souscription eut lieu. En 1841, intervint ce

meeting mémorable qui réunit dans cette ville sept cents

ministres de la religion, délégués par autant de congrégations

chrétiennes. Ces hommes, avec toute l’autorité que leur donnaient

leur caractère et leur mission, dénoncèrent la loi-céréale comme

une violation des droits de l’homme et de la volonté de Dieu. Oh!

ce fut un noble spectacle (applaudissements)! et il n’a pas été

assez apprécié! Mais dans nos nombreuses pérégrinations à travers

toutes les parties du royaume, nous avons retrouvé ces mêmes

hommes; nous avons vu qu’en se séparant à Manchester, ils sont

allés répandre jusqu’aux extrémités de cette île les principes

que ce grand meeting avait ravivés dans leur âme, organisant

ainsi en faveur du *libre-commerce* de nombreux centres

d’agitation, dont les résultats nous ont puissamment secondés.

En 1842, nous eûmes un bazar à Manchester qui réalisa 10,000 l.

s., somme qui dépasse de plusieurs milliers de livres celles qui

ont été jamais recueillies dans ce pays par des établissements

analogues, quelque nobles que fussent leurs patrons et leurs

dames patronnesses. En 1843, nous levâmes une souscription de

50,000 l. s. (1,250,000 fr.) (Bruyantes acclamations.) En 1844,

nous avons demandé 100,000 l. s. (2,500,000 f.) et vous venez

d’entendre que 83,000 l. s. avaient déjà été reçues, quoique un

des moyens les plus puissants qui devait concourir à cette oeuvre

ait été ajourné[58]. Mais que dirai-je de l’année 1845, dont le

premier mois n’est pas encore écoulé? Sachez donc que depuis

trois mois, sur l’appel du conseil de la Ligue, aidé de nombreux

meetings, auxquels la députation a assisté, les *free-traders*

des comtés de Lancastre, d’York et de Chester ont certainement

dépensé un quart de million sterling pour acquérir des votes dans

les comtés que je viens de nommer. (Bruyantes acclamations.) Vous

vous rappelez ce que disait le *Times* il y a moins d'un an,

alors qu'un petit nombre de manufacturiers, objets de vains

mépris, souscrivaient à Manchester et dans une seule séance

12,000 liv. sterl. (300,000 fr.) en faveur de la Ligue. On ne

peut nier, disait-il, que ce ne soit «un grand fait.» Maintenant,

je serais curieux de savoir ce qu'il dira de celui que je

signale, savoir que, dans l'espace de trois mois, et à notre

recommandation, plus de 200,000 liv. sterl., j'oserais dire

250,000 liv. sterl. (6,250,000 fr.) ont été consacrés à

l'acquisition de propriétés dans le seul but d'augmenter

l'influence électorale des *free-traders* dans trois comtés.

(Applaudissements.) Je le demande à ce meeting, après cette

succincte description de nos progrès, ce mouvement peut-il

s'arrêter? (Cris: Non, non, jamais!) Je le demande à ceux des

monopoleurs qui ont quelque étincelle d'intelligence, et qui

savent comment se résolvent dans ce pays les grandes questions

publiques; je demande aux ministres mêmes du gouvernement de la

reine, s’ils pensent qu’il peut y avoir quelque repos pour ce

cabinet ou tout autre qui serait appelé à lui succéder, tant que

cette infâme loi-céréale déshonorera notre Code commercial.

(Applaudissements et cris: Jamais!) Cette agitation naquit quand

le commerce commença à décliner; elle se renforça quand ses

souffrances furent extrêmes; elle traversa cette douloureuse

époque, et elle marche encore, d’un pas plus ferme et plus

audacieux, aujourd’hui que les jours de prospérité se sont de

nouveau levés sur l’Angleterre. Quelle illusion, quelle misérable

illusion n’est-ce pas que de voir dans ce retour de prospérité

industrielle la chute de notre agitation! Oh! les hommes que nous

combattons ne nous ont jamais compris. Ils ont cru que nous

étions comme l’un d’eux, que nous étions mus par l’intérêt, la

soif du pouvoir ou l’amour de la popularité. Mais quelle que soit

la diversité de nos motifs, quelle que soit notre fragilité à

tous, j’ose dire qu’il n’est pas un membre de la Ligue qui

obéisse à d’aussi indignes inspirations. (Tonnerre

d’applaudissements.) Ce mouvement est né d’une conviction

profonde—conviction qui est devenue une foi—foi entière dès

l’origine, et qu’a renforcée encore l’expérience des dernières

années. Nous avons devant nous des preuves si extraordinaires,

que si on me demandait des faits pour établir notre cause, je

n’en voudrais pas d’autres que ceux que chaque année qui passe

apporte à notre connaissance. (Écoutez! écoutez!) Pendant cinq

ans, de 1838 à 1842, le prix moyen du blé a été de 65 sh.,—il

est maintenant de 45 sh.—c’est 20 sh. de différence. Qu’en

résulte-t-il? (Écoutez!) Si nous consommons 20 millions de

quarters de blé, nous épargnons 20 millions de livres dans

l’achat de notre subsistance, comparativement aux années de

cherté auxquelles je faisais allusion.—Alors les seigneurs

dominaient, et abaissant leur grande éponge féodale (rires), ils

puisaient 20 millions de livres dans l’industrie des classes

laborieuses, sans leur en rendre un atome sous quelque forme que

ce soit. (Applaudissements.) Maintenant, ces 20 millions

circulent par des milliers de canaux, ils vont encourager toutes

les industries, fertiliser toutes les provinces, et répandre en

tous lieux le contentement et le bien-être. (Immenses

acclamations.) On parlait dernièrement du bien que fait

l’ouverture du marché chinois. Cela est vrai, mais combien est

plus favorable l’ouverture de ce nouveau marché anglais.

(Applaudissements.) Si vous considérez la totalité de nos

exportations vers nos colonies, vous trouverez qu’elles se sont

élevées, en 1842, à 13 millions. Les marchés réunis de

l’Allemagne, la Hollande, la France, l’Italie, la Russie, la

Belgique et le Brésil nous ont acheté pour 20,206,446 livres

sterling.—Vous voyez bien que cette simple réduction de 20 sh.

dans le prix du blé, nous a ouvert un débouché intérieur égal à

celui que nous offrent toutes ces nations ensemble, et supérieur

de moitié à celui que nous ont ouvert nos innombrables colonies

répandues sur tous les points du globe. (Bruyantes acclamations.)

Il est donc vrai que notre prospérité même nous fait une loi de

continuer cette agitation. (Nouvelles acclamations.) Et en tout

cas la détresse agricole nous en imposerait le devoir..... La

lutte dans laquelle nous sommes engagés est la lutte de

l’industrie contre la spoliation seigneuriale.

(Applaudissements.) Vous savez comment ils parlent de

l’industrie. Vous savez ou vous devez savoir ce que le *Standard*

a dit de cette province. «L’Angleterre serait aussi grande et

chaque utile enfant de l’Angleterre aussi riche et heureux qu’ils

le sont maintenant, alors même que toutes les villes et toutes

les provinces manufacturières du royaume seraient englouties dans

une ruine commune.» Oh! ce fut là une malheureuse inspiration!

c’est là un horrible et diabolique sentiment! mais il ne dépare

pas la feuille où il a trouvé accès. On a bien des fois essayé

depuis de lui donner une interprétation moins odieuse, et on

avait raison; car si ce sentiment doit être considéré comme

l’expression réelle des idées de nos adversaires, il ne sera pas

difficile de susciter dans toutes les classes industrieuses du

pays un cri d’exécration contre une telle tyrannie, et de la

balayer pour toujours de dessus la surface de l’empire.

(Applaudissements.) C’est ici la lutte de l’honnête industrie

contre l’oisiveté déshonnête. On a dit que quelques-uns des

promoteurs de ce mouvement étaient filateurs ou imprimeurs sur

étoffes. Nous l’avouons. Nous confessons que nous sommes

coupables et que nos pères ont été coupables de vivre de travail.

Nous n’avons pas de prétention à une haute naissance, ni même à

de nobles manières. Si nos pères se sont courbés sur le

métier,—et je ne nierai jamais que ce fut la destinée du mien

(applaudissements),—nous n’en sommes pas moins nés sur le sol de

l’Angleterre, et quel que soit le gouvernement qui dirige ses

destinées, nous sommes pénétrés de cette forte conviction qu’il

nous doit, comme aux plus riches et aux plus nobles de nos

concitoyens, impartialité et justice. (Bruyantes acclamations.)

Mais enfin l’industrie se relève, elle regarde autour d’elle, et

ne perd pas de vue ceux qui l’ont jusqu’ici tenue courbée dans la

poussière. L’industrie conquiert, sur les listes électorales, ses

droits de franchise. Ce grand mouvement, cette dernière arme aux

mains de la Ligue, fait et fera encore des miracles en faveur du

travail et du commerce de ce pays. Lorsque je considère les

effets qu’elle a déjà produits, l’enthousiasme qu’elle a excité,

il me semble voir un champ de bataille: le monopole est d’un

côté, et le libre-commerce de l’autre; la lutte a été longue et

sanglante, les forces se balancent, la victoire est incertaine,

lorsque une intelligence supérieure jette aux guerriers de la

liberté une armure invulnérable et des traits d’une trempe si

exquise que la résistance de leurs ennemis est devenue

impossible. (Tonnerre d’applaudissements.) C’est une lutte

solennelle, une lutte à mort, une lutte d’homme à homme, de

principe à principe. Mais ne sentons-nous pas grandir notre

courage quand nous venons à considérer le terrain déjà conquis et

les dangers déjà surmontés? (Acclamations.) Je vous le demande,

hommes de Manchester, vous dont la postérité dira, à votre gloire

éternelle, que dans vos murs fut fondé le berceau de la Ligue, je

vous le demande, ne voulez-vous point vous montrer encore

valeureux? (Cris: Oui! oui!) Je sens qu’à chaque pas le terrain

se raffermit sous nos pieds; que l’ennemi bat en retraite de

toutes parts, et par tout ce que je vois, par tout ce que

j’entends, par la présence de tant de nos concitoyens qui sont

venus de tous les points de l’empire pour nous prêter assistance,

je sens que nous approchons du terme de ce conflit; et après les

travaux, les périls et les sacrifices de la guerre, viendront

enfin, comme une digne récompense, les douceurs d’une paix

éternelle et dignement acquise. (À la fin du discours de M.

Bright l’assemblée se lève en masse et les applaudissements

retentissent longtemps dans la salle.)

[Note 58: Le bazar de Londres qui a été tenu en mai 1845 et a produit plus de 25,000 liv. st. (625,000 fr.).]

Ainsi s’est close la sixième année de l’agitation. Nous devons ajouter que la motion annuelle de M. Villiers présentée cette année au Parlement dans la forme la plus absolue, puisqu’elle avait pour objet l’abrogation *totale* et *immédiate* de la loi-céréale, n’a été repoussée que par une majorité de 132 voix, majorité qui, on le voit, va s’affaiblissant d’année en année. Ainsi le moment approche

où va s’accomplir, en Angleterre, la réforme radicale que la Ligue a en vue. Je laisse aux hommes d’État de mon pays le soin d’en calculer l’influence sur nos destinées industrielles, et particulièrement sur ces branches du travail national qui ne portent pas en elles-mêmes des éléments de vitalité. Si, d’un autre côté, le public apprend par ce livre quelle est la puissance de l’association, lorsqu’elle se renferme dans la défense d’un principe, et qu’elle commence par faire pénétrer, dans les esprits et dans les moeurs, la pensée qu’elle veut introduire dans les lois; s’il reste convaincu que, dans les États représentatifs, l’association est à la fois l’utile complément et le frein nécessaire de la presse périodique, je croirai pouvoir répéter, après un orateur de la Ligue[59]: j’ai fait mon devoir, les événements appartiennent à Dieu!

[Note 59: M. George Thompson. Voir pages 298 et 340.]

Je termine en appelant l’attention du lecteur sur l’extrait suivant de l’interrogatoire de M. Deacon Hume, secrétaire du *Board of Trade*.

INTERROGATOIRE

DE

JACQUES DEACON HUME, ESQ.,

Ancien secrétaire du *Board of trade*

SUR LA LOI DES CÉRÉALES,

DEVANT LE COMITÉ DE LA CHAMBRE DES COMMUNES CHARGÉ DE PRÉPARER LE PROJET RELATIF AUX DROITS D'IMPORTATION POUR 1839.

«Je trouve que M. Deacon Hume, cet homme éminent dont tous déplorons tous la perte, établit que la consommation de ce pays est d'un quartes de froment par personne.»

Sir ROBERT PEEL (séance du 9 février 1842).

LE PRÉSIDENT: Pendant combien d'années avez-vous occupé des fonctions à la douane et au bureau du commerce?—J'ai demeuré trente-huit ans dans la douane et ensuite onze ans au bureau du

commerce.

Vous vous êtes retiré l’année dernière?—Il n’y a que quelques

mois.

M. VILLIERS: Qu’entendez-vous par le principe de la *protection*?

est-ce de soutenir un intérêt existant qui ne saurait se soutenir

de lui-même?—Oui; elle ne peut servir de rien qu’à des

industries qui sont naturellement en perte.

Et ces industries peuvent-elles se soutenir si la communauté peut

se pourvoir ailleurs à meilleur marché?—Non, certainement, si la

protection leur était nécessaire.

La protection est donc toujours à la charge du

consommateur?—Cela est manifeste.

Avez-vous toujours pensé ainsi?—J’ai toujours cru que

l’augmentation du prix, conséquence de la protection, équivalait

à une taxe. Si la loi me force à payer 1 sh. 6 d. une chose que

sans elle j’aurais eue pour 1 sh., je regarde ces 6 d. comme une

taxe, et je la paie à regret, parce qu’elle n’entre pas au trésor

public, et que dès lors je n’ai pas ma part dans l’emploi que le

Trésor en aurait fait. Il me faudra lui payer une seconde taxe.

LE PRÉSIDENT: Ainsi, vous pensez que tout droit protecteur opère

comme une taxe sur la communauté?—Oui, très-décidément.

M. VILLIERS: Pensez-vous qu’il imprime aussi une fausse direction

au travail et aux capitaux?—Oui, il les attire dans une

industrie par un appui factice, qui à la fin peut être trompeur.

Je me suis souvent étonné que des hommes d’État aient osé assumer

sur eux la responsabilité d’une telle politique.

LE PRÉSIDENT: Les droits protecteurs et les monopoles

soumettent-ils les industries privilégiées à des

fluctuations?—Je pense qu’une industrie qui est arrachée par la

protection à son cours naturel est plus exposée qu’une autre à de

grandes fluctuations.

M. TUFNELL: Ainsi, vous croyez que, dans aucune circonstance, il

n’est au pouvoir des droits protecteurs de conférer à la

communauté un avantage général et permanent?—Je ne le crois pas;

s’ils opèrent en faveur de l’industrie qu’on veut favoriser, ils

pèsent toujours sur la communauté; cette industrie reste en face

du danger de ne pouvoir se soutenir par sa propre force, et la

protection peut un jour être impuissante à la maintenir. La

question est de savoir si l’on veut servir la nation ou un

intérêt individuel.

M. VILLIERS: Avez-vous reconnu par expérience qu’une protection

sert de prétexte pour en établir d’autres?—Je crois que cela a

toujours été l’argument des propriétaires fonciers. Ils ont, dans

un grand nombre d’occasions, considéré la protection accordée aux

manufactures comme une raison d’en accorder aux produits du

sol.....

Plusieurs intérêts ne se font-ils pas un argument, pour réclamer

la protection, de ce que la pesanteur des taxes et la cherté des

moyens d’existence les empêchent de soutenir la concurrence

étrangère?—J’ai entendu faire ce raisonnement; et non-seulement

je le regarde comme mal fondé, mais je crois, de plus, que la

vérité est dans la proposition contraire. Un peuple chargé

d’impôts ne peut suffire à donner des protections; un individu

obligé à de grandes dépenses ne saurait faire des largesses.

Ne devons-nous pas conclure de là qu’il faut maintenir la

protection à chaque industrie ou la retirer à toutes?—Oui, je

pense que la considération des taxes entraîne une protection

universelle, jusqu’à ce qu’en voulant affranchir tout le monde de

la taxe, on finit par n’en affranchir personne.

LE PRÉSIDENT: Avez-vous connaissance que les pays étrangers, en

s’imposant des droits d’entrée, ont été entraînés par l’exemple

de l’Angleterre?—Je crois que notre système a fortement

impressionné tous les étrangers; ils s’imaginent que nous nous

sommes élevés à notre état présent de prospérité par le régime de

la protection, et qu’il leur suffit d’adopter ce régime pour

progresser comme nous.

Lorsque vous parlez de donner l’exemple à l’Europe, pensez-vous

que, si l’Angleterre retirait toute protection aux étoffes de

coton et autres objets manufacturés, cela pourrait conduire les

autres peuples à adopter un système plus libéral, et, par

conséquent, à recevoir une plus grande proportion de produits

fabriqués anglais?—Je crois que très-probablement cet effet

serait obtenu, même par cet abandon partiel, de notre part, du

régime protecteur; mais j’ai la conviction la plus forte que si

nous l’abandonnions en entier, il serait impossible aux autres

nations de le maintenir chez elles.

Voulez-vous dire que nous devions abandonner la protection sans

que l’étranger en fasse autant?—Très-certainement, et sans même

le lui demander. J’ai la plus entière confiance que, si nous

renversions le régime protecteur, chacun des autres pays voudrait

être le premier, ou du moins ne pas être le dernier, à venir

profiter des avantages du commerce que nous leur aurions ouvert.

M. VILLIERS: Regardez-vous les représailles comme un dommage

ajouté à celui que nous font les restrictions adoptées par les

étrangers?—Je les ai toujours considérées ainsi. Je répugne à

tous traités en cette matière; je voudrais acheter ce dont j’ai

besoin, et laisser aux autres le soin d’apprécier la valeur de

notre clientèle.

LE PRÉSIDENT: Ainsi, vous voudriez appliquer ce principe à

l’ensemble des relations commerciales de ce pays?—Oui, d’une

manière absolue; je voudrais que nos lois fussent faites en

considération de nos intérêts, qui sont certainement de laisser

la plus grande liberté à l’introduction des marchandises

étrangères, abandonnant aux autres le soin de profiter ou de ne

pas profiter de cet avantage, selon qu’ils le jugeraient

convenable. Il ne peut pas y avoir de doute que si nous retirions

une quantité notable de marchandises d’un pays qui protégerait

ses fabriques, les producteurs de ces marchandises éprouveraient

bientôt la difficulté d’en opérer les retours; et, au lieu de

solliciter nous-mêmes ces gouvernements d’admettre nos produits,

nos avocats, pour cette admission, seraient dans leur propre

pays. Il surgirait là des industries qui donneraient lieu, chez

nous, à des exportations.

M. CHAPMAN: Êtes-vous d’opinion que l’Angleterre prospérerait

davantage en l’absence de traités de commerce avec les autres

nations?—Je crois que nous établirions mieux notre commerce par

nous-mêmes, sans nous efforcer de faire avec d’autres pays des

arrangements particuliers. Nous leur faisons des propositions

qu’ils n’acceptent pas; après cela, nous éprouvons de la

répugnance à faire ce par quoi nous aurions dû commencer. Je me

fonde sur ce principe qu’il est impossible que nous importions

trop; que nous devons nous tenir pour assurés que l’exportation

s’ensuivra d’une manière ou de l’autre; et que la production des

articles ainsi exportés ouvrira un emploi infiniment plus

avantageux au travail national que celle qui aura succombé à la

concurrence.

LE PRÉSIDENT: Pensez-vous que les principes que vous venez

d’exposer sont également applicables aux articles de

subsistances dont la plupart sont exclus de notre marché?—Si

j’étais forcé de choisir, la nourriture est la dernière chose sur

laquelle je voudrais mettre des droits protecteurs.

C’est donc la première chose que vous voudriez soustraire à la

protection?—Oui, il est évident que ce pays a besoin d’un grand

supplément de produits agricoles qu’il ne faut pas mesurer par la

quantité des céréales importées, puisque nous importons, en

outre, et sur une grande échelle, d’autres produits agricoles qui

peuvent croître sur notre sol; cela prouve que notre puissance

d’approvisionner le pays est restreinte, que nos besoins

dépassent notre production; et, dans ces circonstances, exclure

les approvisionnements, c’est infliger à la nation des privations

cruelles.

Vous pensez que les droits protecteurs agissent comme une taxe

directe sur la communauté en élevant le prix des objets de

consommation?—Très-décidément. Je ne puis décomposer le prix que

me coûte un objet que de la manière suivante: Une portion est le

prix naturel; l’autre portion est le droit ou la taxe, encore que

ce droit passe de ma poche dans celle d’un particulier au lieu

d’entrer dans le revenu public.....

Vous avez souvent entendu établir que le peuple d’Angleterre,

plus surchargé d’impôts que tout autre, ne pourrait soutenir la

concurrence, en ce qui concerne le prix de la nourriture, si les

droits protecteurs étaient abolis?—J’ai entendu faire cet

argument; et il m’a toujours étonné, car il me semble que c’est

précisément parce que le revenu public nous impose de lourdes

taxes que nous ne devrions pas nous taxer encore les uns les

autres.

Vous pensez que c’est là une déception?—La plus grande déception

qu’on puisse concevoir, c’est l’antipode même d’une proposition

vraie.

(Le reste de cette enquête roule sur des effets particuliers de la loi des céréales et a moins d’intérêt pour un lecteur français. Je me bornerai à en extraire encore quelques passages d’une portée plus générale.)

Vous considérez qu’il importe peu au consommateur de surpayer sa

nourriture sous forme d’une taxe pour le Trésor ou sous forme

d’une taxe de protection?—La cause de l’élévation de prix ne

change rien à l’effet. Je suppose qu’au lieu de protéger la terre

par un droit sur les grains étrangers, le pays fût libre de se

pourvoir au meilleur marché et qu’une contribution fût imposée

dans le but spécial de favoriser la terre. L’injustice serait

trop palpable; on ne s’y soumettrait pas. Je conçois pourtant que

l’effet du régime actuel est absolument le même pour le

consommateur; et s’il y a quelque chose à dire, la prime vaudrait

mieux, serait plus économique que la protection actuelle, parce

qu’elle laisserait au commerce sa liberté.

En supposant qu’une taxe fût imposée sur le grain au moment de la

mouture, elle pèserait sur tout le monde; ne pensez-vous pas

qu’elle donnerait un revenu considérable?—Elle donnerait selon

le taux.

Le peuple en souffrirait-il moins que des droits protecteurs

actuels?—Elle serait moins nuisible.

Un grand revenu pourrait-il être levé par ce moyen?—Oui, sans

que le peuple payât le pain plus cher qu’aujourd’hui.

Quoi! le Trésor pourrait gagner un revenu, et le peuple avoir du

pain à meilleur marché?—Oui, parce que ce serait une taxe et non

un obstacle au commerce.

J’entends dans mes questions une parfaite liberté de commerce et

une taxe à la mouture?—Oui, un droit intérieur et l’importation

libre.

La communauté ne serait pas aussi foulée qu’à présent, et l’État

prélèverait un grand revenu?—Je suis convaincu que si le droit

imposé à la mouture équivalait à ce que le public paye pour la

protection, non-seulement le revenu public gagnerait un large

subside, mais encore cela serait moins dommageable à la nation.

Vous voulez dire moins dommageable au commerce?—Certainement, et

même alors que la taxe serait calculée de manière à maintenir le

pain au prix actuel, malgré la libre importation du froment.

LE PRÉSIDENT: Avez-vous jamais calculé ce que coûte au pays le

monopole des céréales et de la viande?—Je crois qu’on peut

connaître très-approximativement le taux de cette charge. On

estime que chaque personne consomme, en moyenne, un quarter de

blé. On peut porter à 10 sh. ce que la protection ajoute au prix

naturel. Vous ne pouvez pas porter à moins du double, ou 20 sh.,

l’augmentation que la protection ajoute au prix de la viande,

orge pour faire la bière, avoine pour les chevaux, foin, beurre

et fromage. Cela monte à 36 millions de livres sterling par an;

et, en fait, le peuple paye cette somme de sa poche tout aussi

infailliblement que si elle allait au Trésor sous forme de taxes.

Par conséquent, il a plus de peine à payer les contributions

qu’exige le revenu public?—Sans doute; ayant payé des taxes

personnelles, il est moins en état de payer des taxes nationales.

N’en résulte-t-il pas encore la souffrance, la restriction de

l’industrie de notre pays?—Je crois même que vous touchez là à

l’effet le plus pernicieux. Il est moins accessible au calcul,

mais si la nation jouissait du commerce que lui procurerait,

selon moi, l’abolition de toutes ces protections, je crois

qu’elle pourrait supporter aisément un accroissement d’impôts de

30 sh. par habitant.

Ainsi, d’après vous, le poids du système protecteur excède celui

des contributions?—Je le crois, en tenant compte de ses effets

directs et de ses conséquences indirectes, plus difficiles à

apprécier.

APPENDICE

FIN DE LA PREMIÈRE CAMPAGNE DE LA LIGUE ANGLAISE.

Le triomphe que Bastiat prédisait aux ligueurs, dans les pages qui précèdent, ne se fit pas longtemps attendre; mais tout ne fut pas consommé, pour lui, le jour où il vit les lois-céréales abolies et la Ligue dissoute. Du principe qui venait enfin de prévaloir dans la législation anglaise devaient découler bien d'autres légitimes conséquences. Et si dorénavant les souscriptions, les prédications, les immenses meetings devenaient des armes inutiles, s'il n'était plus besoin de la force du nombre, c'est que la puissance morale du principe allait agir d'elle-même, c'est que les chefs de la Ligue siégeant au Parlement ne manqueraient pas d'y réclamer le complément naturel de leur victoire. Ces chefs avaient donc encore une tâche, une grande tâche, à remplir. Bastiat les suivait de l'oeil et du coeur au milieu de leur efforts, et, pour lui, là où se signalaient Cobden et Bright, là était la Ligue. En se plaçant à ce point de vue, il avait projeté, sous le titre de *Seconde Campagne de la Ligue anglaise*, un écrit qu'il n'eut pas le temps de composer. Divers matériaux destinés à cette oeuvre sont dans nos mains et méritent de passer sous les yeux du public. Qu'il nous soit cependant permis, avant de donner ces fragments sur *une seconde Campagne de la Ligue*, d'exposer en peu de mots comment se termina *la première*[60].

[Note 60: Nous empruntons les détails qui suivent à l'excellent ouvrage de M. Archibald Prentice: *History of the Anti-corn-law League*.]

En 1845, l’opinion publique se prononçait de plus en plus contre les lois-céréales. Elle se manifestait sur tous les points du Royaume-Uni par la fréquentation plus empressée des meetings de la Ligue et le progrès des souscriptions pécuniaires. Pendant que la confiance et le zèle des ligueurs recevaient cet encouragement, l’esprit de conduite et la résolution abandonnaient leurs adversaires. Quant aux hommes politiques, ceux qui possédaient le pouvoir comme ceux qui aspiraient à le posséder, ceux qu’auraient dû retenir des engagements électoraux comme ceux qui n’étaient retenus que par leur penchant pour les moyens termes, sir Robert Peel comme lord John Russell se rapprochaient peu à peu des conclusions de la Ligue. Tout cela devenait manifeste pour les protectionnistes intelligents. Ils voyaient leur cause abandonnée par l’homme même sur l’habileté duquel ils avaient placé leur dernière espérance. De là leur colère et l’amertume de leur langage.—Ce fut dans la séance du 17 mars, à la Chambre des communes, que M. d’Israëli termina un discours plein de sarcasmes contre le premier ministre par cette véhémente apostrophe: «Pour mon compte, si nous devons subir le libre-échange, je préférerais, parce que j’honore le talent, qu’une telle mesure fût proposée par le représentant de Stockport (M. Cobden), au lieu de l’être par une habileté parlementaire qui s’est fait un jeu de la confiance généreuse d’un grand parti et d’un grand peuple. Oui, advienne que pourra! Dissolvez, si cela vous plaît, le Parlement que vous avez trahi, appelez-en au peuple, qui, je l’espère, ne croit plus en vous; il me reste au moins cette satisfaction de déclarer publiquement ici, qu’à mes yeux le cabinet conservateur n’est que l’hypocrisie organisée.»—Deux jours après s’engagea une mesquine discussion sur la graisse et le lard, articles dont le gouvernement proposait d’affranchir l’importation de toute taxe. Il se trouva des orateurs qui combattirent la mesure, au nom de l’intérêt agricole, que menacerait, disaient-ils, l’invasion du beurre étranger; et

pour les rassurer, un membre de l’administration exposa que le beurre étranger ne serait admis en franchise que mélangé avec une certaine quantité de goudron, c’est-à-dire rendu impropre à la nourriture de l’homme.—Le spirituel colonel Thompson, qui parcourait alors l’Écosse, dit à ce sujet dans une réunion de libres-échangistes écossais: «Vous avez fondé de nombreuses écoles pour l’enfance, dans le voisinage de vos manufactures; mais dans les livres élémentaires, que vous mettez aux mains des élèves, j’aperçois une omission et vous engage à la réparer. Il faut qu’à la question,—_À quoi sert le gouvernement?_—ces enfants sachent répondre:—_À mettre du goudron dans notre beurre_.»

Le 10 juin, l’honorable M. Villiers renouvela sa proposition annuelle[61], proposition toujours rejetée par la Chambre et toujours reproduite, dans les délais du règlement, par son habile et courageux auteur. Elle eut le même sort que par le passé. Combattue par le ministère, elle fut repoussée. Mais dans cet insuccès même on pouvait trouver un point de vue rassurant. Les adversaires faiblissaient; et comme le dit avec beaucoup de justesse lord Howich, dans le cours du débat, s’il se fût agi d’une abolition *graduelle*, la proposition de M. Villiers n’eût pas pu être mieux appuyée que par le discours prononcé par sir Robert Peel à l’effet d’écarter l’abolition *immédiate*.

[Note 61: Voir p. 384 à 387.]

Aussitôt les journaux protectionnistes jetèrent ce cri d’alarme: Voilà le gouvernement qui admet explicitement les principes du libre-échange et n’oppose plus à leur application que l’inopportunité!

Cette question devait encore appeler l’attention de la Chambre, dans la séance finale du 5 août, qui fut, comme

de coutume, consacrée à la revue rétrospective des actes du Parlement pendant la session. Pour lord John Russell ce fut une occasion nouvelle de démontrer que les ministres actuels étaient arrivés au pouvoir en déguisant leurs véritables opinions, notamment à l'égard des lois-céréales. Et comme, à cette époque, la saison devenue pluvieuse faisait naître des inquiétudes sur la récolte, l'orateur en prit texte pour accuser le ministère d'ajouter, en matière de subsistances, à une incertitude naturelle une incertitude artificielle, qui doublait l'ardeur des spéculations hasardeuses, au grand détriment du pays. Il rappela qu'un membre connu par son dévouement ministériel avait déclaré publiquement, depuis peu de jours, que la loi-céréale n'aurait probablement plus que deux ans de durée. S'il en est ainsi, ajouta-t-il, si cette loi doit être abolie, pourquoi nous laisse-t-on dans une incertitude pleine de périls et de malheurs?—À cela sir James Graham répliqua seulement par un argument *ad hominem*. «Est-ce que le noble lord, qui était au pouvoir en 1839, dans des circonstances bien autrement alarmantes pour le bien-être du pays, se crut obligé de proposer comme un remède à cette triste situation l'abolition des lois-céréales? Non, il ne fit rien de semblable ni en 1839, ni en 1840, ni en 1841.»—L'argument était sans force contre les libres-échangistes. Ceux-ci, par l'organe de MM. Villiers et Gibson, renouvelèrent les protestations les plus chaleureuses contre l'inique monopole des landlords.—Bientôt il fut reconnu que ce monopole avait rencontré un ennemi des plus redoutables dans le caprice des saisons. À la suite d'un été pluvieux, il fut constaté de la manière la plus certaine, vers le milieu d'octobre, que la récolte en blé était insuffisante en quantité comme en qualité, et que la récolte en pommes de terre était presque entièrement perdue. Alors un cri en faveur de la libre entrée des grains étrangers s'éleva dans toute l'Angleterre, cri devant lequel les protectionnistes les moins endurcis commencèrent à lâcher pied, tandis qu'il

doubla l’énergie des ligueurs. Dans un meeting tenu le 28 octobre à Manchester, l’un des orateurs, M. Henry Ashworth, de Turton, prononça ces paroles: «Je vois autour de moi nos dignes chefs, sur le front desquels la lutte des sept dernières années a imprimé des rides; mais je suis sûr qu’ils sont prêts tous à mettre au service de notre cause, s’il en est besoin, sept autres années de labeur et à dépenser en outre un quart de million[62].»

[Note 62: Un quart de million sterling, plus de six millions de francs.]

De tout côté, cependant, on signalait au ministère la nécessité de prendre des mesures décisives contre la disette. Il y avait émulation entre les conseils municipaux, les corporations et les chambres de commerce pour l’assaillir, à cet effet, de pétitions, de mémoires, de remontrances. Au milieu de cette excitation, une lettre adressée d’Édimbourg, le 22 novembre, par lord John Russell, aux électeurs de Londres, fut publiée. «J’avoue, disait le noble lord, que, dans l’espace de vingt ans, mes opinions sur la loi-céréale se sont grandement modifiées… *le moment de s’occuper d’un droit fixe est passé*. Proposer maintenant, comme solution, une taxe sur le blé, si faible qu’elle fût, sans une clause d’abolition complète et prochaine, ne ferait que prolonger un débat qui a produit déjà trop d’animosité et de mécontentement…» Le 24 septembre, lord Morpeth, autre membre de l’ancien cabinet Whig, exprima aussi par écrit sa conviction que l’heure du rappel définitif de la loi-céréale avait sonné.—Voilà les Whigs ralliés au programme de la Ligue: Que va faire Peel? ira-t-il jusqu’à y donner de même son adhésion? Cette question faisait le fond de toutes les conversations politiques, lorsque le *Times*, journal ordinairement bien informé, annonça, dans son numéro du 4 décembre, que l’intention du gouvernement était d’abolir la loi-céréale et, à

cet effet, de convoquer en janvier les deux Chambres. Mais un autre journal, en relations connues avec certains membres du cabinet, le *Standard*, dément aussitôt la nouvelle donnée par le *Times*, en la qualifiant d'*atroce invention*. La vérité fut bientôt révélée par la démission collective des ministres, dont les uns accédaient à la grande mesure *du rappel*, tandis que les autres ne s'y résignaient pas ou du moins ne voulaient pas en être les instruments[63]. Lord John Russell, qui se trouvait alors à Édimbourg, mandé en toute hâte par la reine, échoua dans la tentative de créer un nouveau cabinet; en sorte que le jour même où sir Robert Peel se présentait devant la reine, pour prendre congé d'elle et remettre son portefeuille aux mains d'un successeur, il reçut au contraire la mission de reconstituer un ministère, mission qu'il put remplir sans difficulté. Excepté lord Stanley, qui se retira, et lord Wharncliffe qui mourut subitement, le cabinet nouveau conservait tous les membres de l'ancien.

[Note 63: En se reportant à cette phase des progrès de la Ligue, à l'ascendant qu'elle parvint à exercer sur les hommes politiques de tous les partis, il est impossible de ne pas reconnaître combien Bastiat, qui la voyait personnifiée dans son principal chef, était fondé à porter, quatre ans plus tard, le jugement suivant:

«Que dirai-je du libre-échange, dont le triomphe est dû à Cobden, non à Robert Peel; car l'apôtre aurait toujours fait surgir un homme d'État, *tandis que l'homme* d'État ne pouvait se passer de l'apôtre?» (Tom. VI, chap. XIV.)]

La situation ne porta nullement les libres-échangistes à se relâcher de leur vigilance et de leur activité. Un grand meeting eut lieu le 23 décembre à Manchester, auquel se rendirent toutes les notabilités manufacturières des environs. Il y fut résolu à l'unanimité de réunir une somme

de 250,000 livres sterling pour subvenir aux dépenses futures de la Ligue. Immédiatement ouverte, la souscription atteignit en peu d'instants le chiffre de 60 mille livres (1 million 500 mille francs). Cette manifestation frappante du zèle des ligueurs leur gagna de nouveaux adhérents et consterna leurs adversaires. Au bout d'un mois, la souscription s'élevait déjà à 150 mille livres.

Ce fut le 19 janvier 1846 que s'ouvrit le Parlement. Dans le débat sur l'*adresse*, sir Robert Peel fit une déclaration de principes, qu'un libre-échangiste n'eût pas désavouée, et termina son discours par une allusion à sa position personnelle vis-à-vis des torys. Je n'entends pas, dit-il, que dans mes mains le pouvoir soit réduit en servage. Huit jours après, il exposa son plan qui, à l'égard de l'importation des grains, se résumait ainsi:

Échelle mobile très-réduite pendant trois années encore;

Suppression de tout droit, à partir du 1er février 1849.

Le délai de trois ans était un mécompte pour la Ligue. Aussi dès le surlendemain, c'est-à-dire le 29 janvier, son conseil d'administration se réunit à Manchester et prit la résolution de provoquer, par toutes les voies constitutionnelles, la suppression *immédiate* de toute taxe sur les aliments provenant de l'étranger. Aucune crainte d'embarrasser sir Robert Peel ne pouvait arrêter les ligueurs; et d'ailleurs, en présence de l'opposition furieuse des conservateurs-bornés, il était vraisemblable qu'une opposition en sens contraire lui servirait plutôt de point d'appui. La discussion sur l'ensemble des mesures qu'il proposait s'ouvrit le lundi 9 février. Sauf de courtes interruptions, elle occupa, sans arriver à son terme, toutes les séances de la chambre pendant cette semaine. Le lundi suivant, à 10 heures du soir, le premier ministre prit la parole. Tour à tour logicien

serré, orateur entraînant, administrateur habile, on eût dit qu'affranchi d'un joug longtemps détesté, son talent se manifestait pour la première fois dans toute sa plénitude. Il termina son discours, qui dura près de trois heures, par cet appel aux sentiments de justice et d'humanité de la Chambre:

«Les hivers de 1841 et 42 ne s'effaceront jamais de ma mémoire, et la tâche qu'ils nous donnèrent doit être présente à vos souvenirs. Alors, dans toutes les occasions où la reine assemblait le Parlement, on y entendait l'expression d'une sympathie profonde pour les privations et les souffrances de nos concitoyens, d'une vive admiration pour leur patience et leur courage. Ces temps malheureux peuvent revenir. Aux années d'abondance peuvent succéder les années de disette… J'adjure tous ceux qui m'écoutent d'interroger leur coeur, d'y chercher une réponse à la question que je vais leur poser. Si ces calamités nous assaillent encore, si nous avons à exprimer de nouveau notre sollicitude pour le malheur, à répéter nos exhortations à la patience et à la fermeté, ne puiserons-nous pas une grande force dans la conviction que nous avons repoussé, dès aujourd'hui, la responsabilité si lourde de réglementer l'alimentation de nos semblables? Est-ce que nos paroles de sympathie ne paraîtront pas plus sincères? est-ce que nos encouragements à la résignation ne seront pas plus efficaces, si nous pouvons ajouter, avec orgueil, qu'en un temps d'abondance relative, sans y être contraints par la nécessité, sans attendre les clameurs de la foule, nous avons su prévoir les époques difficiles et écarter tout obstacle à la libre circulation des dons du Créateur? Ne sera-ce pas pour nous une précieuse et durable consolation que de pouvoir dire au peuple: Les maux que vous endurez sont les châtiments d'une Providence bienfaisante et sage qui nous les inflige à bon escient, peut-être pour nous rappeler au sentiment de notre dépendance, abattre notre orgueil,

nous convaincre de notre néant; il faut les subir sans murmure contre la main qui les dispense, car ils ne sont aggravés par aucun pouvoir terrestre, par aucune loi de restriction sur la nourriture de l'homme!»

Dans la séance du lendemain, on lui prodiguait l'accusation de trahison, de manque de foi, de fourberie et de lâcheté. Alors M. Bright se lève mû par un sentiment généreux et prend la défense de son ancien adversaire. «J'ai suivi du regard le très-honorable baronnet, dit-il, lorsque la nuit dernière il regagnait sa demeure, et j'avoue que je lui enviais la noble satisfaction qui devait remplir son coeur, après le discours qu'il venait de prononcer, discours, j'ose le dire, le plus éloquent, le plus admirable qui, de mémoire d'homme, ait retenti dans cette enceinte.» En poursuivant, il apostropha en ces termes ceux qui déversaient le blâme et l'injure sur le ministre, après avoir été ses partisans déclarés. «Quand le très-honorable baronnet se démit récemment de ses fonctions, il cessa d'être *votre* ministre, sachez-le bien; et quand il reprit le portefeuille, ce fut en qualité de ministre du souverain, de ministre du peuple,— non de ministre d'une coterie, pour servir d'instrument docile à son égoïsme.» À ce témoignage inattendu de bienveillance pour lui, les membres qui siégeaient près de sir Robert Peel, virent des larmes mouiller sa paupière.

La discussion générale durait encore le vendredi suivant. Dans cette nuit du vendredi au samedi, M. Cobden battit en brèche avec grande vigueur un argument spécial, au moyen duquel les protectionnistes s'efforçaient de renvoyer la décision à une autre législature. À trois heures et demie du matin, on mit aux voix la question de savoir si la proposition ministérielle serait examinée et discutée dans ses détails. 337 membres votèrent pour l'affirmative et 240 contre. Si favorable que fût ce vote, il n'assurait pas l'adoption complète du plan soumis au débat. Une scission pouvait se

produire dans une majorité improvisée, dont les éléments étaient fort hétérogènes; et la minorité ne manquait pas de chances pour obtenir que la taxe proposée, tout en conservant le caractère mobile et temporaire, fût plus élevée et plus durable que ne le voulaient les ministres. L'événement ne confirma pas ces conjectures. En vain les protectionnistes disputèrent le terrain et employèrent tous les moyens de prolonger la lutte; le 27 mars, la seconde lecture du bill fut adoptée par une majorité de 88 membres, et la troisième lecture, le 16 mai, par une majorité de 98 (327 contre 229).

Dans la Chambre des lords, le bill rencontra moins d'obstacles et de lenteurs qu'on ne s'y attendait. Le 26 mai, il devint définitivement loi de l'État.

Peu après sir Robert Peel rentrait dans la vie privée. Au moment de quitter le pouvoir, dans un dernier discours parlementaire, il dit, au sujet des grandes mesures qu'il avait inaugurées:

«Le mérite de ces mesures, je le déclare à l'égard des honorables membres de l'opposition comme à l'égard de nous-mêmes, ce mérite n'appartient exclusivement à aucun parti. Il s'est produit entre les partis une fusion qui, aidée de l'influence du gouvernement, a déterminé le succès définitif. Mais le nom qui doit être et sera certainement associé à ces mesures, c'est celui d'un homme, mû par le motif le plus désintéressé et le plus pur, qui, dans son infatigable énergie, en faisant appel à la raison publique, a démontré leur nécessité avec une éloquence d'autant plus admirable qu'elle était simple et sans apprêt; c'est le nom de RICHARD COBDEN. Maintenant, monsieur le Président, je termine ce discours, qu'il était de mon devoir d'adresser à la Chambre, en la remerciant de la faveur qu'elle me témoigne pendant que j'accomplis le dernier acte de ma carrière politique.

Dans quelques instants cette faveur que j’ai conservée cinq années se reportera sur un autre; j’énonce le fait sans m’en affliger ni m’en plaindre, plus vivement ému au souvenir de l’appui et de la confiance qui m’ont été prodigués qu’à celui des difficultés récemment semées sur ma voie. Je quitte le pouvoir, après avoir attiré sur moi, je le crains, l’improbation d’un assez grand nombre d’hommes qui, au point de vue de la chose publique, regrettent profondément la rupture des liens de parti, regrettent profondément cette rupture non par des motifs personnels, mais dans la ferme conviction que la fidélité aux engagements de parti, que l’existence d’un grand parti politique est un des plus puissants rouages du gouvernement. Je me retire, en butte aux censures sévères d’autres hommes qui, sans obéir à une inspiration égoïste, adhèrent au principe de la protection et en considèrent le maintien comme essentiel au bien-être et aux intérêts du pays. Quant à ceux qui défendent la protection par des motifs moins respectables et uniquement parce qu’elle sert leur intérêt privé, quant à ces partisans du monopole, leur exécration est à jamais acquise à mon nom; mais IL SE PEUT QUE CE NOM SOIT PLUS D’UNE FOIS PRONONCÉ AVEC BIENVEILLANCE SOUS L’HUMBLE TOIT DES OUVRIERS, DE CEUX QUI GAGNENT CHAQUE JOUR LEUR VIE À LA SUEUR DE LEUR FRONT, EUX QUI AURONT DÉSORMAIS, POUR RÉPARER LEURS FORCES ÉPUISÉES, LE PAIN EN ABONDANCE ET SANS PAYER DE TAXE,—PAIN D’AUTANT MEILLEUR QU’IL NE S’Y MÊLERA PLUS, COMME UN LEVAIN AMER, LE RESSENTIMENT CONTRE UNE INJUSTICE.»

Ces dernières paroles, expression d’un sentiment touchant, ont été gravées, après la mort de sir R. Peel, sur le piédestal d’une des statues élevées à sa mémoire. Si le passant qui les lit donne à l’homme d’État un souvenir reconnaissant, sans doute il sentira dans son coeur une sympathie encore plus vive pour les généreux citoyens dont le dévouement et

la persévérance ont doté leur pays de la liberté commerciale.

Le 22 juillet, au sein du Conseil exécutif de la Ligue, réuni à Manchester, les résolutions suivantes furent adoptées: 1º Suspension des opérations de la Ligue; 2º exemption pour les souscripteurs au fonds de 250,000 livres de tout versement au delà d'un à-compte de 20 pour 100; 3º attribution aux membres du Conseil exécutif, si le protectionnisme renouvelait quelques tentatives hostiles, de pleins pouvoirs pour réorganiser l'agitation qu'ils avaient conduite avec tant de zèle et d'habileté.—Le cas prévu par cette dernière résolution parut se réaliser six ans plus tard, à l'avénement du ministère Derby-d'Israëli; et l'on vit aussitôt la Ligue sur pied, jusqu'à ce qu'il fût constaté qu'il y avait eu fausse alerte.

Dans cette même séance du 22 juillet 1846, d'autres motions furent faites qui obtinrent l'assentiment unanime. M. Wilson, président, et les autres principaux membres du Conseil exécutif, MM. Archibald Prentice, S. Lees, W. Rawson, T. Woolley, W. Bickham, W. Evans et Henry Rawson, furent priés d'accepter un témoignage de gratitude pour les travaux incessants et gratuits dont ils s'étaient acquittés. On offrit à M. Wilson une somme de 10,000 livres st. (250,000 fr. environ), et à chacun de ses collègues précités un service à thé, en argent, du poids de 240 onces.

Un autre témoignage de gratitude suivit de près la clôture des opérations de la Ligue. Par un mouvement spontané, les libres-échangistes anglais se réunirent pour faire présent à leur chef reconnu, M. Cobden, d'une somme de 75,000 livres, et à son ami, son digne auxiliaire, M. Bright, d'une magnifique bibliothèque. Mais pour de tels hommes la plus précieuse des récompenses est la conviction d'avoir servi la cause de l'humanité.

Quand on connaît le but des ligueurs et les moyens employés pour l’atteindre, on ne saurait hésiter à voir, dans l’oeuvre qu’ils ont accomplie, une des plus belles manifestations du progrès social dont puisse s’honorer notre siècle. Puisse cette oeuvre, appréciée à sa juste valeur, leur assurer la reconnaissance de toutes les nations et particulièrement celle de la France, où leur exemple a suscité Bastiat!

(_Note de l’éditeur._)

SECONDE CAMPAGNE

DE LA LIGUE

(*Libre-Échange*, nº du 7 novembre 1847.)

Le Parlement anglais est convoqué pour le 18 de ce mois.

C’est la situation critique des affaires qui a déterminé le cabinet à hâter cette année la réunion des Communes.

Tout en déplorant la crise qui pèse sur le commerce et l’industrie britanniques, nous ne pouvons nous empêcher d’espérer qu’il en sortira de grandes réformes pour l’Angleterre et pour le monde. Ce ne sera pas la première fois, ni la dernière sans doute, que le progrès aura été enfanté dans la douleur. Le libre arbitre, noble apanage de l’homme, ou la *liberté de choisir*, implique la possibilité de faire un mauvais choix. L’erreur entraîne des conséquences funestes, et celles-ci sont le plus dur mais le plus efficace des enseignements. Ainsi nous arrivons toujours, à la longue, dans la bonne voie. Si la Prévoyance ne nous y a mis, l’Expérience est là pour nous y ramener.

Nous ne doutons pas que des voix se feront entendre dans le Parlement pour signaler à l’Angleterre la fausse direction de sa politique trop vantée.

«_Rendre à toutes les colonies, l’Inde comprise, la liberté d’échanger avec le monde entier, sans privilége pour la métropole._

«_Proclamer le principe de non-intervention dans les affaires intérieures des autres nations; mettre fin à toutes les intrigues diplomatiques; renoncer aux vaines illusions de ce

qu’on nomme influence, prépondérance, prépotence, suprématie._

«_Abolir les lois de navigation._

«_Réduire les forces de terre et de mer à ce qui est indispensable pour la sécurité du pays._»

Tel devra être certainement le programme recommandé et énergiquement soutenu par le parti libéral, par tous les membres de la *Ligue*, parce qu’il se déduit rigoureusement du libre-échange, parce qu’il est le libre-échange même.

En effet, quand on pénètre les causes qui soumettent à tant de fluctuations et de crises le commerce de la Grande-Bretagne, à tant de souffrances sa laborieuse population, on reste convaincu qu’elles se rattachent à une Erreur d’économie sociale, laquelle, par un enchaînement fatal, entraîne à une fausse politique, à une fausse diplomatie; en sorte que cette imposante mais vaine apparence qu’on nomme la *puissance anglaise* repose sur une base fragile comme tout ce qui est artificiel et contre nature.

L’Angleterre a partagé cette erreur commune, que l’habileté commerciale consiste à PEU ACHETER ET BEAUCOUP VENDRE, *afin de recevoir la différence en or*.

Cette idée implique nécessairement celle de *suprématie*, et par suite celle de *violence*.

Pour *acheter peu*, la violence est nécessaire à l’égard des citoyens. Il faut les soumettre à des restrictions législatives.

Pour *vendre beaucoup* (alors surtout que les autres nations, sous l’influence de la même idée, voulant *acheter peu*, se ferment chez elles et défendent leur or), la violence est nécessaire à l’égard des étrangers. Il faut étendre ses

conquêtes; assujettir des consommateurs, accaparer des colonies, en chasser les marchands du dehors, et accroître sans cesse le cercle des envahissements.

Dès lors on est entraîné à s’environner de forces considérables, c’est-à-dire à détourner une portion notable du travail national de sa destination naturelle, qui est de satisfaire les besoins des travailleurs.

Ce n’est pas seulement pour étendre indéfiniment ses conquêtes qu’une telle nation a besoin de grandes forces militaires et navales. Le but qu’elle poursuit lui crée partout des jalousies, des inimitiés, des haines contre lesquelles elle a à se prémunir ou à se défendre.

Et comme les inimitiés communes tendent toujours à se coaliser, il ne lui suffit pas d’avoir des forces supérieures à celles de chacun des autres peuples, pris isolément, mais de tous les peuples réunis. Quand un peuple entre dans cette voie, il est condamné à être, coûte que coûte, le plus fort partout et toujours.

La difficulté de soutenir le poids d’un tel établissement militaire le poussera à chercher un auxiliaire dans la ruse. Il entretiendra des agents auprès de toutes les cours; il fomentera et réchauffera partout les germes de dissensions; il affaiblira ses rivaux les uns par les autres; il leur créera des embarras et des obstacles; il suscitera les rois contre les peuples, et les peuples contre les rois; il opposera le Nord au Midi; il se servira des peuples au sein desquels l’esprit de liberté a réveillé quelque énergie pour tenir en échec la puissance des despotes, et en même temps il fera alliance avec les despotes pour comprimer la force que donne ailleurs l’esprit de liberté. Sa diplomatie sera toute ruse et duplicité; elle invoquera selon les temps et les lieux les principes les plus opposés; elle sera démocrate ici,

aristocrate là; autocrate plus loin, constitutionnelle, révolutionnaire, philanthrope, déloyale, loyale même au besoin; elle aura tous les caractères, excepté celui de la sincérité. Enfin, on verra ce peuple, dans la terrible nécessité où il s'est placé, aller jusqu'à contracter des dettes accablantes pour soudoyer les rois, les peuples, les nations qu'il aura mis aux prises.

Mais l'intelligence humaine ne perd jamais ses droits. Bientôt les nations comprendront le but de ces menées. La défiance, l'irritation et la haine ne feront que s'amasser dans leur coeur; et le peuple dont nous retraçons la triste histoire sera condamné à ne voir dans ses gigantesques efforts que les pierres d'attente, pour ainsi parler, d'efforts plus gigantesques encore.

Or, ces efforts coûtent du travail à ce peuple.—Cela peut paraître extraordinaire, mais il est cependant certain, quoique les hommes n'en soient pas encore bien convaincus, que ce *qui est produit une fois ne peut pas être dépensé deux*, et que cette portion de travail qui est destinée à atteindre un but ne peut être en même temps consacrée à en obtenir un autre. Si la moitié de l'activité nationale est détournée vers des conquêtes ou la défense d'une sécurité qu'on a systématiquement compromise, il ne peut rester que l'autre moitié de l'activité des travailleurs pour satisfaire les besoins réels (physiques, intellectuels ou moraux) des travailleurs eux-mêmes. On a beau subtiliser et théoriser, les arsenaux ne se font pas d'eux-mêmes, ni les vaisseaux de guerre non plus; ils ne sont pas pourvus d'armes, de munitions, de canons et de vivres par une opération cabalistique. Les soldats mangent et se vêtissent comme les autres hommes, et les diplomates plus encore. Il faut pourtant bien que quelqu'un produise ce que ces classes consomment; et si ce dernier genre de consommation va sans cesse croissant comme le système

l’exige, un moment arrive de toute nécessité où les vrais travailleurs n’y peuvent suffire.

Remarquez que toutes ces conséquences sont contenues très-logiquement dans cette idée: *Pour progresser, un peuple doit vendre plus qu’il n’achète*.—Et si cette idée est fausse, même au point de vue économique, à quelle immense déception ne conduit-elle pas un peuple, puisqu’elle exige de lui tant d’efforts, tant de sacrifices et tant d’iniquités pour ne lui offrir en toute compensation qu’une chimère, une ombre?

Admettons la vérité de cette autre doctrine: LES EXPORTATIONS D’UN PEUPLE NE SONT QUE LE PAIEMENT DE SES IMPORTATIONS.

Puisque le principe est diamétralement opposé, toutes les conséquences économiques, politiques, diplomatiques, doivent être aussi diamétralement opposées.

Si, dans ses relations commerciales, un peuple n’a à se préoccuper que d’acheter au meilleur marché, laissant, comme disent les *free-traders*, les exportations prendre soin d’elles-mêmes,—comme acheter à bon marché est la tendance universelle des hommes, ils n’ont besoin à cet égard que de liberté. Il n’y a donc pas ici de violence à exercer au dedans.—Il n’y a pas non plus de violences à exercer au dehors; car il n’est pas besoin de contrainte pour déterminer les autres peuples à *vendre*.

Dès lors, les colonies, les possessions lointaines sont considérées non-seulement comme des inutilités, mais comme des fardeaux; dès lors leur acquisition et leur conservation ne peuvent plus servir de prétexte à un grand développement de forces navales; dès lors on n’excite plus la jalousie et la haine des autres peuples; dès lors la

sécurité ne s’achète pas au prix d’immenses sacrifices; dès lors enfin, le travail national n’est pas détourné de sa vraie destination, qui est de satisfaire les besoins des travailleurs. —Et quant aux étrangers, le seul voeu qu’on forme à leur égard, c’est de les voir prospérer, progresser par une production de plus en plus abondante, de moins en moins dispendieuse, parlant toujours de ce point, que tout progrès qui se traduit en abondance et en bon marché profite à tous et surtout au peuple acheteur.

L’importance des effets opposés, qui découlent des deux axiomes économiques que nous avons mis en regard l’un de l’autre, serait notre justification si nous recherchions ici théoriquement de quel côté est la vérité. Nous nous en abstiendrons, puisque cette recherche est après tout l’objet de notre publication tout entière.

Mais on nous accordera bien que les *free-traders* d’Angleterre professent à cet égard les mêmes opinions que nous-mêmes.

Donc, leur rôle, au prochain Parlement, sera de demander l’entière réalisation du programme que nous avons placé au commencement de cet article.

Les événements de 1846 et de 1847 leur faciliteront cette noble tâche.

En 1846, ils ont détrôné cette vieille maxime, que *l’avantage d’un peuple était d’acheter peu et de vendre beaucoup pour recevoir la différence en or*. Ils ont fait reconnaître officiellement cette autre doctrine, que *les exportations d’un peuple ne sont que le paiement de ses importations*. Ayant fait triompher le principe, ils seront bien plus forts pour en réclamer les conséquences. Il serait par trop absurde que l’Angleterre, renonçant à un faux système

commercial, retînt le dispendieux et dangereux appareil militaire et diplomatique que ce système seul avait exigé.

Les événements de cette année donneront de la puissance et de l'autorité aux réclamations des *free-traders*. On aura beau vouloir attribuer la crise actuelle à des causes mystérieuses, il n'y a pas de mystère là-dessous. Le travail énergique, persévérant, intelligent d'un peuple actif et laborieux ne suffit pas à son bien-être; pourquoi? parce qu'une portion immense de ce travail est consacrée à autre chose qu'à son bien-être, à payer des marins, des soldats, des diplomates, des gouverneurs de colonies, des vaisseaux de guerre, des subsides,—le désordre, le trouble et l'oppression.

Certainement, la lutte sera ardente au Parlement, et nous n'avons pas l'espoir que les FREE-TRADERS emportent la place au premier assaut. Les abus, les préjugés, les droits acquis sont les maîtres dans cette citadelle. C'est même là que leurs forces sont concentrées. L'aristocratie anglaise y défendra énergiquement ses positions. Les gouvernements à l'extérieur, les hauts emplois, les grades dans l'armée et la marine, la diplomatie et l'Église, sont à ses yeux son légitime patrimoine; elle ne le cédera pas sans combat; et nous qui savons quelle est, dans son aveuglement, la puissance de l'orgueil national, nous ne pouvons nous empêcher de craindre que l'oligarchie britannique ne trouve de trop puissants auxiliaires dans les préjugés populaires, qu'une politique dominatrice a su faire pénétrer au coeur des travailleurs anglais eux-mêmes. Là, comme ailleurs, on leur dira que la destinée des peuples n'est pas le bien-être, qu'ils ont une mission plus noble, et qu'ils doivent repousser toute politique *égoïste* et *matérialiste*.—Et tout cela, pour les faire persévérer dans le matérialisme le plus brutal, dans l'égoïsme sous sa forme la plus abjecte: l'appel à la violence pour nuire à autrui en se nuisant à soi-même.

Mais rien ne résiste à la vérité, quand son temps est venu et que les faits, dans leur impérieux langage, la font éclater de toutes parts.

Si le peuple anglais, dans son intérêt, abolit les lois de navigation, s'il rend à ses colonies la liberté commerciale, si tout homme, à quelque nation qu'il appartienne, peut aller échanger dans l'Inde, à la Jamaïque, au Canada, au même titre qu'un Anglais, quel prétexte restera-t-il à l'aristocratie britannique pour retenir les forces qui en ce moment écrasent l'Angleterre?

Dira-t-elle qu'elle veut conserver les possessions acquises?

On lui répondra que nul désormais n'est intéressé à les enlever à l'Angleterre, puisque chacun peut en user comme elle, et de plus que l'Angleterre, par le même motif, n'est plus intéressée à les conserver.

Dira-t-elle qu'elle aspire à de nouvelles conquêtes?

On lui objectera que le moment est singulièrement choisi de courir à de nouvelles conquêtes quand, sous l'inspiration de l'intérêt, d'accord cette fois avec la justice, on renonce à des conquêtes déjà réalisées.

Dira-t-elle qu'il faut s'emparer au moins de positions militaires telles que Gibraltar, Malte, Héligoland?

On lui répondra que c'est un cercle vicieux; que ces positions étaient sans doute une partie obligée du système de domination universelle; mais qu'on ne détruit pas l'ensemble pour en conserver précisément la partie onéreuse.

Fera-t-elle valoir la nécessité de protéger le commerce, dans les régions lointaines, par la présence de forces

imposantes?

On lui dira que le commerce avec des barbares est une déception, s’il coûte plus indirectement qu’il ne vaut directement.

Exposera-t-elle qu’il faut au moins que l’Angleterre se prémunisse contre tout danger d’invasion?

On lui accordera que cela est juste et utile. Mais on lui fera observer qu’il est de la nature d’un tel danger de s’affaiblir, à mesure que les étrangers auront moins sujet de haïr la politique britannique et que les Anglais auront plus raison de l’aimer.

On dira sans doute que nous nous faisons une trop haute idée de la *philanthropie* anglaise.

Nous ne croyons pas que la philanthropie détermine aucun peuple, pas plus le peuple anglais que les autres, à agir sciemment contre ses intérêts permanents.

Mais nous croyons que les intérêts permanents d’un peuple sont d’accord avec la justice, et nous ne voyons pas pourquoi il n’arriverait pas, par la diffusion des lumières, et au besoin par l’expérience, à la connaissance de cette vérité.

En un mot, nous avons foi, une foi entière, dans le principe du libre-échange.

Nous croyons que, selon qu’un peuple prend ou ne prend pas pour règle de son économie industrielle la théorie de la *balance du commerce*, il doit adopter une politique toute différente.

Dans le premier cas, il veut *vendre* à toute force; et ce besoin le conduit à aspirer à la domination universelle.

Dans le second, il ne demande qu'à *acheter*, sachant que le vendeur prendra soin du paiement; et, pour acheter, il ne faut faire violence à personne.

Or, si la violence est inutile, ce n'est pas se faire une trop haute idée d'un peuple que de supposer qu'il repoussera les charges et les risques de la violence.

Et si nous sommes pleins de confiance, c'est parce que, sur ce point, le vrai intérêt de l'Angleterre et de ses classes laborieuses nous paraît d'accord avec la cause de la justice et de l'humanité.

Car si nous avions le malheur de croire à l'efficacité du régime restrictif, sachant quelles idées et quels sentiments il développe, nous désespérerions de tout ordre, de toute paix, de toute harmonie. Toutes les déclamations à la mode contre le *vil intérêt* ne nous feraient pas admettre que l'Angleterre renoncera à sa politique envahissante et turbulente, laquelle, dans cette hypothèse, serait conforme à ses intérêts. Tout au plus, nous pourrions penser qu'arrivée à l'apogée de la grandeur, elle succomberait sous la réaction universelle; mais seulement pour céder son rôle à un autre peuple, qui, après avoir parcouru le même cercle, le céderait à un troisième, et cela sans fin et sans cesse jusqu'à ce que la dernière des hordes régnât enfin sur des débris. Telle est la triste destinée que la *Presse* annonçait ces jours derniers aux nations; et comme elle croit au régime prohibitif, sa prédiction était logique.

Au moment où le Parlement va s'ouvrir, nous avons cru devoir signaler la ligne que suivra, selon nous, le parti libéral. Si le monde est sur le point d'assister à une grande

révolution pacifique, à la solution d’un problème terrible:—l’écroulement de la puissance anglaise en ce qu’elle a de pernicieux, et cela non par la force des armes, mais par l’influence d’un principe,—c’est un spectacle assurément bien digne d’attirer les regards impartiaux de la presse française. Est-ce trop exiger d’elle que de l’inviter à ne pas envelopper de silence cette dernière évolution de la Ligue comme elle a fait de la première? Le drame n’intéresse-t-il pas assez le monde et la France? Sans doute nous avons été profondément étonnés et affligés de voir la presse française, et principalement la presse démocratique, tout en fulminant tous les jours contre le machiavélisme britannique, faire une monstrueuse alliance avec les hommes et les idées qui sont en Angleterre la vie de ce machiavélisme. C’est le résultat de quelque étrange combinaison d’idées qu’il ne nous est pas donné de pénétrer. Mais, à moins qu’il n’y ait parti pris, ce que nous ne pouvons croire, de tromper le pays jusqu’au bout, nous ne pensons pas que cette combinaison d’idées, quelle qu’elle soit, puisse tenir devant la lutte qui va s’engager dans quelques jours au Parlement.

DEUX ANGLETERRE

(*Libre-Échange* du 6 février 1848.)

Quand nous avons entrepris d’appeler l’attention de nos concitoyens sur la question de la liberté commerciale, nous n’avons pas pensé ni pu penser que nous nous faisions les organes d’une opinion en majorité dans le pays, et qu’il ne s’agît pour nous que d’enfoncer une porte ouverte.

D’après les délibérations bien connues de nombreuses chambres de commerce, nous pouvions espérer, il est vrai, d’être soutenus par une forte minorité, qui, ayant pour elle le bon sens et le bien général, n’aurait que quelques efforts à faire pour devenir majorité.

Mais cela ne nous empêchait pas de prévoir que notre association provoquerait la résistance désespérée de quelques privilégiés, appuyée sur les alarmes sincères du grand nombre.

Nous ne mettions pas en doute qu’on saisirait toutes les occasions de grossir ces alarmes. L’expérience du passé nous disait que les protectionnistes exploiteraient surtout le *sentiment national*, si facile à égarer dans tous les pays. Nous prévoyions que la politique fournirait de nombreux aliments à cette tactique; que, sur ce terrain, il serait facile aux monopoleurs de faire alliance avec les partis mécontents; qu’ils nous créeraient tous les obstacles d’une impopularité factice et qu’ils iraient au besoin jusqu’à élever contre nous ce cri: Vous êtes les agents de Pitt et de Cobourg. Il faudrait que nous n’eussions jamais ouvert un livre d’histoire, si nous ne savions que le privilége ne succombe jamais sans avoir épuisé tous les moyens de vivre.

Mais nous avions foi dans la vérité. Nous étions convaincus, comme nous le sommes encore, qu'il n'y a pas une Angleterre, mais deux Angleterre. Il y a l'Angleterre oligarchique et monopoliste, celle qui a infligé tant de maux au monde, exercé et étendu partout une injuste domination, celle qui a fait l'acte de navigation, celle qui a fait la loi-céréale, celle qui a fait de l'Église établie une institution politique, celle qui a fait la guerre à l'indépendance des États-Unis, celle qui a d'abord exaspéré et ensuite combattu à outrance la révolution française, et accumulé, en définitive, des maux sans nombre, non-seulement sur tous les peuples, mais sur le peuple anglais lui-même.—Et nous disons que, s'il y a des Français qui manquent de patriotisme, ce sont ceux qui sympathisent avec cette Angleterre.

Il y a ensuite l'Angleterre démocratique et laborieuse, celle qui a besoin d'ordre, de paix et de liberté, celle qui a besoin pour prospérer que tous les peuples prospèrent, celle qui a renversé la loi-céréale, celle qui s'apprête à renverser la loi de navigation, celle qui sape le système colonial, cause de tant de guerres, celle qui a obtenu le bill de la réforme, celle qui a obtenu l'émancipation catholique, celle qui demande l'abolition des substitutions, cette clef de voûte de l'édifice oligarchique, celle qui applaudit, en 1787, à l'acte par lequel l'Amérique proclama son indépendance, celle qu'il fallut sabrer dans les rues de Londres avant de faire la guerre de 1792, celle qui, en 1830, renversa les torys prêts à former contre la France une nouvelle coalition.—Et nous disons que c'est abuser étrangement de la crédulité publique que de représenter comme manquant de patriotisme ceux qui sympathisent avec cette Angleterre.

Après tout, le meilleur moyen de les juger, c'est de les voir agir; et certes ce serait le devoir de la presse de faire assister le public à cette grande lutte, à laquelle se

rattachent l’indépendance du monde et la sécurité de l’avenir.

Absorbée par d’autres soins, influencée par des motifs qu’il ne nous est pas donné de comprendre, elle répudie cette mission. On sait que la plus puissante manifestation de l’esprit du siècle, agissant par la Ligue contre la loi-céréale, a agité pendant sept ans les trois royaumes, sans que nos journaux aient daigné s’en occuper.

Après les réformes de 1846, après l’abrogation du privilége foncier, au moment où la lutte va s’engager en Angleterre sur un terrain plus brûlant encore, l’*acte de navigation*, qui a été le principe, le symbole, l’instrument et l’incarnation du régime restrictif, on aurait pu croire que la presse française, renonçant enfin à son silence systématique, ne pourrait s’empêcher de donner quelque attention à une expérience qui nous touche de si près, à une révolution économique qui, de quelque manière qu’on la juge, est destinée à exercer une si grande influence sur le monde commercial et politique.

Mais puisqu’elle continue à la tenir dans l’ombre, c’est à nous de la mettre en lumière. C’est pourquoi nous publions le compte rendu de la séance par laquelle les chefs de la Ligue viennent pour ainsi dire de réorganiser à Manchester cette puissante association.

Nous appelons l’attention de nos lecteurs sur les discours qui ont été prononcés dans cette assemblée, et nous leur demanderons de dire, la main sur la conscience, de quel côté est le vrai *patriotisme*; s’il est en nous, qui sympathisons de tout notre coeur avec l’infaillible et prochain triomphe de la Ligue, ou s’il est dans nos adversaires, qui réservent toute leur admiration pour la cause du privilége, du monopole, du régime colonial, des

grands armements, des haines nationales et de l’oligarchie britannique.

Après avoir lu le discours, si nourri de faits, de M. Gibson, vice-président du *Board of trade*, l’éloquente et chaleureuse allocution de M. Bright, et ces nobles paroles par lesquelles M. Cobden a prouvé qu’il était prêt à tout sacrifier, même l’avenir qui s’ouvre devant lui, même sa popularité, pour accomplir sa belle mais rude mission, nous demandons à nos lecteurs de dire, la main sur la conscience, si ces orateurs ne défendent pas ces vrais intérêts britanniques qui coïncident et se confondent avec les vrais intérêts de l’humanité?

Le *Moniteur industriel* et le *Journal d’Elbeuf* ne manqueront pas de dire: «Tout cela est du machiavélisme; depuis dix ans M. Cobden, M. Bright, sir R. Peel, jouent la comédie. Les discours qu’ils prononcent, comédie; l’enthousiasme des auditeurs, comédie; les faits accomplis, comédie; le rappel de la loi-céréale, comédie; l’abolition des droits sur tous les aliments et sur toutes les matières premières, comédie; le renversement de l’acte de navigation, comédie; l’affranchissement commercial des colonies, comédie; et, comme disait il y a quelques jours un journal protectionniste, l’Angleterre se coupe la gorge devant l’Europe sur le simple espoir que l’Europe l’imitera.

Et nous, nous disons que s’il y a une ridicule comédie au monde, c’est ce langage des protectionnistes. Certes, il faut prendre en considération les longues, et nous ajouterons les justes préventions de notre pays; mais ne faudrait-il pas rougir enfin de sa crédulité, si cette comédie pouvait être plus longtemps représentée devant lui au bruit de ses applaudissements?

GRAND MEETING À MANCHESTER

Jeudi soir, 25 janvier 1848, un grand meeting de ligueurs a été tenu à Manchester pour célébrer l’entrée au Parlement des principaux apôtres de la liberté commerciale.

Trois mille personnes s’étaient rendues à la réunion. Au nombre des assistants on comptait une trentaine de membres du Parlement, et parmi eux MM. Cobden, Milner Gibson, Bright, Bowring, le colonel Thompson, G. Thompson, Ewart, W. Brown, Ricardo, le maire de Manchester et celui d’Ashton.

Le meeting était présidé par M. George Wilson, président de la Ligue.

M. GEORGE WILSON, dans une brève allocution, signale d’abord le

progrès qui s’est accompli dans les élections depuis le

Reform-bill; les électeurs, dit-il, s’occupent aujourd’hui

beaucoup moins de la naissance que du mérite réel des candidats.

On nous reproche, je le sais, ajoute-t-il, de nommer des gens

dont les ancêtres n’ont jamais fait parler d’eux, mais

qu’importe, s’ils ont la confiance du peuple? Nous les avons

choisis à cause de leur mérite et non pas à cause de leurs

titres. (Applaudissements.) L’orateur expose ensuite les progrès

de la liberté commerciale. Le succès du tarif libre-échangiste de

sir Robert Peel, dit-il, est maintenant reconnu par tout le

monde, excepté par les protectionnistes exagérés, qui envoient

encore de loin en loin de petites notes aux journaux. Le succès

du tarif libre-échangiste des États-Unis n’a pas été moindre que

celui du nôtre. On peut se faire une idée aussi de l’influence

rapide que l’opinion publique de l’Angleterre exerce sur les

classes intelligentes et éclairées du continent, par la réception

qui a été faite à M. Cobden dans tous les pays qu’il a visités.

(Applaudissements.) Il nous paraît certain aujourd’hui que nos

vieux amis les protectionnistes ont quitté le champ de bataille,

et que la salle du nº 17, Old-Bond-street, sera mise incessamment

à louer. Depuis les dernières élections aucun d’eux n’a proposé,

devant la plus petite assemblée de fermiers, le rétablissement

des *lois-céréales* qui doivent mourir en 1849. (Mouvement

d’attention.) Je ne pense pas non plus qu’ils blâmeraient

beaucoup lord John Russell s’il faisait ce que je pense qu’il

devrait faire, s’il suspendait les lois-céréales jusqu’à ce

qu’elles soient définitivement abolies en 1849. (Vifs

applaudissements.) Mais ils veulent combattre en faveur des lois

de navigation. Eh bien! nous les suivrons sur ce terrain-là, et

avec un vigoureux effort nous leur enlèverons les lois de

navigation comme nous leur avons enlevé les lois-céréales. Ils

nous attaqueront ensuite sur les intérêts des Indes occidentales;

nous ne demandons pas mieux, et de nouveau nous les battrons sur

cette question comme sur toutes les autres. (Applaudissements.)

M. WILSON porte un toast à la reine; après lui, M. ARMITAGE,

maire de Manchester, propose le toast suivant:

Aux membres libres-échangistes des deux Chambres du Parlement; au

succès de leurs efforts pour compléter la chute de tous les

monopoles!

M. F. M. GIBSON, membre du Parlement de Manchester, et

vice-président du *Board of trade*, répond à ce toast. L’orateur

remercie d’abord l’auteur du toast au nom de ses collègues

absents; puis il s’excuse sur son émotion: Je devrais être,

direz-vous peut-être, rassuré comme le chasseur qui entend le son

du cor; car ce n’est pas la première fois que je prends la parole

dans cette enceinte; mais je vous affirme que lorsque je pense à

quel public éclairé et au courant de la question j’ai affaire,

il m’est impossible de maîtriser mon embarras. J’ai cru

toutefois, qu’il était de mon devoir de me trouver au milieu de

mes commettants dans cette occasion importante.

(Applaudissements.) J’ai cru que toute autre considération devait

céder à ce devoir; car, ancien membre de la Ligue, je m’honore,

par-dessus tout, d’avoir fait partie de cette association qui, en

éclairant l’opinion publique, a permis au gouvernement d’abolir

l’odieux monopole du blé. (Applaudissements.) Je regrette

toutefois de paraître devant vous dans un moment de dépression

commerciale, dans un moment de grande anxiété pour tous ceux qui

se trouvent engagés dans les affaires, dans un moment où s’est

manifestée une crise grave, à laquelle nous n’avons pas encore

entièrement échappé. Mais je pense, messieurs, que la politique

de la liberté commerciale n’est pour rien dans les causes qui ont

amené cette dépression (vifs applaudissements); je pense, au

contraire, que la crise aurait été bien plus intense si les

réformes commerciales n’avaient pas eu lieu. (Nouveaux

applaudissements.)

Quoique, actuellement, la confiance soit bien altérée dans le

monde commercial, il y a certains éléments sur lesquels il est

permis de compter pour le rétablissement de la prospérité future.

L’approvisionnement des articles manufacturés est modéré; les

prix des matières premières sont bas, et nous avons en

perspective un prix modéré des subsistances. (Une voix: Non pas

si les lois-céréales sont remises en vigueur.) Nous avons devant

nous toutes ces choses (mouvement d’attention), et je crois que

l’on peut, sans se faire illusion, croire que le retour de la

confiance amènera le retour de la prospérité. (Applaudissements.)

Mais permettez-moi, messieurs, de demander à ceux qui accusent

par leurs vagues déclamations la liberté commerciale d’avoir

causé la détresse actuelle, permettez-moi de leur demander d’être

intelligibles une fois et de désigner les droits qui auraient

prévenu cette détresse, s’ils n’avaient point été abolis.

Était-ce le droit sur le coton? Était-ce le droit sur la laine ou

le droit sur le verre? (Applaudissements et rires.) Est-ce que,

pendant une période de famine, il aurait été sage de maintenir

les droits sur les articles de subsistance? Quels sont donc les

droits qui auraient empêché la crise de se produire?

(Applaudissements.)

On nous accuse encore, nous autres libres-échangistes, d’avoir

préconisé une politique qui a diminué le revenu. Diminué le

revenu! Est-ce que ceux qui émettent de semblables assertions ont

bien comparé le revenu tel qu’il était, avant les réformes

commencées en 1842, et tel qu’il a été depuis? Quels sont les

faits? Le revenu, au 5 janvier 1842, s’élevait à environ

47,500,000 liv. st.; au 5 janvier 1848, il n’était plus que de

44,300,000 liv. st. Mais quelles ont été, dans l’intervalle, les

réductions opérées dans les taxes? Il est vrai qu’on a établi, en

1842, un *income-tax* s’élevant à environ 5,500,000 liv. st. par

an. Mais, d’un autre côté, on a retranché à la fois de la douane

et de l’excise des droits qui rapportaient environ 8,000,000 liv.

st., ce qui donne en faveur des réductions une balance de

3,000,000 liv. st. Il ne saurait y avoir rien de bien mauvais

dans une politique qui a augmenté le revenu par une réduction des

droits sur les articles de consommation. Souvenez-vous aussi que

cette politique a été adoptée en 1842, après que l’on eut essayé

de la politique opposée, après que l’on eut essayé d’augmenter le

revenu en élevant les droits de la douane et de l’excise. On

ajouta 5% aux droits de douane; mais les douanes ne donnèrent

pas, avec cette augmentation, la moitié de ce qu’on avait estimé

qu’elles rendraient. L’augmentation échoua complétement, et ce

fut après la chute de cette expérience que l’on avait faite

d’accroître le revenu du pays en augmentant les droits de

l’excise et de la douane, que l’on adopta heureusement l’impôt

direct, et qu’on affranchit de leurs entraves l’industrie et le

commerce de ce pays, en réduisant les taxes indirectes. Si nous

considérons isolément les chiffres du revenu des douanes et de

l’excise, nous verrons qu’ils présentent une justification

remarquable de la politique adoptée par sir Robert Peel. Après la

réduction de 8,000,000 liv. st., dont 7,000,000 liv. st. environ

pour la douane, la totalité de cette somme, à l’exception de 7 à

8,000 liv. st., a été remplacée par le pays; c’est à peine s’il y

a eu une baisse dans le revenu de la douane. On élève une autre

accusation contre la liberté du commerce, à propos des

exportations et des importations. On nous dit que nous avons

importé plus que nous n’avons exporté, et que nos importations

ont plus de valeur que nos exportations. Je réponds: S’il en est

ainsi, tant mieux! (Applaudissements.)

Ce serait une chose singulière que des marchands exportassent

leurs marchandises pour recevoir en retour des produits qui

auraient précisément la même valeur: espérons qu’il y a quelque

gain dans l’échange des denrées; et, si nos importations ont

excédé nos exportations, c’est nous qui avons gagné. Mais,

ajoute-t-on, une quantité d’or est sortie du pays, notre

numéraire a été exporté et nos intérêts commerciaux en ont

souffert. À cela je puis répondre que si la balance, comme on la

nomme, a été soldée en numéraire, c’est parce que le numéraire

était à cette époque la marchandise la plus convenable et la

moins chère que l’on pût exporter, et qu’il y avait plus de

bénéfice à l’exporter qu’à exporter les autres marchandises.

Voilà tout! À la vérité, on fait revivre aujourd’hui la vieille

doctrine de la balance du commerce. Avant d’avoir lu les articles

du *Blackwood’s Magazine* et de la *Quarterly Review*, j’espérais

qu’elle était morte et enterrée, et qu’elle ne ressusciterait

plus; mais nos adversaires y tiennent! Je ne vous ferais pas

l’injure de défendre davantage devant vous la politique de la

liberté commerciale,—laquelle certes n’a pas besoin d’être

défendue,—si depuis quelque temps les organes du parti

protectionniste ne s’étaient plus que jamais efforcés de donner

le change au pays, s’ils n’avaient prétendu que nous nous étions

montrés de mauvais prophètes et qu’un grand nombre de nos

prévisions n’avaient abouti qu’à des déceptions; mais il m’est

impossible de laisser passer de semblables accusations sans y

répondre. Voyons d’abord les prophéties. Avons-nous oublié celles

des protectionnistes? Avons-nous oublié qu'ils prédisaient que

les bonnes terres de l'Angleterre seraient laissées sans culture

si les *lois-céréales* étaient révoquées (rires)? que les

meilleurs terrains deviendraient des garennes de lapins et des

repaires de bêtes fauves? (Rires.) Avez-vous oublié cela?

Avez-vous oublié les menaces alarmantes que proférait un noble

duc (le duc de Richmond) en 1839, lorsque j'eus l'honneur de

paraître pour la première fois devant vous? Souvenez-vous de la

menace qu'il nous faisait de quitter le pays si les corn-laws

étaient révoquées. Souvenez-nous qu'il affirmait qu'alors

l'Angleterre ne serait plus digne d'être habitée par des

gentlemen. (Rires.) Mais félicitons-nous de posséder encore

parmi nous le noble duc, félicitons-nous de ce qu'il n'a point

abandonné sa patrie (rires); et espérons qu'il demeurera

longtemps parmi nous, afin de rendre à ses concitoyens de

meilleurs services que ceux qu'il leur a rendus jusqu'ici.

(Tonnerre d’applaudissements.) Je me souviens de beaucoup d’autres prédictions qui ont été faites à la Chambre des communes, au sujet du rappel des lois-céréales. Je me rappelle que M. Hudson, l’honorable représentant de Sunderland, disait, en février 1839, que si les lois-céréales étaient abolies, les fermiers anglais ne pourraient plus cultiver le sol, même si la rente se trouvait entièrement supprimée, et que la terre devrait être laissée en friche, parce qu’on ne pourrait plus trouver un prix rémunérateur pour ses produits. Je suis charmé que M. Hudson ait montré un plus mauvais jugement en cette matière qu’il ne l’a fait dans la direction des entreprises de chemins de fer. Dans le monde des chemins de fer, il s’est montré un homme habile et entreprenant; mais, en fait de prophéties, nous opposerions volontiers le plus mauvais prophète que la Ligue ait jamais produit, à l’honorable représentant de Sunderland.

(Applaudissements et rires.)

L’orateur, après avoir réfuté d’autres critiques qui se rattachent à la situation des colonies anglaises, dans les Indes occidentales, poursuit en ces termes:

Nous avons eu, dans ces derniers temps, des preuves si nombreuses

des bons résultats de la réduction des droits et des avantages de

la suppression des entraves apportées au commerce, non-seulement

dans ce pays, mais encore à l’étranger, que je crois inutile de

m’étendre plus longuement sur cet objet. Il y a cependant, dans

nos relations extérieures, un fait sur lequel je veux appeler un

instant votre attention: il s’agit de notre commerce avec la

France. (Mouvement d’attention.) Considéré d’une manière

absolue, ce commerce peut être regardé comme faible encore, mais

il n’y en a pas qui se soit développé plus rapidement. La valeur

déclarée de nos exportations pour la France s’est élevée, il y a

peu de temps, à 3,000,000 de liv. st., et maintenant elle est de

2,700,000 liv. st. Or, en 1815, elle était à peine de 300,000

liv. st. La plus grande partie de cet accroissement a eu lieu, il

faut bien le remarquer, à une époque récente, et le progrès s’est

accompli à la suite des réductions opérées dans notre tarif, sans

qu’il y ait eu la moindre réciprocité de la part de la France. Je

mentionne ce fait, parce qu’il renferme un très-fort argument

contre ce que l’on a nommé le système de réciprocité. Vous avez

augmenté matériellement votre commerce avec la France, en

réduisant vos droits sur les importations de ce pays, quoiqu’il

n’ait point, de son côté, réduit ses droits sur les importations

anglaises. (Applaudissements.) Je cite aussi le commerce avec la

France, pour vous prouver que nous faisons autant d’affaires avec

ce pays qu’avec les Indes occidentales. Ainsi donc, ces terribles

Français, que l’on nous apprend à considérer comme nos ennemis

naturels, sont pour nous d’aussi bonnes pratiques que nos

propriétaires aimés et privilégiés des Indes occidentales.

(Applaudissements.) Les Français nous prennent pour 2,700,000

liv. st. de marchandises, et les propriétaires des Indes

occidentales pour 2 millions 300,000 liv. st. seulement. Et, de

plus, les colons demandent pour leurs sucres une protection égale

en valeur au montant de toutes nos exportations pour les Indes

occidentales. Je n’exagère rien (applaudissements); je mentionne

simplement les faits, avec les documents parlementaires sous les

yeux.

Maintenant, je vous le demande, quand on jette un coup d’oeil sur

l’augmentation de notre commerce avec la France, ne s’aperçoit-on

pas en même temps que ce commerce a établi entre les deux pays

des liens d’amitié et d’intérêt, des liens qu’il serait plus

difficile de briser que si leurs transactions en étaient encore

au chiffre de 300,000 liv. st. comme en 1815? (Applaudissements.)

Pour moi, messieurs, j’ai la conviction entière, et je l’exprime

sans hésiter devant cette assemblée publique, que, nonobstant les

services que les diplomates peuvent avoir rendus au monde, rien

n’a autant de pouvoir pour prévenir la guerre et pour maintenir

la paix que le développement du commerce international.

(Applaudissements prolongés.) On nous avertit cependant dans le

sud,—et de plus on nous rappelle qu’une lettre émanée d’un homme

célèbre dans ce district (rires) nous a donné le même avis,—on

nous avertit, dis-je, que, malgré cet accroissement de notre

commerce avec la France, nous devons nous attendre à une invasion

de la part des Français (explosion de rires), et que nous nous

endormirions dans une sécurité trompeuse si nous ne préparions

des forces considérables pour repousser cette invasion longuement

méditée. (Rires.) Eh bien! je ne saurais dire que je pense que

vous puissiez vous dispenser de toute espèce de force militaire.

Je ne saurais dire et je ne crois pas que mon excellent ami M.

Cobden ait jamais dit qu’il faille détruire toutes nos défenses

militaires, de terre et de mer. Il y a, je le sais, des personnes

qui seraient charmées que M. Cobden eût proposé cela, mais je ne

crois pas qu’il l’ait fait. Mais voici ce que nous avons à dire

sur cette question. Nous sommes d’accord à penser, la grande

majorité des hommes s’accorde à penser comme nous, que si les

armées pouvaient être supprimées par le fait du développement des

communications internationales, ce serait un immense progrès, le

plus grand progrès qui eût jamais été accompli dans le monde, et

le meilleur auxiliaire qui ait été donné à la civilisation, à la

moralité et au bon vouloir mutuel des peuples.

(Applaudissements.) Nous sommes tous d’accord là-dessus. Aucun

homme, aucun homme doué de sentiments d’humanité, pourvu qu’il

n’ait pas intérêt au maintien des choses (rires), ne saurait

penser autrement. Néanmoins, je crois,—et je donne ici mon

opinion personnelle,—que nous ne sommes pas dans une situation

qui nous permette de nous dispenser de moyens de défense. Nous

avons dépensé chaque année, depuis 1815, 16,000,000 de liv. st.

pour la défense de notre pays, et je crois que nous avons

toujours eu des moyens de défense suffisants. Je nie qu’aucun

fait se soit produit qui puisse nous faire redouter aujourd’hui

cette soudaine invasion des Français dont on nous menace. C’est,

au reste, une vieille histoire que cette invasion. Je me souviens que M. Thomas Atwood, l’un des représentants de Birmingham, se leva, un jour, à la Chambre des communes, et dans un discours de quatre heures, que beaucoup de gens considérèrent comme un excellent discours d’invasion, prouva que l’on devait s’attendre à ce que les Russes feraient un beau matin leur apparition au pont de Londres, sans en donner le moindre avis et sans que personne se fût douté le moins du monde de leur intention de nous envahir. (Rires.) Mais aujourd’hui nous laissons la Russie de côté; c’est de la France que nous avons peur. (Rires et mouvements.)

Le budget français nous annonce une réduction dans l’effectif militaire pour l’année prochaine. Je ne vois donc dans ce budget aucune raison de craindre; je n’y vois rien qui me porte à craindre que la France se prépare à envahir l’Angleterre.

Pourquoi réduit-on le budget de la marine, de telle sorte que

l’on demandera en France, l’année prochaine, 13 navires et 2,000

hommes de moins que les années précédentes? (Mouvement.) Mais les

gentlemen de l’invasion nous disent: «Il ne faut pas vous fier au

budget; on ne le réduit que pour vous aveugler et vous plonger

dans une fausse sécurité.» (Rires.) D’après cet argument, plus

les Français réduiront leurs armements, plus nous devrons

augmenter les nôtres. Probablement, la France a des méthodes de

recueillir de l’argent que nous ne connaissons point; elle a des

moyens de lever des hommes, d’armer des vaisseaux, dont personne

ne sait rien; si bien qu’elle réduit son budget uniquement pour

jeter de la poudre dans les yeux du pauvre John Bull! (Mouvements

et rires.) Je sais peu de chose sur ces matières; mais je crois,

en vérité, que tous ces rapports alarmistes ne méritent guère de

crédit. Chaque fois que l’on construit en France un bassin pour

l’amélioration d’un port, chaque fois que l’on y creuse un fossé,

c’est, aux yeux des trembleurs de l’invasion, pour y lancer des

steamers de guerre. Selon ces gens-là, ces travaux ne sont

nullement entrepris dans l’intention d’accroître et de

perfectionner l’industrie et le commerce de la France. Toutes les

mesures adoptées pour améliorer la situation du peuple français

ou pour augmenter son commerce, telles, par exemple, que

l’agrandissement des ports, le creusement de nouveaux bassins au

Havre et à Cherbourg, sont regardées par eux comme des moyens de

préparer et de faciliter l’envahissement de la Grande-Bretagne.

Ils disent que le peuple français ne se soucie pas du commerce,

et que les bassins creusés par les Français ne sont pas destinés

aux vaisseaux marchands, mais bien aux steamers de guerre. Eh

bien! je ne suis pas de cet avis, et je crois que nous tous, en

Angleterre, nous avons intérêt à l’amélioration des ports de

France. (Écoutez! écoutez!) Comme Anglais, je n’éprouve aucun

sentiment de jalousie à l’aspect de semblables travaux

(applaudissements); au contraire, je ressens de la satisfaction

et de la joie lorsque j’apprends que des améliorations ont lieu

dans n’importe quelle partie du globe, dans n’importe quel pays!

(Applaudissements prolongés.) Et si l’on me dit que nous devons

voir avec jalousie les travaux qui s’opèrent en France pour

l’amélioration des ports et pour la construction de la digue de

Cherbourg, laquelle est une oeuvre dont tout le monde profitera

(applaudissements); si l’on me dit que nous devons regarder ces

travaux avec des pensées d’animosité et de haine, je répondrai

que je ne saurais partager de semblables pensées

(applaudissements), et qu’elles ne m’inspirent aucune sympathie.

(Nouveaux applaudissements.) Je suis charmé de tous ces progrès,

et je crois en outre que vous n’avez pas le droit d’imputer à une

grande nation la pensée d’une invasion digne tout au plus d’une

horde de sauvages. (Vifs applaudissements.) Descendre en

Angleterre sans aucun autre dessein que celui d’humilier le

peuple de ce pays, de le priver du produit de son travail et

d’insulter toutes les classes de la population, en vérité cela ne

serait pas digne d’une grande nation. Vous n’avez pas le droit de

jeter à la face d’un peuple de semblables imputations.

(Applaudissements.) Il y a une chose que nous pouvons dire, c’est

que nous voulons conserver l’appareil militaire qui sera jugé le

plus convenable, parce que le monde ne nous paraît pas encore en

état de se passer de moyens de défense, et que nous voulons avoir

les moyens de protéger le pays; mais autre chose est d’imputer à

une nation voisine et amie des desseins qui ne peuvent manquer de

soulever l’indignation de tout honnête homme en France! Quoi!

après une si longue paix, après tant de relations amicales nouées

entre les deux pays, la France serait jugée capable de si

détestables desseins! En vérité, messieurs, je ne saurais

m’arrêter patiemment à cette idée que des hostilités soient

encore nécessaires entre la France et l’Angleterre!

(Applaudissements prolongés.) Je ne pense pas qu’il soit

possible, dans l’état actuel du monde, que ces nations voisines

et maintenant en paix, l’une et l’autre avancées en civilisation,

soient maintenues par n’importe quelle ruse dans un état de

mutuelle haine! (Adhésions.)

J’espère, messieurs, dans tout ce que j’ai dit, n’avoir pas

employé un mot qui puisse faire mal interpréter ma pensée. Je

sais que les hommes de Manchester n’aiment pas les titres; je

sais qu’ils sont naturellement portés à suspecter les membres du

gouvernement (rires), et aujourd’hui même j’ai entendu dire à un

honorable gentleman qu’il s’attendait à ce que je serais atteint

soudainement d’un accès de grippe (rires) et hors d’état de me

trouver au milieu de vous. Je sais que l’on croit généralement

que les hommes n’aiment pas à dire leur pensée lorsqu’ils sont

aux affaires (rires); mais je n’ai jamais trouvé que la franchise

fût une mauvaise politique. (Applaudissements.)

Je vous ai dit sincèrement que je n’ai aucune sympathie pour ce

que l’on appelle l’esprit militaire (applaudissements); je vous

l’ai dit, mais je ne veux pas m’engager devant cette assemblée à

agir de telle ou telle façon particulière dans cette question;

j’ignore encore ce que veut faire le gouvernement; peut-être

a-t-il la même opinion que moi sur l’invasion et sur la folie de

la panique; mais tout ce que je puis dire, c’est ceci: attendez,

attendez, et avant de prononcer sur ses actes sachez ce qu’il

proposera. Donnez votre opinion sur la lettre du comté de

Lancastre; donnez votre opinion sur M. Pigon[64] et sur la lettre

du duc de Wellington; mais ne vous prononcez pas sur les

intentions du gouvernement avant de les connaître.

(Applaudissements.) Laissez-moi aussi toute ma liberté d’opinion;

et si mon vote ou ma conduite dans cette question ou dans toute

autre vous déplaît, vous aurez certainement l’occasion de régler

mon compte d’une manière que je ne veux point nommer devant cette

assemblée.

[Note 64: M. Pigon, grand fabricant de poudre et l’un des principaux instigateurs de la panique.]

L’orateur s’occupe ensuite de l’acte qui a récemment affranchi les juifs de leurs incapacités légales, et il prononce quelques paroles, chaudement applaudies, en faveur de la liberté de conscience. J’espère, dit-il en terminant, aider dans le Parlement à l’abolition de tous les monopoles qui subsistent encore aujourd’hui, et j’ai la confiance que, sur n’importe quel point où se porte la lutte des grands principes de la liberté civile, commerciale ou religieuse, vous ne me trouverez pas en défaut, non plus qu’aucun de mes amis les partisans de la liberté des échanges. (Tonnerre d’applaudissements.)

M. KERSHAW, m. P., propose le toast suivant: Aux électeurs du sud et du nord Lancastre; aux électeurs du West-Riding de

l’Yorkshire, et à tous ceux qui ont envoyé des *free-traders* au

Parlement.

M. COBDEN se lève et est accueilli par de nombreuses salves

d’applaudissements. Après avoir remercié l’auteur du toast, il

continue ainsi: On m’a demandé, messieurs, au moins une douzaine

de fois, quel est l’objet de ce meeting. J’avoue que je ne désire

pas qu’il soit regardé comme un meeting destiné à célébrer des

triomphes passés, et encore moins à nous glorifier nous-mêmes ou

les uns les autres. Je désire plutôt qu’on le considère comme

ayant eu lieu pour témoigner que nous sommes encore en vie pour

l’avenir (applaudissements); qu’ayant obtenu une garantie sur le

statute-book pour la liberté du commerce des grains, nous

entendons en obtenir une autre pour la liberté de la navigation;

que nous entendons bien empêcher les propriétaires des Indes

occidentales de taxer à leur profit les membres de la communauté;

et, en résumé, que nous entendons appliquer à tous les articles

du commerce les principes que nous avons appliqués au blé.

(Applaudissements.) Messieurs, notre honorable représentant a

traité d’une manière si habile et si complète quelques points

dont j’avais l’intention de m’occuper, relativement à la question

des sucres et à la justification de nos principes de liberté

commerciale, que je me trouve dégagé de la nécessité d’y revenir,

et je le remercie de tout mon coeur de son discours, l’un des

meilleurs que j’aie entendus dans cette enceinte.

(Applaudissements.) Je crois que la question de la liberté du

commerce,—la question de la liberté du commerce dans tous ses

détails,—est connue de cette assemblée; je crois que toutes les

réformes dont je vous ai fait l’énumération comme devant être

poursuivies par nous ont l’assentiment de cette assemblée, et que

tous les honorables membres qui m’écoutent sur cette plate-forme

se joindront à nous pour obtenir la complète application de nos

principes dans le Parlement. (Écoutez! écoutez!) Maintenant,

messieurs, je vais m’occuper d’un autre sujet, et quoique ce

sujet soit intimement lié à la question de la liberté

commerciale, je désire cependant qu’on ne pense pas que je

veuille exprimer les sentiments d’aucun de mes collègues dans le

Parlement; je parle seulement en mon nom, et je ne veux

compromettre personne. Je touche, comme vous l’avez probablement

deviné, à l’intention que l’on a manifestée d’augmenter nos

armements. (Applaudissements.) Personne ne me démentira si je dis

que les hommes qui, pendant la longue agitation du *free-trade*,

ont coopéré le plus énergiquement à cette oeuvre sont ceux qui

prêchaient la liberté des échanges, non pas seulement pour les

avantages matériels qu’elle devait amener, mais aussi pour le

motif beaucoup plus élevé d’assurer la paix entre les nations.

(Applaudissements.)

Je crois que c’est ce motif qui a amené dans nos rangs la grande

armée des ministres de la religion, laquelle a donné une

impulsion si puissante à nos progrès dans les commencements de la

Ligue. J’ai connu un grand nombre des chefs de notre armée, j’ai

eu l’occasion de savoir à quels mobiles ils obéissaient, et je

crois que les plus ardents, les plus persévérants et les plus

dévoués d’entre nos collègues, ont été des hommes qui se

trouvaient stimulés par le motif purement moral et religieux dont

j’ai parlé, par le désir de la paix. (Applaudissements.) Et je

suis certain que chacun de ces hommes a partagé l’étonnement que

j’ai éprouvé, lorsqu’à peine douze mois après que notre nation

s’est proclamée libre-échangiste à la face du monde, on est venu

nous annoncer qu’il fallait augmenter nos armements.

(Applaudissements.) Quelle est, je le demande, la cause de cette

panique? Probablement nous pourrons la trouver dans la lettre du

duc de Wellington, dans les démarches particulières qu’il annonce

avoir faites auprès du gouvernement, et dans sa correspondance

avec lord John Russell. Nous pouvons l’attribuer au duc de

Wellington, à sa lettre et à ses démarches particulières. Je ne

professe pas, je l’avoue, l’admiration que quelques hommes

éprouvent pour les guerriers heureux; mais y a-t-il, je le

demande, parmi les plus fervents admirateurs du duc, un homme

doué des sentiments ordinaires d’humanité qui ne souhaitât que

cette lettre n’eût jamais été écrite ni publiée? (Mouvements

d’attention et applaudissements.) Le duc a passé déjà presque les

limites de l’existence humaine, et nous pouvons dire sans figure

oratoire qu’il est penché sur le bord de la tombe. N’est-il pas

lamentable (applaudissements), n’est-ce pas un spectacle

lamentable que cette main, qui n’est plus capable de soutenir le

poids d’une épée, emploie le peu qui lui reste de forces à écrire

une lettre,—probablement la dernière que ce vieillard adressera

à ses concitoyens,—une lettre destinée à susciter de mauvaises

passions et des animosités dans les coeurs des deux grandes

nations voisines? (Applaudissements.) N’aurait-il pas mieux fait

de prêcher le pardon et l’oubli du passé, que de raviver les

souvenirs de Toulon, de Paris et de Waterloo, et de faire tout ce

qu’il faut pour engager une nation courageuse à user enfin de

représailles, et à se venger de ses désastres passés? (Écoutez!

écoutez!) N’aurait-il pas accompli une oeuvre plus glorieuse en

mettant de l’huile sur ces blessures, maintenant à peu près

guéries, au lieu de les rouvrir, en laissant à une autre

génération le soin de réparer les maux accomplis par lui? En

lisant la lettre du duc, je laisse de côté l’objet de cette

lettre, et j’arrive à la fin, lorsqu’il dit: «Je suis dans ma 77e

année.» Et moi j’ajoute: Cela explique et cela excuse tout!

(Applaudissements.) Nous n’avons pas, au reste, à nous occuper du

duc de Wellington; nous avons à nous occuper de ces hommes plus

jeunes qui se servent de son autorité pour faire réussir leurs

desseins particuliers. (Écoutez! écoutez!) Ce dont j’ai besoin

d’abord de vous faire convenir, vous et le peuple anglais, c’est

que la question qui nous occupe n’est ni une question militaire

ni une question navale, mais que c’est une question qu’il

appartient aux citoyens de décider. (Mouvements d’attention et

applaudissements.) Lorsque nous sommes en guerre, les hommes qui

portent l’habit rouge et l’épée au côté peuvent prendre le pas

sur nous pour aller à leur besogne,—une besogne peu enviable et

qu’un excellent militaire, sir Harry Smith, a très-heureusement

caractérisée en disant «que c’était un damnable commerce.» Mais

nous sommes maintenant dans une situation différente, et nous

voulons recueillir les fruits du passé. Il faut donc que nous

calculions nous-mêmes les probabilités d’une guerre. Je disais

tout à l’heure que c’était une question du ressort des citoyens.

C’est une question du ressort des contribuables, qui ont à

soutenir de leurs deniers l’armée et la flotte.

(Applaudissements.) C’est une question du ressort des marchands,

des manufacturiers, des boutiquiers, des ouvriers et des fermiers

de ce pays. Et j’en demande pardon à lord Ellesmere, mais c’est

une question du ressort des imprimeurs de calicots aussi.

(Applaudissements prolongés.) Quelles sont les chances de guerre?

D’où la guerre doit-elle venir? Vous êtes, je l’affirme, plus

compétents pour en juger que les hommes de guerre, vous êtes plus

impartiaux, car, à tout événement, votre intérêt n’est pas du

côté de la guerre. Et tout homme qui est en état de lire un livre

renfermant une description de la France actuelle, tout homme qui

est en état de lire une traduction d’un journal français, tout

homme qui veut prendre la peine de consulter le tableau des

progrès du commerce, des manufactures et de la richesse des

Français, tout homme, dis-je, qui est en état d’étudier ces

choses, est aussi compétent qu’un soldat pour juger des

probabilités de la guerre. (Applaudissements.) J’ajoute qu’il n’y

a aucune époque dans l’histoire de France où ce pays ait été plus

qu’en ce moment disposé à embrasser une politique pacifique,

particulièrement à l’égard de l’Angleterre. Le peuple français se

trouve maintenant dans une situation qui doit l’éloigner de la

guerre. Il a traversé une révolution sociale qui a tellement

égalisé le partage du sol, que la masse contribue à peu près

d’une manière égale à l’entretien du gouvernement. L’impôt est en

grande partie direct, ce qui rend le peuple très-sensible à

l’endroit des dépenses publiques, et ce qui doit nécessairement

le détourner de la guerre. La propriété n’est pas en France ce

qu’elle est dans ce pays. Il y a en France cinq à six millions de

propriétaires de terres, tandis que nous n’avons pas ici la

dixième partie de ce nombre. Tous sont des hommes laborieux,

économes de leurs pièces de cinq francs, et très-désireux de

laisser quelque chose à leurs enfants. Je puis dire, sans crainte

d’être démenti, qu’il n’y a pas au monde un peuple plus

affectueux et mieux doué des sentiments de famille que le peuple

français. Aussi, ai-je vu avec horreur, honte et indignation, la

manière dont quelques-uns de nos journaux en ont parlé. Ils l’ont

représenté comme étant dans une situation misérable et dégradée,

en proie à une basse ignorance. Je suis bien charmé que

l’occasion se présente à moi de démentir de pareilles fables, et

de montrer sous leur vrai jour la situation et les sentiments

véritables du peuple français. Il y a dans cette ville un journal

qui se servait, la semaine passée, de l’argument suivant; que

nous étions obligés d’avoir une police à Manchester pour nous

protéger contre les voleurs, les filous et les assassins, et,

pour la même raison, qu’il nous fallait une armée pour nous

protéger contre les Français. (Rires.)—Comme si les Français

étaient des voleurs, des filous ou des meurtriers! La nation

française est maintenant aussi bien organisée, elle jouit

d’autant d’ordre que la nôtre; il n’y a pas eu, depuis cinq ou

six ans, plus de désordres en France qu’en Angleterre. Il y a un

autre journal à Londres, un journal hebdomadaire[65], qui à

coutume d’écrire avec beaucoup de gravité, mais à qui la panique

a probablement enlevé son sang-froid (rires); ce journal nous

affirme que le premier engagement avec la France aura lieu sans

déclaration de guerre, et que nous serons obligés de protéger Sa

Majesté, dans Osborne-house, contre ces Français peu scrupuleux

qui voudraient nous l’enlever. (Rires.) Quelle leçon notre

courageuse reine a donnée récemment à ces gens-là! Elle est allée

en France sans la moindre protection, et elle a abordé au rivage

du château d’Eu, littéralement dans une baignoire. (Rires.) Il

faut donc, messieurs, qu’il y ait un bien grand courage d’un

côté, ou une insigne couardise de l’autre! (Rires et

applaudissements.) Mais, à vrai dire, cette panique est une sorte

de maladie périodique. Je la compare quelquefois au choléra, car

je crois qu’elle nous a visités, la dernière fois, en même temps

que le choléra. On nous disait alors que nous aurions une

invasion des Russes, et je m’occupai de l’invasion des Russes. Je

crois que si je n’avais pas été choqué de la folie de quelques

journaux (et il y en a aujourd’hui qui sont presque aussi fous

que ceux-là),—lesquels prétendaient que les Russes allaient

aborder d’un moment à l’autre à Portsmouth,—je crois, dis-je,

que je ne serais jamais devenu ni auteur ni homme public, que je

n’aurais jamais écrit de pamphlets ni prononcé de discours, et

que je serais demeuré jusqu’aujourd’hui un laborieux imprimeur

sur calicots. (Applaudissements prolongés.) Maintenant,

messieurs, il importe que nous connaissions un peu mieux les

étrangers. Vous vous souvenez qu’il y a trois semaines ou un

mois, j’eus l’occasion de prononcer quelques mots au sujet de

l’élection de mon ami, M. Henri, à Newton, et que je m’occupai de

la réduction de nos armements; je démontrai combien il était

nécessaire de réduire nos dépenses, si nous voulions poursuivre

nos réformes fiscales. Dans le moment même où je parlais, un

grand meeting avait lieu à Rouen, le Manchester de la France;

1800 électeurs s’y trouvaient rassemblés pour faire une

manifestation en faveur de la réforme électorale. Dans cette

assemblée, un orateur, M. Visinet, a prononcé un discours dirigé

absolument dans le même sens que le mien. Je vais vous en lire un

morceau, en signalant les marques d’approbation donnée dans

l’auditoire.

[Note 65: Le *Spectator*.]

Après cette lecture, M. Cobden ajoute:

Ces extraits sont un peu longs; mais j’ai pensé qu’ils vous

intéresseraient (applaudissements); j’ai pensé que vous seriez

charmés d’apprendre ce qui s’est passé au sein d’une assemblée

représentant l’opinion d’une immense ville manufacturière de

France: et quand vous voyez que de pareils sentiments sont

applaudis comme ils l’ont été dans une assemblée française,

comment voulez-vous croire, hommes de Manchester, que la France

soit la nation de bandits que certains journaux vous dépeignent?

(Applaudissements.) Je ne veux pas dire qu’il n’y ait des

préjugés à déraciner en France comme il y en a en Angleterre;

mais je dis qu’il ne faut pas chercher querelle à un petit nombre

d’hommes à Paris,—d’hommes sans considération et sans influence

en France;—mais que nous devons tendre la main aux hommes dont

je vous parlais tout à l’heure. (Applaudissements.)

Maintenant, je tâcherai de traiter avec vous d’une manière

pratique et détaillée cette question des armements; car c’est

probablement la dernière fois que j’aurai à vous en parler, avant

qu’elle ne soit portée devant la Chambre. C’est, je le répète,

une question sur laquelle la masse des citoyens doit prononcer;

les hommes spéciaux n’ont rien à y voir. Je n’ai pas le dessein

d’entrer dans les détails du métier; je ne crois pas qu’il soit

utile pour vous d’avoir la moindre connaissance pratique de

l’horrible métier de la guerre. (Applaudissements.) Je veux

seulement vous demander si, dans un état de paix profonde, vous

autres contribuables, vous voulez vous décider à courir les

risques de la guerre en gardant votre argent dans vos poches, ou

bien si vous voulez permettre à un plus grand nombre d’hommes de

vivre dans la paresse, en se couvrant d’une casaque rouge ou

d’une jaquette bleue, sous le prétexte de vous protéger?

(Mouvement.) Pour moi, je crois que nous devons agir en toutes

choses selon la justice et l’honnêteté, et partager la branche de

l’olivier avec le monde entier; et aussi longtemps que nous

agirons ainsi, je veux bien courir les risques de tout ce qui

pourra arriver, sans payer un soldat ou un marin de plus! (Vifs

applaudissements.) Mais ce n’est pas seulement la question de

savoir si nous devons augmenter nos armements qu’il s’agit de

décider. Vous avez déjà dépensé, cette année, 17,000,000 liv. st.

en armements, et vous êtes très-aptes à décider si vous n’auriez

pas pu faire un meilleur emploi de votre argent.

(Applaudissements.) Vous êtes-vous informés si la marine que vous

payez si largement est employée de la meilleure manière possible?

(Écoutez! écoutez! et applaudissements.) Où sont ces grands

vaisseaux qui vous coûtent si cher? Ordinairement ils voyagent en

faisant un grand étalage de puissance; mais ils ne vont ni à

Hambourg ni dans la Baltique, où il y a un si grand commerce.

Non! ils ne vont pas là; la température est rude, et il y a peu

d'agrément à se trouver sur ces rivages. (Rires et

applaudissements.) Vont-ils davantage dans l'Amérique du Nord,

aux États-Unis, avec lesquels nous faisons la cinquième ou la

sixième partie de notre commerce étranger? Non pas! L'arrivée

d'un vaisseau de guerre anglais dans ces parages est signalée par

les journaux comme un événement extraordinaire. Les matelots des

navires de guerre sont fainéants, et c'est pourquoi ils font bien

de n'aller pas souvent dans ce pays-là. En résumé, on n'a besoin

d'eux dans aucune région commerçante. (Applaudissements.) À la

fin de notre petite session, j'ai demandé un rapport sur les

stations occupées par nos navires, et je vous prierai de jeter

les yeux sur ce rapport. J’ai demandé un rapport sur les forces

navales qui se trouvaient dans le Tage et dans les eaux du

Portugal, au commencement de chaque mois, pendant l’année

dernière, avec les noms des navires, le nombre des hommes et des

canons. Lorsqu’il sera sous vos yeux, je ne serai aucunement

surpris si vous lisez que les forces navales que nous avons dans

le Tage et le Douro, et sur les côtes du Portugal, dépassent

l’ensemble des forces navales américaines. Il est vrai que

Lisbonne est une ville agréable, je puis en témoigner, car je

l’ai visitée;—le climat en est délicieux; on voit là des

géraniums en plein air au mois de janvier. (Rires et

applaudissements.) Je ne veux pas disputer sur les goûts des

capitaines et des amiraux qui ne demandent pas mieux que de

passer l’année dans le Tage, si vous voulez bien le leur

permettre. (Applaudissements.) On vous affirme qu’ils y sont pour

servir vos intérêts; mais je puis vous assurer qu’il n’en est

rien; votre flotte a été mise dans le Tage à l’entière

disposition de la reine de Portugal et de ses ministres; et elle

est tenue de leur porter secours dans le cas où ils encourraient

l’indignation du peuple par leur mauvaise administration. Voilà

tout! Sans manquer aux convenances, je puis dire qu’aujourd’hui

le Portugal est le plus petit et le plus misérable des États de

l’Europe; et je me demande ce que l’Angleterre peut gagner à

prendre de semblables pays sous sa protection? Le Portugal compte

environ 3 millions d’habitants; nous sommes sûrs de son commerce,

par la raison fort simple que nous prenons les quatre cinquièmes

du vin de Porto qu’il produit;—et si nous ne le prenions pas,

personne n’en voudrait. (Rires et applaudissements.) J’espère

qu’on ne m’imputera point un sentiment odieux, j’espère que l’on

prendra uniquement au point de vue économique l’argument que je

vais employer; mais je dis que si le tremblement de terre qui a

ruiné Lisbonne se faisait sentir de nouveau et engloutissait le

Portugal sous les eaux de l’Océan, une grande source de

dilapidation serait fermée pour le peuple anglais.

Je n’accuse point les Portugais; ils font ce qu’ils peuvent pour

s’assister eux-mêmes. Dernièrement encore, un de leurs députés a

été renvoyé aux cortez par le cri unanime du peuple, lequel, au

dire de lord Palmerston et Cie, n’exerce aucune influence en

Portugal (applaudissements); mais chaque fois que la nation

essaie de se révolter, les Anglais font usage de leur puissance

pour comprimer ses efforts! Que la reine et ses ministres

administrent convenablement leur pays et le peuple sera leur

meilleur soutien! Je vous engage à suivre cette question du

Portugal; étudiez-la et examinez bien ses rapports avec la

question des armements. Je sais qu’il y a en Angleterre une

grande aversion pour la politique extérieure, et cela vient sans

doute de ce que cette politique ne nous a jamais fait aucun bien.

(Mouvement.) Mais je puis vous garantir que si vous voulez

secouer votre apathie et exercer une surveillance active sur les

faits et gestes du département des affaires étrangères, vous

épargnerez de bonnes sommes d’argent,—ce qui, à tout prendre,

serait un bon résultat par le temps qui court.

(Applaudissements.)—Maintenant, messieurs, je poserai cette

question: si les gens de Brighton,—si les vieilles femmes des

deux sexes de Brighton,—craignent qu’on ne vienne les arracher

de leurs lits (rires), pourquoi ne rappelle-t-on pas la flotte

qui est dans le Tage pour la faire croiser dans la Manche?

(Applaudissements.) Je ne suis pas marin; mais je crois qu’aucun

marin ne me démentira, si je dis qu’il vaudrait mieux pour nos

équipages qu’ils naviguassent dans la Manche, que de croupir à

Lisbonne dans la paresse et la démoralisation.

Nous avons des navires de guerre qui vont de Portsmouth

directement à Malte, car Malte est le grand hôpital de notre

marine. (Applaudissements prolongés.) Je me trouvais à Malte au

commencement de l’hiver, au mois de novembre. Pendant mon séjour,

un de nos vaisseaux de ligne arriva de Portsmouth; il entra dans

le port de Valette et il y demeura pendant que j’allai de Malte à

Naples, et de là en Grèce et en Égypte; il y était encore quand

je retournai à Malte. Les principaux officiers étaient sur la

côte, où ils vivaient dans les clubs, et le reste de l’équipage

avait toutes les peines du monde à se créer l’apparence d’une

occupation utile, en hissant et en abaissant alternativement les

voiles et en nettoyant le pont. (Éclats de rire.) Je fus

introduit chez le consul américain, qui m’entretint beaucoup de

notre marine. Il me dit: «Nous autres Américains, nous regardons

votre marine comme très-molle.—Qu’entendez-vous par molle?—Oh!

répliqua-t-il, les équipages de vos navires sont trop paresseux;

ils n’ont rien à faire. Vous ne pouvez espérer d’avoir de bons

équipages si vos navires séjournent pendant de longs mois dans le

port. Nous autres Américains, nous n’avons jamais plus de trois

navires dans la Méditerranée, et un seul de ces trois navires est

plus considérable qu’une frégate; mais les instructions de notre

gouvernement sont que les navires américains ne doivent jamais

séjourner dans un port, qu’ils doivent traverser constamment la

Méditerranée dans l’un ou l’autre sens; visiter tantôt un port,

tantôt un autre, et donner la chasse aux pirates quand il s’en

montre. Nos navires sont toujours en mouvement, et il en résulte

que leur discipline est meilleure que celle des navires anglais,

dont les équipages demeurent dans un état de perpétuelle

oisiveté.» (Mouvement.)

L’orateur revient ensuite sur la mauvaise interprétation que l’on

avait donnée de son opinion, relativement à la question du

désarmement. J’ai déclaré franchement à Stockport ce que je

déclare encore aujourd’hui, ce que j’ai déclaré depuis douze ans

dans mes écrits,—à savoir, que nous ne pourrons pas réduire

matériellement nos armements aussi longtemps qu’il ne sera opéré

aucun changement dans les esprits, relativement à la politique

extérieure. Il faut que le peuple anglais se défasse de cette

idée, qu’il lui appartient de régler les affaires du monde

entier. Je ne blâme pas le ministère de maintenir nos armements;

je veux seulement appeler l’attention publique sur la folie que

l’on commet en dirigeant aujourd’hui notre politique extérieure

comme on le faisait autrefois. (Applaudissements.) Lorsque

l’opinion publique,—lorsque la majorité de l’opinion

publique,—se trouvera de mon côté, je serai charmé de voir

appliquer mes vues; mais jusque-là je veux bien être en minorité,

et en minorité je resterai jusqu’à ce que je réussisse à

transformer la minorité en majorité. (Applaudissements.) Mais la

question qui s’agite devant vous n’est pas de savoir si nous

devons démanteler notre flotte; la question est de savoir si vous

voulez ou non augmenter votre armée et votre marine. Tout en

admettant que l’opinion publique n’adopte pas mes vues, à ce

point de consentir à une réduction dans nos armements, je

prétends, néanmoins, au nom du West-Riding de l’Yorkshire

(applaudissements); au nom du comté de Lancastre, au nom de

Londres, d’Édimbourg et de Glascow, que l’opinion publique est

avec moi. (Tonnerre d’applaudissements.—L’assemblée se lève

comme un seul homme en faisant entendre des hourras prolongés.)

Et si l’opinion publique s’exprime partout comme elle vient de le

faire ici, nos armements ne seront pas augmentés.

(Applaudissements.) Mais que cette manifestation ait lieu ou

non,—je parle pour moi-même comme membre indépendant du

Parlement,—on n’ajoutera pas un shilling au budget de notre

armée et de notre flotte, sans qu’auparavant j’aie forcé la

Chambre à une *division* sur cet objet. (Vifs applaudissements.)

Messieurs, en commençant, je vous ai montré le lien qui unit la

question des armements à celle de la liberté du commerce; en

terminant, je vous dirai que la question de la liberté du

commerce est grandement compromise en Europe par les mesures

proposées au sujet de nos défenses nationales. Je reçois des

journaux de Paris, et je vous dirai qu'à Paris il y a des

libres-échangistes qui se sont associés et qui publient un

journal hebdomadaire pour éclairer les esprits, comme notre Ligue

a publié le sien. Ce journal est dirigé par mon habile et

excellent ami M. Bastiat, et la semaine dernière il s'affligeait

des remarques d'un autre journal, le *Moniteur industriel*, qui

prétendait que l'Angleterre n'était pas sincère dans sa politique

de liberté commerciale, et que, s'apercevant que les principes

proclamés par elle n'étaient pas adoptés en Europe, elle

préparait ses armements pour enlever par la force ce qu'elle

avait cru pouvoir enlever par la ruse. J'exhorte mes concitoyens

à résister à cette tentative, qui est faite pour répandre de

l'odieux sur nos principes. Nous avons commencé à prêcher la

liberté commerciale, avec la conviction qu’elle amènerait la paix

et l’harmonie parmi les nations; mais les *free-traders* les plus

enthousiastes n’ont jamais dit, comme le prétendent certains

journaux, qu’ils s’attendaient à ce que la liberté commerciale

amènerait l’ère rêvée par les millénaires. Nous ne nous sommes

jamais attendus à rien de semblable. Nous nous sommes attendus à

ce que les autres nations demanderaient du temps, comme la nôtre

l’a fait, pour adopter nos vues; mais ce que nous avons toujours

espéré, le voici: c’est que les peuples de l’Europe ne nous

verraient point douter nous-mêmes les premiers de la tendance de

nos propres principes, et nous armer contre les peuples avec

lesquels nous voulions entretenir seulement des relations

d’amitié. Nous avons entrepris de faire du libre-échange

l’avant-coureur de la paix; voilà tout! Lorsque nous avons planté

l’olivier, nous n’avons jamais pensé que ses fruits mûriraient en

un jour, mais nous avons eu l’espoir de les recueillir dans leur

saison; et avec l’aide du Ciel et la vôtre, il en sera ainsi!

(Applaudissements prolongés.)

Le colonel THOMPSON propose un toast à la Ligue et à ses travaux,

dont l’utilité a été si grande pour le pays et pour le monde.

M. BRIGHT répond à ce toast:

Si quelqu’un dans cette assemblée avait, en venant ici, quelques

doutes sur le véritable objet de notre réunion, ses doutes

doivent être maintenant dissipés. On m’a demandé pourquoi nous

nous réunissions, maintenant que le monde politique est si calme,

et que les réformes que nous avons poursuivies dans cette

enceinte sont pour la plupart accomplies; j’ai répondu que nous

nous réunissions pour faire honneur au grand principe qui a

triomphé, et à un autre principe qui marche vers un plus grand

triomphe encore,—à ce principe que, dans l’avenir, l’opinion du

peuple sera le seul guide, et l’intérêt du peuple le seul objet

du gouvernement de ce pays. Je n’aurai pas besoin de faire

longuement l’apologie de la liberté commerciale. Si jamais

principe a été triomphant, si jamais but poursuivi par une grande

association a été justifié par les résultats, c’est bien le

principe de la liberté du commerce et le but qui a été poursuivi

par les agitateurs de notre association. (Applaudissements.)

N’avons-nous pas entendu dire, pendant de longues années, qu’il

fallait que ce pays fût entièrement indépendant de l’étranger? Et

maintenant ne devons-nous pas avouer que c’est grâce aux

importations de subsistances de l’étranger que plusieurs millions

de nos concitoyens ont conservé la vie, pendant ces dix-huit

mois? Ne nous disait-on pas que le meilleur moyen d’avoir un

approvisionnement sûr et abondant de subsistance, c’était de

protéger nos cultivateurs? Et n’est-il pas prouvé à présent

qu’après trente années d’une protection rigoureuse, des millions

de nos concitoyens seraient morts de faim, si nous n’avions pas

reçu du blé du dehors? Ne nous disait-on pas encore que si nous

achetions du blé à l’étranger, nous serions obligés d’exporter

des masses considérables d’or, et que cet or servirait à édifier

des manufactures rivales des nôtres? Eh bien! il y a eu des

importations et des exportations considérables de numéraire

destinées au paiement du blé, mais où le numéraire a-t-il été

retenu? Ne nous revient-il pas, en ce moment, aussi vite qu’il

s’en était allé? Et, de plus, la nation qui a pris la plus grande

partie de cet or, les États-Unis n’ont-ils pas doublé ou triplé

leurs achats de nos marchandises depuis un an?

(Applaudissements.) Si quelqu’un vient se plaindre à moi de la

liberté commerciale,—quoique je doive dire que peu d’hommes s’en

plaignent, si ce n’est quelques esprits obtus que nous ne

parviendrons jamais à convaincre,—si quelqu’un me demande si la

liberté commerciale a triomphé, si notre politique a réussi, je

lui cite les seize millions de quarters de blé qui ont été

importés dans les seize derniers mois et je lui demande:

qu’auriez-vous fait sans cette importation? Vous auriez eu une

anarchie, une ruine, une mortalité sans exemple dans aucun temps

et dans aucun pays; vous auriez souffert toutes ces épouvantables

calamités si votre politique de restriction et d’exclusion était

demeurée plus longtemps en vigueur. (Applaudissements.) Jamais

l’efficacité d’un principe n’a été aussi admirablement prouvée

que l’a été celle du nôtre, pendant les douze derniers mois. Si

un homme avait pu s’élever assez haut pour embrasser le monde de

son regard, qu’aurait-il vu? Que faisait alors pour notre pays le

génie du commerce? Nous étions abattus par la peur, nous étions

en proie à la famine, nous implorions du monde entier notre

salut; et le commerce nous a répondu de toutes les régions du

globe. Sur les bords de la mer Noire et de la Baltique, auprès du

Nil classique et du Gange sacré, sur les rives du Saint-Laurent

et du Mississipi, dans les îles éloignées de l’Inde, dans le

naissant empire de l’Australie, des créatures humaines

s’occupaient de recueillir et d’expédier les fruits de leurs

moissons pour nourrir le peuple affamé de ce royaume.

(Applaudissements.) L’orateur s’occupe ensuite des résultats

politiques de la liberté des échanges. Le rappel des

lois-céréales, dit-il, peut être comparé, dans le monde

politique, à la débâcle qui suit une longue gelée. Lorsque le

dégel arrive, vous voyez sur les fleuves des masses de glaçons se

disloquer et se disjoindre; ils se mettent séparément en marche;

tantôt ils se touchent, tantôt ils se séparent, mais tous tendent

au même but, tous sont entraînés vers l’Océan. C’est ainsi que

nous voyons dans notre Parlement les vieux partis se dissoudre

pour toujours. Et dans notre Parlement comme au dehors, nous

voyons la masse aspirer et marcher vers une liberté plus grande

que celle dont nous avons joui jusqu’à ce jour.

(Applaudissements.) Où donc allons-nous? (L’orateur énumère les

réformes qui restent à accomplir; en première ligne il place la

réforme de l’Église établie, puis celle de la transmission des

propriétés.) Cette question de la tenure du sol et du mode selon

lequel il doit être transmis de main en main et de père en fils,

intéresse l’Angleterre et l’Écosse aussi bien que l’Irlande. Les

abus qui subsistent depuis si longtemps ont pris naissance à une

époque où la population était clair-semée et où le peuple n’avait

aucun pouvoir. Il s’agit maintenant de les détruire; et de même

que le Parlement a admis la libre introduction des blés

étrangers, de même—quoi que puissent faire les influences

aristocratiques—il admettra avant peu l’affranchissement du

sol,—la liberté sera donnée à la terre comme elle a été donnée à

ses produits. (Applaudissements.)

Il est singulier que, dans ce meeting, toutes les pensées se

soient tournées vers une question à laquelle personne ne songeait

il y a quelques semaines; je veux parler du cri de guerre qui a

été jeté dans le pays. J’entends dire de tout côté qu’il y a eu

une panique. Eh bien! moi, je suis persuadé du contraire: il n’y

a pas eu de panique. Voici ce qui est arrivé. Mon honorable ami

le représentant du West-Riding de l’Yorkshire (M. Cobden) est

allé au fond du Cornouailles; il y a lu les journaux de Londres

et il s’est imaginé que nous ajoutions foi à ce qu’ils disaient.

(Rires.) Il faut que je vous donne une autre preuve de sa

crédulité. Lorsqu’il se trouvait en Espagne, il m’écrivit une

lettre à peu près au moment où une querelle paraissait s’être

élevée entre lord Palmerston et *quelqu’un* à Paris, à propos du

mariage de la reine d’Espagne, et savez-vous ce qu’il disait? Il

nous suppliait de ne pas entreprendre une guerre à ce sujet, il

nous suppliait de ne pas nous livrer à la manie de la guerre.

Étant en Espagne, il avait évidemment tout à fait oublié le

caractère du peuple au milieu duquel il avait vécu! (Rires.) Il a

lu les journaux de Londres, et il s’est imaginé que nous tous y

écrivions des *premiers Londres*. Le fait est que la panique est

demeurée tout entière parmi les chefs du parti militaire de ce

pays et les rédacteurs en chef des journaux. (Rires.) Pour moi,

je suis persuadé que toute cette panique n’est qu’une feinte. Je

crois que je puis vous en donner le secret. C’est la coutume

dans ce pays que plus un homme est riche, moins il laisse au plus

grand nombre de ses enfants. (Écoutez—et applaudissements.) Si

un honnête fabricant de coton, ou un marchand, ou un imprimeur

sur calicots, vient à amasser 20,000 ou 30,000 liv. st., il

s’arrange ordinairement de manière à partager également cette

somme entre ses enfants lorsqu’il quitte la terre.

(Applaudissements.) Je ne sais vraiment comment un homme qui

possède des sentiments naturels et une dose ordinaire d’honnêteté

pourrait faire autrement. Mais plus un homme titré possède de

propriétés, surtout si ces propriétés consistent en champs, plus

il juge nécessaire que son fils aîné les possède toutes après lui. Le colonel Thompson, en donnant l’explication du fait, dit que l’intention de cet homme est de rendre *une main assez forte* pour contraindre le public à entretenir le reste de la famille. (Rires.) Or, vous savez que les familles aristocratiques se multiplient tout comme les familles des autres classes. (Rires.) Il y a d’abord un ou deux enfants autour de la table; puis,—petit à petit,—il en vient six ou huit, ou dix ou douze, comme le bon Dieu les envoie. Tous ces enfants sont entretenus dans l’idée qu’ils souffriraient dans leur dignité, si on les voyait offrir quelque chose à vendre. Ils n’embrassent pas la carrière commerciale, ils suivent celle des emplois publics. (Rires.) Ils sont tellement pleins de patriotisme qu’ils ne veulent rien faire, si ce n’est consacrer leurs services à leurs concitoyens. Mais la pitance devient de jour en jour plus maigre. (Rires.) Les classes moyennes ont, de jour en jour, fourni un

plus grand nombre d’hommes actifs, habiles et intelligents, qui

sont venus faire concurrence aux membres de l’aristocratie, dans

les services publics. La conséquence de ce fait était facile à

prévoir. Comme dirait le colonel Thompson, il est arrivé que

cette population a pressé sur les moyens de subsistance. (Rires.)

Elle a besoin aujourd’hui d’une carrière plus large pour déployer

son énergie,—qu’elle applique principalement à ne rien faire et

à manger des taxes. (Rires et applaudissements.)

Songez qu’il s’est passé, depuis une trentaine d’années, des

choses qui ont dû plonger dans le désespoir une portion

considérable de la classe aristocratique. Prenez les vingt-cinq

dernières années et comparez-les à n’importe quelle période de

vingt-cinq ans de notre histoire, et vous verrez que nous avons

accompli une véritable révolution, une révolution glorieuse et

pacifique, et d’autant plus glorieuse qu’elle a été plus

pacifique. Nous avons eu, dans nos lois et dans nos institutions,

dans la politique de notre gouvernement, dans la constitution

même du pouvoir, des changements plus considérables que d’autres

n’en ont obtenu par des révolutions sanglantes. Et qui sait ce

qui pourra survenir encore? «Si nous avons trente autres années

de paix et si des clubs pour la liberté du commerce s’ouvrent

dans toutes les grandes villes du royaume, disent les membres de

l’aristocratie, nous voudrions bien savoir ce qui adviendra.»

Sans aucun doute, quelque chose de très-sérieux pour quelques-uns

d’entre eux. Ils en sont, du reste, bien persuadés. Il y a un

duel à mort entre l’esprit de guerre et le progrès politique,

social et industriel. Nous servirions les desseins de cette

classe antinationale, si nous permettions à l’esprit de guerre de

se répandre dans la Grande-Bretagne. Laissez-le prévaloir,

laissez la guerre désoler de nouveau le monde, et vous aurez beau

faire des meetings, aucune nouvelle réforme sociale et

industrielle ne s’accomplira dans le gouvernement du Royaume-Uni.

(Applaudissements.) Je sais bien que si vous jetez un regard sur

les pages de notre histoire dans ces trente dernières années,

elles ne vous paraîtront pas aussi brillantes que celles des

trente années précédentes. Il n’y a pas eu autant d’hommes nés

pour être de grands généraux ou des amiraux; il n’y a pas eu

autant de grandes victoires par mer et par terre; vos églises et

vos cathédrales n’ont pas été, dirai-je *ornées*? ne devrais-je

pas plutôt dire *souillées*? par les trophées de la guerre. Un

illustre Français, Lamartine, a dit: «Le sang est ce qui brille

le plus dans l’histoire, cela est vrai, mais il tache.» «Le sang

et la liberté s’excluent,» dit-il encore. Je vous en supplie,

messieurs, par toutes les victoires que vous avez déjà

remportées, par toutes celles que vous pouvez remporter encore,

résistez, résistez énergiquement à tout ce que l’on pourrait vous

dire pour entretenir en vous des pensées hostiles aux étrangers,

à tout ce que l’on pourrait vous dire pour vous engager à

augmenter la somme que vous dépensez en armements.

(Applaudissements.)

Messieurs, le pouvoir du peuple s’étend chaque jour;

efforçons-nous bien de prouver que ce pouvoir est un bienfait

pour ceux qui le possèdent. J’imagine quelles seront les

exclamations de l’*United Service* et du club de l’armée et de la

marine, lorsque les journaux arriveront à Londres avec un compte

rendu de ce meeting. Oh! c’est une époque glorieuse que celle où

des milliers de citoyens peuvent se réunir librement! car il

n’est pas de liberté plus grande, plus féconde, que celle dont

nous jouissons aujourd’hui,—de discuter librement et

ouvertement, d’approuver librement ou de condamner librement la

politique de ceux qui gouvernent ce grand empire.

(Applaudissements.) Je suis resté souvent debout sur le rivage,

lorsqu’il n’y avait pas un souffle d’air qui ridât la surface de

l’Océan. J’ai vu la marée s’élever, comme si elle était mue par

quelque impulsion mystérieuse et irrésistible qui lançait

successivement les vagues sur le rivage. Nous qui sommes une

grande et magnanime nation, ayons dans nos âmes ce souffle

mystérieux et irrésistible, cet amour pour la liberté, cet amour

pour la justice! Il nous poussera en avant, en avant toujours, et

nous fera obtenir triomphe sur triomphe, jusqu’à ce que cette

nation soit—comme toutes les nations peuvent l’être un jour—une

communauté heureuse et fortunée, que le monde se proposera pour

modèle. (Applaudissements prolongés.)

M. BROTHERTON propose un autre toast à la liberté du commerce et

à la paix.

M. GEORGE THOMPSON répond au toast porté par M. Brotherton. Ne

laissons pas revivre, dit-il, les animosités nationales, lorsque

les Français eux-mêmes nous donnent un exemple que nous pourrions

suivre avec profit. Dans chacun des soixante banquets qui ont eu

lieu récemment pour la réforme électorale, un toast a été porté

«à la liberté, à l’égalité et à la fraternité.» M. le colonel

Thompson se demandait alors ce que penserait un naturel d’un pays

éloigné, converti au christianisme par un de nos missionnaires,

si, venant dans ce pays, il nous trouvait occupés à nous préparer

à la guerre contre une nation qui ne nous a pas témoigné le

moindre sentiment d’hostilité. Si les classes ouvrières sont

appelées à faire partie de la milice, qu’elles demandent au moins

au gouvernement de connaître la cause pour laquelle elles sont

destinées à combattre; qu’elles prennent avantage de l’obligation

qu’on leur imposera de verser leur sang, s’il en est besoin, pour

revendiquer les droits du citoyen et quelques biens qui valent la

peine d’être défendus. (Applaudissements.)

Des remercîments sont ensuite votés aux membres du Parlement qui

ont honoré le banquet de leur présence; puis l’assemblée se

sépare.

*

À partir de la révolution de Février, des devoirs nouveaux et

impérieux réclament tous les instants de Bastiat. Il s’y dévoue

avec une ardeur funeste à sa santé et interrompt la tâche qu’il

s’était donnée de signaler à la France les bienfaits de la

liberté commerciale en Angleterre.

Une invitation lui parvint, le 11 janvier 1849, de la part des

free-traders, qui avaient résolu de célébrer à Manchester le

1er février, ce jour où, conformément aux prescriptions

législatives, toute restriction sur le commerce des grains devait

cesser. Nous reproduisons la réponse qu’il fit alors à M. George

Wilson, l’ancien président de la Ligue et l’organe du comité

chargé des préparatifs de cette fête.

MONSIEUR,

«Veuillez exprimer à votre comité toute ma reconnaissance pour l’invitation flatteuse que vous m’adressez en son nom. Il m’eût été bien doux de m’y rendre, car, Monsieur, je le dis hautement, il ne s’est rien accompli de plus grand dans ce monde, à mon avis, que cette réforme que vous vous apprêtez à célébrer. J’éprouve l’admiration la plus profonde pour les hommes que j’eusse rencontrés à ce banquet, pour les George Wilson, les Villiers, les Bright, les Cobden, les Thompson et tant d’autres qui ont réalisé le triomphe de la liberté commerciale, ou plutôt, donné à cette grande cause une première et décisive impulsion. Je ne sais ce que

j’admire le plus de la grandeur du but que vous avez poursuivi ou de la moralité des moyens que vous avez mis en oeuvre. Mon esprit hésite quand il compare le bien direct que vous avez fait au bien indirect que vous avez préparé; quand il cherche à apprécier, d’un côté, la réforme même que vous avez opérée, et de l’autre, l’art de poursuivre légalement et pacifiquement toutes les réformes, art précieux dont vous avez donné la théorie et le modèle.

Autant que qui que ce soit au monde, j’apprécie les bienfaits de la liberté commerciale, et cependant je ne puis borner à ce point de vue les espérances que l’humanité doit fonder sur le triomphe de votre *agitation*.

Vous n’avez pu démontrer le droit d’échanger, sans discuter et consolider, chemin faisant, le droit de propriété. Et peut-être l’Angleterre doit-elle à votre propagande de n’être pas, à l’heure qu’il est infestée, comme le continent, de ces fausses doctrines communistes qui ne sont, ainsi que le protectionnisme, que des négations, sous formes diverses, du droit de propriété.

Vous n’avez pu démontrer le droit d’échanger, sans éclairer d’une vive lumière les légitimes attributions du gouvernement et les limites naturelles de la loi. Or, une fois ces attributions comprises, ces limites fixées, les gouvernés n’attendront plus des gouvernements prospérité, bien-être, bonheur absolu; mais justice égale pour tous. Dès lors les gouvernements, circonscrits dans leur action simple, ne comprimant plus les énergies individuelles, ne dissipant plus la richesse publique à mesure qu’elle se forme, seront eux-mêmes dégagés de l’immense responsabilité que les espérances chimériques des peuples font peser sur eux. On ne les culbutera pas à chaque déception inévitable, et la principale cause des révolutions violentes sera détruite.

Vous n’avez pu démontrer, au point de vue économique, la doctrine du libre-échange sans ruiner à jamais dans les esprits ce triste et funeste aphorisme: *Le bien de l’un, c’est le dommage de l’autre*. Tant que cette odieuse maxime a été la foi du monde, il y avait incompatibilité radicale entre la prospérité simultanée et la paix des nations. Prouver l’harmonie des intérêts, c’était donc préparer la voie à l’universelle fraternité.

Dans ses aspects plus immédiatement pratiques, je suis convaincu que votre réforme commerciale n’est que le premier chaînon d’une longue série de réformes plus précieuses encore. Peut-elle manquer, par exemple, de faire sortir la Grande-Bretagne de cette situation violente, anormale, antipathique aux autres peuples, et par conséquent pleine de dangers, où le régime protecteur l’avait entraînée? L’idée d’accaparer les consommateurs vous avait conduits à poursuivre la domination sur tout le globe. Eh bien! je ne puis plus douter que votre système colonial ne soit sur le point de subir la plus heureuse transformation. Je n’oserais prédire, bien que ce soit ma pensée, que vous serez amenés, par la loi de votre intérêt, à vous séparer volontairement de vos colonies; mais alors même que vous les retiendrez, elles s’ouvriront au commerce du monde, et ne pourront plus être raisonnablement un objet de jalousie et de convoitise pour personne.

Dès lors que deviendra ce célèbre argument en cercle vicieux: «Il faut une marine pour avoir des colonies, il faut des colonies pour avoir une marine?» Le peuple anglais se fatiguera de payer *seul* les frais de ses nombreuses possessions, dans lesquelles il n’aura pas plus de priviléges qu’il n’en a aux États-Unis. Vous diminuerez vos armées et vos flottes; car il serait absurde, après avoir anéanti le danger, de retenir les précautions onéreuses que ce danger

seul pouvait justifier. Il y a encore là un double et solide gage pour la paix du monde.

Je m’arrête, ma lettre prendrait des proportions inconvenantes, si je voulais y signaler tous les fruits dont le libre échange est le germe.

Convaincu de la fécondité de cette grande cause, j’aurais voulu y travailler activement dans mon pays. Nulle part les intelligences ne sont plus vives; nulle part les coeurs ne sont plus embrasés de l’amour de la justice universelle, du bien absolu, de la perfection idéale. La France se fût passionnée pour la grandeur, la moralité, la simplicité, la vérité du libre-échange. Il ne s’agissait que de vaincre un préjugé purement économique, d’établir pour ainsi dire un compte commercial, et de prouver que l’échange, loin de nuire au *travail national*, s’étend toujours tant qu’il fait du bien, et s’arrête, par sa nature, en vertu de sa propre loi, quand il commencerait à faire du mal; d’où il suit qu’il n’a pas besoin d’obstacles artificiels et législatifs. L’occasion était belle,—au milieu du choc des doctrines qui se sont heurtées dans ce pays,—pour y élever le drapeau de la liberté. Il eût certainement rallié à lui toutes les espérances et toutes les convictions. C’est dans ce moment qu’il a plu à la Providence, dont je ne bénis pas moins les décrets, de me retirer ce qu’elle m’avait accordé de force et de santé; ce sera donc à un autre d’accomplir l’oeuvre que j’avais rêvée, et puisse-t-il se lever bientôt!

C’est ce motif de santé, ainsi que mes devoirs parlementaires, qui me forcent à m’abstenir de paraître à la démocratique solennité à laquelle vous me conviez. Je le regrette profondément, c’eût été un bel épisode de ma vie et un précieux souvenir pour le reste de mes jours. Veuillez faire agréer mes excuses au comité et permettez-moi, en terminant, de m’associer de coeur à votre fête par ce toast:

À la liberté commerciale des peuples! à la libre circulation des hommes, des choses et des idées! au libre-échange universel et à toutes ses conséquences économiques, politiques et morales!

Je suis, Monsieur, votre très-dévoué,

FRÉDÉRIC BASTIAT.

15 janvier 1849.

À M. George Wilson.

RÉFORME COLONIALE

EN ANGLETERRE

DISCOURS PRONONCÉ AU MEETING DE BRADFORD, PAR M. COBDEN.

(_Journal des Économistes_, nº du 15 février 1850.)

Les *free-traders* anglais poursuivent, avec une ardeur que nous sommes, hélas! impuissants à imiter, la réforme de la vieille législation économique de la Grande-Bretagne. Aux protectionnistes qui demandent la restauration des vieux abus, ils ne répondent qu'en exigeant incessamment des réformes nouvelles. Non contents d'avoir obtenu la suppression complète et définitive des lois-céréales, la modification presque radicale des lois de navigation, l'égalisation des droits sur les sucres, ils demandent aujourd'hui, entre autres réformes, la suppression entière du vieux régime colonial, l'émancipation politique des colonies. Comme toujours, M. Cobden a pris les devants dans cette question. C'est dans la tournée qu'il vient de faire pour combattre dans ses foyers mêmes l'agitation protectionniste, qu'il a fait lever ce nouveau lièvre, pour ainsi dire entre les jambes de ses adversaires. Les applaudissements qui ont accueilli ses paroles nous prouvent, du reste, que la cause de l'émancipation coloniale est déjà plus qu'à moitié gagnée dans l'opinion, tant les saines doctrines de la science économique sont devenues populaires dans la Grande-Bretagne!

C'est dans un meeting convoqué à la Société de tempérance de Bradford, et où affluait la population intelligente de cette ville, que M. Cobden, assisté du colonel Thompson, a exposé, avec le plus de développements, ses idées sur la réforme coloniale. Nous reproduisons les

principaux passages de son discours, qui est destiné à servir de point de départ à une réforme nouvelle.

M. COBDEN. Je compte vous entretenir aujourd’hui principalement

de nos relations avec nos colonies. Vous avez eu connaissance,

sans doute, des mauvaises nouvelles qui sont venues du Canada, du

cap de Bonne-Espérance et de l’Australie. Vous avez pu voir un

manifeste, émanant du Canada, dans lequel on attribue la détresse

présente aux réformes commerciales. Les protectionnistes n’ont

pas manqué d’en tirer parti. Voyez, se sont-ils écriés, comme ces

free-traders de malheur ont ruiné nos colonies! (Rires.)

Examinons donc ce que disent nos concitoyens du Canada. Ils se

plaignent de leur situation rétrograde, en comparaison de celle

des États-Unis. Ils nous disent que, tandis que les États-Unis

sont couverts de chemins de fer et de télégraphes électriques,

ils possèdent à peine cinquante milles de chemins de fer. Encore

ces tronçons de chemins perdent-ils 50 ou 80 pour 100. Mais, je

le demande, aucun homme sensé pourra-t-il prétendre que la

liberté du commerce des grains, qui existe seulement depuis cette

année, a empêché le Canada de construire des chemins de fer,

tandis que les États-Unis en construisent depuis plus de quinze

ans?—On ne saurait nier que le Canada ne soit au moins de

cinquante années en arrière des États-Unis. Il y a quelques

années, lorsque je voyageais dans le Canada, je demeurai frappé

de cette infériorité. Cependant, alors, la protection était

pleinement en vigueur; le Canada jouissait de tous les bienfaits

de cette protection prétendue. Pourquoi donc le Canada

florissait-il moins alors que les États-Unis? Tout simplement

parce qu’il était sous notre protection; parce que les

États-Unis dépendaient d’eux-mêmes (applaudissements), se

soutenaient et se gouvernaient eux-mêmes (applaudissements),

tandis que le Canada était obligé non-seulement de recourir à

l’Angleterre pour son commerce et son bien-être matériel, mais

encore de s’adresser à l’hôtel de Downing-street pour tout ce qui

concernait son gouvernement. (Applaudissements.)

Je poserai d’abord cette question préliminaire au sujet de notre

régime colonial. Le Canada, avec une surface cinq ou six fois

plus considérable que celle de la Grande-Bretagne, peut-il

dépendre toujours du gouvernement de l’Angleterre? N’est-ce pas

une absurdité monstrueuse, une chose contraire à la nature, de

supposer que le Canada, ou l’Australie, qui est presque aussi

grande que toute la partie habitable de l’Europe, ou le cap de

Bonne-Espérance, dont le territoire est double du nôtre; n’est-il

pas, dis-je, absurde de supposer que ces pays, qui finiront

probablement par contenir des centaines de millions d’habitants,

demeureront d’une manière permanente la propriété politique de ce

pays? (Applaudissements.) Eh bien! je le demande, est-il possible

que les Anglais de la mère patrie et les Anglais des colonies

engagent une guerre fratricide, à l’occasion d’une suprématie

temporaire, que nous voudrions prolonger sur ces contrées?

(Applaudissements.) En ce qui concerne nos colonies, ma doctrine

est celle-ci: Je voudrais accorder à nos concitoyens du Canada ou

d’ailleurs une aussi grande part de *self-government* qu’ils

pourraient en demander. Je dis que des Anglais, soit qu’ils

vivent à Bradford, ou à Montréal, ou à Sidney, ou à Cape-Town,

ont naturellement droit à tous les avantages du self-government.

(Applaudissements.) Notre Constitution tout entière leur donne le

droit de se taxer eux-mêmes par leurs représentants, et d’élire

leurs propres fonctionnaires. Ce droit, qui appartient aux

Anglais au dehors, est le même que celui dont nous jouissons

ici.—Si nous accordions à nos colonies le droit de se gouverner

elles-mêmes, cela impliquerait, sans doute, la suppression de la

plus grande partie du patronage de notre aristocratie. Cela

impliquerait le remplacement des Anglais de Downing-street, dans

les fonctions coloniales, par les Anglais de là-bas. Il en

résulterait que nous lirions plus rarement dans la *Gazette* des

avis de cette espèce: John Thompson, esquire, a été appelé aux

fonctions de solliciteur général, dans telle île, aux antipodes

(rires); ou David Smith, esquire, a été appelé aux fonctions de

contrôleur des douanes, dans tel autre endroit, à peu près

inconnu (rires), et toute une série de nominations de cette

espèce. Vous n’entendriez plus parler de ces sortes d’affaires,

parce que les colons nommeraient eux-mêmes leurs fonctionnaires

et les salarieraient eux-mêmes. (Applaudissements.) Que si vous

persistez à faire ces nominations et à maintenir votre patronage

sur les colonies, dans l’intérêt de vos protégés de ce pays, il

arrivera de deux choses l’une: ou que vous devrez continuer à

soutenir à vos frais les fonctionnaires que vous aurez nommés, ou

que les colons seront obligés de les payer eux-mêmes; et, dans ce

cas, ils se croiront naturellement en droit de vous demander

quelques compensations en échange. Jusqu’à présent, vous leur

avez accordé une protection illusoire, une protection qui, aux

colonies comme dans la métropole, a conduit aux plus funestes

extravagances; mais le temps de cette protection est fini.

(Applaudissements prolongés.)

C’est au point de vue de la réforme financière que je veux

surtout envisager la question. Vous ne pouvez plus faire aucune

réforme importante; vous ne pouvez plus réduire les droits sur le

thé, sur le café, sur le sucre; vous ne pouvez supprimer le droit

sur le savon, la taxe odieuse qui, en grevant la fabrication du

papier, atteint la diffusion des connaissances humaines

(applaudissements); et cette autre taxe, la plus odieuse de

toutes, qui pèse sur les journaux (tonnerre d’applaudissements);

vous ne pouvez modifier ou supprimer ces taxes et beaucoup

d’autres encore, si vous ne commencez par remanier complétement

votre système colonial. (Applaudissements.) C’est le premier

argument qu’on nous oppose à la Chambre des communes, lorsque mon

ami M. Hume ou moi nous demandons une réduction de notre effectif

militaire. Nous proposons, par exemple, de renvoyer dix mille

hommes dans leurs foyers. Aussitôt M. Fox Maule, le secrétaire de

la guerre, ou lord John Russell, ou tous les deux, se récrient:

«Nous avons, disentils, au delà de quarante colonies, et nous

entretenons des garnisons dans toutes ces colonies; or, comme on

ne peut se passer d’avoir dans la métropole un nombre suffisant

de dépôts pour alimenter les garnisons de dehors, comme nous

avons toujours plusieurs milliers d’hommes en mer, soit qu’ils se

rendent dans nos colonies, soit qu’ils en reviennent, il nous

sera impossible de réduire notre armée, aussi longtemps que nous

aurons cet immense empire colonial à soutenir.»

Pour moi, je voudrais dire aux colons: «Je vous accorde dans

toute son étendue le bienfait du self-government; et

j’ajouterais: Vous serez tenus aussi de payer le prix du

self-government. (Applaudissements.) Vous devrez en supporter

tous les frais, comme font les États-Unis, par exemple, à qui

cela réussit si admirablement. Vous payerez pour votre marine,

vous payerez pour vos établissements civils et ecclésiastiques.

(Applaudissements.) Que pourraient-ils objecter à cela? Je suis

convaincu qu’aucune assemblée de colons, aucune assemblée

composée, comme celle-ci, d’Anglais éclairés et intelligents,

soit au Canada, au cap de Bonne-Espérance ou en Australie,

n’infirmerait la justesse et l’opportunité de mes propositions.

Je suis convaincu qu’aucune ne réclamerait le maintien des

dépenses que nos colonies occasionnent aujourd’hui à la

métropole.

Nos colonies de l’Amérique du Nord, qui sont en contact immédiat

avec les États-Unis par une frontière de 2,000 milles de

longueur, contiennent environ 2 millions d’habitants. Quelle

force militaire croyez-vous que nous entretenions dans ces

colonies? Nous y avons, dans ce moment, 8 à 9,000 hommes, sans

compter les artilleurs, les sapeurs et les mineurs. Quelle est

l’armée permanente des États-Unis? 8,700 hommes! Voilà quelle est

l’armée permanente d’un pays qui compte environ 20 millions

d’habitants. (Applaudissements.) En sorte que nous entretenons,

pour 2 millions d’habitants, dans nos colonies de l’Amérique du

Nord, la même force qui suffit à nos voisins pour 20 millions. Si

l’armée des États-Unis était proportionnée à notre armée du

Canada, elle serait de 80,000 hommes au lieu de 8,000.

Je me demande où est la nécessité pour nous d’entretenir une

armée dans le Canada. Souvenez-vous bien que nos colonies ne nous

payent pas un shilling pour l’entretien de nos forces militaires.

Rien de pareil s’est-il jamais vu sur la surface de la terre? Et

je ne croirai jamais que si le gouvernement de ce pays eût été

entre les mains de la grande masse de nos classes moyennes, au

lieu d'être exclusivement entre les mains de l'aristocratie, je

ne croirai jamais, dis-je, que ce ruineux système colonial se fût

maintenu. (Applaudissements.) D'autres nations, l'Espagne et la

Hollande, réussissent encore à tirer quelque profit de leurs

colonies. Mais, en Angleterre, lorsque je consulte notre budget

annuel, je vois bien une multitude d'*item* pour les gouverneurs,

députés, secrétaires, munitionnaires, évêques, diacres et tout le

reste; mais je ne vois jamais le moindre *item* fourni par nos

colonies pour le remboursement de ces dépenses. Je vous ai dit

quel était le montant de notre armée dans le Canada; mais nous y

entretenons, en outre, tout un matériel de guerre, des

équipements, de l'artillerie, *etc.* Rien qu'en matériel, nous y

avons pour 650,000 liv. st. (Honte!) Ils ne contribuent pas même

à entretenir les amorces de leurs fusils! Mais ce n’est pas tout

encore: nous entretenons aussi leurs établissements

ecclésiastiques; j’en ai justement le détail sous la main.

L’évêque de Montréal nous coûte 1,000 liv. st.; l’archevêque de

Québec, 500 liv. st.; le recteur de Québec, pour son loyer, 90

liv. st. (honte!); pour le cimetière des presbytériens, 21 liv.

18 sch. 6 pence. L’évêque de la Nouvelle-Écosse, 2,000 liv.,

etc., *etc.* Voilà ce que nous coûtent, chaque année, les

établissements ecclésiastiques de l’Amérique du Nord. C’est nous

qui faisons les frais de la nourriture spirituelle des

catholiques, des épiscopaux et des presbytériens de nos colonies.

Ils ne peuvent ni être baptisés, ni se marier, ni se faire

enterrer à leurs frais. (Applaudissements.)

Je ne demande pas, certes, que nous établissions des

contributions sur nos colonies; car, comme Anglais, les colons

pourraient nous répondre, en se fondant sur notre Constitution,

qu’une contribution sans représentation n’est autre chose qu’un

vol. (Applaudissements.) Du reste, depuis notre essai malheureux

de taxer nos colonies d’Amérique et la rupture qui en a été la

suite, nous avons renoncé à ce système. Mais comment donc se

fait-il que nous n’en ayons pas moins continué à étendre les

limites de notre empire colonial? Comment se fait-il que nous

ayons consenti à augmenter par là même, d’année en année, la

somme de nos dépenses? Peut-on pousser plus loin la folie! —Les

colonies n’ont pas gagné plus que nous à ce système. Comparez le

Canada aux États-Unis, et vous aurez la preuve que les dépenses

énormes que nous avons supportées pour entretenir les forces

militaires de cette colonie, construire ses fortifications et ses

places, soutenir ses établissements ecclésiastiques, n’ont

contribué en rien à sa prospérité. J’ajoute que la situation

présente du Canada nous prouve aussi que, quels que soient les

bénéfices qu’une classe de sycophantes puisse réaliser en

trafiquant des places de nos établissements militaires, quels que

soient les avantages que les classes qui nous gouvernent retirent

de ce système, en y trouvant des moyens de patronage, et trop

souvent aussi,—dans les temps passés,—des moyens de corruption,

néanmoins, il n’est ni de l’intérêt des colons, ni de l’intérêt

du peuple de le maintenir. Je dis que ce système n’aurait jamais

dû être maintenu, et qu’il ne doit pas l’être davantage.

(Applaudissements prolongés.)

M. Cobden s’occupe ensuite de la colonie du Cap, qui a refusé de

recevoir les convicts de la métropole.—Les colons nous menacent

d’une résistance armée,—et ils ont raison;—mais est-on bien

fondé à prétendre que ces colons belliqueux ont besoin de 2,000 à

3,500 de nos meilleurs soldats pour se protéger contre les

sauvages? Ne sont-ils pas fort capables de se protéger eux-mêmes?

L’Australie aussi ne veut plus de nos convicts. En effet, de quel

droit répandrions-nous notre virus moral parmi les populations

des autres contrées? Nos colonies ne sont-elles pas bien fondées

à refuser de nous servir de bagnes? Mais si elles ne peuvent même

nous tenir lieu de prisons, pourquoi en ferions-nous les

frais?—M. Cobden s’élève encore contre la prise de possession

d’un rocher sur la côte de Bornéo. Nous avons voté, dit-il,

2,000 liv. st. pour le gouverneur de ce rocher, qui ne possédait

pas un seul habitant; c’est plus que ne coûte le gouverneur de la

Californie. Ce n’est pas tout. Notre rajah Brooke a fait une

battue sur les côtes de Bornéo, et il a massacré environ 1,500

indigènes sans défense (honte!), et c’est nous qui avons supporté

la honte et payé les frais de cette indigne guerre. Notre

gouverneur des îles Ioniennes nous a déconsidérés de même, auprès

de tous les peuples de l’Europe. Comme si nous n’avions pas assez

de nos colonies, nous nous sommes avisés encore de protéger un

roi des Mosquitos. Il paraît que le principal talent de ce

monarque, qui a été couronné à la Jamaïque,—toujours à nos

frais,—consiste à extraire une sorte d’insectes qui

s’introduisent sous la plante des pieds. C’est, en un mot, un

excellent pédicure. Cependant, c’est à l’occasion d’un monarque

de cette espèce, que nous sommes en train de nous quereller avec

les États-Unis; quoi de plus pitoyable?

Le système colonial a toujours été funeste au peuple anglais.

Nous nous sommes emparés de certains pays éloignés, dans l’idée

que nous trouverions profit à en accaparer le commerce, à

l’exclusion de tous les autres peuples. C’était absolument comme

si un individu de cette ville disait: «Je ne veux plus aller au

marché pour acheter mes légumes, mais je veux avoir un jardin à

moi pour cultiver moi-même des légumes.» Notre langage est le

même en ce qui concerne les colonies. Nous disons: Nous voulons

prendre exclusivement possession de cette île-ci ou de cette

île-là, et nous voulons accaparer son commerce, en restreignant

ses productions à notre propre usage. Comme s’il n’était pas

infiniment plus profitable pour un peuple d’avoir un marché

ouvert où tout le monde puisse venir! Les colonies se trouvent, à

cet égard, dans la même situation que nous. Comme nous, elles

auraient plus d’intérêt à jouir d’une entière liberté commerciale

qu’à vivre sous le régime des restrictions. J’espère donc que

vous pousserez unanimement le cri de *self-government* pour les

colonies; j’espère que vous demanderez qu’il ne soit plus voté un

shilling dans ce pays pour les dépenses civiles et militaires des

colonies.

Si je vous ai longuement entretenus de cette question, c’est

qu’elle sera un des principaux thèmes des débats du Parlement

dans la prochaine session; c’est aussi que les destinées futures

de notre pays dépendent beaucoup de la manière dont elle sera

comprise par vous. Nous devons reconnaître le droit de nos

colonies à se gouverner elles-mêmes; et, en même temps, comme

elles sont en âge de réclamer les droits des adultes et de se

tirer d’affaire elles-mêmes, nous pouvons exiger qu’elles ne

recourent plus à leur vieux père, déjà suffisamment obéré, pour

couvrir les dépenses de leur ménage; cela ne saurait évidemment

devenir le sujet d’une querelle entre nous et nos colonies.— Si

quelques-uns, exploitant un vieux préjugé de notre nation,

m’accusent de vouloir démembrer cet empire par l’abandon de nos

colonies, je leur répondrai que je veux que les colonies

appartiennent aux Anglais qui les habitent. Est-ce là les

abandonner? Pourquoi en avons-nous pris possession, si ce n’est

pour que des Anglais pussent s’y établir? Et maintenant qu’ils

s’y trouvent établis, n’est-il pas essentiel à leur prospérité

qu’ils y jouissent des priviléges du self-government? On

m’objecte aussi que l’application de ma doctrine aurait pour

résultat d’affaiblir de plus en plus les liens qui unissent la

métropole et les colonies. Les liens politiques, oui, sans doute!

Mais si nous accordons de plein gré, cordialement, à nos colonies

le droit de se gouverner elles-mêmes, croyez-vous qu’elles ne se

rattacheront pas à nous par des liens moraux et commerciaux

beaucoup plus solides qu’aucun lien politique? Je veux donc que

la mère patrie renonce à toute suprématie politique sur ses

colonies, et qu’elle s’en tienne uniquement aux liens naturels

qu’une origine commune, des lois communes, une religion et une

littérature communes ont donnés à tous les membres de la race

anglo-saxonne disséminés sur la surface du globe.

(Applaudissements.)

N’oublions pas, non plus, que nous sommes des *free-traders*.

Nous avons adopté le principe de la liberté du commerce; et en

agissant ainsi, nous avons déclaré que nous aurions le monde

entier pour consommateur. Or, s’il y a quelque vérité dans les

principes de la liberté du commerce, que nous avons adoptés

comme vrais, il doit en résulter qu’au lieu de nous laisser

confinés dans le commerce, comparativement insignifiant, d’îles

ou de continents presque déserts, la liberté du commerce nous

donnera accès sur le marché du monde entier. En abandonnant le

monopole du commerce de nos colonies, nous ne ferons qu’échanger

un privilége misérable, contre le privilége du commerce avec le

monde entier. Que personne ne vienne donc dire qu’en abandonnant

ce monopole, l’Angleterre nuira à sa puissance ou à sa prospérité

futures! On m’objecte enfin que nos colonies servent d’exutoires

à notre population surabondante, et, qu’en les laissant, nous

fermerons ces exutoires utiles. À quoi je réponds que si nous

permettons à nos colonies de se gouverner elles-mêmes, elles

offriront plus de ressources à nos émigrants que si elles

continuent à être mal gouvernées par la métropole. D’ailleurs,

que se passe-t-il aujourd’hui? Beaucoup plus d’Anglais émigrent

chaque année aux États-Unis que dans toutes nos colonies réunies.

(Applaudissements.) Pourquoi? parce que, grâce à la liberté dont

jouissent les États-Unis, l’accroissement du capital y est tel,

qu’un plus grand nombre de travailleurs peuvent y trouver de bons

salaires que dans les pays que nous gouvernons. Accordez à nos

colonies une liberté et une indépendance semblables à celles dont

jouissent les États-Unis, accordez-leur l’élection de leurs

fonctionnaires et la faculté de pourvoir elles-mêmes à leurs

propres dépenses, accordez-leur ce stimulant; et elles

progresseront bientôt assez pour donner à votre émigration une

issue plus large et meilleure. Un autre avantage que je trouve

dans l’application du self-government à nos colonies, c’est

qu’elles ouvriront une carrière plus large à l’ambition des

classes supérieures. Les membres de ces classes se rendront aux

colonies lorsque le self-government fournira une carrière à leur

capacité de juges, d’administrateurs, etc., tandis que la

centralisation du bureau de Downing-street les décourage

aujourd’hui d’y aller. Ce n’est pas que je veuille jeter un blâme

spécial sur le colonial-office. Je crois que les colonies

seraient gouvernées plus mal encore par la Chambre des communes;

c’est le système que je blâme. Je conclus donc en vous suppliant

de demander pour nos colonies les bienfaits de l’émancipation

politique, et de refuser désormais de subvenir à leurs frais de

gouvernement. Qu’elles nomment elles-mêmes leurs gouverneurs,

leurs contrôleurs, leurs douaniers, leurs évêques et leurs

diacres, et qu’elles payent elles-mêmes les rentes de leurs

cimetières! (Applaudissements.) Cessons à tout jamais de nous

mêler de leurs affaires. Ne nous occupons plus de cette question

coloniale que pour la régler à la pleine et entière satisfaction

de nos concitoyens des colonies, en leur accordant tous les

droits politiques qu’ils pourront nous demander.

(Applaudissements prolongés.)

APPENDICE

PLAN DE LORD JOHN RUSSELL

(_Journal des Économistes_, nº du 15 avril 1850.)

Si l’on demandait quel est le phénomène économique qui, dans les temps modernes, a exercé le plus d’influence sur les destinées de l’Europe, peut-être pourrait-on répondre: C’est l’aspiration de certains peuples, et particulièrement du peuple anglais, vers les colonies.

Existe-t-il au monde une source qui ait vomi sur l’humanité autant de guerres, de luttes, d’oppression, de coalitions, d’intrigues diplomatiques, de haines, de jalousies internationales, de sang versé, de travail déplacé, de crises industrielles, de préjugés sociaux, de déceptions, de monopoles, de misères de toutes sortes?

Le premier coup porté volontairement, scientifiquement au système colonial, dans le pays même où il a été pratiqué avec le plus de succès, est donc un des plus grands faits que puissent présenter les annales de la civilisation. Il faudrait être dépourvu de la faculté de rattacher les effets aux causes pour n’y point voir l’aurore d’une ère nouvelle dans l’industrie, le commerce et la politique des peuples.

Avoir de nombreuses colonies et constituer ces colonies, à l’égard de la mère patrie, sur les bases du monopole réciproque, telle est la pensée qui domine depuis des siècles la politique de la Grande-Bretagne. Or, ai-je besoin de dire quelle est cette politique? S’emparer d’un territoire, briser pour toujours ses communications avec le reste du monde, c’est là un acte de violence qui ne peut être accompli que par la force. Il provoque la réaction du pays conquis, celle des pays exclus, et la résistance de la nature même des

choses. Un peuple qui entre dans cette voie se met dans la nécessité d’être partout et toujours le plus fort, de travailler sans cesse à affaiblir les autres peuples.

Supposez qu’au bout de ce système, l’Angleterre ait rencontré une déception. Supposez qu’elle ait constaté, pour ainsi dire arithmétiquement, que ses colonies, organisées sur ce principe, ont été pour elle un fardeau; qu’en conséquence, son intérêt est de les laisser se gouverner elles-mêmes, autrement dit, de les affranchir;—il est aisé de voir que, dans cette hypothèse, l’action funeste, que la puissance britannique a exercée sur la marche des événements humains, se transformerait en une action bienfaisante.

Or, il est certain qu’il y a en Angleterre des hommes qui, acceptant dans tout leur ensemble les enseignements de la science économique, réclament non par philanthropie, mais par intérêt, en vue de ce qu’ils considèrent comme le bien général de l’Angleterre elle-même, la rupture du lien qui enchaîne la métropole à ses cinquante colonies.

Mais ils ont à lutter contre deux grandes puissances: l’orgueil national et l’intérêt aristocratique.

La lutte est commencée. Il appartenait à M. Cobden de frapper le premier coup. Nous avons porté à la connaissance de nos lecteurs le discours prononcé au meeting de Bradford, par l’illustre réformateur (v. pages 497 et suiv.); aujourd’hui nous avons à leur faire connaître le plan adopté par le gouvernement anglais, tel qu’il a été exposé par le chef du cabinet, lord John Russell, à la Chambre des communes, dans la séance du 8 février dernier.

Le premier ministre commence par faire l’énumération des colonies anglaises.

Ensuite il signale les principes sur lesquels elles ont été organisées:

En premier lieu, dit-il, l’objet de l’Angleterre semble avoir été

d’envoyer de ce pays des émigrants pour coloniser ces contrées

lointaines. Mais, en second lieu, ce fut évidemment le système de

ce pays,—comme celui de toutes les nations européennes à cette

époque,—de maintenir strictement le monopole commercial entre la

mère patrie et ses possessions. Par une multitude de statuts,

nous avons eu soin de centraliser en Angleterre tout le commerce

des colonies, de faire arriver ici toutes leurs productions, et

de ne pas souffrir qu’aucune autre nation pût aller les acheter

pour les porter ici ou ailleurs. C’était l’opinion universelle

que nous tirions de grands avantages de ce monopole, et cette

opinion persistait encore en 1796, comme on le voit par un

discours de M. Dundas, qui disait: «Si nous ne nous assurons pas,

par le monopole, le commerce des colonies, leurs denrées

trouveront d’autres débouchés, au grand détriment de la nation.»

Un autre trait fort remarquable caractérisait nos rapports avec

nos colonies, et c’est celui-ci: il était de principe que partout

où des citoyens anglais jugeaient à propos de s’établir, ils

portaient en eux-mêmes la liberté des institutions de la mère

patrie.

À ce propos, lord John Russell cite des lettres patentes émanées de Charles Ier, desquelles il résulte que les premiers fondateurs des colonies avaient le droit de *faire des lois, avec le consentement, l’assentiment et l’approbation des habitants libres des dites provinces*; que leurs successeurs auraient les mêmes droits, comme s’ils étaient nés en Angleterre, possédant toutes les *libertés, franchises et priviléges attachés à la qualité de citoyens anglais*.

Il est aisé de comprendre que ces deux principes, savoir: 1º le monopole réciproque commercial; 2º le droit pour les colonies de se gouverner elles-mêmes, ne pouvaient pas marcher ensemble. Le premier a anéanti le second, ou du moins il n’en est resté que la faculté assez illusoire de

décider ces petites affaires municipales, qui ne pouvaient froisser les préjugés restrictifs dominants à cette époque.

Mais ces préjugés ont succombé dans l’opinion publique. Ils ont aussi succombé dans la législation par la réforme commerciale accomplie dans ces dernières années.

En vertu de cette réforme, les Anglais de la mère patrie et les Anglais des colonies sont rentrés dans la liberté d’acheter et de vendre selon leurs convenances respectives et leurs intérêts. Le lien du monopole est donc brisé, et la franchise commerciale étant réalisée, rien ne s’oppose plus à proclamer aussi la franchise politique.

Je pense qu’il est absolument nécessaire que le gouvernement et

la Chambre proclament les principes qui doivent désormais les

diriger; s’il est de notre devoir, comme je le crois fermement,

de conserver notre grand et précieux empire colonial, veillons à

ce qu’il ne repose que sur des principes justes, propres à faire

honneur à ce pays et à contribuer au bonheur, à la prospérité de

nos possessions.

En ce qui concerne notre politique commerciale, j’ai déjà dit que

le système entier du monopole n’est plus. La seule précaution que

nous ayons désormais à prendre, c’est que nos colonies

n’accordent aucun privilége à une nation au détriment d’une

autre, et qu’elles n’imposent pas des droits assez élevés sur nos

produits pour équivaloir à une prohibition. Je crois que nous

sommes fondés à leur faire cette demande en retour de la sécurité

que nous leur procurons.

J’arrive maintenant au mode de gouvernement de nos colonies. Je

crois que, comme règle générale, nous ne pouvons mieux faire que

de nous référer à ces maximes de politique qui guidaient nos

ancêtres en cette matière. Il me semble qu’ils agissaient avec

justice et sagesse, quand ils prenaient soin que partout où les

Anglais s’établissaient, ils jouissent de la liberté anglaise et qu’ils eussent des institutions anglaises. Une telle politique était certainement calculée pour faire naître des sentiments de bienveillance entre la mère patrie et les colonies; et elle mettait ceux de nos concitoyens, qui se transportaient dans des contrées lointaines, à même de jeter les semences de vastes communautés, dont l’Angleterre peut être fière.

… … … … … … … … … … . .

Canada.—Jusqu’en 1828, il y a eu de graves dissensions entre les ministres de la couronne et le peuple canadien. Le gouvernement de ce pays crut pouvoir régler les impôts du Canada, sans l’autorité et le consentement des habitants de la colonie.

M. Huskisson proposa une enquête à ce sujet. Le Parlement s’en

occupa longuement: des comités furent réunis, des commissions

furent envoyées sur les lieux; mais à la fin une insurrection

éclata. Le gouvernement, dont je faisais partie, jugea à propos

de suspendre, pour un temps, la constitution de la colonie. Plus

tard, il proposa de réunir les deux provinces et de leur donner

d’amples pouvoirs législatifs. En établissant ce mode de

gouvernement, dans une colonie si importante, nous rencontrâmes

une question, qui, je l’espère, a été résolue à la satisfaction

du peuple canadien, quoiqu’elle ne pût pas être tranchée de la

même manière dans une province moins vaste et moins peuplée. Le

parti populaire du Canada réclamait ce qu’il appelait un

gouvernement responsable, c’est-à-dire qu’il ne se contentait pas

d’une législature librement élue, mais il voulait encore que le

gouverneur général, au lieu de nommer son ministère, abstraction

faite de l’opinion de la législature, ainsi que cela était devenu

l’usage, fût obligé de le choisir dans la majorité de

l’Assemblée. Ce plan fut adopté.

….. Dans ces dernières années, le gouvernement a été dirigé, en

conformité de ce que les ministres de Sa Majesté croient être

l’opinion du peuple canadien. Quand lord Elgin vit que son

ministère n’avait qu’une majorité insignifiante, il proposa, soit

de le maintenir jusqu’à ce qu’il rencontrât des votes décidément

adverses, soit de dissoudre l’Assemblée. L’Assemblée fut

dissoute. Les élections donnèrent la majorité à l’opposition, et

lord Elgin céda les portefeuilles à ses adversaires. Je ne crois

pas qu’il fût possible de respecter plus complétement et plus

loyalement le principe de laisser la colonie s’administrer

elle-même.

New-Brunswick et Nouvelle-Écosse.—Le ministre rappelle que,

dans ces provinces, le conseil exécutif est récemment devenu

électif, de telle sorte que les affaires du pays se traitent par

les habitants eux-mêmes, ce qui a fait cesser les malheureuses

dissensions qui agitaient ces provinces.

Cap de Bonne-Espérance.—Le ministre annonce qu'après de

longues discussions et malgré de sérieuses difficultés, il a été

décidé que le gouvernement représentatif serait introduit au cap

de Bonne-Espérance. L'Assemblée représentative sera élue par les

habitants qui présenteront certaines garanties. On demandera des

garanties plus étendues pour élire les membres du Conseil. Les

membres de l'Assemblée seront élus pour cinq ans, ceux du Conseil

pour dix ans, renouvelables, par moitié, tous les cinq ans.

Australie.—Je ne propose pas, pour l’Australie, une Assemblée

et un Conseil, en imitation de nos institutions métropolitaines,

mais un seul Conseil élu, pour les deux tiers, par le peuple, et

pour un tiers, par le gouverneur. Ce qui m’a fait arriver à cette

résolution, c’est que cette forme a prévalu avec succès dans la

Nouvelle-Galles du Sud, et, autant que nous pouvons en juger,

elle y est préférée par l’opinion populaire à des institutions

plus analogues à celles de la mère patrie. (Écoutez! écoutez! et

cris: Non! non!) Tout ce que je puis dire, c’est que nous avons

cru adopter la forme la plus agréable à la colonie, et s’il eût

existé, dans la Nouvelle-Galles du Sud, une opinion bien arrêtée

sur la convenance de substituer un Conseil et une Assemblée à la

constitution actuelle, nous nous serions hâtés d’accéder à ce

voeu…. J’ajoute que, tout en proposant pour la colonie cette

forme de gouvernement, notre intention est de lui laisser la faculté d’en changer. Si c’est l’opinion des habitants, qu’ils se trouveraient mieux d’un Conseil et d’une Assemblée, ils ne rencontreront pas d’opposition de la part de la couronne.

L’année dernière, nous avions proposé que les droits de douane actuellement existants à la Nouvelle-Galles du Sud fussent étendus, par acte du Parlement, à toutes les colonies australiennes. Quelque désirable que soit cette uniformité, nous ne croyons pas qu’il soit convenable de l’imposer par l’autorité du Parlement, et nous préférons laisser chacune de ces colonies voter son propre tarif, et décider pour elle-même.

Nous proposons qu’un Conseil électif, semblable à celui de la Nouvelle-Galles du Sud, soit accordé au district de Port-Philippe, un autre à la terre de Van-Diémen, un autre à

l’Australie méridionale.

Nous proposons, en outre, que, sur la demande de deux de ces

colonies, il y ait une réunion générale de tous ces Conseils

australiens, afin de régler, en commun, des affaires communes,

comme l’uniformité du tarif, l’uniformité de la mise à prix des

terres à vendre.

Je n’entrerai pas dans plus de détails sur la portée de ce bill,

puisqu’il est sous vos yeux. J’en ai dit assez pour montrer notre

disposition à introduire, soit dans nos colonies américaines,

soit dans nos colonies australiennes, des institutions

représentatives, de donner pleine carrière à la volonté de leurs

habitants, afin qu’ils apprennent à se frayer eux-mêmes la voie

vers leur propre prospérité, d’une manière beaucoup plus sûre que

si leurs affaires étaient réglementées et contrôlées par des

décrets émanés de la mère patrie.

Nouvelle-Zélande.—En ce qui concerne la Nouvelle-Zélande, nous

montrâmes dès 1846, et peut-être d’une manière un peu précipitée,

notre disposition à introduire dans ce pays des institutions

représentatives. L’homme supérieur qui gouverne en ce moment la

colonie nous a signalé la différence qui existe entre les

naturels de la Nouvelle-Zélande et ceux de nos autres

possessions, soit en Amérique, soit en Afrique, dans la

Nouvelle-Hollande, ou la terre de Van-Diémen. Il nous a fait

remarquer leur aptitude à la civilisation et avec quelle

répugnance ils supporteraient la suprématie d’un petit nombre de

personnes de race anglaise, seules chargées de l’autorité

législative. Ces objections ont frappé le gouvernement par leur

justesse, et, en conséquence, nous proposâmes de suspendre la

constitution. Maintenant le gouverneur écrit qu’il a institué un

Conseil législatif dans la partie méridionale de la

Nouvelle-Zélande. Il nous informe en outre que, dans son opinion,

les institutions représentatives peuvent être introduites sans

danger et avec utilité dans toute la colonie. En conséquence, et

croyant son opinion fondée, nous n’attendons plus, pour agir, que

quelques nouvelles informations de détail et le terme fixé par

l’acte du Parlement.

Le ministre expose ensuite le plan qu’il se propose de suivre à l’égard de la Jamaïque, des Barbades, de la Guyane anglaise, de la Trinité, de Maurice et de Malte. Il parle de la répugnance que manifestent toutes les colonies à recevoir les condamnés à la transportation, et en conclut à la nécessité de restreindre ce mode de châtiment.

Quant à l’émigration qui, dans ces dernières années surtout, a acquis des proportions énormes, il se félicite de ce que le gouvernement s’est abstenu de toute intervention au-delà de quelques primes et secours temporaires. «L’émigration, dit-il, s’est élevée, depuis trois ans, à deux cent soixante-cinq mille personnes annuellement.» Il n’estime pas à moins de 1,500,000 livres sterling la dépense qu’elle a entraînée.

Les classes laborieuses ont trouvé pour elles-mêmes les

combinaisons les plus ingénieuses. Par les relations qui existent

entre les anciens émigrants et ceux qui désirent émigrer, des

fonds se trouvent préparés, des moyens de travail et d’existence

assurés à ces derniers, au moment même où ils mettent le pied sur

ces terres lointaines. Si nous avions mis à la charge du trésor

cette somme de 1,500,000 liv. st., indépendamment du fardeau qui

en serait résulté pour le peuple de ce pays, nous aurions

provoqué toutes sortes d’abus. Nous aurions facilité l’émigration

de personnes impropres ou dangereuses, qui auraient été

accueillies avec malédiction aux États-Unis et dans nos propres

colonies. Ces contrées n’auraient pas manqué de nous dire: «Ne

nous envoyez pas vos paresseux, vos impotents, vos estropiés, la

lie de votre population. Si tel est le caractère de votre

émigration, nous aurons certainement le droit d’intervenir pour

la repousser.» Telle eût été, je n’en doute pas, la conséquence

de l’intervention gouvernementale exercée sur une grande échelle.

Après quelques autres considérations, lord John Russell termine ainsi:

Voici ce qui résulte de tout ce que je viens de dire. En premier

lieu, quel que soit le mécontentement, souvent bien fondé, qu’a

fait naître la transition pénible pour nos colonies du système du

monopole au système du libre-échange, nous ne reviendrons pas sur

cette résolution que désormais votre commerce avec les colonies

est fondé sur ce principe: vous êtes libres de recevoir les

produits de tous les pays, qui peuvent vous les fournir à

meilleur marché et de meilleure qualité que les colonies; et d’un

autre côté les colonies sont libres de commercer avec toutes les

parties du globe, de la manière qu’elles jugeront la plus

avantageuse à leurs intérêts. C’est là, dis-je, qu’est pour

l’avenir le point cardinal de notre politique.

En second lieu, conformément à la politique que vous avez suivie

à l’égard des colonies de l’Amérique du Nord, vous agirez sur ce

principe d’introduire et maintenir, autant que possible, la

liberté politique dans toutes vos colonies. Je crois que toutes

les fois que vous affirmerez que la liberté politique ne peut pas

être introduite, c’est à vous de donner des raisons pour

l’exception; et il vous incombe de démontrer qu’il s’agit d’une

race qui ne peut encore admettre les institutions libres; que la

colonie n’est pas composée de citoyens anglais, ou qu’ils n’y

sont qu’en trop faible proportion pour pouvoir soutenir de telles

institutions avec quelque sécurité. À moins que vous ne fassiez

cette preuve, et chaque fois qu’il s’agira d’une population

britannique capable de se gouverner elle-même, si vous continuez

à être leurs représentants en ce qui concerne la politique

extérieure, vous n’avez plus à intervenir dans leurs affaires

domestiques, au delà de ce qui est clairement et décidément

indispensable pour prévenir un conflit dans la colonie elle-même.

Je crois que ce sont là les deux principes sur lesquels vous

devez agir. Je suis sûr au moins que ce sont ceux que le

gouvernement actuel a adoptés, et je ne doute pas qu’ils

n’obtiennent l’assentiment de la Chambre….

Non-seulement je crois que ces principes sont ceux qui doivent

vous diriger, sans aucun danger pour le présent, mais je pense

encore qu’ils serviront à résoudre, dans l’avenir, de graves

questions, sans nous exposer à une collision aussi malheureuse

que celle qui marqua la fin du dernier siècle. En revenant sur

l’origine de cette guerre fatale avec les contrées qui sont

devenues les États-Unis de l’Amérique, je ne puis m’empêcher de

croire qu’elle fut le résultat non d’une simple erreur, d’une

simple faute, mais d’une série répétée de fautes et d’erreurs,

d’une politique malheureuse de concessions tardives et

d’exigences inopportunes. J’ai la confiance que nous n’aurons

plus à déplorer de tels conflits. Sans doute, je prévois, avec

tous les bons esprits, que quelques-unes de nos colonies

grandiront tellement en population et en richesse qu’elles

viendront nous dire un jour: «Nous avons assez de force pour être

indépendantes de l’Angleterre. Le lien qui nous attache à elle

nous est devenu onéreux et le moment est arrivé où, en toute

amitié et en bonne alliance avec la mère patrie, nous voulons

maintenir notre indépendance.» Je ne crois pas que ce temps soit

très-rapproché, mais faisons tout ce qui est en nous pour les

rendre aptes à se gouverner elles-mêmes. Donnons-leur autant que

possible la faculté de diriger leurs propres affaires. Qu’elles

croissent en nombre et en bien-être, et, quelque chose qui

arrive, nous, citoyens de ce grand empire, nous aurons la

consolation de dire que nous avons contribué au bonheur du monde.

Il n’est pas possible d’annoncer de plus grandes choses avec plus de simplicité, et c’est ainsi que, sans la chercher, on rencontre la véritable éloquence.

La reproduction que nous venons de faire a dû suffire pour

démontrer que si la Ligue n’agit plus en corps, son esprit est

une des forces vives de la démocratie anglaise, et qu’il anime

des hommes dont la foi ardente, les lumières et les talents

peuvent surmonter bien des obstacles. Bastiat, qui attendait

beaucoup de ces hommes, vécut assez pour assister à la

réalisation d’une partie de ses espérances. Il vit l’Angleterre

abolir ses droits de navigation et réformer profondément son

régime colonial. Depuis sa mort, de tristes événements, en

modifiant la situation de l’Europe, ont rendu bien difficile la

seconde partie de la tâche qu’il assignait aux ligueurs; nous

voulons dire l’_application du principe de non-intervention et la

réduction des forces militaires_. Mais quelque éloigné que puisse

être le jour où s’accompliront de tels voeux,—où la civilisation

obtiendra des succès décisifs dans sa lutte contre le fléau de la

guerre,—on peut affirmer dès aujourd’hui que les apôtres du

libre-échange auront leur part dans les actions de grâces et les

bénédictions qui accueilleront cette incomparable victoire.

(_Note de l’Éditeur._)

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

DU TROISIÈME VOLUME

INTRODUCTION 1

Meeting à Manchester, en octobre 1842.—Discours de M. Cobden 81

Meeting à Londres, 16 mars 1843, théâtre de Drury-Lane.—Discours

de M. Cobden 91

— — 30 mars 1843.—Discours de MM. James Wilson,

J. W. Fox et Cobden 96

— — 5 avril 1843.—Exposé du président; discours

de MM. Hume, Brotherton, Milner Gibson 118

— — 13 avril 1843.—Discours du D. Bowring 144

— — 26 avril 1843.—Discours du R. Th. Spencer 153

— — 5 mai 1843.—Discours du R. Cox et de

M. Cobden 160

— — 13 mai 1843, salle de l’Opéra.—Discours de

M. Cobden 179

— — octobre 1843, théâtre de Covent-Garden.—Discours

de MM. Cobden et J. W. Fox 190

Meetings en Écosse, du 8 au 18 janvier 1844.—Allocutions diverses;

extraits des discours de M. Cobden, à Perth,

et du colonel Thompson, à Greenock, *etc.* 207

Meeting à Londres, 25 janvier 1844, théâtre de Covent-Garden.—Discours

de MM. George Wilson et J. W. Fox 223

— — 1er février 1844.—Compte rendu 236

Banquet à Wakefield (Yorkshire), le 31 janvier 1844.—Allocution

du président, M. Marshall, et discours de

lord Morpeth et de M. Cobden 238

Meeting à Londres, 15 février 1844.—Discours de MM. Villiers

et J. W. Fox 246

— — 21 février 1844.—Compte rendu; discours

de MM. O’Connell et George Thompson 259

— — 28 février 1844.—Discours de M. Ashworth 275

— — 17 avril 1844.—Compte rendu; discours de

M. George Thompson 281

— — 1er mai 1844.—Discours de MM. Ricardo et

Cobden 298

— — 14 mai 1844.—Discours de MM. Bright et

James Wilson 309

— — 22 mai 1844.—Discours de M. George Thompson 327

— — 5 Juin 1844.—Résumé d’un discours de

M. Bouverie, et discours de M. Milner

Gibson 343

Exposé du dissentiment sur le tarif des sucres 351

Meeting à Londres, le 19 juin 1844.—Discours du R. Th. Spencer

et de MM. Cobden et Fox. Réflexions du

traducteur 355

Débat à la Chambre des communes sur la proposition de M.

Villiers.—Argument de M. Milner

Gibson.—Résumé historique 384

Meeting à Londres, le 7 août 1844.—Considérations sur l’esprit

de paix.—Discours de M. Milner Gibson

et de M. Fox 391

Les *free-traders* et les chartistes à Northampton 403

Démonstrations en faveur de la liberté commerciale à

Walsall.—Présentation d’une coupe à M.

John B. Smith 404

Grand meeting de la Ligue au théâtre de Covent-Garden, 17 décembre

1844.—Discours de M. Cobden 409

Meeting général de la Ligue à Manchester, 22 janvier 1845.

Discours de M. J. Bright 420

Interrogatoire de Jacques Deacon Hume, esq, ancien secrétaire

du *Board of trade*, sur la loi des

céréales, devant le comité de la Chambre

des communes chargé de préparer le projet

de loi relatif aux droits d’importation

pour 1839 430

Appendice.

Fin de la première campagne de la Ligue anglaise 437

SECONDE CAMPAGNE DE LA LIGUE 449

Deux Angleterre 459

Meeting du 25 janvier 1848, à Manchester.—Discours de MM.

Milner Gibson, Cobden et J. Bright 463

Lettre de Bastiat à M. G. Wilson, du 15 janvier 1849 492

La réforme coloniale en Angleterre.—Discours de M. Cobden à

Bradford 497

Discours de John Russell au Parlement 508

Récapitulation des discours contenus dans ce volume et l’Appendice.

13 de M. Cobden pages 81, 92, 111, 167, 180, 190, 213

et 214, 242, 302, 355, 410, 474,

498.

6 de M. J. W. Fox — 105, 197, 225, 248, 373, 398.

4 de M. Milner Gibson — 133, 346, 388 et 394, 464.

3 de M. George Thompson — 271, 283, 327.

3 de M. John Bright — 310, 421, 486.

2 de M. James Wilson — 97, 315.

2 du Révérend Th. Spencer — 154, 365.

1 de M. Hume — 122.

1 du docteur Bowring — 145.

1 du Révérend Cox — 161.

1 du colonel Perronet Thompson — 218.

1 de M. George Wilson — 238.

1 de M. Marshall — 238.

1 de le lord Morpeth — 239.

1 de M. Villiers — 246.

1 de O’Connell — 261.

1 de M. Ashworth — 275.

1 de M. Ricardo — 298.

1 de lord John Russell — 510.

FIN DE LA TABLE.

CORBEIL, TYP. ET STÉR. DE CRÉTÉ.

[Note au lecteur de ce fichier numérique:

Seules les erreurs clairement introduites par le typographe ont été corrigées. L’orthographe de l’auteur a été conservée.

Page 223: Dans la phrase “c’est ce que nos adversaires pourront nier”, “ne” a été rajouté, “c’est ce que nos

adversaires ne pourront nier”.

Page 502: Dans la phrase “Je me demande où la nécessité pour nous d’entretenir”, “est” a été rajouté, “Je me demande où est la nécessité pour nous d’entretenir”.]